

AUGUSTE CORNU
*Membre correspondant
de l'Académie des Sciences de Berlin*



KARL MARX
ET
FRIEDRICH ENGELS

Leur vie et leur œuvre

TOME IV
LA FORMATION DU MATÉRIALISME HISTORIQUE
(1845-1846)



PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS
1970

CHAPITRE PREMIER

LA SITUATION EN EUROPE OCCIDENTALE, (1840-1847)

Marx et Engels, après être passés du démocratisme au communisme, prennent contact avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat anglais et français et établissent dans les *Thèses sur Feuerbach*, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* et *L'idéologie allemande* les principes essentiels du matérialisme dialectique et historique comme fondement théorique de l'action révolutionnaire du prolétariat, avant de commencer à prendre la direction effective de celle-ci.

Cette élaboration théorique et cette action révolutionnaire s'opèrent en étroites relations avec le développement économique et social de l'Angleterre, de la France et de l'Allemagne avec lesquelles Marx et Engels sont directement en rapport.

La révolution industrielle

La situation de ces pays dans les années quarante n'est étudiée ici que dans la mesure où elle détermine les conditions de vie et de lutte du prolétariat ; elle est caractérisée par la croissance accélérée de la production industrielle, qui s'effectue différemment et selon un rythme particulier dans chacun de ces pays.

Alors que la France et l'Allemagne sont des pays essentiellement agraires, où le mode de production industrielle reste artisanal ou manufacturier, en Angleterre, la révolution industrielle, qui fait passer l'agriculture au second plan, se développe de plus en plus rapidement : la fabrique remplace la manufacture, l'emploi de la machine et de la vapeur comme force motrice se généralise.

L'accroissement rapide de la demande de produits manufacturés stimule l'invention et l'utilisation de machines qui sont désormais nécessaires pour satisfaire les besoins. Au début la demande porte surtout sur les biens de consommation, ce qui explique le développement prioritaire de l'industrie textile. Il faut davantage de machines, et la construction accélérée de chemins de fer et de navires à vapeur donne à son tour une grande impulsion à la métallurgie, qui tend de plus en plus à rattraper, puis à dépasser en importance l'industrie textile.

Le développement de l'industrie entraîne un changement profond de la structure sociale. Celui-ci se manifeste par la perte d'influence de la noblesse, qui correspond à la diminution relative de la production agricole, par la montée de la grande bourgeoisie, qui s'effectue parallèlement au développement de l'industrie et du commerce, par le déclin des classes moyennes, artisans et petits fabricants, qui peuvent de moins en moins résister à la concurrence des fabriques, enfin par la formation d'un prolétariat de plus en plus important et misérable, qui devient révolutionnaire dans la mesure où il prend plus nettement conscience de ses intérêts de classe et qui commence à jouer un rôle déterminant dans l'évolution de la société.

1. L'Angleterre

La transformation économique et sociale, provoquée par la révolution industrielle qui a débuté en Angleterre dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, se poursuit au XIX^e à un rythme accéléré.

Le passage de la production manufacturière à celle de la fabrique, est favorisé par le développement des marchés intérieur et extérieur, dû à l'augmentation de la population et à l'extension du domaine colonial.

La mécanisation du tissage et de la filature fait passer les importations de coton de 1 million de livres en 1771 à 528 millions en 1841 ; elle fait tomber le nombre des tisserands à main de 240 000 à 60 000 entre 1820 et 1844, tandis que dans cette même période le nombre des tisserands travaillant à un métier mécanique passe de 10 000 à 150 000.

La mécanisation de la métallurgie, qui succède à celle de l'industrie textile, est particulièrement rapide à partir des années quarante, à la suite de la construction accélérée de chemins de fer — leur longueur passe de 1841 à 1847 de 1 360 à 7 700 km — et de navires à vapeur. Grâce à l'amélioration des hauts fourneaux, la production du fer passe de 125 000 t

en 1796, à 678 000 t en 1830 et à 2 250 000 t en 1850. Le développement de l'industrie métallurgique entraîne celui de l'industrie minière ; c'est ainsi que l'extraction de la houille passe de 7,6 millions de tonnes en 1790 à 49 millions en 1850.

La construction de chemins de fer, de navires à vapeur et de canaux qui facilite les transports, en augmente la rapidité et en diminue le prix, favorise l'expansion industrielle et commerciale qui est à l'origine d'un accroissement rapide des capitaux circulants et de la création de banques et de sociétés par actions.

On constate dans l'agriculture un développement analogue par la concentration des terres grâce à l'accaparement des biens communaux et à l'élimination des petits paysans, ceci permet d'obtenir un meilleur rendement du sol par l'emploi de machines et par une utilisation plus importante des engrais. La croissance de l'agriculture est par ailleurs stimulée par l'augmentation de la demande de denrées alimentaires, due à l'accroissement de la population, et par les droits de douane sur les céréales.

Bien que l'Angleterre fasse alors des progrès étonnants dans le domaine économique et qu'elle possède une grande avance sur les autres pays, acquise grâce à l'essor de sa révolution industrielle, elle n'a pas encore atteint le rythme de développement qui caractérise la période postérieure à la Révolution de 1848, où la manufacture est complètement éliminée par la fabrique.

Parallèlement au développement économique, une transformation profonde s'opère dans la structure sociale du pays. Celle-ci est caractérisée, d'une part, par l'ascension rapide de la grande bourgeoisie qui, possédant les forces de production industrielle, dispute le pouvoir à l'aristocratie foncière et, d'autre part, par le déclin relatif de celle-ci, qui parvient cependant à conserver une grande partie de son influence grâce à l'accaparement des terres, à la modernisation de l'agriculture et à la possession de gisements houillers et métallifères, qui lui permet de participer à l'expansion industrielle. L'opposition entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie industrielle se traduit sur le plan politique par la lutte entre les Tories conservateurs et les Whigs libéraux. Profitant de leur succès aux élections de 1832 qui les porte au pouvoir, les Whigs s'efforcent d'affaiblir la puissance des grands propriétaires fonciers en abaissant les droits de douane sur les céréales ; ceci explique le rôle considérable que jouent dès lors les lois sur les céréales dans l'affrontement entre les deux grandes fractions de la classe dirigeante.

Tandis qu'augmente la puissance de la grande bourgeoisie

et que se maintient à peu près celle des grands propriétaires fonciers, on voit s'accroître la décadence des classes moyennes, artisans, petits fabricants et commerçants, de moins en moins capables de résister à la concurrence de la grande industrie et du grand commerce et se développer un prolétariat de plus en plus nombreux et misérable, mais aussi de plus en plus combatif.

L'aggravation croissante de la compétition entre les ouvriers en raison de l'extension du machinisme, qui permet l'emploi de femmes et d'enfants travaillant à vil prix, provoque une baisse constante des salaires et une augmentation incessante de la durée de travail ; elle atteint 18 heures par jour pour certaines catégories de travailleurs. La misère des ouvriers devient atroce en cas de crise, qui les réduit au chômage et à la famine.

L'extension de la misère a comme conséquence en même temps que la recrudescence de l'alcoolisme, de la prostitution et de la criminalité, la révolte des ouvriers contre l'exploitation implacable dont ils sont victimes. Cette révolte, de caractère tout d'abord sporadique, se transforme de plus en plus en une lutte organisée à la fois sur le plan syndical et sur le plan politique. Après la conquête du droit de coalition, de grève et de vote, on voit, en effet, se renforcer l'action syndicale sous la direction des *trade-unions*, qui aboutit à la grande grève de l'été 1842 et à la lutte politique sous la direction du chartisme, qui réclame l'égalité des circonscriptions électorales et le suffrage universel, égal et secret.

2. La France

Le développement économique et social ne se fait pas en France, en Belgique et surtout en Allemagne à une cadence aussi rapide qu'en Angleterre.

La révolution industrielle commence en France avec environ un demi-siècle de retard sur l'Angleterre. Alors que dans les années quarante, l'Angleterre est déjà profondément industrialisée, la France demeure encore, dans l'ensemble, un pays agricole.

Dans le domaine industriel la production artisanale et manufacturière prédomine encore ; c'est ainsi que 6 millions d'ouvriers sont occupés dans les ateliers et les manufactures et seulement 1,3 million dans les fabriques. Cependant, surtout après la Révolution de 1830, la croissance plus vive de la grande industrie entraîne le remplacement progressif de la manufacture par la fabrique. C'est ainsi que, dans le tissage, le nombre des métiers mécaniques passe de 600 en 1835, à 12 000 en 1842. Dans l'indus-

trie métallurgique, dont l'essor est, comme en Angleterre, stimulé par la construction accélérée de chemins de fer, la production de la fonte passe de 221 000 t en 1818, à 591 000 t en 1847 ; le nombre de hauts fourneaux chauffés au coke s'élève de 33 en 1839 à 106 en 1846, celui de machines à vapeur de 615 en 1830 à 5 000 en 1847. L'extraction de la houille et de minerais activée par l'expansion de l'industrie métallurgique se fait également à un rythme accéléré : de 1831 à 1847 la production houillère passe de 1,8 million de tonnes à 5 millions, celle de minerais de fer de 740 000 t à 1 658 000 t.

Comme en Angleterre le développement de l'industrie et du commerce favorise l'accumulation des capitaux circulants et ainsi l'extension des banques et des sociétés par actions. Malgré cet élan, le développement économique reste encore très en retard par rapport à celui de l'Angleterre, comme en témoigne, en particulier, la longueur du réseau ferré qui n'est en France que de 3 000 km en 1851, alors qu'elle atteint à cette date 10 656 km en Angleterre.

A cette différence d'expansion économique en Angleterre et en France correspond une différence d'évolution sociale et politique. En Angleterre, la petite paysannerie a à peu près disparu par expropriation ; en France, au contraire, la petite et moyenne paysannerie prédomine mais végète plus ou moins ; l'extrême morcellement des terres ne permet pas l'amélioration des procédés de culture.

Quant à la noblesse, si elle joue encore en Angleterre le rôle de classe dirigeante, en France, ruinée par la Révolution de 1789, elle doit céder la place à la grande bourgeoisie arrivée au pouvoir avec la Révolution de 1830. Elle est dirigée par les banquiers et domine l'Etat, mis au service de ses intérêts de classe.

L'opposition est constituée par les classes moyennes, menacées progressivement par la concurrence de la grande industrie et privées du droit de vote par le suffrage censitaire.

Dans leur lutte contre la grande bourgeoisie, les classes moyennes, dirigées par des intellectuels et des membres des professions libérales, médecins et avocats, ont tendance à s'allier au prolétariat, qui ne présente pas encore une menace pour elles.

La situation de la classe ouvrière, constituée alors en majorité par des compagnons de plus en plus prolétarisés, est analogue à celle du prolétariat anglais. La journée de travail est en moyenne de 15 heures ; le salaire journalier moyen est de 2 F pour les hommes, de 1 F pour les femmes, de 50 à 70 centimes pour les enfants ; les ouvrières à domicile, encore plus mal payées

ne gagnent que de 30 à 40 centimes par jour. Le gain des compagnons est un peu plus élevé et leur journée n'est que de 13 heures.

Comme la classe ouvrière française, plus faible que le prolétariat anglais en raison du retard économique, ne dispose pas du droit de coalition et de grève, sa lutte revêt une forme différente. Elle se fait au moyen de grèves illégales et durement réprimées : grèves des compagnons tailleurs, cordonniers, charpentiers, qui se succèdent à partir de 1830, des canuts de Lyon et des mineurs d'Anzin ; au moyen d'émeutes organisées par les sociétés secrètes : émeute de 1834 dirigée par la Société des Droits de l'Homme, émeute de 1839 dirigée par la Société des Saisons. Au début, ouvriers et bourgeois révolutionnaires sont réunis dans ces sociétés, en particulier dans la Société des Droits de l'Homme. Mais la divergence d'intérêts et de buts crée entre bourgeois et ouvriers une scission qui s'accroît dans la mesure même où les ouvriers acquièrent une plus nette conscience de classe. C'est ainsi qu'en face de la Société des Droits de l'Homme, où prédomine la bourgeoisie révolutionnaire, se dresse la Société des Saisons fondée en 1837 par Blanqui et Barbès, qui est essentiellement composée d'ouvriers.

Une séparation analogue s'opère dans le domaine idéologique entre les doctrinaires socialistes : L. Blanc, V. Considérant, Proudhon qui défendent les intérêts des classes moyennes de plus en plus prolétarisées, et les doctrinaires communistes : Cabet, Dezamy, Blanqui qui défendent ceux de la classe ouvrière. Alors que les premiers ne préconisent que des réformes, telle l'organisation du travail, qu'ils jugent seules capables de résoudre la question sociale dans le cadre de la société bourgeoise, les autres visent à la destruction de la société bourgeoise par l'abolition de la propriété privée et l'instauration du communisme.

3. La Belgique

Le développement économique et social de la Belgique, devenue en 1830 un Etat indépendant avec une monarchie constitutionnelle, est à peu près analogue à celui de la France. C'est dans les années quarante un pays encore essentiellement agricole ; en 1846 2,2 millions de personnes vivent de l'agriculture et 1,2 million de l'industrie.

En 1845 éclate une grave crise agricole due à une maladie de la pomme de terre et à de mauvaises récoltes de céréales, crise qui devait durer jusqu'à la Révolution de 1848. La récolte de pommes de terre diminue de 85 % et l'ensemble de la production agricole de près des deux tiers ; ceci provoque un renché-

risement considérable des vivres ; ainsi, le prix du pain passe de 14 à 40 centimes le kilogramme.

La situation de l'industrie est meilleure, sauf dans les Flandres, spécialisées dans la production de la toile de lin et de chanvre, dont l'exportation tombe, du fait de la concurrence anglaise, de 4 500 t en 1835 à 1 500 t en 1848. On assiste par contre, comme en Angleterre et en France, à un rapide essor des industries cotonnière, métallurgique et minière. C'est ainsi que de 1835 à 1847, l'extraction de la houille triple et la production de la fonte quintuple.

Les progrès de l'industrie et du commerce amènent une rapide accumulation du capital circulant et avec elle la création de grandes banques — « Société générale pour favoriser le commerce et l'industrie », « Banque de Belgique » — et de sociétés par actions.

Parallèlement à l'essor de l'industrie et du commerce, l'importance de la bourgeoisie, dont les intérêts s'opposent à ceux des grands propriétaires fonciers, s'affirme de plus en plus. Cet antagonisme s'exprime au Parlement par la lutte entre les conservateurs catholiques qui défendent les intérêts de l'agriculture et les libéraux qui défendent ceux de l'industrie et du commerce.

Les classes moyennes progressivement écrasées par la concurrence de la grande industrie et exclues du pouvoir par le suffrage censitaire — sur une population de 4 millions il n'y a que 40 000 électeurs — luttent contre la prédominance des grands propriétaires fonciers et surtout de la grande bourgeoisie. Cette lutte a pour centre l'« Association démocratique » fondée en 1840, qui est dirigée par Adolphe Bartels, Alexandre et Félix Delhasse, Lucien Jottrand et le général Mellinet.

La classe ouvrière vit comme en Angleterre et en France dans une misère qui s'aggrave sans cesse. Le tisserand qui gagnait en 1840 de 75 centimes à 1 F par jour, ne gagne plus en 1846 que de 35 à 75 centimes ; la fileuse qui gagnait en 1840 de 30 à 50 centimes par jour ne reçoit plus en 1846 que de 15 à 20 centimes. Du fait de la disette, la misère atteint un tel degré que les ouvriers commettent des délits pour se faire incarcérer, afin de ne pas mourir de faim. Cette paupérisation s'accompagne d'une recrudescence de l'alcoolisme, de la prostitution et de la criminalité. Elle renforce par ailleurs la lutte ouvrière dirigée par Jean Pellerin qui fonde en 1833 la « Société d'éducation ouvrière » et par Jacques Katz qui réclame en 1844, dans son *Almanach populaire de Belgique*, l'organisation de la production par l'Etat pour supprimer l'exploitation capitaliste. En 1845

les typographes demandent, dans un libelle adressé au Parlement, le suffrage universel et l'organisation du travail et, en 1845, un *Appel à tous les vrais Belges par les amis du peuple des Flandres*, tiré à 100 000 exemplaires, rend le capitalisme responsable de la détresse de la classe ouvrière.

Sous l'effet de ce durcissement de la lutte ouvrière, un clivage se fait dans l'opposition bourgeoise. Les plus modérés quittent l'« Association démocratique » pour fonder sous la direction d'Adolphe Bartels « L'association libérale », tandis que les plus radicaux, sous la direction de Lucien Jottrand, orientent l'« Association démocratique » vers une union plus étroite avec le mouvement ouvrier.

4. L'Allemagne

En Allemagne la révolution industrielle se fait plus lentement encore qu'en France et en Belgique. Ce n'est qu'après la Révolution française et le soulèvement de 1814, qui ébranlent le système corporatif et les structures féodales qui subsistent encore dans les campagnes, et après la création en 1834 de l'Union douanière (Zollverein), qui fournit à l'industrie allemande un grand marché intérieur et lui permet de mieux résister, par le système protectionniste, à la concurrence anglaise, que sont réunies les conditions de cette révolution.

L'industrialisation du pays, qui se fait d'abord lentement, par suite du manque de débouchés, de l'accumulation insuffisante de capitaux et de la concurrence anglaise, se concentre en Rhénanie, en Westphalie, en Saxe et en Silésie, où se trouvent les principaux gisements de houille et de fer.

Le développement de la production mécanisée s'opère d'abord dans l'industrie textile. De 1815 à 1845 la production des filatures de coton augmente de sept fois ; le nombre des métiers à tisser passe de 1835 à 1844 de 600 à 12 000 et l'importation de coton de 107 000 à 446 000 t. L'essor de l'industrie métallurgique est, comme en Angleterre et en France, favorisé par la construction de chemins de fer, dont la longueur passe entre 1840 et 1850 de 949 à 6 044 km, soit le double du réseau ferroviaire français. La production du fer s'élève de 90 000 t en 1820 à 190 000 t en 1840, celle de la fonte de 221 000 t en 1818 à 521 000 t en 1847. La croissance de l'industrie minière va de pair avec celle de l'industrie métallurgique. De 1831 à 1840, l'extraction de la houille s'élève de 1,8 million à 3,4 millions de tonnes, celle de minerais de fer de 740 000 à 1 658 000 t. En même temps, la moyenne des personnes employées dans une entre-

prise passe de 7 vers 1800 à 100 dans les années quarante.

L'essor de l'industrie et du commerce entraîne une accumulation plus rapide des capitaux circulants, ce qui permet, comme en France, la création de banques et de sociétés par actions ; le nombre de celles-ci s'élève entre 1825 et 1850 de 16 à 102 et le montant de leurs capitaux dans cette même période de 34 à 638 millions de marks.

Malgré cette expansion, gênée au demeurant par le morcellement du pays en un grand nombre d'Etats très différents les uns des autres, l'Allemagne reste dans les années quarante, plus encore que la France et la Belgique, un pays essentiellement agraire. Paysans et ouvriers agricoles constituent, en effet, environ 50 % de l'ensemble des travailleurs, les artisans 18 % et les ouvriers de manufactures et de fabriques seulement 15 %.

En Allemagne orientale et en Silésie prédomine la grande exploitation. Dans ces régions s'opère, comme en Angleterre, une concentration des terres entre les mains des grands propriétaires fonciers, généralement nobles. Par l'éviction des petits paysans, ruinés par les indemnités très élevées qu'ils ont dû payer après 1814 pour se libérer des servitudes féodales et par l'accaparement des biens communaux, les hobereaux agrandissent leurs domaines de trois millions d'arpents ; ils augmentent encore leur pouvoir et leur richesse par l'exploitation de distilleries, de sucreries et de tuileries et par celle de mines de charbon en Silésie.

Dans l'Allemagne occidentale, centrale et méridionale prédomine au contraire la petite et la moyenne propriété foncière.

Le développement industriel et commercial de l'Allemagne s'accompagne, comme en Angleterre et en France, d'une profonde transformation sociale.

La noblesse conserve, particulièrement en Prusse, une position prédominante du fait de la possession des terres et de l'appui qu'elle trouve dans les gouvernements dont elle fournit les cadres. Les classes moyennes — petits fabricants, petits paysans, artisans et commerçants — qui résistent de plus en plus difficilement à la concurrence de la grande propriété foncière et de la grande industrie s'appauvrissent, tandis que s'accroît, avec l'expansion industrielle et commerciale, la puissance de la grande bourgeoisie, qui se sépare de plus en plus des classes moyennes. A mesure que se renforce son influence, elle entre plus résolument en lutte contre les gouvernements réactionnaires, en particulier le gouvernement prussien, qui favorisent l'agriculture au détriment de l'industrie et refusent à la bourgeoisie le rang social et

le pouvoir politique auxquels son rôle économique lui donne droit. En même temps qu'elle entre en conflit avec les gouvernements réactionnaires, la grande bourgeoisie combat de plus en plus énergiquement son ennemi principal, le prolétariat, qui constitue pour elle le danger majeur.

Tandis qu'augmente le prolétariat agricole du fait de la ruine des petits paysans, il se forme dans les villes industrielles un prolétariat urbain de plus en plus nombreux et misérable. Cet accroissement de la misère tient essentiellement à l'aggravation de la concurrence entre les ouvriers avec l'emploi de plus en plus grand de femmes et d'enfants travaillant à vil prix. Les salaires sans cesse réduits procurent à peine aux ouvriers le minimum vital. Les mieux payés sont les ouvriers métallurgistes qui gagnent en moyenne 3 marks par jour, les ouvriers du textile ne gagnent que 9 marks par semaine. Les femmes touchent la moitié du salaire des ouvriers, les enfants le quart. Les ouvriers agricoles et les domestiques dans les villes sont plus mal payés encore, ces dernières ne recevant que 12 marks par trimestre.

La situation des ouvriers empire encore sous l'effet de la concurrence étrangère qui fait tomber les salaires au niveau le plus bas. C'est ainsi qu'en Silésie le salaire moyen des tisserands à main n'est en 1844 que de 20 pfennigs par jour. La situation de l'ouvrier devient tragique en cas de chômage, car il n'est protégé par aucune loi sociale.

Cette situation entraîne la démoralisation des ouvriers, mais elle éveille en même temps chez eux la haine contre leurs exploiters et les pousse à la lutte. Comme ils sont privés du droit d'association et de grève, leur révolte revêt tout d'abord un caractère spontané et sporadique. En prenant de plus en plus conscience des causes de leur misère et de leurs intérêts de classe au cours de leur combat, les ouvriers apprennent peu à peu à s'organiser. Le premier soulèvement, important et généralisé, est la révolte des tisserands de Silésie en 1844, qui marque le début des grandes luttes de classe du prolétariat allemand.

Les luttes politiques et sociales en Allemagne (1840-1846)

Ces luttes trouvent leur expression dans quatre principaux mouvements : le mouvement libéral de la grande bourgeoisie, le mouvement démocratique des éléments les plus avancés des classes moyennes, le socialisme *vrai*, qui répond aux tendances des démocrates socialisants et le communisme artisanal et prolétarien.

1. Le mouvement libéral

L'essor de l'industrie et du commerce amène en même temps que le renforcement de la bourgeoisie celui du mouvement libéral qui traduit, sur le plan politique, ses intérêts de classe. De même que les provinces agraires de l'est de l'Elbe sont le centre de la réaction contre tout progrès, les régions les plus industrialisées, la Silésie, la Saxe et surtout la Rhénanie et la Westphalie constituent le foyer de l'opposition libérale. La création de sociétés par actions, de groupes industriels et de Chambres de Commerce, dont les membres discutent des questions économiques, politiques et sociales que pose la défense de leurs intérêts, renforce la conscience de classe de la grande bourgeoisie et son opposition aux gouvernements réactionnaires, en particulier au gouvernement prussien qui ligote la presse par la censure et écrase toute tentative de libéralisation du régime à l'aide de la police, de la justice et de l'armée. Sous la pression économique ce gouvernement a bien été contraint de laisser se développer l'industrie, mais il veille, en refusant d'élever suffisamment les droits protectionnistes par crainte de mesures de rétorsion qui entraveraient l'exportation des céréales, à ce que ce développement ne présente de danger ni pour lui, ni pour les hoberéaux. Il s'oppose également, comme les autres gouvernements, à l'unification de l'Allemagne, qui fait obstacle à son développement économique et social. L'opposition libérale est tournée aussi contre les Etats du centre et du sud de l'Allemagne, où, en dépit de leur régime constitutionnel, la noblesse agraire domine encore.

La grande bourgeoisie se dresse en même temps contre les tendances démocratiques qui se font jour dans une partie des classes moyennes et surtout contre le prolétariat, qui commence à entrer résolument en lutte contre elle. Elle ne vise par le libéralisme qu'à des réformes utiles à ses seuls intérêts ; c'est ainsi que tout en réclamant un régime constitutionnel, elle le veut accompagné du suffrage censitaire qui exclut les classes moyennes et le prolétariat de toute participation au pouvoir. Pour ce qui est de la question sociale, que le soulèvement des tisserands de Silésie a rendue actuelle, elle entend que l'aide de l'Etat à la classe ouvrière se borne à soulager la misère pour éviter les révoltes. Elle n'approuve, de ce fait, que des mesures charitables et philanthropiques et s'élève contre tout projet de réforme de la société.

Son action est surtout énergique en Rhénanie, où sa puissance est la plus grande. Elle s'exerce principalement par la voie de la presse et par ses interventions dans les débats de la Diète

rhénane. Les principaux organes libéraux sont la *Gazette de Cologne* qui avec ses 9 000 lecteurs est le plus grand journal de Rhénanie (1), le *Journal d'Aix-la-Chapelle* et la *Gazette générale d'Augsbourg* lue alors dans toute l'Allemagne. A la Diète rhénane, particulièrement au cours de la session de 1845, elle réclame plus énergiquement que jamais l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, qui lui permettrait d'accéder au moins partiellement au pouvoir, et l'unification de l'Allemagne.

Les dirigeants du libéralisme allemand sont de grands hommes d'affaires comme David Hansemann, Ludolf Camphausen et Gustav Mevissen. Partisan du système protectionniste David Hansemann, après avoir fondé en 1825 la Société d'Assurance contre l'Incendie d'Aix-la-Chapelle, présente en 1830 un mémoire au roi, dans lequel il réclame un régime constitutionnel avec un Parlement élu au suffrage censitaire ; il prend dans les années quarante une part active à la construction des chemins de fer. Contrairement à Hansemann, le banquier Ludolf Camphausen défend la thèse libre-échangiste. Fondateur de la Société rhénane de Remorquage, il participe également très activement dans les années quarante à la construction des chemins de fer. Se détournant dès 1843 de ses tendances progressistes qui l'avaient amené à collaborer à la *Gazette rhénane*, le jeune banquier Gustav Mevissen commence à jouer un rôle important dans le mouvement libéral.

Dans le grand-duché de Bade, qui jouit de la constitution la plus libérale, le principal leader du libéralisme est Friedrich Daniel Bassermann, qui, comme les chefs libéraux rhénans, s'oppose à toute réforme démocratique et sociale.

2. Le mouvement démocratique

A côté du mouvement libéral de la grande bourgeoisie se développe un mouvement démocratique soutenu par les éléments progressistes des classes moyennes : artisans, petits fabricants et commerçants, et surtout les médecins, les avocats et les intellectuels — professeurs, écrivains, journalistes — dont les intérêts et les tendances politiques et sociales divergent de plus en plus de ceux de la grande bourgeoisie. Comme le libéralisme leur paraît incapable de réaliser les réformes nécessaires à l'amélioration des conditions de vie du peuple, ils pensent que seule

(1) Cessant de se consacrer à la défense de l'ultramontanisme, la *Gazette de Cologne* s'oriente vers le libéralisme avec Heinrich Brüggemann, qui remplace le 1^{er} octobre 1845 Karl Andree comme rédacteur en chef.

l'instauration d'un régime démocratique fondé sur la souveraineté populaire serait à même de donner une solution équitable à tous les problèmes politiques et sociaux, en particulier au problème du paupérisme.

Le mouvement démocratique reçoit une forte impulsion dans les années quarante grâce au pamphlet du médecin Johann Jacoby intitulé *Réponse à quatre questions par un Prussien de l'Est* (1841), qui trouve un écho considérable non seulement en Prusse mais dans toute l'Allemagne. Les principaux centres de ce mouvement se trouvent à Königsberg, à Hambourg, en Saxe, en Silésie, à Berlin, dans le grand-duché de Bade et en Rhénanie.

Ses promoteurs à Königsberg — le grand port de la Prusse-Orientale, où le commerce d'exportation de céréales est très actif — sont le Dr Witt, directeur de la *Gazette de Königsberg* et surtout Johann Jacoby, dont les principes démocratiques prennent à partir de 1843 un caractère de plus en plus radical. Dans ses pamphlets (*La Prusse en 1845* et *La parole royale de Frédéric Guillaume III*, 1845) Jacoby réclame une constitution démocratique qui, par la généralisation de la liberté et de l'égalité, doit permettre de réaliser, sans que soit portée atteinte à la propriété privée et à l'ordre bourgeois, des conditions humaines de vie pour tous. Sa propagande s'adresse non seulement aux classes moyennes mais aussi aux compagnons et ouvriers chez qui elle trouve un large écho. Pour donner à son action une assise plus solide, il entre en relations avec les autres centres démocratiques qui commencent à se former dans toute l'Allemagne, ce qui généralise le mouvement démocratique.

Le grand port de Hambourg, alors ville libre, constitue comme Königsberg un centre actif du mouvement démocratique avec sa revue *Les saisons* et son journal *Le télégraphe pour l'Allemagne*, qui, après que Gutzkow en abandonne la direction en 1844, adopte une tendance de plus en plus radicale. A côté de problèmes politiques, ces deux organes s'occupent de questions sociales ; ils pensent, comme Jacoby, qu'elles doivent être réglées par la démocratisation de l'Etat. Cette impulsion plus radicale est donnée au *Télégraphe pour l'Allemagne* par son rédacteur en chef Georg Schirges, ami de Weitling et de A. Becker, qui, par la manière dont il traite les questions politiques et sociales, réussit à faire de ce journal un des principaux instruments de propagande des idées démocratiques (1).

(1) SCHIRGES publie en outre de 1845 à 1847 à Hambourg une revue mensuelle puis trimestrielle destinée aux artisans, *L'atelier* ; technique à l'origine, elle prend par la suite un caractère social de plus en plus accentué.

En Saxe, pays déjà fortement industrialisé qui possède une constitution relativement libérale, le mouvement démocratique est également aidé par la presse. Après avoir soutenu dans les *Annales de Halle* et les *Annales allemandes* la Gauche Jeune Hégélienne, Otto Wigand, éditeur à Leipzig, publie en 1844 et 1845 une *Revue trimestrielle* qui prend un caractère démocratique de plus en plus marqué (1).

Contribuent également au développement du mouvement démocratique en Saxe *Le messager des frontières, revue politique et littéraire*, *Le courrier allemand, organe populaire de la vie et de l'activité publique* et les *Feuilles patriotiques saxonnes*.

Le chef de l'opposition démocratique en Saxe est Robert Blum. Né en 1807 à Cologne, il s'établit en 1832 à Leipzig et y mène une active propagande démocratique par ses articles du *Télégraphe pour l'Allemagne*, des *Feuilles patriotiques saxonnes* et dans son almanach populaire *En avant*, dont il fait le principal organe d'opposition démocratique en Allemagne.

Le professeur d'histoire à l'Université de Leipzig, Karl Biedermann appuie aussi cette opposition ; il lutte dans ses revues, *Revue mensuelle allemande pour la littérature et la vie publique* et *Notre présent et notre avenir* pour une démocratisation du régime et donne dans ses cours un aperçu objectif du mouvement socialiste.

En Silésie, où comme en Saxe les industries textile et métallurgique prennent un grand essor, se développe un mouvement démocratique de tendance sociale plus accentuée, appuyé par la *Gazette de Breslau*, le *Journal de Silésie* et la *Chronique de Silésie*. Les principaux animateurs de ce mouvement, Wilhelm Wolff, qui va bientôt passer au communisme, et Eduard Pelz, mènent une campagne énergique en faveur de réformes démocratiques et sociales.

A Berlin, qui avec ses 400 000 habitants est alors la plus grande ville industrielle et commerciale de l'Allemagne (2), le

(1) Cf. *Revue trimestrielle de Wigand*, Leipzig, 1844, t. 1, p. 3-8 : « Avant-Propos » par Otto WIGAND ; cf. *ibid.*, 1845, t. 2, p. 122 : « Profession de foi » de Otto WIGAND.

On trouve la même tendance dans le *Comptoir littéraire de Zurich et Winterthur* dirigé par FRÖBEL, qui publie, jusqu'à sa disparition en 1846, les ouvrages interdits par la censure en Allemagne et dans *Le livre de poche allemand* que FRÖBEL fait paraître en 1845 et 1846.

(2) Berlin compte en 1847 environ 70 000 ouvriers de manufactures et d'usines, employés de commerce, artisans et apprentis. Les artisans sont plus ou moins prolétariés. Les deux tiers des tailleurs n'ont pas d'occupation suffisante, la menuiserie et la serrurerie tendent à perdre leur caractère artisanal. Il y a environ 33 fabriques de construction de machines employant

mouvement démocratique qui se trouve sous la coupe de la police, de la justice, de la bureaucratie et de la censure du gouvernement le plus réactionnaire de l'Allemagne, se heurte à de plus grandes difficultés qu'ailleurs.

Ses chefs sont d'anciens Jeunes Hégéliens. Parmi eux Karl Nauwerk, *privatdozent* à l'Université de Berlin, a la plus nette conception des tâches qui se posent au mouvement démocratique. Dès 1844, il souligne dans son cours, *Histoire des principales doctrines philosophiques sur l'Etat*, que l'Etat démocratique est la forme d'Etat la plus rationnelle ; la réalisation de cet Etat implique l'abolition du paupérisme, dont sont responsables le système capitaliste et l'indifférence de l'Etat. Dans un article « La question silésienne » (1), il montre que le système des fabriques engendre nécessairement le chômage, la mendicité, l'alcoolisme et la prostitution et il invite l'Etat à abolir cette forme nouvelle d'esclavage qu'est le prolétariat. Il soutient des thèses semblables en 1846 dans sa *Revue mensuelle de politique*. Des idées analogues sont exposées par Rutenberg dans la *Revue mensuelle d'économie politique et de vie sociale*, par Théodor Mütze dans la *Revue mensuelle pour l'éducation du peuple*, par Ludwig Buhl dans deux brochures *La domination du monopole de l'argent et du sol en Prusse* (Mannheim, 1844), *Considérations sur la misère de la classe ouvrière et les tâches qui se posent aux associations pour le relèvement de sa condition* (Berlin, 1845), ainsi que par Georg Julius, Eduard Meyen et Karl Friedrich Köppen dans différents articles.

Dans les Etats du sud-ouest de l'Allemagne qui ne sont pas industrialisés, le mouvement démocratique prend un caractère différent, car il s'inspire essentiellement des principes de la Révolution française. A l'origine de ce mouvement il y a la fête de Hambach (1832) et aussi le *Dictionnaire d'Etat* de Rotteck et Welcker (1834) qui connaît un très grand succès. Son principal centre est le grand-duché de Bade. Il y trouve un fort appui dans la presse, particulièrement dans la *Gazette du soir de Mannheim* et au Parlement où les interventions des députés démocrates ont un grand retentissement dans toute l'Allemagne.

En Rhénanie et en Westphalie enfin, qui sont les provinces les plus industrialisées de l'Allemagne, se développe un mou-

4 200 ouvriers — la fabrique de construction de locomotives de Borsig en occupe à elle seule 1 200 — 35 tissages de soie, 22 manufactures de tissus imprimés, 17 fabriques de produits chimiques, 15 raffineries de sucre, 31 fabriques de papier, imprimeries et brasseries.

(1) Paru dans la *Revue trimestrielle de Wigand*, 1845, t. I, pp. 282 et s.

vement démocratique caractérisé par une tendance sociale particulièrement accentuée. Ses principaux dirigeants sont d'anciens collaborateurs de la *Gazette rhénane* : l'assesseur Georg Jung, l'avocat Joseph G. Compes, le médecin Karl Ludwig d'Ester, l'écrivain Ignaz Bürgers. La tendance sociale donnée par Marx à la *Gazette rhénane* et développée au cours des discussions dans le Cercle d'études auxquelles il participait, s'accroît sous l'effet de l'agitation provoquée par la révolte des tisserands. Le cercle des démocrates s'agrandit alors par l'adjonction de nouveaux membres, comme B. Raveaux, qui inclinent vers le socialisme et d'officiers, comme Friedrich Anneke, Joseph Weydemeyer et August Willich, qui, s'orientant vers le communisme, renoncent bientôt à la carrière militaire.

L'agitation des démocrates se concentre au début dans les Associations pour le relèvement de la classe ouvrière, où ils proposent, comme d'Ester et Jung à Cologne, des mesures radicales pour abolir le paupérisme. Sous l'effet de l'accentuation de la lutte ouvrière, il s'opère une séparation parmi eux, les plus modérés comme Jung se distancent du communisme, tandis que d'autres comme d'Ester et Weydemeyer inclinent de plus en plus vers lui.

3. Le socialisme « vrai »

Le caractère du mouvement socialiste en Allemagne est essentiellement déterminé par la situation du prolétariat allemand et par ses luttes. Un tournant décisif dans celles-ci est marqué par la révolte des tisserands silésiens de juin 1844. Avec elle, en effet, commence la lutte de classe consciente du prolétariat allemand contre le capitalisme qui l'exploite et l'Etat qui l'opprime.

Cette révolte n'a pas seulement une importance capitale pour le développement de la lutte du prolétariat allemand, elle oblige aussi les gouvernements, en particulier le gouvernement prussien et la grande bourgeoisie à réviser leur position vis-à-vis de la classe ouvrière. Surpris par ce soulèvement et inquiet de voir l'écho qu'il trouve dans toute la population, le gouvernement prussien feint de se pencher sur le sort du prolétariat. Dans un appel grandiloquent, Frédéric Guillaume IV invite tous les gens de cœur à travailler au relèvement des conditions de vie des ouvriers, qu'il vient de faire massacrer et emprisonner. Il le fait dans la double intention de prévenir, au moyen de mesures charitables, toute émeute et de rejeter sur la bourgeoisie la responsabilité de la misère de la classe ouvrière.

Ce soulèvement a également une grande influence sur l'attitude de la grande bourgeoisie à l'égard du prolétariat. Soucieuse, comme le gouvernement, d'arrêter la dangereuse agitation de la classe ouvrière, elle participe, au début, activement à la création d'associations en faveur des ouvriers, mais dans la ferme intention de limiter son aide à des œuvres de bienfaisance. Ce soulèvement l'amène en même temps à changer progressivement d'attitude envers le gouvernement prussien. Elle reste persuadée qu'elle ne peut faire triompher ses intérêts de classe que par une lutte contre un régime encore semi-féodal et absolutiste, mais elle se rend compte aussi que l'appui de ce gouvernement lui est nécessaire pour écraser la révolte prolétarienne et qu'elle ne doit pas, de ce fait, pousser à fond sa lutte contre lui. De là son attitude politique contradictoire.

A la différence de la grande bourgeoisie, les classes moyennes de plus en plus appauvries par la concurrence des manufactures et des fabriques et opprimées par les gouvernements réactionnaires ont tendance à se rapprocher de la classe ouvrière mais, attachées au système de la propriété privée, elles repoussent une transformation radicale de la société par la voie révolutionnaire et pensent que le meilleur moyen de résoudre la question sociale est la démocratisation de l'Etat.

La révolte des tisserands exerce enfin une influence déterminante sur le développement du socialisme et du communisme en Allemagne.

Le socialisme *vrai*, forme spécifique que revêt le socialisme en Allemagne de 1844 à 1848, naît au moment où la révolte des tisserands de Silésie met la question du paupérisme à l'ordre du jour.

Il est essentiellement l'œuvre d'intellectuels démocrates orientés vers le socialisme. Comme il n'y a alors en Allemagne, à la différence de l'Angleterre et de la France, ni prolétariat puissant, ni petite bourgeoisie révolutionnaire, qui constituent, dans ces pays, la base sociale du communisme et du socialisme, le socialisme allemand prend un caractère éminemment intellectuel.

Comme Marx et Engels au début de leur orientation vers le communisme, les socialistes *vrais* partent, dans l'élaboration de leurs conceptions, de l'humanisme de Feuerbach ; mais, alors que Marx et Engels ne tardent pas à le rejeter, ils n'arrivent pas à s'en dégager. Dans sa *Critique du christianisme* Feuerbach avait montré que l'homme crée Dieu par l'extériorisation en lui de ses qualités génériques. Du fait de l'aliénation de ces qualités, l'homme devient un individu isolé et égoïste et par là même

inhumain. Pour redevenir vraiment homme, il lui faut, dit Feuerbach, par l'abolition de la religion, reprendre en lui les qualités aliénées en Dieu. De cette critique de la religion il dégage en 1843, dans les *Thèses provisoires pour la réforme de la philosophie* et dans les *Principes d'une philosophie de l'avenir*, la doctrine de l'humanisme fondé sur une conception anthropologique de l'homme et de la société, ce qui l'amène à donner une solution idéaliste aux problèmes sociaux.

De l'humanisme de Feuerbach, Hess tire, dans son article « De l'essence de l'argent » (1844), une doctrine communiste en montrant que l'aliénation religieuse n'est que le reflet de l'aliénation réelle de l'essence humaine qui, dans le système de la propriété privée, s'opère par l'argent. Dans un autre article « Profession de foi communiste par questions et réponses » (1844), il montre que dans ce système, l'activité humaine, élément essentiel de la vie des hommes, devient pour les ouvriers une activité aliénée ; le produit de leur travail se transforme en marchandises qui ne leur appartiennent pas et qui, en prenant la forme d'argent, deviennent à leur égard un instrument de domination et d'oppression.

Pour libérer les hommes de l'emprise de l'argent et redonner à leur vie et à leur activité un caractère humain, il faut remplacer le régime capitaliste par un système communiste, qui supprimera la concurrence et l'égoïsme. Dans ses autres articles (1), Hess s'attache à exposer plus en détail ces idées. Le mérite de Feuerbach est, dit-il, d'avoir aidé les hommes, par sa critique de la religion, à prendre conscience de leur véritable nature (2), son défaut est de ne pas avoir vu que l'essence humaine est constituée par le travail collectif des hommes dans la société, d'où sa conception trop générale et abstraite de l'humanisme. Pour arriver à une conception plus juste de celui-ci, il suffit d'appliquer les principes qui ont guidé Feuerbach dans sa cri-

(1) Cf. La destinée de l'homme, paru dans la revue *Der Sprecher oder Rheinisch Westphälischer Anzeiger* (n° 50, 22 juin 1844).

Progrès et développement, Le mouvement socialiste en Allemagne, parus dans la revue *Neue Anekdota* (1845).

Deux discours sur le communisme, parus dans la revue *Rheinische Jahrbücher zur gesellschaftlichen Reform* (1845).

De la misère dans notre société et des moyens d'y remédier, paru dans la revue *Deutsches Bürgerbuch* (1845).

Ces articles sont reproduits dans : A. CORNU et W. MÖNKE, Moses Hess, *Philosophische und sozialistische Schriften 1837-1850*, Berlin, Akademie-Verlag, 1961.

(2) Cf. M. HESS, *Le mouvement socialiste en Allemagne*, A. CORNU et W. MÖNKE, M. HESS, p. 292.

tique de la religion à la critique de la société bourgeoise (1).

Ce n'est qu'ainsi que l'on peut arriver à une juste conception de la question sociale et de sa solution, ce à quoi ne sont pas parvenus les Français, faute de n'avoir envisagé que le côté pratique du problème de l'aliénation, sans en considérer en même temps l'aspect théorique (2).

Partant de l'idée que seule l'activité libre, qui réunit en elle le travail et le plaisir, permet à l'homme de réaliser son essence, Hess pense que dans le régime capitaliste une telle activité est rendue impossible par le fait que la recherche du profit et la concurrence transforment les hommes en individus isolés et égoïstes (3). De là, la séparation du travailleur du produit de son travail, la transformation de celui-ci en marchandises et en argent et, par le règne de l'argent, la déshumanisation des hommes, ravalés au rang d'animaux (4).

Ce n'est que par l'abolition de ce régime et son remplacement par un régime communiste qui supprimera avec la propriété privée, la concurrence, l'égoïsme, l'isolement des hommes et les luttes qui les opposent, que seront réunies les conditions d'une libre et fraternelle collaboration, nécessaire pour réaliser leur être véritable.

Comme les tares de la société présente sont moins le fait des individus que des circonstances, le passage du capitalisme au communisme se fera d'une manière pacifique et progressive par la voie de l'organisation du travail, de l'éducation et de l'instruction et par la généralisation de la fraternité et de l'amour (5).

(1) Cf. M. HESS, *Le mouvement socialiste en Allemagne*, cf. *ibid.*, p. 293.

(2) Cf. M. HESS, *Progrès et développement*, cf. *ibid.*, p. 283 s.

De la misère dans notre société et des moyens d'y remédier, cf. *ibid.*, p. 323.

(3) Cf. *Progrès et développement*, cf. *ibid.*, p. 283.

La destinée de l'homme, cf. *ibid.*, p. 275.

(4) Cf. M. HESS, *De la misère dans notre société et des moyens d'y remédier*, cf. *ibid.*, p. 313 : L'égoïsme a achevé son cycle, il a trouvé sa réalisation parfaite dans la concurrence, qui en constitue la forme classique, cf. *ibid.*, p. 311 s.

De l'essence de l'argent, cf. *ibid.*, p. 333.

Deux discours sur le communisme, cf. *ibid.*, p. 250.

(5) Cf. *Deux discours sur le communisme*, cf. *ibid.*, p. 359.

Cf. *De la misère dans notre société et des moyens d'y remédier*, cf. *ibid.*, p. 318.

Cf. *Progrès et développement*, cf. *ibid.*, p. 284.

Cf. *Profession de foi communiste par questions et réponses*, *ibid.*, p. 365 : « Est-il nécessaire de supprimer la propriété présente, l'argent, par un décret ? Ce n'est ni nécessaire, ni possible. La forme actuelle de propriété se transformera progressivement en propriété communiste. Une forme rationnelle de propriété suppose une forme rationnelle de société, qui elle-même pré-suppose des hommes cultivés, en sorte que la transformation soudaine de

Faisant ainsi du communisme la réalisation d'un humanisme sentimental, Hess se laisse aller à de vagues considérations sur la destinée humaine, accompagnées de prédications et de prophéties d'illuminé (1).

Hess commence à répandre sa doctrine en Rhénanie, principalement à Cologne, où il s'établit à son retour de Paris au début de 1844. Grâce à l'intérêt qu'éveille alors la question du paupérisme et à l'agitation menée autour de cette question par les Associations pour le Relèvement de la classe ouvrière, il trouve un nombre de plus en plus grand d'adeptes parmi les intellectuels attirés vers le socialisme. Ceux-ci propagent activement ses idées, et le socialisme *vrai* se répand rapidement dans toute l'Allemagne. Partant du fait que le développement du capitalisme va de pair avec celui de la misère du peuple et provoque, par la division de plus en plus accentuée de la société en deux classes antagonistes, celle des possédants et celle des non-possédants, la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat (2), les socialistes *vrais* pensent que cette lutte peut être évitée si l'on donne à tous les hommes conscience de leur nature humaine, ce qui amènera leur fraternisation.

Idéalisant ainsi comme Hess la question sociale, le socialisme *vrai* ramène comme lui sa solution à une prise de conscience par les hommes de leur vraie nature, qui doit se faire par le développement de l'éducation et de l'instruction.

Dépassant Hess dans leur conception idéaliste du socialisme,

la forme inorganique de propriété en une forme organique apparaît impossible. »

Cf. *De la misère dans notre société et des moyens d'y remédier*, *ibid.*, p. 315 : « L'organisation de l'éducation et du travail, c'est par cela que nous devons remplacer notre mode actuel de vie céleste et terrestre », *cf. ibid.*, p. 318.

Cf. *Sur l'essence de l'argent*, *ibid.*, p. 334 : « L'amour, partout où il apparaît, se montre plus puissant que l'égoïsme. »

(1) Cf. M. HESS, *Deux discours sur le communisme*, *cf. ibid.*, p. 352.

Cf. *La destinée de l'homme*, *cf. ibid.*, p. 277.

Cf. *De la misère dans notre société et des moyens d'y remédier*, *cf. ibid.*, p. 320 : « Oui, nous voulons rendre à l'humanité son Dieu, sa puissance aliénée et son être aliéné... Oui, nous croyons que les hommes ont une destinée plus haute que celle qui consiste à s'exploiter mutuellement. Il vous a été dit qu'on peut servir deux maîtres à la fois, Dieu et l'argent, mais, nous, nous vous disons qu'on n'a à servir aucun des deux, si l'on a des pensées et des sentiments humains... Nous ne voulons pas exercer vis-à-vis de vous des fonctions de juge ; c'est le temps qui vous jugera et qui exécutera son jugement, un jugement qui vous frappera comme le Jugement dernier. »

(2) Cf. (O) LÜNING, *Regards jetés sur le présent dans Le vapeur de Westphalie*, 1845, t. I, p. 299 : « Le grand capital dévore de plus en plus le petit... d'où il résulte nécessairement que la libre concurrence ne laisse finalement qu'une immense richesse d'une part et une immense misère de l'autre et que la société se scinde ainsi inévitablement en deux camps, en un petit groupe de possédants et en une masse innombrable de non-possédants. »

ils attribuent plus encore que lui la condition actuelle inhumaine des hommes non au système capitaliste en tant que tel, mais à un de ses aspects particuliers, la concurrence dont l'effet premier est pour eux, moins la misère des classes laborieuses, que la généralisation de l'égoïsme et de l'isolement, dont tous les hommes sont victimes (1).

De cette conception du rôle et des effets de la concurrence dérive chez les socialistes *vrais* la solution utopique donnée à la question sociale par l'abolition de la concurrence, qui, en supprimant l'égoïsme, rendrait aux hommes leur qualité humaine. La transformation de la société doit se faire, pensent-ils, par la réalisation pratique de l'humanisme que constitue le communisme (2).

Cette réalisation s'opérera par une association de plus en plus étroite entre les hommes, qui rendra possible une organisation rationnelle du travail, pierre angulaire, pour les socialistes *vrais* comme pour tous les socialistes réformistes d'alors, de toute transformation sociale. Par la suppression de la concurrence et de l'égoïsme, elle donnera au travail un caractère véritablement humain, en faisant de lui une source de joie et en régénérant ainsi la vie humaine (3). De l'organisation du travail, qu'ils considèrent comme l'égoïsme et l'association d'un point de vue absolu, les socialistes *vrais* ont une conception plus utopique encore que les socialistes français, car au lieu d'en analyser les conditions et les effets réels, ils voient en elle, comme dans l'association et l'amour la baguette magique qui permettra de résoudre tous les problèmes sociaux (4).

(1) Cf. (O) LÜNING, *Salaires et capacité de travail*, dans *Le vapeur de Westphalie*, 1845, p. 167 : « La pensée dominante de la société actuelle est l'égoïsme, la forme de cette société est l'isolement, l'hostilité qui oppose les individus entre eux, son principe est : Chacun pour soi et chacun contre tous. L'expression classique de cette pensée est... la libre concurrence qui constitue le sommet et le terme dernier de l'égoïsme. »

(2) Cf. Humanisme et communisme, dans *Le vapeur de Westphalie*, 1846, p. 458 : « L'humanisme ne peut libérer l'humanité si le prolétariat n'est pas supprimé et le prolétariat ne peut être supprimé, si le principe de la société actuelle, l'isolement n'est pas supprimé. Si l'humanisme veut avoir des chances de succès, il doit donc se transformer en communisme ; l'humanisme ne doit pas limiter son action à une lutte pour la liberté spirituelle, il doit aussi s'employer à la réalisation de la liberté matérielle, à la suppression de la misère qui pèse sur le peuple, et des conditions sociales immorales, qui rendent impossible le développement de l'esprit. »

(3) Cf. Dr KÖNIG, Joies et souffrances du travail, *Le miroir de la société*, 1845, p. 43. « Le plaisir que n'accompagne pas le travail ne permet pas de jouir vraiment de la vie, le travail que n'accompagne pas le plaisir ne constitue pas la véritable activité humaine. »

(4) Cf. O. LÜNING, *Salaires et capacité de travail*, *Le vapeur de Westphalie*, 1845, p. 167 : « L'idée dominante de la société future est l'amour, le dévoue-

Cette conception idéaliste de la question sociale explique l'attitude du socialisme *vrai* aussi bien à l'égard du libéralisme qu'à l'égard du socialisme français.

A la différence de Marx et de Engels, qui ne condamnent pas de façon absolue le libéralisme, considérant qu'il joue alors un rôle positif par la lutte qu'il mène contre le féodalisme et l'absolutisme, les socialistes *vrais* le repoussent catégoriquement, parce qu'il est dirigé contre la classe ouvrière et surtout parce qu'il renforce l'égoïsme et l'isolement des hommes (1).

A l'égard des socialistes français les socialistes *vrais* se montrent outrecuidants, leur reprochant leur incapacité de s'élever, par l'humanisme à la hauteur de vue philosophique, qui seule permet de donner aux questions sociales leur vraie solution.

Les socialistes *vrais* sont ainsi amenés, comme tous les utopistes, à transférer ce problème sur un plan spéculatif et à considérer que le développement social est essentiellement déterminé par le développement spirituel. De là leurs efforts pour convaincre les hommes de l'excellence de leurs projets, cette conviction devant entraîner à elle seule leur réalisation ; de là aussi l'importance primordiale qu'ils attachent à la lutte spirituelle, à la prise de conscience par les hommes de la vérité (2), à l'éducation et à l'instruction, grâce auxquelles le communisme pourra se réaliser de manière pacifique. Comme les socialistes *vrais* condamnent l'emploi de la violence qu'ils jugent inutile et

ment, sa forme est l'association, l'union fraternelle, l'action collective, son principe est : *Chacun pour tous et tous pour chacun*. Ce n'est que sous cette bannière que pourra se réaliser un bonheur égal et harmonieux pour tous les hommes, une existence satisfaisante pour chaque individu. »

(1) Cf. La situation sociale dans le monde civilisé, dans *Le miroir de la société*, 1845, n° 1, pp. 2 et 3 : « Le libéralisme politique, qui en présence de la misère spirituelle et matérielle du peuple, qui atteint son plus haut degré dans les Etats les plus libres où le profit fleurit, reste fidèle à ses illusions en poursuivant ses efforts vains et stériles pour abolir les maux sociaux, ne peut que susciter le dégoût... »

« On se refuse encore à voir que seuls la libre concurrence, le profit personnel et l'absence de travail organisé, de rapports sociaux bien réglés et d'une éducation rationnelle sont les vrais causes de tous nos maux sociaux. On croit toujours pouvoir les éliminer par des institutions politiques, des mesures policières et par les lois favorisant le développement de l'industrie et du commerce. » Cf. (O) LÜNING, Les événements du monde, *Le vapeur de Westphalie*, 1846, p. 255.

(2) (O) LÜNING, Regards sur les temps présents, *Le vapeur de Westphalie*, 1845, p. 62 : « Dans la conscience de l'humanité se livre maintenant un combat plus important et plus riche en exploits que les puissantes campagnes militaires de Napoléon. C'est l'esprit qui livre maintenant les batailles, devant son épée les préjugés qui pesaient lourdement sur l'humanité tombent en poussière ; sous son souffle, le vieux monde tout entier craque et s'effondre. »

vain (1) et font avant tout appel à la raison et à l'amour pour réaliser le communisme, les problèmes sociaux perdent chez eux leur caractère de classe, le combat social se réduisant, pour l'essentiel, à une lutte idéologique.

Le fait que la raison a un caractère universel qui la rend accessible à tous, mais surtout aux gens éclairés, explique que les socialistes *vrais* s'adressent, dans leur propagande, moins au prolétariat, dans l'ensemble encore fruste, qu'à la bourgeoisie cultivée, qui leur apparaît le mieux à même de réaliser les réformes sociales (2).

De l'appel constant des socialistes *vrais* à la raison et plus encore à la puissance magique de l'amour pour résoudre le problème social résulte leur tendance à la pure phraséologie, qui est d'autant plus accentuée chez chacun d'eux qu'il est moins porté à analyser les faits sociaux (3). C'est par là que les socialistes *vrais* se distinguent les uns des autres, si bien que l'on peut établir une sorte d'échelle qui va de ceux qui s'appuient dans leurs conceptions sur une connaissance plus ou moins approfondie des rapports économiques et sociaux à ceux qui se contentent de se gargariser d'humanisme. Tandis que les uns, comme Weydemeyer et Hess, s'efforcent de fonder, au moins dans une certaine mesure, leurs conceptions sur l'analyse des faits, les autres, en particulier O. Lüning, H. Püttmann et surtout K. Grün, se laissent aller à de pures divagations.

Otto Lüning (1818-1868), médecin à Rhéda en Westphalie, se borne à commenter dans sa revue *Le vapeur de Westphalie* les événements du jour du point de vue d'un humanisme sentimental.

Converti comme Lüning au socialisme *vrai* par Hess, Hermann Püttmann (1811-1874) se complait également dans les revues qu'il publie, *Le livre du citoyen allemand* et *Annales*

(1) LÜNING, Pour le Nouvel An, *Le vapeur de Westphalie*, 1845, p. 151 : « Le temps des émeutes est révolu ; les questions qui agitent maintenant le monde demandent une analyse stricte et approfondie par l'esprit humain. Le nœud gordien doit être dénoué et non tranché par l'épée. »

(2) O. LÜNING, La situation de la classe ouvrière en Angleterre, *Le livre du citoyen allemand*, 1846, p. 244 : « Qu'elle (la bourgeoisie) renonce aux préjugés qui font d'elle une classe particulière. Ce n'est en effet que lorsque l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie aura trouvé sa juste solution dans le concept plus élevé d'humanité, qu'il sera possible d'éviter les atrocités d'une révolution. »

(3) *Annales rhénanes pour la réforme sociale*, 1846, p. 149 : « L'amour ! c'est la meilleure de toutes les armures. L'union ! si ce mot magique est gravé en lettres de flamme dans votre poitrine, vous n'aurez qu'à pousser hardiment un cri de victoire et la terre, notre mère, tremblera joyeusement dans ses fondements. »

rhénanes pour la réforme de la société, à une phraséologie humaniste (1).

Celle-ci atteint son point culminant chez Karl Grün (1817-1887). Expulsé de Bade en 1842 à cause de la tendance radicale donnée à la *Gazette du soir de Mannheim*, il donne tout d'abord des articles de tendance fouriériste à la *Gazette de Trèves* et à la *Revue hebdomadaire de Wesel*, délaie ensuite dans des articles superficiels et brillants et dans ses livres, *Le mouvement social en France et en Belgique* (1845), *Gœthe considéré du point de vue humain* (1846), les thèses humanistes dans le style du feuilleton (2).

De même que les écrivains de la *Jeune Allemagne* et les *Jeunes Hégéliens*, les socialistes vrais, faute de pouvoir s'appuyer sur une classe sociale puissante, ne disposent guère pour leur propagande et leur action, que de la presse et sont ainsi obligés de mener comme ceux-ci, le combat principalement sur le plan idéologique. Leur presse se compose surtout de revues, qui, dépassant 20 feuilles, échappent à la censure.

Les principales sont : *Le miroir de la société*, *Le vapeur de Westphalie*, *Le livre du citoyen allemand*, les *Annales rhénanes pour la réforme de la société* et les *Nouvelles anecdotes* (3).

Ces revues s'inspirent dans leur propagande principalement du livre de Fr. Engels sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, publié en mai 1845. Dans ce livre, où il décrivait d'une manière frappante la terrible misère du prolétariat anglais, Engels montrait qu'elle était le résultat inéluctable du développement de la révolution industrielle, qui avait provoqué, par l'aggravation de la concurrence entre les ouvriers, un abaissement constant des salaires et une prolongation de plus en plus grande de la journée de travail. Il soulignait en même temps que l'aggravation de la misère menait nécessairement par l'accen-

(1) Cf. H. PÜTTMANN, Après le déluge, *Annales rhénanes pour la réforme de la société*, 1846, p. 226 et s.

(2) Cf. K. GRÜN, Préface de la revue *Neue Anecdota*, 1845, pp. vi et vii : « Par ailleurs il s'annonce en Allemagne une littérature nouvelle, une littérature jeune, nouvelle, parce qu'elle renferme la science de ce qui est nouveau, la science d'un ordre nouveau, jeune, parce qu'elle prêche l'élimination de l'égoïsme décrépit et sénile et son remplacement par un renouveau d'amour humain, par la beauté d'une véritable vie sociale. Il ne s'agit plus ici d'éclat, de scandale, de coterie, de raffinements, il s'agit de tirer consciencieusement toutes les conséquences de la philosophie allemande, qui donnera aux affamés le pain qui les fera revivre et à ceux qui sont altérés le vin qui les reconfortera. Il s'agit d'une science qui non seulement est en rapports étroits avec la vie, qui en est le reflet mais qui devient elle-même vie à son contact, il s'agit de la transformation de la science en vie. »

(3) On n'étudiera pas ici les *Nouvelles anecdotes* de K. GRÜN, parce que faites d'articles censurés en 1844, elles présentent moins d'intérêt pour l'époque étudiée ici.

tuation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat à une révolution communiste.

Cette analyse de la situation du prolétariat anglais sert de modèle à la presse du socialisme vrai dans la description que celle-ci fait des conditions de vie du prolétariat allemand. Du fait de sa tendance à l'utopisme et aussi par crainte de poursuites qui rendent, dès le début, son existence aléatoire, elle ne montre pas aussi clairement que Engels que la misère du prolétariat est la conséquence nécessaire du capitalisme et surtout elle ne conclut pas, comme lui, qu'elle doit engendrer une révolution sociale.

Les revues du socialisme vrai présentent entre elles des différences qui tiennent à la manière dont elles traitent la question sociale.

Le miroir de la société, organe pour la défense des classes non-possédantes et pour l'explication de la situation sociale présente, publié par Hess en 1845 et 1846 est le plus près de la classe ouvrière. Son programme est ainsi exposé par Hess dans un « Avant-Propos » : « Pour trouver et appliquer les moyens de remédier de façon radicale aux maux compliqués et souvent voilés dont souffre notre société, il est avant tout nécessaire d'apprendre à les connaître. C'est pourquoi *Le miroir de la société* s'attachera à les révéler, en se tenant sur le terrain des faits. Nous nous occuperons avant tout de la situation de la classe ouvrière, dont le sort est de tous les maux de notre société actuelle, le plus criant. Nous considérerons aussi bien la situation spirituelle, intellectuelle et morale des ouvriers que leur condition matérielle. Outre la situation des classes non-possédantes, nous décrirons celle des classes possédantes. Nous montrerons, par les faits, que la libre concurrence dans l'acquisition des biens, en l'absence d'une organisation du travail et des rapports sociaux, appauvrit les classes moyennes en concentrant la propriété entre les mains d'une minorité et en rétablissant ainsi indirectement le monopole de celle-ci ; que le morcellement du sol ruine le petit propriétaire foncier et favorise le rétablissement de la grande propriété ; que la lutte engendrée par la concurrence, dans laquelle nous sommes entraînés, ébranle les fondements de notre société et démoralise celle-ci par le déchaînement de l'égoïsme » (1).

C'est de ce programme que s'inspire l'article de fond du *Miroir de la société* : « La situation sociale dans le monde civilisé », dans lequel sont exposées les conditions de vie du prolétariat

(1) Aux lecteurs et collaborateurs du « Miroir de la société » *Le miroir de la société*, 1845, fasc. 1.

allemand, anglais, français et belge, ainsi que les innombrables notices qui font apparaître dans le détail la misère indicible du prolétariat allemand. Si cette description de la situation du prolétariat est faite pour éveiller la conscience de classe des ouvriers allemands et aviver leur volonté de lutte, les considérations théoriques sont, par contre, loin d'égaliser celles de Engels. Il n'y a, en effet, ni analyse précise et approfondie comme chez Engels des causes de la misère du prolétariat comme conséquence du développement de la révolution industrielle, ni surtout la perspective de l'inéluctable révolution communiste comme suite de l'aggravation de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie. D'où les conclusions idéalistes de Hess, qui arrive à soutenir que la responsabilité de la misère de la classe ouvrière incombe moins au système capitaliste qu'au manque de compréhension des classes possédantes, et qui fait appel à la bourgeoisie éclairée pour résoudre le problème social (1).

Malgré ses faiblesses *Le miroir de la société* n'en avait pas moins le mérite d'exposer pour la première fois en Allemagne, d'une manière précise et détaillée la situation de la classe ouvrière et d'éclairer celle-ci sur ses conditions de vie et ses intérêts de classe, ce qui explique, qu'il renferme moins de phraséologie humaniste que les autres revues.

Le vapeur de Westphalie publié par Otto Lünig de 1845 à 1848 est parmi les revues du socialisme vrai la plus proche par ses tendances du *Miroir de la société*. Il dénonce, comme celui-ci, la misère de la classe ouvrière pour attirer l'attention sur la nécessité urgente de résoudre le problème social ; mais il s'attache, en même temps, beaucoup plus que lui, à gagner la bourgeoisie éclairée à la cause du socialisme, ce qui explique la part plus large qu'il fait au mouvement libéral et démocratique. Cette double tendance caractérise les articles de fond de Lünig sur « Les événements du monde » dans *Le vapeur de Westphalie*.

Plus encore que Hess il attribue la misère de la classe ouvrière à la concurrence et à l'égoïsme et fait ainsi, plus encore que lui, de leur abolition la condition de la suppression du paupérisme et du triomphe de la fraternité humaine. De là aussi une plus grande abondance de phraséologie humaniste dans cette revue.

Dans *Le livre du citoyen allemand* et les *Annales rhénanes pour la réforme de la société* il est beaucoup moins question de la situation de la classe ouvrière que d'humanisme.

(1) Cf. *Le miroir de la société*, 1845, p. 1, M. Hess : « Aux lecteurs et collaborateurs du « Miroir de la société ». »

La tendance du *Livre du citoyen allemand* publié par H. Püttmann en 1845 et 1846 est définie ainsi dans un « Avant-Propos » rédigé par lui : « Nous nous déclarons partisans d'une communauté qui nous paraît nécessaire et pour laquelle nous voulons lutter ; il y prédominera l'intérêt général et non l'égoïsme, comme c'est le cas dans l'Etat traditionnel où l'égoïsme s'est répandu comme un poison qui empêche l'épanouissement de l'esprit libre et de la pure humanité. Il nous faut donc nous attacher à déterminer les causes de l'égoïsme et à en dénoncer les méfaits pour éclairer la conscience des masses » (1).

On comprend qu'avec un tel programme il ne puisse être question dans cette revue d'une analyse sérieuse de questions sociales. Il est caractéristique que le seul article dont celles-ci fassent l'objet traite de la situation des prisonniers. En revanche, la phraséologie humaniste s'y donne libre cours. Un des plus beaux échantillons de cette phraséologie est un article de K. Heinzen, dans lequel celui-ci condamnant toute révolte du peuple, pense qu'il suffit pour régler la question sociale que *l'épée de l'Esprit soit mise dans la main de la force morale* et que *l'on proclame avec éclat le droit et la vérité* (2).

Les *Annales rhénanes pour la réforme sociale*, publiées également par H. Püttmann en 1845 et 1846, ont le même caractère. Dans un avant-propos analogue à celui du *Livre du citoyen allemand*, Püttmann condamnant les doctrines du passé et toutes les manifestations de l'égoïsme se propose, dans sa revue, de venir en aide à tous les désespérés en leur donnant la certitude et la consolation que l'avenir leur apportera la paix et le bonheur (3).

En dehors de ces revues *Le miroir du peuple*, publié par Ferdinand Behrend de 1846 à 1848 à Breslau, joue un grand rôle dans la propagation du socialisme en Silésie, en dénonçant, un peu à la manière du *Miroir de la société*, la misère de la classe ouvrière et ses causes.

A côté des revues apparaît un nombre de plus en plus grand de journaux, dont la tendance s'inspire du socialisme vrai. Il

(1) Cf. *Le livre du citoyen allemand*, 1845, « Avant-Propos », p. iv.

(2) Cf. K. HEINZEN, Un mot sur la résistance légitime, *Le livre du citoyen allemand*, 1845, t. I, p. 1-21.

(3) Cf. H. PÜTTMANN, « Avant-Propos », *Annales rhénanes pour la réforme sociale*, 1845, p. v : « Que ce livre agisse comme la Méduse sur ceux qui se refusent à comprendre, ils méritent leur sort en ne voulant pas y échapper. Aux autres, à ceux qui luttent par l'esprit et surtout à tous les opprimés il donnera le réconfort et la consolation que l'avenir apportera aussi à leurs cœurs le calme et la paix et bénira aussi leurs champs et leurs maisons. Ce livre est dédié aux désespérés. »

faut mentionner en particulier la *Gazette de Trèves* qui trouve une audience de plus en plus large. Orientée vers le socialisme *vrai* par K. Grün, elle contribue beaucoup à répandre le socialisme en Allemagne.

Malgré son caractère sentimental et utopique le socialisme *vrai* joue au début, à une époque où n'existe pas encore un fort mouvement prolétaire, un rôle positif par sa presse, qui fait du problème social la question du jour.

Jusqu'alors en effet ce problème ne se pose guère à vrai dire en Allemagne, la misère du peuple y apparaît comme une chose naturelle, inéluctable, voulue par Dieu, et à laquelle on ne peut remédier que par la charité. Profitant de la répercussion qu'a dans toute l'Allemagne le soulèvement des tisserands de Silésie et de l'agitation que soulève la question du paupérisme, le socialisme *vrai*, par le fait même qu'il traite cette question sur le plan sentimental de l'*humanisme* et lui donne une solution utopique en rejetant toute perspective révolutionnaire, rend le socialisme acceptable pour de très larges couches de la population, en particulier pour la bourgeoisie moyenne. Il en fait par sa presse de plus en plus répandue un problème actuel, en sorte qu'à la stupeur des gouvernements, de la noblesse et de la grande bourgeoisie, les idées socialistes se propagent comme une épidémie. Ouvrant ainsi indirectement la voie au marxisme, il en facilite la propagation en secourant la classe ouvrière de son apathie par la description de sa misère, de ses causes et des moyens d'y remédier.

S'il se montre utile au début, étant donné la situation de l'Allemagne d'alors, le socialisme *vrai* devient rapidement nuisible à la classe ouvrière en la détournant de sa lutte de classe par sa conception sentimentale et utopique du problème social. Il prend par ailleurs un caractère réactionnaire par sa critique incessante du libéralisme qu'il condamne d'une manière absolue, en dépit de la lutte très vive que la bourgeoisie mène alors contre la réaction.

Ces deux raisons expliquent la sévère critique, dont il fait l'objet de la part de Marx et de Engels dès la fin de 1845.

4. Le communisme artisanal

A côté du socialisme *vrai*, mais d'une autre manière que lui, le communisme artisanal allemand, qui se développe sous l'impulsion de la *Ligue des Justes*, ouvre également la voie au marxisme. Tandis que le socialisme *vrai* met à l'ordre du jour la question du paupérisme, en intéressant à elle le grand public par la solution

utopique et sentimentale qu'il lui donne, les artisans communistes allemands, par leur propagande incessante et par la création de groupes secrets, où commencent à se réunir compagnons et prolétaires, préparent la diffusion du marxisme dans la classe ouvrière.

Le communisme artisanal allemand est né dans les années trente à Paris sous l'impulsion du mouvement révolutionnaire de la classe ouvrière française et de l'abondante littérature socialiste et communiste qui se répandait alors en France. Paris était le principal centre où se rendaient les artisans allemands, en particulier les tailleurs et les ébénistes, pour se parfaire dans leur métier. Les plus progressistes d'entre eux se groupaient dans des associations secrètes *La Ligue des Bannis* d'abord, puis la *Ligue des Justes*, qui prit une orientation communiste. Wilhelm Weitling, un jeune tailleur de la *Ligue des Justes*, avait exprimé en 1838 leurs doléances et leurs aspirations dans un ouvrage *L'humanité telle qu'elle est et telle qu'elle devrait être*, où il avait opposé au système capitaliste générateur de misère pour la classe ouvrière, un système communiste d'inspiration artisanale, dans lequel tous les hommes seraient libres et heureux. Ce livre et plus encore son ouvrage suivant, plus étendu et plus approfondi, *Garanties de l'harmonie et de la liberté* publié en Suisse en 1842, trouvent un grand écho parmi les compagnons révolutionnaires allemands, qui répandent rapidement sa doctrine en Allemagne au cours de leurs pérégrinations.

Se situant à un niveau technique et intellectuel plus élevé que les ouvriers de manufactures et de fabriques, les compagnons révolutionnaires sont alors plus aptes que ceux-ci à discuter de questions politiques et sociales et mieux à même ainsi de défendre leurs intérêts, d'où le rôle prépondérant qu'ils jouent en France et en Allemagne avant la Révolution de 1848 dans les luttes ouvrières.

Leur conscience de classe et leur ardeur au combat, qui se renforcent au cours de leurs luttes, leur permet en effet d'accéder à un niveau révolutionnaire que le prolétariat allemand n'atteint qu'après la révolte des tisserands de 1844.

Le communisme artisanal allemand prend dans chaque pays un caractère qui varie selon le degré de développement du prolétariat.

A Londres, où se trouve une très active section de la *Ligue des Justes* dirigée par R. Schapper, J. Moll et H. Bauer le communisme artisanal allemand perd rapidement son caractère spécifique sous l'influence de plus en plus profonde qu'exerce sur lui le prolétariat anglais.

En France, où l'artisanat joue encore un grand rôle dans la production et où le nombre des artisans reste considérable, l'influence du prolétariat se fait moins sentir, ce qui permet au communisme artisanal français de conserver plus longtemps son caractère particulier (1).

C'est plus encore le cas en Allemagne où le mouvement prolétarien commence seulement à se former et surtout en Suisse, où, du fait de l'absence presque totale de prolétariat, il y a prédominance de l'artisanat plus grande encore qu'en Allemagne — on compte en 1846 dans le seul canton de Zurich 12 000 artisans.

Les compagnons artisans allemands constituent en Suisse deux groupes, dont l'un est sous l'influence du mouvement démocratique de la *Jeune Allemagne* dirigé par Wilhelm Marr, Hermann Döleke et Julius Standau, adeptes de l'humanisme de Feuerbach. Dans les *Feuilles des temps présents pour la vie sociale*, W. Marr propage un humanisme démocratique, qui trouve beaucoup d'écho chez les artisans allemands, qu'il détourne du communisme. Dénoncés comme athées, les *Jeunes Allemands* sont poursuivis. Expulsé de Suisse W. Marr retourne en Allemagne où il se désintéresse désormais du mouvement social, tandis que Döleke et Standau se réfugient en Algérie. Ceci entraîne la dissocation de la *Jeune Allemagne* et avec elle du groupe artisanal allemand qui est sous son influence.

Les autres compagnons allemands communistes sont dirigés, après l'expulsion de Weitling, par son principal disciple August Becker qui s'oriente vers des conceptions réformistes, empruntées à Louis Blanc et à Victor Considérant ; A. Becker expose dans le n° 5 de sa revue, *Le joyeux message*, que le but du communisme est le morcellement de la propriété, seul moyen de supprimer l'exploitation des hommes, et de sauvegarder la liberté. Par ailleurs, dans une *Lettre aux riches*, il exhorte ceux-ci à renoncer à leurs richesses pour satisfaire les demandes des pauvres.

L'incertitude doctrinale de A. Becker apparaît quand on le voit soutenir Georges Kuhlmann, un agent stipendié qui, abusant de la crédulité des compagnons, leur annonce la venue d'un paradis sur terre, où chacun pourra s'adonner librement à ses penchants. Ce paradis n'a pas du reste un caractère égalitaire

(1) On n'étudiera pas ici le mouvement artisanal communiste allemand à Londres et à Paris, le premier devant être analysé à l'occasion de la prise de contact de Marx et de Engels avec la *Ligue des Justes* de Londres lors de leur voyage en Angleterre en avril 1845, le second à l'occasion de l'agitation menée par Engels au sein de la *Ligue des Justes* à Paris.

mais hiérarchisé sur la base de la différence de capacités et de talents.

A. Becker est aussi lié à Julius Treichler, qui, à la différence de Kuhlmann, est un socialiste honnête. Dans son journal, *Gazette générale pour dénoncer la misère et y remédier*, il préconise la généralisation de l'éducation et de l'instruction pour réformer la société, mais dénie en même temps au peuple la capacité de se libérer à cause de son ignorance et pense qu'il incombe à l'Etat d'assurer une vie digne au prolétariat.

Attaqué par les conservateurs, il se voit contraint, comme A. Becker, de suspendre son agitation à la suite d'une loi d'exception contre le communisme votée en mars 1846. Le même mois le journal de Treichler disparaît et Becker s'exile, ce qui met provisoirement fin au mouvement communiste artisanal allemand en Suisse.

Le mouvement prolétarien et le développement du communisme jusqu'à la révolte des tisserands de 1844

Jusqu'à 1844 on ne peut pas vraiment parler d'un mouvement ouvrier allemand, le prolétariat allemand constituant une classe misérable, dans l'ensemble passive, qui ne se révolte que de façon sporadique, lorsqu'il y est poussé par une intolérable misère. Avec la révolte des tisserands la conscience de classe commence à s'éveiller chez les prolétaires allemands, ce qui les amène à s'organiser et à recourir, avec les grèves, à de meilleurs moyens de combat que les révoltes intermittentes.

Le mouvement révolutionnaire prolétarien reçoit une grande impulsion, après la révolte des tisserands, par l'agitation qui se fait autour de la question du paupérisme. Les ouvriers se rendent assez rapidement compte que les mesures philanthropiques envisagées par la bourgeoisie pour atténuer leur misère, comme la création des caisses d'épargne alors qu'ils n'ont pas de quoi vivre, ne sont que des palliatifs inopérants.

De là leur tendance à s'unir aux compagnons révolutionnaires ; leur mouvement revendicatif, qui se traduit par des grèves de plus en plus nombreuses dans les années quarante, s'appuie en partie sur des caisses de secours fondées par eux. Ces caisses qui leur donnent, en l'absence de tout droit de coalition, la possibilité de se concerter et leur assure quelques subsides en cas de besoin, leur offrent également l'occasion de créer des groupes secrets, qui dissimulent leur caractère illégal sous l'aspect de

cercles de culture (1). C'est dans ces groupes que commencent à s'unir compagnons et prolétaires. La formation de ces groupes, qui fait perdre progressivement au communisme artisanal son caractère spécifique, permet la constitution d'un mouvement ouvrier, qui tend de plus en plus à s'unifier.

Les compagnons révolutionnaires sont au début les animateurs de ces groupes. C'est ainsi que le compagnon cordonnier Friedrich Mentel fonde, après avoir quitté Paris en 1845, un cercle d'artisans à Kiel ; le menuisier Friedrich Martens crée la même année une association culturelle pour les ouvriers à Hambourg, tandis que le menuisier L. G. Stechau participe à la fondation d'un cercle d'ouvriers à Hanovre (2).

La création de ces cercles, dans lesquels se réunissent des compagnons de différents métiers et des ouvriers de différentes branches d'industrie, permet une unification progressive du mouvement ouvrier allemand et aussi son élargissement grâce à une active correspondance qui s'établit entre eux (3). Elle favorise en même temps le mouvement revendicatif de la classe ouvrière et renforce sa combativité, ce qui se manifeste par le nombre sans cesse croissant des grèves. Alors qu'il n'y avait eu de 1800 à 1844 que 23 arrêts de travail parmi les ouvriers et les compagnons, on compte de 1844 à 1846 une grève des tailleurs à Francfort-sur-le-Main, des bateliers à Glun, des ouvriers de chemins de fer en Saxe, des terrassiers à Ingolstadt, des ouvriers dans les raffineries de sucre à Magdebourg, des imprimeurs sur coton à Berlin, des charpentiers à Rensbourg, des tailleurs à Karlsruhe, des ouvriers de chemins de fer à Brandebourg et à Elbing (4). Bien que ces grèves se soldent généralement par des échecs dus à une répression impitoyable et au manque de ressources qui empêche de les poursuivre longtemps, elles

(1) Il se créa, en 1845 à Hanovre, un cercle de lecture pour ouvriers imprimeurs, à Hambourg un cercle de culture pour artisans et ouvriers, à Brieg et Breslau une chorale pour compagnons et ouvriers, à Brunswick, Magdebourg et Stuttgart un cercle récréatif pour imprimeurs. Cf. TODT et RADANT, *Contribution à l'histoire de l'origine du mouvement syndical allemand*, Berlin, 1950, tableau p. 82. Au sujet de ces différents cercles auxquels s'ajoutaient des cercles de gymnastes, le président de province d'Erfurt notait le 25 septembre 1845 dans une lettre que « dans les chorales de jeunes artisans se manifestaient des tendances socialistes et communistes ». *Landesarchiv Gotha, Landratsamt Heiligenstadt*, n° 1011 : Actes concernant l'agitation démagogique, fol. 58.

(2) Cf. W. SCHIEDER, *Les débuts du mouvement ouvrier allemand. Les associations à l'étranger dans la première décennie après la Révolution de 1830*, Stuttgart, 1963, pp. 304-306.

(3) Cf. W. SCHIEDER, *o. c.*, p. 305.

(4) Cf. E. TODT et H. RADANT, *o. c.*, tableaux, pp. 72-78.

commencent à prendre, dans leur ensemble, le caractère d'une lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, renforçant ainsi le sentiment de solidarité entre les ouvriers, leur conscience de classe et leur ardeur au combat.

Marx et Engels et les débuts de la formation du Parti communiste marxiste.

C'est dans cette situation générale de l'Europe occidentale, du mouvement prolétarien et du développement du socialisme et du communisme, principalement en Allemagne, pays avec lequel Marx et Engels restent en relation étroite, que Marx et Engels établissent les fondements d'un nouveau Parti communiste, qui est le seul à défendre d'une manière ferme et conséquente les intérêts de classe du prolétariat. Ils le font sur un plan pratique, en commençant à prendre contact avec les grands centres, où se développent des mouvements socialistes et communistes, tout d'abord avec Londres et la Rhénanie ; mais aussi sur le plan théorique, en approfondissant leur conception du matérialisme historique, base théorique de la lutte de classe du prolétariat, qu'ils n'avaient fait jusqu'alors qu'esquisser.

Ils s'appuient en cela moins sur la situation encore arriérée de l'Allemagne et sur la lutte de classe du prolétariat allemand qui n'est encore qu'à ses débuts, que sur l'expérience qu'ils ont retirée du développement économique et social en France et en Angleterre et des conditions de vie et de lutte des prolétaires français et anglais.

De ce fait ils posent le problème social non sur le plan du paupérisme, qui concerne les pauvres en général y compris le *Lumpenproletariat*, mais sur le plan de la lutte de classe prolétarienne.

L'élaboration du matérialisme historique s'opère en 1845 par trois ouvrages, *Les Thèses sur Feuerbach* de Marx, qui ne constituent qu'un court document, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* de Engels et, par l'ouvrage capital rédigé en commun par eux, *L'idéologie allemande*.

Approfondissant et synthétisant dans les *Thèses sur Feuerbach* les principes fondamentaux qui se dégagent des *Manuscrits d'économie politique et de philosophie* et de *La Sainte Famille*, Marx montre comment de la notion de *praxis* se dégage une nouvelle conception matérialiste du monde, de caractère à la fois dialectique et historique, qui se distingue aussi bien de la conception idéaliste que de la conception matérialiste de Feuer-

bach et comment elle permet seule de donner une explication fondée et juste des problèmes sociaux et de l'histoire.

Tandis que dans ces *Thèses* Marx fixe quelques-uns des principes fondamentaux du matérialisme dialectique et historique, Engels montre dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* comment les rapports économiques, sociaux et politiques de l'Angleterre moderne sont déterminés par le développement de la révolution industrielle. En soulignant ainsi, après son article sur « La situation de l'Angleterre », de manière, à vrai dire, moins systématique mais par contre plus détaillée que dans son article des *Annales franco-allemandes* sur la « Contribution à la critique de l'économie politique », comment le développement des forces de production conditionne celui des rapports économiques et sociaux et des luttes de classes, il donne un premier grand exemple de la manière dont on peut, par l'application des principes fondamentaux du matérialisme historique, expliquer l'histoire.

Sur la base de la conception matérialiste du monde, telle qu'elle est esquissée dans les *Thèses sur Feuerbach* et de l'application pratique de cette conception à l'analyse d'une période déterminée de l'histoire, telle qu'elle était faite par Engels dans son ouvrage, ils montrent dans *L'idéologie allemande* comment le cours de l'histoire humaine est déterminé par le développement dialectique des forces de production et des rapports sociaux qui en découlent.

Grâce à cette élaboration et application des principes fondamentaux du matérialisme historique, Marx et Engels sont maintenant à même de participer activement à la lutte du prolétariat sur un plan international et d'en prendre progressivement la direction. Ceci explique d'une part leur prise de contact de plus en plus systématique avec les mouvements ouvriers des différents pays et aussi la lutte sans merci qu'ils engagent contre l'idéalisme, le dogmatisme et l'utopisme qui entravent le combat mené par la classe ouvrière.

Au moment où ils élaborent leur doctrine, Marx et Engels sont encore à peu près isolés, mais ils ne tardent pas, en raison même du renforcement de la lutte ouvrière dans tous les pays, à être rejoints par des compagnons de pensée et de lutte. Ce sont tout d'abord, du fait même de leurs relations particulièrement étroites avec l'Allemagne, des Allemands : Wilhelm Wolff, Georg Weerth, Joseph Weydemeyer, Karl d'Ester qui, se dégageant progressivement de la démocratie et du socialisme *vrai*, s'approprient leurs conceptions et s'associent de plus en plus étroitement à leurs luttes.

1. Wilhelm Wolff (1809-1864)

Né dans un village de Silésie, W. Wolff apprend à connaître dès sa jeunesse la misère du prolétariat agraire, qui vit dans des conditions encore semi-féodales, et du prolétariat industriel de plus en plus exploité, en particulier des tisserands à main, vivant dans des villages et qui sont écrasés par la concurrence des manufactures et fabriques. Lors de son séjour à l'Université de Breslau, où il étudie la philologie classique, il s'affilie à la *Burschenschaft*, organisation illégale des étudiants révolutionnaires, et il est condamné, de ce fait, en 1834, à six ans de détention. Libéré, il se joint au mouvement démocratique, qui commence à se former en Silésie et fait montre au cours de son agitation, en même temps que de grandes capacités sur le plan théorique, d'une particulière habileté dans la propagande et l'organisation. Prenant de plus en plus résolument parti pour le peuple opprimé, il traite de préférence, dans ses écrits, de questions sociales. Dans un article intitulé « Les Casemates » qui paraît le 18 novembre 1843 dans la *Gazette de Breslau*, il fait une description saisissante des conditions incroyables dans lesquelles vieillards, malades et chômeurs vivent parqués dans des casemates délabrées. Cet article, qui a un grand retentissement, contribue, par les discussions qu'il soulève, à orienter W. Wolff vers le socialisme. Partageant au début les illusions des socialistes réformistes, il pense que l'éducation et l'instruction sont les moyens les plus propres à transformer la société. Il se rend cependant bientôt compte de l'insuffisance des réformes aussi bien politiques que sociales, qu'il considère comme d'inoportants palliatifs, et pense que seule peut être efficace, pour abolir la misère, une révolution sociale. Il est aidé dans cette orientation par les articles de Marx et de Engels dans les *Annales franco-allemandes*, où ils montrent que seule une révolution communiste, née de l'aggravation de la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, peut libérer la classe ouvrière.

Ses conceptions sont renforcées par la révolte des tisserands silésiens de juin 1844. Prenant courageusement parti pour les tisserands massacrés et emprisonnés, il ne se contente pas, dans ses articles, en particulier dans « La misère et la révolte en Silésie » qui paraît dans la revue *Le livre du citoyen allemand* de 1845 de décrire, comme dans son article sur « Les Casemates », la misère du prolétariat et de condamner le régime qui l'engendre, mais il montre que l'abolition de cette misère ne peut venir que d'une révolution sociale.

Etudiant les causes de cette révolte, il souligne qu'elle est la conséquence inéluctable de la concurrence que le tissage mécanique faisait alors au tissage à main, concurrence qui engendrait une misère indicible chez les tisserands des campagnes. Cette misère ajoute-t-il, n'est au demeurant qu'un aspect particulier de la misère générale de la classe ouvrière, victime de l'impitoyable exploitation capitaliste. L'aggravation de cette misère, qui exacerbe la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie, mène nécessairement à une révolution sociale, dont la révolte des tisserands de Silésie est en Allemagne le signe annonciateur. Célébrant le courage des tisserands et l'éveil de leur conscience de classe qui se manifestait dans leur chant de combat, *Le tribunal sanglant*, Wolff montre, comme l'avait fait avant lui Marx dans son article contre Ruge, que l'importance particulière de cette révolte réside dans le fait qu'elle est la première grande manifestation révolutionnaire du prolétariat allemand. Etendant ces considérations à l'ensemble de la classe ouvrière allemande, Wolff analyse la misère des petits paysans et des ouvriers agricoles et ses causes ; il souligne que la réforme agraire prussienne, prônée comme un grand acte de libération de la classe paysanne, a en fait ruiné les petits paysans par l'obligation où ils ont été mis de payer de lourdes indemnités pour se libérer des dîmes et redevances. Tombés dans la misère, ils viennent renforcer le prolétariat agricole, dont le sort est aussi triste que celui du prolétariat urbain.

Après cet article, dans lequel il s'affirme ouvertement communiste, Wolff rompt avec les démocrates et les socialistes *vrais* qui, tout en critiquant les conditions économiques et sociales qui engendrent la misère, ne pensent qu'à des réformes inopérantes du fait qu'elles ne portent nulle atteinte au régime de la propriété privée.

Comme Marx et Engels, Wolff estime alors que la tâche la plus urgente est d'éclairer le prolétariat sur les causes de sa misère et les conditions de sa libération. C'est là l'objet principal de son activité jusqu'à sa rencontre avec Marx et Engels en avril 1846. Dénonçant le réformisme démocratique et socialiste, il met, dans ses articles parus en février et en septembre 1846 dans *Le vapeur de Westphalie*, le prolétariat en garde contre les projets de réforme qui ne peuvent que le détourner de sa lutte de classe. Il s'en prend en particulier au démocrate Eduard Pelz qui, après avoir courageusement critiqué le régime encore semi-féodal de Silésie et préconisé des réformes démocratiques et sociales, dirigeait maintenant, comme l'avait fait avant lui

A. Ruge, ses attaques contre le communisme par crainte d'une révolution prolétarienne (1).

En même temps qu'il agit par la presse, W. Wolff mène une active propagande parmi les intellectuels, les artisans et les ouvriers et suscite la formation de groupes communistes dans toute la Silésie, ce qui lui vaut d'être appelé *L'agitateur du paupérisme*.

Contraint de s'enfuir pour échapper aux poursuites, il se réfugie à Londres, puis à Bruxelles, où il arrive en avril 1846. Sa rencontre dans cette ville avec Marx et Engels marque le début d'une nouvelle période de sa vie. Gagné entièrement à leurs conceptions, il devient par sa fermeté de caractère, ses qualités de propagandiste et d'organisateur et son courage à toute épreuve un des plus solides pionniers du communisme allemand.

2. Georg Weerth (1822-1856)

Fils d'un superintendant de l'Eglise protestante, Georg Weerth doit, comme F. Engels, lutter dans sa jeunesse contre les idées conservatrices de sa famille. Employé de commerce chez un parent riche à Bonn en 1842, il part en 1843 à Bradford comme voyageur de commerce, déjà acquis aux idées démocratiques. Il y est surpris par l'extraordinaire développement industriel de l'Angleterre, mais révolté en même temps, comme l'avait été F. Engels, par l'aspect lugubre des quartiers ouvriers et par la misère du prolétariat anglais. Sa sympathie pour la classe ouvrière l'oriente déjà vers le communisme, dans lequel il voit la seule solution à la question sociale. Ses idées nouvelles se manifestent tout d'abord dans une lettre à son frère du 24 décembre 1844, dans laquelle il écrit : « On jettera bientôt au rebut la divinité de l'or et Rothschild mourra de faim sur ses trésors. Il suffirait ici de deux années consécutives de mauvaises récoltes et d'une crise commerciale pour qu'une révolution éclate, dirigée non contre le pouvoir royal, les sottises parlementaires ou la religion, mais contre la propriété. L'ouvrier qui n'a jamais pu réaliser ses desseins par l'agitation chartiste, des pétitions et des meetings révolutionnaires, détruira la base de la société actuelle en s'attaquant à l'argent. Je suis persuadé que sous peu le même soulèvement, que vous avez connu en

(1) Publications de E. PELZ : *La justice patrimoniale. Extraits des mémoires d'un paysan silésien*, Brunswick, 1843. *L'administration des communes rurales*, Breslau, 1845. Sous le pseudonyme de Treumund WELF, *Sur l'influence des fabriques et des manufactures en Silésie* (quatre lettres), Leipzig, 1843-1846.

Silésie, éclatera ici, avec cette différence qu'en Silésie l'ouvrier a été jeté en prison, alors qu'ici il prendra le pouvoir » (1).

Ses relations amicales avec F. Engels, qui séjournait alors dans la ville voisine de Manchester (2), le confirment dans ces idées. Pénétré de haine contre le régime capitaliste et de foi dans la nécessité d'une révolution communiste (3), il entre en relations avec les dirigeants du mouvement chartiste en particulier avec Julian Harney et Ernest Jones et prend contact, comme le faisait Engels à Manchester, avec la vie des ouvriers.

Dans ses poèmes et ses récits il excelle à faire une description saisissante de la cruauté du régime capitaliste, de la misère de la classe ouvrière et de son ardeur révolutionnaire et devient ainsi le premier grand écrivain allemand du prolétariat (4).

(1) Cf. G. WEERTH, *Œuvres complètes* éditées par B. KAISER, Berlin, 1856-1857, t. 5, p. 140.

(2) Cf. *Der Sozialdemokrat*, n° 24, 7 juin 1883, M.E.W., t. 21, p. 6 ; Souvenirs de Engels sur G. Weerth.

(3) Cf. Lettres de G. Weerth à Friedrich aus'm Weerth (Bradford, 22 janvier 1845), *Œuvres complètes*, t. 5, p. 150 ; à son frère Wilhelm, (Bradford, 12 avril 1845), *ibid.*, p. 156.

(4) Tel est par exemple le poème où il montre comment la misère pousse un pauvre tailleur au suicide :

*Il était un pauvre tailleur
qui s'épuisait à coudre.
Il le fit pendant trente ans
sans trop savoir pourquoi.*

*Et lorsqu'avec le Samedi
la semaine arriva de nouveau à sa fin,
il se mit à pleurer
sans trop savoir pourquoi.*

*Il prit alors les belles aiguilles
et aussi les ciseaux
et il se mit à les briser
sans trop savoir pourquoi.*

*Puis il noua autour du cou
une bien solide corde
et se pendit à une poutre
sans bien savoir pourquoi.*

*L'angelus du soir
se mit alors à tinter
et le tailleur mourut
sans que nul ne sache pourquoi.*

Cf. *Œuvres complètes*, t. 1, p. 199.

La perspective révolutionnaire absente dans ce poème se fait jour dans d'autres comme dans le *Chant de la faim* :

*Très honoré seigneur et roi,
connais-tu ta triste histoire ?
Nous avons peu mangé le Lundi
et pas du tout le Mardi.*

Sa prose est de la même venue. C'est d'une manière aussi saisissante qu'il décrit par exemple dans son article sur « Les prolétaires en Angleterre » (1), les effroyables conditions d'existence des ouvriers anglais, la déchéance des Irlandais, la dureté du patronat, l'inhumanité des asiles de nuit et des maisons de travail où les détenus étaient plus mal traités que dans les prisons.

Dans un autre article sur « Joseph Rayner Stefens, prédicateur à Stanleybridge et le mouvement ouvrier anglais en 1839 » (2), il analyse, à propos de son action en faveur de la classe ouvrière, les causes de la misère de celle-ci, l'attitude de la bourgeoisie à son égard et le combat qu'elle livre pour se libérer. Dans sa défense du prolétariat et sa dénonciation de l'inhumanité de la classe bourgeoise, il s'en prend en particulier à la théorie de Malthus qui attribue la misère à l'augmentation trop rapide de la population par rapport à celle de la production et qui propose, pour y remédier, de décimer les pauvres. Il exalte par contre l'attitude courageuse du pasteur méthodiste de Stanleybridge qui, dans un discours prononcé le 1^{er} février 1839, avait proclamé qu'aussi bien la reine que les évêques et les membres du Parlement se souciaient fort peu de la misère du peuple. Pour remédier à celle-ci, il réclamait, en se fondant sur la Bible, un certain nombre de mesures de caractère communiste et appelait le peuple à la révolte pour les faire appliquer, ce qui lui valut d'être emprisonné.

Cette orientation révolutionnaire rapproche de plus en plus G. Weerth de Marx et Engels, dont il adopte complètement les vues lors d'un séjour qu'il fait à Bruxelles en juillet et août 1845 et il devient dès lors un de leurs meilleurs compagnons de lutte.

3. Joseph Weydemeyer (1818-1866)

Entré à l'école de guerre de Berlin, Joseph Weydemeyer est affecté à sa sortie à un régiment d'artillerie de Westphalie.

*Le Mercredi c'était jour maigre,
le Jeudi c'était la disette
et le Vendredi nous étions
à demi morts de faim.*

*C'est pourquoi prends bien soin
à ce que le Samedi on nous fasse du bon pain,
sinon le Dimanche c'est toi que nous ferons rôtir
et que nous dévorerons, ô notre roi !*

Cf. *ibid.*, p. 193. Cf. également Le fondeur de canons, *ibid.*, p. 203.

(1) Paru dans les *Annates rhénanes pour la réforme de la société*, 1845. Cf. *Œuvres complètes*, t. 2, pp. 301-326.

(2) Cet article parut également dans les *Annales rhénanes pour la réforme de la société*, 1846. Cf. *Œuvres complètes*, pp. 60-102.

Acquis dès cette époque aux idées progressistes, il va en 1844 à Paris, où il fait la connaissance de Marx. La même année, il collabore à la *Gazette de Trèves* et contribue à donner une vie nouvelle à ce journal par sa manière vivante de traiter les questions sociales, s'inspirant en particulier en cela du livre de F. Engels sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*.

Sa collaboration à la *Gazette de Trèves* ne va pas sans heurt, non seulement avec la censure, mais aussi avec le rédacteur en chef, Walthr, qui craint que la tendance radicale qu'il donne au journal ne mette en danger l'existence de celui-ci. Cette tendance fait par ailleurs l'objet d'éloges de la part des *Feuilles littéraires* de Leipzig qui donnent la *Gazette de Trèves* et *Le miroir de la société* en exemple aux autres journaux pour leur manière de traiter les questions sociales (1).

Du fait de cette tendance, Weydemeyer ne tarde pas à rompre avec Karl Grün, qui tombe de plus en plus dans la pbraseologie et aussi avec Walthr à l'occasion d'une correspondance de Hess qui dénonce les méthodes d'exploitation capitalistes.

Walthr n'approuvant pas cette critique, J. Weydemeyer lui écrit le 10 avril 1845 : « Pour ce qui est du passage incriminé, chacun sait, pour peu qu'il se soit occupé des vrais rapports sociaux, que le salaire des ouvriers est ramené à un minimum, du fait de la concurrence qui existe entre eux ; que la valeur des forces de travail diminue dans la mesure même où elles augmentent ; que par la prolongation du temps de travail il se produit une augmentation des forces de travail qui rend superflue une partie de celles jusqu'alors employées ; que si cette prolongation, qui ne concerne au début qu'une partie des ouvriers, a tout d'abord pour effet le relèvement du minimum de salaire, celui-ci est bientôt à nouveau réduit au minimum, tandis que la prolongation du temps de travail est appliquée à tous... comme il est dit dans le passage incriminé... Pour ce qui est du reste de l'article, je ne pense pas que l'on puisse reprocher à Hess de souligner le vrai caractère d'institutions, qui sous le masque de la philanthropie et du souci du bien-être des ouvriers ne servent que l'intérêt des fabricants » (2).

Trois mois plus tard, le 15 novembre 1845, Walthr, qui

(1) Cf. *Blätter für literarische Unterhaltung*, Leipzig, 13 février 1846, n° 44. Cité par K. OBERMANN, *Die soziale Frage*, o. c., p. 278.

(2) Cité par K. OBERMANN, *Die soziale Frage*, o. c., p. 281.

craint de plus en plus, et non sans raisons, pour son journal, renvoie Weydemeyer (1).

En annonçant au président de la province le départ de Weydemeyer, le censeur local, comme l'avait fait avant lui le censeur de Cologne au moment où Marx quittait la *Gazette rhénane*, se félicitait de la tournure nouvelle donnée au journal (2).

Weydemeyer qui avait donné entretemps sa démission d'officier pour collaborer à la *Gazette de Trèves* n'allait pas tarder à rejoindre Marx et Engels à Bruxelles. Durant le séjour qu'il y fait au printemps 1846 il adopte plus complètement leurs vues et devient l'un de leurs meilleurs compagnons.

4. Karl Ludwig d'Ester (1813-1859)

Médecin à Cologne, Karl Ludwig d'Ester qui connaît particulièrement bien ; par sa profession même, les conditions misérables dans lesquelles vivent les pauvres gens, ne tarde pas à prendre parti pour le peuple opprimé et exploité. Tout d'abord démocrate, il se lie d'amitié avec G. Jung et participe avec lui activement à la création de la *Gazette rhénane* ainsi qu'à des discussions sur les questions sociales qui ont lieu dans le petit groupe où se réunissent avec K. Marx, G. Jung, H. Bürgers, M. Hess, l'avocat Compes et l'officier Anneke. La lecture des *Annales franco-allemandes*, du *Vorwärts* ainsi que les discussions qui ont lieu à la fin 1844 dans l'*Association de Cologne pour le relèvement*

(1) A une protestation qu'il adresse au Tribunal supérieur de la Censure au sujet de la suppression de nombreux articles, en particulier de Weydemeyer, sur des questions sociales celui-ci répond en effet le 2 décembre 1845 : « Ces articles qui se rapportent tous à la situation sociale et aux rapports sociaux actuels, prouvent de manière évidente, que leurs auteurs méconnaissent à dessein les efforts faits pour venir en aide à ceux qui sont dans la misère et pour atténuer les différences entre les riches et les pauvres. Les descriptions haineuses des contrastes qui séparent les possédants des non-possédants, l'insistance avec laquelle est soulignée l'urgence d'une complète transformation du mode actuel d'acquisition qui est protégé par la loi, jointes à de nombreuses attaques dirigées contre la royauté sont faites pour soulever les esprits en provoquant le mécontentement à l'égard de l'état de choses existant et constituent ainsi un danger pour la paix intérieure et la sûreté de l'Etat. » Cf. Archives de Merseburg (D.Z.A.), Rep. 77, Tit. 991, n° 3. Actes du Tribunal supérieur de la Censure concernant la *Gazette de Trèves* cité par K. OBERMANN, *La question sociale*, o. c., p. 284.

(2) Cf. Archives d'Etat de Coblenz, section 403, n° 3805, fol. 129 s. Cité par K. OBERMANN, o. c., p. 285 : « J'attribue la tendance plus modérée et le changement de ton de la *Gazette de Trèves*... à l'éloignement du corédacteur le lieutenant d'artillerie démissionnaire Weydemeyer... Walthr ne pouvait se dissimuler plus longtemps la mauvaise influence de Weydemeyer, qui par sa tendance communiste ou du moins très radicale est responsable de l'état de choses qui a rendu le travail très pénible à la censure. Les choses vont beaucoup mieux depuis qu'il a été éloigné du journal... »

de la classe ouvrière le font passer rapidement du démocratisme au socialisme. Il pense, avec Hess, que cette association ne doit pas s'en tenir à des mesures philanthropiques et que seules de profondes réformes sociales sont à même de porter remède au paupérisme.

Au début de 1845 il assume la rédaction de la *Revue hebdomadaire de l'Union des Artisans de Cologne pour le bien public*, à laquelle il donne un caractère socialisant par ses articles sur des problèmes économiques et sociaux. Dans ces articles il montre en effet que la libre concurrence ne profite en fait qu'aux riches, les pauvres n'étant pas armés pour y résister. Ceci l'amène à demander la généralisation et la gratuité de l'instruction pour que chacun soit à même de développer ses facultés. Il souligne par ailleurs la nécessité pour les artisans et les ouvriers de s'unir pour pouvoir résister au grand capital.

Comme cette revue ne lui offre que des possibilités restreintes d'exposer ses idées, il devient codirecteur d'une revue socialiste *Journal du Peuple. Revue populaire mensuelle des principales questions du jour*, qui paraît de janvier 1845 au début de 1846 à Cologne. Ses articles portent tous sur des questions économiques et sociales. Il souligne l'importance de la révolte des tisserands de Silésie, qui constitue, à ses yeux, l'événement le plus important de 1844, critique les réformes de caractère philanthropique, comme la création de caisses d'épargne, qui ne peuvent pas remédier véritablement à la misère, rejette le suffrage censitaire comme instrument de domination des classes possédantes, la vraie représentation du peuple ne pouvant être fondée que sur le suffrage universel. Il insiste par ailleurs sur la nécessité de créer des associations ouvrières pour briser la puissance du grand capital, montre que le commerce, en régime capitaliste, est fondé sur l'accaparement des biens produits par les ouvriers et fait ressortir enfin, d'une analyse des salaires et des prix, qu'avec les salaires qu'ils touchent, les ouvriers ne peuvent satisfaire leurs besoins élémentaires, d'autant plus qu'ils sont frappés par le chômage une partie de l'année.

Le *Journal du Peuple* qui, grâce à l'orientation qu'il lui donne, exerce une grande influence sur le mouvement socialiste de Cologne, cesse de paraître au début de 1846 pour des raisons financières.

De plus en plus convaincu que la question sociale ne peut être résolue que par une transformation radicale de la société, d'Ester se rapproche progressivement des conceptions de Marx et Engels et, dès la fin 1845, il se joint à eux pour participer à leurs luttes.

CHAPITRE II

FR. ENGELS

« LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ANGLETERRE »

Fr. Engels à Barmen

Après sa rencontre avec Marx à Paris, de fin août au début de septembre 1844, Engels rejoint à Barmen sa famille qu'il avait quittée deux ans auparavant pour aller en Angleterre. Devenu communiste, il prévoit les difficultés qui vont surgir avec son père très conservateur et orthodoxe, et essaie tout d'abord d'éviter tout motif de discussion en menant une vie calme et retirée (1). Mais, dès qu'il commence à se livrer à la propagande communiste, un conflit éclate entre son père et lui, conflit aggravé par le fait qu'il est de plus en plus dégoûté du métier de commerçant.

(1) Cf. Engels à Marx à Paris (Barmen, début d'octobre 1844), *Marx Engels Werke* (abr. M.E.W.), t. 27, p. 5 : « Me voici depuis trois semaines à Barmen, je m'y amuse comme je peux avec quelques amis et une nombreuse famille, dans laquelle se trouvent heureusement une demi-douzaine d'agréables représentantes du beau sexe. Il n'est pas question ici de pouvoir travailler, d'autant moins que ma sœur s'est lancée à un communiste de Londres, Emil Blank, qu'Ewerbeck connaît et que toute la maison est, de ce fait, sens dessus dessous. Je vois, au demeurant, que bien des obstacles s'opposeront encore à mon retour à Paris et qu'il faudra me résigner à passer six mois ou un an en Allemagne. Je ferai naturellement tout mon possible pour éviter cela, mais tu n'as pas idée des mesquineries et des difficultés auxquelles je me heurte. »

Engels à Marx à Paris (Barmen, 20 janvier 1845), *ibid.*, p. 17 s. : « Je n'ai du reste ici aucune occasion de me laisser emporter par mon tempérament ; je mène en effet une vie tout à fait digne d'un philistin, une vie calme et tranquille, toute confite en honorabilité, je reste confiné dans ma chambre, où je travaille, ne sors presque pas et suis sage comme une image. Si cela continue il est à craindre que le Seigneur me pardonne mes écrits et m'admette au ciel. Je commence même, je te l'assure, à jouir d'une bonne réputation à Barmen. »

Il prend en effet ce métier de plus en plus en horreur, car il lui répugne de participer en tant que fils de fabricant à l'exploitation de la classe ouvrière. « Cédant aux instances de mon beau-frère, écrit-il à Marx, et devant les visages contristés de mes parents, je m'étais résigné à m'adonner une fois encore au commerce et j'ai travaillé pendant quinze jours dans les bureaux... Mais j'étais écoeuré avant même d'avoir commencé, le commerce me dégoûte, Barmen me dégoûte et le gaspillage de temps aussi ; il m'est absolument odieux de participer, non seulement comme bourgeois mais plus encore comme fabricant, à l'exploitation du prolétariat. Quelques jours passés à la fabrique de mon père ont suffi pour me faire comprendre cette abomination, à laquelle je n'avais pas suffisamment réfléchi. J'avais compté n'y rester que juste le temps d'écrire quelque chose qui me vaille des poursuites et me permette de franchir la frontière sans esclandre. Mais cela même est au-dessus de mes forces. Si je n'avais pas eu à enregistrer chaque jour dans mon livre (*La situation de la classe ouvrière en Angleterre*), le comportement odieux de la bourgeoisie anglaise, je crois que je n'aurais pas pu tenir le coup, mais cela a du moins entretenu ma colère. On peut à la rigueur s'accommoder d'être communiste et extérieurement un bourgeois et un exploiteur à condition de ne pas écrire, mais il est impossible de faire de la propagande communiste et d'être en même temps un exploiteur... A cela s'ajoute la vie dans une famille pétrie d'orthodoxie et d'esprit prussien ; tout ceci est intolérable, je finirais par devenir moi-même un petit-bourgeois et par introduire cet état d'esprit dans le communisme » (1).

Ce désordre intérieur est encore aggravé par une malheureuse histoire d'amour, dont il a beaucoup à souffrir (2). Pour se libérer, il pense tout d'abord aller retrouver Marx à Paris, mais il se rend compte que cela n'est pas immédiatement possible. Il envisage alors de poursuivre des études à l'Université de Bonn ; son père, se rendant compte qu'il doit désormais renoncer à son projet de faire de lui son successeur, accepte en principe, dans l'espoir que cela le détournera du communisme (3).

La tension s'aggrave cependant entre son père et lui à mesure qu'il s'affiche de plus en plus ouvertement comme communiste, en particulier après les réunions communistes

(1) Cf. Engels à Marx à Paris, (Barmen, 20 janvier 1845), *ibid.*, p. 18.

(2) Cf. Engels à Marx à Paris, (Barmen, 19 novembre 1844), *ibid.*, p. 9.

Engels à Marx à Paris (Barmen, 20 janvier 1845), *ibid.*, p. 14.

(3) Cf. Lettre de Engels à Marx (Barmen, 22-26 février/7 mars 1845), *ibid.*, pp. 20-22.

d'Elberfeld. Il en trace un tableau à la fois saisissant et plaisant dans une lettre à Marx : « Je mène maintenant une vraie vie de chien à la suite des réunions (il s'agit des réunions qu'il avait organisées avec Hess à Elberfeld) et en raison de l'attitude un peu débraillée de quelques communistes d'ici, que naturellement je fréquente, le fanatisme religieux de mon père s'est déchaîné, exacerbé encore par ma déclaration de vouloir définitivement renoncer au commerce. En me voyant m'afficher ouvertement comme communiste, ce fanatisme s'est doublé d'un égal fanatisme bourgeois. Tu te représentes maintenant ma situation. Comme je suis décidé à partir dans une quinzaine de jours, j'évite toute discussion et accepte tout sans rien dire. N'étant pas habitué à une telle chose de ma part, cela les enhardit dans leur attitude à mon égard. Si je reçois une lettre, on la renifle sous toutes ses faces avant de me la remettre, car on se doute qu'elles viennent toutes de communistes. On prend en même temps des visages éplorés, à vous rendre fou. Si je reste dans ma chambre et travaille, il s'agit naturellement de communisme et je suis gratifié des mêmes mines. Quoi que je fasse, que je mange, boive, dorme, lâche un bruit, ce sont toujours ces mêmes maudites trognes que j'ai devant le nez, que je sorte ou que je reste à la maison, que je me taise ou que je parle, que je lise ou que j'écrive, que je rie ou non, c'est toujours ce visage odieux de mon père qui se présente à moi. A cela s'ajoute qu'il est à ce point stupide, qu'il met dans le même sac le libéralisme et le communisme en les qualifiant de révolutionnaires et qu'il me rend sans cesse responsable, en dépit de mes protestations, des infamies de la bourgeoisie anglaise au Parlement. Pour couronner le tout, c'est la saison pieuse à la maison. Il y a huit jours, deux de mes frères et sœurs ont été confirmés et aujourd'hui toute la maisonnée trotte à la communion. Le corps du Seigneur a fait son effet et ce matin les airs attristés dépassent toute imagination. Pour comble de malheur (*sic*) j'étais hier soir avec Hess à Elberfeld, où nous avons exposé pendant deux heures la doctrine communiste. Naturellement mon absence prolongée le soir m'a valu les mêmes visages. On insinue tout d'abord que j'ai bien pu être arrêté, puis on s'enhardit à me demander où j'étais. — Chez Hess. — Chez Hess ! Grand Dieu ! Là-dessus silence, puis accentuation des mines de désespoir chrétien. « Quelles relations as-tu choisi ! », soupirs, etc. C'est à vous rendre fou. Tu n'as pas idée de la perfidie dont on use pour sauver mon âme. Il ne manquerait plus que mon père vienne à apprendre l'existence de *La Sainte Famille* et il serait capable de me jeter dehors.

A cela s'ajoute le dépit de voir que tout est inutile avec cette sorte de gens, qu'ils se complaisent à se torturer avec leurs visions d'enfer et qu'ils sont inaccessibles au moindre sentiment d'équité. Si ce n'était à cause de ma mère, qui a un beau fond humain, mais qui est littéralement asservie à mon père et que j'aime beaucoup, il ne me viendrait pas un instant à l'idée de faire la moindre concession au fanatisme et au despotisme de mon père. Mais ma mère, qui est malade, se ronge de chagrin à cause de moi et cela lui vaut chaque fois des maux de tête pendant huit jours. Je n'y tiens plus, il me faut partir et je ne sais comment supporter les quelques semaines que j'aurai encore à passer ici (1). »

L'activité théorique de Engels à Barmen, allait de pair avec son activité politique, qu'elle venait étayer. L'objet de cette activité théorique est tout d'abord la poursuite de la critique des *Jeunes Hégéliens*, dont il s'entretient dans ses lettres à Marx devenu pour lui le meilleur compagnon de pensée et de lutte (2).

Il lui parle accessoirement du succès durable des *Annales franco-allemandes* en Rhénanie, du peu d'intérêt qu'offre le *Vorwärts* (3) mais surtout du groupe des *Libres* c'est-à-dire des *Jeunes Hégéliens* de Berlin, qui semble, écrit-il, n'intéresser plus personne, et il exerce sa verve à leurs dépens.

« On entend parler des progrès du socialisme dans toute l'Allemagne mais de Berlin il n'est nulle part question. Ces petits futés finiront par fonder une démocratie pacifique (*sic*) dans la Hasenheide (sorte de lande aux portes de Berlin), lorsque dans toute l'Allemagne la propriété privée sera abolie et ils s'en tiendront là. Tu verras que bientôt apparaîtra au fin fond du Brandebourg un nouveau Messie qui accommodera Fourier à la sauce hégélienne, déduira le phalanstère des catégories éternelles, verra en lui une institution engendrée par la prise de

(1) Engels à Marx (Barmen, 17 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 26 s.

(2) Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), cf. *ibid.*, p. 8 : « Depuis que je suis ici, je ne me suis plus jamais senti aussi détendu et heureux que pendant les dix jours que j'ai passés près de toi. »

(3) Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), cf. *ibid.*, p. 6 : « Ici on n'entend plus parler des Bauer et personne ne sait rien à leur sujet. Par contre on s'arrache encore les *Annales*. Mon article sur Carlyle m'a valu une énorme renommée parmi les gens d'ici, tandis que, chose grotesque, celui sur *L'économie* a été très peu lu, mais il ne faut pas s'en étonner. »

Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 16 : Hier j'ai reçu le *Vorwärts* que je n'avais pas eu sous les yeux depuis mon départ. Quelques bons mots de Bernays m'ont beaucoup amusé. Ce gaillard s'entend à vous faire rire, ce qui m'arrive rarement dans mes lectures. Par ailleurs ce journal est mauvais, il n'est pas assez intéressant et instructif pour que beaucoup d'Allemands continuent à l'acheter. »

conscience de l'idée absolue et dans laquelle le Capital, le Talent et le Travail participeront, selon un mode déterminé, au profit (1). »

Venant à parler de *La Sainte Famille*, il s'étonne d'apprendre que la brochure prévue se soit transformée en un gros volume, mais se réjouit en même temps de voir que cela a donné à Marx l'occasion de publier bien des choses qui seraient restées sans cela dans un tiroir. Il est également surpris que, malgré sa très modeste contribution, Marx l'ait mentionné sur le livre comme coauteur. Il craint aussi que *La Sainte Famille* ne lui vaille, ne fût qu'à cause de son titre, des ennuis supplémentaires avec son père (2). Recevant le livre, il est enthousiasmé par la manière magistrale dont Marx liquide les Bauer, mais redoute en même temps, vu le peu d'écho que la *Gazette littéraire* a trouvé dans le public, que Marx ne se soit trop étendu sur cette critique et que le caractère abstrait du livre ne le rende incompréhensible à la majorité des lecteurs (3).

Max Stirner

La critique de Engels se dirige principalement contre Max Stirner qui, dans son livre intitulé *L'unique et sa propriété* avait poussé à l'extrême la spéculation philosophique. Comme la critique de Stirner fait ensuite l'objet primordial de *L'idéologie allemande* — elle en constitue en effet les deux tiers —, il est nécessaire d'analyser ce livre qui est la seule œuvre importante de Stirner.

(1) Engels à Marx (Barmen, 19 novembre 1844), cf. *ibid.*, p. 13.

Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 17 : « Les derniers d'entre eux (des *Libres*), Meyen, Rutenberg et consorts ne se laissent détourner par rien de leurs habitudes. Chaque jour à deux heures de l'après-midi ils se rendent, comme il y a six ans, au café Stehely et daubent sur la presse. Ils ont fait cependant un progrès, ils sont arrivés à l'organisation du travail mais n'iront pas plus loin. »

(2) Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 16.

Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 22.

(3) Engels à Marx (Barmen, 17 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 25 s. : « *La Critique critique* — je crois t'avoir déjà écrit qu'elle est arrivée — est fameuse. Tes discussions sur la question juive, l'histoire du matérialisme et les mystères sont magnifiques et auront un excellent effet. Mais malgré cela le livre est trop gros. Le souverain mépris, que nous affichons à l'égard de la *Gazette littéraire* ne s'accorde pas avec l'ampleur de la critique que nous lui consacrons. A cela s'ajoute que toute la partie de la critique qui a trait à la spéculation et à l'être abstrait est inaccessible au grand public et n'intéressera guère les lecteurs. Mais cela dit, le livre est magnifiquement écrit et à mourir de rire. Les Bauer ne trouveront rien à répondre. Quand Bürgers fera un compte rendu du livre dans le premier cahier de la revue de Püttmann, il pourra mentionner la raison pour laquelle je n'y ai que peu collaboré et n'ai pu aller au fond des choses, à savoir la brièveté de mon séjour à Paris. »

Cet ouvrage représente le terme final de la subjectivisation de l'hégélianisme, qui s'était produite au cours du développement de la Gauche hégélienne. A la différence de Marx et de Engels qui, en même temps qu'ils s'orientaient vers le communisme, passaient de l'idéalisme au matérialisme et de la plus grande partie des *Jeunes Hégéliens* qui évoluaient vers les théories démocratiques, B. Bauer et Stirner s'étaient complètement détournés de la lutte politique, ce qui accentuait leur orientation vers un individualisme anarchiste.

Dans la *Gazette générale littéraire*, B. Bauer, opposant la grande individualité à la *masse*, avait montré comment elle parvient à une complète autonomie en se libérant de l'emprise de l'Etat et de la société, dont le Néant apparaît quand on les mesure à l'universalité de la Conscience de soi. Stirner mène à son terme cette apologie de l'individualité, en rejetant non seulement la prédominance de l'Etat et de la société, mais aussi celle de l'Esprit. Opposant, après Kierkegaard, à Hegel qui ne s'intéresse qu'à l'universel, au général, comme expression de l'Esprit, ce qu'il y a de particulier, de personnel, d'unique dans chaque individu, il considère comme homme véritable non l'homme universel, mais l'individu particulier, le Moi, non le Moi absolu de Fichte, mais le Moi qui, par son unicité se distingue des autres moi (1).

D'où la nécessité pour l'individu particulier caractérisé par son unicité de s'affranchir de tout ce qui est susceptible de menacer ou de limiter celle-ci.

Cette lutte libératrice de l'homme pour s'affirmer en tant que Moi particulier et unique constitue pour Stirner l'essentiel de l'histoire. Ceci l'amène à diviser l'histoire en deux grandes périodes : la période de la préhistoire, où les hommes n'ont pas encore accédé à l'individualité et la période de la véritable histoire humaine où ils s'affirment comme individus dans leur totale liberté et leur unicité.

S'inspirant de Hegel qui avait montré dans la *Phénoménologie de l'esprit* que le développement de celui-ci passe par trois phases : conscience sensible, conscience de soi et esprit, Stirner expose que les trois phases du développement de l'homme sont marquées par le réalisme, qui caractérise la période où il y a prédominance de la nature (conscience sensible), par l'idéalisme qui caractérise la période où l'esprit prédomine (conscience de

(1) Cf. M. STIRNER, *L'unique et sa propriété* ; trad. RECLAIRE, Paris, Stock, 1900, pp. 159-161, 214-217, 443.

soi) et enfin par l'égoïsme (qui correspond au stade de l'esprit chez Hegel), qui caractérise la période où l'individu se libère à la fois de la domination de la nature et de celle de l'esprit.

C'est à l'aide de ces trois abstractions : réalisme, idéalisme, égoïsme que Stirner opère en d'infinies variations, pour donner un tableau extravagant de l'histoire humaine.

Se fondant tout d'abord sur le développement physiologique de l'homme, il montre que l'enfant, qui ne se dégage pas du monde sensible est réaliste, que le jeune homme qui cherche à découvrir l'essence des choses et la trouve dans l'esprit est idéaliste et que l'homme enfin qui rejette aussi bien l'emprise du monde des choses que celle du monde des idées est égoïste (1).

L'histoire humaine montre un développement analogue. L'Antiquité, qui est la période d'enfance de l'humanité est caractérisée par le réalisme. Dans cette période, en effet, les hommes ne peuvent se dégager de la prédominance de la nature (2). Le Moyen Age, qui s'étend entre l'Antiquité et le Monde moderne, constitue l'adolescence de l'humanité, marquée comme l'adolescence de l'homme par la prédominance de l'idéalisme (3). Se libérant de l'emprise de la Nature, les hommes voient dans l'Esprit l'essence du Monde, mais ils tombent par là même sous sa domination. Cette ère de l'idéalisme est inaugurée par le Christianisme, qui rabaisse la matière au profit de l'esprit (4). Cette spiritualisation du monde est poursuivie par le rationalisme (5) d'abord, puis par la philosophie spéculative allemande, qui fait de l'Esprit une entité, l'Idée absolue, créatrice du Monde (6). Par cette divinisation de l'esprit, l'idéalisme est devenu un créateur d'illusions, en même temps qu'un instrument de domination et d'oppression (7).

La troisième période de l'histoire de l'humanité est celle de l'égoïsme, dans laquelle l'homme, se libérant à la fois de la domination de la nature et de celle de l'esprit, les soumet à sa volonté. Accédant ainsi à une parfaite autonomie, l'homme devient un individu égoïste n'obéissant qu'à ses fins (8).

Cette période a commencé par la révolte contre toutes les puissances établies : Eglise, Etat, Société qui s'arrogent le droit

(1) Cf. *ibid.*, *Une vie d'homme*, pp. 8-14.

(2) Cf. *ibid.*, p. 20.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 20, 21-110.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 26, 29.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 98-99.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 80, 99-100.

(7) Cf. *ibid.*, p. 34.

(8) Cf. *ibid.*, p. 81.

de limiter l'autonomie de l'individu. Elle est particulièrement marquée de nos jours par la critique que B. Bauer et Feuerbach ont faite des dogmes. Tout en reconnaissant leur mérite, Stirner pense qu'ils ont eu le tort de ne s'attaquer qu'au seul aspect religieux de la domination de l'Esprit et d'avoir critiqué la religion au nom d'entités : « La conscience de soi » et « L'essence de l'homme », qui ne sont pas autre chose que des succédanés de Dieu.

Dans sa lutte contre le dogme, B. Bauer a bien détruit la foi en des concepts absolus, mais il est resté fidèle à la conception hégélienne du développement d'une pensée surnaturelle devenue chez lui la conscience universelle, développement auquel il réduit l'histoire humaine (1).

Feuerbach s'est montré plus radical dans la destruction des dogmes mais, en considérant l'espèce humaine comme l'essence de l'homme, il en a fait également un succédané de Dieu et remplacé la foi en Dieu par la foi en l'humanité (2).

Il reste à faire après eux la critique du principal adversaire de l'individu, la critique de l'idéalisme, qui transforme l'esprit en une puissance surnaturelle, en un nouveau Dieu qui s'oppose aux hommes et les opprime (3).

En donnant en effet à des concepts tels que l'Esprit du Monde, la Conscience universelle, l'Essence de l'Homme, le Droit, l'Etat, la Société, l'Humanité un caractère absolu, l'idéalisme les transforme en *idées fixes*, il fait ainsi du monde un royaume de fantômes et de spectres et des hommes qui les adorent, des possédés (4).

La lutte contre l'idéalisme, c'est-à-dire contre la domination de l'Esprit, implique non seulement une critique de la religion et de la philosophie, mais aussi et surtout celle de tous les dogmes politiques et sociaux, par lesquels Stirner entend — ce qui caractérise bien sa nouvelle orientation politique — non les théories réactionnaires, mais le libéralisme politique, le socialisme et l'humanisme, qu'il englobe sous le terme générique de libéralisme. Comme la religion, le libéralisme a pour effet essentiel de subordonner l'homme à des concepts ; il remplace en effet Dieu par un nouvel Etre suprême : l'Etat, la Société, l'Humanité, qui devient, comme Dieu, un instrument d'oppression (5).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 176-177.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 35-36, 53, 209.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 30-37, 80.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 37-52.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 115-172, 296-297.

Le libéralisme politique prône le culte de l'Etat, puissance souveraine à laquelle tout est subordonné (1). Le libéralisme social, le socialisme, livre, lui, l'individu à la tyrannie de la société ; en attribuant à la société seule le droit de propriété, il fait de chaque individu un gueux (2). Quant au libéralisme *humain*, à l'humanisme, il sacrifie lui aussi l'individu à une abstraction : l'Humanité (3).

Le combat libérateur qui détruira toutes les idées *fixes* ne peut se faire par une révolution, œuvre collective menée au nom de principes généraux, qui ne sont pas compatibles avec la spécificité des individus. Il ne peut revêtir que la forme d'une révolte individuelle, par laquelle l'individu nie et rejette toutes les idées et tous les dogmes qui s'opposent à son autonomie (4).

L'oppression qui pèse sur les hommes n'étant pas attribuée à des rapports économiques et sociaux, mais à des causes d'ordre spirituel, il en résulte que la libération de celle-ci s'opère dans le domaine de la conscience, qu'elle incombe à la seule pensée et se réduit à la négation de concepts, d'idées fixes, devenues les seuls véritables ennemis de l'individu.

Pour se libérer et s'affirmer en tant que personnalité, il suffit à l'individu de nier le caractère sacré attribué aux idées qui fait d'elles des puissances surnaturelles (5) et d'agir en pur égoïste, qui ne se laisse guider que par son seul intérêt et par son seul plaisir (6).

L'égoïsme, condamné par Feuerbach comme signe de la déshumanisation, devient ainsi la qualité essentielle de l'individu qui doit, contrairement à ce qu'ont fait jusqu'ici les hommes, qui ont lutté pour des choses qui leur étaient étrangères : Dieu, la Vérité, le Droit, la Liberté, l'Humanité, ne défendre que sa propre cause (7).

A cet effet, il lui faut rejeter aussi bien la domination du monde sensible, de la Nature que celle de l'Esprit. Il se libère de la première en n'attribuant de sens et de valeur au Monde des choses que par rapport au Moi, ce qui fait que ce Monde varie selon les jugements du Moi et les buts qu'il se propose (8). La

(1) Cf. *ibid.*, pp. 113, 115-137 : Le libéralisme politique, pp. 210-212, 268, 272-282, 286-287.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 137-147 : Le libéralisme social.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 147-172 : Le libéralisme humanitaire.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 219, 387-388.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 82-84.

(6) Cf. *ibid.*, p. 88.

(7) Cf. *ibid.*, pp. 1-4, 69, 400.

(8) Cf. *ibid.*, pp. 411-414.

Nature perd ainsi en même temps que son caractère purement objectif son emprise sur les hommes. C'est au demeurant moins contre la Nature que contre l'Esprit que se dirige la lutte essentielle de l'Egoïste. Il se libère de la domination de celui-ci en dépouillant les concepts, les idées *fixes* de leur caractère sacré (1). Ceci a trait tout d'abord à la pensée, à laquelle on attribue, à tort, un caractère absolu, car elle n'est que le produit de la faculté de compréhension des hommes (2).

Déniant à la pensée toute valeur absolue, l'Egoïste ne reconnaît ni Vérité éternelle — toute Vérité n'ayant de sens et de valeur que par rapport au Moi (3) —, ni Morale absolue, le Bien et le Mal n'ayant pas de sens pour l'Egoïste, qui règle ses actions, non d'après des principes moraux, mais selon son intérêt et son plaisir (4). Il ne permet ni à ses pensées ni même à ses sentiments d'exercer sur lui un pouvoir déterminant ; il rejette en effet ses pensées, quand elles cessent de lui convenir et les adopte à nouveau quand il lui plaît ; il en est de même pour ses sentiments, même pour l'amour qui n'est pour lui que l'instrument de son plaisir (5). Ne reconnaissant ni dogmes, ni morale, ni devoirs, ni obligations, l'Egoïste rejette l'autorité de l'Etat qui, sous toutes ses formes, a un caractère despotique (6) et de la société qui assujettit l'individu à ses règles (7), il se refuse de ce fait à s'intégrer dans un parti ou dans une organisation sociale (8).

Libéré de tout devoir et de tout lien, l'Egoïste peut se consacrer entièrement au développement de sa personnalité, de son Moi considéré dans son unicité. Ceci résulte moins de la liberté qui a en soi un caractère négatif, puisqu'elle n'a pas l'appropriation pour objet, que de la faculté donnée à l'individu de s'approprier à son gré tout ce qui lui permet de jouir pleinement de la vie (9).

De la faculté de rejeter toute détermination et de n'obéir qu'à sa volonté découle la puissance, en réalité toute théorique, du Moi, de l'Unique (10) et, de cette puissance, son Droit de

(1) Cf. *ibid.*, pp. 82 s.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 419-420.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 426-427, 433-434.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 56 s., 84, 213, 438-439.

(5) Cf. *ibid.*, p. 361.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 232-238.

(7) Cf. *ibid.*, p. 139.

(8) Cf. *ibid.*, pp. 282-285.

(9) Cf. *ibid.*, pp. 186-204.

(10) Cf. *ibid.*, pp. 221-222.

s'approprier ce qui lui plaît (1), qui font de lui le Maître du Monde (2).

Bien que l'Egoïste ne tienne compte que de son seul intérêt et de son seul plaisir, il ne vit en fait pas seul, mais dans une collectivité et doit s'accommoder d'une manière quelconque de la vie en société (3). Il le fait en rejetant la société actuelle qui opprime l'individu et en n'acceptant la vie sociale que sous la forme d'une libre association d'individus, qui restent absolument maîtres de leurs actes (4).

Affranchi ainsi de tout ce qui pouvait entraver son autonomie, l'Unique peut s'adonner au plaisir de vivre entièrement selon son gré (5).

Dans cette œuvre Stirner menait à son terme l'individualisme anarchiste vers lequel il s'était orienté avec B. Bauer, en se détachant du libéralisme et en se désintéressant de toute action politique. Par la négation de toute réalité, qui caractérisait déjà la *Critique critique* de B. Bauer, Stirner faisait du Moi un pur concept, une hypostase de l'Esprit pur et du monde une fantasmagorie. Réduisant l'homme à un Moi absolu et l'activité humaine à l'élimination de fausses conceptions, d'idées *fixes*, il portait la philosophie spéculative à son dernier degré.

Sa philosophie était en fait l'expression idéologique de sa position sociale. Son apologie de l'individu considéré dans son unicité répondait, en effet, à la mentalité du petit bourgeois qui ayant conscience de sa totale impuissance vis-à-vis de l'Etat et de la société, réduit son opposition à une révolte purement verbale par l'affirmation de son absolue autonomie. Elle était aussi déterminée par l'incapacité de Stirner d'organiser sa vie, qui n'était qu'une succession d'échecs, incapacité qu'il cherchait en quelque sorte à compenser par l'exaltation de la toute-puissance du Moi.

La critique que Engels fait de Stirner s'insère dans l'ensemble des critiques suscitées par *L'unique et sa propriété*, qui avait eu un grand retentissement parmi les *Jeunes Hégléiens*. Szeliga, prenant la défense de B. Bauer, soutenait que Stirner s'inspirait de la doctrine de celui-ci sans avoir pu la dépasser (6).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 222-232, 245-246.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 250-251, 328.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 174-175.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 375-384.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 393-395.

(6) Cf. SZELIGA, *L'unique et sa propriété*, de Max Stirner, *Norddeutsche Blätter für Kritik, Literatur und Unterhaltung*, Berlin, mars 1845, cahier 9, pp. 1-34.

B. Bauer écrivait de son côté que si Stirner avait réussi à dénoncer l'inanité du libéralisme politique, du socialisme et de l'humanisme, il avait échoué dans ses attaques contre la *Critique critique* et montré par son apologie de l'Unique, qu'il ne s'était pas libéré du dogmatisme (1).

Ruge par contre, par haine du communisme, se répandait dans ses lettres en éloges sur Stirner, dont la réfutation du communisme constituait, disait-il, un véritable acte de libération. Il accentuait cet éloge dans son livre intitulé *Deux ans à Paris*, en soulignant l'importance du rôle joué par Stirner dans le développement de l'Allemagne de 1842 à 1845 (2).

Feuerbach lui-même trouvait au premier abord le livre de Stirner, malgré ses attaques contre l'humanisme, génial à cause de son apologie de la liberté (3). Amené à réfléchir aux objections de Stirner, il répondait à celles-ci en niant le caractère abstrait de l'humanisme, qui n'était, disait-il que l'expression de la communauté humaine (4).

A ces critiques auxquelles se joignaient celles de Hess, Stirner répondit que lorsqu'on part d'un concept général, de l'Idée absolue, de la Conscience de soi, de l'Essence de l'homme, qui sont la négation de l'homme véritable, de l'individu, du Moi, on est incapable de définir celui-ci, qui ne peut être compris que dans son unicité (5). Quant à Hess, il lui reprochait d'opposer superficiellement le socialisme à l'égoïsme, sans voir que l'égoïsme sert de fondement aussi bien à l'individualisme, qui part du principe que l'isolement est plus utile à l'homme que la collaboration, qu'au socialisme, qui pense, au contraire, que la collaboration lui est plus profitable (6).

(1) [B. BAUER], Caractéristique de Louis Feuerbach, *Revue trimestrielle de Wigand*, t. III, pp. 86-146. Cet article qui contenait aussi une réponse aux attaques de *La Sainte Famille* devait constituer la dernière manifestation de la *Critique critique*.

(2) Cf. A. RUGE, *Briefwechsel und Tagebücher aus den Jahren, 1825-1880*, t. 1 : 1825-1847, Berlin, 1886.

A. Ruge à J. Fröbel (Paris, novembre 1844), cf. *ibid.*, p. 379.

A. Ruge à J. Fröbel (Paris, 6 décembre 1844), cf. *ibid.*, p. 382.

A. Ruge à sa mère (Paris, 17 décembre 1844), cf. *ibid.*, p. 386.

A. RUGE, *Deux années à Paris. Etudes et souvenirs*, Première et Deuxième partie. Cf. en particulier, t. II : Critique du libéralisme, du socialisme et de l'humanisme ; L'égoïsme et l'activité pratique : Moi et le Monde.

(3) Cf. BOLIN, L. *Feuerbach, sein Wirken und seine Zeitgenossen* ; Stuttgart, 1891, p. 106. L. Feuerbach à son frère 13 décembre 1844.

(4) Cf. L. FEUERBACH, *Über das « Wesen des Christentums » in Beziehung auf den « Einzigen und sein Eigentum, Wigands Vierteljahrsschrift*, 1845, t. II, pp. 193-205.

(5) Cf. M. STIRNER, Les critiques de Stirner, *Wigands Vierteljahrsschrift*, Leipzig, 1843, t. III, pp. 147-194, cf. en particulier, pp. 147-170.

(6) Sur Hess, cf. *ibid.*, pp. 173, 186-194.

Etant donné que par sa critique du libéralisme, du socialisme et de l'humanisme, c'est-à-dire de tout mouvement progressiste, Stirner venait, comme B. Bauer, en aide à la réaction, l'obligation se faisait sentir pour Marx, et Engels, de le liquider comme ils venaient de le faire pour B. Bauer dans *La Sainte Famille*. C'est à cette critique qu'ils devaient consacrer la majeure partie de *L'idéologie allemande*.

La critique de Stirner devait faire auparavant l'objet d'un échange de correspondances entre Engels, Marx et Hess, qui allait servir en quelque sorte de préface à leur critique dans *L'idéologie allemande*.

Cette correspondance fait ressortir clairement les différents degrés de développement idéologique de Marx, Engels et Hess.

Mettant désormais au centre de ses conceptions le rôle déterminant de la *praxis*, c'est-à-dire de l'activité productive de l'homme dans le développement de la société et de l'histoire, Marx rejetait, par principe, la doctrine de Stirner qui, considérant l'individu en dehors de ses rapports sociaux, le réduisait à un Moi abstrait, ce qui expliquait ses divagations sur la liberté, la puissance et le droit de l'Unique.

Engels, qui n'était pas encore arrivé à une conception du matérialisme historique aussi solidement établie que celle de Marx, ne pouvait faire une critique aussi approfondie et radicale de Stirner, d'où ses hésitations dans le jugement qu'il portait sur lui.

Hess, qui, à la différence de Marx et de Engels ne se livrait pas à une minutieuse analyse des rapports économiques et sociaux et qui était, de ce fait, incapable de se libérer de l'idéalisme et du dogmatisme, continuait d'opérer dans ses articles, comme aussi dans sa critique de Stirner, avec les concepts feuerbachiens d'essence de l'homme, d'égoïsme et d'altruisme.

Dès la parution du livre de Stirner, dont l'éditeur Wigand lui avait envoyé les bonnes feuilles, Engels ouvre la controverse à son sujet par une lettre à Marx du 19 novembre 1844 (1).

Par sa conception de l'homme sous la forme d'un Moi absolu, d'un individu isolé des autres hommes, qui fait de son livre le reflet de la société bourgeoise dominée par la concurrence et l'égoïsme, Stirner a, sans le vouloir, si bien mis en lumière l'inhumanité de cette société, qu'il en ressort l'évidente nécessité

(1) Cf. *M.E.W.*, t. 27, pp. 11-13.

de la détruire pour la remplacer par une société communiste (1).

Malgré le rejet formel du principe même du livre, Engels reconnaissait cependant à Stirner le mérite d'avoir, par sa critique de l'humanisme abstrait de Feuerbach et par son apologie, si outrancière qu'elle fût, de l'individu, montré que, pour arriver à une juste conception de l'homme, il fallait partir, non de l'homme abstrait conçu dans sa généralité, mais de l'homme réel, empirique, que représente l'individu (2). Il faut ainsi se fonder dans l'étude de l'homme et de l'histoire sur l'homme individuel, non sur le Moi isolé de Stirner, mais sur l'individu considéré dans ses rapports sociaux et voir, avec Stirner, non dans l'amour, mais dans l'égoïsme le principal ressort de l'activité humaine. Là non plus, il ne faut pas considérer, comme Stirner, l'égoïsme de manière abstraite et faire de lui une qualité absolue, mais voir que l'égoïsme amène, en dernier ressort, l'homme, par la recherche du bonheur, à l'amour, qui constitue le fondement de la vie sociale et le transforme, en fin de compte, en un individu désintéressé et altruiste (3).

Cet essai de mettre l'égoïsme de Stirner, par son adaptation

(1) Cf. *ibid.*, p. 11 : « Cet exposé de l'égoïsme n'est pas autre chose que la mise en relief claire et consciente, de ce qui constitue l'essence de la société présente et de l'homme actuel. C'est pourquoi le livre est important, plus important que ne le pense par exemple Hess. Nous ne devons pas tout simplement l'ignorer, il nous faut au contraire l'utiliser pour faire ressortir toute la folie des temps présents et montrer, en en prenant la contrepartie, que cet égoïsme, ainsi poussé consciemment à l'excès, est insoutenable en tant que tel et doit nécessairement se muer en communisme. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 11 et s. : « Stirner a raison, lorsqu'il rejette l'« homme » de Feuerbach, du moins tel que celui-ci le conçoit dans l'Essence du christianisme. L'homme de Feuerbach est un dérivé de Dieu, c'est par Dieu que Feuerbach est arrivé à l'homme, qui conserve, de ce fait, chez lui l'auréole théologique de l'abstraction. Le vrai moyen d'arriver à l'homme est de procéder de manière inverse. Nous devons partir du Moi, de l'individu empirique, concret, non pour nous en tenir là, comme Stirner, mais pour accéder à l'homme réel. L'homme n'est jamais qu'un fantôme, lorsqu'il n'a pas pour base l'homme empirique. Bref, nous devons partir de l'empirisme et du matérialisme, pour que nos conceptions, en particulier celle de l'homme, répondent à quelque chose de vrai ; nous devons déduire le général du particulier, mais non d'une manière abstraite ou de façon spéculative comme Hegel. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 11 s. : « Il faut en second lieu lui dire, à Stirner, que le cœur humain est de prime abord désintéressé et porté au sacrifice du fait même de son égoïsme... Ce qui est vrai dans sa doctrine, c'est que pour promouvoir une cause quelconque nous devons tout d'abord faire d'elle l'objet de nos tendances égoïstes... c'est ainsi que, dans ce sens, c'est par égoïsme que nous sommes communistes et voulons être des hommes et non de simples individus... Si l'individu réel est ainsi la vraie base... de l'homme tel que nous l'entendons, il va de soi que c'est l'égoïsme, non pas simplement l'égoïsme stirnérien de caractère intellectuel, mais aussi l'égoïsme du cœur, qui doit être le point de départ de notre amour de l'humanité, sinon celui-ci flotte pour ainsi dire en l'air. »

à la vie sociale, au service du communisme, ne devait pas être du goût de Marx, qui ne séparant pas les individus de leurs rapports sociaux, ne pouvait que rejeter, comme pure phraséologie, l'ensemble des conceptions de Stirner. C'est sans doute de ce point de vue qu'il se proposait de faire lui-même une critique de Stirner, à paraître dans le *Vorwärts*, ce qui ne se réalisa pas du fait de la disparition de ce journal (1).

Il répondit sans doute un peu vertement à Engels qui, après réception de sa lettre, lui écrivait que, réflexion faite, il partageait maintenant ses vues au sujet de Stirner, et Engels lui faisait part, en même temps, que Hess était en train lui aussi de rédiger une critique de Stirner (2).

La critique de Stirner forme avec celle de Bauer le sujet d'une petite brochure intitulée *Les derniers philosophes*, que Hess écrivit au début de 1845 et qui parut en juillet de la même année (3).

Cette brochure avait été précédée d'une controverse entre Ruge et Hess. A son retour de Suisse, le 22 janvier 1845, Ruge avait trouvé une lettre de Hess, dans laquelle celui-ci lui reprochait de devenir infidèle à la cause de la liberté et lui annonçait qu'il était en train d'écrire une critique de Stirner. Dans une réponse acerbe, Ruge s'étonnait de voir Hess attaquer Stirner, vu qu'il aspirait comme celui-ci à réaliser la liberté, avec cette seule différence qu'il traitait le problème de la liberté du point de vue social, alors que Stirner le considérait du point de vue individuel. Il louait, à ce propos, Stirner d'avoir magistralement réfuté le communisme et faisait à Hess le reproche d'adhérer à cette doctrine (4).

Dans sa controverse avec B. Bauer et Stirner, Hess part de l'idée que la solution du problème des rapports entre l'individu et la société a pour condition la suppression de l'isolement des

(1) Cf. Marx à H. Börnstein (Paris, décembre 1844), *M.E.W.*, t. 27, p. 432.

(2) Cf. Engels à Marx (Barmen, 10 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 14. « Pour ce qui est de Stirner, je suis entièrement de ton avis. Quand je t'ai écrit, j'étais encore trop sous l'impression immédiate du livre. Depuis je l'ai mis un peu de côté, j'ai pu mieux y réfléchir et j'y trouve maintenant ce que tu y trouves toi-même. Hess, qui est encore ici et à qui j'ai parlé, il y a quinze jours à Bonn, est arrivé, après quelques hésitations, aux mêmes conclusions que toi : Il m'a lu un article sur le livre de Stirner, qu'il va faire bientôt imprimer ; sans avoir lu ta lettre, il écrit la même chose que toi. Je lui ai laissé ta lettre, parce qu'il veut en utiliser encore quelques passages et suis obligé, de ce fait, d'y répondre de mémoire. »

(3) M. Hess, *Die letzten Philosophen*, Darmstadt, 1845. Cf. M. Hess, *Écrits philosophiques et socialistes*, o. c., pp. 379-393.

(4) La lettre de Hess à Ruge n'est connue que par la réponse de Ruge. Cf. A. Ruge, *Deux ans à Paris*, o. c., t. I, pp. 400-404. A Ruge à Hess (fin janvier 1845).

hommes. C'est pour avoir méconnu cela, que ni B. Bauer ni Stirner n'ont réussi à résoudre ce problème. Ils partent en effet tous deux dans leurs conceptions non de l'homme considéré dans ses relations sociales, mais de l'individu isolé et égoïste, opposé à la société, avec cette seule différence que dans leur éloge de l'égoïsme, B. Bauer a plutôt en vue l'égoïsme sous son aspect théorique, tandis que Stirner le considère plutôt sous son aspect pratique (1).

L'apologie que Stirner fait de l'Unique n'est en réalité pas autre chose que la glorification de la société bourgeoise (2), où l'égoïsme, qui règne en maître, engendre, avec le déchaînement de toutes les passions, la guerre entre tous les hommes (3).

Feuerbach a vu dans l'antagonisme entre l'individu et l'espèce, c'est-à-dire la société, le fondement de la religion, où cet antagonisme prend la forme d'opposition entre l'homme et Dieu. A la religion, qui a pour effet l'aliénation de l'essence humaine en Dieu, Feuerbach a opposé une conception humaniste fondée sur l'union des individus dans la communauté humaine, par la suppression de l'isolement et de l'égoïsme des hommes. Il a échoué cependant dans son entreprise d'exposer comment s'opère l'intégration effective des individus dans l'espèce, c'est-à-dire dans la communauté (4), qui ne peut se réaliser que par le socialisme (5). Feuerbach s'en rend compte lui-même du reste, car il s'oriente vers le socialisme, tandis que Bauer et Stirner, isolés dans leurs abstractions, se condamnent à rester les derniers philosophes (6).

On voit par cette brochure, ainsi que par les autres articles de Hess, toute la différence qui le séparait dès lors de Marx et de Engels. Tandis que ceux-ci s'efforçaient de plus en plus d'étayer leurs conceptions sur l'analyse des rapports économiques et sociaux, il continuait à opérer avec les concepts feuerbachiens d'humanisme et d'égoïsme, ce qui ne lui permettait pas de se dégager de l'idéalisme et de l'utopisme.

(1) M. HESS, *Les derniers philosophes*, o. c., pp. 389-391.

(2) Cf. *ibid.* p. 392.

(3) Cf. *ibid.*, p. 387 s.

(4) Cf. *ibid.*, p. 384. Dans cette critique de Feuerbach, Hess se rencontre avec STIRNER qui, dans son article « Les critiques de Stirner » reprochait à Feuerbach sa conception hétéroclite de l'homme, considéré d'une part de manière idéaliste sous la forme d'espèce, et d'autre part de manière réaliste sous la forme d'individu particulier, concret ; de là le caractère également contradictoire de sa philosophie, qui est un mélange de matérialisme et d'idéalisme. Cf. STIRNER, o. c., p. 185.

(5) Cf. *ibid.*, p. 382 s.

(6) Cf. *ibid.*, p. 392.

Cette critique de Stirner, qui suivait presque immédiatement la critique de B. Bauer par Marx et Engels dans *La Sainte Famille*, constitue en quelque sorte le prélude au règlement de compte général avec la philosophie spéculative et l'idéalisme, dans *L'idéologie allemande*.

L'agitation communiste de Engels en Rhénanie

Comme pour Marx, la propagande et l'activité révolutionnaires constituaient pour Engels la condition et la base de son activité théorique.

L'activité révolutionnaire, en particulier la propagande communiste, à laquelle, dès son arrivée d'Angleterre, il se livre en Rhénanie, se heurte cependant de prime abord à de plus grands obstacles qu'il ne prévoyait. Il trouve en effet à Barmen une situation tout autre qu'en Angleterre. Au lieu du prolétariat combatif et conscient de ses intérêts de classe, qu'il avait connu à Manchester, il trouve une classe ouvrière passive, qui végète dans la misère. Soumise à la triple oppression de l'Etat, de l'Eglise et de la bourgeoisie, elle se résigne à son sort, qui lui paraît inéluctable ou, poussée à bout, se livre à des actes de banditisme (1). Sous l'effet de la désillusion de retrouver la classe ouvrière à peu près telle qu'il l'avait dépeinte en 1839 dans ses *Lettres de la vallée de la Wupper*, il écrit à Marx : « Les ouvriers sont tombés déjà depuis quelques années au plus bas degré de la civilisation ; ils protestent contre l'ordre établi par une recrudescence de crimes, de pillages et de meurtres. Le soir les rues sont peu sûres, les bourgeois sont rossés, frappés à coups de couteau et dépouillés de ce qu'ils ont. Si les prolétaires d'ici se développaient comme les prolétaires anglais, ils se rendraient compte que cette façon de protester de manière individuelle par des actes de violence contre l'ordre établi ne mène à rien et ils protesteraient en leur qualité d'hommes, par une action communiste » (2).

(1) A une question posée en janvier 1846 par le gouvernement au président de la province rhénane, pour savoir si, en cas de troubles, il pourrait compter sur l'armée, celui-ci répondait qu'il n'y avait pas trace en Rhénanie d'agitation communiste et qu'il ne pensait pas qu'une telle agitation trouvât un terrain favorable dans cette province. La basse classe était pour cela trop profondément soumise à l'influence du clergé catholique, dont les principes hiérarchiques étaient aux antipodes de la doctrine communiste, si bien que l'on pouvait considérer l'Eglise catholique comme un antidote contre ce poison. Cf. G. MEYER, *Friedrich Engels. Une biographie*, Berlin, 1933, t. I, p. 203.

(2) Cf. Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), *M.E.W.*, t. 27, p. 7.

Déçu de voir que la tentative qu'il faisait avec Hess, devenu alors pour lui un inséparable compagnon de combat, de s'adresser directement au prolétariat et de le gagner au communisme, se heurtait à l'incompréhension et à l'indifférence des ouvriers (1), ils n'eurent d'autre recours que de s'adresser aux éléments démocratiques de la bourgeoisie, pour essayer de les convertir à leurs idées.

Ce qui rapprochait alors Engels de Hess et lui permettait de mener avec lui le bon combat, c'est qu'il était encore comme Hess, bien qu'à un degré moindre que celui-ci, sous l'influence de l'humanisme de Feuerbach (2) et qu'il partageait les illusions de Hess sur les progrès du socialisme et du communisme en Allemagne.

Tout heureux de voir que depuis son départ en Angleterre le rapide développement de l'industrie avait amené un véritable bouleversement social en Rhénanie (3), il se laissait entraîner, dans ses efforts pour gagner au communisme la bourgeoisie avancée, par un enthousiasme juvénile, qui l'amenait à prêter un caractère communiste à des tendances simplement progressistes. Agréablement surpris de voir les changements qui s'étaient opérés dans la bourgeoisie allemande, il écrit à Marx : « J'ai été trois jours à Cologne et j'ai été étonné de l'immense propagande que nous y avons faite... Je me suis rendu plus tard à Düsseldorf où nous pouvons également compter sur quelques gaillards résolus. Ce qui me fait, au demeurant, le plus de plaisir, ce sont nos gens d'Elberfeld qui se sont imprégnés des conceptions humanistes. Ces gaillards ont vraiment commencé à jeter par-dessus bord les traditions familiales et à remettre à leur

(1) Cf. Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), *ibid.*, p. 6 : « Si nous pouvions agir directement sur le peuple, nous aurions vite gagné la partie, mais c'est à peu près impossible... si seulement nous pouvions montrer la bonne voie à ces gaillards, mais ce n'est guère faisable. »

(2) Cf. entre autres la lettre d'Engels à Marx du début d'octobre 1844, *ibid.*, p. 7 dans laquelle il oppose aux actes individuels de banditisme auxquels se livre le prolétariat allemand, le combat mené par les prolétaires anglais, caractérisé selon lui par le fait qu'ils le mènent non en tant qu'individus mais en tant qu'« hommes ».

(3) Lettre de Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), *ibid.*, p. 6 et s. « Depuis que je suis parti, la vallée de la Wupper a fait, à tous les points de vue, plus de progrès que pendant les cinquante dernières années. La participation à la politique, au mouvement d'opposition s'est généralisée, l'industrie a fait d'énormes progrès, on a construit de nouveaux quartiers, abattu des forêts entières et l'on se trouve au-dessus du niveau moyen de la civilisation allemande, alors qu'il y a quatre ans on était au-dessous — bref, il se prépare ici un terrain magnifique pour nos idées et si nous pouvions mettre en mouvement nos teinturiers et blanchisseurs au tempérament ardent, la vallée de la Wupper te plongerait dans l'étonnement. »

place leurs parents, lorsque ceux-ci se permettent de traiter cavalièrement domestiques et ouvriers, et ceci n'est pas peu de chose dans une ville aux mœurs patriarcales comme Elberfeld. Il y a aussi une autre clique de même genre, également très bonne, mais dont les sentiments sont plus confus. A Barmen le commissaire de police est communiste. Avant-hier j'avais chez moi un vieux camarade de classe, qui est professeur de Lycée, il est également contaminé, sans avoir été directement en contact avec des communistes. Si seulement nous pouvions agir directement sur le peuple, mais cela est malheureusement impossible, d'autant plus que nous autres écrivains devons agir avec prudence, pour ne pas être incarcérés. Depuis que je t'ai écrit ceci, j'ai été à Elberfeld, où j'ai de nouveau rencontré quelques communistes, qui m'étaient jusqu'alors inconnus. Où que l'on se tourne, on se heurte à des communistes » (1).

Les articles qu'il publiait en octobre et en décembre 1844 dans *The New Moral World* reflétaient des idées analogues (2). Dans le premier sur « Le socialisme sur le Continent » il soulignait, comme dans ses lettres à Marx, les grands progrès du socialisme en Allemagne, interprétant comme socialisme les tendances progressistes d'une partie de la bourgeoisie (3). Dans le second article sur les « Progrès rapides du communisme en Allemagne », il exposait qu'il s'était très rapidement formé en Allemagne un puissant parti communiste soutenu par une presse de plus en plus nombreuse. Ce parti s'appuyait à vrai dire principalement sur les classes moyennes, mais il ne devait pas tarder, comme le montrait la révolte des tisserands de Silésie, à trouver le soutien de la classe ouvrière. Si le communisme devait continuer à se développer aussi rapidement, ses chances de succès seraient plus grandes qu'en Angleterre (4).

(1) Cf. Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), *ibid.*, pp. 5-7.

(2) Cf. [F. ENGELS], Le socialisme sur le Continent, *The New Moral World*, 5 octobre 1844, *M.E.W.*, t. II, pp. 507-508 ; [F. ENGELS], Progrès rapides du communisme en Allemagne, *The New Moral World*, 13 décembre 1844, cf. *ibid.*, pp. 509-520.

(3) Cf. *ibid.*, p. 508 : « A Cologne le communisme a fait d'énormes progrès. Lors d'une réunion dans une brasserie, la salle, qui est assez grande, s'est remplie d'une foule de gens composée principalement d'avocats, de médecins, d'artistes, etc. ; il y avait aussi trois ou quatre sous-lieutenants d'artillerie, dont l'un est un gaillard très intelligent. A Düsseldorf nous avons quelques sympathisants, parmi lesquels un poète très doué. A Elberfeld une demi-douzaine de mes amis et quelques autres sont communistes. En fait, il ne se trouve presque pas de ville dans l'Allemagne du Nord, où l'on ne rencontre quelques adversaires résolus de la propriété privée, qui sont en même temps athées. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 509 s. : « Les obstacles auxquels se heurtait le socialisme étaient immenses : censure extraordinairement sévère de la presse, pas de

Malgré son enthousiasme qui le portait à se faire des illusions sur l'avenir immédiat du communisme, Engels ne se laissait pas gagner, comme Hess, par un humanisme sentimental. Ce qui l'en empêchait, c'était sa prise de parti résolue en faveur du prolétariat, sa conception du rôle révolutionnaire de celui-ci, qu'il avait dégagée de son analyse de la situation et de l'action du prolétariat anglais et aussi sa correspondance active avec Marx, pour qui l'humanisme feuerbachien constituait dès lors un stade idéologique dépassé.

Discutant dans ses lettres à Marx des meilleurs moyens de promouvoir le communisme, il soulignait l'urgente nécessité d'éclairer les gens sur le véritable caractère de celui-ci (1). Il

droit de réunion et d'association, législation et juridiction despotique... Et, en dépit de cela, quelle est maintenant la situation en Allemagne ? Au lieu des deux pauvres bougres qui étaient les seuls à s'intéresser aux questions sociales... nous avons maintenant des douzaines d'habiles écrivains qui prêchent le nouvel Evangile à des milliers de gens avides d'entendre tout ce qui a trait au communisme ; nous avons différents journaux de tendance socialiste aussi radicale que le permet la censure, en particulier la *Gazette de Trèves* et l'*Echo de Wesel* ; nous publions aussi à Paris, en profitant de la liberté de presse, un journal le *Vorwärts* ; de plus, en dehors de la presse, qui est de stricte obédience gouvernementale, il ne se trouve pas une revue, qui ne parle favorablement du socialisme et des socialistes... Les gouvernements eux-mêmes sont contraints de tolérer tous les mouvements légaux, qui mènent au socialisme. Partout se créent des associations pour le relèvement de la condition matérielle et morale des ouvriers, quelques-uns des plus hauts fonctionnaires du gouvernement prussien participent activement à ce mouvement. Bref, le socialisme est devenu en Allemagne la question du jour, il s'est formé en l'espace d'une année un fort parti socialiste, qui inspire le respect aux autres partis et auquel les libéraux en particulier collaborent activement... C'est une chose surprenante que l'on ne puisse voyager, du moins dans l'Allemagne du Nord, en bateau, en chemin de fer ou en diligence, sans rencontrer quelqu'un qui n'ait quelques idées sur la question sociale et qui ne soit d'accord avec vous pour penser qu'il faut faire quelque chose pour transformer la société. Je reviens précisément d'un voyage dans quelques villes voisines et je n'en ai trouvé aucune, où je n'aie rencontré une douzaine ou une demi-douzaine d'excellents socialistes... Nous avons des partisans dans toutes les catégories sociales : commerçants, fabricants, avocats, fonctionnaires, médecins, journalistes, agriculteurs, etc.

Nous trouvons jusque maintenant notre appui principal dans la bourgeoisie, chose qui surprendra peut-être le lecteur anglais, s'il ignore que cette classe est en Allemagne moins égoïste, plus impartiale et plus intelligente qu'en Angleterre, pour la raison bien simple qu'elle est plus pauvre. Nous espérons cependant que nous pourrions sous peu nous appuyer sur la classe ouvrière, qui doit toujours et partout constituer la force principale et l'élément essentiel des partis socialistes. Cette classe a été tirée ici de sa léthargie par la misère, l'oppression et le chômage et aussi par les émeutes dans les régions industrielles de Silésie et de Bohême... En fait le socialisme a dès maintenant en Allemagne une position dix fois plus forte qu'en Angleterre. »

(1) Cf. Engels à Marx (Barmen, 19 novembre 1844.), *M.E.W.*, t. 27, p. 9 : « Un de nous doit rester maintenant à demeure ici, parce que les gens ont besoin d'être stimulés pour rester dans la bonne voie et ne pas se laisser aller, à toute sorte d'illusions. C'est ainsi que Jung et bien d'autres avec lui se refusent à admettre qu'une différence de principes nous sépare de Ruge

était en effet frappé de voir l'incertitude doctrinale qui régnait au sujet du communisme, non seulement parmi les démocrates mais aussi parmi les communistes rhénans ; aussi s'efforçait-il, dans sa propagande et ses écrits, de dissiper les illusions et les utopies en montrant que le communisme était le résultat nécessaire du développement de l'histoire moderne et il pressait Marx d'achever ses travaux et de les publier, car ils étaient le mieux faits pour apporter la clarté sur tous les problèmes (1).

Lui-même publiait alors un article sur les moyens pratiques de réaliser le communisme ; il répondait à l'objection fondamentale des adversaires du communisme, qui voulaient bien admettre que le communisme fût acceptable en théorie, mais niaient qu'il fût pratiquement réalisable (2).

Ayant envisagé dans son article sur les « Progrès rapide du communisme en Allemagne » l'éventualité de l'établissement de colonies communistes en Rhénanie (3) et estimant que l'existence

et continuent à penser qu'il ne s'agit que de différends personnels. Quand on leur dit que Ruge n'est pas communiste, ils ne le croient pas et pensent qu'il est dommage qu'on ait jeté inconsidérément par-dessus bord une « autorité littéraire » comme lui. Que répondre à cela ? Il faut attendre que Ruge commette à nouveau une bourde colossale, qui dessille les yeux des gens. »

(1) Engels à Marx à Paris (Barmen, début d'octobre 1844), cf. *ibid.*, p. 5 : « Les gens sont très actifs, mais le manque d'un solide appui théorique se fait très sentir. Tant que nos principes ne seront pas dégagés à la fois sur le plan logique et historique des conceptions existantes et du développement de l'histoire et exposés dans quelques écrits comme conséquences nécessaires de celles-ci, ce ne seront qu'incertitudes et tâtonnements. » Cf. *ibid.*, p. 8 : « Fais en sorte que les matériaux que tu as réunis soient bientôt publiés. Il est grand temps. » Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 16. « Ce dont nous avons maintenant le plus besoin, c'est de quelques grands ouvrages pour donner un point d'appui aux nombreux demi-savants qui sont pleins de bonne volonté, mais incapables de se débrouiller par eux-mêmes. Achève ton ouvrage sur l'économie politique, même si bien des choses ne te satisfont pas ; cela importe peu, les esprits sont mûrs, il nous faut battre le fer pendant qu'il est chaud et il est grand temps. »

(2) Engels à Marx (Barmen, début d'octobre 1844), cf. *ibid.*, p. 8 : « Je vais me mettre aussi sérieusement au travail et commence dès aujourd'hui. Tous les Allemands se demandent comment le communisme peut se réaliser pratiquement. Pour répondre à cela, je vais écrire une petite brochure pour montrer que la chose est déjà faite et décrire de manière populaire, comment le communisme a été effectivement réalisé en Angleterre et en Amérique. Cela ne me demandera guère que deux ou trois jours et éclairera tous ces gaillards, je m'en suis déjà rendu compte par mes conversations avec les gens d'ici. »

(3) *The New Moral World*, 13 décembre 1844, n° 25 ; cf. *M.E.W.*, t. 2, p. 511 : « Si nous faisons dans les quatre ou cinq années qui viennent des progrès aussi rapides que dans les douze derniers mois, nous serons en état de fonder une communauté communiste. Comme vous le voyez, nous autres théoriciens allemands, nous devenons des hommes d'affaires pratiques. Nous avons en effet chargé quelqu'un des nôtres d'établir un projet d'organisation et des statuts pour une communauté viable d'après les plans d'Owen, de Fourier, etc., et d'utiliser à cet effet les expériences des colonies américaines et aussi celle de votre colonie d'Harmony, qui je l'espère se développe bien. »

de telles colonies fournissait la preuve de la possibilité de réaliser effectivement le communisme, Engels exposait dans son article sur la « Description des colonies communistes récemment créées et qui subsistent encore » à la fois les principes sur lesquels se fondaient ces colonies et les détails de leur organisation (1). Elles comprenaient, écrivait-il, en même temps que des fabriques et des ateliers, des champs, des prairies, des vignes, des écuries et des étables. Chacun reçoit gratuitement du magasin général tout ce dont il a besoin..., il n'y a dans ces colonies ni miséreux, ni criminels et les litiges, s'il en survient, sont tranchés par le comité directeur (2).

Les premières colonies américaines ont été fondées par la secte religieuse des Shakers ; celles qui ont été fondées ensuite par des disciples du prédicateur wurtembergeois Rapp ont un caractère semblable (3). Owen a fondé en Angleterre une colonie analogue à Harmony dans le Hampshire. Comme elle a été créée sur la base d'emprunts, il n'y règne pas une aussi grande concorde parmi ses membres que dans les autres colonies, ce qui ne l'empêche pas d'être prospère (4).

Le succès de ces colonies montre que le régime de la communauté des biens est non seulement théoriquement possible, mais aussi pratiquement réalisable. Les hommes y vivent mieux en travaillant moins et ont aussi plus de loisirs pour se cultiver qu'en régime capitaliste. La création de telles colonies est particulièrement favorable aux ouvriers, car elle leur assure la sécurité de l'emploi et une vie indépendante (5).

Comme dans sa critique de Stirner, Engels ne montrait pas, dans sa conception de la valeur et du rôle des colonies communistes, la même sûreté de jugement que Marx, qui pensait que l'établissement de colonies communautaires en régime capitaliste ne pouvait aboutir qu'à un échec, le développement de ce régime devant nécessairement acculer celles-ci à la ruine, comme ce fut effectivement toujours le cas. Au moment même, en effet, où Engels prédisait à ces colonies un bel avenir, elles périssaient déjà avant de disparaître.

Engels s'intéressait également beaucoup à la question alors très débattue de savoir lequel du libre-échange ou du protec-

(1) *Deutsches Bürgerbuch*, 1845, pp. 326-340 ; cf. *ibid.*, pp. 521-535. Il ressort d'une lettre de Engels du 10 mai 1845 au journal *The New Moral World*, qu'il était l'auteur de cet article ; cf. *ibid.*, p. 518.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 522-525.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 525-531.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 531-534.

(5) Cf. *ibid.*, p. 534 s.

tionnisme était le plus favorable au développement économique de l'Allemagne ; il avait l'intention d'écrire à ce propos une brochure sur List, le promoteur du protectionnisme pour l'Allemagne, et devait longuement exposer ses idées à ce sujet dans ses discours d'Elberfeld.

Son tempérament révolutionnaire ne se satisfaisait pas au demeurant de discussions théoriques et il lui tardait de prendre une part plus directe et plus active à la lutte du prolétariat (1).

La participation directe à cette lutte était favorisée par l'actualité que prenait, à la suite de la grève des tisserands de Silésie, la question du paupérisme, question qui était alors très discutée en particulier dans les associations pour le relèvement de la condition de la classe ouvrière, dont le gouvernement encourageait alors la création pour prévenir de nouvelles émeutes. Engels et Hess mirent à profit l'opposition qui se faisait jour dans ces associations entre la grande bourgeoisie, qui voulait limiter l'aide apportée à la classe ouvrière à des mesures charitables et les démocrates, qui pensaient que le paupérisme ne pouvait être extirpé que par de profondes réformes sociales, pour évincer la grande bourgeoisie de la direction de ces associations et donner à celles-ci un caractère plus radical (2).

(1) Cf. Engels à Marx (Barmen, 19 novembre 1844), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 12 : « Ces discussions théoriques m'ennuient de plus en plus et chaque mot que l'on perd à parler de l'« homme », chaque ligne qu'il me faut écrire ou lire contre la théologie et l'abstraction ou contre le matérialisme vulgaire me portent sur les nerfs. C'est une tout autre chose que de s'occuper, en rejetant tous ces fantasmes — car l'homme théorique, sans existence réelle n'est pas autre chose que cela — de choses concrètes, vivantes, de développements historiques et de leurs résultats. C'est du moins ce que nous avons de mieux à faire, tant que nous en serons encore réduits à nous servir de nos plumes, sans pouvoir réaliser immédiatement nos idées avec nos mains et, s'il le faut, avec nos poings. »

(2) Cf. Engels à Marx (Barmen, 19 novembre 1844), *ibid.*, p. 12 : « Nous avons maintenant partout des réunions publiques pour fonder des associations pour le relèvement de la condition ouvrière, cela provoque une fameuse agitation chez les Allemands et attire l'attention des philistins sur la question sociale. On convoque ces réunions sans formalités, sans demander l'autorisation à la police. A Cologne la moitié du Comité pour l'élaboration des statuts est entre nos mains, à Elberfeld il y a au moins un membre qui est des nôtres. A l'aide des rationalistes, nous avons battu dans deux réunions les tenants du clergé à plate couture ; tout ce qui est chrétien est éliminé des statuts à une énorme majorité. C'était pour moi un spectacle réjouissant que de voir ces rationalistes se débattre ridiculement entre leur christianisme théorique et leur athéisme pratique. En principe, ils donnaient raison à l'opposition chrétienne, mais dans la pratique le christianisme, qui constitue cependant, de leur propre aveu, la base de l'association, ne devait en aucune façon être mentionné dans les statuts, ceux-ci devaient tout contenir, sauf ce qui constitue le principe même de l'association. Ces gaillards s'en tinrent si farouchement à leur position radicale, que, sans avoir à prendre la parole, nous eûmes les meilleurs statuts possibles, étant donné les circonstances. »

Ils étaient aidés en cela par une certaine tendance socialisante qui se manifestait jusque dans la presse libérale. Dès juin 1844 Jung écrivait en effet à Marx qu'il était plus question de communisme dans la *Gazette de Cologne* que cela n'avait été autrefois le cas dans la *Gazette rhénane* (1). Cette tendance n'avait fait que s'accentuer et, en janvier 1845, Engels enthousiasmé par le développement de la presse communiste, pouvait écrire à Marx : « Ce qui me fait un plaisir particulier, c'est l'implantation de la littérature communiste en Allemagne, qui est maintenant un fait accompli (*sic*). Cela a commencé il y a un an, en dehors de l'Allemagne à Paris et maintenant l'Allemand moyen en est submergé. Journaux, revues hebdomadaires, mensuelles, trimestrielles, sans compter la réserve de grosse artillerie qui se prépare. Tout est pour le mieux et s'est fait avec une rapidité incroyable » (2).

Cette réserve de grosse artillerie, à laquelle Engels faisait allusion, c'étaient les revues socialistes *Le livre du citoyen allemand* et les *Annales rhénanes pour la réforme de la société* dirigées par Püttmann, le *Vapeur de Westphalie* de O. Lüning et *Le miroir de la société* qu'il comptait publier avec Hess chez l'éditeur Bädcker à Elberfeld. Ils se proposaient d'y décrire la

(1) Cf. G. Jung à Marx (Cologne, 26 juin 1844) (Photocopie : Institut pour le marxisme-léninisme à Moscou (abr. I.M.L.M.), Fonds 1, Opis 5, n° 54) ; « Il n'est question chaque jour que de paupérisme, de socialisme, l'un aborde un sujet, un autre tel autre, si bien que le philistin finit par croire à ce qu'on lui murmure chaque jour sans l'effrayer, il en arriverait même à partager ce qu'il a, si on lui suggérait pendant quelques années que c'est nécessaire. » Cf. F. ENGELS, « Rapides progrès du communisme en Allemagne », *The New Moral World*, 13 décembre 1844 ; cf. *M.E.W.*, t. 2, p. 511 : « Je viens de lire aujourd'hui un article du journal libéral *La Gazette de Cologne*. L'auteur, qui avait fait, pour différentes raisons, l'objet d'attaques de la part des socialistes, se défend, dans cet article, contre celles-ci mais comment ? Il s'affirme lui-même socialiste avec cette seule différence qu'il voudrait commencer par des réformes politiques, alors que nous voulons tout réaliser d'un seul coup. Et cette *Gazette de Cologne* est le deuxième journal de l'Allemagne par son influence et son tirage. »

(2) Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 15. Cf. F. ENGELS, « Progrès rapides du communisme en Allemagne », *The New Moral World*, 10 mai 1845 ; *M.E.W.*, t. 2, p. 518 s. : « Pour ce qui est de la littérature communiste, une grande activité a été déployée dans ce domaine. Le public est avide d'être éclairé et avale positivement chaque livre qui traite de la question sociale... Il vient de paraître toute une série de revues mensuelles : *Le vapeur de Westphalie* à Bielefeld, publié par LÜNING contient des essais populaires sur le socialisme et des renseignements sur la situation de la classe ouvrière, le *Journal du peuple de Cologne*, qui a une tendance socialiste plus nettement caractérisée et *Le miroir de la société* du Dr HESS à Elberfeld qui a été expressément fondé dans le but de publier les faits qui caractérisent l'état social actuel et de défendre les droits de la classe ouvrière. Il a été fondé également une revue trimestrielle, les *Annales allemandes* du Dr PÜTTMANN, le premier numéro est sous presse et paraîtra bientôt. »

misère de la classe ouvrière allemande de manière analogue à celle dont Engels dépeignait alors la misère du prolétariat anglais dans son livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* (1).

Comme Bädcker était un homme pusillanime, ils lui présentèrent cette revue comme un organe non politique, qui devait se borner à soutenir l'action des associations pour le relèvement de la condition de la classe ouvrière, en décrivant la misère de celle-ci. Engels et Hess se réjouissaient beaucoup d'avoir trouvé un éditeur pour cette revue, cela n'allait pas, en effet, sans risques, une telle revue étant très souvent saisie dès sa parution.

Hess se chargea de la publication de la revue et vint à cet effet se fixer à Elberfeld. Pour ne pas rompre entièrement avec sa famille, Engels s'abstint de paraître comme corédacteur, mais ce fut lui qui imprima à la revue son caractère et sa tendance. Grâce à lui, en effet, celle-ci donna au prolétariat, par la description détaillée de sa misère et de ses causes, conscience de sa situation et de ses intérêts de classe et elle éveilla son ardeur combative, elle attira aussi l'attention de la bourgeoisie sur l'urgence qu'il y avait à régler le problème social.

Pour ménager la censure et éviter l'interdiction immédiate de la revue, il était peu question dans celle-ci de discussions théoriques sur le communisme, par contre les conditions inhumaines dans lesquelles le prolétariat vivait, aussi bien en Allemagne qu'en Angleterre, en France et en Belgique, étaient amplement analysées (2).

Hess s'attachait à maintenir au *Miroir de la société* l'orientation voulue par Engels, qui faisait de cette revue le premier organe prolétarien en Allemagne ; il soulignait, sans doute sur

(1) Cf. *Le télégraphe pour l'Allemagne*, mars 1845, n° 45, p. 180 : « Engels (Friedrich Oswald) et Hess, l'ancien rédacteur de la *Gazette rhénane* se trouvent actuellement à Barmen. Ils ont l'intention de publier une revue mensuelle dans laquelle ils dénonceront les turpitudes des temps présents et prôneront le socialisme. »

(2) Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 14 s. : « Etant donné la situation actuelle, il peut venir à tout moment à l'idée de cette canaille de nous molester. Nous verrons par *Le livre du citoyen* de PÜTTMANN jusqu'où on peut aller sans être poursuivi et emprisonné. La dernière nouvelle à t'apprendre est que nous publions Hess et moi... à partir du 1^{er} avril une revue *Le miroir de la société* où nous décrirons la misère sociale et le régime bourgeois. Les prospectus sont prêts... Ce qu'il nous faut avant tout, ce sont des cas particuliers de misère sociale qui frappent le petit bourgeois, qu'il s'agit de gagner au communisme. La rédaction ne nous coûtera pas beaucoup de peine et il ne sera pas trop difficile de trouver des collaborateurs pour nous fournir la matière de quatre feuilles par mois. Nous n'aurons pas beaucoup de travail et pourrons agir très utilement. »

l'initiative de Engels, dans l'« Avant-propos » le caractère radical de la revue par la critique du philanthropisme de la bourgeoisie : celle-ci ne s'intéressait à la misère du prolétariat que lorsqu'elle devenait un objet de scandale, et laissait ensuite les ouvriers mourir de faim, lorsque la question sociale ne présentait plus de danger pour elle ; mais Hess se laissait aller dans ses articles, à la différence de Engels, à un utopisme sentimental par engouement pour l'humanisme.

Du fait qu'il se limitait à la description de la misère de la classe ouvrière *Le miroir de la société* se distinguait profondément du livre que Engels écrivait alors sur la situation de la classe ouvrière anglaise, où il ne se bornait pas à dépeindre la misère de cette classe mais en analysait les causes et en déduisait que l'aggravation de la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat, qu'elle provoquait, devait nécessairement aboutir à une révolution communiste.

Malgré sa tendance plus modérée, la revue fut de prime abord suspecte au gouvernement, qui ordonna aux censeurs de se montrer particulièrement sévères à son égard (1). Comme le soulignait la presse progressiste *Le miroir de la société* devait trouver, dès le début une large audience auprès de la bourgeoisie progressiste et aussi des ouvriers et contribuer ainsi à une large diffusion des idées socialistes (2).

En même temps qu'ils s'occupaient activement de la publication de cette revue, Engels et Hess s'efforçaient de recruter des collaborateurs pour les *Annales rhénanes* et s'adressèrent à cet effet à Marx.

Ils participaient aussi aux discussions sur la question sociale qui avaient lieu dans les associations pour le relèvement des conditions de vie de la classe ouvrière, au cours de réunions qui se tenaient avec l'autorisation de la police, dans de nombreuses villes, pour y poursuivre leur propagande communiste.

Le succès de ces réunions qui rassemblaient un nombre

(1) Cf. lettre du ministre de l'Intérieur von Arnim du 18 mars 1845 au Président von Spiegel à Düsseldorf, citée dans K. OBERMANN, *La question sociale*, o. c., p. 268.

(2) Cf. *Gazette de Trèves*, n° 173, 22 juin 1845, cité dans K. OBERMANN, *La question sociale*, o. c., p. 277 s. : « Combien un organe ayant pour objet la défense des intérêts de la classe pauvre et la description des rapports sociaux actuels répondait à un besoin ressort du fait que *Le miroir de la société* écoulé déjà dans Elberfeld seulement deux cents exemplaires parmi les ouvriers et que des commandes venant de leur part arrivaient sans cesse. On a jusqu'ici tenu les ouvriers pour une classe stupide, grossière, inaccessible aux idées et l'on a ici la preuve évidente du contraire. »

inattendu de gens s'intéressant aux questions sociales (1) leur donna l'idée d'organiser eux-mêmes des réunions semblables à Elberfeld. Au sujet de ces réunions Engels écrivait à Marx : « Ici à Elberfeld il se produit des miracles. Nous avons tenu hier notre troisième réunion communiste dans la plus grande salle du principal hôtel d'Elberfeld. La première avait rassemblé quarante personnes, la deuxième cent trente et celle-ci au moins deux cents. Tout Elberfeld et Barmen, depuis l'aristocratie de l'argent jusqu'à l'épicerie (*sic*), le prolétariat seul faisant défaut, était là. Hess a prononcé un discours; on a déclamé des poésies de Müller, Püttmann et Shelley et lu l'article sur les colonies communistes paru dans *Le livre du citoyen allemand*. On a ensuite discuté jusqu'à une heure du matin. Ce sujet intéresse énormément. On ne parle plus que de communisme et chaque jour nous arrivent de nouveaux adhérents. Le communisme de la vallée de la Wupper (où se trouvent Barmen et Elberfeld) est une vérité (*sic*), et est en passe de devenir une puissance. Tu n'as pas idée du milieu favorable que nous trouvons ici. Ce peuple le plus stupide, le plus indolent, le plus philistin, qui ne s'intéressait jusqu'alors à rien, se met à s'emballer pour le communisme » (2).

Au cours de la première réunion, à laquelle on avait tenu à donner un caractère artistique par un prélude de harpistes et un récital de poèmes, Hess avait exposé les principes généraux du communisme, ce qui avait donné lieu à une discussion animée (3).

Dans les deux autres réunions Hess et Engels — celui-ci parlant encore sous son pseudonyme de Friedrich Oswald — s'étaient attachés à montrer l'inéluctabilité de la transformation de la société bourgeoise en une société communiste. Dans la

(1) Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 15 : « La réunion de Cologne a opéré des miracles ; on découvre peu à peu des groupes communistes isolés, qui se sont formés en secret, indépendamment de nous. »

Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 20 : « Il me faut en outre retourner à Bielefeld chez les communistes de cette ville. »

(2) Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 20.

(3) Sur ces réunions cf. le rapport du poète Alfred Schulz qui y avait participé. Réimprimé dans H. WEGENER, Elberfeld dans les années quarante du XIX^e siècle, *Monatsschrift des Bergischen Geschichtsvereins*, année 1913. Cf. également « Le communisme en Rhénanie et en Westphalie » dans *Janus*, Berlin, 1847, p. 722 s. Rapport du maire d'Elberfeld au préfet du 25 février 1845, publié dans : H. HIRSCH, *Penseurs et combattants. Contribution à l'histoire du mouvement ouvrier*, Francfort-sur-le-Main, 1955, pp. 102-106.

dernière réunion Engels avait exposé beaucoup plus ouvertement ses conceptions, convaincu qu'il était que ces réunions n'allaient pas tarder à être interdites.

Il était particulièrement heureux de l'occasion qui lui était donnée de parler en public et d'agir ainsi directement sur un auditoire. « Avoir affaire à des êtres vivants, leur causer directement, écrivait-il à Marx, c'est tout autre chose que cette maudite écriture, où l'on n'a qu'un public abstrait devant « les yeux de l'esprit » » (1).

Hess avec sa nature impulsive se montrait particulièrement enthousiaste et n'était pas loin de croire, vu le succès de leurs réunions, à la victoire immédiate du communisme (2).

Engels et Hess ont publié leurs discours dans les *Annales rhénanes pour la réforme de la société* et les ont sans doute complétés par des arguments, qu'ils pensaient exposer lors de la prochaine réunion, qui n'eut pas lieu (3).

Pour apprécier exactement ces discours, il faut considérer dans quelles circonstances et devant quel public ils ont été tenus. Par égard pour le public, qu'il leur fallait ménager, et par souci de préserver les possibilités de tenir d'autres réunions que de leur propre sécurité, ils évitèrent de souligner que le communisme ne pouvait être réalisé que par une révolution prolétarienne, s'attachant au contraire à montrer qu'il le serait sans doute de manière pacifique.

Conformément à sa nature sentimentale et à son esprit imprégné d'humanisme, Hess exposait dans ses discours (4) que le mal profond dont souffrait la société était la concurrence, qui provoquait en même temps que l'enrichissement d'une minorité de privilégiés, l'aggravation de la misère et de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie (5).

Prenant conscience des conditions inhumaines dans lesquelles ils vivent, les hommes se sont efforcés de les supprimer par l'abolition de la religion et de l'Etat. Mais cela ne suffit pas, car tant que dureront les circonstances qui engendrent la

(1) Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 21.

(2) Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 21 : « Hess manifeste de nouveau son énorme tempérament sanguin ; parce que tout se passe si bien et que nos progrès sont vraiment immenses, ce brave type se laisse aller à ses illusions. »

(3) Cf. *Annales rhénanes pour la réforme de la société*, 1845, pp. 36-62, 83-93. Discours reproduits dans M. Hess, *Ecrits philosophiques et socialistes*, o. c., pp. 348-359.

(4) Les discours de Hess sont reproduits dans M. Hess, *Ecrits philosophiques et socialistes*, o. c., pp. 348-359.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 355-358.

concurrence et l'égoïsme, ces mêmes conditions subsisteront (1). Seul le communisme peut, par la suppression de la concurrence et de l'anarchie dans la production — qui engendrent des crises de plus en plus graves, plongent des millions d'êtres humains dans la misère et élargissent le gouffre qui sépare les riches des pauvres — rétablir l'harmonie parmi les hommes.

On admet bien le communisme comme théorie, comme conception abstraite, mais on le tient pour irréalisable. En fait le communisme n'est nullement une abstraction, une utopie, mais le produit nécessaire du développement de l'industrie moderne et de la concurrence, qui mène à une révolution sociale, qui ne pourra être évitée que par la suppression du paupérisme (2).

Les discours de Engels tranchaient sur ceux de Hess par leur plus grande objectivité et par la meilleure connaissance qu'il avait des questions économiques et sociales (3). Comme il était mieux informé que Hess de la mentalité des fabricants et commerçants qui formaient la majorité de l'auditoire, il s'adressa plus à leur sens pratique des affaires qu'à leur cœur. Il s'attacha avec beaucoup plus de précision que Hess à montrer que le communisme était la conséquence nécessaire du développement du système capitaliste et que les conditions préalables d'une révolution communiste : aggravation des crises, paupérisation des classes moyennes, développement du prolétariat et de sa misère, exacerbation de la lutte de classe entre possédants et non-possédants existaient non seulement en Angleterre et en France, mais étaient aussi en train de se réaliser en Allemagne.

Il exposait, tout d'abord, que la libre concurrence inhérente au régime capitaliste rendait impossible une organisation rationnelle de la production et de la société. La divergence croissante entre la production et la consommation faisait que, étant donné l'extension progressive du marché, le fabricant ne pouvait pas se rendre compte des besoins réels à satisfaire, d'où surproduction, mévente, baisse de la production et crises.

L'anarchie grandissante dans la production et les crises avait pour effet, en même temps que la ruine des classes moyennes et la misère accrue du prolétariat, la concentration du capital entre les mains d'une minorité de plus en plus restreinte de possédants, d'où l'aggravation de la lutte de classe entre la

(1) Cf. *ibid.*, pp. 349-352.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 352-358.

(3) Cf. *Annales rhénanes pour la réforme de la société*, 1845 ; M.E.W., t. 2, pp. 536-557.

bourgeoisie et le prolétariat, qui devait mener à une révolution sociale et au communisme (1).

Pour mettre fin à cet état de choses, il fallait, disait-il, organiser la production de manière rationnelle, ce qui supprimerait les crises. De bonnes statistiques permettraient de se rendre exactement compte des besoins, et de régler d'après eux la production. Il n'y aurait plus alors des masses de marchandises liquidées à vil prix par suite de la mévente et l'on verrait disparaître intermédiaires, spéculateurs et grossistes qui, sans produire eux-mêmes, vivent en parasites de la production. Disparaîtraient en même temps le chômage, la mendicité et la prostitution. Cela rendrait superflu l'appareil judiciaire, ainsi que la police et l'armée, car il n'y aurait plus de vols, de désordres sociaux et de guerres (2).

A l'objection que le communisme était peut-être une nécessité pour des pays qui, comme l'Angleterre, étaient ravagés par des crises, mais non pour l'Allemagne protégée contre celles-ci par son système protectionniste, Engels répondait que l'introduction du communisme s'avérerait également nécessaire pour l'Allemagne. Ceci est, il est vrai, nié par les économistes allemands, mais simplement parce qu'ils ne s'occupent que de la production des richesses et non de leur répartition et qu'ils se désintéressent de ce fait, de la question sociale. Ils ne songent, en effet, qu'aux moyens propres à assurer le développement normal de la production industrielle en Allemagne et à éviter les crises. Ce qui les distingue les uns des autres, c'est que les uns, comme List, pensent que cela ne peut se faire que par un système protectionniste mettant l'Allemagne à l'abri de la concurrence anglaise, tandis que les autres sont partisans du libre-échange (3).

Engels pensait alors que l'industrie allemande avait besoin de droits protectionnistes élevés pour se développer, ce qui avait en même temps pour effet de renforcer la bourgeoisie et d'aviver sa lutte contre la réaction ; mais il ne discuta pas plus avant la question de savoir quel système protectionnisme ou libre-échangeisme, était le mieux à même de favoriser le développement de l'économie capitaliste allemande : les tenants des deux systèmes n'avaient en vue que le profit que devait en retirer la bourgeoisie et ne cherchaient qu'à abuser le prolétariat en lui promettant monts et merveilles du système qu'ils prônaient.

(1) Cf. *ibid.*, pp. 536-538.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 541-546.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 549 et s.

Il s'appliqua au contraire à montrer les suites néfastes que l'application de l'un ou l'autre de ces deux systèmes ne pouvait manquer d'avoir pour le prolétariat et comment ils devaient nécessairement contribuer à l'établissement du communisme.

Trois possibilités, disait-il, s'offraient pour le développement économique de l'Allemagne : adopter un libre-échange total, élever les droits protectionnistes ou s'en tenir au système actuel, qui n'était pas suffisamment protectionniste pour mettre l'industrie allemande complètement à l'abri de la concurrence étrangère.

Si l'on renonçait au protectionnisme et adoptait le libre-échange, l'industrie allemande ne pourrait pas résister à la concurrence, d'où crise, chômage et menace d'une révolution sociale. Si l'on élevait les droits protectionnistes l'industrie allemande, assurée de dominer le marché intérieur, se développerait rapidement, jusqu'au moment où celui-ci serait saturé. Si l'on voulait alors augmenter la production, il faudrait abaisser les droits protectionnistes, ce qui livrerait l'industrie allemande à la concurrence étrangère, d'où également mévente, crise, chômage et désordres sociaux. Si enfin on maintenait le *statu quo*, il y aurait stagnation après saturation du marché intérieur puis récession, ce qui provoquerait aussi une crise générale avec toutes ses conséquences.

La même chose arriverait si l'industrie allemande, grâce au système protectionniste, arrivait à concurrencer l'industrie anglaise sur le marché mondial. Il y aurait alors une lutte à mort entre ces deux pays. Si, du fait de l'avance anglaise dans le domaine économique, l'industrie allemande succombait dans cette lutte, cela provoquerait un bouleversement social profond en Allemagne ; si au contraire l'Allemagne sortait victorieuse de ce combat, l'Angleterre serait ruinée et bientôt en proie à une révolution sociale qui aurait d'immenses répercussions dans toute l'Europe (1).

On voit ainsi, concluait Engels, comment aussi bien en régime libre-échangiste qu'en régime protectionniste, par suite de la concurrence, des crises, de la ruine des classes moyennes, de la concentration des capitaux entre les mains des possédants, de l'aggravation de la misère du prolétariat et de sa lutte contre la bourgeoisie, une révolution communiste apparaît inéluctable, aussi bien en Allemagne qu'en Angleterre et en France.

Comme en Angleterre, il s'est formé, en effet, en Allemagne

(1) Cf. *ibid.*, pp. 550-554.

dans les régions industrielles, un prolétariat de plus en plus nombreux, que la misère pousse à la révolte, comme celle des tisserands de Silésie. Dans les campagnes aussi, il se constitue, du fait de l'appauvrissement constant des petits paysans, un prolétariat agraire, qui vient renforcer celui des villes (1).

La révolution qui se prépare, la guerre ouverte entre les pauvres et les riches menace de devenir plus violente et plus sanglante que ne l'ont été les révolutions antérieures. Elle n'atteindrait pas son but, si le prolétariat n'extirpait pas le mal par la racine, en abolissant radicalement la propriété privée. S'il la laissait subsister et se contentait de la distribuer de manière différente, il maintiendrait les conditions qui mènent à la révolution. Mais l'exemple de la révolution bourgeoise en Angleterre et en France montre qu'une révolution ne s'arrête jamais à mi-chemin, avant d'avoir atteint son but. Ce sera aussi le cas pour la révolution prolétarienne, qui ne finira que lorsqu'elle aura supprimé la cause du paupérisme en établissant un régime communiste (2).

Cette révolution s'effectuera de manière différente dans chaque pays capitaliste. Il y a, en effet, différents moyens de réaliser le communisme ; en Angleterre on commencera sans doute par fonder des colonies communistes, en laissant chacun libre d'y adhérer, les Français s'efforceront au contraire d'établir un régime communiste par la voie étatique, pour ce qui est de l'Allemagne, le mouvement prolétarien est encore trop récent pour que l'on puisse discerner, dès maintenant, de quelle manière le communisme se réalisera (3).

Pour éviter que la révolution communiste ne se fasse par la violence et que le désespoir et la vengeance ne prennent le dessus, il faudrait prendre les mesures nécessaires pour que le communisme puisse se réaliser progressivement. Il faudrait tout d'abord assurer l'éducation et l'instruction de tous les enfants aux frais de l'Etat. On éviterait ainsi que les pauvres ne soient doublement victimes de l'état social actuel et que l'ignorance ne soit pour eux le complément nécessaire de la misère. Cela favoriserait en même temps la formation d'un prolétariat éclairé qui, bien décidé à changer ses conditions d'existence, le ferait de manière raisonnable et pacifique (4). Il faudrait également transformer l'aide apportée aux pauvres, en groupant les chômeurs

- (1) Cf. *ibid.*, pp. 549 et s.
- (2) Cf. *ibid.*, pp. 555-556.
- (3) Cf. *ibid.*, p. 547.
- (4) Cf. *ibid.*, p. 547.

dans des colonies où ils seraient occupés à des travaux industriels et agricoles. De cette manière les pauvres deviendraient, par leur travail, utiles à la société au lieu d'être des individus oisifs et démoralisés. Les moyens nécessaires à cet effet devraient être obtenus par un impôt progressif sur le capital qui remplacerait l'injuste système actuel d'imposition (1).

On voit ainsi que le communisme n'est pas une rêverie utopique, mais le résultat nécessaire du développement du capitalisme qui engendre, par les crises et la prolétarianisation croissante de la population, les causes de sa destruction. Le communisme créera une société dans laquelle chacun pourra développer librement ses aptitudes et ses talents et vivra en harmonie avec les autres hommes. En terminant, Engels invitait ses auditeurs à s'occuper sérieusement du communisme et à aider à sa réalisation, car il résultait du cours même de l'histoire et répondait aux exigences du cœur et de la raison (2).

Malgré le ton modéré des discours et les concessions faites au public et aux circonstances, les autorités n'étaient pas disposées à tolérer plus longtemps ces réunions communistes, d'autant plus que les orateurs laissaient de plus en plus ouvertement percer leurs vrais sentiments. De prime abord elles leur avaient été suspectes, bien que des magistrats y fussent présents et eussent pris part aux discussions, mais, en l'absence du préfet, ils n'avaient pas su quelles mesures prendre, d'autant plus que les premiers discours ne donnaient pas lieu à intervention (3).

Mais lorsque le préfet apprit à son retour que le nombre des auditeurs ne cessait de croître, que les réunions trouvaient un écho de plus en plus large dans la presse (4) et qu'elles menaçaient de devenir une cause de troubles (5), il invita le maire

(1) Cf. *ibid.*, pp. 547-548.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 556-557.

(3) Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), *M.E.W.*, t. 27, p. 20 : « Je ne sais combien de temps encore on tolérera ces réunions. La police en tout cas se trouve dans le plus grand embarras, ne sachant que faire étant donné que le gros porc de préfet est à Berlin. Si on les interdit, nous essayerons de nous en tirer quand même et si cela est impossible, il restera que nous aurons provoqué une telle agitation, qu'on lit maintenant avidement tout ce qui intéresse notre cause. »

(4) Cf. *Rheinischer Beobachter*, 1845, n° 12, p. 2 ; *Die Opposition* de K. HEINZEN, Mannheim, 1846, p. 118 ; *Telegraph für Deutschland*, 1845, nos 87 et 93, pp. 348 et 368 ; *Morgenblatt für gebildete Leser*, Stuttgart-Tübingen, n° 78, 1^{er} avril 1845, pp. 311 et s. Ces indications sont dues à l'obligeance de M. Bert Andreas, Versoix, Genève.

(5) Cf. Rapport du maire d'Elberfeld von Carnap du 25 février 1845 au préfet : « Je continue à croire que la mentalité de la bourgeoisie d'ici est trop honorable et raisonnable pour que de telles manifestations puissent trouver un écho quelconque dans le milieu où elles ont eu lieu jusqu'ici. Mais

d'Elberfeld à ordonner au propriétaire de l'hôtel de refuser désormais la salle aux organisateurs, ce qui mit fin aux réunions.

Les mesures prises par le préfet furent confirmées par le président de la province qui ordonna le 28 février au maire d'Elberfeld d'interdire désormais ces réunions, en faisant appel, si besoin en était, à la police, et approuvées par le gouvernement qui craignait de voir les ouvriers y participer (1).

Après ces réunions les relations entre Engels et son père se tendirent au point de lui rendre impossible un plus long séjour dans la maison paternelle. Il lui tardait depuis longtemps de rejoindre Marx, d'abord à Paris puis à Bruxelles. Il avait différé son départ, parce qu'il avait trouvé en Rhénanie un terrain propice pour son activité politique. Comme il était maintenant menacé de poursuites, il décida de précipiter son départ, avec du reste l'agrément de son père, qui redoutait le scandale qu'eût provoqué l'arrestation de son fils, et se rendit au début d'avril à Bruxelles pour y rejoindre Marx (2).

« LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIÈRE EN ANGLETERRE » (3)

Le résultat essentiel du séjour de Engels à Barmen est son étude de la situation du prolétariat anglais, qui lui permettait non seulement de se maintenir idéologiquement au niveau auquel

je ne voudrais prendre aucune responsabilité pour les suites que pourraient avoir d'autres manifestations semblables dans la ville industrielle qu'est Elberfeld. » Cité dans H. Hirsch, *Penseurs et Combattants*, o. c., p. 106.

(1) Le président de la province fit le 1^{er} mars 1845 un rapport détaillé sur l'agitation communiste en Rhénanie, sur les réunions d'Elberfeld et sur les mesures prises par lui pour éviter le danger d'une propagation d'idées communistes dans les villes industrielles. Des réunions semblables qui avaient eu lieu dans d'autres villes comme Bielefeld et Rheda furent désormais également interdites.

Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845) cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 21 : « Hier matin la nouvelle nous est parvenue que notre prochaine réunion serait dispersée par les gendarmes et les orateurs arrêtés. Hier matin le maire a interdit à Mme Obermeyer de permettre que de telles réunions se fassent dans son établissement et l'on m'a fait entendre, que si celles-ci avaient quand même lieu, il y aurait des poursuites et des arrestations. »

(2) Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 14 : « Si la police me fait des difficultés je viendrai de toute façon et, vu l'état des choses, il peut venir à tout moment à l'idée de ces canailles de nous inquiéter. »

Engels à Marx (Barmen, 17 mars 1845), cf. *ibid.*, p. 27 : « La situation devient intenable ; il me faut partir et je ne sais comment je vais supporter les quelques semaines que j'ai encore à passer ici. »

(3) Fr. ENGELS, *Die Lage der arbeitenden Klasse in England. Nach eigener Anschauung und authentischen Quellen*, Leipzig, Otto Wigand, 1845 ; *M.E.W.*, t. 2, pp. 225-506.

La situation de la classe laborieuse en Angleterre, Paris, Editions Sociales, 1960.

il avait accédé lors de son séjour en Angleterre, mais de le dépasser.

Ce livre constitue en quelque sorte le couronnement des travaux publiés par lui depuis 1842 sur la situation de l'Angleterre. L'analyse de plus en plus détaillée des rapports économiques, sociaux et politiques de ce pays lui permettait d'accéder à une conception matérialiste de l'histoire de plus en plus approfondie et de se débarrasser par là même plus complètement des restes d'idéalisme, qu'il tenait de sa formation jeune-hégélienne et aussi de l'influence qu'exerçait encore sur lui l'humanisme de Feuerbach (1).

Par ce livre, auquel il travailla d'une manière intensive depuis son retour d'Angleterre en octobre 1844 jusqu'à la mi-mars 1845, il réalisait le projet exprimé en commun par Marx et par lui dans la préface de *La Sainte Famille*, de travailler, après cette polémique contre la *Critique critique*, séparément et de manière indépendante à l'élaboration de leur nouvelle conception matérialiste du monde (2).

Afin de mener à bien cette entreprise, il était tout indiqué pour Engels de poursuivre l'analyse de la situation de l'Angleterre, qui avait déterminé, de manière décisive, l'orientation de sa pensée vers le matérialisme historique. Il se proposait tout d'abord d'écrire une histoire générale du développement économique et social de l'Angleterre (3), mais se décida finalement à se limiter à la description des conditions de vie du prolétariat anglais, qui présentait pour lui un intérêt plus immédiat, car

(1) Cf. *Gazette rhénane*, Cologne, 1842 : « Conception anglaise des crises internes », 8 décembre ; « Les crises internes », 9, 10 décembre ; « La position des partis politiques », 24 décembre ; « La situation de la classe laborieuse en Angleterre », 25 décembre ; « Les lois sur les céréales », 27 décembre. *Le Républicain suisse*, Zurich, 1843 : « Lettres de Londres », 16, 23 mai ; 9, 27 juin.

Annales franco-allemandes, Paris, 1844 : « Esquisse d'une critique de l'économie politique », pp. 86-114 ; « La situation de l'Angleterre. Le passé et le présent », par Thomas CARLYLE, pp. 152-181.

Le Vorwärts, Paris, 1844 : « La situation de l'Angleterre », 31 août, 4, 7, 11, 18, 21, 25, 28 septembre, 5, 16, 19 octobre.

(2) Cf. *M.E.W.*, t. 2, p. 8 : « Nous ferons précéder cette polémique d'ouvrages, dans lesquels chacun de nous exposera de manière indépendante ses vues et précisera sa position vis-à-vis des nouvelles doctrines philosophiques et sociales. »

(3) F. ENGELS, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Avant-propos ; cf. *M.E.W.*, t. 2, p. 232 : « Les pages suivantes traitent un sujet qui, au début, ne devait constituer qu'un chapitre d'un ouvrage plus vaste sur l'histoire sociale de l'Angleterre. Son importance m'a amené bientôt à le traiter à part. » Engels n'a pas pu réaliser son projet initial, mais celui-ci n'a cessé de le préoccuper, comme il ressort des documents publiés dans les *Archives Marx-Engels* (édition russe).

elle venait étayer la propagande active qu'il menait en faveur du communisme (1).

Par la description des conditions de vie misérables du prolétariat anglais, qui provoquaient une lutte de classe de plus en plus vive entre celui-ci et la bourgeoisie anglaise, il se proposait en effet, d'éveiller la conscience de classe du prolétariat allemand, en renforçant sa haine contre le système capitaliste et aussi de lutter contre les philanthropes et les utopistes, qui prétendaient mettre fin par leurs panacées à l'exploitation de la classe ouvrière (2). Les socialistes et communistes allemands, tous plus ou moins sous l'emprise de l'humanisme feuerbachien, témoignaient, en effet, plus encore que les socialistes et communistes français et anglais, d'une tendance à l'utopie ; ils étaient encore dépassés sur ce point par les philanthropes bourgeois, qui, dans leur ignorance totale de la situation réelle de la classe ouvrière, pensaient pouvoir supprimer la misère par des mesures charitables ou des palliatifs tels que la création de caisses d'épargne, ceci au moment où, après la révolte des tisserands de Silésie, la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat ne cessait de s'aggraver en Allemagne (3).

(1) Engels à Marx (Barmen, 19 novembre 1844), *M.E.W.*, t. 27, p. 10 : « Je vais dresser un beau tableau de tous les crimes sociaux commis par les Anglais, j'accuse publiquement la bourgeoisie anglaise d'assassinat, de pillages et de tous les crimes. J'écris une préface anglaise spéciale, que je ferai tirer à part et enverrai aux chefs de partis, aux écrivains et aux parlementaires anglais. Ces gaillards se souviendront de moi. Au demeurant il va de soi que je vise en même temps la bourgeoisie allemande, à qui je dis nettement qu'elle ne vaut pas mieux que la bourgeoisie anglaise, qu'elle est seulement plus lâche, moins conséquente et moins habile dans l'art d'exploiter le peuple. »

Engels à Marx (Barmen, 20 janvier 1845), cf. *ibid.*, p. 16 : « Mes travaux sur l'Angleterre ne manqueront certes pas leur but, car les faits sont trop frappants, mais je voudrais avoir les mains plus libres pour exposer maintes choses qui, pour le moment présent et pour la bourgeoisie allemande, seraient encore plus frappantes et feraient plus d'effet. »

(2) Cf. F. ENGELS, *o. c.* (*La situation de la classe ouvrière en Angleterre*), *M.E.W.*, t. 2, p. 232 : « La situation de la classe ouvrière en Angleterre est la base réelle, d'où sont issus tous les mouvements sociaux actuels, parce qu'elle constitue à la fois le terme extrême et la manifestation la plus éclatante de la misère qui règne actuellement. Le communisme français et allemand en est le produit direct, le fouriérisme, le socialisme anglais et le communisme de la bourgeoisie éclairée allemande, le résultat indirect. La connaissance des conditions de vie du prolétariat est une nécessité absolue, à la fois pour donner un fondement solide aux théories socialistes, pour les justifier et aussi pour mettre fin aux divagations auxquelles elles ont donné lieu. Ce n'est que dans la Grande-Bretagne et particulièrement en Angleterre, que les conditions de vie du prolétariat se présentent sous leur forme classique et achevée, ce n'est aussi qu'en Angleterre que se trouve réuni l'ensemble de la documentation recueillie par des enquêtes officielles, qui est nécessaire à une description complète de cet objet. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 233 : « L'exposé des conditions de vie du prolétariat dans l'Empire britannique, telles qu'elles se présentent sous leur forme

Comme il ressort de ses lettres à Marx, c'est avec un véritable enthousiasme que Engels se mit à ce travail (1). Pour rédiger son ouvrage il eut recours à une énorme documentation tirée aussi bien de la presse que des livres (2).

Engels publia son livre dans des circonstances particulière-

pour ainsi dire classique, spécialement à l'époque actuelle, est particulièrement important pour l'Allemagne. Le socialisme et le communisme allemands sont, en effet, plus que tout autre, partis de considérations théoriques ; nous autres théoriciens allemands connaissons trop peu de choses du monde réel, pour que la situation sociale pût nous amener à vouloir réformer le mauvais état de choses existant. Parmi les partisans avérés de telles réformes, il n'en est presque aucun qui ne soit venu au communisme par la critique faite par Feuerbach de la philosophie spéculative hégélienne. »

(1) Cf. Engels à Marx (Barmen, 19 novembre 1844), *M.E.W.*, t. 27, p. 101 : « Je suis plongé jusqu'au cou dans la lecture de journaux et de livres, dont je tire la documentation pour mon ouvrage sur la situation du prolétariat anglais. Je pense en avoir fini mi-janvier ou fin janvier, car j'ai achevé depuis une semaine ou deux le plus difficile du travail, la mise en ordre de la documentation. »

(2) Sur les ouvrages, les périodiques et les publications officielles cités par Engels, cf. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, *o. c.*, pp. 401-403.

Parmi ces ouvrages il faut mentionner :

- ALISON (Sir Archibald), *The Principles of population*, 2 vol., Edimbourg, 1840.
- ALISON (William Pulteney), *Observations on the Management of the Poor in Scotland and its Effects on the Health of great Towns*, Edimbourg, 1840.
- BAINES (Edward, jun.), *History of the Cotton Manufacture in Great Britain*, Londres, 1835.
- CARLYLE (Thomas), *Chartism* (Londres, 1839) ; *Past and Present*, Londres, 1835.
- CROCKER (J. W.), *A sketch of the State of Ireland, Past and Present*, London, 1835.
- FAUCHER (Léon), *Etudes sur l'Angleterre*, 2 vol., Paris, 1845.
- GASKELL (Peter), *The manufacturing population of England*, Londres, 1833.
- KAY (J. P.), *The Moral and Physical Conditions of the Working Classes employed in the Cotton Manufacture in Manchester*, 2^e éd., 1832.
- LEACH (James), *Stubborn Facts from the Factories by a Manchester Operative*, Londres, 1844.
- MCCULLOCH, *A statistical Account of the British Empire*, Londres, 1837.
- MALTHUS (J. R.), *An Essay on the Principles of Population*, Londres, 1803.
- OASTLER (Richard), *The Fleet Papers*, 4 vol., Londres, 1841-1844.
- PARKISSON (R.), *On the Present Condition of the Labouring Poor in Manchester*, Londres et Manchester, 3^e éd., 1841.
- PORTER (G. R.), *The Progress of the Nation*, 3 vol., Londres, 1836-1843.
- SENIOR (Nassau William), *Letters of the Factory Act*, Londres, 1837.
- SMITH (Adam), *An Inquiry into the Nature and the Causes of the Wealth of Nations*, 4 vol., 1828.
- SYMONS (J. C.), *Arts and Artisans at Home and Abroad*, Edimbourg et Londres, 1839.
- URE (Andrew), *The Cotton Manufacture of Great Britain*, 2 vol., Londres, 1835 ; *The Philosophy of Manufactures*, 2^e éd., Londres, 1837.
- VAUGHAN (Robert), *The Age of Great Cities*, Londres, 1842.
- WADE (John), *History of the Middle and Working Classes*, Londres, 3^e éd., 1835.
- WAKEFIELD (Edward Gibbon), *Swing unmasked, or the Causes of Rural Incendiarism*, Londres, 1831.

ment favorables, au moment où, sous l'effet de la révolte des tisserands de Silésie et de Bohême, l'opinion publique s'intéressait de plus en plus à la situation de la classe ouvrière et au paupérisme.

La question de l'aggravation de la misère du prolétariat avec le danger qu'elle comportait pour la société s'était déjà posée auparavant en Angleterre et en France, où non seulement les socialistes mais aussi des écrivains bourgeois s'étaient ingéniés à trouver des moyens pacifiques, propres à résoudre cette question, pour éviter une révolution sociale.

C'est ainsi qu'au début des années trente, un médecin de Manchester, P. Gaskell avait exposé, dans un livre intitulé *La population ouvrière des fabriques en Angleterre, sa condition morale, sociale et physique, les changements apportés par l'utilisation des machines à vapeur, ainsi qu'une enquête sur le travail des enfants* (Londres, 1833), les conditions de vie de la classe ouvrière en Angleterre et attiré l'attention sur l'urgence qu'il y avait à pallier les conséquences de la misère. De tendance libérale, il ne suggérait pas de réformes radicales, son livre avait cependant le mérite de dépeindre la situation de la classe ouvrière anglaise de manière objective, en sorte que Engels put s'en inspirer en partie (1).

En France, L. Villermé, dans un rapport adressé en 1840 à l'Académie des Sciences morales et politiques intitulé, *Le tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*, avait fait également un exposé très objectif de la situation de la classe ouvrière française dans l'industrie textile.

Tandis que Villermé se contentait de décrire les conditions de vie de la classe ouvrière, de façon telle à vrai dire, qu'elle faisait ressortir la nécessité qu'il y avait à y remédier, Buret, se posant en réformateur critique, dans son livre sur *La misère des classes laborieuses en Angleterre et en France*, Paris (1840), le capitalisme comme cause de la paupérisation, sans faire cependant appel à l'action révolutionnaire du prolétariat, mettait au contraire son espoir dans la sagesse des gouvernants pour résoudre le problème social.

Après lui Ducpétiaux faisait, dans son ouvrage intitulé *De la condition physique et morale des jeunes ouvriers et des moyens de*

(1) Cf. M.E.W., t. 2, pp. 297, 332, 354, 358, 502 s. Cf. F. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, o. c., pp. 107, 148, 174, 179, 336.

l'améliorer (1843), un tableau détaillé de la situation des jeunes ouvriers dans les pays capitalistes, tandis que Léon Faucher, dans ses « Études sur l'Angleterre », publiées dans la *Revue des Deux Mondes* (1843-1844) et dans son livre *L'Angleterre, ses institutions sociales et commerciales* (Paris, 1845), décrivait avec précision la misère du prolétariat anglais, mais sans en analyser les causes économiques et sociales (1).

En Allemagne Lorenz Stein avait souligné, dans son livre sur *Le socialisme et le communisme dans la France actuelle* (Leipzig, 1842), la différence entre le socialisme, qui exprimait les aspirations des classes moyennes opprimées et le communisme qui traduisait celles du prolétariat révolutionnaire, il avait aussi montré que la formation de celui-ci était le résultat du développement du système capitaliste et insisté sur la nécessité urgente de réformes, pour éviter une révolution sociale.

Après ce livre, qui avait eu un grand retentissement, il s'était produit en Allemagne, à la suite de la révolte des tisserands, une véritable floraison d'ouvrages traitant de la question sociale et des moyens de la résoudre (2).

Traçant un tableau idéalisé de la situation économique et sociale de l'Angleterre dans son livre sur *La situation de l'Angleterre, sa politique, le développement de sa puissance* (2 vol., Leipzig, 1846), Höffken, de tendance libérale, célébrait l'Angleterre comme le pays le plus avancé et le plus libre et attribuait ses succès à ses institutions libérales, passant sous silence la misère de la classe ouvrière.

J. Venedey, dans ses livres sur *L'Angleterre* (3 vol., Leipzig, 1845) et sur « La vie sociale anglaise » paru dans *La nouvelle Europe. Chronique du monde cultivé* (Karlsruhe, 1845, t. 1),

(1) Engels reconnaissait le mérite de ces études. Cf. M.E.W., t. 2, p. 417. F. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Paris, o. c., p. 251 : « Léon Faucher (auteur d'une série d'articles dans la *Revue des Deux Mondes*, où il montre qu'il a au moins étudié la question, et qui sont en tout cas meilleurs que tout ce qu'Anglais et Allemands ont écrit jusqu'ici sur ce sujet)... »

(2) Cf. H. BODEMER, *De la situation des classes laborieuses*, Grimma, 1845.

H. BETTZIER, *L'argent et l'esprit*, Berlin, 1845.

A. SCHNEER, *De la situation des classes laborieuses à Breslau*, Berlin, 1845.

B. WERNER, *L'assistance aux pauvres, son origine, les moyens de leur venir en aide*, Darmstadt-Leipzig, 1845.

O. V. WENGKSTERN, *L'industrie allemande et l'union pour le relèvement de la condition de la classe ouvrière*, Berlin, 1845.

Sur la littérature sociale allemande à cette époque cf. W. MÖNKE, *L'écho littéraire en Allemagne de l'ouvrage de Engels, La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Berlin, 1965.

critiquait les rapports sociaux d'un point de vue sentimental, il reprochait aux riches leur égoïsme engendré par la concurrence, qui avait pour effet l'exploitation de la classe ouvrière, et aux pauvres de se laisser entraîner par la haine et prôner l'amour du prochain comme vraie solution de la question sociale.

A peu près en même temps que Engels, Georg Weerth, représentant de commerce qui vivait à Bradford près de Manchester et qui fréquentait beaucoup Engels (1), faisait dans un long article sur « Les prolétaires en Angleterre » une analyse des conditions de vie de la classe ouvrière anglaise, du point de vue communiste (2). Sa description se distinguait sur deux points de celle de Engels, elle s'étendait moins sur les causes de la misère du prolétariat anglais et sur ses conséquences révolutionnaires et n'en avait pas le caractère systématique et complet. G. Weerth procédait, en effet, plutôt par touches, opérant à la manière d'un kaléidoscope, par la voie de tableaux pris sur le vif. Il montrait un Irlandais préférant la mendicité au travail, convaincu qu'il était de ne pouvoir échapper à la misère (2) ; il décrivait une taverne, qui se transformait le soir en un asile de nuit, où venaient se réfugier pêle-mêle les sans-abri (3) et aussi les maisons de travail, où régnaient de si abominables conditions de vie que les chômeurs préféreraient mendier ou voler plutôt que de s'y laisser enfermer (4). L'aggravation de la misère expliquait l'augmentation des crimes et des suicides et aussi la combativité dont faisait preuve la classe ouvrière anglaise (5). A la fin de son article, Weerth annonçait la publication prochaine du livre de Engels, qu'il estimait être le plus capable parmi les écrivains allemands contemporains de donner une analyse exacte de la situation du prolétariat anglais (6).

Le livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*,

(1) Sur G. Weerth, cf. chap. I^{er} du présent volume, pp. 41-43.

(2) Cf. *Annales rhénanes pour la réforme de la Société*, 1845, pp. 309-326.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 309-313.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 313-315.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 317 s.

(6) Cf. *ibid.*, p. 326 : « Je termine par là ma description incomplète de la situation du prolétariat anglais et me réjouis qu'à ce moment même, un des meilleurs philosophes allemands soit en train de tracer une vue d'ensemble de la vie des travailleurs anglais, ouvrage qui sera d'une importance capitale. Cet écrivain s'entend en effet beaucoup mieux que moi à mettre en lumière les faits particuliers et a eu plus que moi, du fait de son long séjour à Manchester, le berceau du prolétariat, l'occasion d'observer les ouvriers... »

Dans un livre resté à l'état de manuscrit, intitulé *Esquisses de la vie sociale et politique des Anglais*, WEERTH devait tracer un tableau plus complet de la situation en Angleterre. Cf. Georg WEERTH, *Oeuvres complètes*, o. c., t. 3, pp. 8-475.

que Engels dédiait au prolétariat anglais (1), était le fruit d'une étude minutieuse et approfondie des conditions de vie des ouvriers en Angleterre (2). Il faisait suite au grand article sur « La situation de l'Angleterre », qui avait paru dans le *Vorwärts* peu de temps auparavant (3).

A la différence de cet article, dans lequel il s'était attaché à montrer comment la révolution industrielle avait déterminé le développement économique, social et politique de l'Angleterre moderne, Engels se proposait maintenant d'exposer comment le développement du prolétariat anglais, l'aggravation de ses conditions de vie et par là même de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie qui menait inéluctablement à une révolution sociale étaient la conséquence nécessaire de cette révolution industrielle.

Il soulignait dans son livre, de manière beaucoup plus précise, les relations de cause à effet qu'il y avait entre le développement de la révolution industrielle, commencée dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle, qui avait déterminé un changement profond des rapports économiques et sociaux, et les conditions de vie de la classe ouvrière anglaise.

Cette révolution était essentiellement caractérisée par le remplacement accéléré de la production manuelle par la production à l'aide de machines avec utilisation de la vapeur comme force motrice. Ce remplacement était nécessité par l'accroissement rapide des besoins que la production artisanale et manufacturière pouvait de moins en moins satisfaire. Cette révolution avait été inaugurée par l'invention et l'introduction de machines dans l'industrie textile, en particulier dans l'industrie cotonnière et

(1) Cf. F. ENGELS, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, o. c., pp. 27 s.

(2) Cf. *ibid.*, p. 27 : « J'ai vécu assez longtemps parmi vous pour être bien informé de vos conditions de vie ; je me suis attaché à bien les connaître ; j'ai étudié à fond les différents documents officiels ou non, que j'ai pu me procurer. Je ne me suis pas contenté de cela ; ce qui importait en effet pour moi, ce n'était pas seulement la connaissance abstraite de mon sujet, je voulais vous voir dans vos demeures, observer votre vie quotidienne, causer avec vous de vos conditions d'existence, de vos souffrances, être le témoin de vos luttes contre le pouvoir politique et social de vos oppresseurs. A cet effet, j'ai renoncé à ma vie sociale, aux banquets, au porto et au champagne et j'ai consacré presque tous mes loisirs à la fréquentation des simples ouvriers, j'en suis à la fois heureux et fier. »

Cf. *ibid.*, pp. 32 s., Préface : « J'ai eu pendant vingt et un mois l'occasion d'apprendre à connaître le prolétariat anglais, d'observer de près ses efforts, ses peines et ses joies en le fréquentant personnellement et de compléter mes observations par l'utilisation d'indispensables documents authentiques. Ce que j'ai vu, entendu et lu est consigné dans ce livre. »

(3) Sur cet article, cf. t. III du présent ouvrage, pp. 179-195.

par l'utilisation de la machine à vapeur, inventée en 1769 par James Watt. La première invention, qui provoqua un véritable bouleversement dans l'industrie textile, fut celle de la machine à filer, la *Jenny* de Hargreaves en 1764. Au lieu de n'avoir qu'un seul fuseau comme le rouet à main, elle en possédait de seize à dix-huit, qui étaient actionnés par un seul ouvrier, ce qui permettait une production infiniment accrue de fil. Les inventions qui lui succédèrent, la machine à carder de Arkwright en 1769, la *Mule* de Crompton en 1785, le métier à tisser mécanique de Cartwright en 1804, transformèrent de fond en comble l'industrie textile et entraînèrent l'élimination accélérée des fileurs et tisseurs à main (1).

L'utilisation de machines qui provoqua un essor inouï de l'industrie textile (2) s'étendit bientôt à toutes les branches de l'industrie. La construction de navires à vapeur et de chemins de fer et l'extension du machinisme favorisèrent le développement rapide de l'industrie métallurgique, accéléré par l'utilisation du coke au lieu du charbon de bois pour la fonte ainsi que de l'industrie extractive (3).

L'influence de la révolution industrielle se fit également sentir dans l'agriculture par l'emploi généralisé de machines. Cet emploi, ainsi que l'utilisation accrue d'engrais et la concentration des terres augmentèrent le rendement du sol, qui eut pour effet une diminution du prix des produits agricoles (4).

Le rapide développement de la production industrielle provoqua, par la baisse des prix, une rapide extension du marché intérieur et extérieur et favorisa ainsi la conquête du marché mondial.

(1) Cf. F. ENGELS, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre, o. c.*, pp. 40-41.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 42 s. : « L'importation du coton passe de cinq millions de livres en 1775 à six cents millions en 1844. Le principal centre de l'industrie cotonnière, qui occupait directement ou indirectement trois millions d'hommes, était le comté de Lancashire, dont la population décupla en quatre-vingts ans et où se développèrent très rapidement de grandes villes comme Manchester et Liverpool. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 46-48. Les mines de charbon de Northumberland et de Durham, dont le nombre passa de quatorze en 1753 à cent trente en 1843, fournissaient à cette date cinq millions de tonnes de charbon pour l'exportation. L'extraction de minerais de fer s'éleva de 1740 à 1834 de dix-sept mille à sept cent mille tonnes, la production de fer, dont les principaux centres étaient Birmingham, Sheffield et le Staffordshire, augmenta dans cette période dans les mêmes proportions, c'est ainsi par exemple que l'exportation de fer brut passa de 1805 à 1834 de quatre mille six cents tonnes à cent sept mille tonnes. Le nombre d'ouvriers employés dans les mines de charbon, de fer, de cuivre et de plomb s'élevait au début des années 40 à près de deux cent mille.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 48-49.

L'essor accéléré de l'industrie et du commerce entraîna également un changement profond des moyens de communication et de transport. Comme le charroi, malgré l'extension du réseau routier, n'était plus à même de satisfaire les besoins, on entreprit, à partir de 1830, la construction de chemins de fer pour relier entre elles les grandes villes et les fabriques avec les ports et les mines de houille et de fer. En même temps de nouveaux canaux étaient creusés, les fleuves rendus navigables, les ports aménagés et, vu l'insuffisance des navires à voiles, on accéléra la construction des navires à vapeur, dont le nombre s'élevait dès 1836 à cinq cents (1).

« Telle est en résumé, écrit pour conclure Engels, l'histoire de l'industrie anglaise dans les soixante dernières années, histoire qui n'a pas d'équivalent dans les annales de l'humanité. Il y a soixante ou quatre-vingts ans, l'Angleterre était un pays comme les autres, avec de petites villes, une industrie encore peu développée et une population rurale clairsemée mais relativement importante ; c'est maintenant un pays qui n'a pas son pareil, avec une capitale de deux millions et demi d'habitants, de colossales villes industrielles, une industrie qui alimente le monde entier, qui fabrique à peu près tout au moyen de machines les plus compliquées, qui possède une population laborieuse, intelligente et dense, dont les deux tiers sont employés dans l'industrie, qui se compose de classes toutes différentes de celles d'autrefois et qui constitue une tout autre nation qu'autrefois, avec d'autres mœurs et d'autres besoins. La révolution industrielle a, pour l'Angleterre, la même importance que la révolution politique pour la France et la révolution philosophique pour l'Allemagne et l'écart existant entre l'Angleterre de 1760 et celle de 1844 est au moins aussi grand que celui qui sépare la France de l'Ancien Régime de celle de la Révolution de Juillet » (2).

La révolution industrielle provoquait en même temps qu'une profonde transformation économique, un bouleversement social qui se manifestait par le déclin des anciennes classes, la montée de classes nouvelles et de profonds changements dans les rapports sociaux.

La concentration des terres amenait, en effet, avec l'enrichissement des grands propriétaires fonciers, la ruine de la petite paysannerie ; le développement de l'industrie par l'extension du machinisme provoquait d'autre part, en même temps

(1) Cf. *ibid.*, pp. 49-50.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 50, 51.

que le renforcement de la grande bourgeoisie par la concentration des capitaux et le monopole de la production, le déclin des classes moyennes, artisans, petits fabricants et petits commerçants, frappés par la concurrence de la grande industrie et du gros commerce et la prolétarianisation croissante de la classe ouvrière ; ceci avait comme conséquence la division nouvelle de la population anglaise entre deux classes antagonistes, capitalistes et prolétaires et l'aggravation de la lutte entre elles.

Tandis que se constituait une grande bourgeoisie de plus en plus riche et puissante, qui tendait à évincer la noblesse comme classe dirigeante, il se formait, du fait de la paupérisation croissante des classes moyennes et de l'extension du machinisme, un prolétariat de plus en plus nombreux, qui allait jouer un rôle déterminant dans le mouvement politique et social de l'Angleterre. D'où l'importance capitale que Engels attachait à la formation et au développement du prolétariat anglais, aux causes et aux effets de sa misère, et à ses conséquences pour son action révolutionnaire (1).

Son étude du prolétariat anglais s'étend à la fois au prolétariat urbain et au prolétariat agricole, qui s'étaient tous deux formés en même temps que se développait la révolution industrielle. Jusqu'alors la population des campagnes se composait de grands propriétaires fonciers, d'une majorité de petits paysans et fermiers qui végétaient sur leurs terres, de valets de ferme et de filateurs et tisserands à main, qui vivaient, outre de leur travail, de la culture d'un lopin de terre (2).

Par suite de la demande accrue et de la hausse des produits agricoles dues à l'augmentation de la population et au blocus continental, les grands propriétaires fonciers et les gros fermiers

(1) Cf. *ibid.*, p. 51 : « La nouvelle industrie n'a pris de réelle importance qu'à partir du moment où elle a transformé les outils en machines, les ateliers en usines, prolétarisé les classes moyennes et fait des anciens négociants des industriels ; du fait de l'élimination des classes moyennes, la population s'est divisée en ouvriers d'une part et capitalistes de l'autre ; un processus semblable s'est produit en dehors du secteur industriel, au sens étroit du terme, dans l'artisanat et même dans le commerce. »

Cf. *ibid.*, p. 36 : « L'histoire de la classe ouvrière en Angleterre commence dans la deuxième moitié du siècle passé avec l'invention de la machine à vapeur et des machines utilisées dans l'industrie cotonnière. Ces inventions déclenchèrent, on le sait, une révolution industrielle, qui transforma de fond en comble la société, et dont on commence maintenant seulement à saisir toute la portée historique. L'Angleterre est la terre classique de cette révolution, qui est d'autant plus puissante, qu'elle s'est accomplie, silencieusement ; elle est le lieu d'élection, où s'est développé le prolétariat, qui en constitue le résultat essentiel. Ce n'est qu'en Angleterre que le prolétariat peut être étudié dans tous ses tenants et aboutissants. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 39 s.

se mirent à accaparer le sol, dont ils augmentèrent le rendement par l'emploi plus intensif de machines agricoles et d'engrais (1).

Lorsqu'à la fin des guerres contre Napoléon, qui avaient assuré, par le blocus continental, la prospérité de l'agriculture anglaise, une crise agraire éclata, les petits propriétaires et fermiers furent progressivement ruinés. Ils durent abandonner leurs terres, accaparées par les grands propriétaires et les gros fermiers, s'employer comme valets de ferme ou journaliers ou émigrer dans les villes pour y chercher du travail dans les manufactures et fabriques (2).

Les valets de ferme subirent un sort analogue. Tant que subsistèrent à la campagne les mœurs patriarcales, ils menèrent une existence supportable. Ils vivaient dans la maison du maître, où ils étaient à peu près certains de rester jusqu'à leur mort. Mais, lorsque éclata la crise agraire, les grands propriétaires et les gros fermiers, obligés de vendre les céréales à plus bas prix malgré les droits protecteurs, baissèrent les salaires des valets de ferme et renvoyèrent ceux dont ils n'avaient pas absolument besoin. Ceux-ci durent s'employer comme journaliers, ce qui n'avait été jusqu'alors que l'exception, et virent empirer leurs conditions de vie du fait qu'ils étaient irrégulièrement employés, ce qui les amena également à aller dans les villes pour y trouver une occupation mieux rémunérée (3).

La paupérisation des filateurs et tisserands à main vivant à la campagne s'effectua parallèlement à celle des petits paysans. De même que, du fait de la concurrence des grands propriétaires fonciers, les petits exploitants furent chassés de leurs terres, les filateurs et tisserands à main, qui vivaient jusqu'alors à la campagne à l'abri du besoin et des crises, furent victimes de la concurrence des fabriques et durent abandonner leurs métiers pour aller s'employer dans les villes comme ouvriers industriels (4).

Telle était la situation qui se généralisa dans les campagnes à la fin des années vingt. Depuis cette époque, aussi bien les campagnes que les villes devinrent des foyers de paupérisme. Bien des familles n'avaient que de six à huit shillings par semaine pour vivre et beaucoup restaient sans ressources du fait du chômage.

À la campagne comme à la ville la concurrence entre les ouvriers agricoles et entre les ouvriers de fabrique ne cessa de

(1) Cf. *ibid.*, pp. 48-49.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 40, 319-320.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 320, 323.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 36-39.

s'aggraver, ce qui eut comme conséquence la réduction des salaires au minimum nécessaire pour vivre et l'extension du chômage. A la campagne le chômeur trouvait encore quelque assistance qui l'empêchait de mourir de faim, mais ne pouvait par contre escompter que le chômage pût être résorbé, comme dans les districts industriels, par l'augmentation de la production ; dans les villes par contre, le chômeur se trouvait complètement abandonné à lui-même et ne pouvait s'attendre à aucune aide.

La prolétarianisation de la classe ouvrière se développa tout d'abord dans l'industrie textile. La demande croissante de produits textiles due à l'augmentation rapide de la population, l'afflux constant dans les villes de paysans, de fileurs et de tisserands ruinés qui fournissaient avec les artisans prolétariés la main-d'œuvre nécessaire (1), ainsi que l'emploi de machines et de la vapeur comme force motrice favorisèrent l'essor de cette industrie, qui se développa à la fois dans les villes et dans les campagnes.

Si les villes offraient de grands avantages aux fabricants — moyens de transports aisés, facilité plus grande de se procurer des matières premières et d'écouler les marchandises — les villages leur permettaient d'échapper aux règlements corporatifs, qui limitaient et entravaient la fabrication et leur offraient, en outre, l'avantage de bas salaires. Aussi les fabriques s'installèrent-elles aussi bien dans les villes que dans des villages, qui se transformèrent rapidement en bourgades et ne cessèrent de s'agrandir par l'afflux de la main-d'œuvre, et des corps de métiers nécessités par l'augmentation accrue des besoins de toute nature. « Le grand établissement industriel exige de nombreux ouvriers travaillant en commun dans un bâtiment et habitant également en commun ; pour une usine moyenne, ils constituent déjà un village. Ils ont des besoins et pour les satisfaire, il faut d'autres gens, des artisans : tailleurs, cordonniers, boulangers, maçons, menuisiers, qui ne cessent d'affluer. Les habitants du village, en particulier la jeune génération, s'habituent au travail en fabrique et se familiarisent avec lui. Lorsque la première fabrique ne peut pas les occuper tous, les salaires baissent, de nouveaux industriels viennent alors s'y installer, si bien que le village se transforme en une bourgade et la petite ville en une grande. Plus grande est la ville, plus grands sont les avantages qu'elle offre pour s'y installer : voies ferrées,

(1) Cf. *ibid.*, pp. 51-52.

canaux, chaussées, un grand choix de travailleurs expérimentés, la disposition d'entrepreneurs et de constructeurs de machines ; ceux-ci, par la concurrence qu'ils se font, permettent de créer de nouveaux établissements à meilleur compte que dans une région éloignée, où il faut transporter tout d'abord les bois de construction et les machines et faire venir les ouvriers du bâtiment et les ouvriers d'industrie ; on y dispose d'un marché, d'une bourse où affluent les acheteurs ; on est en relation directe avec les marchés qui livrent les matières premières ou achètent les produits fabriqués. D'où la prolifération surprenante des grandes villes. La campagne offre par ailleurs l'avantage de salaires généralement plus bas. Il y a ainsi une continuelle concurrence entre la campagne et la ville ; si aujourd'hui l'avantage est du côté de la ville, la baisse des salaires, qui surviendra demain à la campagne, fera qu'il sera plus avantageux d'y créer de nouveaux établissements » (1).

Du fait de l'augmentation rapide de la production par l'extension du machinisme dans l'industrie textile d'abord, puis dans l'industrie métallurgique et extractive, il se forma un prolétariat de plus en plus nombreux, dont le sort fut au début relativement favorable, grâce à la demande accrue de main-d'œuvre. La situation du prolétariat industriel ne tarda cependant pas à s'aggraver par suite de la généralisation de l'emploi de machines, qui remplaçaient le travail manuel, et elle devint bientôt pire que celle de l'ouvrier agricole, à peu près sûr de trouver toujours un gîte et sa pitance. La mécanisation de la production, en diminuant la main-d'œuvre, exacerba, en effet, la concurrence entre les ouvriers et les réduisit à la misère et au chômage. C'est ainsi que l'introduction de la machine à filer Jenny, qui fournissait six fois plus de fil que le métier à main, provoqua le renvoi des deux tiers des fileurs ; l'introduction du machinisme dans le tissage et l'impression des cotonnades eurent les mêmes conséquences (2).

Les effets maléfiques de l'introduction du machinisme pour les ouvriers ont été encore aggravés par le fait qu'elle a permis l'emploi de femmes et d'enfants, dont le travail est beaucoup plus mal rémunéré que celui des hommes, ce qui a accentué

(1) Cf. *ibid.*, pp. 56-57.

(2) Sur les effets de l'introduction du machinisme sur la situation des fileurs et tisserands, cf. *ibid.*, pp. 182-184 ; sur celle des imprimeurs sur cotonnades, cf. pp. 246-247 : « Un seul homme aidé d'un enfant fait avec la machine à imprimer le travail que deux cents ouvriers faisaient auparavant à la main. »

encore la baisse générale des salaires. Cela a été surtout le cas dans l'industrie textile, où la production ne demande pas une grande dépense de forces. Le travail dans les filatures se réduit, en effet, à rattacher les fils brisés, ce que les femmes et les enfants sont mieux aptes à faire que les hommes, grâce à l'agilité de leurs doigts (1). La concurrence des femmes et des enfants se fait également sentir dans l'industrie métallurgique et extractive ; c'est ainsi que des femmes et des enfants, à partir de l'âge de huit ans, sont employés au transport de charbon et de minerais dans des galeries étroites et basses (2).

L'émigration considérable des Irlandais, qui meurent positivement de faim dans leur pays par suite du morcellement extrême du sol et des redevances excessives que doivent payer les petits fermiers, contribue à aggraver la misère du prolétariat anglais. Peu aptes à un travail régulier et compliqué et incapables de s'organiser, les Irlandais sont obligés de s'accommoder des plus basses besognes et sont plus exploités encore que les ouvriers anglais. N'ayant que peu de besoins et habitués à toutes les privations, ils vivent dans des taudis, se nourrissent de pommes de terre et sont vêtus de haillons ; se contentant des salaires les plus bas, ils pèsent sur le niveau moyen des salaires, sauf dans les spécialités qui, demandant plus d'adresse et d'intelligence que de force, leur restent inaccessibles (3).

La concurrence acharnée que les ouvriers se font, la lutte sans merci à laquelle ils se livrent pour obtenir du travail constituent la meilleure arme entre les mains des capitalistes, l'arme qui leur permet d'exploiter les ouvriers jusqu'au sang (4).

La diminution des frais de production, due à la mécanisation de l'industrie et, par là même, du prix des marchandises a bien amené, par l'augmentation de la demande, l'emploi d'un plus grand nombre d'ouvriers et une relative augmentation des salaires, mais c'est là un processus très lent. En effet, la construction des nouvelles fabriques, nécessaires pour satisfaire les demandes, exige des années. En fait le chômage est endémique, en sorte que le nombre d'ouvriers en quête d'emploi est toujours supérieur à la demande de main-d'œuvre (5).

Quelle que soit la conjoncture, la situation des ouvriers reste misérable et précaire, en particulier pendant les crises qui

(1) Cf. *ibid.*, pp. 188-189.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 301, 302.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 330-334.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 118, 119.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 124, 125, 184.

résultent inévitablement du mode de production capitaliste. Par suite de l'anarchie qui règne dans la production, on fabrique, quand la conjoncture est favorable, des masses énormes de marchandises qui sont jetées sur le marché. Quand celui-ci est saturé, l'écoulement se fait plus difficile, d'où crise avec chute des prix, arrêt de la production et chômage.

Au début de la révolution industrielle, les crises se limitaient à quelques branches d'industrie et à quelques marchés, mais elles se sont bientôt généralisées et ont pris un caractère cyclique, se reproduisant environ tous les cinq ans.

Les crises provoquent, par l'arrêt des commandes, la faillite des petits fabricants, tandis que les gros se contentent de faire marcher leurs fabriques au ralenti... Elles entraînent, par ailleurs, pour les ouvriers la réduction des heures de travail, l'aggravation de la concurrence entre eux et la généralisation du chômage et de la misère, qui les réduit à la famine.

Au bout d'un certain temps, la situation s'améliore du fait de l'augmentation de la demande ; peu à peu les stocks s'écoulent en même temps que montent les prix. La conjoncture s'améliorant, la spéculation intervient, qui fait monter les prix en flèche. D'où une reprise fébrile de la production, jusqu'au moment où les spéculateurs, qui ne vivent que de crédit, sont contraints de vendre pour faire face à leurs obligations. Ceci provoque du désordre dans le marché, ébranle le crédit et entraîne, par la mévente, l'accumulation des stocks, d'où suspension de paiements, faillites et apparition d'une nouvelle crise, qui se déroule selon le processus habituel (1).

Du fait du chômage, l'industrie anglaise dispose, sauf dans les périodes de conjoncture particulièrement favorable, d'une armée de réserve de travailleurs plus ou moins considérable selon l'état du marché ; cette armée de chômeurs permet de peser sur les salaires et de disposer, en période de bonne conjoncture, de la main-d'œuvre nécessaire pour satisfaire les besoins. Cette armée de réserve, dont font partie également les mendiants, les gens vivant de travaux occasionnels comme les balayeurs de rue et les vendeurs à la sauvette, comprend, d'après les rapports officiels, environ un million et demi de personnes ; elle constitue, pour ainsi dire, une population en surnombre, toujours plus ou moins en proie à la misère (2).

L'ouvrier est, en droit comme en fait, l'esclave du patron

(1) Cf. *ibid.*, pp. 125-128.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 128-131.

qui dispose de son travail et par là même de sa vie. La différence entre l'ancien esclavage et la forme nouvelle d'esclavage que constitue le prolétariat est que l'ouvrier paraît être libre, en ce sens qu'il n'est pas vendu comme l'était l'esclave, mais qu'il se vend lui-même, apparemment de plein gré. Si cela lui confère une certaine liberté, dont l'ancien esclave ne disposait pas, cela présente pour lui, par ailleurs, le désavantage que personne n'est tenu de garantir son existence ; si le capitaliste se désintéresse de son travail, il est voué à la famine. Le capitaliste se trouve par là dans une situation plus avantageuse que ne l'était l'ancien maître, car il n'a pas à se soucier du sort de l'ouvrier, qu'il peut renvoyer à son gré, sans subir de préjudice (1).

La situation du prolétaire n'est pas meilleure que ne l'était celle du serf. Lié à la glèbe, le serf avait, en effet, son existence garantie, ce qui n'est pas le cas pour le prolétaire, qui peut à tout moment être réduit au chômage et à la famine. Si le serf devait céder au maître le droit de disposer de la première nuit de noce, l'ouvrière doit céder en fait au patron le droit de disposer de toutes ses nuits (2).

L'esclavage du prolétaire ressort du fait qu'il ne peut vivre un seul jour sans l'agrément du capitaliste, ce qui le met devant l'alternative d'accepter les conditions imposées par son employeur ou de mourir de faim (3). C'est dans la fabrique même que l'oppression qui pèse sur l'ouvrier apparaît en pleine lumière. Il n'y jouit d'aucun droit, le patron les a tous. Il doit non seulement travailler dans la fabrique mais aussi y manger et souvent y dormir et il ne dispose à cet effet que d'un minimum de temps. Il est soumis depuis son enfance à la domination absolue du patron, n'a pas le droit de donner congé ou de faire grève et le moindre retard est frappé d'une lourde amende (4).

Sa situation est aggravée par le fait que son salaire lui est souvent payé sous la forme de bons d'achat, ce qui l'oblige à se procurer, à prix fort chez le patron, ce dont il a besoin ; l'obligation où il se trouve de loger dans les demeures construites par le patron et d'où il est immédiatement expulsé, quand il est congédié, fait qu'il perd en même temps son travail et son toit (5).

Comme producteur de marchandises, le prolétaire est

- (1) Cf. *ibid.*, pp. 122-123.
- (2) Cf. *ibid.*, pp. 232, 236, 237.
- (3) Cf. *ibid.*, p. 119.
- (4) Cf. *ibid.*, pp. 229-232.
- (5) Cf. *ibid.*, pp. 233-236.

soumis aux conditions qui règlent la production et l'échange des marchandises. Il devient lui-même une marchandise et doit vendre son travail comme une marchandise, dont le prix dépend de l'offre et de la demande. Si la production augmente et avec elle la demande de travail, il se produit une hausse des salaires ; si au contraire elle diminue, il y a une baisse des salaires et aggravation de la misère de l'ouvrier (1).

Le montant du salaire dépend également du degré de concurrence entre les ouvriers et il varie aussi en fonction des capacités et des besoins des ouvriers — l'ouvrier spécialisé, qui possède de plus grandes aptitudes et qui a de plus grands besoins que le manoeuvre, est mieux payé que celui-ci (2) ; il s'élève ou diminue ainsi dans la mesure où la demande de travail augmente ou baisse. Le montant du salaire se fixe pratiquement d'après le prix le plus bas d'une marchandise fabriquée à la machine, ce qui explique qu'un ouvrier qui travaille à une vieille machine soit moins payé qu'un ouvrier qui travaille à une machine d'un type nouveau (3).

Ce n'est que lorsque la satisfaction de la demande exige l'emploi de tous les ouvriers, que la concurrence entre eux cesse et que leur salaire augmente (4).

Ceci n'est du reste que l'exception, car ce qui prédomine en matière de salaire, c'est la tendance à le réduire au minimum nécessaire pour vivre (5). La baisse des salaires s'accompagne d'un prolongement constant de la journée de travail de l'ouvrier qui, avec les privations qu'il subit, provoque son épuisement ; cette journée est en effet de douze à quatorze heures pour l'enfant et va jusqu'à dix-huit pour les ouvriers et ouvrières

(1) Cf. *ibid.*, p. 122 : « L'ouvrier est en droit et en fait l'esclave de la classe possédante, de la bourgeoisie ; il en est l'esclave au point qu'il est vendu comme une marchandise et que son prix monte et baisse comme celui des marchandises. Si la demande de travailleurs augmente, leur prix monte, si elle vient au contraire à baisser, leur prix diminue ; si elle baisse au point qu'un certain nombre de travailleurs ne trouvent pas à se vendre, étant en surnombre, ils sont laissés pour compte et comme ils sont ainsi sans ressources ils meurent de faim. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 122.

(3) Cf. *ibid.*, p. 187.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 121-122.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 119-120 : « Il n'y a qu'une seule limite à la concurrence des travailleurs entre eux ; aucun d'eux n'acceptera de travailler pour un salaire inférieur à celui qu'exige sa propre existence. Au pis aller tout travailleur préférera sacrifier le peu de luxe et de confort auquel il était habitué pour pouvoir simplement subsister ; il préférera habiter une porcherie plutôt que d'être sans abri, être vêtu de guenilles, plutôt que de ne pas avoir de vêtements du tout, ne manger que des pommes de terre, plutôt que de mourir de faim. »

du textile et pour les ouvrières travaillant à domicile (1).

Ces conditions inhumaines de travail et de vie règnent aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Les journaliers agricoles doivent, en effet, se contenter d'un salaire hebdomadaire de six à huit shillings pour vivre avec leur famille et sont parfois réduits au chômage pendant des semaines (2). Parmi les ouvriers de l'industrie, les mieux payés sont les ouvriers métallurgistes et les mineurs, qui, à cause de leur dur labeur, ont le moins à souffrir de la concurrence des femmes et des enfants. Cependant la situation des ouvriers métallurgistes ne cesse d'empirer du fait de la mécanisation progressive. C'est ainsi que dans le Staffordshire l'ouvrier ne reçoit que six pennys pour la fabrication de douze cents clous ; comme cette fabrication nécessite pour chaque clou douze coups de marteau et que celui-ci pèse trois livres, l'ouvrier doit soulever un poids total de douze mille livres pour gagner ce maigre salaire (3).

Les ouvriers du textile, qui ont le plus à lutter contre la concurrence des femmes et des enfants, touchent de plus bas salaires. A part un petit nombre de fileurs et de tisserands hautement spécialisés qui reçoivent un salaire de trente shillings par semaine, la plupart des ouvriers du textile ne touchent que la moitié, parfois même le tiers de ce salaire ; plus mal payés encore sont les fileurs et tisserands qui, travaillant sur d'anciens métiers, ont à lutter contre des métiers plus perfectionnés (4). Les salaires les plus misérables sont perçus par les modistes et les couturières qui, pour une journée de dix-huit heures, ne gagnent que de deux à quatre shillings par semaines. Elles s'entassent dans des mansardes, ne sont chauffées en hiver que de la chalcure de leur corps, restent courbées sur leur travail de quatre à cinq heures du matin jusqu'à minuit et y laissent leur santé et leur jeunesse ; pendant ce temps défilent dans les rues les carrosses des riches et un dandy perd au jeu en une soirée ce qu'elles gagnent en un an (5).

Déduction faite des frais de loyer, de chauffage et d'éclairage, il ne reste aux prolétaires les plus mal payés qu'environ quinze pences par jour pour se nourrir et rien pour se vêtir (6).

A cela s'ajoute que la plupart des ouvriers ne sont pas

(1) Sur la situation générale des ouvriers dans les différentes branches d'industrie, cf. *ibid.*, pp. 180-265, 298-318.

(2) Sur la situation du prolétariat agricole, cf. *ibid.*, pp. 319-335.

(3) Cf. *ibid.*, p. 255.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 185-188.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 263-266.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 241-242.

employés régulièrement, qu'ils doivent chômer, parfois trois mois par an, et qu'ils sont alors réduits à la plus affreuse misère.

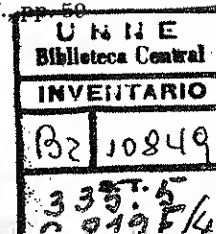
Pour ne pas mourir absolument de faim, les chômeurs n'ont pas d'autres ressources que de chercher refuge avec leur famille dans les maisons de travail où règnent d'abominables conditions de vie. La nourriture, composée uniquement de pain et de bouillie d'avoine, est pire que celle qui est distribuée aux prisonniers. Le régime qui y règne est analogue à celui des prisons : toute sortie est subordonnée à une autorisation préalable ; maris et femmes sont séparés pour qu'il y ait moins d'enfants ; les enfants couchent à quatre ou six par lit, les hommes et femmes de douze à quatorze par chambre. Ceux qui meurent sont enterrés comme du bétail, on en garnit une fosse jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de place. On comprend que dans ces conditions les chômeurs, même affamés, hésitent à se laisser enfermer dans de tels bagnes (1).

C'est dans les grandes villes industrielles, où viennent s'entasser les ouvriers, que se manifeste dans toute son ampleur et dans toute son horreur la misère du prolétariat, par la manière dont il se loge, s'habille et se nourrit.

Chaque grande ville a son quartier ouvrier qui forme un contraste parfait avec les beaux quartiers. La vétusté, la saleté et le manque de confort des immeubles où habite la classe ouvrière dépasse toute imagination. On a peine à croire que des gens s'y entassent de la cave au grenier dans des chambres à peu près privées de meubles, souvent même de literie. Les rues non pavées et dépourvues d'égoûts sont encombrées d'immondices. Le spectacle le plus affreux est donné par les maisons et les rues où habitent les Irlandais (2) : « Ces rues (d'Edimbourg) sont fréquemment si étroites, que l'on peut passer d'une fenêtre à celle de la maison d'en face ; ces immeubles présentent en outre un tel entassement d'étages, que la lumière peut à peine pénétrer dans la cour ou dans la ruelle qui les sépare. Dans cette partie de la ville il n'y a ni égouts dans les rues, ni cabinets dans les maisons. Les immondices, détritiques et les excréments d'au moins cinq mille personnes sont jetés chaque nuit dans les caniveaux ; non seulement ils offensent la vue et l'odorat, mais présentent aussi un extrême danger pour la santé des habitants. Les logements de la classe pauvre sont en général très sales et apparemment jamais nettoyés ; ils se composent, dans la plupart des

(1) Cf. *ibid.*, pp. 350-354.

(2) Sur les conditions de logement du prolétariat anglais, cf. *ibid.*, pp. 50-107.



cas, d'une seule pièce... généralement humide et froide, toujours si mal meublée que souvent un tas de paille sert de lit à une famille entière » (1). Ce n'est qu'après l'apparition du choléra qu'on a songé à assainir les quartiers ouvriers par crainte de la contagion (2). Pour ces logements infects les pauvres gens payent des loyers exorbitants, heureux encore d'y trouver abri (3).

A l'état des logements correspond la qualité des vêtements et de la nourriture de la classe ouvrière. Les vêtements de cotonnade qu'elle porte ne protègent ni de la pluie, ni du froid et ne sont souvent que des haillons (4). La nourriture est de même qualité, la classe ouvrière devant se contenter de produits alimentaires de rebut, seuls accessibles à son pouvoir d'achat (5). « Les pommes de terre que les ouvriers achètent sont le plus souvent mauvaises, les légumes fanés, le fromage, le beurre, le café de très médiocre qualité, le beurre rance, la viande vieille et coriace, provenant souvent d'animaux malades ou crevés, parfois aussi à moitié pourrie » (6).

Engels conclut ainsi son analyse des conditions matérielles de vie de la classe ouvrière : « Les grandes villes sont principalement habitées par des ouvriers ; il y a en effet généralement un bourgeois pour deux, trois, parfois pour quatre ouvriers ; ces ouvriers ne possèdent rien, ils vivent d'un salaire qui presque toujours ne leur permet que de vivre au jour le jour. La société extrêmement individualiste ne se soucie pas d'eux, elle leur laisse le soin de subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille sans leur en assurer les moyens ; tout ouvrier, même le meilleur, est, de ce fait, constamment exposé à mourir de faim et c'est là le sort de bon nombre d'entre eux. Les demeures des ouvriers sont, en général, mal disposées, mal construites, mal entretenues, humides et insalubres ; les habitants y sont confinés dans un espace minimum, dans une seule pièce, où dort, en général, au moins toute une famille. Le mobilier est misérable parfois même les meubles les plus indispensables manquent ; les vêtements des ouvriers sont généralement de médiocre qualité, souvent même formés de haillons ; la nourriture est le plus souvent mauvaise, presque impropre à la consommation et dans bien des cas insuffisante, si bien que bon nombre de gens meurent positivement

(1) Cf. *ibid.*, pp. 73-74.

(2) Cf. *ibid.*, p. 105.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 65, 67-68.

(4) Sur les vêtements des ouvriers, cf. *ibid.*, pp. 107-109.

(5) Sur la nourriture de la classe ouvrière, cf. *ibid.*, pp. 109-115.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 109-110.

de faim. La classe ouvrière offre un éventail de modes de vie différents ; dans le cas le plus favorable l'ouvrier a une existence momentanément supportable ; à un gros labeur répond en effet un bon salaire et par là même une bonne demeure et une bonne nourriture — ceci naturellement du point de vue ouvrier ; dans le pire des cas l'ouvrier connaît une extrême misère, qui peut aller jusqu'à le priver d'abri et à l'obliger à mourir de faim — la moyenne est plus près du sort le plus mauvais que du meilleur. Cette échelle ne s'applique pas, au demeurant, à des catégories fixes, ce qui permettrait de dire que telle fraction de la classe ouvrière vit bien, que telle autre vit mal et qu'il en a toujours été ainsi ; bien au contraire, s'il est vrai que certaines branches de travail restent favorisées par rapport aux autres, dans l'ensemble la situation des ouvriers dans chaque secteur est si instable, que tout ouvrier peut passer d'une relative aisance à l'extrême misère, voire même être réduit à la famine. Il n'est du reste presque pas de prolétaire anglais, qui ne puisse témoigner de la fluctuation de sa situation » (1).

A ces conditions d'existence correspondent le mauvais état sanitaire et le taux élevé de mortalité chez les ouvriers, le relâchement des mœurs par le développement de l'alcoolisme et de la prostitution et le bas niveau de leur instruction.

Le travail pénible auquel le prolétaire est astreint du matin au soir, les mauvaises conditions hygiéniques qui règnent dans les fabriques, le manque de sommeil et de nourriture sont très préjudiciables à la santé des ouvriers, qui est généralement déficiente (2). La tuberculose et le typhus font des ravages parmi les ouvriers prématurément usés (3).

L'excès de travail a des conséquences plus néfastes encore pour les femmes et les enfants de complexion plus délicate. Il entraîne généralement pour les femmes une déformation de la colonne vertébrale ou du bassin.

Par ailleurs la femme enceinte, de peur de perdre son emploi, continue à travailler presque jusqu'à l'accouchement et reprend son travail peu de jours après, ce qui n'est pas sans conséquences pour sa santé (4).

A cela s'ajoutent les accidents qu'entraîne le travail aux machines : sectionnements de doigts, écrasement de membres, etc. Ces accidents sont particulièrement fréquents dans les

(1) Cf. *ibid.*, pp. 116-117.

(2) Sur la situation sanitaire de la classe ouvrière, cf. *ibid.*, pp. 139-155.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 139-145.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 211-213.

mines du fait des éboulements ou des explosions de grisou. En cas d'accident, le patron paye le médecin, le salaire pendant la durée du traitement et se désintéresse ensuite du sort de l'accidenté (1). L'état de santé des ouvriers est encore aggravé par le fait qu'ils ne peuvent recourir aux offices de bons médecins et qu'ils ont le plus souvent recours à des charlatans (2).

Le travail en usine a des conséquences particulièrement néfastes pour les enfants. Comme la mère recommence à travailler trois ou quatre jours après l'accouchement, le nourrisson est pratiquement abandonné à lui-même. Elle vient, dans ses moments de liberté, lui donner en toute hâte la tétée, mais aussi des narcotiques pour qu'il se tienne tranquille. S'il arrive à grandir dans de telles conditions, il est laissé à lui-même et s'adonne très souvent, prématurément, à l'alcool. A l'usine, où il est contraint d'aller dès l'âge de neuf ans, il vit dans le bruit et dans une atmosphère malsaine et est soumis à un travail épuisant ; de là le nombre extraordinairement élevé de cas de rachitisme parmi la jeunesse (3).

Les conditions dans lesquelles vivent les ouvriers explique que le taux de mortalité soit particulièrement élevé dans la classe ouvrière. Tandis qu'il n'est que de 2,5 % pour l'ensemble de la population, il s'élève à 4 % dans les quartiers ouvriers ; alors que le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est de 20 % dans la classe aisée, il est de 57 % chez les ouvriers et tandis que l'âge moyen qu'atteint la classe aisée est de trente-cinq ans, il tombe à vingt ans dans la classe ouvrière (4).

Se fondant sur cet ensemble de faits, Engels conclut en accusant la bourgeoisie de se rendre coupable de meurtre social (5).

Les conditions misérables de vie des ouvriers expliquent leur penchant à l'alcoolisme et leurs mœurs dissolues. L'absorption d'alcool est pour eux une nécessité, car ils y puisent à la fois le réconfort nécessaire et un peu de joie de vivre. Rentrant harassé de son travail, l'ouvrier n'a nul désir de regagner son taudis et préfère aller au cabaret, où il dépense la plus grande partie de sa paye, ce qui a les plus graves conséquences à la fois pour la santé et pour la moralité de la classe ouvrière. La bourgeoisie, qui se complait à reprocher aux ouvriers leur penchant à l'alcoolisme est en réalité le vrai coupable de cet état de choses, car c'est

(1) Cf. *ibid.*, pp. 214-217.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 148-150.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 145, 146, 149, 213.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 150-155.

(5) Cf. *ibid.*, p. 155.

la misère à laquelle elle réduit les ouvriers qui les pousse à l'alcoolisme (1).

Le dérèglement des mœurs va de pair avec le développement de l'alcoolisme chez les ouvriers. La religion et la prédication morale ne peuvent, en effet, les détourner, étant donné les conditions dans lesquelles ils vivent, de rechercher leur plaisir dans la boisson et le dérèglement de la vie sexuelle (2).

Le relâchement des mœurs est dû non seulement au mode de vie des ouvriers, à la misère et à l'alcoolisme, mais aussi au genre de travail qui leur est imposé. Au lieu de constituer, en effet, pour l'ouvrier un moyen de développer ses facultés, le travail n'est pour lui qu'une source d'avilissement physique et intellectuel, du fait de la division du travail de plus en plus poussée, qui le contraint à une occupation uniforme. « Une autre cause de l'immoralité des ouvriers est qu'ils sont des damnés du travail. Si l'activité libre est pour l'homme le plaisir suprême, le travail forcé constitue par contre pour lui, la torture la plus cruelle et la plus dégradante. Rien n'est plus terrible que d'être contraint de faire chaque jour, du matin jusqu'au soir, une besogne qui vous répugne. Plus un ouvrier a des sentiments humains, plus il doit détester son travail du fait de la contrainte à laquelle il est soumis et de l'inutilité de ce labeur pour lui. Pourquoi travaille-t-il ? Pour le plaisir de créer ? Poussé par un instinct naturel ? Nullement. Il travaille pour de l'argent, c'est-à-dire pour une chose qui n'a rien à voir avec le vrai travail ; il travaille parce qu'il y est forcé. De plus le travail dure si longtemps et il est si monotone, que dès les premières semaines, il ne peut être pour l'ouvrier qu'un supplice, pour peu que celui-ci garde des sentiments humains. La division du travail a encore aggravé les effets abrutissants du travail forcé. Dans la plupart des branches d'industrie, l'activité de l'ouvrier se réduit, en effet, à un geste limité, purement machinal, qui se répète minute par minute et reste toujours le même. Quels sentiments humains et quelles aptitudes humaines peut bien conserver dans sa trentième année celui qui, dès l'enfance, a travaillé douze heures par jour et plus, à fabriquer des têtes d'épingles ou à limer des roucs dentelées ? » (3).

Le dérèglement des mœurs est largement favorisé par l'emploi de plus en plus généralisé de femmes et d'enfants dans les

(1) Cf. *ibid.*, pp. 147-148, 173-175.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 160-161.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 165-166.

fabriques, qui détruit la vie de famille. La jeune fille qui travaille dans une fabrique ne peut devenir ni une bonne ménagère, ni une bonne mère. Dans l'impossibilité de s'occuper de son enfant, la mère ne peut s'attacher à lui et les enfants abandonnés à eux-mêmes vivent en dehors de la famille, à laquelle rien ne les rattache (1).

Les taudis dans lesquels les ouvriers sont condamnés à vivre contribuent aussi à la dissolution de la vie familiale. La femme aussi bien que l'homme préfère, en effet, aller au cabaret où ils trouvent une atmosphère plus agréable que chez eux et ils y amènent les enfants, qui s'adonnent eux aussi progressivement à la boisson (2).

La concentration de la population ouvrière dans les villes industrielles entraîne également le relâchement des mœurs par le contact constant d'hommes et de femmes dans le travail (3). Par ailleurs le fait que le patron dispose à son gré des ouvrières, qui n'osent se refuser à lui par crainte de renvoi, encourage, avec la misère, la prostitution, qui a pris une telle extension, que la seule ville de Londres compte quarante mille prostituées (4).

Malgré leur démoralisation les ouvriers anglais se montrent plus humains que les bourgeois et plus serviables à l'égard de ceux qui sont dans le besoin (5).

Au développement de la misère, de l'alcoolisme et de la prostitution répond celui de la criminalité. Dans l'Angleterre et le Pays de Galles il s'est commis en 1842 trente et un mille délits, constitués en majeure partie par des vols. Comme pour le prolétaire réduit à la misère la perspective d'aller en prison n'a rien d'effrayant, il préfère voler plutôt que d'être acculé à la famine et au suicide (6).

Le niveau intellectuel de la classe ouvrière répond à son état physique et moral. De même que la bourgeoisie n'accorde à la classe ouvrière anglaise que le minimum de salaire nécessaire pour vivre, elle ne lui dispense qu'un minimum d'instruction, ayant tout à redouter de celle-ci pour la sauvegarde de ses intérêts de classe. Sur un budget de cinquante-cinq millions de livres, l'Etat anglais ne consacre, en effet, que quarante mille livres à l'instruction publique. L'enseignement est, en fait,

(1) Cf. *ibid.*, pp. 191-196.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 176-177.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 166-168, 196-197.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 176, 197-198.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 171-172.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 177-182.

réserve aux fils de bourgeois ; les enfants d'ouvriers ne disposent que d'un petit nombre de mauvaises écoles en particulier d'écoles créées par des sectes religieuses à des fins de prosélytisme. Comme ces enfants sont obligés d'aller travailler dès l'âge de neuf ans, ils ne peuvent, en général, fréquenter que les cours du soir et sont incapables d'en profiter, épuisés qu'ils sont par le travail (1).

La classe ouvrière anglaise doit sa culture beaucoup moins à l'enseignement scolaire qu'à celui qu'elle tire de la vie quotidienne, ce qui fait que les ouvriers, bien qu'ils ne sachent en général ni lire ni écrire, sont parfaitement conscients de leurs intérêts de classe. Cette culture varie selon leur genre de travail ; elle est particulièrement élevée chez les travailleurs industriels, elle l'est moins chez les mineurs et moins encore chez les ouvriers agricoles. Comme elle détourne les ouvriers de la religion, dans laquelle ils ne voient qu'un leurre, ils sont moins portés que les bourgeois à avoir des préjugés (2).

En face de la classe ouvrière se dresse la bourgeoisie qui forme avec elle un parfait contraste. La bourgeoisie, qui l'exploite sans pitié, n'est guidée que par l'appât du gain. L'ouvrier n'est pour elle qu'une marchandise, dont il faut retirer le plus de profit possible : « Je n'ai jamais vu une classe si profondément immorale, si incurablement corrompue et rongée par l'égoïsme, si fermée au progrès que la bourgeoisie anglaise, j'entends par là la bourgeoisie proprement dite, singulièrement la bourgeoisie libérale, qui veut abroger les lois sur les grains. Pour elle rien n'existe au monde que ce qui a trait à l'argent, elle ne vit que pour réaliser des gains, elle ne connaît pas d'autre plaisir que de s'enrichir rapidement, pas d'autre souffrance que de perdre de l'argent. Cette âpreté au gain, cette cupidité pervertit chez elle tout sentiment humain. Certes ces bourgeois anglais sont de bons époux et de bons pères de famille ; ils ont aussi toute sorte de vertus et semblent tout aussi respectables et convenables que les autres bourgeois ; dans les affaires il est même plus agréable de traiter avec eux qu'avec les Allemands, car ils ne marchandent pas aussi mesquinement que ceux-ci. Mais ceci importe peu, car ce qui finalement décide chez eux de tout, c'est l'intérêt personnel et l'appât du gain... que ses ouvriers meurent de faim ou pas laisse le bourgeois anglais totalement indifférent, l'essentiel est qu'il gagne de l'argent. Le critère de toute chose est le

(1) Cf. *ibid.*, pp. 155-161.

(2) Cf. *ibid.*, p. 160.

gain, tout ce qui ne rapporte pas d'argent est jugé stupide, irréel, utopique. Aussi l'économie politique, c'est-à-dire la science qui traite des moyens de gagner de l'argent, est-elle la science préférée de ces âmes d'usuriers. Le rapport entre l'industriel et l'ouvrier n'est pas un rapport humain, mais une relation de caractère purement économique. L'industriel est le *capital*, l'ouvrier le *travail*. Si l'ouvrier ne veut pas se laisser enfermer dans cette abstraction, s'il affirme qu'il n'est pas le *travail* mais un homme — qui, il est vrai, possède entre autres choses, la faculté de travailler — s'il s'avise de croire qu'il n'a pas à se laisser acheter et vendre en tant que *travail*, en tant que marchandise sur le marché, le bourgeois est comme frappé de stupeur. Il ne peut comprendre qu'il puisse avoir avec les ouvriers d'autres rapports que ceux de l'achat et de la vente... » (1).

Ceci n'empêche pas la bourgeoisie de proclamer hautement ses sentiments d'humanité à l'égard du peuple, sentiments qu'elle atteste en distrayant des profits qu'elle soutire de la classe ouvrière, de quoi construire des établissements de bienfaisance, qui n'ont pas d'autre but que de calmer la colère des ouvriers.

Cette même hypocrisie caractérise son attitude dans toutes les questions. C'est ainsi qu'à propos de l'abolition des droits d'entrée sur les céréales, elle affirme n'avoir en vue que les intérêts des ouvriers, alors qu'en fait elle vise, par l'abaissement du prix du pain qui en résulterait, à réduire plus encore le salaire des ouvriers, ce qui lui permettrait de mieux lutter contre la concurrence étrangère (2).

Toute la haine de la bourgeoisie à l'égard de la classe ouvrière éclate dans son apologie de la théorie de Malthus sur la population et dans la loi sur l'assistance aux pauvres, que celle-ci a inspirée. D'après Malthus, la terre est surpeuplée par rapport au nombre d'habitants qu'elle peut nourrir. La population étant composée de deux catégories de gens, d'une part les riches, qui sont des personnes cultivées et de moralité élevée et d'autre part les pauvres, qui n'ont ni culture ni moralité, il en résulte qu'il faut extirper le surplus de population constitué par ceux-ci. De là, d'après Malthus, le caractère néfaste de toutes les mesures d'assistance aux pauvres, qui ont pour effet d'en accroître le nombre. Cette théorie a été adoptée avec enthousiasme par la bourgeoisie, qui y trouve la légitimation de sa conduite vis-à-vis

(1) Cf. *ibid.*, pp. 336-337.

(2) Cf. *ibid.*, p. 340.

du prolétariat, qu'elle fait systématiquement mourir de faim (1).

Cette théorie a trouvé son application dans la nouvelle loi sur les pauvres qui a remplacé l'ancienne loi de 1601 (celle-ci mettait l'entretien des pauvres à la charge des communes). Les frais entraînés par cette loi devenant de plus en plus lourds, du fait de l'augmentation rapide du chômage, elle a été remplacée par une autre loi, qui, considérant la pauvreté comme un délit, astreint les chômeurs à séjourner dans des maisons de travail, qui sont de véritables bagnes (2).

La bourgeoisie ne se contente pas d'opprimer le prolétariat par des mesures économiques et sociales ; elle utilise également à cet effet tout l'appareil de l'Etat, l'arsenal des lois, la justice, l'armée et la police qui ne servent qu'à protéger ses intérêts de classe. Les pauvres ont, en effet, à supporter tout le poids des lois, qui se montrent particulièrement sévères dans la répression du vagabondage et des atteintes à la propriété. Cette répression est encore aggravée par la manière dont s'exerce la justice. Devant un tribunal un riche est toujours traité avec indulgence, tandis que le pauvre est puni avec la dernière rigueur (3).

Etant donné les conditions dans lesquelles il vit, le prolétaire n'a le choix, pour ne pas se laisser aller au désespoir qu'entre se livrer à l'alcoolisme et aux excès sexuels ou se révolter contre ses oppresseurs (4).

Malgré la démoralisation à laquelle elle est plus ou moins en proie, la classe ouvrière anglaise, du fait de la misère qui pèse sur elle, est, dans son ensemble, une classe révolutionnaire, qui trouve en elle l'énergie nécessaire pour résister à ses oppresseurs.

La bourgeoisie en accédant au pouvoir devient une classe conservatrice et cesse, par là même, de jouer le rôle progressiste qu'elle avait eu par sa lutte contre la monarchie absolue et la

(1) Cf. *ibid.*, pp. 345-348.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 348-354.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 342-343.

(4) Cf. *ibid.*, p. 161 : « Il n'est, de ce fait, pas étonnant que les travailleurs traités comme des bêtes se ravalent au rang de l'animalité ou éprouvent, pour sauvegarder leur conscience qu'ils sont des hommes, une haine farouche et un profond sentiment de révolte à l'égard de la bourgeoisie au pouvoir. Ils ne sont des hommes que dans la mesure où ils haïssent la classe dominante et deviennent des bêtes en s'accommodant de leur joug et en se contentant d'essayer de le rendre supportable, sans chercher à le briser. »

Cf. p. 166 : « Il n'est pour le travailleur pas d'autre alternative que de se soumettre à son sort, de devenir un *bon ouvrier* et de servir *fidèlement* les intérêts de la bourgeoisie ou de résister », de lutter tant qu'il le peut, pour maintenir sa dignité d'homme et il ne peut le faire qu'en luttant contre la bourgeoisie. »

féodalité. Le prolétariat anglais, en s'affirmant de plus en plus comme classe révolutionnaire, assume désormais le rôle, jusque-là dévolu à la bourgeoisie, de diriger le cours de l'histoire (1).

Il est d'autant mieux apte à jouer ce rôle révolutionnaire, qu'il lui est imposé par l'aggravation de sa misère et qu'il devient de plus en plus nombreux et puissant.

Cette lutte de la classe ouvrière est dirigée dans les campagnes contre les grands propriétaires fonciers qui exploitent les ouvriers agricoles et les mineurs, et dans les villes contre la bourgeoisie industrielle qui opprime les ouvriers des fabriques. Elle s'est accrue dans la mesure où le prolétariat a pris mieux conscience de ses intérêts de classe et s'est plus fortement organisé (2).

Au début, la lutte de la classe ouvrière a revêtu la forme de révoltes sporadiques, au cours desquelles les machines, que les ouvriers rendaient responsables de leur misère, étaient brisées et les patrons molestés (3). Un élément particulièrement agissant dans ces luttes est constitué par les ouvriers irlandais, dont le tempérament ardent vient stimuler l'esprit combatif des ouvriers anglais (4). Malgré les violences qui accompagnent leurs luttes, les ouvriers anglais se montrent, dans l'ensemble, beaucoup plus humains que les bourgeois ne le sont à leur égard (5).

Se rendant compte que ces révoltes ne pouvaient mener à aucun résultat durable, les ouvriers anglais ont cherché, à mesure qu'ils prenaient plus nettement conscience de leurs intérêts de classe et des véritables causes de leur misère, à s'organiser à la fois sur le plan syndical et politique (6).

Les premiers qui réussirent à s'organiser sur le plan syndical furent les ouvriers du textile. Ils formaient alors le noyau de la classe ouvrière; ils furent suivis tout d'abord par les ouvriers

(1) Cf. *ibid.*, p. 171.

(2) Cf. *ibid.*, p. 169 : « Les travailleurs commencent à sentir qu'ils constituent dans leur ensemble une classe, ils prennent conscience que, isolément faibles, ils représentent, dans leur totalité, une force. Ceci accentue leur séparation d'avec la bourgeoisie, accélère la formation de conceptions et d'idées qui sont propres aux travailleurs et qui répondent à leur situation sociale; ils prennent conscience qu'ils sont opprimés et acquièrent ainsi une importance sociale et politique. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 268-269.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 170-171, 266.

(5) Cf. *ibid.*, p. 268.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 169 et 269 : « Les grandes villes sont le foyer du mouvement ouvrier; c'est là que les ouvriers ont commencé à réfléchir à leur situation et à lutter; c'est là que s'est manifestée tout d'abord l'opposition entre le prolétariat et la bourgeoisie; c'est là que sont nées les associations ouvrières, le chartisme et le socialisme. »

des autres industries, dans la mesure même où celles-ci étaient bouleversées par la révolution industrielle et enfin par les ouvriers agricoles, chez qui subsistèrent le plus longtemps les révoltes sporadiques (1). D'où le rôle déterminant des grandes villes industrielles dans le développement des luttes ouvrières (2).

De cette organisation progressive de la classe ouvrière résulta la généralisation rapide de ses luttes contre les classes possédantes (3). Sur le plan syndical cette organisation fut facilitée par la loi de 1824, qui accordait aux ouvriers le droit d'association. Ils se réunirent dans des syndicats, les *Trade-Unions*; ces derniers, tout d'abord divisés par spécialité de production, ne tardèrent pas à se grouper en une Union générale, qui prit activement la défense des intérêts des travailleurs en particulier par l'organisation de grèves (4). Bien que sauvagement réprimées, celles-ci ont accru l'ardeur combative de la classe ouvrière, en même temps que sa haine contre la bourgeoisie (5).

La fréquence des grèves et des soulèvements, qui souvent les accompagnent, montre combien la lutte sociale s'est aggravée en Angleterre. Ces grèves et ces soulèvements demandent plus de courage et d'endurance que la lutte politique; ils sont les combats d'avant-garde de la classe ouvrière; ils constituent, pour ainsi dire, l'école de guerre du prolétariat, qui se prépare par eux à la lutte décisive contre la bourgeoisie (6).

La lutte menée sur le plan syndical par la classe ouvrière, dont une étape importante a été constituée par la grande grève des ouvriers du textile en 1842, se heurte à la résistance acharnée de la bourgeoisie, qui est appuyée par toutes les forces de l'Etat. Des durs combats menés contre elle par la classe ouvrière, la bourgeoisie sort, dans l'ensemble, victorieuse; ils se soldent, en effet, généralement par des échecs pour les ouvriers; privés de ressources, ils sont obligés de capituler sous peine de mourir de faim (7). Malgré cela les ouvriers restent attachés à leurs syndicats, qui leur offrent la seule possibilité d'échapper un peu à l'exploitation patronale et d'obtenir quelques succès. C'est ainsi que le travail des enfants a été plus ou moins réduit, le travail de nuit interdit aux jeunes gens âgés de moins de vingt et un ans, la journée de travail ramenée à douze heures

(1) Cf. *ibid.*, pp. 55, 325-327.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 169.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 334-335.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 269, 272.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 276.

(6) Cf. *ibid.*, pp. 279-280.

(7) Cf. *ibid.*, pp. 272-273.

pour ceux de moins de dix huit ans et à une moyenne de treize heures pour les adultes (1). Bien que les industriels ne se fassent pas faute de saboter dans toute la mesure du possible ces mesures, celles-ci ne constituent pas moins une amélioration notable des conditions de travail et de vie des ouvriers, qui restent cependant, dans leur ensemble, si misérables, que leur haine contre leurs exploitcurs ne cesse de croître (2).

L'action de la classe ouvrière s'exerce également sur le plan politique par le chartisme, qui a pris de plus en plus résolument la défense de la classe ouvrière. Le chartisme a été précédé d'un mouvement démocratique né à la fin du XVIII^e siècle : celui-ci avait permis à la classe ouvrière grâce à l'appui donné à l'agitation des Wighs en faveur de la réforme électorale, d'envoyer aux élections de 1832 des représentants au Parlement. En 1838, le Comité directeur de Londres, ayant à sa tête William Lowett, avait rédigé la Charte du Peuple, qui demandait le suffrage universel, des élections annuelles et la péréquation des circonscriptions électorales (3). Au début radicalisme ouvrier et principes démocratiques bourgeois se confondaient dans le mouvement chartiste. Comme le radicalisme ouvrier s'y affirmait de plus en plus par le dépôt de centaines de pétitions réclamant l'amélioration des conditions de travail des ouvriers, la bourgeoisie essaya tout d'abord de détourner les ouvriers de leurs revendications : elle déclencha une agitation en faveur de l'abrogation des droits d'entrée sur les céréales, qui avait en fait pour but de permettre, par l'abaissement du coût de la vie, une réduction des salaires (4). Les ouvriers se rendirent bientôt compte que, si l'abrogation de ces droits favorisait les intérêts de la bourgeoisie, elle ne leur était guère profitable ; ils se désintéressèrent de cette agitation pour poursuivre leurs luttes revendicatives.

La crise de 1842, qui déclencha la grande grève du textile, donna un grand essor au mouvement chartiste ; la pétition en faveur de la Charte réunit trois millions et demi de signatures. Devant l'ampleur de la grève de 1842, la bourgeoisie avait un moment ménagé la classe ouvrière, dont elle escomptait l'appui pour son action en faveur de l'abrogation des droits d'entrée sur les céréales ; elle prit ensuite position contre elle et fit appel au gouvernement pour écraser la grève. Ceci accentua la haine de la classe ouvrière à son égard et provoqua une scission

(1) Cf. *ibid.*, pp. 221-228.

(2) Cf. *ibid.*, p. 227.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 283-284.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 286-290.

dans le mouvement chartiste. Au Congrès de 1843 à Birmingham, la bourgeoisie, répudiant toute action révolutionnaire, se retira du mouvement chartiste, qui, dominé maintenant par les éléments ouvriers, soutint plus énergiquement les revendications du prolétariat : journée de huit heures, augmentation des salaires, garantie de l'emploi (1). L'essor du chartisme était cependant arrêté par l'échec de la grève de 1842 et la répression qui suivit et dont il fut également victime.

Très actif et conséquent sur le plan de l'action, le chartisme l'est moins sur le plan théorique, à l'inverse du socialisme qui s'est développé parallèlement à lui. Le promoteur du socialisme en Angleterre est R. Owen. Ennemi de l'action révolutionnaire, Owen pense que le meilleur moyen d'améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière est de fonder des colonies de caractère mi-agricole, mi-industriel, dans lesquelles tous jouiraient des mêmes avantages et des mêmes droits (2).

Les adeptes du socialisme anglais se recrutent parmi les bourgeois progressistes et les éléments les plus éclairés de la classe ouvrière ; ils croient pouvoir réaliser le socialisme par le développement de l'instruction et de l'éducation. Aussi ont-ils créés de nombreuses salles de lectures et écoles. La base de l'enseignement dans les écoles est constituée par les sciences naturelles, l'économie politique et l'étude des théories de penseurs tels que Helvétius, Holbach, D. F. Strauss et Proudhon (3). A la différence du socialisme français, le socialisme anglais a un caractère athée, qui répond à l'attitude antireligieuse du prolétariat anglais (4). Si le socialisme anglais dépasse le socialisme français par son caractère athée, il lui est, par contre, inférieur du point de vue de l'action révolutionnaire. Répudiant cette action dans leur croyance au rôle déterminant de la raison, les socialistes anglais condamnent la lutte revendicatrice du prolétariat ; ils se rendent compte néanmoins qu'elle est provoquée par l'exploitation, dont il est l'objet de la part de la bourgeoisie. Ils reprochent aussi au prolétariat son immoralité, sans voir que celle-ci est due à la misère et que la bourgeoisie est en fait plus immorale que lui (5).

N'étant pas lié au prolétariat, le socialisme anglais reste pratiquement impuissant. Il ne sera à même de jouer un rôle

(1) Cf. *ibid.*, pp. 290-291.

(2) Cf. *ibid.*, p. 293.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 294-295.

(4) Cf. *ibid.*, p. 294.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 293-294.

effectif que s'il s'allie au chartisme. Seule l'alliance du socialisme et du chartisme, c'est-à-dire de la théorie et de l'action révolutionnaires permettra au prolétariat de vaincre (1). Cette alliance ne peut, du reste, manquer de se faire, car elle est imposée par les faits.

L'action révolutionnaire du prolétariat est favorisée par le développement de la crise due à l'aggravation de la concurrence des autres pays industriels, en particulier de l'Amérique. Cette crise, qui atteindra son apogée vraisemblablement vers 1846-1847, déclenchera une révolution auprès de laquelle la Révolution française apparaîtra comme un jeu d'enfants (2). La fureur du peuple se déchaînera, en effet, avec une fureur inouïe. La seule manière de l'atténuer est de propager le communisme parmi les ouvriers. Si, en effet, le communisme reconnaît la légitimité du soulèvement de la classe ouvrière contre ses oppresseurs, il pense aussi que les bourgeois à titre individuel ne peuvent être rendus responsables de l'état de choses existant et qu'on ne saurait tirer individuellement vengeance d'eux. Il faut espérer que, jusqu'à ce qu'éclate la Révolution, le communisme aura suffisamment pénétré dans la classe ouvrière, pour que cette révolution puisse se faire sans effusion de sang. Quoi qu'il en soit, la lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie sera menée jusqu'à sa conclusion et telles que sont actuellement les choses, un rien suffira pour mettre en branle la révolution (3).

L'analyse approfondie de la situation de l'Angleterre, des conditions de vie de la classe ouvrière, des causes de sa misère et de l'aggravation de la lutte de classes, entre la bourgeoisie et le prolétariat expliquent l'intérêt considérable qu'éveilla ce livre dès sa publication (4). Tous les critiques étaient unanimes à reconnaître qu'il reposait sur une connaissance approfondie des faits, ils divergeaient cependant dans leur appréciation des causes attribuées par Engels à la misère du prolétariat et des conséquences révolutionnaires qui s'en dégageaient.

Les critiques réactionnaires jugeaient en général que l'analyse de Engels était exacte, mais estimaient son livre dangereux à

(1) Cf. *ibid.*, p. 294.

(2) Cf. *ibid.*, p. 358.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 359-360.

(4) Sur l'accueil fait à cet ouvrage cf. W. MÖNKE, *L'écho littéraire en Allemagne du livre de Friedrich Engels, La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Berlin, 1965 ; K. OBERMANN, Jugements sur l'ouvrage de Friedrich Engels, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, dans les années 1845-1846, *Revue d'histoire (Zeitschrift für Geschichtswissenschaft)*, 1959, t. 7, n° 5.

cause de ses tendances. Ils pensaient, au surplus, que les critiques de Engels ne valaient que pour l'Angleterre et que, dans la mesure où le paupérisme existait en Allemagne, la bourgeoisie seule pouvait en être rendue responsable. En effet, les gouvernements allemands, en particulier le gouvernement prussien constituaient, par leur caractère même, la meilleure garantie contre les excès de l'industrialisation et par là même contre le paupérisme (1).

Directement en contact avec la classe ouvrière et inquiète de l'immense résonance de la révolte des tisserands, la grande bourgeoisie reconnaissait plus clairement encore que les gouvernements le danger que représentait le renforcement du prolétariat et l'aggravation de sa lutte de classe. Aussi la presse libérale, qui défendait ses intérêts, attaquait-elle sans ménagements le livre de Engels. C'est ainsi que le professeur d'économie politique B. Hildebrand le qualifiait d'« Évangile communiste », auquel pouvait se référer tout révolutionnaire et reprochait aux théories qu'il exposait d'être aussi fausses que dangereuses (2).

Les démocrates petits-bourgeois persuadés que la question sociale pouvait se régler sans de profonds bouleversements sociaux par la démocratisation de l'Etat, rejetaient les conclusions communistes du livre de Engels, tout en reconnaissant sa valeur ; ils soulignaient en même temps l'urgence qu'il y avait à prendre des mesures contre le paupérisme (3).

Les socialistes vrais accueillaient avec enthousiasme cet ouvrage et en publiaient dans leurs revues de larges extraits, ce qui contribuait beaucoup à le propager ; mais ils atténuaient en même temps l'analyse que Engels faisait des causes de la misère du prolétariat et la portée révolutionnaire du livre, en passant sous silence l'affirmation que la question sociale ne pouvait se régler que par une révolution communiste. Ils opposaient à cette thèse, que seule la conversion de tous les hommes à l'humanisme était capable de résoudre l'ensemble des problèmes sociaux (4). Dans la mesure, du reste, où ils devenaient plus accessibles aux idées de Marx et d'Engels, ils en arri-

(1) Cf. en particulier V. A. H[UBER], *La récente littérature*, *Janus*, 1845, t. 2, n° 18, pp. 387-389.

(2) Cf. B. HILDEBRAND, *L'économie politique dans le présent et l'avenir*, Francfort-sur-le-Main, Literarische Anstalt, 1848, p. 162.

(3) Cf. Karl BIEDERMANN, *Les tendances socialistes en Allemagne, Notre présent et notre avenir*, Leipzig, 1846, t. 1, 2 et 4.

(4) Cf. en particulier Otto LÜNING, *La situation des classes laborieuses en Angleterre* par Friedrich Engels, *Le livre du citoyen allemand (Deutsches Bürgerbuch)*, 1846, pp. 222-245.

vaient à adopter plus ou moins les conclusions du livre (1).

En le faisant connaître, toutes ces critiques firent de lui le livre sur le socialisme : c'est cet ouvrage qui fut le plus lu avant le *Manifeste communiste* et il contribua le plus à propager les idées communistes en Allemagne. Marx l'estimait beaucoup et pensait qu'il était, dans la littérature socialiste d'alors, le seul qui répondit à peu près entièrement à ses idées et qui les développât sur des points essentiels. « Au demeurant, écrivait-il plus tard à Engels, pour ce qui est des principales thèses de ton livre, elles ont été confirmées jusque dans leurs moindres détails par le développement historique après 1844. J'ai, en effet, confronté ton livre avec mes notes sur cette époque » (2). Il considérait qu'il constituait la seule analyse exacte de la situation du prolétariat anglais d'alors et dans le *Capital* il se référait encore au livre de Engels, particulièrement dans les chapitres huit et treize du premier volume.

Lénine voyait en lui un des chefs-d'œuvre de la littérature prolétarienne et lui attachait une extrême importance : Engels y avait, le premier, déduit la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat du caractère même de la société bourgeoise et souligné le rôle décisif de cette lutte dans le développement de l'histoire moderne. « Avant Engels, beaucoup d'écrivains ont décrit la situation du prolétariat et souligné la nécessité d'améliorer celle-ci. Mais il a été le premier à montrer que le prolétariat n'est pas seulement une classe misérable et que la situation économique ignoble, dans laquelle on le tient, le pousse sans arrêt à la révolte et le contraint à lutter pour se libérer définitivement. Dans cette lutte, le prolétariat se suffit à lui-même. L'action politique de la classe ouvrière lui donne nécessairement conscience qu'il n'est pas d'autre voie de salut pour elle que le socialisme. D'autre part le socialisme ne pourra pas devenir une force, s'il ne constitue pas le but *politique* du combat de la classe ouvrière. Ce sont là les pensées fondamentales du livre de Engels sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*. Ces pensées, qui sont devenues maintenant le bien commun de l'ensemble du prolétariat qui pense et qui lutte, étaient alors

(1) Cf. H. SEMMIG, *L'Angleterre, sa situation actuelle et son avenir, d'après ENGELS et CARLYLE, Constitutionnelle Staatsbürger-Zeitung, Grimma, 1845, nos 128 et 130.*

R[EMPEL], *La situation industrielle, Öffentliche Anzeigen der Grafschaft Ravensberg, Bielefeld, 1845, nos 27-32 et 35.*

J. WEYDEMEYER, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre, dans Ce livre appartient au peuple, Bielefeld, 1845, pp. 66-94.*

(2) Cf. Marx à Engels, 9 avril 1863, *M.E.W.*, t. 30, p. 165.

absolument neuves. Elles étaient exposées dans un livre écrit dans un style saisissant, qui offrait un tableau frappant et bouleversant de la misère du prolétariat anglais et qui constituait un impitoyable acte d'accusation contre le capitalisme et la bourgeoisie. L'impression produite fut immense. Partout on commença à se référer à ce livre comme à la meilleure description de la situation du prolétariat d'alors. Et de fait, ni avant 1845 ni après, il n'est paru une aussi impressionnante et vraie description de la misère de la classe ouvrière » (1).

Aujourd'hui encore on lit ce livre avec autant d'intérêt que d'admiration, comme un des chefs-d'œuvre de la littérature socialiste. Engels le considérait lui-même, lorsqu'il le réédita quelques cinquante ans plus tard, en dépit de réserves qui avaient trait principalement à l'influence de l'humanisme de Feuerbach, qui s'y faisait encore sentir, comme une très importante contribution au développement du socialisme scientifique : « Il est à peine besoin de souligner, écrivait-il, que tant au point de vue philosophique qu'économique et social, ce livre ne répond en aucune façon entièrement à mes conceptions actuelles. En 1844 le socialisme moderne international, qui, grâce surtout et presque exclusivement à Marx a pris un caractère scientifique, n'existait pas encore. Mon livre ne constitue qu'une des phases embryonnaires de ce développement. De même que l'embryon humain, au premier stade de son évolution, continue à reproduire les ossements de nos ancêtres, les poissons, ce livre trahit partout les traces d'une des origines du socialisme moderne, la philosophie classique allemande. C'est ainsi que j'insiste beaucoup, particulièrement à la fin, sur l'idée que le communisme n'est pas seulement la doctrine de la classe ouvrière, mais une théorie, dont le but final est la libération de l'ensemble de la société, y compris les capitalistes, des conditions sociales actuelles, qui pèsent sur tous. C'est exact d'un point de vue général et abstrait, mais en pratique, c'est aussi nuisible qu'inutile. Tant que les classes possédantes n'éprouveront nul désir de se libérer et s'opposeront au contraire de toutes leurs forces à la libération de la classe ouvrière, celle-ci se verra obligée d'entreprendre et d'accomplir seule la révolution sociale » (2).

L'importance de ce livre pour le développement idéologique

(1) Cf. W. I. LÉNINE, *Marx, Engels et le marxisme*, Berlin, 1946, pp. 41 s.

(2) Cf. F. ENGELS, Préface de l'édition allemande de *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, de 1892, cf. Paris, Editions Sociales, 1961, pp. 390-391.

de Engels réside tout d'abord dans le fait qu'il lui servait en quelque sorte d'antidote contre l'influence que pouvaient exercer sur lui la situation arriérée de l'Allemagne et le socialisme *vrai*. Du fait qu'il continuait à s'occuper de la situation de l'Angleterre, il pouvait, en effet, se maintenir au niveau intellectuel auquel il avait accédé dans ce pays. D'autre part — et c'est là l'essentiel — l'analyse des rapports économiques sociaux, politiques et idéologiques en Angleterre qu'il faisait du point de vue de la révolution industrielle, le conduisait à développer tout à fait indépendamment de Marx et de manière différente de lui, les principes fondamentaux du matérialisme historique.

Ce qui était déterminant pour lui dans la rédaction de cet ouvrage c'était sa prise de parti délibérée en faveur du prolétariat ; ceci l'amenait à voir dans le prolétariat, à la différence des socialistes réformistes et des philanthropes, non seulement une classe misérable mais aussi et surtout une classe révolutionnaire, qui ne pouvait se libérer que par l'abolition radicale du système capitaliste. En montrant que la misère du prolétariat était la conséquence inéluctable du développement du régime capitaliste et ne pourrait être abolie que par une révolution prolétarienne, Engels dissipait à la fois les illusions des philanthropes, qui pensaient que des mesures charitables pouvaient pallier la misère de la classe ouvrière et empêcher une révolution sociale et celles des socialistes *vrais*, qui croyaient à la possibilité de convertir la bourgeoisie éclairée au socialisme et de résoudre par là la question sociale.

Sa position vis-à-vis du prolétariat explique la différence profonde entre son ouvrage et les œuvres contemporaines, qui traitaient le même sujet. Ces dernières se contentaient, en général, de décrire les conditions de vie misérables du prolétariat. Engels, au contraire, soulignait, en même temps que les effets de l'exploitation capitaliste sur la situation de la classe ouvrière, l'aggravation de la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat et l'inéluctabilité d'une révolution communiste, qui en résulterait ; il contribuait par là à éclairer la classe ouvrière sur les causes de sa misère et à stimuler son ardeur révolutionnaire.

Ceci lui permettait de dépasser sur deux points importants son article « La situation de l'Angleterre », qui lui servait de point de départ dans cet ouvrage. Il montrait, en effet, de manière beaucoup plus approfondie, détaillée et précise, comment les rapports économiques, sociaux, politiques et idéologiques de l'Angleterre contemporaine étaient déterminés par la révolution industrielle et il soulignait plus nettement les conséquences

révolutionnaires de l'aggravation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Ce livre constituait une contribution très importante à l'élaboration du matérialisme historique et du socialisme scientifique. Pour la première fois, en effet, les traits essentiels d'une période historique étaient systématiquement déduits de son développement économique avec une profondeur de vues et une maîtrise étonnante chez un jeune homme de vingt-quatre ans. Engels exposait en effet comment la révolution industrielle avait engendré, en même temps qu'une profonde transformation économique, un bouleversement social et déterminé par là les traits essentiels de l'Angleterre moderne. Le développement accéléré du machinisme a entraîné, par l'aggravation de la concurrence, la ruine des classes moyennes, en particulier de l'artisanat, la concentration du capital entre les mains de la grande bourgeoisie, qui est devenue la classe dirigeante, et la formation d'un prolétariat de plus en plus nombreux, qui, obligé de se vendre comme une marchandise, est soumis aux lois qui règlent l'achat et la vente des marchandises. Privé de tout droit et voué à la dégradation physique, intellectuelle et morale, le prolétariat n'a d'autre recours pour se libérer de ses conditions de vie inhumaines, que de se révolter contre la société bourgeoise ; d'où l'aggravation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

Pour se défendre contre le soulèvement de celle-ci, la bourgeoisie dispose non seulement de sa puissance économique, sociale et politique, mais aussi des pouvoirs de l'Etat, de l'économie politique, de la morale et de la religion, qui lui servent à justifier et à renforcer sa domination de classe.

En dépit de cela, la bourgeoisie ne peut empêcher l'aggravation de la lutte menée contre elle par le prolétariat. Cette lutte a pris tout d'abord la forme de révoltes individuelles et de soulèvements sporadiques. Cependant, dans la mesure même où le prolétariat a pris conscience de ses intérêts de classe et des causes réelles de sa misère, ces révoltes ont de plus en plus fait place à des luttes syndicales et politiques menées par les *Trade-Unions* et le chartisme.

La seule possibilité de se libérer étant une révolution sociale, le prolétariat se laisse de plus en plus guider, dans son combat, par l'idée de l'opposition radicale qui le sépare de la bourgeoisie et se détourne, de ce fait, de plus en plus de l'utopisme et du réformisme. Il est stimulé dans sa lutte révolutionnaire par le développement même de la production capitaliste, qui accroît sans arrêt le nombre des ouvriers employés dans l'industrie et

aussi par les crises ; celles-ci généralisant la misère, ruinent les classes moyennes qui viennent renforcer ses rangs.

Si Engels ne croyait plus, comme lors de son arrivée en Angleterre, à l'imminence de la révolution communiste dans ce pays, l'aggravation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat le confirmait cependant dans la croyance à l'inéluctabilité de cette révolution.

En même temps qu'il se développe comme classe révolutionnaire, le prolétariat se distingue de plus en plus de la bourgeoisie non seulement par son comportement, mais aussi par son idéologie, qui se forme par opposition à l'idéologie bourgeoise. Il tend, du fait même de ce développement, à remplacer la bourgeoisie comme classe progressiste, déterminant le cours de l'histoire.

L'ouvrage de Engels renfermait encore quelques traits idéalistes qui tenaient à l'humanisme feuerbachien (1) ; ceux-ci cependant ne portaient pas, dans l'ensemble, atteinte à la conception matérialiste de l'histoire, qu'il était en train d'élaborer et qui l'amenait à rejeter, en même temps que l'idéalisme, le matérialisme semi-métaphysique de Feuerbach et son humanisme.

Par son analyse de la situation de l'Angleterre, il apportait, tout à fait indépendamment de Marx et sur un autre plan que celui-ci, une contribution très importante à l'élaboration du matérialisme historique et venait là encore, comme il l'avait fait par ses articles des *Annales franco-allemandes* et par son article sur « La situation en Angleterre » préciser et compléter, sur le plan de l'explication concrète et de l'application pratique les conceptions générales de Marx.

Il en ressortait, en effet, que dans l'étude de l'histoire, on ne doit pas procéder de manière dogmatique et que seule une analyse approfondie des rapports économiques et sociaux permet d'arriver à une connaissance exacte de celle-ci. Ces rapports sont essentiellement déterminés par le développement des forces de

(1) Sur l'humanisme, cf. *ibid.*, p. 29 : « ... j'ai trouvé que vous (ouvriers anglais) étiez beaucoup plus que des Anglais, c'est-à-dire des membres d'une nation isolée, j'ai constaté que vous étiez des hommes, des membres de la grande famille internationale que constitue l'humanité et que vous avez reconnu que vos intérêts se confondent avec ceux de tout le genre humain. C'est à ce titre de membres de la famille « une et indivisible » que forme l'humanité, à ce titre d'êtres humains au sens le plus large du terme que ... je salue vos progrès ».

Sur l'égoïsme comme principe de la société bourgeoise, cf. *ibid.*, p. 60 : « C'est dans la cohue des grandes villes que l'isolement de l'individu et l'égoïsme borné qui constituent le fondement de la société actuelle, se manifestent le plus impudemment et le plus ouvertement. »

production qui entraîne, avec une nouvelle division du travail et de nouvelles formes de propriété, une transformation des rapports sociaux et politiques et avec elle de l'idéologie.

Comme les rapports sociaux, l'idéologie, qui en est le reflet, a un caractère de classe. Il n'y a pas d'idées absolues planant, pour ainsi dire, au-dessus de l'histoire et des luttes de classes. Philosophie, religion, morale, droit sont, en effet, au service des classes dominantes et ne peuvent être comprises que dans leurs rapports avec celles-ci. De là ressort l'inanité de la conception idéaliste de l'histoire, ramenée à un développement d'idées et, d'une manière générale, de toute théorie qui se situe en dehors de la vie sociale.

Ces principes généraux du matérialisme historique, qui servaient de base à son analyse de la situation de l'Angleterre, n'étaient pas exposés, comme Marx l'avait fait dans les *Thèses sur Feuerbach* d'une manière systématique, ce qui s'expliquait par le fait que Engels n'avait pas encore atteint, au point de vue théorique, le niveau auquel avait accédé Marx. Si Engels ne pouvait encore donner aux résultats de son travail, le même caractère de généralité que Marx, il analysait, par contre, avec plus de précision que celui-ci, les relations entre les rapports économiques et les problèmes sociaux. Marx était arrivé à cette conception générale matérialiste du monde, que l'histoire est essentiellement constituée par le développement de l'activité productive des hommes qui se transforment en même temps qu'ils transforment la nature pour l'adapter à la satisfaction de leurs besoins, mais il ne voyait pas d'une manière aussi précise que Engels comment le développement des forces de production détermine les rapports économiques, sociaux, politiques et idéologiques.

Marx et Engels, qui avaient déjà pu collaborer avec profit dans *La Sainte Famille*, sur la base des conceptions matérialistes auxquelles ils avaient chacun de son côté accédé, le pouvaient mieux encore maintenant que leurs conceptions se complétaient à un niveau plus élevé : Marx établissant dans les *Thèses sur Feuerbach* les principes fondamentaux du matérialisme dialectique et historique, Engels donnant, dans son ouvrage, un premier et admirable exemple de l'application des principes du matérialisme historique à l'analyse d'une époque de l'histoire.

Le résultat de cette nouvelle collaboration devait être, après leur rencontre à Bruxelles : « *L'idéologie allemande* » où, conjuguant leurs conceptions, ils allaient, sur la base d'une analyse des grandes périodes de l'histoire, achever d'établir les principes fondamentaux du matérialisme historique.

CHAPITRE III

KARL MARX ET FR. ENGELS
A BRUXELLES⁽¹⁾

La vie de Marx à Bruxelles

Expulsé de Paris, Marx se rendit avec Heinrich Bürgers à Bruxelles, où il arriva le 5 février 1845. Sa femme vint l'y rejoindre peu après avec leur petite fille (2).

Deux jours après son arrivée, le 7 février, Marx adressa une supplique au roi des Belges Léopold I^{er}, pour solliciter une autorisation de séjour qu'il n'obtint que difficilement (3). Il était en effet suspect au gouvernement belge à cause de son activité révolutionnaire et le ministre de la Justice avait donné, dès qu'il avait été avisé de son arrivée, l'ordre aux services de sécurité de le surveiller étroitement comme dangereux démocrate et communiste (4).

(1) Sur le séjour de Marx à Bruxelles, cf. LUC SOMERHAUSEN, *L'humanisme agissant de Karl Marx*, Paris, 1946. KARL MARX, *Chronique de sa vie*, o. c., pp. 27 s.

(2) Dans un manuscrit intitulé *Bref aperçu d'une vie agitée*, Jenny Marx écrivait au sujet de leur départ de Paris : « Au début de 1845 le commissaire de police se présenta soudain chez nous et nous communiqua un arrêté d'expulsion pris par Guizot sur les instances du gouvernement prussien selon lequel Marx devait quitter Paris dans les vingt-quatre heures. Il m'était accordé un délai plus long, que je mis à profit pour vendre mes meubles et une partie de mon linge à un prix dérisoire, car il fallait me procurer l'argent du voyage. Les Herwegh me donnèrent l'hospitalité pendant deux jours. Malade et par un froid de loup je rejoignis Marx à Bruxelles au début de février. » Jenny MARX, *Mohr* (surnom donné à Marx) et le Général (surnom donné à Engels), Berlin, 1965, 2^e éd., pp. 205-206.

(3) Sire, Le soussigné, Charles Marx, docteur en philosophie, âgé de vingt-six ans, de Trèves, royaume de Prusse, étant intentionné de se fixer avec sa femme et son enfant dans les Etats de Votre Majesté, prend la respectueuse liberté de vous supplier de bien vouloir lui accorder l'autorisation d'établir son domicile en Belgique. Il a l'honneur d'être, avec le plus profond respect, de Votre Majesté, le très humble et obéissant serviteur. Signé : Dr Charles MARX. Cf. LUC SOMERHAUSEN, o. c., p. 75.

(4) Archives de la Sûreté publique belge, dossier Bornstedt, pièce 8. Cf. L. SOMERHAUSEN, o. c., p. 75.

Les soupçons du gouvernement belge à son égard furent confirmés par le rapport d'un indicateur de police daté du 14 février, qui signalait que Marx avait l'intention de publier en Belgique avec Karl Heinzen, un journal allemand et de le répandre illégalement en Allemagne, ce qui ne pouvait manquer de susciter des difficultés avec ce pays (1). Sur ce, le chef de l'Office de Sécurité publique pria le 19 février le bourgmestre de Bruxelles de se renseigner pour savoir si Marx avait l'intention de continuer la publication du *Vorwärts* en Belgique (2).

Les craintes des autorités belges furent encore accrues par une lettre du chef de la police d'Aix-la-Chapelle du 3 mars, qui demandait si Herwegh, Ruge, Marx et Börnstein séjournaient à Bruxelles et avaient l'intention de se rendre en Prusse (3).

En réponse à la demande du chef de l'Office de Sécurité, le bourgmestre de Bruxelles l'avisait le 15 mars que Marx n'avait pas d'autre intention que de s'occuper d'économie politique et qu'il avait montré, à l'appui de ses dires, un contrat signé par l'éditeur Leske de Darmstadt ayant trait à la publication d'un livre intitulé *L'économie politique* (4). Cependant ce n'est qu'après que Marx se fût engagé, le 22 mars, par écrit de ne rien publier sur les questions politiques que l'autorisation de séjour lui fut accordée (5).

Le séjour en France et en Allemagne lui étant interdit, Marx fut heureux de pouvoir s'installer avec sa famille à Bruxelles, où il resta jusqu'à la Révolution de 1848.

Son premier soin fut de subvenir aux besoins de sa famille. Il y réussit tout d'abord grâce à l'aide pécuniaire qu'il reçut de Engels et de Jung et à l'avance d'argent que lui consentit l'éditeur Leske pour le livre sur la *Critique de la politique et de l'économie politique* qu'il se proposait de publier (6). Par la

(1) Archives de la Sûreté publique belge, dossier Karl Marx, pièce 2. Cf. L. SOMERHAUSEN, o. c., pp. 75-76.

(2) Archives de la Sûreté publique belge, dossier Karl Marx, pièce 7. Cf. L. SOMERHAUSEN, o. c., p. 76.

(3) Cf. Archives de la Sûreté publique belge, dossier Karl Marx, pièce 8. Cf. L. SOMERHAUSEN, o. c., p. 76.

(4) Cf. LUC SOMERHAUSEN, o. c., p. 77.

(5) « Pour obtenir l'autorisation de résider en Belgique, je consens à m'obliger sur mon honneur à ne publier en Belgique aucun ouvrage sur la politique du jour. »

Dr Charles MARX. Archives de la Sûreté publique belge, dossier Karl Marx, pièce 10. Cf. LUC SOMERHAUSEN, o. c., pp. 61, 77.

(6) Une première souscription ouverte par Engels rapporta 50 thalers, que celui-ci fit parvenir à Marx au début de mars 1845. Cf. Lettre de Engels à Marx (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 19;

peine qu'il se donna pour organiser des souscriptions, Engels se montra, pour la première fois, l'ami fidèle et dévoué qu'il devait rester toute sa vie à l'égard de Marx, particulièrement dans la période où celui-ci fut en proie, avec sa famille, à une misère atroce et où seule l'aide constante qu'Engels lui apporta, permit à Marx de mener à bien son œuvre (1).

Pour le développement de sa pensée et aussi pour l'action révolutionnaire qu'il poursuivit, dans la mesure où le permettait l'engagement qu'il avait pris de se tenir à l'écart de la politique, Bruxelles constituait pour Marx un milieu aussi favorable que Paris. Au point de vue économique et social la Belgique se trouvait en effet à peu près au même niveau de développement que la France. La mécanisation de l'industrie textile et aussi de l'industrie métallurgique s'y opérait au même rythme qu'en France, ce qui avait également pour conséquence, en même temps que la décadence des classes moyennes, en particulier de l'artisanat, le renforcement de la grande bourgeoisie, l'accroissement du prolétariat et l'accentuation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et la classe ouvrière (2).

Par ailleurs, Bruxelles, qui constituait un point de jonction entre la France, l'Angleterre et la Rhénanie, offrait de grandes possibilités de propagande et d'action par sa situation à peu près à égale distance de Paris, de Londres et de Cologne, et c'est dans le triangle constitué par ces trois villes que se limita tout d'abord l'activité révolutionnaire de Marx et de Engels.

Du fait de sa situation et aussi du libéralisme relatif du gouvernement belge, Bruxelles était devenu un grand centre de rassemblement des forces révolutionnaires constituées principalement par les réfugiés polonais et italiens qui formaient, pour ainsi dire, le levain de l'activité révolutionnaire internationale (3).

quelques jours plus tard Engels lui envoya 122 francs. Lettre de Engels à Marx (Barmen, 17 mars 1845), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 24 ; de Jung, Marx reçut en avril 720 F, Lettre de Jung à Marx (7 avril 1845), Original I.M.L.M., fonds I, Opus 5, n° 65. De Leske, Marx reçut une avance de 1 500 F.

L'ensemble de ces sommes — environ 2 500 F — était considérable pour l'époque, il représentait environ trois fois le traitement annuel d'un instituteur.

(1) Cf. Lettre de Engels à Marx à Bruxelles (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 19 : « Ces chiens n'auront du moins pas le plaisir de te plonger, par leur infamie, dans des embarras pécuniaires. »

(2) Sur la situation de la Belgique d'alors, cf. chap. 1^{er} de ce volume, pp. 10-12.

(3) Cf. Archives d'Etat autrichiennes, Vienne, Actes du Bureau d'Informations de Mayence, rapport d'un agent à Metternich, 18 octobre 1842 :

Après la répression du soulèvement de 1830, des milliers de Polonais patriotes s'étaient réfugiés à l'étranger, principalement en France et en Belgique, où ils poursuivaient la lutte pour la libération de leur pays. Un rôle particulièrement actif était joué en Belgique par Joachim Lelewel (1786-1861) qui enseignait la géographie à l'Université de Bruxelles. L'opposition nationale italienne se groupait autour de Mazzini, qui avait donné au mouvement démocratique révolutionnaire un caractère international par la fondation de la ligue *La jeune Europe*. Cette ligue, qui avait des filiales en France, en Allemagne, en Suisse et en Belgique, se donnait comme but l'abolition de toute oppression, nationale, politique et sociale. Comme dans toutes les ligues d'opposition d'alors, où les éléments démocratiques bourgeois et les éléments prolétariens s'étaient confondus au début, il s'opérait, dans cette Ligue, à mesure que s'accroissait, sur le plan international, la lutte de classes du prolétariat, une dissociation qui opposait les membres bourgeois aux éléments prolétariens.

A Bruxelles, Marx s'efforça de nouer des liens de plus en plus étroits avec les dirigeants du mouvement révolutionnaire allemand, en Angleterre, en France et en Rhénanie. Le centre de ce mouvement en Angleterre était la filiale londonienne de la *Ligue des Justes* qui, sous la direction de Karl Schapper, Joseph Moll, Heinrich Bauer et de Wilhelm Weitling, réfugié alors à Londres, s'efforçait de gagner au communisme les artisans allemands, sous le couvert d'un cercle d'éducation populaire, dit *Association publique des ouvriers allemands pour la propagation de la science* (1). Marx était alors en relations avec la filiale

« Bruxelles est le centre principal des menées révolutionnaires, car on y jouit d'une entière liberté. »

L'importance du rôle révolutionnaire de ces émigrés ressort en particulier des rapports adressés par les agents de Metternich (cf. Archives d'Etat autrichiennes, Actes du Bureau d'Information de Mayence) qui ont à peu près exclusivement pour objet les menées révolutionnaires des émigrés polonais et italiens venant des territoires polonais et italiens occupés alors par l'Autriche, tandis que l'agitation révolutionnaire en France, en Allemagne et en Belgique est à peine mentionnée.

(1) Cf. E. P. KANDEL, *Marx et Engels, Organisations de la Ligue des Communistes*, Moscou, 1953. — E. SCHRAEPLER, La ligue des Justes. Son activité à Londres (1840-1847), *Archiv für Sozialgeschichte*, Hanovre, 1962, t. 2, pp. 5-29. — A. MÜLLER-LEHNING, The international Association (1855-1859). A contribution to the preliminary history of the First International, *International Review of Social History*, 1956, pp. 185 s. — A. W. FERLING, *Karl Schapper et les débuts du mouvement ouvrier jusqu'à la Révolution de 1848*, Rostock, 1922 (Dissertation). — Karl GRÜNBERG, Bruno Hildebrandt sur le cercle communiste d'éducation populaire à Londres, *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 1925, t. 11, pp. 445-459.

londonienne de la *Ligue des Justes* par l'intermédiaire de Weitling (1).

Il maintenait, par ailleurs, ses relations avec la *Ligue des Justes* de Paris par Bernays et Ewerbeck, qui en était le président. Il ne semble pas qu'il ait continué alors à avoir des rapports avec Bakounine, qu'il avait fréquenté pendant son séjour à Paris.

Il était également en relation constante avec la Rhénanie par Engels et Hess, qui dirigeaient la propagande communiste dans cette province. S'il se sentait de plus en plus proche de Engels, qui, par ses analyses de la situation de l'Angleterre, ne cessait d'enrichir ses propres conceptions, il n'en était pas de même pour Hess, qui depuis son article sur « L'essence de l'argent » ne faisait aucun progrès sur le plan idéologique. Bien qu'il s'efforçât de s'assimiler les conceptions de Marx et de Engels avec lesquels il était alors en rapport très étroit (2), il s'avérait en effet incapable de montrer, comme ils le faisaient, par une analyse approfondie des rapports économiques et sociaux, les liens qui unissaient le développement du capitalisme à la lutte prolétarienne. Aussi se bornait-il à répéter dans ses articles que le problème essentiel était de libérer les hommes de l'égoïsme engendré par le système de la propriété privée et la concurrence, pour qu'ils puissent devenir des hommes *vrais* et mener une vie conforme à leur véritable nature.

Marx restait également en rapports à Cologne avec Georg Jung (3), qui le tenait en haute estime, avec le médecin Roland Daniels (4), qu'il avait acquis au communisme à Paris et probablement aussi avec K. d'Ester, qui s'orientait délibérément vers le communisme. Par contre il s'éloignait de plus en plus de

(1) Lettres de Weitling à Marx et à divers dans E. BARNIKOL, *Weitling le Captif et sa « Justice »*, Kiel, 1929, pp. 271-274.

Weitling à Marx, Engels et Hess (Londres, 22 (et 27) septembre 1845) (datée par erreur de 1844 dans l'original), cf. W. MÖNKE, *Neue Quellen zur Hessforschung*, Berlin, 1964, pp. 108 s.

(2) Cf. Lettre de Hess à Marx (Cologne, 17 janvier 1845), cf. M. HESS, *Correspondance Gravenhage*, 1959, pp. 105-108.

(3) Lettre de G. Jung à Marx (Cologne, environ le 18 mars 1845) : « Il vous faut devenir maintenant pour toute l'Allemagne, ce que vous êtes déjà pour vos amis. Par votre style brillant, par la grande clarté et la pertinence de vos exposés, vous devez et allez vous imposer ici et devenir une étoile de première grandeur. » Original, Institut pour le Marxisme Léninisme à Moscou, fonds 1, op. 5, n° 63.

(4) Roland Daniels (1819-1855) était médecin à Cologne. Il était pour Marx et Engels un allié sûr en Rhénanie, devint plus tard membre de la Ligue des Communistes et fit partie en 1850 du Comité central communiste de Cologne. Sur R. Daniels, cf. G. BAGATURIA, *Marx et Engels et les premiers révolutionnaires prolétariens* (en russe), Moscou, 1961, pp. 196-244.

Karl Grün, dont la phraséologie sentimentale lui apparaissait néfaste pour la lutte prolétarienne.

Avec la Suisse, qui était devenue, grâce à Weitling, un grand centre d'agitation communiste, Marx n'eut alors guère de contacts. Après l'expulsion de Weitling, les communistes allemands en Suisse avaient complètement versé dans l'utopisme sous l'influence d'A. Becker et, après le départ de celui-ci, leur organisation s'était pratiquement dissoute.

A Bruxelles, Marx se lia au début avec quelques Belges, en particulier avec Philippe Gigot, un des plus actifs dirigeants de l'organisation démocratique, mais surtout avec les émigrés politiques allemands, qui, profitant comme Marx de ce que l'on jouissait en Belgique d'une liberté plus grande qu'ailleurs formaient, comme à Paris, avec les artisans allemands, une importante colonie ouverte aux idées avancées (1).

Il fréquenta tout d'abord Karl Maynz, Heinrich Bürgers et Ferdinand Freiligrath.

L'avocat Karl Maynz (1812-1882) s'était beaucoup employé, dès l'arrivée de K. Marx à Bruxelles, à l'aider à obtenir une autorisation de séjour en Belgique. C'est sans doute par lui que Marx entra en relation avec les membres dirigeants de l'*Association démocratique belge*, en particulier avec l'avocat Lucien Joltrand et Philippe Gigot (2).

Il connaissait Heinrich Bürgers depuis la *Gazette rhénane* et l'avait fréquenté à Paris où celui-ci s'était rendu avec Karl Grün en novembre 1844. C'est sous son influence que Bürgers était devenu communiste (3).

Presque immédiatement après son arrivée à Bruxelles, il alla voir le poète Ferdinand Freiligrath (4). Devenu vers 1840, par

(1) Cf. Julien KUYPERS, Le cercle des amis belges de Karl Marx (1845-1848) : Notices extraites des Archives belges, *International Review of Social History*, 1962, pp. 446-458. Cf. Jenny MARX, *Bref aperçu d'une vie agitée*, o. c., pp. 206 s.

(2) Sur l'*Association démocratique belge*, cf. chap. I^{er} de cet ouvrage, p. 12.

(3) Heinrich Bürgers (1820-1878). Après avoir étudié la philologie à l'Université de Bonn (1838-1841), H. Bürgers avait collaboré en 1842 à la *Gazette rhénane*. Expulsé de Paris en 1844 pour son activité politique, il était venu avec Marx à Bruxelles, où il allait participer à l'agitation communiste. Il entra plus tard dans la *Ligue des communistes*, devint membre du comité de rédaction de la *Nouvelle Gazette rhénane* et fut un des principaux accusés dans le procès communiste de Cologne.

(4) Cf. H. BÜRGERS, Souvenirs sur Ferdinand Freiligrath, *Gazette de Voss*, Berlin, supplément du dimanche, 3 décembre 1876 : « Après avoir passé une nuit à Bruxelles, une des premières choses que me dit Marx le matin fut : il nous faut aller aujourd'hui chez Freiligrath, il est ici, et je dois réparer l'injustice qui lui a été faite dans la *Gazette rhénane*, alors qu'il n'était pas « derrière les crâneaux du parti » ; sa *Profession de foi* a tout effacé. »

ses *Chants exotiques*, le poète le plus célèbre de l'Allemagne avec Herwegh, Freiligrath s'était tenu, contrairement à celui-ci, à l'écart des luttes politiques, qu'il réprouvait. Ayant reçu une pension de trois cents thalers de Frédéric-Guillaume IV, il avait été dénoncé comme ennemi de la liberté par la *Gazette rhénane*. Il était passé récemment dans l'opposition après l'interdiction de ses *Fantaisies patriotiques*, qu'il avait publiées en 1844 sous le titre d'*Acte de foi*, en annonçant, dans la préface, qu'il renonçait à sa pension. Pour échapper aux poursuites, il s'était réfugié à Bruxelles, où il se lia avec Marx, en qui il voyait un homme intéressant, agréable et simple. C'est sous son influence qu'il passa du démocratismo au communisme (1).

A Bruxelles Marx fréquenta également Sébastien Seiler, qui venait de Suisse, où il avait participé activement à l'agitation communiste. Seiler dirigeait à Bruxelles un *Bureau de correspondance* qui fournissait aux journaux allemands des nouvelles de France, d'Allemagne et de Belgique, auxquelles il donnait, dans la mesure du possible, une teinte socialiste (2).

Marx rencontra aussi à Bruxelles Karl Heinzen et Hermann Kriege, qui, contrairement à Bürgers, Freiligrath et Seiler, ne devaient pas s'avérer de bons compagnons de lutte. Après avoir collaboré à la *Gazette générale de Leipzig* et à la *Gazette rhénane*, Heinzen avait fustigé en 1844 le régime prussien dans un livre sur *La bureaucratie prussienne*, qui avait été saisi dès sa publication. S'étant réfugié à Bruxelles en novembre 1844, il y avait publié un pamphlet intitulé *Lettre de cachet* où il attaquait de nouveau l'administration prussienne. S'orientant vers le socialisme, sans doute sous l'influence de Marx, il collabora à des revues socialistes ; mais, autant ses attaques contre le régime

prussien avaient été vigoureuses et pertinentes, autant sa critique sociale, qui tournait à la pure phraséologie, s'avérait inconsistante (1). S'étant rendu en 1845 en Suisse, il tourna proprement casaque, dirigeant désormais ses attaques, non plus contre la réaction, mais contre le socialisme et plus particulièrement contre le communisme (2).

Fin février, Marx fit la connaissance de Hermann Kriege, qui s'était réfugié à Bruxelles. Kriege, qui lui avait été recommandé par Fr. Engels (3), était un socialiste feuerbachien, du genre de Karl Grün. Dans les articles qu'il publiait dans les revues du socialisme vrai, il se complaisait, comme K. Grün, à une phraséologie sentimentale (4). De Bruxelles, Kriege se rendit en automne à New York où il fit, par son journal *Le tribun du peuple*, plus de mal que de bien à la classe ouvrière.

(1) Cf. K. HEINZEN, Un mot sur la résistance permise, *Le livre du citoyen allemand*, 1845, pp. 1-21.

P. 4 : « On ne veut toujours pas comprendre ou considérer, en haut lieu, que les intérêts du peuple doivent aussi être ceux du gouvernement et que le gouvernement est fait pour le peuple et non le peuple pour le gouvernement. C'est à cette méconnaissance néfaste du droit et de la loi de la nature que sont dus tous les malheurs de l'histoire. »

P. 6 : « Cependant nous sommes fermement convaincue que les révolutions, en particulier celles qui sont à dessein organisées ou favorisées... sont aussi néfastes à la liberté qu'aux ennemis de celle-ci. »

P. 9 : « Comment rendre la révolution inutile ? Il y a, à notre avis, un moyen, qui n'a été que très rarement utilisé en Allemagne, c'est de mettre l'épée de l'esprit au service de la force morale. »

(2) Cf. K. HEINZEN, Contre les communistes, dans le livre : *L'opposition* publié par lui à Mannheim en 1846 (pp. 42 s.).

Sur K. Heinzen, cf. Karl HEINZEN, *Choses vécues* (Erlebtes), Boston, 1856.

H. HUBER, *Karl Heinzen : son développement politique et son activité dans la littérature et la presse*, Berne-Leipzig, 1932.

C. F. WITTGE, *Against the current. The life of Karl Heinzen*, Chicago, 1945.

(3) Engels à Marx (22-26 février, 7 mars 1845), *M.E.W.*, t. 27, p. 19 : « Quand tu recevras cette lettre, Kriege sera déjà chez toi. Ce gaillard est un fameux agitateur. Il te racontera beaucoup de choses sur Feuerbach. »

(4) Cf. H. KRIEGE, Un mot sur notre temps dans *Le vapeur de Westphalie*, 1845, pp. 225-228.

P. 228 : « Devra-t-elle éternellement durer cette triste époque de division entre les hommes ? Riches et pauvres devront-ils toujours s'opposer les uns aux autres et les hommes ne devront-ils jamais sympathiser entre eux ? Notre belle terre devra-t-elle être toujours une vallée de larmes d'où l'on ne peut s'évader que par une fuite dans un illusoire au-delà ? Le pauvre devra-t-il toujours construire les maisons que le riche habite, filer la laine pour les vêtements que porte le riche, cultiver le sol qui ne profite qu'au riche ? Le riche devra-t-il toujours posséder la terre entière, goûter à toutes les joies et à toutes les jouissances, tandis que le pauvre n'aura que son ciel, sa sueur et ses prières ? Non, non en vérité, ceci ne pourra pas éternellement durer ; hientôt on verra riches et pauvres s'humaniser et, dans la libre communauté humaine, il ne régnera qu'un seul amour et ne dominera qu'un seul intérêt pour le honneur de tous et de chacun. »

Cf. K. MARX, *Chronique de sa vie*, o. c., p. 27. Cf. Fr. MEHRING, Freiligrath et Marx dans leur correspondance, supplément au n° 12 de la revue *Neue Zeit*, 12 avril 1912, p. 7.

(1) Freiligrath ne devait plus séjourner longtemps à Bruxelles, d'où il partit le 10 mars 1845 pour la Suisse (cf. K. MARX, *Chronique de sa vie*, o. c., p. 28). Il ne resta que peu de temps dans ce pays, où il fréquenta, entre autres, Ruge et Heinzen. En 1846, il se rendit à Londres comme représentant de commerce. Pendant la Révolution de 1848, il participa à la rédaction de la *Nouvelle Gazette rhénane*, et resta lié avec Marx, auquel il vint maintes fois en aide dans le besoin.

(2) Sébastien Seiler (environ 1810-1890). Tout d'abord actif à Liegnitz, S. Seiler s'était rendu en Suisse où il était devenu communiste. Après l'échec du mouvement communiste en Suisse, il était venu à Bruxelles, où il continua à participer activement à l'agitation communiste. En 1846, il soutint Marx dans sa polémique contre les socialistes vrais, prit une part active à la Révolution de 1848, émigra à Londres, où il prit parti pour Marx dans la lutte menée par celui-ci contre la fraction Willich-Schapper et se rendit enfin aux États-Unis.

A Bruxelles, Marx entra également en relation avec Louis Heilberg, collaborateur au journal ouvrier *L'atelier démocratique*, Richard Riedel, C. G. Vogler, libraire, Karl Weller, typographe, et le médecin Friedrich Breyer. A ceux-ci se joignirent ensuite le frère de Jenny, Edgar von Westphalen, Georg Weerth et Wilhelm Wolff, si bien qu'autour de Marx et Engels qui était venu le retrouver se forma bientôt un cercle grandissant de compagnons de lutte.

A Bruxelles, Marx menait avec sa femme et leur petite fille une vie heureuse et calme, dont Stephan Born, qui vint alors les voir, donne dans ses *Souvenirs* le tableau suivant : « De Berne je me rendis à Bruxelles, qui constituait en quelque sorte le centre spirituel de l'association communiste. C'est là que vivait Marx. Il me tardait de le connaître. Je le trouvai dans un petit logement très modeste, je dirais même pauvrement meublé. Il m'accueillit aimablement, me questionna au sujet du succès de ma propagande et me félicita de ma brochure contre Heinzen, compliment auquel s'associa sa femme, qui me souhaita la bienvenue. Comme elle le fit toute sa vie, elle prenait à cœur tout ce qui faisait l'objet des occupations et préoccupations de son mari. Elle s'intéressa aussi à moi, qu'elle considérait comme un disciple de son mari, sur lequel on pouvait compter. Marx, à ce qu'on me dit plus tard, avait fait sa connaissance dans un bal, alors qu'il était étudiant à Bonn ; Mlle von Westphalen appartenait à une famille noble prussienne, qui avait connu quelques revers de fortune. Marx l'aimait passionnément et elle lui rendait son amour... Cet amour surmonta toutes les épreuves du combat ininterrompu que fut leur vie. J'ai rarement vu un couple aussi heureux, dans lequel joies et peines, ces dernières l'emportant de beaucoup, étaient également partagées et les souffrances surmontées dans la certitude d'un amour total et réciproque. J'ai également rarement connu une femme aussi harmonieuse d'aspect, de cœur et d'esprit que Mme Marx et qui attirât à ce point la sympathie dès la première rencontre. Elle était blonde, tandis que ses enfants avaient les cheveux et les yeux sombres de leur père. La mère de ce dernier, qui vivait à Trèves, leur envoyait quelques subsides pour l'entretien de leur ménage, mais c'était surtout la plume de l'écrivain qui devait subvenir aux besoins. Marx avait bien fait la connaissance de quelques hommes politiques d'esprit démocratique à Bruxelles, mais il n'y eut pas entre eux, qui étaient pour la plupart des étrangers, et lui des relations très étroites, ce que du reste ni lui ni sa femme ne semblaient regretter. Mme Marx était absorbée par les idées de

son mari et les soucis pour les siens et n'avait rien de commun avec la ménagère allemande, dont l'horizon est borné par le tricotage de bas et l'activité culinaire » (1).

Les travaux de Marx à Bruxelles « Thèses sur Feuerbach »

Au début de son séjour à Bruxelles, Marx fut moins occupé, du fait de l'engagement qu'il avait pris vis-à-vis du gouvernement belge, par son activité révolutionnaire que par des études théoriques, qui toutes convergeaient vers l'élaboration d'une conception nouvelle du monde fondée sur le matérialisme dialectique et historique.

Ces études portaient principalement sur l'économie politique, dont il avait commencé à s'occuper à Paris, à l'occasion de sa critique du système capitaliste dans ses *Manuscrits d'économie politique et de philosophie*. Il était poussé vers ces études par la conviction que ce n'était que par l'analyse approfondie de ce système que l'on pouvait accéder à une juste notion de la condition du prolétariat et de son rôle révolutionnaire dans la transformation de la société. Il était également amené à se livrer à ces études, ainsi qu'à des études ayant trait à la politique, par le contrat qu'il avait signé avec l'éditeur Leske de Darmstadt le 1^{er} février 1845, à la veille de son départ pour Bruxelles, au sujet d'un ouvrage en deux volumes, intitulé *Critique de la politique et de l'économie politique*, qui devait paraître au cours de l'été 1845 (2).

(1) Cf. Stephan BORN, *Souvenirs d'un quarante-huitard*, Leipzig, 1898, pp. 67 s.

(2) Il ressort des carnets d'extraits des lectures que Marx fit de février à juin 1845, c'est-à-dire jusqu'au moment où il alla en Angleterre avec F. Engels, qu'il lut les ouvrages suivants traitant d'économie politique ainsi que de questions politiques et sociales : cf. M.E.G.A., I, t. 6, pp. 597 s. — NASSAU William Senior, *Principes fondamentaux de l'économie politique, tirés de leçons éditées et inédites par le Comte Jean Arrivabene*, Paris, 1836. — Henri STORICH, *Cours d'économie politique ou exposition des principes qui déterminent la prospérité des nations*, avec des notes explicatives et critiques par J.-B. SAY, Paris, 1823, T. 1-3. — Joseph PECCHIO (comte), *Histoire de l'économie politique en Italie, ou abrégé critique des économistes italiens*, précédée d'une introduction, traduit de l'italien par M. Léonard GALLOIS, Paris, 1830. — J. R. MAC CULLOCH, *Discours sur l'origine, les progrès, les objets particuliers et l'importance de l'économie politique*, traduit de l'anglais par G. Prévost, Genève-Paris, 1825. — Charles GANILH, *Des systèmes d'économie politique : de leurs inconvénients, de leurs avantages et de la doctrine la plus favorable aux progrès de la richesse des nations*, Paris, 1842, 2 vol. — Adolphe-Jérôme BLANQUI, *Histoire de l'économie politique*, Cours d'économie politique, Bruxelles, 1843. — Emile GIRARDIN, *Les machines*. — Charles BABBAGE, *Traité sur l'économie des machines et des manufactures*, trad. par

C'est sans doute à propos de ce livre qu'il esquisse un schéma en onze points d'une critique du système représentatif. Ce qui caractérise l'Etat bourgeois moderne, c'est qu'il s'est constitué par opposition à la société bourgeoise. Les institutions de l'Etat, isolé de la société, ont pris un caractère absolu. Il en est résulté un dédoublement de la vie publique en une vie sociale et une vie politique, qui se concentrent dans l'Etat. En raison du rôle de plus en plus grand que joue la bourgeoisie dans les affaires publiques, le régime qui caractérise l'Etat, dans les temps actuels, est le régime représentatif. Les droits fondamentaux, qui sont à la base de ce régime, sont la liberté et l'égalité. Ces droits, qui ont en apparence un caractère absolu, se réduisent en fait, dans le régime représentatif, à la liberté qui est donnée à tous de s'enrichir et à l'égalité qui est conférée à chacun dans l'exercice de ce droit.

Les autres traits caractéristiques du régime représentatif sont la représentation populaire par la voie d'élections et la séparation entre le pouvoir législatif, le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire. En fait cette séparation est purement théorique et illusoire, ces trois pouvoirs étant exercés par l'Etat, qui les met

Ed. BIOT, Londres, 1833. — Andrew URE, *Philosophie des manufactures, ou économie industrielle de la fabrication du coton, de la laine, du lin et de la soie avec la description des diverses machines employées dans les ateliers anglais*, traduit et augmenté d'un chapitre inédit sur l'industrie, Bruxelles, 1836, 2 vol. — Jacob PEREIRE, *Leçons sur l'industrie et les finances*, prononcées à la salle de l'Athénée, suivies d'un projet de banque, Paris, 1832. — Pellegrino ROSSI, *Cours d'économie politique*, Bruxelles, 1843. — Jean Charles Léonard SIMONDE DE SISMONTI, *Etudes sur l'économie politique*, Bruxelles, 1837, 2 vol. — Ramon de LA SAGRA, *De l'industrie cotonnière et des ouvriers en Catalogne*, *Journat des économistes*, Paris, 1842, t. 2. — A. MOREAU DE JONNÈS, *Aperçus statistiques sur la vie civile et l'économie domestique des Romains au commencement du 1^{er} siècle de notre ère*, *Journat des économistes*, Paris, 1842, t. 3. — Louis-François-Bernard TRIOEN, *Essais sur les abus de l'agiotage, les moyens d'y obvier et les principes de bonne foi commerciale*, Bruxelles, 1844. — François-Louis-Auguste FERRIER, *Du gouvernement considéré dans ses rapports avec le commerce*, Paris, 1805. — Alexandre de LABORDE, *De l'esprit d'association dans tous les intérêts de la communauté ou essai sur le complément du bien-être et de la richesse en France par le complément des institutions*, Paris, 1818. — Théodore FIX, *De l'esprit progressif et de l'esprit de conservation en économie politique*, *Journat des économistes*, Paris, 1842, t. 2. — F. VILLEGARDELLE, *Histoire des idées sociales avant la Révolution française, ou les socialistes modernes devancés par les anciens penseurs et philosophes avec textes à l'appui*, Paris, 1846. — Alban de VILLENEUVE-BARGEMONT, *Economie politique chrétienne, ou recherches sur la nature et les causes du paupérisme, en France et en Europe, et sur les moyens de le soulager et de le prévenir*, Bruxelles, 1837. — C.-G. de CHAMBORANT, *Du paupérisme, ce qu'il était dans l'Antiquité, ce qu'il est de nos jours*, Paris, 1842. — Eugène BURET, *De la misère des classes laborieuses en Angleterre et en France, cours d'économie politique*, Bruxelles, 1843. — Louis SAY (de Nantes), *Principales causes de la richesse ou de la misère des peuples et des particuliers*, Paris, 1818.

au service de la bourgeoisie. A ce régime représentatif, bourgeois, Marx oppose le régime démocratique, qui ne pourra être instauré que par une révolution communiste (1).

Engels, qui attribuait à l'ouvrage projeté par Marx sur *L'économie politique et la politique* une très grande valeur à la fois théorique et de propagande, le pressait, dans ses lettres, de l'achever au plus tôt (2). Mais comme il était dans la nature de Marx de ne rien publier dont il ne fût entièrement satisfait, l'achèvement de cet ouvrage fut sans cesse remis, en sorte qu'il resta à l'état de manuscrit.

C'est sur la base de ces études, qui toutes contribuaient à l'élargissement et à l'approfondissement de sa nouvelle conception matérialiste du monde, que Marx écrivit ses *Thèses sur Feuerbach* qui constituent un apport essentiel à l'élaboration de cette conception. Elles furent rédigées vers mars 1845, c'est-à-dire à peu près au moment où Engels achevait son livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* ; elles ne furent publiées qu'en 1888 par Engels, qui venait de les découvrir dans un carnet de notes de Marx, sous le titre de *Marx au sujet de Feuerbach*, comme annexe à une nouvelle édition de son livre sur *Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (3).

Engels les estimait beaucoup comme première expression des principes fondamentaux du matérialisme dialectique et historique. « Ce sont, écrivait-il, de simples notes à revoir, jetées à la hâte sur le papier et nullement destinées à être publiées. Elles ont cependant une valeur inestimable comme premier document dans lequel est exposé le linéament génial de la nouvelle conception du monde (4). »

Les *Thèses sur Feuerbach*, qui n'ont trait qu'à un certain nombre de questions découlant de l'analyse critique que Marx faisait de la philosophie de Feuerbach, ne constituent pas, sous leur forme aphoristique, un exposé entièrement cohérent et

(1) Cf. M.E.G.A., I, t. 6, p. 537 : La société bourgeoise et la révolution communiste.

(2) Cf. Engels à Marx à Paris (Bannen, 20 janvier 1845), M.E.W., t. 27, p. 16 : « Fais en sorte d'achever ton livre sur *L'économie politique* même si tu n'en es pas absolument satisfait. Ceci importe peu, les esprits sont mûrs et il nous faut forger le fer pendant qu'il est chaud... C'est pourquoi achève-le avant avril... et veille à ce qu'il soit bientôt imprimé. »

(3) Le texte a été publié dans M.E.G.A., I, t. 5, pp. 533-535. Le texte original ainsi que le texte légèrement modifié par Engels ont paru dans M.E.W., t. 3, pp. 5-7. Le texte traduit en français est publié dans : Karl MARX, Friedrich ENGELS : *L'idéologie allemande*, Paris, Editions sociales, 1968, pp. 31-34.

(4) Cf. F. ENGELS, *Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, M.E.W., t. 21, p. 264.

complet du matérialisme dialectique et historique. Elles sont l'expression du développement et de l'approfondissement des résultats essentiels auxquels Marx était arrivé dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie* et dans *La Sainte Famille* où il avait commencé à élaborer les principes de sa nouvelle conception matérialiste du monde et forment, en quelque sorte, le trait d'union entre ces œuvres et *L'idéologie allemande*.

Après la critique de la philosophie idéaliste de Hegel dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie* et de celle de B. Bauer dans *La Sainte Famille*, Marx s'attaquait dans ces *Thèses* au caractère semi-métaphysique du matérialisme de Feuerbach. De même que dans les *Manuscrits* et dans *La Sainte Famille* il avait commencé à établir les traits fondamentaux du matérialisme dialectique et historique, pour ainsi dire comme contrepartie de la philosophie spéculative, il précisait dans ces *Thèses* les principes généraux de ce matérialisme par opposition au matérialisme de Feuerbach.

La raison profonde de ce rejet de la philosophie de Feuerbach, de son matérialisme semi-métaphysique et de son humanisme était que Feuerbach ne pouvait, en tant que penseur bourgeois, attaché au maintien de la propriété privée, accéder à une théorie révolutionnaire adaptée à la lutte de classes du prolétariat. Bien que sa théorie représentât le degré le plus élevé auquel pût atteindre la pensée bourgeoise, Feuerbach s'arrêtait, du fait de sa position de classe, à un matérialisme qui, n'étant ni dialectique ni historique, l'amenait nécessairement à donner aux problèmes sociaux une solution utopique et idéaliste (1). Feuerbach reconnaissait lui-même les limites et les défauts de sa philosophie, en se rendant compte qu'elle ne donnait pas de solution réelle au problème social, mais il était incapable de les surmonter (2).

A mesure que Marx s'orientait vers les théories démocratiques révolutionnaires d'abord, puis vers le communisme, il devait se détacher de plus en plus de la philosophie de Feuerbach, qui ne pouvait servir de base à une action révolutionnaire.

(1) Sur les caractères généraux de la philosophie de Feuerbach, cf. t. III du présent ouvrage, pp. 137-141.

(2) Dans la préface de l'édition générale de ses œuvres (*Sämliche Werke*, Leipzig, 1846, t. I, p. xv), il écrivait : « Le thème que tu traites ne concerne que la tête et le cœur. Or le vrai mal dont souffre l'humanité ne siège pas dans la tête et le cœur, mais dans l'estomac des hommes... Les uns ont tout ce que leur estomac désire, tandis que les autres n'ont rien à manger ; de là viennent tous les maux de l'humanité, même ceux dont souffrent la tête et le cœur. De ce fait tout ce qui n'a pas trait à la connaissance et à l'abolition de ce mal fondamental n'est que fatras et c'est de ce fatras que ressortent tous tes ouvrages sans exception. »

Dès 1843, au moment où il entreprenait la critique de la *Philosophie du Droit* de Hegel, en se fondant sur la théorie feuerbachienne de l'aliénation, il faisait à Feuerbach, dans une lettre à Ruge du 13 mars 1843, le reproche de ne tenir compte que de la nature et de négliger la politique, c'est-à-dire l'ensemble des problèmes politiques et sociaux (1).

Cet éloignement de Feuerbach devait prendre la forme d'une opposition de plus en plus radicale dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie* et dans *La Sainte Famille*, où il commençait à élaborer les principes du matérialisme dialectique et historique. Alors que dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie*, Marx ne se rendait pas lui-même compte de toute l'étendue et de toute la portée de cette opposition — dans une lettre qu'il lui adressait en août 1844, il le célébrait en effet comme le fondateur de la vraie science sociale (2) — il rejetait déjà plus délibérément dans *La Sainte Famille*, où il commençait à analyser du point de vue du matérialisme historique quelques problèmes philosophiques, politiques et sociaux, l'humanisme de Feuerbach, ne se laissant désormais presque plus guider dans ses analyses et ses conceptions par le concept d'aliénation, celui-ci étant progressivement remplacé par le concept de *praxis*.

L'opposition radicale qui séparait ses conceptions de celles de Feuerbach devait se manifester pleinement dans ses *Thèses sur Feuerbach*. Après les critiques isolées de Feuerbach, qui s'accroissaient dans la mesure même où Marx était gagné au communisme et au cours desquelles la différence qui le séparait de Feuerbach se transformait progressivement en une opposition de plus en plus tranchée, Marx se livrait dans ces *Thèses* à une critique fondamentale des principes généraux de la philosophie de Feuerbach.

Sa critique ne prenait pas, au demeurant, le caractère acerbe qu'elle revêtait à l'égard de B. Bauer, qu'il tenait pour un tenant de la réaction, alors que Feuerbach restait pour lui un penseur progressiste.

Il déduit toute sa critique de Feuerbach du fait que celui-ci ne s'est pas rendu compte de l'importance capitale de la *praxis* dans le développement de la vie sociale et de l'histoire.

C'est parce qu'il s'est désintéressé de la *praxis* et n'a pas compris l'importance de son rôle que Feuerbach n'a pas pu

(1) Cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 417.

(2) Cf. FEUERBACH, *Correspondance*, publiée par W. SCHUFFENHAUER, Leipzig, 1963, Reclam, vol. 105, pp. 183 s.

accéder à une juste conception de la nature, de l'individu et de la société et par là même des problèmes sociaux et idéologiques. De là les défauts et les insuffisances de son matérialisme.

Contrairement aux idéalistes, Feuerbach considère la réalité sensible, l'être concret, comme distincts de l'esprit et part, dans ses considérations, de la nature sensible et de l'homme concret sur lesquels il fonde sa conception matérialiste du monde. Mais, comme il ne conçoit la réalité sensible que sous la forme d'objet et non sous la forme de sujet, en tant qu'activité productive, matérielle de l'homme (1), il est amené à une fausse conception de la nature et des rapports entre celle-ci et l'homme.

Méconnaissant le rôle de la *praxis*, Feuerbach ne peut, en effet, concevoir la nature que sous sa forme primitive, comme un objet de contemplation et non d'action. En fait la nature est, pour l'homme, comme Marx l'avait montré dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie*, essentiellement l'objet de son activité productive, qui lui permet de la transformer pour l'adapter à ses besoins. Elle est ainsi de moins en moins pour lui ce qu'elle reste pour l'animal, la nature primitive, telle qu'elle se présentait à l'origine à lui, un monde indépendant, qui lui offre les éléments de sa subsistance. Elle devient au contraire pour lui, dans une mesure sans cesse accrue, le produit de son activité, un domaine qu'il transforme de plus en plus profondément par son travail. Il se modifie lui-même en même temps qu'il transforme la nature et c'est cette double et concomitante transformation de la nature et de l'homme qui constitue l'histoire humaine.

La méconnaissance du rôle de la *praxis* et la réduction des rapports entre l'homme et la nature à une attitude contemplative amènent également Feuerbach à voir dans l'activité théorique de l'homme le mode d'activité qui répond à sa vraie nature et à considérer, par rapport à elle, son activité pratique, productive comme un comportement de basse qualité (2).

(1) Cf. Karl MARX et Friedrich ENGELS, *L'idéologie allemande*, o. c., p. 31. *Thèses sur Feuerbach*, thèse 1 : « Le principal défaut de l'ancien matérialisme — y compris celui de Feuerbach — est de ne concevoir l'objet, la réalité, le monde sensible que sous la forme d'objet de manière contemplative et non de façon subjective, en tant qu'activité concrète de l'homme, en tant que « *praxis* »... »

« Feuerbach s'attache à des objets concrets, réellement distincts des objets de la pensée, mais il ne considère pas l'activité humaine elle-même en tant qu'activité objective. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 31, thèse 1 : « C'est pourquoi, dans l'Essence du christianisme, Feuerbach soutient que seule l'activité théorique répond à la vraie nature de l'homme, qu'il ne considère l'activité pratique que sous la forme sordide qu'elle revêt chez les Juifs et la réduit à celle-ci. »

Sur la conception de l'activité pratique chez Feuerbach, cf. *L'essence*

Par opposition à ce matérialisme, l'idéalisme souligne l'importance primordiale de l'activité humaine, mais comme il la spiritualise en la réduisant à l'activité de l'esprit, il aboutit également à une conception métaphysique du monde (1).

Comme Marx venait de critiquer de manière détaillée et approfondie l'idéalisme dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie* et dans *La Sainte Famille*, il se limite, dans les autres thèses, à la critique du matérialisme de Feuerbach.

De la méconnaissance du rôle de la *praxis* découle chez Feuerbach, en même temps que sa conception erronée des rapports entre l'homme et la nature, celle de l'individu, de la société et de leurs rapports.

Attachant une importance primordiale aux rapports que l'homme a avec la nature, rapports qu'il ramène à l'attitude contemplative qu'il prend vis-à-vis de celle-ci, Feuerbach est amené à considérer l'individu non dans ses rapports sociaux, dont l'ensemble constitue son être véritable, mais dans ses rapports naturels avec les autres hommes. De là sa conception non pas sociale mais anthropologique de l'individu, qui devient chez lui un être socialement indifférencié, conçu dans sa généralité et par là même une abstraction.

Il en est de même pour la société, qu'il considère également non pas du point de vue économique et social, mais du point de vue anthropologique, comme l'ensemble des relations naturelles qui relient les hommes entre eux, et qu'il réduit à une communauté naturelle, à l'espèce humaine (2).

En raison de cette conception ni historique ni dialectique de la nature, de l'individu et de la société, des rapports de l'individu avec la nature et avec les autres hommes, Feuerbach

du christianisme, Leipzig, 1841, p. 264 : « La contemplation qui a pour objet la pratique est une forme basse et vulgaire de contemplation entachée d'égoïsme. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 31, thèse 1 : « C'est pourquoi l'aspect actif (du comportement de l'homme) a été souligné, en opposition au matérialisme, par l'idéalisme, mais seulement de manière abstraite, parce qu'il ne peut naturellement qu'ignorer l'activité réelle, concrète, considérée en tant que telle. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 33, thèse VI.

« L'essence de l'homme n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Elle est en fait l'ensemble des rapports sociaux. »

« Comme Feuerbach n'entreprend pas la critique de cet être réel, il est obligé :

« 1) De faire abstraction du cours de l'histoire... et de postuler l'existence d'un individu humain abstrait, isolé ;

« 2) De considérer, par conséquent, l'être humain uniquement sous la forme de l'espèce humaine, c'est-à-dire sous la forme d'une généralité abstraite commune à tous les hommes, servant de lien naturel entre les individus. »

aboutit, malgré sa lutte contre l'idéalisme et son affirmation du primat de l'homme concret et de la nature sensible, à un matérialisme mécaniste qui conserve un caractère métaphysique, ce qui le rend incapable d'accéder à une conception exacte des questions sociales et idéologiques et de leur donner une juste solution.

Le seul problème social qu'il traite en fait est le problème religieux, qu'il tient pour fondamental, car c'est de sa solution que dépend, estime-t-il, la libération de l'humanité. Comme il ne voit pas les causes sociales de la religion, il traite le problème religieux, comme celui de l'individu et de la société, du point de vue anthropologique.

Il considère, en effet, que la cause essentielle de la religion est l'opposition qui s'établit entre l'individu et l'espèce, opposition qui empêche l'individu de mener une vie générique conforme à l'essence humaine et qui l'amène à transférer en Dieu, c'est-à-dire dans un être surnaturel et illusoire, les qualités propres à l'espèce humaine, pour vivre en lui et dans son royaume, le Ciel, une vie répondant à sa vraie nature. De l'aliénation des qualités génériques de l'homme en Dieu résulte le dédoublement du monde en un monde réel, terrestre, qui prend un caractère inhumain, du fait que l'homme y est privé des qualités propres à l'espèce humaine et un monde céleste, où l'homme retrouve, mais de manière illusoire, ses qualités génériques (1).

A la conception semi-métaphysique que Feuerbach a du problème religieux répond la solution qu'il lui donne. Il ramène, en effet, cette solution à un problème de conscience. Pour abolir la religion et avec elle la déshumanisation des hommes qui résulte de l'aliénation des qualités de l'espèce humaine en Dieu, il suffit, pense-t-il, de donner aux hommes conscience du caractère illusoire de la religion et de Dieu, ce qui est une affaire d'éducation et d'instruction.

Rejetant cette conception du problème religieux et de sa solution, Marx souligne que la religion a ses causes réelles dans la nature des rapports sociaux et ne peut être abolie

(1) Cf. *ibid.*, p. 32, thèse IV : « Feuerbach part du fait que la religion rend l'homme étranger à lui-même et dédouble le monde en un monde religieux et un monde temporel. Son travail consiste à abolir le monde religieux en le ramenant à sa base temporelle. Il ne voit pas que, ce travail accompli, le principal reste encore à faire (phrase ajoutée par Engels). Le fait que la base temporelle de la religion se détache d'elle-même et se fixe dans les nuages, pour y constituer un royaume autonome, ne peut s'expliquer, en effet, que par la contradiction interne qui déchire cette base temporelle. »

que par une transformation radicale de ces rapports (1).

L'âme religieuse, avec le mysticisme et les illusions qui lui sont propres, est engendrée par le dédoublement et le déchirement que provoque l'opposition qui s'établit, dans des conditions historiques déterminées, entre l'individu et la société. De ce fait, pour abolir la religion, il ne suffit pas d'en dénoncer le caractère illusoire, il faut détruire les rapports sociaux qui l'engendrent, ce qui ne peut être que l'œuvre de l'action révolutionnaire (2).

Par ailleurs, fait observer Marx, l'abolition de la religion par la voie de l'éducation prônée par Feuerbach implique la division de la société en deux catégories d'individus, en une aristocratie d'éducateurs d'une part, qui, au demeurant, doivent eux-mêmes être éduqués, et la masse des individus à éduquer, de l'autre, ce qui est indirectement la justification de la division de la société en classes antagonistes (3).

De même que Feuerbach ne peut donner, en raison de sa méconnaissance du rôle de la *praxis*, qu'une solution illusoire du problème religieux, il ne peut résoudre les questions théoriques, en particulier celle des rapports entre la pensée et l'être et s'avère, de ce fait, incapable de réfuter complètement l'idéalisme.

Il combat bien l'idéalisme auquel il reproche de réduire le monde à l'élément spirituel et il oppose à la pensée abstraite la pensée fondée sur la perception de la réalité sensible qui seule, pense-t-il, apporte la preuve de la vérité du monde extérieur, la preuve qu'à toute représentation de celui-ci correspond une réalité objective. Mais, comme il ignore la *praxis* et qu'il

(1) Cf. *ibid.*, p. 33, thèse VI : « Feuerbach ramène l'essence religieuse à l'essence humaine. Mais l'essence humaine n'est pas une abstraction inhérente à l'individu isolé. Elle est en fait l'ensemble des rapports sociaux. »

Cf. *ibid.*, p. 33, thèse VII : « C'est pourquoi Feuerbach ne voit pas que l'esprit religieux est lui-même un produit social et que l'individu abstrait qu'il analyse appartient en réalité à une forme sociale déterminée. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 33, thèse VIII : « Toute vie sociale a un caractère essentiellement pratique. Tous les mystères qui inclinent la théorie vers le mysticisme trouvent leur solution rationnelle dans l'activité pratique humaine et dans la compréhension de cette activité. »

Cf. *ibid.*, p. 32, thèse IV : « Il faut donc, après avoir compris la base terrestre de la religion dans sa contradiction, l'abolir effectivement par la suppression de cette contradiction. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 32, thèse III : « La doctrine matérialiste d'après laquelle les hommes sont les produits des circonstances et de l'éducation oublie que ce sont les hommes qui transforment les circonstances et que l'éducateur a lui-même besoin d'être éduqué. Elle doit nécessairement tendre à diviser la société en deux parties, dont l'une constitue la classe dominante. »

« La coïncidence entre la transformation des circonstances et l'activité humaine ou la transformation de l'homme même ne peut être conçue et vraiment comprise que sous la forme d'activité pratique révolutionnaire. »

est amené ainsi à faire du monde extérieur, de la réalité sensible, un objet d'intuition, de contemplation, il est incapable d'expliquer la vraie nature des rapports qui s'établissent entre la pensée et l'être (1).

Ce n'est pas, comme le pense Feuerbach, l'intuition de la réalité sensible qui donne la certitude de son existence objective ; cette certitude ne peut être donnée que par la pensée liée à l'activité pratique. La question des rapports entre la pensée et l'être, c'est-à-dire la question de savoir si à la connaissance répond une réalité objective, ne peut être, en effet, tranchée que du point de vue de la *praxis*, car l'homme connaît le monde moins par l'intuition et la contemplation que comme objet de son activité.

La conscience, la pensée reflètent, en effet, l'existence réelle de l'homme, son activité économique et sociale ; il en résulte que l'idéologie, c'est-à-dire l'ensemble de la pensée humaine, n'est que la forme théorique de la *praxis* qui en constitue le fondement (2). La pensée n'existe ainsi vraiment que dans ses rapports avec l'activité pratique de l'homme et la question de savoir s'il peut exister un mode de pensée indépendante de celle-ci relève de la pure spéculation (3).

Le matérialisme semi-métaphysique de Feuerbach, qui résulte de sa méconnaissance de la *praxis*, répond en fait à la conception bourgeoise du monde. Du fait de la répudiation de toute action révolutionnaire, cette conception ne peut dépasser le point de vue du matérialisme fondé sur l'intuition. Ne concevant pas le monde sensible sous la forme de l'activité pratique, ce matérialisme reste nécessairement attaché à la conception

(1) Cf. *ibid.*, p. 33, thèse V : « Feuerbach, que ne satisfait pas la *pensée abstraite*, en appelle à l'*intuition sensible* ; mais il ne considère pas le monde sensible en tant qu'*activité pratique*, concrète de l'homme. »

(2) Cf. *Manuscrits d'économie politique et de philosophie*, M.E.G.A., I, t. 3, p. 116 : « L'activité et l'esprit et leur contenu ont par le mode même de leur développement un caractère social, ils sont activité sociale et esprit social... Dans son ensemble ma conscience n'est que l'aspect *théorique* de ce dont la communauté réelle, la société est la forme *vivante*... ce qui fait que l'activité de ma conscience en tant que telle est aussi mon existence théorique en tant qu'être social... »

Cf. *ibid.*, p. 115 : « Religion, famille, état, droit, morale ne sont que des modes particuliers de la production et sont soumis à ses lois générales. »

(3) Cf. *Idéologie*, pp. 31-32, thèse II : « La question de savoir s'il faut attribuer à la pensée humaine une vérité objective n'est pas une question théorique, mais une question qui ressort de l'activité pratique. C'est par son activité pratique que l'homme doit prouver la vérité, c'est-à-dire la réalité et la puissance de sa pensée dans ce monde et dans son temps. La discussion sur la réalité ou l'irréalité de la pensée qui s'isole de la *praxis* est une question purement scolastique. »

abstraite de l'individu isolé et ne peut dépasser, comme conception de la vie sociale, celle des individus isolés dans la société bourgeoise (1).

A ce matérialisme qui répond à la conception bourgeoise du monde, Marx oppose un matérialisme nouveau qui, traduisant les aspirations du prolétariat révolutionnaire, s'inspire de la conception d'une société nouvelle humanisée par le socialisme (2). Alors que le matérialisme mécaniste, comme du reste tous les systèmes philosophiques qui se sont succédé jusqu'à lui, se sont bornés à donner du monde des interprétations différentes, ce nouveau matérialisme vise — et c'est ce qui importe —, comme le prolétariat révolutionnaire qui l'inspire, à transformer le monde (3).

Dans ces *Thèses*, qui se fondaient sur la notion du rôle révolutionnaire de la *praxis* dans le développement de la vie sociale et de l'histoire, Marx se libérait définitivement de la philosophie de Feuerbach, dont l'influence restait encore profonde dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie* et aussi, bien qu'à un degré déjà moindre, dans *La Sainte Famille*. Alors que dans les *Manuscrits* l'idée directrice restait la notion d'aliénation, qui jouait encore un rôle non négligeable dans *La Sainte Famille*, elle était complètement éliminée dans les *Thèses* par la notion de *praxis*.

C'est cette notion qui guidait Marx et dans les critiques qu'il adressait à Feuerbach et dans l'élaboration de quelques principes fondamentaux du matérialisme dialectique et historique qu'il établissait, dans ces *Thèses*, pour ainsi dire en contrepartie des conceptions de Feuerbach. En effet, il attribuait à la méconnaissance du rôle révolutionnaire de la *praxis* les insuffisances et les défauts de la doctrine de Feuerbach : sa fausse conception de la nature, sa notion abstraite de l'individu isolé, socialement indifférencié, de la société conçue également de façon abstraite sous la forme de l'espèce humaine, sa conception erronée des problèmes sociaux, en particulier du problème religieux et la solution illusoire qu'il leur donne et aussi son incapacité de

(1) Cf. *ibid.*, p. 33, thèse IX : « Tout ce à quoi peut accéder le matérialisme fondé sur l'intuition, qui ne conçoit pas le monde sensible sous la forme de l'activité pratique, c'est à la conception de l'individu isolé et de la société bourgeoise. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 34, thèse X : « Le point de vue auquel se place l'ancien matérialisme est celui de la société *bourgeoise* ; le matérialisme nouveau se place lui au point de vue de la société *humaine*, de l'humanité socialisée. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 34, thèse XI : « Les philosophes se sont contentés de donner du monde des interprétations différentes, ce qui importe, c'est de le transformer. »

comprendre les vrais rapports qui s'établissent entre la pensée et l'être ; c'est en se fondant sur la notion de *praxis* qu'il arrivait, par opposition à Feuerbach, à une conception nouvelle des relations entre l'homme et la nature, de l'individu considéré dans ses rapports avec la société, des problèmes sociaux traités en relation avec le développement économique et social et des rapports entre la pensée et l'être sur laquelle il fondait une théorie nouvelle de la connaissance.

De ces différentes notions se dégagent les linéaments d'une nouvelle conception matérialiste du monde de caractère dialectique et historique, entièrement opposée au matérialisme mécaniste, conception qui libérerait Marx entièrement du dogmatisme et de l'utopisme et qui allait servir de base théorique à l'action révolutionnaire du prolétariat.

La collaboration entre Marx et Engels avant leur rencontre à Bruxelles

La collaboration entre Marx et Engels, qui avait débuté par *La Sainte Famille*, s'était poursuivie, après leur séparation, par une correspondance active, qui stimulait leur pensée et leur action.

Leur correspondance eut tout d'abord comme objet principal la presse socialiste qui se développait alors rapidement. En janvier 1845, Engels faisait part à Marx de son intention de publier avec Hess une revue, *Le miroir de la société*. Il l'invitait, en même temps, à collaborer à une autre revue, les *Annales rhénanes*, à laquelle il comptait participer activement, et à trouver des collaborateurs pour celle-ci ; il renouvelait, un mois plus tard, cette demande avec encore plus d'insistance (1). Hess se joignit à lui par une lettre adressée à Marx en janvier 1845, dans laquelle il faisait ressortir le caractère nettement socialiste

(1) Cf. Engels à Marx à Paris (Barmen, 20 janvier 1845), *M.E.W.*, t. 27, p. 15 : « Püttmann compte également publier en août chez Leske une revue trimestrielle, *Annales rhénanes*, qui, par son volume, échappera au contrôle de la censure et où il ne sera question que de communisme. Tu voudras sans doute y participer. Il est du reste bon qu'une partie de nos travaux paraisse à la fois sous la forme d'articles de revues et dans leur ensemble sous la forme de livres ; les livres interdits par la censure circulent plus difficilement que les revues et cela nous donne une double chance d'agir sur le public. »

Cf. Engels à Marx à Bruxelles (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), *ibid.*, p. 21 : « Hess se joint à moi pour te prier, de façon instantanée, d'envoyer quelque chose à Püttmann pour sa revue trimestrielle. Il faut que nous paraissions tous dans le premier numéro, afin de donner du caractère à la revue. Sans nous, du reste, elle ne pourra pas paraître. »

que devaient avoir les *Annales rhénanes* ; il soulignait également le taux élevé des honoraires prévus pour les articles qui paraîtraient dans la revue, ce qui n'était pas sans intérêt pour Marx, qui devait à sa plume l'essentiel de ses ressources (1).

Marx ne collabora pas à cette revue, sans doute parce qu'il était trop pris par la rédaction de son ouvrage sur la *Critique de la politique et de l'économie politique*, mais il essaya d'obtenir la collaboration de Heine (2).

Par ailleurs Engels eut, en même temps que Marx, en février 1845, l'idée de publier des traductions d'œuvres des principaux écrivains socialistes et communistes anglais et français, en les accompagnant de notes explicatives (3).

Leur intention était de donner une image exacte de ces doctrines, qui avaient été déformées dans l'exposé qu'en avait fait Lorenz Stein et de contribuer, par là, à éclairer aussi bien les ouvriers que les bourgeois progressistes sur la nature et l'importance de la question sociale (4). Ils pensaient publier tout d'abord des œuvres de Fourier, Owen, Morely et des Saint-simoniens.

(1) Cf. Hess à Marx (Cologne, 17 janvier 1845), M. Hess, *Correspondance*, o. c., pp. 105 s. : « J'ai à vous faire part de l'agréable nouvelle de la publication d'une revue trimestrielle, dont le premier numéro paraîtra dès que nous aurons la matière de vingt feuilles (minimum nécessaire pour que les livres et les revues puissent échapper au contrôle de la censure A.C.). Püttmann... a signé avec Leske un contrat très avantageux qui montre combien la littérature socialiste est lue maintenant en Allemagne. Il va sans dire que la revue aura un caractère nettement socialiste... Pour Püttmann et aussi pour la défense de notre cause, il faut aider à ce que la revue paraisse. Je lui ai promis de vous prier de collaborer et de faire en sorte que Herwegh et (si vous le jugez bon) Heine collaborent également... D'après le contrat que Püttmann a signé avec Leske, les articles seront payés au moins trois louis d'or par feuille et, sur l'insistance de Püttmann, probablement quatre et plus. »

(2) Cf. Marx à H. Heine (Paris, 12 janvier 1845), *M.E.W.*, t. 27, p. 434 : « Le libraire Leske sort de chez moi. Il va publier à Darmstadt une revue trimestrielle qui ne sera pas soumise à la censure. Je vais y collaborer avec Engels, Hess, Herwegh, Jung, etc. Il m'a prié de solliciter votre collaboration — poésie ou prose. Vous ne refuserez sans doute pas. Je pense, en effet, que nous devons saisir toutes les occasions d'agir en Allemagne même. » Cf. également Marx à Heine (Bruxelles, 24 mars 1845), *ibid.*, p. 435.

(3) Engels à Marx (22-26 février, 7 mars 1845), *M.E.W.*, t. 27, pp. 22 s. : « A propos, nous avons ici l'intention de traduire Fourier et de créer une *Bibliothèque des meilleurs écrivains de l'étranger*. Le mieux serait de commencer par Fourier. Nous disposons de traducteurs. Recommande ce projet aux Français dont tu penses qu'ils seraient aptes à traduire ces ouvrages. Mais il faut faire vite, car la chose presse et nous sommes déjà en pourparlers avec un éditeur. »

(4) Cf. lettre d'Engels du 25 octobre 1888 à Bebel, dans : *Friedrich Engels : Lettres à Bebel*, Berlin, 1958, p. 157.

Sur ce projet de fonder une bibliothèque cf. W. MÖNKE, Remarques sur deux impressions jusqu'ici inconnues d'un ouvrage de Friedrich Engels, dans *Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, 1964, n° 4, pp. 670-674.

Engels proposa à Marx d'ouvrir cette bibliothèque par la publication d'une œuvre de Fourier, qui lui paraissait l'auteur le plus apte à gagner des lecteurs au communisme. Il estimait qu'il fallait se limiter de préférence à des auteurs comme Fourier, dont les ouvrages présentaient encore un intérêt actuel (1).

Engels pensait confier la traduction de Fourier à des amis de Bonn, étant alors lui-même trop occupé par le projet d'un livre sur l'histoire sociale de l'Angleterre, qui devait servir de complément à *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, projet qu'il ne put du reste pas réaliser. Hess se chargea de la traduction du livre de Théodore Dezamy sur le *Code de la communauté* et de la *Conspiration pour l'égalité, dite de Babœuf* de P. M. Buonarrotti. Emile Weller, un socialiste vrai, traduisit le *Code de la nature* de Morelly (2).

L'entreprise échoua faute d'éditeur. Ni Bädcker, qui publiait *Le miroir de la société*, ni Leske, auxquels Marx et Engels s'adressèrent, ne voulurent courir les risques que présentait la publication de tels ouvrages (3); seule parut une traduction faite à cette occasion par Engels d'un extrait de Fourier sur le commerce.

Marx et Engels s'intéressaient également beaucoup à la question, alors très discutée, de savoir lequel du libre-échange ou du protectionnisme était le plus favorable au développement de l'Allemagne. Tandis que les partisans du protectionnisme faisaient valoir qu'il favoriserait, par l'élimination de la concurrence anglaise, l'essor de l'industrie allemande, leurs adversaires soulignaient qu'un développement trop rapide de celle-ci entraînerait la ruine de l'artisanat et des manufactures.

A l'opposé des socialistes vrais, qui estimaient que l'Etat devait freiner le développement de la production industrielle

(1) Cf. Engels à Marx à Bruxelles (Barmen, 17 mars 1845), *M.E.W.*, t. 27, p. 24 s. : « Pour en revenir à la bibliothèque, je ne sais si la publication des auteurs selon leur ordre de succession dans l'histoire serait la plus heureuse, d'autant plus que cet ordre serait constamment interrompu, du moment qu'il nous faudrait faire alterner Français et Anglais. Par ailleurs je crois que l'intérêt théorique devrait céder le pas à l'efficacité pratique et qu'il nous faudrait commencer par des œuvres qui présentent le plus d'intérêt pour les Allemands et qui sont les plus proches de nous, c'est-à-dire par les meilleurs ouvrages de Fourier, d'Owen, des Saint-simoniens, etc. On pourrait y joindre aussi Morelly. On pourrait indiquer brièvement le développement historique dans une introduction générale... que nous pourrions rédiger ensemble... Si nous voulions donner un recueil des sources de l'histoire du socialisme... cela n'en finirait pas et deviendrait par surcroît ennuyeux. Aussi je pense que nous ne devons publier que des œuvres qui présentent, au moins en grande partie, un intérêt d'actualité. »

(2) Cf. W. MÖNKE, *o. c.*, p. 671.

(3) Cf. Engels à Marx à Bruxelles (Barmen, 17 mars 1845), *M.E.W.*, t. 27, p. 24.

pour mettre artisans et ouvriers à l'abri de la ruine et de la misère que ce développement entraînerait, Marx et Engels pensaient que ce développement était inéluctable, comme l'étaient le déclin et la prolétarisation des classes moyennes. Mais, contrairement aux économistes bourgeois qui, dans leurs considérations sur l'utilité que présentaient le libre-échange et le protectionnisme pour le développement de l'industrie allemande, n'avaient en vue que les intérêts de classe de la bourgeoisie, Marx et Engels se proposaient de traiter cette question du seul point de vue des intérêts de classe du prolétariat. Que le libre-échange ou le protectionnisme triomphât, seule la bourgeoisie, pensaient-ils, en tirerait profit au détriment du prolétariat. Les conséquences du protectionnisme seraient en effet l'augmentation des prix, entraînant l'aggravation de la misère des ouvriers, celles du libre-échange seraient l'exacerbation de la concurrence, les crises et la réduction des salaires, en sorte que dans l'un et l'autre cas le perdant serait le prolétariat.

C'est de ce point de vue qu'ils comptaient faire une critique de List, qui préconisait un système protectionniste (1). Tandis que Engels se proposait de montrer les conséquences pratiques que devait entraîner ce système, Marx pensait surtout à en critiquer les principes (2).

Ni l'un ni l'autre ne purent alors réaliser leur projet. L'essentiel de ce que Engels avait à dire au sujet du système de List, il l'exposa dans un de ses discours d'Elberfeld (3). Marx n'écrivit pas non plus l'article qu'il se proposait de rédiger sur List. Tous deux continuèrent cependant à s'occuper de cette question et proposèrent en 1845 à l'éditeur Campe une étude sur ce sujet (4).

(1) Cf. Engels à Marx à Paris (Barmen, 19 novembre 1844), *M.E.W.*, t. 27, p. 11 : « Entre-temps j'écrirai sans doute quelques brochures, en particulier contre List, dès que j'en aurai le temps. »

(2) Cf. Engels à Marx à Bruxelles (Barmen, le 17 mars 1845), *ibid.*, p. 26 : « Il est curieux de voir comment, outre le projet de la bibliothèque, mes idées se sont rencontrées avec les tiennes sur un autre plan. Je me proposais également d'écrire pour Püttmann une critique de List. Heureusement j'ai appris assez tôt par lui que tu avais la même intention. Comme je voulais surtout analyser les conséquences pratiques de son système, je développerai un peu plus, dans un des discours que je vais prononcer à Elberfeld, ce que je comptais exposer à ce sujet. Je pense, au demeurant, à en juger d'après la lettre de Bürgers à Hess et d'après ta personnalité, que tu comptes t'étendre plutôt sur les principes de sa théorie que sur ses conséquences. »

(3) Cf. Discours de Engels à Elberfeld, *M.E.W.*, t. 2, pp. 549 s.

(4) Cf. Engels à J. Campe à Hambourg (Bruxelles, 14 octobre 1845), *M.E.W.*, t. 27, pp. 439.

Rencontre de Marx et de Engels à Bruxelles Voyage en Angleterre

La collaboration entre Marx et Engels fut favorisée par l'arrivée de Engels à Bruxelles en avril 1845. La raison du départ de Engels de Barmen était la crainte des poursuites dont il était menacé après les discours tenus à Elberfeld, mais plus encore son désir de collaborer plus étroitement avec Marx. Ce désir était partagé par Marx qui, changeant de domicile, alla s'installer rue de l'Alliance, dans le faubourg de Saint-Josse ten Noode, dans la maison voisine de celle où habitait Engels.

Comme lors de leur première rencontre à Paris, ils confrontèrent les conceptions nouvelles auxquelles ils étaient arrivés. Marx exposa à Engels les traits généraux du matérialisme dialectique et historique qu'il venait d'esquisser dans ses *Thèses sur Feuerbach* et qu'il avait sans doute complétées en rédigeant sa *Critique de la politique et de l'économie politique*. Dans sa brochure sur la *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes*, Engels a décrit la profonde impression que cet exposé fit sur lui : « A Manchester je m'étais pour ainsi dire heurté au fait que les rapports économiques, qui n'avaient joué jusqu'alors aucun rôle ou seulement un rôle tout à fait accessoire dans la description de l'histoire, constituent, au moins dans le monde moderne, un élément historique déterminant, du fait qu'ils sont à la base de la division actuelle de la société en classes antagonistes, que les luttes de classes constituent à leur tour, dans les pays où elles se sont pleinement développées, en particulier en Angleterre en raison de l'essor de la grande industrie, la base de la formation des partis et de leurs luttes et par là même de toute l'histoire. Marx était non seulement arrivé à cette même conception, mais il l'avait déjà généralisée dans les *Annales franco-allemandes* (1844) en montrant que ce n'est pas l'Etat qui détermine et règle les relations sociales, que c'est au contraire la société qui détermine le caractère de l'Etat, qu'il faut, de ce fait, expliquer la politique et son histoire par les rapports sociaux et leur développement et non inversement. Quand je vins voir Marx à Paris en été 1844, nous constatâmes que nous étions pleinement d'accord sur toutes les questions théoriques et c'est de là que date notre travail en commun. Lorsque nous nous rencontrâmes à nouveau au printemps 1845 à Bruxelles, Marx avait dégagé de ces fondements théoriques les traits généraux de sa conception matérialiste de l'histoire et nous nous mîmes à

élaborer en détail les différents aspects de cette nouvelle conception du monde » (1).

Si Engels n'était pas encore en état d'élaborer systématiquement, comme Marx, les principes fondamentaux du matérialisme historique et de les formuler de manière aussi claire et précise, il n'était pas seulement le bénéficiaire des idées de Marx, car il était mieux à même que Marx, par l'expérience plus directe et plus profonde qu'il avait des rapports économiques et sociaux, de montrer comment et pourquoi la transformation des forces de production détermine à la fois le développement économique, social et politique. Dans son article sur « La situation de l'Angleterre », mais plus encore dans son livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, il donnait, en effet, en montrant comment la révolution industrielle avait déterminé le développement économique, social et politique de l'Angleterre moderne, un exemple lumineux de la manière dont une période de l'histoire devait être expliquée du point de vue du matérialisme historique, apportant ainsi une contribution importante à l'élaboration de cette conception.

Il avait du reste lui-même pleinement conscience de l'importance de son apport dans cette élaboration. Il écrivait, en effet, plus tard dans la préface de l'édition anglaise du *Manifeste communiste* parue à Londres en 1888 : « Nous nous étions déjà, plusieurs années avant 1845, rapprochés progressivement de cette conception (du matérialisme historique A.C.) qui est appelée, à mon avis, à constituer dans le domaine de l'histoire le même progrès que la théorie de Darwin a constitué pour les sciences de la nature. On peut le mieux se rendre compte dans quelle mesure je m'étais approché moi-même, indépendamment de Marx, de cette conception, par mon livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*. Lorsque, au printemps 1845, je rencontrai à nouveau Marx à Bruxelles, il l'avait élaborée entièrement et me l'exposa en termes presque aussi clairs que je viens de le faire » (2).

Marx reconnaissait lui-même pleinement l'importance de l'apport de Engels. Il écrivait, en effet, dans la préface de sa *Contribution à la critique de l'économie politique* : « Friedrich Engels avec lequel j'étais, depuis la publication de sa géniale esquisse sur la « Contribution à la critique des catégories économiques » (dans les *Annales franco-allemandes*), en constantes

(1) Cf. M.E.W., t. 21, pp. 211 s.

(2) Cf. M.E.W., t. 21, pp. 357 s.

relations épistolaires, était arrivé, par une autre voie que moi, au même résultat (cf. sa *Situation de la classe ouvrière en Angleterre*)... » (1).

Du fait de l'entière concordance de leurs vues, Marx et Engels purent, en liant de plus en plus étroitement leur pensée et leur action à la lutte de classe du prolétariat, se mettre immédiatement à l'œuvre pour achever d'élaborer leur conception du matérialisme historique et commencer à diriger, en s'appuyant sur cette conception, le combat du prolétariat. C'est ce que rappelait Engels dans sa *Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes*. « Cette découverte qui bouleversait la science de l'histoire, découverte qui, comme on le voit, a été essentiellement l'œuvre de Marx et à laquelle je ne peux m'attribuer qu'une très modeste part, était d'une importance considérable et immédiate pour le mouvement ouvrier d'alors. Le communisme chez les Français et les Allemands, le chartisme chez les Anglais n'apparaissaient plus désormais comme quelque chose de fortuit, qui aurait aussi bien pu ne pas exister. Ces mouvements apparaissaient maintenant comme des mouvements de la classe moderne opprimée, du prolétariat, comme des formes plus ou moins développées de son combat historiquement nécessaire contre la classe dominante, la bourgeoisie, comme des formes de la lutte de classes, différentes cependant de toutes les anciennes luttes de classes par le fait que la classe actuellement opprimée, le prolétariat, ne peut réaliser son émancipation sans supprimer en même temps la division de la société en classes et la lutte de classes. Le communisme ne signifiait plus, dès lors, imaginer une société idéale parfaite, il impliquait, au contraire, la connaissance exacte de la nature, des conditions et, par là même, aussi des buts du combat mené par le prolétariat. Nous n'avions nullement l'intention de consigner les résultats scientifiques acquis, dans de gros volumes, à l'usage exclusif du monde savant. Bien au contraire. Nous étions déjà tous les deux plongés dans le mouvement politique, avions dans le monde cultivé, en particulier en Allemagne occidentale, un certain nombre d'adeptes, et étions assez largement en contact avec le prolétariat organisé. Il était de notre devoir de donner un fondement scientifique à nos conceptions, il était en même temps aussi important pour nous de gagner à nos idées le prolétariat européen et tout d'abord le prolétariat allemand » (2).

(1) Cf. *M.E.W.*, t. 13, p. 10.

(2) Cf. *M.E.W.*, t. 21, p. 212.

C'est dans ce double but qu'ils entreprirent, au milieu de juillet, un voyage en Angleterre, où ils séjournèrent jusque vers le 24 août. Au désir de poursuivre leurs études d'économie politique, qui devaient asseoir plus solidement leur conception du matérialisme historique, et d'entrer en contact avec les dirigeants du groupe londonien de la *Ligue des Justes* et des chartistes, s'ajoutait, chez Marx, le désir de connaître le pays le plus industrialisé de l'Europe, qui possédait la classe ouvrière la plus puissante et la mieux organisée syndicalement et politiquement.

Ils se rendirent tout d'abord à Manchester, où Engels qui était, pour ainsi dire, chez lui désirait revoir son amie Marie Burns. C'est là qu'ils séjournèrent le plus longtemps, cette ville leur offrant les meilleures possibilités de connaître le développement industriel de l'Angleterre et les conditions de vie du prolétariat anglais. Ils s'y livrèrent à d'intensives études d'économie politique et aussi de questions politiques et sociales (1). Marx lut des ouvrages portant sur les principes généraux d'économie politique, le commerce, l'argent, etc. (2).

(1) Cf. I. A. BACH, Nouveaux documents sur le séjour de Marx et Engels à Londres en août 1845, *Sur l'histoire des idées politiques et sociales*, Moscou, 1955, pp. 479-482.

(2) Cf. Cahiers de notes de Marx, *M.E.G.A.*, I, t. 6, p. 598 s. On y trouve des extraits de :

Thomas COOPER, *Lectures on the elements of political economy*, London, 1831.

Thomas TOOKE, *A history of prices and of the state of the circulation from 1793 to 1837*, London, 1838, 2 vol.

James WILL. GILBERT, *The history and principles of banking*, London, 1839.

William PETT : *An essay concerning the multiplication of mankind ; together with another essay in political arithmetic, concerning the growth of the city of London*, etc., London, 1698, 3^e éd.

Edw. MISSELDEN, *Free trade or the means to make trade flourish*, London, 1622.

D'AVENANT, *Discourses on the public revenues under the trade of England*, etc., London, 1698, 2 vol.

James ANDERSON, *Catm investigation of the circumstances that have led to the present scarcity of grain in Britain*, London, 1801.

G. BROWNING, *The domestic and financial condition of Great Britain*, London, 1834.

William COBBETT, *Paper against Gold, or the history and mystery of the Bank of England*, etc., London, 1828.

Encyclopedia Metropolitana or the Universal Dictionary of Knowledge, etc., t. 4, I, art. « Political Economy v. Senior », 1836.

Michal Thomas SADLER, *The law of population*, London, 1830, 2 vol.

D'AVENANT, *Essay on peace at home and war abroad*, London, 1704, 2 vol.

D'AVENANT, *An essay upon the probable methods of making a people gainers in the ballance of trade*, London, 1699.

(KARL I), *His Majesties propriety and dominion on the British Seas asserted together with a true account of the Netherlanders insupportable insolences*, etc., London, 1665.

D'AVENANT, *An essay upon ways and means of supplying the war*, London, 1695.

William THOMPSON, *An inquiry into the principles of the distribution of wealth most conducive to human happiness*, London, 1824.

Engels lut en partie des ouvrages qui traitaient de questions analogues, en partie des ouvrages qui se rapportaient à des questions qu'il avait traitées dans son livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* (1). Il s'occupa aussi de questions idéologiques telles que les rapports entre le piétisme et la bourgeoisie, et l'éducation conçue comme moyen de résoudre la question sociale (2).

L'autre but de leur voyage était d'entrer en relations plus étroites avec les dirigeants du mouvement ouvrier anglais. A cet effet ils se rendirent à Londres, où ils se mirent en rapport avec les dirigeants de la *Ligue des Justes*, H. Bauer, K. Schapper et J. Moll, que connaissait déjà Engels.

(1) Cahiers de notes de Engels, *M.E.G.A.*, I, t. 4, pp. 501-515. On y trouve des extraits de :

G. R. PORTER, *The progress of the nation, in its various social and economical relations, from the beginning of the nineteenth century to the present time*, London, 1843, 3 vol.

William GODWIN, *History of the Commonwealth of England. From its commencement, to the Restoration of Charles the second*, London, 1824, T. 1.

Thomas TOOKE, *A history of prices, and of the state of the circulation, from 1793 to 1837; preceded by a brief sketch of the state of the corn trade in the last two centuries*, London, 1838, 2 vol.

On combinations of trades, London, 1834.

Sir Frederic Morton EDEN, *The state of the poor: or an history of the labouring classes in England, from the conquest to the present period; together with parochial reports relative to the administration of work-houses, and houses of industry; the state of friendly societies and other public institutions*, London, 1797, 3 vol.

[J. Aikin], *A description of the country from thirty to forty miles round Manchester. The materials arranged, and the work composed by J. Aikin*, London, 1795.

James BUTTERWORTH, *The antiquities of the Town, and a complete history of the trade of Manchester with a description of Manchester and Salford; to which is added an account of the late improvements in the town, etc.*, Manchester, 1822.

James William GILBERT, *The history and principles of banking*, London, 1834.

Cf. notes de lectures sur la spéculation et les crises, cf. pp. 505 s., 515 ; sur le salaire et le profit, p. 507 ; sur l'exploitation des ouvriers, p. 503 ; sur les mouvements ouvriers et les grèves, pp. 506-507.

(2) Sur le piétisme et la bourgeoisie, cf. *ibid.*, p. 508 ; sur le rôle social de l'éducation, cf. p. 504. Sur la question de l'éducation Engels se séparait entièrement des socialistes vrais qui, comme tous les utopistes, attribuaient à l'éducation un rôle déterminant dans le règlement de la question sociale. « Porter nous présente maintenant une longue tartine sur les avantages d'une bonne éducation qui donnerait à la classe ouvrière les moyens de s'élever au rang de la bourgeoisie, qui lui apprendrait, en même temps, que les mauvaises périodes sont des maux inévitables engendrés par des causes nécessaires et incontrôlables et non par un système économique favorisant les classes riches et dominantes. L'éducation la détournerait des émeutes, la garantirait contre les séductions démagogiques et lui montrerait qu'elle n'a rien de mieux à faire qu'à se soumettre au laisser-aller général et à mourir en silence de faim, si elle vient à manquer de travail. »

La *Ligue des Justes* avait pris depuis 1840 un caractère international de plus en plus marqué ; les différents groupes entretenaient une correspondance active et les compagnons qui se rendaient d'un pays à l'autre maintenaient également un lien étroit entre eux (1).

Marx et Engels arrivaient à Londres au moment où, sous l'influence du prolétariat anglais, les conceptions du groupe londonien de la *Ligue des Justes* se modifiaient profondément (2). Ses membres abandonnaient, en effet, progressivement leurs conceptions artisanales et utopiques du communisme, sans arriver cependant encore à une notion claire de la manière dont la classe ouvrière pourrait se libérer.

Au début des années quarante, Bauer, Schapper et Moll partageaient les idées de Cabet et pensaient que le communisme pourrait se réaliser pacifiquement. Dans un manifeste publié le 21 septembre 1844 à l'occasion de la révolte des tisserands de Silésie, ils exprimaient leurs sympathies pour les tisserands, mais déclaraient, en même temps, que de telles révoltes ne pourraient régler la question sociale, qui ne saurait être résolue que par l'organisation du travail et la généralisation de l'éducation et de l'instruction (3).

Ils s'éloignaient cependant en même temps de l'utopisme de Cabet. C'est ainsi que Schapper faisait valoir contre les membres de la « Société démocratique française » de Londres, qui soutenait les plans de Cabet de fonder des colonies communistes, que ces plans étaient voués à l'échec.

Cet éloignement de Cabet s'accroissait dans la mesure où, sous l'influence du prolétariat révolutionnaire anglais et de l'aile gauche du mouvement chartiste, les membres de la *Ligue des Justes* se persuadèrent que seule une révolution pourrait libérer la classe ouvrière.

Cette conversion à la conception révolutionnaire donna lieu

(1) Cf. F. ENGELS, Contribution à l'histoire de la Ligue des Communistes, *M.E.W.*, t. 21, pp. 209-211.

(2) Le groupe londonien de la *Ligue des Justes* entraînait alors en rapports de plus en plus étroits avec les chartistes. C'est ainsi qu'en 1844 Karl Schapper et le Polonais Oborski avaient fondé une société démocratique, *The Democratic Friends of all Nations*, dont le premier manifeste avait été rédigé par le dirigeant chartiste William Lowett. Le but de cette société était l'établissement de relations fraternelles entre les émigrés de toutes les nations et le soutien de ceux qui se trouvaient dans le besoin.

(3) Cf. *Le télégraphe pour l'Allemagne*, n° 165, octobre 1844, pp. 659 s. : « Les ouvriers allemands de Londres font une quête pour les tisserands de Silésie. »

à de vifs débats au sein du groupe (1). Le point de vue révolutionnaire fut soutenu en particulier par W. Weitling qui s'était rendu en été 1844 à Londres après son expulsion de la Suisse et de l'Allemagne. Au cours d'un banquet organisé en son honneur le 22 septembre 1844, il avait été célébré comme un héros du communisme. Cependant Weitling, qui avait affaire à Londres à un tout autre milieu qu'en Suisse, ne devait pas y rencontrer l'adhésion que ses idées avaient trouvée dans ce pays. A la différence de la Suisse, qui ne possédait pour ainsi dire pas de prolétariat industriel et où le communisme des artisans allemands conservait un caractère utopique, les artisans communistes allemands de Londres, très proches du prolétariat anglais, se montraient en effet plus rétifs à ses conceptions utopiques. Il ne trouva d'écho chez eux que par sa conception de la nécessité d'une révolution communiste, qui l'opposait à Schapper, Bauer et Moll. Sous son influence et celle des dirigeants chartistes révolutionnaires, comme J. Harney, le groupe londonien de la *Ligue des Justes* se fit progressivement à l'idée que le seul moyen de libération du prolétariat était une révolution communiste, ce qui devait beaucoup favoriser les relations que Marx et Engels eurent alors avec ce groupe.

A Londres, Marx et Engels entrèrent également en rapport avec les dirigeants du mouvement chartiste, en particulier avec Julian Harney, ce qui leur permit de se rendre compte des causes et des effets de la scission qui s'était opérée dans ce mouvement à la suite de la grève insurrectionnelle de 1842. A la tendance démocratique de W. Lowett, s'était alors opposée une tendance radicale, principalement représentée par J. Harney qui, dans l'organe chartiste, *The Northern Star* qu'il publiait, s'affirmait ouvertement en faveur de l'emploi de la violence comme moyen de libération. De même que dans la *Ligue des Justes*, où les conceptions cabotistes avaient été éliminées au profit des idées révolutionnaires, les tendances radicales triomphèrent des tendances modérées au sein du mouvement chartiste.

Comme dans la *Ligue des Justes* cette radicalisation des idées dans le mouvement chartiste ne pouvait que favoriser le développement de l'influence de Marx et Engels. Ils participèrent, vers le 21 août, à une rencontre entre des chartistes, des membres de la *Ligue des Justes*, et des dirigeants du mouvement démocratique,

(1) Cf. M. NETTLAU, Les discussions au sujet du communisme dans la « Ligue des justes » de Londres, d'après les procès-verbaux du C.A.B.V., *Archives pour l'histoire du socialisme et du mouvement ouvrier*, Leipzig, 1922, t. 10, pp. 363-391.

cratique, au cours de laquelle fut adoptée une motion soutenue par Engels, qui préconisait une réunion internationale des démocrates à Londres, dont l'objet était la fondation d'une *Association pour le progrès démocratique international* (1).

Les travaux de Marx et de Engels entre leur retour d'Angleterre et « L'idéologie allemande »

La vie de Marx dans le deuxième trimestre de 1845 fut marquée en particulier par deux événements : la naissance d'une seconde fille, qui fut prénommée Laura (2), et sa renonciation, en décembre, à la nationalité prussienne, à laquelle il procéda pour échapper aux incessantes poursuites du gouvernement prussien. Comme il ne sollicita pas une autre nationalité, il demeura un apatride (3).

De retour à Bruxelles Marx songea tout d'abord à achever son livre sur la *Critique de la politique et de l'économie politique*, dont il s'était engagé à livrer le manuscrit à l'éditeur Leske au plus tard en novembre 1846. En dépit des demandes pressantes de Leske, Marx n'acheva pas la rédaction de ce livre, dont le sujet s'avérait sans doute trop vaste pour être traité à fond dans le délai prescrit et surtout parce qu'il était alors très pris par la rédaction de *L'idéologie allemande* (4).

(1) Cf. *The Northern star*, n° 406, 23 août 1845, p. 8 : « Dans cette réunion, qui eut lieu le 22 septembre 1845, après le retour de Marx et Engels à Bruxelles, fut décidée la création d'une organisation dite *Les démocrates fraternels* (*Fraternal Democrats*) qui fut effectivement fondée en mars 1846. Cette organisation s'opposait par sa tendance radicale à la société appelée *The democratic Friends of all nations*, dirigée par W. Lowett, qui préconisait la libération de tous les hommes par la voie de l'éducation.

(2) Cf. Jenny MARX, *Bref aperçu d'une vie agitée*, o. c., p. 292.

(3) Cf. *Entlassungsurkunde für den Literaten D. Carl Marx aus Trier ausgestellt von der Regierung Trier*, 1^{er} décembre 1845, original : Institut international d'histoire sociale, Amsterdam.

Lettres de Marx au maire de Trèves (17 octobre 1845, 6 décembre 1845) (Archives de la ville de Trèves), M.E.W., t. 27, pp. 602 s.

(4) Cf. Projet d'une réponse de Marx à une lettre de Leske du 31 mars 1846 (Bruxelles, 1^{er} août 1846), M.E.W., t. 27, pp. 448 s. : « J'avais suspendu la rédaction de l'ouvrage sur l'*Economie* à cause de la publication de l'ouvrage qui avait été décidée avec les capitalistes allemands. Il me semblait, en effet, très important de publier auparavant un ouvrage de polémique contre la philosophie allemande et contre le socialisme allemand tel qu'il s'est développé jusqu'ici, pour leur opposer mes propres conceptions. Ceci est nécessaire pour préparer le public à connaître mon point de vue sur l'économie, qui est diamétralement opposé à celui qui a jusqu'ici prédominé dans la science allemande. Il s'agit au demeurant du même livre, dont je vous ai écrit dans mes lettres qu'il devait être achevé avant la publication de l'*Economie*. »

En raison du retard apporté par Marx dans la remise du manuscrit, Leske le menaça en mai 1846 d'annuler le contrat et l'annula effectivement en février 1847 (1). Le travail que Marx consacra à ce livre ne fut, au demeurant, pas perdu, car il utilisa sans doute l'essentiel du résultat de ses recherches dans *L'idéologie allemande*.

En novembre et décembre 1845 il rédigea un article sur « Le suicide », qui parut en 1846 dans *Le miroir de la société* (2). Du fait de la paupérisation croissante, le nombre des suicides était en constante progression et ceci faisait l'objet de nombreux livres et articles (3).

L'article de Marx se compose essentiellement d'extraits des *Mémoires de Peuchet* (4). Peuchet, qui avait été longtemps archiviste à la Préfecture de Police de Paris, avait eu l'occasion de connaître de près les effets de la misère qui poussait les ouvriers au crime et au suicide. A vrai dire, Peuchet s'était surtout intéressé aux cas de suicide dus à des différends familiaux, à des chagrins d'amour et à des ambitions déçues.

Cependant, comme il considérait le suicide moins d'un point de vue sentimental et moral que du point de vue social, il pensait qu'il était essentiellement dû à l'inhumanité des rapports sociaux et que le seul remède à lui apporter était une profonde réforme de la société, qui seule était capable d'en éliminer les principales causes (5).

(1) Cf. lettres de Leske à Marx, du 31 mars 1846 et du 2 février 1847, originaux, Institut international d'Histoire sociale, Amsterdam, Dm 3007 et 3010.

Par la suite Leske envoya à Marx des lettres où il le pressait de lui rembourser l'avance de 1 500 F qu'il lui avait faite pour ce livre. Leske à Marx (28 septembre 1847, 30 octobre 1871, 16 novembre 1871), originaux, *ibid.*, Dm 3011, 3012, 3013.

(2) Cf. K. MARX, Peuchet : Sur le suicide, *Le miroir de la société*, 1846, n° 7, pp. 14-26 ; M.E.G.A., I, t. 3, pp. 391-407.

(3) Cf. Le suicide à Paris et en France, *Le miroir de la société*, 1846, pp. 106-108. — Un suicide dans la vallée de la Wupper, *Le livre du citoyen allemand*, 1845, pp. 272-286. — F. ENGELS, La situation de la classe ouvrière en Angleterre, M.E.W., t. 2, p. 344 s.

(4) J. PEUCHET, archiviste de la police : *Mémoires tirés des archives de la police de Paris pour servir à l'histoire de la morale et de la police, depuis Louis XIV jusqu'à nos jours*, Paris, 1838, 6 vol.

(5) Cf. M.E.G.A., I, t. 3, p. 392 : « Le nombre annuel des suicides, qui est pour ainsi dire normal et périodique chez nous, doit être considéré comme un symptôme de l'organisation défectueuse de notre société ; en effet dans les périodes d'arrêt de l'industrie, de crise, de renchérissement des vivres, pendant les hivers rigoureux, ce symptôme devient plus apparent, les suicides se multiplient et prennent un caractère épidémique. La prostitution et le vol augmentent dans les mêmes proportions. »

Cf. *ibid.*, pp. 403, 395, 406 : « La classification des différentes causes de suicide équivaldrait à une classification des défauts mêmes de notre société... »

Dans son introduction Marx louait l'analyse minutieuse et pénétrante que Peuchet faisait des rapports sociaux et l'opposait à la phraséologie à laquelle se complaisaient les philanthropes bourgeois, lorsqu'ils traitaient ces questions (1).

Dans un article sur un fragment de Fourier, qu'il avait rédigé probablement avant son voyage en Angleterre et qui fut publié dans *Le livre du citoyen allemand pour 1846*, Engels étendait la critique que Marx faisait de l'utopisme à propos du philanthropisme bourgeois aux socialistes vrais en se fondant, sur la profondeur et l'exactitude des analyses de Fourier (2).

Dans ce fragment qui avait paru dans la revue *La phalange*, Fourier avait minutieusement décrit les diverses formes de banqueroute considérée dans ses rapports avec le commerce (3). Le commerce, écrivait Fourier, en particulier sous la forme qu'il revêt dans les temps modernes, n'est pas autre chose qu'un vol légal commis aux dépens des consommateurs, par des intermédiaires qui vendent des biens qu'ils ne produisent ni ne

J'avais entrepris un important travail sur ce sujet (le suicide) et j'étais arrivé à la conclusion qu'en dehors d'une réforme totale de la société actuelle, tous les autres moyens de l'empêcher seraient vains... Il faut en effet établir les vrais rapports qui doivent exister entre les intérêts et les sentiments, les vrais rapports qui doivent exister entre les individus, car le suicide n'est qu'un des innombrables symptômes de la lutte sociale... Il est facile d'établir sur le parchemin une constitution, qui assure à chaque citoyen le droit à l'éducation, au travail et surtout à un minimum vital. Mais de coucher sur le papier ces beaux rêves ne règle pas tout, la vraie tâche demeure, qui est de réaliser ces idées libérales au moyen d'institutions effectives et rationnelles, au moyen d'institutions sociales. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 391 : « La critique française de la société présente, au moins partiellement, le grand avantage d'avoir montré les contradictions et l'inhumanité de la vie moderne, non par l'analyse des conditions de vie de classes particulières, mais par celle de tous les milieux et de toutes les formes de la société actuelle, par des descriptions qui dépassent en chaleur humaine, en abondance de vues, en finesse d'analyse, en hardiesse et en originalité de conception tout ce que l'on pourrait trouver chez une autre nation ; que l'on se rapporte par exemple aux analyses critiques de Owen et de Fourier ayant trait aux rapports sociaux et l'on aura une idée de la supériorité des Français. Au demeurant on ne trouve pas seulement cette analyse critique des faits sociaux chez les écrivains socialistes français, mais aussi chez des écrivains qui appartiennent à toutes les sphères de la littérature, en particulier chez les romanciers et les mémorialistes. Je vais donner, à l'aide de quelques extraits sur le suicide empruntés aux : *Mémoires tirés des archives de la police, etc.*, par Jacques PEUCHET, un exemple de cette critique française, pour montrer tout le néant des conceptions des philanthropes bourgeois qui s'imaginent que la question sociale se réduit à donner aux prolétaires un peu de pain et d'éducation, comme si seul le travailleur avait à souffrir de l'état de choses existant et que par ailleurs tout était pour le mieux dans le meilleur des mondes. »

(2) Cf. F. ENGELS, Un fragment de Fourier sur le commerce, *Livre du citoyen allemand*, 1846, pp. 1-56 ; M.E.G.A., I, t. 4, pp. 409-453, préface et postface, M.E.W., t. 2, pp. 604-610.

(3) *La phalange*. Revue de la science sociale, XIV^e année, 1^{re} série, janvier-février 1845, pp. 1-12.

consomment (1). Il trouve sa parfaite expression dans cette forme évidente de vol qu'est la banqueroute.

Engels faisait précéder la traduction de ce fragment d'une préface et d'une postface, dans lesquelles il établissait un parallèle entre l'analyse exacte et détaillée que les socialistes français faisaient des rapports sociaux et la phraséologie à laquelle se complaisaient les socialistes allemands. Déjà, dans la préface de son livre sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, il avait reproché aux socialistes allemands de ressasser inlassablement les thèmes de l'humanisme feuerbachien (2).

Il reprenait et approfondissait ici cette critique, en montrant tout l'abîme qui séparait leur phraséologie de l'analyse précise et exacte que les socialistes français faisaient du régime capitaliste. A la différence des socialistes français, les théoriciens socialistes et communistes allemands restent prisonniers d'abstractions et se livrent, à propos de la question sociale, à de vaines spéculations, dont ils tirent du reste vanité, car ils considèrent qu'ils s'élèvent par elles bien au-dessus des socialistes français. « Les Allemands sont précisément en train de gâter aussi le mouvement communiste. Etant ici, comme toujours, les derniers et les moins productifs, ils croient pouvoir dissimuler leur impuissance et leur paresse par le mépris qu'ils affichent à l'égard de leurs précurseurs et par le bruit qu'ils font au sujet de leur qualité de philosophes. A peine le communisme apparaît-il en Allemagne qu'il est accaparé par une horde d'esprits spéculatifs, qui pensent avoir fait merveille en transposant des thèses, qui sont devenues déjà des trivialités en France et en Angleterre, dans le langage de la logique hégélienne et en prônant cette nouvelle vérité comme quelque chose d'inouï, comme la *véritable théorie allemande*, ce qui leur permet d'accabler de leur mépris le *pragmatisme vulgaire* et le *caractère ridicule* des systèmes sociaux imaginés par les esprits bornés que sont les Français et les Anglais. Cette théorie allemande, qui est sortie toute prête de cerveaux qui ont eu l'immense privilège de pouvoir jeter un regard dans la *Philosophie de l'histoire* de Hegel et d'être initiés par quelque médiocre professeur de Berlin au schématisme des catégories éternelles et qui ont eu, par surcroît, quelques notions de Feuerbach, d'écrits communistes et du livre de M. Stein sur *Le socialisme français*, cette théorie allemande de qualité la plus médiocre a déjà arrangé sans peine, à sa

(1) Cf. *M.E.G.A.*, I, t. 4, pp. 411-424.

(2) Cf. *M.E.W.*, t. 2, p. 233.

manière, le socialisme et le communisme français selon la recette de M. Stein, lui a assigné une place subordonnée et l'a dépassé en le transposant sur le *plan supérieur de développement* qui lui est propre. Il ne lui est naturellement pas venu à l'idée d'étudier, si peu que ce soit, les choses mêmes qu'elle prétend dépasser : les maigres extraits de Fourier, de Saint-Simon, d'Owen et des communistes français qu'elle trouve chez M. Stein lui suffisant amplement pour remporter une brillante victoire sur les médiocres théoriciens étrangers » (1).

« Ceci explique la profonde différence qui existe entre les socialistes français et les socialistes allemands. Alors que ceux-ci se contentent d'emprunter aux théoriciens anglais et français et à L. Stein le peu qu'ils savent au sujet des rapports économiques et sociaux, on trouve chez les Anglais et les Français, en particulier chez Fourier, une foule de vues nouvelles (2). Pour critiquer cette théorie allemande si comiquement prétentieuse... il est nécessaire de montrer aux Allemands tout ce qu'ils doivent à l'étranger, depuis qu'ils ont commencé à s'occuper de la question sociale. Derrière les phrases ronflantes par lesquelles la littérature allemande proclame les principes fondamentaux de la *pure et vraie* théorie allemande du communisme et du socialisme, il n'y a pas une seule pensée qui soit née en Allemagne. Ce que les Français ont dit il y a dix, vingt et même quarante ans, d'une manière parfaite et dans une langue très claire et très belle, les Allemands ont fini par le connaître par bribes il y a un an et l'ont traduit dans le jargon hégélien ; dans le meilleur des cas ils l'ont redécouvert après coup, exposé sous une forme plus mauvaise et plus abstraite et présenté comme une découverte nouvelle. Je n'en excepte pas mes propres travaux. Ce qui est particulier aux Allemands, c'est seulement leur façon

(1) Cf. F. ENGELS, o. c., préface ; *M.E.W.*, t. 2, p. 604.

(2) Cf. p. 605 : « Les Allemands devraient enfin cesser de se vanter de leur profondeur de pensée. Avec un résidu de faits, ils sont capables de construire un ensemble imposant et d'en montrer les rapports avec l'histoire universelle... C'est ce qui explique l'incroyable pauvreté du *socialisme absolu* allemand. Pour se lancer dans ses spéculations, il lui suffit d'un peu d'*humanisme* — c'est le mot maintenant à la mode — de la réalisation de cet humanisme... de quelques propos sur la propriété empruntés de troisième main à Proudhon, de quelques lamentations sur la situation du prolétariat, de quelques mots sur l'organisation du travail et sur les groupements qui se proposent de relever la condition de la classe ouvrière, le tout accompagné d'une totale ignorance de l'économie politique et de la situation sociale. A cela s'ajoute la neutralité théorique, le *calme absolu* de la pensée, qui enlève à cette doctrine toute vie, toute force et toute énergie. Et c'est avec cette chose triste et ennuyeuse qu'on prétend révolutionner l'Allemagne, mettre en branle le prolétariat et amener les masses à penser et à agir ! »

abstraite, incompréhensible et maladroite d'exprimer ces pensées. En vrais théoriciens qu'ils sont, ils n'ont jusqu'ici emprunté aux Français — ils ignorent à peu près tout des Anglais, à part quelques principes généraux — que ce qu'ils ont de plus mauvais, de plus théorique, leur conception schématique de la société future, les systèmes sociaux, que seuls ils apprécient. Ils ont, par contre, complètement négligé ce qu'il y a de meilleur chez les Français, leur critique de la société présente, qui constitue la base réelle, l'élément fondamental de toute critique sociale, sans compter que ces sages théoriciens ont méprisé ou ignoré le seul Allemand, Weitling, qui ait apporté une véritable contribution dans ce domaine » (1).

On peut le mieux se rendre compte de la différence profonde qui sépare les théoriciens français des théoriciens allemands par l'exemple que donne Fourier.

Fourier n'est pas un philosophe ; il ne veut du reste pas l'être et ne cache pas son aversion à l'égard de la philosophie, mais, par contre, c'est un maître dans l'art d'analyser les faits économiques et sociaux, et d'en déduire des conceptions théoriques (2).

Certes le système de Fourier et ses vues de l'avenir ne sont pas exempts de bizarreries (3), mais dans l'établissement de sa doctrine il s'appuie sur une profonde analyse des rapports économiques et sociaux, ce qui lui a permis de fournir un apport considérable à la connaissance et à la critique du système capi-

(1) Cf. *ibid.*, p. 605.

(2) Cf. *ibid.*, p. 607 s. : « Que les savants allemands... qui font preuve de tant de zèle dans la recherche du principe du socialisme s'inspirent de l'exemple de ce commis marchand. Fourier n'était pas un philosophe, il haïssait la philosophie et l'a cruellement raillée dans ses écrits, mais il a en même temps dit une foule de choses, dont nos philosophes allemands du socialisme feraient bien de s'inspirer. On m'objectera sans doute que Fourier était aussi, par certains côtés, un écrivain abstrait, et qu'avec ses séries, il construisait, d'une autre manière que Hegel, Dieu et le monde... » « Si nos professeurs allemands, qui sont à moitié ou entièrement communistes, s'étaient seulement donné la peine de lire les principales œuvres de Fourier, ... quelle mine inépuisable de matériaux auraient-ils trouvée pour leurs constructions ou pour tout autre usage ! Quelle foule d'idées nouvelles — nouvelles encore pour l'Allemagne d'aujourd'hui — se serait offerte à eux ! Jusqu'à présent ces braves gens ne savent reprocher à la société actuelle pas grand-chose à dire. Certes la situation du prolétariat est la chose essentielle, mais est-ce que l'on a épuisé avec elle la critique de la société présente ? Fourier, qui, sauf dans ses derniers écrits, effleure à peine ce sujet, nous montre comment l'on peut, en dehors de cela, condamner l'état de choses existant, comment il est possible, par la seule critique de la bourgeoisie considérée en elle-même et non dans ses rapports avec le prolétariat, prouver la nécessité d'une réforme sociale. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 605 s.

taliste : « Fourier est jusqu'à présent le seul à avoir pratiqué ce genre de critique. Il a dévoilé impitoyablement l'hypocrisie de la société respectable, la contradiction qui existe entre sa théorie et sa pratique, l'ennui qui se dégage de son mode de vie. Il raille sa philosophie, son aspiration à la perfection de la perfectibilité perfectibilisante, et à l'auguste vérité, sa pure morale, la monotonie des institutions sociales et met en regard son mode de vie réel, le doux commerce qu'il critique magistralement, ses plaisirs libidineux... son organisation du cocuage et la confusion générale qui en résulte. Ce sont là des côtés de la société bourgeoise dont nul ne s'est jusqu'ici soucié en Allemagne. On a bien occasionnellement parlé de l'amour libre, de la situation et de l'émancipation de la femme, mais qu'en est-il résulté ? Quelques phrases confuses, quelques bas-bleus, des propos hystériques, l'étalage de la misérable vie familiale allemande... » (1).

Pour conclure, Engels invitait les théoriciens allemands à apprendre de Fourier, comme des autres doctrinaires français et anglais, la manière de traiter les questions économiques et sociales, au lieu de se gausser de la bizarrerie de certaines de ses conceptions (2).

Engels poursuivit la critique des théoriciens socialistes et communistes allemands, en particulier des socialistes vrais, non seulement conjointement avec Marx dans *L'idéologie allemande* mais aussi dans un article sur « La fête des nations à Londres », qui parut en 1846 dans les *Annales allemandes pour la réforme de la société* (3).

On voit comment Engels se séparait comme Marx, mais sur un autre plan, et d'une manière différente, à la fois de Feuerbach, dont il avait déjà critiqué, dans une lettre à Marx à propos de Stirner, l'anthropologisme, qui l'amenait à une conception abstraite et fausse de l'homme et par là même aussi des questions

(1) Cf. *ibid.*, pp. 608 s.

Cf. *ibid.*, p. 607 : « Fourier ne construit l'avenir qu'après avoir exactement analysé le passé et le présent, tandis que le théoricien allemand arrange à son gré l'histoire passée, ce qui lui permet de déterminer l'avenir de manière arbitraire et de lui prescrire la façon dont il doit se développer. Il suffit de comparer par exemple les époques du développement social chez Fourier (Sauvagerie, Patriarcat, Barbarie, Civilisation) et leurs caractéristiques avec la manière dont l'Idée absolue de Hegel se développe à grand-peine à travers le labyrinthe de l'histoire, pour aboutir, en dépit de la division de celle-ci en quatre grands empires, à une tricotomie, sans parler des constructions postbégéliennes. Si, en effet, chez Hegel les constructions ont encore un sens, même s'il est faux, elles n'en ont plus aucun chez les fabricants postbégéliens de l'histoire. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 609 s.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 611-624.

sociales (1) et des socialistes *vrais*, auxquels il reprochait leurs conceptions spéculatives. Son aversion croissante à l'égard de toute spéculation l'éloignait de plus en plus d'eux et ceci dans la mesure même où l'apologie de l'humanisme feuerbachien tournait chez eux à la phraséologie. Il accentuait en effet dans son article les critiques qu'il leur avait déjà adressées dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, où il avait expliqué le penchant à la mystification des problèmes sociaux chez les socialistes et communistes allemands, par le fait qu'ils étaient presque tous arrivés au socialisme par le truchement de l'humanisme de Feuerbach, dont ils ne parvenaient pas à se libérer. De là venait que, dans leurs conceptions, ils ne partaient pas de l'analyse de rapports économiques et sociaux, mais de considérations purement théoriques (2). Dans ses critiques Engels n'épargnait pas Hess, malgré les liens étroits qu'il avait noués avec lui à Barmen, car il voyait de plus en plus clairement que Hess, ne parvenant pas à se dégager de l'humanisme de Feuerbach, était nécessairement amené à traiter, comme les autres socialistes *vrais*, les questions sociales de manière abstraite et dogmatique.

Après son retour d'Angleterre Engels rédigea pour le journal chartiste *The Northern Star*, sans doute à la demande du directeur de ce journal, J. Harney, qu'il avait rencontré avec Marx pendant leur séjour à Londres, une série de correspondances sur le développement de l'Allemagne moderne, destinées à éclairer les ouvriers anglais sur la situation de ce pays.

Dans une première correspondance sur « Le récent massacre

(1) Cf. Engels à Marx à Paris (Barmen, 19 novembre 1844), *M.E.W.*, t. 27, p. 11 s. : « Stirner a raison lorsqu'il rejette l'homme tel que le conçoit Feuerbach, du moins dans *L'essence du christianisme* ; l'homme de Feuerbach est déduit de Dieu ; Feuerbach est venu à l'homme par l'intermédiaire de Dieu, ce qui fait que l'homme conserve chez lui l'auréole théologique de l'abstraction. L'homme reste un fantôme tant qu'il ne se confond pas avec l'homme réel. »

Jusqu'au début de 1845, Engels espérait cependant encore gagner Feuerbach au communisme, cf. Engels à Marx à Bruxelles (Barmen, 22-26 février, 7 mars 1845), *M.E.W.*, *ibid.*, p. 20 : « Il (Feuerbach) prétend au demeurant être communiste, disant que le seul problème qui se posait pour lui était la manière dont l'homme réaliserait son essence. Il est possible qu'il se rende cet été sur le Rhin, nous ferons alors en sorte qu'il vienne à Bruxelles et nous réussirons bien à le convertir au communisme. »

(2) Cf. *M.E.W.*, t. 2, p. 233 : « Le socialisme et le communisme sont, plus que dans tout autre pays, partis de prémisses théoriques. Nous autres théoriciens allemands étions trop ignorants du monde réel pour que les circonstances réelles aient pu nous inciter directement à réformer le monde *mauvais*. Parmi les partisans déclarés de telles réformes, il n'est pour ainsi dire pas un seul qui soit arrivé au communisme autrement que par la critique faite par Feuerbach de la philosophie spéculative hégélienne. »

à Leipzig » (1), Engels fustigeait le gouvernement saxon, en particulier le prince Jean de Saxe, qui avait fait tirer le 12 août 1845 à Leipzig sur le peuple qui manifestait en faveur du mouvement démocratique néo-catholique et de son chef Johannes Ronge. Ce massacre, le plus grand qui ait eu lieu après la révolte des tisserands de Silésie, avait eu une immense répercussion en Allemagne et avait donné, du fait que la propagande néo-catholique trouvait un écho de plus en plus grand dans le peuple, une forte impulsion au mouvement démocratique, en accentuant l'opposition contre le gouvernement (2).

A propos de ce massacre Engels étudiait les conditions d'une révolution communiste en Allemagne. Contrairement à ce qu'il avait écrit après son arrivée en Angleterre dans un article paru dans le journal de Owen, *The New Moral World*, où il soutenait que l'initiative d'une révolution communiste en Allemagne serait prise par la bourgeoisie intellectuelle, il pensait maintenant, comme il venait de l'exposer dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, que les bourgeois de tendance démocratique ou communiste ne joueraient, à cause de leur position de classe, qu'un rôle secondaire dans la révolution communiste ; celle-ci devait être essentiellement l'œuvre de la classe ouvrière allemande, qui s'y préparait activement depuis la révolte des tisserands. Le prolétariat allemand, en proie à la misère, prenait, en effet, de moins en moins part à l'agitation menée par la bourgeoisie en faveur de la liberté de la presse et de la constitution, car il avait conscience que la réalisation de ces réformes

(1) Cf. *The Northern Star*, 13 septembre 1845, n° 409 ; *M.E.W.*, t. 2, pp. 553-561, *Le mouvement ouvrier allemand*.

(2) Cf. *ibid.*, p. 559 s. : « Les Saxons doivent maintenant se rendre compte qu'ils sont soumis à la même domination militaire que les autres Allemands, et qu'en dépit de la constitution, des lois libérales, de la censure libérale et des discours libéraux du roi, le seul droit qui existe réellement dans leur petit pays est le droit qui réglemente l'état de guerre. Une autre chose contribue également à ce que cette affaire développe l'esprit de rébellion en Saxe. Dominant le bavardage des libéraux saxons, la majorité du peuple saxon commence à élever la voix. La Saxe est un pays industriel et parmi ses tisseurs de lin, ses ouvriers en bonneterie, ses fileurs de coton, ses ouvriers en dentelle, ses travailleurs employés dans les mines de charbon et les mines métalliques règne, depuis des temps immémoriaux, une indolente misère. Le mouvement prolétarien, qui s'est répandu dans toute l'Allemagne depuis le soulèvement des tisserands de Silésie en juin 1844, a laissé des traces profondes en Saxe. Il y a quelque temps des troubles ont éclaté en différents endroits parmi les ouvriers employés à la construction des chemins de fer et parmi les imprimeurs sur cotonnades et il est plus que vraisemblable que le communisme, bien que l'on ne puisse apporter de preuves positives à l'appui, fasse ici, comme partout ailleurs, des progrès parmi les ouvriers et quand les ouvriers saxons entreront en lice, ils ne se contenteront pas de bavarder comme leurs employeurs, les bourgeois libéraux. »

ne pourrait supprimer sa misère, cette suppression ne pouvant venir que de l'accentuation de sa lutte révolutionnaire contre les classes dominantes (1). Il se préparait du reste à cette lutte par des grèves et des révoltes qui se succédaient depuis la révolte des tisserands.

Dans ses autres correspondances Engels faisait un large exposé de la situation de l'Allemagne avant et après la Révolution française (2).

Par suite de l'impuissance des empereurs allemands vis-à-vis de leurs grands vassaux qui avaient réussi à sauvegarder leur indépendance, à la différence de l'Angleterre et de la France qui s'étaient constituées en royaumes puissants, l'Empire allemand était tombé en décadence, sans que diminuât pour cela l'oppression qui pesait sur les sujets doublement exploités par l'empereur et par les princes. La bourgeoisie allemande, qui était arriérée du fait du retard économique et social de l'Allemagne, était incapable de transformer l'état de choses existant, comme l'avait fait la bourgeoisie anglaise au XVIII^e siècle (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 560 : « L'action révolutionnaire partira en Allemagne du mouvement ouvrier. Il est vrai qu'il se trouve dans notre bourgeoisie un certain nombre de républicains et même de communistes et aussi des jeunes gens qui, si un soulèvement général venait maintenant à se produire, rendraient des services à ce mouvement, mais ces hommes sont des bourgeois, des profiteurs, des fabricants de profession et qui pourraient nous garantir qu'ils ne seront pas démoralisés par leur situation sociale, qui les oblige à vivre du travail d'autres personnes et qui s'engraissent comme des sangsues en exploitant la classe ouvrière ? Le nombre de ceux qui conservent une mentalité prolétarienne, tout en restant par profession des bourgeois, est infime par rapport à l'ensemble des bourgeois qui restent attachés par intérêt à l'ordre social existant et dont le seul souci est de se remplir les poches. Heureusement nous ne comptons pas du tout sur la bourgeoisie... Le mouvement du prolétariat s'est développé avec une si étonnante rapidité que nous pourrions dans un ou deux ans passer une glorieuse revue des démocrates et communistes issus de la classe ouvrière. Ici en effet démocrates et communistes sont absolument identiques dans la mesure où il s'agit de la classe ouvrière. Les tisserands silésiens ont donné le signal en 1844 ; les imprimeurs sur cotonnades et les ouvriers de chemins de fer en Bohême et en Saxe, et en fait les ouvriers d'industrie de presque toutes les parties de l'Allemagne ont répondu par des grèves et des révoltes partielles, presque toutes provoquées par l'interdiction qui leur est faite de s'associer. Ce mouvement a gagné maintenant presque tout le pays et se poursuit dans le calme tandis que la bourgeoisie passe son temps à faire de l'agitation en faveur de la constitution, de la liberté de la presse, du protectionnisme, du catholicisme allemand et de la réforme de l'église protestante. Bien que ces mouvements de la bourgeoisie ne soient pas absolument inutiles, ils ne touchent pas la classe ouvrière, qui a son propre mouvement, un mouvement pour la défense de son pain quotidien. »

(2) Cf. [F. ENGELS], *La situation en Allemagne*, Correspondance I, *The Northern Star*, 25 octobre 1845 ; Correspondance II, *ibid.*, 8 novembre 1845 ; Correspondance III, *ibid.*, 8 avril 1846, *M.E.W.*, t. 2, pp. 564-584.

(3) Cf. Correspondance I, 25 octobre 1845, *M.E.W.*, *ibid.*, pp. 564-567, pp. 566 s. : « Telle était la situation de l'Allemagne vers la fin du siècle der-

Le seul élément de progrès, dans l'état misérable où se trouvait l'Allemagne à la fin du XVIII^e siècle, était le vaste développement littéraire et philosophique, qui ne le cédait en rien à celui des nations les plus avancées. Les œuvres des grands écrivains et philosophes (Goethe, Schiller, Kant, Fichte, Hegel) traduisaient un esprit de révolte contre le régime pourri. Mais, en prenant de l'âge, ces grands esprits, qui restaient isolés, abandonnaient peu à peu l'espoir de voir l'Allemagne se régénérer et se laissaient aller à la résignation (1).

C'est dans cet état de décomposition de l'Allemagne que la Révolution française vint éclater comme un coup de tonnerre. Elle trouva un grand écho, moins dans le peuple opprimé, habitué à se soumettre passivement à son destin, que dans la bourgeoisie éclairée et une partie de la noblesse, qui l'accueillit avec joie. Mais cet enthousiasme était limité aux théories de la Révolution française, il ne s'étendait pas aux mesures pratiques qu'elle était amenée à prendre. Lorsque après la chute des Girondins, le peuple prit le pouvoir et que la Terreur s'installa en France, l'enthousiasme des Allemands, qui ne se fondait pas sur de réels intérêts de classe et qui avait, de ce fait, un caractère idéaliste, se transforma en haine contre la Révolution et contre le peuple français (2).

Cependant les jours de l'ancien Empire allemand étaient comptés. Les armées révolutionnaires françaises, qui s'avancèrent jusqu'au Rhin, bouleversèrent l'ordre établi au nom des principes de liberté et d'égalité (3). Napoléon lui porta le coup de grâce en le détruisant, en renforçant les grands Etats et en introduisant un Code civil, qui s'inspirait du principe d'égalité (4).

nier. Le pays tout entier n'était que pourriture et décadence. Personne ne se sentait à son aise. Métiers, commerce, industrie, agriculture étaient tombés presque à rien ; les paysans, les artisans et les fabricants souffraient de l'oppression dont ils étaient victimes de la part d'un gouvernement impitoyable et des mauvaises affaires, la noblesse et les princes se plaignaient de ce que, malgré l'exploitation accrue de leurs sujets, leurs revenus n'augmentaient pas à la même cadence que leurs dépenses ; tout était sens dessus dessous et un malaise général régnait dans tout le pays. L'instruction était à un point mort, on ne disposait d'aucun moyen pour agir sur la conscience des masses, il n'y avait ni presse libre, ni esprit public, pas même de commerce actif avec d'autres pays. Tout n'était qu'avilissement et égoïsme. Un esprit mesquin, vil et misérable pénétrait tout le peuple. Tout était dépassé et vieillot, tout s'effritait et menaçait ruine ; il n'y avait pas le moindre espoir d'un changement favorable et la nation n'avait pas même la force de se débarrasser des restes d'institutions pourrissantes. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 567.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 567 s.

(3) Cf. *ibid.*, p. 568.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 568 s.

Napoléon n'était pas un despote au sens habituel du mot. Il gouvernait certes de manière tyrannique, comme l'avait fait du reste la Convention et comme continuaient à le faire maintenant les princes allemands, mais seulement parce que les circonstances l'y obligeaient (1). Lorsque après avoir épousé la fille de l'empereur, il aspira à devenir le premier monarque de l'Europe, s'inclinant ainsi devant le principe de légitimité, il devint la victime des légitimistes, qui ne voyaient en lui qu'un usurpateur (2).

La chute de Napoléon fut essentiellement l'œuvre de l'Angleterre qui organisa et soutint toutes les coalitions dirigées contre lui et de la Russie qui détruisit la Grande Armée. L'anéantissement de celle-ci offrit aux princes allemands l'occasion de se libérer d'un joug de plus en plus pesant. La bourgeoisie, qui ne pardonnait à Napoléon ni la conscription, qui lui enlevait ses fils, ni le blocus continental, qui la privait de sucre et de café, se joignit à eux. Oubliant que ce blocus, en libérant l'Allemagne de la concurrence anglaise, créait les conditions nécessaires au développement de l'économie allemande, la bourgeoisie et avec elle tout le peuple salua les Anglais comme des amis et des libérateurs, alors que ceux-ci ne songeaient qu'à profiter de la victoire pour les exploiter (3).

C'est dans ces conditions qu'éclata la guerre de libération de 1813-1815, que l'on célèbre comme la période la plus glorieuse de l'histoire allemande, alors qu'elle ne servit, en réalité, qu'à assurer le succès de la Contre-Révolution en Allemagne. Cette guerre fut menée en effet par des paysans qui, incapables de se libérer de la servitude qui pesait sur eux, soutenaient en fait les intérêts de la noblesse, par des étudiants fanatisés par les idées de nationalité, de légitimité et par leur foi religieuse, par des commerçants, qui spéculaient sur la victoire pour faire de bonnes affaires et enfin par une minorité d'intellectuels qui rêvaient d'unité et de liberté pour l'Allemagne (4).

(1) Cf. *ibid.*, p. 568.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 569 s.

(3) Cf. *ibid.*, p. 569.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 569 s. : « La glorieuse guerre de libération de 1813-1814 et 1815, la plus glorieuse période de l'histoire allemande, comme on l'a qualifiée, n'a été, en fait, qu'un acte de folie qui, dans l'avenir, fera rougir de honte tout Allemand bonnête et intelligent. Il y eut certes alors beaucoup d'enthousiasme, mais quels étaient ces enthousiastes ? C'étaient d'abord les paysans, cette classe la plus stupide de toutes, qui se soulevèrent en masse, prêts à mourir plutôt que de refuser d'obéir à ceux qui les opprimaient, comme ils avaient opprimé leurs pères et leurs grands-pères et qui acceptaient d'être foulés aux pieds et cravachés. Il y avait ensuite les étudiants et d'une manière générale la jeunesse, qui voyaient dans cette guerre, une guerre de principes, voire une guerre religieuse, car ils croyaient qu'ils étaient appelés à combattre

La chute de Napoléon ouvrit la voie à la Contre-Révolution dans toute l'Europe par l'union qui se fit de tous les Etats réactionnaires dans la Sainte-Alliance, que dirigeaient le tsar et Metternich (1). Au Congrès de Vienne, dont le but était de rétablir l'état de choses antérieur à la Révolution, les nations furent découpées selon les intérêts de la Contre-Révolution (2). Ce furent surtout l'Angleterre et la Russie qui profitèrent de la chute de Napoléon, l'Angleterre parce qu'elle acquit de nouvelles colonies et s'assura, en même temps que l'empire des mers, la domination du marché mondial (3), la Russie, parce qu'elle était désormais la plus grande puissance continentale. La France se tira assez heureusement de sa défaite, elle ne subit pas d'amputation de territoires et reçut une constitution relativement libérale, tandis que l'Allemagne, l'Italie et la Pologne restaient morcelées (4). On fit de l'Allemagne une Confédération d'Etats à la tête de laquelle se trouvait une Diète dans laquelle l'Autriche avec Metternich et la Prusse avec Frédéric-Guillaume III jouaient un rôle déterminant (5).

non seulement pour le principe de légitimité, qu'ils confondaient avec celui de nationalité, mais aussi pour la sainte Trinité et l'existence de Dieu. Dans toutes les poésies, tous les pamphlets et appels de cette époque, les Français sont dénoncés comme les suppôts de l'athéisme, de l'irréligion et de l'immoralité ; les Allemands, par contre, célébrés comme les représentants de la religion, de la piété et de la loyauté. En troisième lieu venaient quelques esprits éclairés qui mêlaient à ces idées quelques concepts de liberté, de constitution, de liberté de la presse, mais ils ne formaient qu'une petite minorité. En quatrième lieu venaient enfin les fils d'industriels, de commerçants, de spéculateurs, qui luttaient pour le droit d'acheter sur les marchés les plus favorables et de boire du café sans chicorée. Ils masquaient naturellement leurs buts derrière les mots d'ordre du jour, *liberté, grandeur du peuple allemand, indépendance nationale*. Tels étaient les hommes qui, avec l'aide des Russes, des Anglais et des Espagnols, battirent Napoléon. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 572 : « La chute de Napoléon fut considérée par toutes les puissances victorieuses comme la ruine de la Révolution française et le triomphe de la légitimité. Les conséquences en furent naturellement le rétablissement de ce principe à l'intérieur du pays tout d'abord sous le couvert de mots d'ordre tels que : *La sainte Alliance, La paix éternelle, Le bien public, La confiance entre le prince et les sujets*, etc., plus tard brutalement par les baïonnettes et les cachots... L'écrasement de la Révolution française fut célébré par le massacre des républicains dans le sud de la France, l'érection des bûchers de l'Inquisition, le rétablissement du despotisme en Allemagne et en Italie, ainsi que par la suppression de la liberté d'expression et le massacre de *Peterloo* en Angleterre. »

On désigne sous ce nom le massacre qui eut lieu le 16 août 1819, près de Manchester, où s'étaient réunis soixante mille manifestants, la plupart ouvriers, qui réclamaient le suffrage universel, de meilleures conditions de travail et des salaires plus élevés.

Cf. également *ibid.*, p. 578.

(2) Cf. *ibid.*, p. 573.

(3) Cf. *ibid.*, p. 571.

(4) Cf. *ibid.*, p. 573.

(5) Cf. *ibid.*, p. 581.

Du fait de son morcellement qui entravait son développement économique, l'Allemagne devint une terre d'élection pour l'écoulement des marchandises anglaises en même temps que pour les menées réactionnaires (1).

A la différence des Etats du centre et du sud de l'Allemagne, qui avaient reçu des constitutions pseudo-libérales (2), la Prusse resta en fait une monarchie absolue. Après un court intermède libéral marqué par les réformes de Stein et de Hardenberg, elle devint, comme l'Autriche, un centre contre-révolutionnaire. Frédéric-Guillaume III, homme sec et borné, fait pour être inspecteur de boutons d'uniformes, renia la promesse solennelle faite à son peuple de lui octroyer une constitution (3).

Cependant, en dépit des mesures de répression, l'opposition de la bourgeoisie contre la noblesse et la monarchie absolue ne cessait de grandir. S'appuyant sur la puissance de l'argent, elle luttait de plus en plus énergiquement contre les privilèges nobiliaires et le pouvoir absolu, réclamant en particulier une constitution libérale et la liberté de la presse (4).

Comme elle réclamait ces réformes au nom du principe d'égalité, le mouvement libéral apparut, tout d'abord, comme un mouvement profondément démocratique. Mais, comme la bourgeoisie ne défendait en réalité, dans sa lutte politique, que ses intérêts de classe, le mouvement libéral n'avait, en fait, rien de démocratique. Le droit de vote qu'elle réclamait était, en effet, limité par le suffrage censitaire, qui excluait le peuple du pouvoir ; la liberté de la presse faisait de celle-ci, en raison du coût élevé de celle-ci, un privilège de la bourgeoisie ; il en était de même du jury, du fait que seuls des citoyens aisés pouvaient devenir jurés (5).

(1) Cf. *ibid.*, p. 574.

(2) Cf. *ibid.*, p. 575.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 572-573, 575-576.

(4) Cf. *ibid.*, p. 579 : « Comme la bourgeoisie n'est puissante que par l'argent, elle ne peut accéder au pouvoir politique qu'en faisant de l'argent le seul critère de la capacité d'un individu de participer à l'élaboration de la législation. Elle doit abolir tous les privilèges féodaux, tous les monopoles des temps passés pour les remplacer par le seul grand privilège et monopole de l'argent... La domination politique de la classe bourgeoise a, de ce fait, un caractère essentiellement libéral. La bourgeoisie détruit toutes les anciennes différences existant entre les différents Etats d'un pays, tous les privilèges et toutes les libertés reposant sur l'arbitraire ; elle est obligée de faire du principe électif le fondement du gouvernement, de reconnaître en principe l'égalité, de libérer la presse des entraves de la censure monarchique et d'introduire le jury pour se libérer de la classe particulière que constituent les juges, qui forme un Etat dans l'Etat. »

(5) Cf. *ibid.*, p. 579 : « Les libéraux (qui apparaissent au premier abord comme des démocrates) ne réclament, en réalité, toutes ces réformes que dans la mesure où elles permettent de remplacer tous les anciens privilèges personnels ou héréditaires par le privilège de l'argent. C'est ainsi que le droit

La bourgeoisie allemande imitait — par cette façon de justifier ses revendications au nom de la liberté et de l'égalité — la bourgeoisie française qui, elle aussi, avait fait appel avant et après la Révolution à ces principes pour la défense de ses intérêts. Comme la bourgeoisie allemande n'avait ni la force ni l'énergie nécessaires pour faire triompher ceux-ci, le libéralisme conserva en Allemagne, jusqu'à la Révolution de 1830, un caractère théorique. Les classes moyennes et la paysannerie se désintéressant, dans l'ensemble, des affaires publiques et le prolétariat étant encore en voie de formation, l'opposition se réduisit jusqu'en 1830 à des intellectuels qui considéraient les principes, au nom desquels la bourgeoisie française menait son combat, comme des vérités absolues et éternelles (1).

Au début, les associations secrètes d'étudiants, groupées dans la *Burschenschaft*, née de la guerre de libération, jouèrent un grand rôle dans cette opposition. L'idéologie de la *Burschenschaft*, qui réunissait des étudiants de tendance nationale et chrétienne et des étudiants libéraux, était très confuse. L'élément fondamental en était un idéal germano-chrétien, qui répondait à une vision idéalisée de l'ancien Empire germanique (2). En dépit de

de voter et d'être élu est réservé, grâce au suffrage censitaire, à la bourgeoisie. L'égalité, de son côté, est en réalité supprimée du fait qu'elle est limitée à l'égalité devant la loi, ce qui signifie que, l'inégalité entre riches et pauvres étant maintenue, l'égalité ne s'affirme que dans le cadre de cette inégalité fondamentale et que l'on baptise l'inégalité du nom d'égalité. Il en est de même de la liberté de la presse, qui devient un privilège de la bourgeoisie, du fait que l'impression coûte cher et qu'il faut trouver des acheteurs disposant de l'argent nécessaire pour payer ce qui est imprimé. Le jury lui aussi constitue un privilège de la bourgeoisie, car on veille à ce que seules des personnes respectables puissent s'asseoir sur les bancs des jurés. »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 580 s. : « Comme les Allemands constituent une nation de théoriciens n'ayant guère d'expérience pratique, ils ont considéré les mots d'ordre fallacieux, au nom desquels la bourgeoisie anglaise et française a combattu, comme des vérités éternelles. Les classes bourgeoises en Allemagne étaient heureuses de pouvoir vaquer tranquillement à leurs petites affaires ; lorsqu'elles arrivaient à obtenir une constitution, elles se vantaient d'avoir conquis la liberté, mais se souciaient, en fait, peu des affaires publiques. Partout où n'existait pas de constitution, elles étaient heureuses de ne pas avoir à élire des députés et à lire leurs discours. La classe ouvrière ne disposait pas du puissant levier qui l'avait soulevée en France et en Angleterre : des grandes manufactures, de la concurrence et de la domination de la bourgeoisie. Aussi restait-elle tranquille. La paysannerie se sentait bien opprimée dans les parties de l'Allemagne où les institutions modernes françaises avaient été abolies par un retour à l'ancien régime féodal, mais il lui fallait un stimulant plus fort pour l'amener à se révolter ouvertement. Aussi le parti révolutionnaire ne se composait-il en Allemagne, de 1815 à 1830, que de *théoriciens*. Il se recrutait dans les universités et ne comprenait que des étudiants. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 581 : « De la réunion de ces deux sectes (les germano-chrétiens et les libéraux), qu'on ne peut qualifier de partis, naquit cette formation bâtarde de libéraux, qui, dans leurs sociétés secrètes, rêvaient

ses idées confuses, la *Burschenschaft* joua un grand rôle dans la propagation d'idées révolutionnaires en Allemagne, au moment où l'Europe était agitée par les soulèvements populaires en Espagne, au Portugal, en Italie et en Grèce, qui, à l'exception de la révolte des Grecs contre les Turcs, furent tous écrasés par la Sainte-Alliance (1).

Etouffée sous le règne de la Sainte-Alliance, l'opposition révolutionnaire reçut une grande impulsion par la Révolution de 1830, qui amena en France d'abord, puis en Belgique, la bourgeoisie au pouvoir ; deux ans plus tard la bourgeoisie anglaise devait aussi y accéder par le *Reformbill*. Par contre les insurrections qui éclatèrent alors en Italie et en Pologne furent à nouveau écrasées. En Allemagne, la Révolution de 1830 donna naissance à un mouvement mi-libéral, mi-démocratique, qui lui aussi fut assez facilement vaincu à cause de la faiblesse de la bourgeoisie et de la classe ouvrière. Du fait de cet échec, le libéralisme conserva en Allemagne un caractère théorique et les mots d'ordre de *constitution* et de *liberté de la presse*, au nom desquels la bourgeoisie française avait mené sa lutte, continuèrent à être considérés comme des principes éternels, ce qui donna lieu, chez les libéraux, à un débordement de vaine rhétorique (2).

L'aggravation de la censure et de la répression en 1834 mit fin à ce mouvement. Ses dirigeants furent emprisonnés ou durent

d'un empereur avec couronne, manteau de pourpre, sceptre et tout le tralala, sans oublier une longue barbe grise ou rousse, entouré d'États généraux, dans lesquels clergé, noblesse, bourgeoisie et paysannerie auraient été dûment séparés les uns des autres. Ceci formait le mélange le plus ridicule de brutalité féodale et de mystification moderne bourgeois que l'on puisse s'imaginer. Mais c'était là précisément ce qui convenait aux étudiants avides d'enthousiasme et pour lesquels le but importait peu. »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 581-582.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 582 s. : « La bourgeoisie allemande voulait être libre politiquement, non pour diriger les affaires publiques conformément à ses intérêts, mais parce qu'elle avait honte de sa situation servile, par rapport aux Français et aux Anglais. Son mouvement manquait de la base solide qui avait assuré le succès du libéralisme en France et en Angleterre. Cette question du libéralisme présentait pour elle un intérêt plus théorique que pratique, ce qui explique son désintéressement relatif, contrairement à la bourgeoisie française de 1830 qui, elle, ne se montrait nullement désintéressée. Au lendemain même de la Révolution, Laffitte disait en effet : « Maintenant c'est nous les banquiers qui allons régner » et c'est ce qu'ils font jusqu'à ce jour. La bourgeoisie anglaise savait, elle aussi, très bien ce qu'elle faisait quand elle introduisit le suffrage censitaire. Comme la bourgeoisie allemande se compose de petits hommes d'affaires, d'enthousiastes, qui admirent la *liberté de la presse*, le *jury*, les *garanties constitutionnelles pour le peuple*, les *droits du peuple*, la *représentation populaire* qu'ils prennent pour des fins en soi et non pour des moyens de réaliser celles-ci, elle prit l'ombre pour la proie et n'obtint rien. »

fuir à l'étranger, de sorte qu'il disparut presque complètement de la scène jusqu'en 1840. C'est seulement dans le Parlement du grand-duché de Bade que l'opposition put encore faire entendre sa voix, mais sans grand succès (1). Ni l'Autriche, où le peuple se soumettait passivement au despotisme, ni la Prusse où la bourgeoisie continuait à se désintéresser des affaires publiques ne pouvaient offrir un terrain favorable au développement du mouvement libéral. Or ce n'était que de la Prusse, qui constituait maintenant le centre de l'histoire allemande, que pouvait partir un grand mouvement libéral en Allemagne (2).

En même temps que le mouvement libéral, se développait en France et en Angleterre le mouvement démocratique de la classe ouvrière qui s'était formé avant 1830. Par suite de la faiblesse de la classe ouvrière et du caractère encore progressiste de la bourgeoisie, le mouvement démocratique ouvrier resta au début subordonné au mouvement libéral bourgeois, les ouvriers ne se rendant pas encore compte de la différence entre le libéralisme en tant qu'expression politique des intérêts de classe de la bourgeoisie et la démocratie. Ceci explique pourquoi la classe ouvrière demeura au début un instrument entre les mains de la bourgeoisie. C'est ainsi que, pendant la Révolution de 1830, les ouvriers français luttèrent pour faire triompher les intérêts de la bourgeoisie ; c'est ce que firent aussi les ouvriers anglais en réclamant l'abolition des droits d'entrée sur les céréales. Cette subordination des intérêts de classe des ouvriers à ceux de la bourgeoisie ne fut possible que tant que la bourgeoisie resta une classe progressiste. En prenant le pouvoir en Angleterre et en France et en devenant par là même une classe conservatrice, la bourgeoisie ne songea plus qu'à la défense de ses propres intérêts, ce qui provoqua une opposition plus tranchée entre la bourgeoisie et le prolétariat et, avec elle, entre le libéralisme et la démocratie (3). Jusque dans les années quarante cependant la

(1) Cf. *ibid.*, p. 583.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 578-583.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 579 s. : « La première chose à expliquer est que, dans la période qui s'étend entre 1815 et 1830, le mouvement de caractère essentiellement démocratique de la classe ouvrière fut, dans tous les pays, plus ou moins subordonné au mouvement libéral de la bourgeoisie. La classe ouvrière, bien que plus avancée que la bourgeoisie, ne pouvait pas encore se rendre compte de la différence totale entre le libéralisme et la démocratie, entre l'émancipation de la classe bourgeoise et celle de la classe ouvrière, elle ne pouvait pas faire la différence entre la liberté donnée à l'argent et la liberté donnée à l'homme, avant que l'argent ne fût entièrement libéré sur le plan politique et que la bourgeoisie ne fût devenue une classe exclusivement dominante. C'est pourquoi les démocrates de Peterloo présentèrent des pétitions non seulement en faveur du suffrage universel, mais aussi en faveur

classe ouvrière manifesta son opposition non par des mouvements organisés, mais par des émeutes isolées, qui ne pouvaient mener à rien de durable (1).

Dans un dernier article où il étudiait les lois anglaises sur les céréales Engels analysait les raisons de l'établissement et de la suppression des droits d'entrée sur celles-ci (2). Jusqu'au milieu du XVIII^e siècle l'Angleterre a exporté des céréales. La diminution du prix de celles-ci et l'augmentation du prix de la viande provoquèrent la transformation accélérée des champs en pâturages, ce qui obligea l'Angleterre à importer des céréales. Le blocus continental, qui arrêta cette importation, provoqua l'augmentation du prix du blé et la reconversion des pâturages en terres arables. La paix de 1814 favorisa à nouveau l'importation de céréales ; pour protéger les intérêts des agriculteurs, les Tories, qui étaient alors au pouvoir, établirent des droits d'entrée sur les céréales, afin de maintenir le prix de vente du blé en Angleterre à un taux avantageux (3).

Ceci mécontenta non seulement les ouvriers, qui voyaient augmenter le prix du pain, mais aussi les fermiers qui se trouvaient insuffisamment protégés par ces droits d'entrée et la bourgeoisie qui, par suite de l'augmentation du prix du pain, devait payer de plus hauts salaires. Mettant à profit la colère de la classe ouvrière, la bourgeoisie fonda en 1838 une Ligue contre les Lois sur les céréales et demanda l'abrogation de celles-ci. Elle prétendait, en ce faisant, n'avoir en vue que le bien-être du peuple ; en réalité, elle ne songeait qu'à la défense de ses intérêts, la suppression des droits d'entrée sur les céréales devant lui permettre, par l'abaissement du coût de la vie, de réduire les salaires et d'être ainsi mieux à même de faire face à la concurrence étrangère (4).

de l'abrogation de la loi sur les céréales ; c'est pourquoi aussi les prolétaires combattirent en 1830 à Paris pour les intérêts politiques de la bourgeoisie et menacèrent en 1831 en Angleterre de combattre pour ces mêmes droits. Dans tous les pays la bourgeoisie a constitué, de 1815 à 1830, la fraction la plus puissante du parti révolutionnaire et lui a, de ce fait, fourni ses chefs. La classe ouvrière est nécessairement un instrument entre les mains de la bourgeoisie tant que celle-ci reste révolutionnaire ou progressiste... Mais du jour même où la bourgeoisie s'empare du pouvoir politique, du jour où tous les intérêts féodaux et aristocratiques sont anéantis par le pouvoir de l'argent et où la bourgeoisie cesse d'être progressiste et révolutionnaire pour devenir conservatrice, la classe ouvrière prend la direction du combat et son mouvement revêt un caractère national. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 583.

(2) Cf. F. ENGELS, Histoire des lois anglaises sur les céréales, *Le télégraphe pour l'Allemagne*, décembre 1845, nos 193 et 194 ; *M.E.W.*, t. 2, pp. 585-590.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 585 s.

(4) Cf. *ibid.*, p. 586.

Lorsqu'en 1842 l'arrêt des affaires provoqua une crise, qui plongea les ouvriers dans une profonde misère, l'agitation pour l'abolition des droits d'entrée sur les céréales prit un caractère révolutionnaire. Des meetings de plus en plus grands eurent lieu — celui de Manchester réunit cinq cent mille personnes. Pour provoquer une insurrection, qui aurait obligé le gouvernement à céder, les industriels se proposaient de fermer leurs fabriques, mais les ouvriers les devancèrent par une grève générale du textile, qui éclata dans le Lancashire. A la grande surprise de la bourgeoisie, les ouvriers, au lieu de demander, par priorité, l'abolition des lois sur les céréales, exigèrent avant tout une augmentation des salaires et la promulgation de la charte (1).

Devant le danger que présentait le soulèvement des ouvriers soutenus par les chartistes, la bourgeoisie aida le gouvernement à l'écraser, ce qui eut pour effet de révéler à tous les prolétaires son vrai visage. Décidés à ne lutter désormais que pour leurs seuls intérêts de classe, les ouvriers se désintéressèrent de l'abolition des lois sur les céréales et lorsqu'en 1843 une grande agitation fut à nouveau organisée en faveur de cette abolition par la bourgeoisie, ses orateurs furent hués et malmenés par les ouvriers, si bien que cette agitation dut être déplacée des districts industriels vers les districts ruraux (2).

Pour conclure, Engels soulignait que l'abolition des lois sur les céréales aurait de profondes conséquences économiques, sociales et politiques. Elle livrerait, en effet, l'agriculture anglaise à la concurrence de l'étranger, ébranlerait par là la puissance des grands propriétaires fonciers, aviverait leur lutte contre les fermiers, renforcerait la puissance de la bourgeoisie en aggravant en même temps la lutte de classes entre elle et le prolétariat et mettrait enfin à l'ordre du jour la promulgation de la Charte (3).

Par ces articles, qui égalaient par la profondeur et l'exactitude de l'analyse des rapports économiques et sociaux *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Engels confirmait son éminente capacité à juger les événements historiques, capacité qui allait faire de lui le collaborateur idéal pour Marx dans *L'idéologie allemande*.

(1) Cf. *ibid.*, pp. 587 s.

(2) Cf. *ibid.*, p. 589.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 599 s.

CHAPITRE IV

« L'IDÉOLOGIE ALLEMANDE »⁽¹⁾

Rédaction et publication

L'idéologie allemande est, après *La Sainte Famille*, le deuxième ouvrage rédigé en commun par Marx et Engels.

Dans cet ouvrage ils établissent d'une façon plus systématique et plus générale qu'ils ne l'avaient fait jusqu'alors les principes du matérialisme historique et du socialisme scientifique, comme fondements théoriques de la lutte de classe du prolétariat et en font une application magistrale dans la critique de la philosophie spéculative et du socialisme utopique.

Etant donné l'accord qui s'était réalisé dans leurs conceptions après leur rencontre à Bruxelles et au cours de leur voyage en Angleterre, il est difficile de préciser la part qui revient à Marx et à Engels dans ce travail. Comme dans *La Sainte Famille*, les conceptions théoriques fondamentales viennent sans doute de Marx, tandis que la contribution de Engels a été particulièrement importante, vu sa connaissance plus approfondie du régime capitaliste, dans l'analyse critique de l'histoire contemporaine, qui est celle du développement de ce régime.

Ce qui les incita à rédiger ce livre, ce fut, tout d'abord, en même temps que le besoin de clarifier, d'élargir et d'approfondir leur conception matérialiste du monde, le désir d'achever, à l'aide de celle-ci, la critique de la philosophie spéculative allemande, qui avait fait déjà l'objet de *La Sainte Famille* (2).

(1) Cf. M.E.W., t. 3. Karl MARX, Friedrich ENGELS, *L'idéologie allemande*, présentée et annotée par Gilbert BADIA, traduction de Henri ANGER, Gilbert BADIA, Jean BEAUDRILLARD, Renée CARTELE, Paris, Editions sociales, 1968.

(2) Cf. K. MARX, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Berlin, 1859 ; M.E.W., t. 13, Préface, p. 10 : « Friedrich Engels... était arrivé par une autre voie que moi (cf. *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*) au même résultat que moi et, lorsqu'il vint également s'établir à Bruxelles au printemps 1845, nous décidâmes d'exposer la différence fondamentale qui séparait nos conceptions des conceptions de la philosophie allemande, c'est-à-dire en fait de rompre avec notre propre passé philosophique. Ce projet fut réalisé sous la forme d'une critique de la philosophie post-hégélienne. »

Le motif immédiat de cette critique fut la publication dans le troisième volume de la *Revue trimestrielle de Wigand*, d'articles de Bruno Bauer et de Stirner, dont ils prirent connaissance après leur retour d'Angleterre (1).

Comme dans ces articles ils étaient accusés de dogmatisme, ils résolurent d'y répondre par une critique générale de la philosophie spéculative qui, dans leur esprit, devait faire suite à la critique de Bruno et d'Edgar Bauer dans *La Sainte Famille* et à celle de Stirner, dans leur correspondance avec Hess au début de 1845. Cette critique leur apparaissait si importante que Marx écrivait à son éditeur Leske que sa publication était indispensable pour que le public allemand devînt apte à comprendre et à adopter leurs conceptions (2).

Marx et Engels travaillèrent à cet ouvrage de septembre 1845 à août 1846. Ils se consacrèrent entièrement à sa rédaction, mettant provisoirement de côté les travaux qu'ils avaient entrepris, Marx la *Critique de la politique et de l'économie politique*, Engels son *Histoire générale de l'Angleterre* (3).

Dès que l'essentiel du livre fut terminé, vers mai 1846, Marx et Engels se mirent en quête d'un éditeur. Weydemeyer, qui était retourné en Westphalie fin avril 1846, les mit en rapport avec deux démocrates aisés, qui sympathisaient avec les socialistes vrais, Rudolph Rempel commerçant à Bielefeld et Julius Meyer, maître de forges à Beckenrode (4).

Après l'échec des pourparlers avec ceux-ci (5), Marx et Engels s'adressèrent, mais en vain, à différents éditeurs à Berne, Hérissau et Brème (6).

Jusque vers la mi-mai 1847, Marx et Engels poursuivirent leurs efforts pour publier leur ouvrage. Ils se trouvèrent en fin de compte disposés à scinder le manuscrit pour le faire paraître en plusieurs volumes, dont la vente aurait été plus facile. Là encore

(1) [B. BAUER], *Caractéristiques de Louis Feuerbach*, *ibid.*, pp. 86-146. M. STIRNER], *Les critiques de Stirner*, cf. *ibid.*, pp. 147-194. Sur ces articles, cf. chap. II de ce volume, p. 58.

(2) Cf. K. MARX à C. W. Leske ([Bruxelles], 1^{er} août [1846]), M.E.W., t. 27, pp. 448 s.

Cf. chap. III de cet ouvrage, p. 151.

(3) Cf. K. MARX, *Chronique de sa vie*, o. c., p. 29.

(4) Cf. B. ANDREAS et W. MÖNKE, Sur l'histoire de « L'idéologie allemande », *Archiv. für Sozialgeschichte*, Hanovre, 1967, t. 7.

(5) Cf. W. MÖNKE, La collaboration de Moses Hess à « L'idéologie allemande ». La publication de « L'idéologie allemande », *Annali*, Milan, 1967, t. 6, pp. 491-496.

(6) Cf. Lettres de Engels à Marx (Paris, 18 octobre 1846), M.E.W., t. 27, p. 58 ; (Paris, décembre 1846), *ibid.*, p. 71 ; (Paris, 15 janvier 1847), *ibid.*, p. 75 (Paris, 9 mars 1847), *ibid.*, p. 79.

leurs efforts furent vains et leur ouvrage resta à l'état de manuscrit (1). Marx écrivit au sujet de toutes ces tentatives à P. W. Annenkov : « Je vous aurais volontiers envoyé en même temps que cette lettre mon livre sur l'*Economie politique*, mais jusqu'ici je n'ai réussi à faire imprimer ni ce livre ni la critique des philosophes et socialistes allemands, dont je vous ai parlé à Bruxelles. Vous n'avez pas idée des difficultés auxquelles de telles publications se heurtent en Allemagne, d'une part du fait de la police, d'autre part du fait des éditeurs qui sont intéressés à soutenir toutes les tendances que j'attaque. Pour ce qui est de notre propre parti, non seulement il est pauvre, mais un groupe important du parti communiste allemand me reproche de critiquer son utopisme et sa phraséologie » (2).

Au sujet du sort du manuscrit, Marx devait écrire plus tard : « Nous abandonnâmes le manuscrit à la critique rongeuse des souris et ceci sans regrets, car nous avions atteint notre but essentiel, clarifier nos conceptions » (3).

Du vivant de Marx et de Engels il ne parut qu'une partie de la critique du socialisme *vrai*, que Marx publia sous forme d'article dans *Le vapeur de Westphalie* (4).

Après avoir revu le manuscrit en 1883, Engels proposa à Bernstein de le publier, mais cela ne put se faire pour des raisons

(1) Au sujet de la publication de *L'idéologie allemande*, cf. Lettres de J. Weydemeyer à K. Marx (13, 14 mai, 11, 28 juin 1846) (Institut pour le marxisme-léninisme, Moscou) (en abrégé I.M.L.M.).

Lettres de M. Hess à K. Marx (Verviers, 6 mai 1846 ; Cologne, 28 juillet 1846), M. Hess, *Correspondance*, Gravenhage, 1959, pp. 152 s., 163 s.

Lettre de W. Weitling à M. Hess (Bruxelles, 31 mars 1846), cf. *ibid.*, pp. 150 s.

Lettre de F. Engels à Bebel (25 octobre 1868), cf. F. ENGELS, *Lettres à Bebel*, Berlin, 1958, p. 157.

K. MARX, *Chronique de sa vie*, o. c., pp. 33-34.

E. BARNIGOL, *Weitling le Captif et sa « justice »*, Kiel, 1929, pp. 269-271.

Engels à Marx ([Paris], 9 mars 1847), *M.E.W.*, t. 27, p. 79 : « Au reste (*sic*), si la publication de notre manuscrit empêche la publication de ton livre, fiche le manuscrit dans un coin, car il est beaucoup plus important que ton livre paraisse. »

(2) Cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 462.

(3) Cf. K. MARX, *Contribution à la critique de l'Economie politique*, Préface, *M.E.W.*, t. 13, p. 10.

Comme l'écriture de Marx était presque illisible, la plus grande partie du manuscrit est de la main de Engels, qui avait une belle écriture, une partie du chapitre sur Stirner est de celle de Weydemeyer.

Le manuscrit est en partie dans un état défectueux, vingt-quatre pages manquent : Le libéralisme politique (quatre pages) ; Phénoménologie de l'égoïste ou la doctrine de la justification (quatre pages) ; La société (douze pages) ; La société III (quatre pages).

(4) K. MARX, Karl GRÜN, *Le mouvement social en France et en Belgique* (Darmstadt, 1847) ou L'histoire à la manière des socialistes « vrais », *Le vapeur de Westphalie*, 1847, pp. 439-463, 505-525.

d'opportunité (1). L'ayant relu alors qu'il rédigeait son livre sur *Louis Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, il lui trouva un caractère fragmentaire, qui le rendait peu propre à l'impression (2).

Après la mort de Engels, le parti social-démocrate allemand laissa le manuscrit dormir dans ses archives. Il en parut d'abord quelques fragments dans différentes publications. Ce n'est qu'en 1932 qu'il en parut une édition critique complète dans le tome V de la *M.E.G.A.*

Il est regrettable que *L'idéologie allemande* n'ait pas été immédiatement publiée, car cela aurait alors beaucoup facilité, comme l'écrivait Marx à Leske, la compréhension de leurs nouvelles conceptions.

L'idéologie allemande avait été tout d'abord conçue comme une critique de la philosophie spéculative posthégélienne. Ceci explique le sens particulier que revêt ici le mot idéologie, qui n'est pas pris dans le sens de conception du monde propre à une classe et à une époque, mais dans celui de mystification de la réalité par la spéculation...

Ils pensaient tout d'abord donner à leur controverse un tour humoristique, comme dans *La Sainte Famille*. De même que dans ce livre, ils avaient ridiculisé les coryphées de la *Critique critique*, Edgar et Bruno Bauer, en les présentant comme des incarnations du Saint-Esprit, ils se proposaient ici de tourner en ridicule Bruno Bauer et Stirner sous les traits de Pères de l'Eglise vaticinant dans un Concile. D'où le titre primitif du livre *Le Concile de Leipzig* qui s'explique par le fait que les articles de Bruno Bauer et de Stirner, dans lesquels Marx et Engels étaient attaqués, avaient été publiés dans la *Revue trimestrielle* de Wigand qui paraissait à Leipzig.

Ce Concile est très tumultueux et retentit de cris belliqueux. Il n'y est cependant pas question de choses terrestres, de problèmes actuels, tels que la construction de chemins de fer, les

(1) Cf. Eduard BERNSTEIN, Marx et le socialisme « vrai ». *Neue Zeit*, 1896, t. 2, pp. 216-220 : « Pendant l'été 1883, Engels me demanda dans une lettre si j'estimais que le moment était venu de publier... un très insolent manuscrit de Marx et de lui datant de 1847 et dans lequel les vrais socialistes étaient arrangés de belle façon, mais il retira bientôt cette offre, parce que cette publication n'aurait pas pu avoir lieu, sans blesser une fraction du parti, contre laquelle se dirigeait cette critique, ce qui, sous le règne de la loi contre les socialistes ne pouvait se faire sans absolue nécessité... quand je vins passer au printemps 1884 quelques jours chez lui, il me lut le soir le manuscrit en question... au cours d'heures qui restent pour moi inoubliables. »

(2) Cf. F. ENGELS, *Louis Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande*, *M.E.W.*, t. 21, p. 204.

tarifs douaniers, la constitution, mais uniquement de choses abstraites : conscience de soi, substance, à propos desquelles on discute passionnément. Bruno Bauer et Stirner font fonction de grands inquisiteurs, qui s'en prennent aux hérétiques. Bruno Bauer, sous les traits de saint Bruno, voue aux gémonies la substance, sous quelque forme qu'elle se présente, qui prétend se mesurer avec l'esprit sanctifié sous la forme de Conscience de soi. En face de lui Stirner, sous le nom de saint Max ou de Jacques le Bonhomme, mène à son terme le combat contre l'hérésie, en s'en prenant à toutes les idoles, y compris la Conscience de soi.

Comparaissent comme accusés Feuerbach, coupable d'avoir divinisé la substance, M. Hess qui a eu l'audace de traiter B. Bauer et Stirner de derniers philosophes et aussi Marx et Engels comme auteurs de *La Sainte Famille*. Tous sont chassés du Royaume de l'Esprit. Après quoi les deux Pères de l'Eglise en viennent aux mains, ce qui met fin au Concile de Leipzig (1).

Comme dans *La Sainte Famille*, où la tendance humoristique avait fait place à une analyse approfondie, non seulement de la *Critique critique* mais aussi de problèmes sociaux, politiques et idéologiques, la critique de plus en plus serrée de la philosophie spéculative devait amener Marx et Engels à renoncer au caractère humoristique qu'ils comptaient donner à leur ouvrage.

En même temps qu'ils critiquaient la philosophie spéculative, ils étaient, en effet, conduits à développer, par opposition à elle, leur conception matérialiste de l'histoire. Ceci entraînait une modification profonde et du thème et du plan du livre, et les amenait à lui donner comme titre *L'idéologie allemande* qui répondait mieux à son contenu (2).

Grâce à l'élaboration de plus en plus approfondie du matérialisme historique, Marx et Engels étaient maintenant à même de liquider, non seulement la philosophie spéculative, mais aussi tout dogmatisme et tout utopisme. Ceci explique qu'après la critique de la philosophie spéculative, ils entreprirent celle du socialisme *vrai*, forme que revêtait alors le socialisme utopique en Allemagne.

(1) Cf. *M.E.W.*, t. 3, pp. 78-82.

(2) *L'idéologie allemande Critique, de la philosophie allemande la plus récente dans la personne de ses représentants Feuerbach, B. Bauer et Stirner et du socialisme allemand dans celle de ses différents prophètes*. Ce titre a tout d'abord été utilisé par Marx dans une déclaration dirigée contre Karl Grün, qui parut dans le *Journal allemand de Bruxelles*, le 8 avril 1847; cf. *M.E.W.*, t. 4, p. 38.

D'où la division de *L'idéologie allemande* en quatre parties principales :

- A) Opposition entre la conception idéaliste et la conception matérialiste de l'histoire. Définition du matérialisme historique ;
- B) Analyse des grandes périodes de l'histoire humaine du point de vue du matérialisme historique ;
- C) Critique de la philosophie spéculative posthégélienne ;
- D) Critique du socialisme *vrai*.

Comme aussi bien leur critique de la philosophie spéculative que celle du socialisme *vrai* se fonde sur leur conception matérialiste de l'histoire, il paraît utile de procéder dans l'analyse de l'ouvrage, non selon l'ordre chronologique, c'est-à-dire d'après la date à laquelle les différentes parties ont été rédigées, mais d'après le lien rationnel qui les unit.

Le matérialisme historique

Dans *L'idéologie allemande*, l'exposé des principes fondamentaux du matérialisme historique ne se fait pas comme dans les *Thèses sur Feuerbach*, de façon systématique, mais à l'aide d'une analyse critique des principales périodes de l'histoire.

Cet exposé, qui constitue la partie essentielle de *L'idéologie allemande* fait l'objet d'un chapitre intitulé « Feuerbach », titre qui s'explique par le fait que Marx et Engels le considéraient maintenant comme un des représentants typiques de la philosophie contemporaine, dont il convenait de réfuter le matérialisme semi-métaphysique et par là même encore spéculatif, tout comme les doctrines plus délibérément spéculatives de Bruno Bauer et de Stirner.

Peut-être était-il primitivement dans leur intention de développer, comme Marx l'avait fait dans les *Thèses*, les principes du matérialisme historique, par opposition à ceux du matérialisme de Feuerbach. Mais le procédé utilisé dans les *Thèses* s'avérait ici impossible, car ils se proposaient d'exposer ces principes non de manière fragmentaire, comme dans *La Sainte Famille* ou sous la forme d'une esquisse, comme dans les *Thèses*, mais dans leur ensemble, ce qui ne pouvait se faire que par une analyse du développement historique.

Ceci devint à ce point l'objet primordial de ce chapitre, qu'en dépit de son titre : *Feuerbach. Opposition entre la conception*

matérialiste et la conception idéaliste du monde, il y est à peine question de Feuerbach (1).

Comme dans *La Sainte Famille*, ce chapitre s'ouvre par une réfutation de la conception idéaliste de l'histoire, qui vise ici à la fois les historiens bourgeois et les philosophes spéculatifs. Les historiens bourgeois ont systématiquement négligé dans leurs considérations la production par les hommes de leur vie matérielle. Ceci les a amenés à négliger les rapports économiques et sociaux engendrés par cette production. A la différence des historiens allemands, les historiens anglais et français ont bien entrepris une analyse de la société, et ont donné par là une base plus solide à leurs conceptions, mais, comme ils partagent les illusions propres à la bourgeoisie et croient que l'histoire est essentiellement déterminée par des causes religieuses ou politiques, ils l'ont ramenée à une succession de luttes religieuses et politiques, qui ne sont que des aspects secondaires et dérivés des luttes de classes, qui constituent l'élément déterminant de l'histoire.

« Toute conception de l'histoire a jusqu'ici négligé la base réelle de celle-ci ou l'a considérée comme quelque chose d'accessoire, n'ayant aucun lien avec le développement de l'histoire. De ce fait celle-ci a toujours été écrite selon des normes qui lui étaient étrangères. La production réelle de la vie est considérée comme du ressort de la préhistoire, tandis que l'histoire est séparée de la vie matérielle et apparaît ainsi comme quelque chose d'extra et de supraterrestre. Les rapports entre les hommes et la nature sont, de ce fait, exclus de l'histoire, ce qui engendre l'opposition entre la nature et l'histoire. On a été ainsi amené à ne voir dans l'histoire que de grandes luttes politiques et religieuses, considérées surtout comme luttes de principes et à partager pour chaque époque historique les illusions de cette époque. Si, par exemple, une époque s'imaginer être déterminée par des motifs purement politiques ou religieux, bien que la religion et la politique ne soient que des formes particulières que revêtent ses motifs réels d'action, l'historien acceptera cette conception. La conception, la représentation que les hommes d'une époque déterminée se font de leur vie réelle, devient le seul mobile qui régle et détermine effectivement leur activité pratique. Si la forme rudimentaire sous laquelle se présente la division du travail chez les Hindous et les Egyptiens engendre,

(1) Leur critique de Feuerbach sera analysée dans le chapitre qui a pour objet la critique du socialisme vrai.

chez ces peuples, un régime de castes, qui détermine leur forme d'Etat et de religion, l'historien croit que c'est ce régime qui a déterminé leurs rapports sociaux rudimentaires. Tandis que les Français et les Anglais partagent l'illusion politique, qui du moins reste très proche de la réalité, les Allemands se meuvent dans le domaine de l'esprit pur et font de l'illusion religieuse la force motrice de l'histoire » (1).

Chez les philosophes allemands modernes, l'histoire a pris un caractère tout à fait idéaliste, car elle se ramène au développement de l'Esprit, c'est-à-dire à une succession d'idées, qui se fait indépendamment des hommes qui les conçoivent et de leurs rapports économiques et sociaux (2).

Contrairement à ces conceptions plus ou moins idéalistes de l'histoire, Marx et Engels posent en principe que l'histoire réelle commence là où s'arrête la spéculation. Aussi partent-ils, dans leur conception de l'histoire, non d'abstractions, de concepts, mais de l'homme concret considéré dans son activité productive, c'est-à-dire dans ses rapports économiques et sociaux (3).

La première condition et présupposition de l'histoire est,

(1) Cf. *L'idéologie allemande*, Paris, Editions Sociales, 1968, pp. 70-71.

(2) Cf. *ibid.*, p. 71 : « La philosophie de l'Histoire de Hegel est la dernière et plus pure expression de cette façon qu'ont les Allemands d'écrire l'histoire, où il n'est question ni d'intérêts réels, ni même d'intérêts politiques, mais seulement d'idées pures... », pp. 77-78. « Après avoir séparé les pensées dominantes d'une époque des individus qui possèdent le pouvoir et surtout des rapports économiques et sociaux engendrés par un degré déterminé du développement des forces de production et être arrivé ainsi à ce résultat, que ce sont toujours les idées qui dominent dans l'histoire, il est très facile d'extraire de ces différentes idées la *Pensée en soi*, l'*Idee* considérée comme l'élément dominant dans l'histoire et de concevoir ces différentes idées comme des déterminations de l'*Idee* absolue, du Concept, qui se réalise au cours de l'histoire. Il est alors naturel de faire dériver tous les rapports humains du concept de l'homme, de l'homme conceptuel, de l'essence humaine, de l'homme en soi. C'est ce qu'a fait la philosophie spéculative. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 51 : « Contrairement à la philosophie allemande... on ne part pas ici de ce que les hommes disent, s'imaginent, se représentent, ni de ce que l'on dit, pense, s'imaginer, se représente au sujet de l'homme, pour arriver à l'homme concret ; on part de l'homme concret, considéré dans son activité pratique, pour expliquer également à partir du véritable mode de vie des hommes, le développement de leurs conceptions comme reflets de leur mode de vie... Cette façon de considérer l'histoire... part de prémisses réelles et s'y tient fermement. Ces prémisses, ce sont les hommes, non les hommes comme produits imaginaires de l'esprit, mais les hommes considérés dans leur développement concret, empirique qui se fait dans des conditions déterminées. Dès que l'on expose ce processus, l'histoire cesse d'être une collection de faits dépourvus de vie, comme chez les empiristes, qui restent encore abstraits, ou l'action imaginaire de sujets imaginaires comme chez les idéalistes. »

« C'est là où cesse la spéculation, c'est avec la vie réelle que commence la science réelle, positive, l'exposé de l'activité pratique des hommes et de leur développement concret. »

en effet, l'existence d'individus réels, vivant dans un milieu naturel et social et qui produisent leur vie matérielle par leur activité économique et sociale, qui leur permet de satisfaire leurs besoins, et tout d'abord leurs besoins élémentaires : nourriture, vêtements, logement (1).

La satisfaction de ces besoins et la création des moyens de production nécessaires à cet effet entraînent la naissance de nouveaux besoins, la création de nouveaux instruments de production et par là même le développement continu de l'histoire.

Le développement de la production détermine, de son côté, l'établissement de rapports sociaux entre les hommes. Les premiers rapports sociaux, engendrés à la fois par la production et par la procréation, sont ceux qui s'établissent dans la famille entre l'homme et la femme, entre les parents et les enfants. Ces rapports sociaux s'élargissent et deviennent de plus en plus complexes à mesure que s'accroissent les besoins et que se développent les moyens de production. La production de la vie matérielle, la création des moyens de production nécessaires à la satisfaction des besoins et les rapports sociaux déterminés par le mode de production ne constituent pas des degrés particuliers, des aspects différents de la vie humaine, mais se trouvent, de prime abord, en étroite connexion (2).

(1) Cf. *ibid.*, p. 45 : « Les prémisses dont nous partons n'ont pas un caractère arbitraire ; ce ne sont pas des dogmes, mais des prémisses réelles, dont on ne peut faire abstraction que par imagination. Ce sont les individus réels, leur activité, leurs conditions d'existence matérielles, aussi bien celles dont ils ont hérité, que celles qu'ils ont créées par leur propre activité. Ces prémisses sont ainsi vérifiables par voie purement empirique. »

« La condition première de toute histoire humaine est l'existence d'êtres humains vivants. La première chose à constater est donc la qualité corporelle de ces individus et les rapports qu'elle détermine entre ces individus et le reste de la nature. Nous ne pouvons naturellement pas nous étendre ici sur la constitution physique des hommes, ni sur les conditions naturelles qu'ils ont trouvées, conditions géologiques, orographiques, hydrographiques, climatiques et autres. Toute histoire doit partir de ces bases naturelles et de leur modification par l'action des hommes au cours de l'histoire. »

P. 57 : « ... nous devons commencer par constater que la condition première de toute existence humaine et, partant de toute histoire, est que les hommes doivent être à même de vivre pour pouvoir faire de l'histoire. Mais pour vivre il faut avant tout boire, manger, se loger, s'habiller et quelques autres choses encore. Le premier fait historique est donc la production des moyens permettant de satisfaire ces besoins, c'est-à-dire la production de la vie matérielle elle-même. C'est là un fait historique, la condition fondamentale de toute histoire... »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 57-58 : « Le second point est que le premier besoin lui-même une fois satisfait, l'activité qui permet de le satisfaire et l'instrument nécessaire à cet effet provoquent de nouveaux besoins ; cette production de nouveaux besoins est le premier fait historique. »

« La troisième circonstance qui intervient d'emblée dans le développement historique est que les hommes renouvellent chaque jour leur propre vie,

Par son activité productive, l'homme se distingue de l'animal, qui n'est pas capable, comme lui, de transformer la nature pour satisfaire ses besoins et qui doit, de ce fait, vivre de ce qu'elle lui offre de manière immédiate. Contrairement à l'animal, l'homme crée dans une mesure sans cesse croissante les conditions matérielles de sa vie par son activité productive, qui lui permet de satisfaire ses besoins par la transformation de la nature et de produire ainsi, de manière indirecte, sa vie matérielle (1).

Il résulte de cette transformation de la nature par l'homme que le milieu naturel pour l'homme n'est pas, comme pour l'animal, la nature primitive, telle qu'elle se présente immédiatement à lui, mais la nature telle qu'il la transforme progressivement par son travail, qu'il est ainsi, à la différence de l'animal, de moins en moins déterminé par son milieu naturel et qu'il agit sur les circonstances autant qu'elles agissent sur lui (2).

Par cette conception du rôle de l'activité productive dans l'organisation et le développement de la vie humaine, Marx et Engels substituaient à la conception idéaliste hégélienne de l'union du sujet et de l'objet dans l'Idée, la conception matérialiste de l'union entre l'homme et son milieu naturel et social résultant des rapports qui s'établissent par la production entre l'individu, la nature et la société, au cours de l'histoire.

En transformant la nature par son travail, l'homme se transforme lui-même, cette transformation concomitante de

engendrent d'autres hommes, se reproduisent, ceci crée des rapports entre homme et femme, parents et enfants et est à l'origine de la famille. La famille, qui est, au début, le seul rapport social, devient ensuite un rapport subalterne, lorsque les besoins accrus engendrent de nouveaux rapports sociaux et que l'accroissement de la population crée de nouveaux besoins... Il ne faut pas, du reste, considérer ces trois aspects de l'activité sociale comme trois stades différents de celle-ci, mais comme trois aspects... qui ont coexisté depuis le début de l'histoire, depuis les premiers hommes...

« La production de la vie, aussi bien de la sienne propre par le travail, que de celle d'autrui par la procréation, nous apparaît, dès maintenant, comme constituée par un double rapport, par un rapport naturel d'une part et par un rapport social d'autre part, rapport social en ce sens qu'il faut entendre par là la coopération de plusieurs individus, quels que soient les conditions, la manière et le but. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 45 : « On peut distinguer les hommes des animaux par la conscience, la religion ou par tout ce que l'on voudra. Eux-mêmes commencent à se distinguer des animaux, dès qu'ils se mettent à produire leurs moyens d'existence, progrès qui est conditionné par leurs aptitudes physiques. En produisant leurs moyens d'existence, les hommes produisent indirectement leur vie matérielle elle-même. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 70 : « ... les circonstances font tout autant les hommes que les hommes font les circonstances. »

la nature et de l'homme constitue le contenu essentiel de l'histoire.

Comme la vie des hommes est déterminée par ce qu'ils produisent et par la manière dont ils produisent, il faut partir, dans l'étude de l'histoire, du développement de la production. Celle-ci dépend tout d'abord de l'augmentation des besoins, qui est elle-même déterminée par l'accroissement de la population et par la quantité et la nature des matières premières dont disposent les hommes (1). La satisfaction des besoins, réalisée par la création et l'utilisation de moyens de production appropriés, engendre de nouveaux besoins qui, à leur tour, stimulent la production.

Comme les hommes ne peuvent pas satisfaire leurs besoins isolément, indépendamment les uns des autres mais seulement en s'associant dans leur travail, leur vie et leur travail ont un caractère social, qui est déterminé par le mode de production. Les relations sociales, les rapports sociaux — tels sont les termes par lesquels Marx et Engels désignent ce qu'ils appelleront plus tard les rapports de production — dépendent, en effet, étroitement des forces de production et se développent dans la mesure où des forces de production nouvelles et plus compliquées sont créées pour satisfaire des besoins nouveaux. A un certain degré de développement des forces de production correspond une certaine forme de rapports sociaux adaptée à la mise en œuvre de ces forces, ce qui fait que les rapports sociaux changent avec les forces de production (2).

Le développement des forces de production détermine, en même temps que la transformation des rapports sociaux, celle de la conscience et de la pensée. Conscience et pensée ne sont pas, en effet, comme le pensent les idéalistes et les spiritualistes, des éléments primaires, mais des éléments secondaires du procès historique, ils constituent cependant un élément essentiel de

(1) Cf. *ibid.*, pp. 45, 46 : « La façon dont les hommes produisent leur existence dépend tout d'abord de la nature des moyens d'existence qui leur sont offerts et qu'il leur faut reproduire... Cette production n'apparaît qu'avec l'accroissement de la population, qui elle-même présuppose des relations des individus entre eux. La forme de ces relations est de son côté conditionnée par la production. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 58 : « Il apparaît ainsi qu'un mode de production ou un stade industriel déterminés sont toujours liés à un mode de coopération ou à un stade social déterminé, que ce mode de coopération est lui-même une force productive, que l'ensemble des forces de production, dont disposent les hommes, détermine leur situation sociale et que l'on doit, par conséquent, toujours étudier et traiter l'histoire des hommes en liaison avec l'histoire de l'industrie et des échanges. »

l'histoire humaine qui se différencie par là foncièrement de celle des animaux (1).

De la liaison étroite qui s'établit entre la vie des hommes et le développement des forces de production résulte que l'on ne peut comprendre les différentes époques de l'histoire que si on les considère du point de vue du développement économique, c'est-à-dire du point de vue de la production, de la circulation et de la consommation des richesses, qui déterminent à la fois le développement social, politique et idéologique.

Les forces de production et les rapports sociaux déterminés par celles-ci se transmettent de génération en génération. Chaque génération nouvelle reçoit de la génération précédente des forces de production et des rapports sociaux qu'elle transforme pour les adapter à la satisfaction de besoins nouveaux et elle les transmet, ainsi transformés, à la génération suivante (2).

La marche de l'histoire résulte du développement dialectique des forces de production et des rapports sociaux. Par suite de la transformation constante des forces de production, due à l'accroissement des besoins, les rapports sociaux, adaptés à la mise en œuvre d'une forme déterminée de ces forces, deviennent une entrave au développement de forces nouvelles de production et doivent être remplacés par de nouveaux rapports sociaux adaptés à celles-ci (3). Cette contradiction, qui s'établit entre les forces de production et les rapports sociaux et qui est à

(1) Cf. *ibid.*, p. 60 : « Au début la conscience a un caractère aussi animal que la vie sociale elle-même. C'est une simple conscience grégaire et l'homme ne se distingue alors du mouton que par le fait que la conscience remplace, chez lui l'instinct ou que l'instinct a un caractère conscient. Cette conscience grégaire ou tribale se développe et se perfectionne ensuite sous l'effet de l'accroissement de la productivité, de l'augmentation des besoins et de celle de la population qui joue un rôle déterminant. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 65 : « L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations, dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces de production que lui ont transmises les générations précédentes. De ce fait, chaque génération poursuit, d'une part, mais dans des circonstances tout à fait changées, le mode d'activité qui lui a été transmis et, d'autre part, en changeant radicalement de mode d'activité, elle transforme l'ancien état de choses. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 98 : « Ces diverses conditions qui apparaissent tout d'abord comme des conditions de l'activité humaine, puis comme des entraves à celles-ci, constituent, dans tout le développement historique, une suite cohérente de rapports sociaux. Le lien qui les réunit réside dans le fait que les rapports sociaux, devenus une entrave pour la production, sont remplacés par de nouveaux rapports sociaux adaptés à des forces de production plus développées et par là même, à un plus haut niveau d'activité des individus, rapports sociaux qui, à leur tour, deviennent une entrave et sont remplacés par d'autres. »

l'origine des luttes politiques et sociales, constitue l'élément moteur de l'histoire (1).

Le passage d'un degré de développement des forces de production et des rapports sociaux à un autre ne se fait pas de manière automatique. Il s'opère sous l'action de luttes de classes et se réalise d'autant plus aisément et rapidement qu'il ne se heurte pas à la résistance de classes dominantes, qui se trouvent lésées par cette transformation. Ceci se produit dans le cas d'établissement de colonies et de formation de nouveaux pays civilisés, comme par exemple les Etats-Unis d'Amérique (2).

Le passage à un degré plus élevé du développement des forces de production et des rapports sociaux est d'autre part facilité, dans les temps modernes, par le fait que l'échange des marchandises s'est généralisé et a été stimulé par la concurrence des pays économiquement les plus avancés. Cette concurrence oblige, en effet, les pays arriérés à accélérer la transformation de leurs forces de production pour pouvoir subsister (3).

Ce passage ne doit pas être compris dans ce sens que les forces de production et les rapports sociaux dépassés sont immédiatement et radicalement supprimés et remplacés par de nouvelles forces de production et de nouveaux rapports sociaux. De même, en effet, qu'à une époque déterminée, d'anciennes forces de production subsistent à côté de nouvelles — le moulin à eau à côté du moulin à vapeur —, on voit coexister sur le plan social à côté d'éléments réactionnaires, dont les intérêts de classe et la conscience de classe répondent à des forces de pro-

(1) Cf. *ibid.*, p. 91 : « Selon notre conception, tous les conflits de l'histoire ont leur origine dans la contradiction qui s'établit entre les forces productives et les rapports sociaux. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 99 : « Par contre, dans les pays qui, comme l'Amérique du Nord, se forment dans une période historique déjà développée, ce développement se fait très rapidement. La seule condition naturelle préalable à ce développement est constituée par les individus qui viennent s'y établir et qui y sont poussés par le fait que les rapports sociaux existant dans leurs pays d'origine ne répondent pas à leurs besoins. Ces pays disposent donc, dès le début, des individus les plus évolués du vieux monde et, par là même, de rapports sociaux adaptés à ces individus et qui n'ont pas encore pu s'établir dans les vieux pays. C'est également le cas pour toutes les colonies, dans la mesure où elles ne sont pas de simples bases militaires ou commerciales. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 91 : « Il n'est du reste pas nécessaire que cette contradiction (entre les forces de production et les rapports sociaux) soit poussée à l'extrême dans un pays pour y provoquer des conflits. La concurrence avec des pays dont l'industrie est plus développée, concurrence provoquée par l'extension des rapports internationaux, suffit à engendrer une contradiction de ce genre, même dans les pays dont l'industrie est moins développée (par exemple l'apparition du prolétariat en Allemagne sous l'effet de la concurrence anglaise). »

duction dépassées, des éléments conservateurs, dont les intérêts de classe répondent au degré actuel de développement des forces de production et des éléments révolutionnaires, dont la conscience de classe est en avance sur leur temps (1).

L'élément essentiel du développement social est constitué par les luttes de classes entre possédants et non-possédants, luttes qui varient en même temps que se transforment les forces de production et les rapports sociaux et qui engendrent les révolutions sociales. Comme les luttes de classes ont souvent revêtu l'aspect de luttes religieuses ou politiques, qui masquaient leur caractère social, on a été amené à considérer les motifs religieux ou politiques comme la véritable cause des changements dans l'histoire, ceci d'autant plus aisément que les promoteurs des luttes religieuses ou politiques s'illusionnaient eux-mêmes sur les véritables raisons de celles-ci (2).

La transformation des rapports sociaux comme conséquence du développement des forces de production vient de ce que les forces nouvelles de production — dans la mesure où il ne s'agit pas d'un accroissement purement quantitatif de celles-ci — engendrent de nouvelles divisions du travail et de nouvelles

(1) Cf. *ibid.*, pp. 98-99 : « (Ce développement) ne progresse que lentement ; ses différents stades et les différents intérêts qui s'y font jour ne sont jamais complètement dépassés, ces derniers sont simplement subordonnés à l'intérêt alors prédominant et survivent ainsi pendant des siècles. Il en résulte qu'à l'intérieur d'une même nation les individus se développent d'une manière tout à fait différente, même si l'on ne tient pas compte de leur situation de fortune ; il en résulte également que des intérêts de classe appartenant à une période révolue et dont les rapports sociaux correspondants ont été remplacés par de nouveaux rapports sociaux, constituent encore une force traditionnelle dans les institutions (Etat, Droit) qui constituent un ensemble apparemment autonome en face des individus. Ceci explique également pourquoi, dans certains cas particuliers, qui permettent de dégager des conclusions générales, la conscience sociale de certains individus peut paraître en avance sur l'état de choses présent, de telle sorte que, dans les luttes d'une époque postérieure, on peut se référer à eux comme à des précurseurs sur le plan théorique. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 90-91 : « Cette contradiction entre les forces de production et les rapports sociaux qui, comme nous l'avons déjà vu s'est produite jusqu'ici déjà plusieurs fois dans l'histoire, sans toutefois en mettre en danger la base fondamentale, s'est manifestée chaque fois par une révolution, où elle a pris des formes particulières différentes, soit comme totalité de conflits, soit comme oppositions entre les différentes classes, soit comme contradictions qui se produisent dans la conscience, sous la forme de luttes idéologiques et politiques. En se plaçant à un point de vue étroit et borné, on peut séparer une de ces formes accessoires de l'ensemble dont elle fait partie et la considérer comme l'élément constitutif de cette révolution, ce qui est d'autant plus aisé que les auteurs de ces révolutions se sont fait eux-mêmes, sur leur propre activité, des illusions qui varient selon leur degré de culture et le stade de développement historique. »

formes de propriété, qui modifient les rapports sociaux (1).

Au début la division du travail résulte de la différence des aptitudes naturelles des individus, ainsi que de la différence des besoins et des circonstances naturelles (2). La division du travail, qui s'est développée en même temps que se développaient les forces de production, a eu tout d'abord comme conséquence la séparation entre la campagne et la ville, l'agriculture et l'industrie et l'opposition de leurs intérêts ; elle a amené ensuite la séparation entre l'industrie et le commerce, une spécialisation accrue dans la production et la circulation des marchandises, ainsi que la division entre le travail manuel et le travail intellectuel (3).

Aux différents degrés de la division du travail correspondent différentes formes et différents modes de propriété. Division du travail et propriété sont étroitement apparentées et liées, la division du travail se rapporte, en effet, à l'activité humaine, tandis que la propriété est liée aux résultats de celle-ci (4).

Le développement des forces de production, de la division du travail et la transformation du mode de propriété déterminent les rapports sociaux, c'est-à-dire les relations qui s'établissent entre les hommes par rapport à la production, à la propriété des instruments de travail et à la répartition du produit de celui-ci (5).

Ces rapports sociaux, joints à la division croissante du travail

(1) Cf. *ibid.*, p. 46 : « Dans la mesure où elle ne constitue pas un simple accroissement quantitatif des forces de production déjà existantes, toute nouvelle force de production (par exemple le défrichement du sol) a pour conséquence la formation d'une nouvelle division du travail... Les différents stades de développement de la division du travail constituent autant de formes différentes de la propriété. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 60 : « Ainsi se développe (par l'accroissement de la production) la division du travail, qui, à l'origine, n'était pas autre chose que la division du travail dans l'acte sexuel et qui est devenue ensuite la division du travail qui se fait d'elle-même, de manière naturelle, en vertu des dispositions naturelles (par exemple la force physique), des besoins, des circonstances, etc. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 46 : « La division du travail à l'intérieur d'une nation entraîne tout d'abord la séparation entre le travail industriel et commercial d'une part, et le travail agricole d'autre part, et, par là même, la séparation entre la ville et la campagne et l'opposition de leurs intérêts. Son développement ultérieur conduit à la séparation entre le travail commercial et le travail industriel. En même temps on voit se développer, du fait de la division du travail à l'intérieur des différentes branches d'activité, des subdivisions du travail à l'intérieur des travaux déterminés... ». P. 60 : « La parmi les individus coopérant à des travaux déterminés... ». P. 60 : « La division du travail ne s'opère véritablement qu'à partir du moment où il se fait une séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel... »

(4) Cf. *ibid.*, p. 47 : « Les divers stades de développement de la division du travail représentent autant de formes différentes de la propriété... »

Cf. *ibid.*, p. 61 : « Division du travail et propriété sont, du reste, des expressions identiques, la première exprime par rapport à l'activité ce que la seconde exprime par rapport au produit de celle-ci. »

(5) Cf. *ibid.*, p. 47.

qui contraint les individus à se spécialiser dans une activité de plus en plus délimitée, déterminent les conditions de vie des hommes (1).

Le développement des forces de production sous le régime de la propriété privée mène à la concentration de celle-ci entre les mains d'une minorité, ce qui a pour effet l'exploitation et l'oppression des non-possédants par les possédants et par là même la division de la société en deux classes antagonistes et l'aggravation de la lutte entre celles-ci.

La division de la société en classes détermine la situation sociale et aussi les conditions de vie des individus, qui varient selon la classe à laquelle ils appartiennent et qui les distinguent les uns des autres (2).

Non seulement les individus appartenant à des classes opposées se combattent entre eux, mais il en est de même, par suite de la concurrence qui les divise, pour les individus appartenant à une même classe, ceci dans la mesure où ils ne sont pas engagés dans une lutte commune contre leurs adversaires de classe (3).

Le développement des forces de production et des rapports sociaux détermine, en même temps que la formation des classes et les conditions de vie des individus, la formation, le développement et le caractère particulier des Etats et des nations.

La formation des Etats a pour condition préalable le régime de la propriété privée et la division de la société en classes antagonistes. Avec l'Etat la classe dominante se crée un instrument politique, qu'elle met au service de ses intérêts de classe ; de là résulte pour toute classe ascendante, la nécessité de s'emparer de l'Etat pour devenir classe dominante et avoir à sa disposition les pouvoirs de l'Etat : armée, police, justice, lois.

Les intérêts particuliers de la classe dominante revêtent, du fait qu'ils sont défendus par l'Etat, la forme d'intérêts généraux, existant indépendamment des rapports sociaux. L'Etat prend ainsi l'aspect fallacieux de représentant d'intérêts généraux communs à tous les individus, alors qu'il n'est, en fait, qu'un instrument de domination au service des classes possédantes (4).

(1) Cf. *ibid.*, p. 63 : « Dès que le travail commence à être réparti, chacun a une sphère d'activité exclusive, dont il ne peut s'évader ; il est chasseur, pêcheur, berger... et doit le rester, sous peine de perdre ses moyens d'existence. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 93.

(3) Cf. *ibid.*, p. 93.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 61-62 : « C'est justement cette contradiction entre l'intérêt particulier et l'intérêt collectif qui amène celui-ci à prendre, dans l'Etat, une forme indépendante, séparée des intérêts réels des individus, sous l'aspect d'une communauté illusoire, mais qui a cependant toujours

Représentant en principe les intérêts généraux vis-à-vis de la société, l'Etat apparaît aux individus comme une puissance indépendante de celle-ci, se développant par ses forces propres (1).

En réalité l'existence de l'Etat est subordonnée à celle de la société ; il naît à un certain stade de développement des forces de production et des rapports sociaux lorsque les intérêts privés se transforment en intérêts de classe et que naissent des rapports juridiques (2). L'Etat moderne se constitue à l'époque où la propriété privée prend la forme de capital ; il se détache alors complètement de la société et apparaît comme ayant une existence particulière, indépendante de celle-ci (3).

Il n'y a d'Etats encore semi-indépendants que dans les pays où les différentes classes de la population sont représentées politiquement, comme en France sous l'ancien régime, par des *Etats* différents et où, par conséquent, l'Etat, comme pouvoir central, ne peut pas être mis au service exclusif d'une seule classe (4). Dans les nations économiquement et socialement les plus avancées, l'Etat est devenu pour la bourgeoisie un instrument de domination d'autant plus docile qu'elle le tient sous son emprise par les emprunts qu'elle lui consent et par les valeurs d'Etat, qu'elle peut faire monter ou descendre à son gré (5).

pour base des intérêts de classe.... d'où la nécessité, pour toute classe qui aspire à la domination, de s'emparer d'abord du pouvoir politique, pour faire prévaloir ses intérêts particuliers comme intérêts généraux...

(1) Cf. *ibid.*, p. 63 : « La puissance sociale, c'est-à-dire la force productive décuplée qu'engendre la coopération des individus déterminée par la division du travail, n'apparaît pas à ces individus comme leur propre force conjuguée, parce que leur coopération n'est pas volontaire mais naturelle. Elle se présente, au contraire, à eux comme une puissance étrangère, qui se situe en dehors d'eux, dont ils ignorent et l'origine et le but, qu'ils ne peuvent plus dominer et qui, au contraire, parcourt dans son développement, une série de phases et de stades, indépendamment de la volonté des hommes et de leur comportement, qu'elle dirige. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 362 : « La vie matérielle des individus qui ne dépend nullement de leur seule volonté, leur mode de production, leurs rapports sociaux, qui se conditionnent réciproquement, sont la base de l'Etat et le restent à tous les stades, où, indépendamment de la volonté des individus, la division du travail et la propriété privée demeurent nécessaires. Ces conditions réelles ne sont nullement créées par le pouvoir de l'Etat, ce sont elles, au contraire, qui le créent. Les individus, qui exercent le pouvoir dans ces conditions, ne peuvent ainsi, abstraction faite de ce que leur pouvoir doit se constituer en *Etat*, que donner à leur volonté déterminée par ces conditions précises l'expression générale d'une volonté d'Etat, d'une loi, le contenu de cette expression étant toujours donné par les conditions de leur classe, comme cela ressort très clairement de l'analyse du droit privé et du droit pénal. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 105 : « Du fait que la propriété privée s'est émancipée de la communauté, l'Etat a pu acquérir une existence particulière, séparée et indépendante de la société. »

(4) Cf. *ibid.*, pp. 105-106.

(5) Cf. *ibid.*, p. 105.

Comme la classe dominante défend au moyen de l'Etat ses intérêts de classe, sous la forme d'intérêts généraux, il en résulte que, dans le cadre de l'Etat, les luttes de classes prennent la forme de luttes politiques, menées au nom de principes généraux : lutte entre l'aristocratie et la démocratie, entre la Monarchie et la République, qui masquent leur caractère de classe (1).

De même que l'Etat n'a pas un caractère absolu et ne se détermine pas au gré de sa volonté, mais est l'expression de rapports sociaux, le droit et la loi, par lesquels s'affirme sa puissance sont également déterminés par les rapports sociaux et évoluent avec ceux-ci (2). Le droit est né en même temps que la propriété privée, de la dissolution de la propriété collective primitive. Du fait de la naissance du droit, les rapports entre les individus ont perdu leur caractère personnel et ont été soumis à des règles déterminées, sous forme de lois que l'Etat édicte dans l'intérêt de la classe dirigeante (3).

Le droit moderne est né de la dissolution des rapports juridiques féodaux sous l'effet du développement du régime capitaliste. C'est ainsi que le droit maritime s'est formé à Amalfi, qui a été la première ville au Moyen Age à avoir un commerce maritime étendu (4).

En même temps que le droit sont nés les tribunaux qui ont remplacé le mode primitif et barbare de justice par des formes plus civilisées, au moyen desquelles les individus font valoir leurs droits. Les tribunaux modernes datent de l'époque où les rapports sociaux et les relations entre les Etats ont pris un caractère bourgeois (5).

La formation et le développement des nations sont déterminés, comme ceux des Etats, par le développement des forces de production et des rapports sociaux. Les relations qui s'établissent

(1) Cf. *ibid.*, p. 62 : « Il en résulte que toutes les luttes dans le cadre de l'Etat, lutte entre la démocratie, l'aristocratie et la monarchie, lutte pour le droit de vote, ne sont que les formes illusoires sous lesquelles sont livrés les véritables combats entre les différentes classes. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 106 : « L'Etat étant la forme dans laquelle les individus d'une classe dominante font prévaloir leurs intérêts communs et dans laquelle s'expriment les traits essentiels d'une société déterminée, il en résulte que toutes les institutions communes sont le fait de l'Etat et reçoivent, par là même, une forme politique. D'où l'illusion que la loi est l'œuvre de la volonté, d'une volonté libre, détachée de toute base concrète. Cela vaut également pour le Droit, ramené à la loi. »

Cf. *ibid.*, p. 365 : « L'expression de cette volonté déterminée par les intérêts communs des individus exerçant le pouvoir est la loi. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 106.

(4) Cf. *ibid.*, p. 106.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 376, 377.

entre elles dépendent de leur différent degré de développement économique et social (1).

Pour défendre leur production contre la concurrence de pays plus développés, les nations ont commencé par interdire l'exportation de métaux précieux et l'importation de marchandises étrangères au moyen de tarifs prohibitifs (2).

A partir du XVII^e siècle, les nations les plus avancées ont mené une lutte impitoyable pour la conquête de colonies et du marché mondial. Elles ont créé, à cet effet, des Compagnies coloniales dotées d'un monopole pour l'exploitation des colonies (3).

Par suite de l'extension universelle du mode de production capitaliste, les différences dans le développement économique et social des nations se sont progressivement amenuisées, elles sont sorties de leur isolement et leurs relations ont pris un caractère universel (4).

C'est de ce point de vue matérialiste que Marx et Engels esquissent un grandiose tableau de l'histoire humaine, qui leur permet de déterminer de manière de plus en plus exacte et approfondie les principes généraux du matérialisme historique.

Le développement de l'histoire humaine se divise en deux grandes périodes, qui se distinguent l'une de l'autre par le mode d'activité des hommes, la division du travail, la forme de propriété et les rapports sociaux. Dans la première période, le mode de production, de division du travail, de propriété et les rapports sociaux ont encore un caractère naturel, tandis que dans la deuxième période, ils sont de plus en plus déterminés par le développement de la civilisation. A la différence des *Manuscrits d'économie politique et de philosophie*, dans lesquels Marx avait divisé l'histoire, à la manière des utopistes, en une période de déshumanisation résultant du travail *aliéné* et une période de réhumanisation, par la suppression de ce mode de travail, Marx

(1) Cf. *ibid.*, p. 46 : « Les rapports des différentes nations entre elles dépendent du degré de développement qu'ont atteint chez chacune d'elles les forces de production, la division du travail et les rapports sociaux... Non seulement les relations d'une nation avec les autres, mais aussi toute sa structure interne, dépendent du niveau de développement de sa production et de son commerce intérieur et extérieur. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 86.

(3) Cf. *ibid.*, p. 87.

(4) Cf. *ibid.*, p. 66 : « Plus étendue et profonde est l'interaction sur le plan international du développement économique et social au cours de l'histoire, plus, de ce fait, les nations sont arrachées à leur isolement par le développement de la production et du commerce et plus la division de travail primitive existant à l'origine entre les nations est abolie, plus l'histoire prend un caractère mondial. »

et Engels s'attachent à montrer, ici, comment les deux grandes périodes de l'histoire de l'humanité se distinguent fondamentalement par la manière différente dont les hommes produisent leur vie matérielle.

Dans la première période, les hommes vivent de ce qu'ils trouvent immédiatement dans la nature, des plantes et de leurs produits (cueillette de céréales et de fruits), de la chasse et de la pêche, en sorte que les éléments de la production de leur vie matérielle ont un caractère naturel ; ils sont, en effet, constitués, non par les fruits de leur activité productive, qui leur permet de transformer la nature, mais par ce que celle-ci leur offre. Leur vie est ainsi déterminée par la nature telle qu'elle se présente à eux et la propriété se réduit à la possession du sol à l'état naturel. Comme les hommes, de prime abord, ne peuvent pas exister isolément, leur travail : cueillette, chasse, pêche, exigeant une coopération entre eux, ils vivent tout d'abord groupés dans la famille, puis dans la tribu. La famille constitue la première forme de rapports sociaux. Elle sert non seulement à perpétuer l'espèce humaine, mais aussi à satisfaire les besoins élémentaires de ses membres. Les rapports sociaux, qui se limitent, au début, aux relations qui s'établissent, du fait de la division du travail, entre l'homme et la femme, les parents et les enfants, se développent par suite de l'augmentation des besoins et de la production, qui mène à la constitution de tribus formées par la réunion d'un certain nombre de familles.

Dans la tribu, qui marque le début de la vie en société, les rapports sociaux se limitent, comme dans la famille, au travail exécuté en commun dans la cueillette, la chasse et la pêche, auquel s'ajoutent maintenant l'élevage et l'échange de produits de la nature ou d'une industrie encore très primitive (poterie). Les moyens de production, que les hommes utilisent alors, sont des instruments primitifs en pierre ou en bois ; il n'y a pas de division de travail et moins encore de séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel.

A cette première période de l'histoire de l'humanité succède une autre période déterminée par l'augmentation des besoins et des forces de production, dans laquelle la production de la vie matérielle est de plus en plus le résultat de l'activité productive des hommes.

Pour satisfaire des besoins sans cesse accrus du fait de l'augmentation de la population, les instruments primitifs sont progressivement remplacés par des instruments meilleurs et plus compliqués. En même temps que se développent les forces

de production, on voit s'opérer une plus grande division du travail, naître de nouvelles formes de propriété et de nouveaux rapports sociaux. La vie des hommes est de moins en moins liée, comme dans la période primitive, de manière étroite et immédiate à la Nature, et de plus en plus déterminée par le développement de nouvelles forces de production et de nouveaux rapports sociaux.

Avec la naissance du mode capitaliste de production et de circulation des marchandises, les rapports sociaux, perdant progressivement leur caractère individuel, sont de plus en plus chosifiés, par le fait qu'ils sont ramenés à un échange de marchandises. Les rapports sociaux ainsi chosifiés n'apparaissent plus aux individus comme des relations humaines, mais comme des puissances étrangères, qui les dominent (1).

Après cet exposé succinct des traits caractéristiques des deux grandes périodes de l'histoire humaine, Marx et Engels analysent en détail les principaux degrés de la seconde période. Ils procèdent en cela à la manière de Engels dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, où il avait montré comment les rapports économiques, sociaux, politiques et idéologiques sont déterminés par le développement des forces de production.

Cette deuxième période de l'histoire humaine comprend quatre grands degrés. Le premier est caractérisé par la propriété collective de la tribu, qui répond à un mode de vie encore primitif. Les hommes vivent encore de la cueillette, de l'élevage, de la chasse et de la pêche, ce qui nécessite la disposition de vastes étendues de terres et l'association étroite des membres de la tribu dans tous les domaines de leur activité. Dans ce mode de production, la division du travail ne va guère au-delà de celle qui existe dans la famille, elle est simplement étendue à toute la tribu. A ce mode de production et de division du travail correspond le régime patriarcal. Dans ce système on voit se développer l'esclavage, qui naît déjà dans la famille, où, par suite de l'inégale répartition de l'activité productive, la femme et les enfants deviennent, en fait, les esclaves du père qui dispose de leur travail. L'esclavage y prend, comme force de production, une extension de plus en plus grande dans la tribu, en particulier du fait des guerres entre les tribus, qui font des captifs des esclaves (2).

Le deuxième grand degré de cette période est constitué par

(1) Cf. *ibid.*, pp. 65, 66.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 47, 61.

le système antique de propriété collective de la commune et de l'Etat (1). Ce système naît de la réunion de tribus, qui forment un Etat et de l'extension des rapports sociaux par les échanges accrus de marchandises. Dans ce système de propriété collective, qui s'étend généralement à une ville et à ses environs immédiats, il se fait une séparation entre la campagne et la ville, entre l'agriculture et l'industrie, qui a un caractère artisanal et, à l'intérieur des villes, une différenciation entre l'industrie et le commerce (2).

L'extension des villes, qui prennent par suite du développement de l'industrie et du commerce une importance grandissante, nécessite la formation d'une administration et de l'Etat, ce qui entraîne d'autres divisions du travail, en particulier la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel (3).

Dans ce système, la production repose sur la généralisation de l'esclavage, qui est maintenant pleinement développé comme force de production. En même temps, on voit se préciser les rapports qui s'établissent entre les possédants et les non-possédants, entre les maîtres, qui seuls sont membres de l'Etat et les esclaves, privés de tout droit. On voit également se transformer progressivement le mode de propriété. A côté de la propriété collective qui reste prédominante, on voit apparaître, en effet, la propriété privée, qui ne se développe, au début, que comme forme subordonnée de la propriété collective. Les hommes libres, les maîtres ne peuvent, en effet, employer et exploiter les esclaves qu'en leur qualité de membres de l'Etat, en sorte que la propriété privée reste, à l'origine, liée à la propriété collective, qui constitue la base du pouvoir des hommes libres (4).

Ce système se désagrège, en particulier en Italie, dans la mesure où la propriété privée du sol se développe et se concentre

(1) Cf. *ibid.*, p. 47.

(2) Cf. *ibid.*, p. 67.

(3) Cf. *ibid.*, p. 80 : « La plus grande division du travail manuel et intellectuel est liée à la séparation entre la ville et la campagne. L'opposition entre la ville et la campagne apparaît avec le passage de la barbarie à la civilisation, de l'organisation tribale à l'Etat, de la localisation étroite de la vie à son élargissement dans la nation, elle persiste à travers toute l'histoire jusqu'à nos jours... L'existence de la ville implique la nécessité de l'administration, de la police, des impôts, etc., bref de l'organisation communale et, partant, de la politique en général. Ici apparaît également pour la première fois, la division de la population en deux grandes classes, division qui repose directement sur la division du travail et les instruments de production. Déjà la ville est le fait de la concentration de la population, des instruments de travail, du capital, des plaisirs et des besoins, tandis que la campagne est la manifestation du fait opposé, de l'isolement et de l'individualisation. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 67.

par la constitution de grands domaines. Ceci a pour effet l'élimination de la petite paysannerie, le dépeuplement des campagnes, où l'agriculture diminue au profit de l'élevage, les champs étant transformés en pâturages et l'émigration des paysans ruinés vers les villes, où ne trouvant pas de travail, celui-ci étant accompli par les esclaves, ils deviennent des parasites, des clients des riches et viennent grossir la plèbe. Ceci crée les conditions favorables aux invasions des Barbares, à qui la guerre et le pillage servent de moyen pour satisfaire leurs besoins (1).

Le troisième degré du développement des forces de production, de la division du travail et du mode de propriété est le système féodal qui, après la destruction de l'Empire romain par les Barbares, succède au système antique de propriété. Ce système s'établit après la destruction, par les Barbares, d'une masse énorme de forces de production, qui entraîne la décadence de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Ne pouvant plus satisfaire leurs besoins par le pillage, les Barbares doivent utiliser les forces de production qui subsistent encore dans les pays conquis, en adaptant leur mise en œuvre à des conditions économiques et sociales nouvelles. La faible densité de la population dans les territoires qu'ils occupent, la décadence de l'industrie, du commerce et des villes, l'importance primordiale prise par l'agriculture comme forme principale de production ainsi que l'organisation militaire des Barbares déterminent le caractère particulier du mode de production et des rapports sociaux propres au système féodal (2).

Du fait du rôle déterminant joué par l'agriculture dans la production, ce système n'est pas parti des villes, comme le système antique de propriété collective, mais des campagnes. Il a, comme le système antique, un caractère hiérarchique ; il repose, en effet, également sur l'exploitation de la masse des ouvriers agricoles par les propriétaires fonciers, avec cette différence, que le caractère de la classe dirigeante et de ses rapports avec la classe opprimée est autre, du fait du changement des conditions de production.

La nouvelle classe dominante se forme sur la base de la constitution militaire des Barbares. Les chefs militaires deviennent de grands propriétaires fonciers, qui constituent la haute noblesse ; avec l'aide de ses vassaux, celle-ci opprime la masse des ouvriers agricoles, qui ne sont plus des esclaves, mais des serfs. Avec les

(1) Cf. *ibid.*, pp. 48, 100.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 48, 101.

serfs se forme une nouvelle classe d'exploités, composée à l'origine d'anciens esclaves et de petits paysans ruinés, classe qui se perpétue par le fait que les serfs ne peuvent se libérer, étant attachés à la terre (1).

En même temps que se constitue le mode féodal de production agraire, avec la division du travail et les rapports sociaux qui lui sont propres, il se développe dans les villes une production artisanale, qui accentue l'opposition entre la ville et la campagne. Cette production artisanale se fait sur la base d'une organisation corporative, dans laquelle ceux qui exercent un même métier ou un même commerce s'unissent pour la défense de leurs intérêts (2).

Les corporations ont le même caractère hiérarchique que l'organisation agraire. A leur tête se trouvent les maîtres artisans, possesseurs des ateliers et des instruments de travail, qui disposent de compagnons et d'apprentis. La possession du monopole de production permet aux maîtres de régler à leur gré leurs relations avec les compagnons et les apprentis, relations qui revêtent, du fait des rapports personnels qui les unit, un caractère patriarcal. Malgré l'exploitation à laquelle ils sont soumis, les compagnons restent attachés à ce système, qui leur offre la possibilité de devenir à leur tour des maîtres (3).

Du caractère économique et social de ce système, qui écarte en fait la concurrence, résulte une certaine stagnation dans le développement de l'agriculture et de l'industrie. Le capital a encore essentiellement la forme de capital constant, constitué par la propriété du sol ou de l'atelier avec les outils et la clientèle. Faute de capital circulant, qui est alors très long à s'accumuler, les progrès des forces de production et de la division du travail sont très lents. Ils sont, de plus, retardés par le fait que le compagnon doit être capable d'exécuter tous les travaux afférents à son métier (4).

A la différence de l'agriculture et de l'industrie artisanale, le commerce se développe à une cadence plus rapide. Se détachant progressivement de la production, à laquelle il est à l'origine étroitement lié et subordonné, — le maître étant à la fois producteur et vendeur de ses marchandises — le commerce se rend indépendant, ce qui donne naissance à une classe nouvelle, celle des marchands. Dépasant les limites étroites de la ville et de

(1) Cf. *ibid.*, pp. 48-49.

(2) Cf. *ibid.*, p. 49.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 49, 82.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 49, 82-83.

sa banlieue immédiate, le commerce s'étend assez rapidement vers les villes voisines et prend un caractère interurbain. Comme il a ainsi la possibilité de se développer plus rapidement que l'agriculture et l'industrie artisanale, il devient l'élément prépondérant du développement économique et social. Favorisant les échanges et la création de nouveaux besoins, il stimule le développement de l'industrie par l'accroissement de la demande, par la diffusion plus rapide des inventions et des procédés nouveaux de fabrication, par l'amélioration et l'extension des moyens de transport et par la spécialisation progressive des villes dans la branche de production la plus rentable (1).

Le caractère particulier du développement de l'agriculture, de l'industrie artisanale et du commerce détermine l'organisation sociale et politique et les luttes de classes propres au système féodal. Celles-ci répondent à l'opposition qui naît entre les différentes classes à la campagne et dans les villes. A la campagne, la noblesse doit lutter contre les serfs et la petite paysannerie et elle se heurte dans les villes à l'opposition croissante de la bourgeoisie. La bourgeoisie, composée essentiellement par les maîtres artisans et les commerçants lutte, dans la mesure même où elle se fortifie par le développement de l'industrie et du commerce, avec une énergie croissante pour se libérer de la domination des princes, des évêques et des nobles. Les commerçants des villes libérées s'unissent pour se protéger contre les attaques des chevaliers pillards (2). Au cours de ces luttes, qui renforcent la puissance militaire et politique de la bourgeoisie, celle-ci prend de plus en plus conscience de son caractère de classe. Ses conditions particulières de vie deviennent, en effet, en se généralisant, les conditions de vie propres à toute la classe bourgeoise, c'est-à-dire des conditions de classe qui déterminent le mode d'existence et l'idéologie de chacun de ses membres ; il en résulte que la bourgeoisie se constitue de plus en plus en classe particulière (3).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 83-84.

(2) Cf. *ibid.*, p. 92.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 92-93 : « Ce n'est que très lentement que la classe bourgeoise se forma à partir de la bourgeoisie locale des différentes villes. Les conditions d'existence de chaque bourgeois en particulier se transformèrent, du fait de l'opposition de la bourgeoisie aux rapports sociaux existants et au mode de travail déterminé par ceux-ci, en conditions qui leur étaient communes à tous et qui étaient indépendantes de chaque bourgeois pris en particulier. Les bourgeois avaient créé ces conditions en se détachant des liens féodaux et avaient été déterminés par ces conditions dans la mesure même où leur comportement était fixé par leur opposition à la féodalité. Avec la liaison qui se fait entre les différentes villes, ces conditions communes à toute la classe bourgeoise se transformèrent en conditions de classe. Les

En même temps qu'elle mène le combat contre les princes et la noblesse, la bourgeoisie doit lutter contre les compagnons, qu'elle exploite, et aussi contre une couche de plus en plus considérable de plébéiens, formée en majorité de serfs, qui s'évadent des campagnes dans l'espoir de trouver dans les villes de meilleures conditions d'existence. Comme ils ne peuvent pas s'y procurer de travail régulier, du fait qu'ils n'appartiennent pas à une corporation, ils entrent en conflit avec les maîtres et les compagnons. A la différence du prolétariat moderne, ces plébéiens ne luttent pas contre l'ordre établi, mais contre les privilèges qui les empêchent de trouver à s'employer. Comme ils ne sont pas organisés, ils ne constituent pas, malgré leurs émeutes, un élément révolutionnaire dangereux, celui-ci étant alors surtout constitué par les serfs et les petits paysans, dont les révoltes se succèdent au Moyen Age (1).

L'organisation politique féodale caractérisée par l'émiettement du territoire en petites principautés, se transforme, sous l'effet de la subordination de la noblesse aux princes les plus puissants et aussi de l'aspiration de la bourgeoisie à voir se créer des Etats forts, mieux à même de les protéger et de promouvoir le développement économique. Les seigneurs féodaux sont, de ce fait, progressivement subordonnés au pouvoir royal et leurs territoires réunis pour former de puissants royaumes (2).

La découverte de pays neufs en Afrique, en Asie et en Amérique, bientôt transformés en colonies, amène un nouveau degré de développement économique et social. La création de colonies donne, en effet, une énorme impulsion au commerce, principalement au commerce maritime, qui, prenant de plus en plus un caractère international, se développe alors à une cadence plus rapide que l'industrie et joue un rôle non seulement économique, mais aussi social prépondérant. Les colonies deviennent la base du développement économique des nations européennes atlantiques. Après avoir, en effet, livré de l'or, de l'argent et des épices, elles deviennent, dans une mesure croissante, des fournisseurs de matières premières pour l'industrie et des débouchés pour les produits de celle-ci (3).

L'importation massive d'or et d'argent et les profits énormes

mêmes conditions, la même opposition, les mêmes intérêts devaient, dans l'ensemble, susciter partout les mêmes mœurs. La bourgeoisie n'a commencé à se développer qu'avec ces conditions... »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 81-82, 95-96.

(2) Cf. *ibid.*, p. 49.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 86, 88.

retirés du commerce maritime permettent une accumulation de plus en plus rapide du capital circulant, qui tend à dépasser en importance le capital constant.

L'accumulation du capital circulant permet d'accéder à un nouveau degré du développement des forces de production par le passage de la production artisanale à la production manufacturière, qui prend un grand essor du fait de l'extension du commerce (1).

Les manufactures sont créées, au début, en dehors des villes, dans des villages, où elles échappent aux règlements corporatifs. La main-d'œuvre leur est fournie par les serfs qui y trouvent de meilleures conditions de travail et de vie. Du fait de l'augmentation de la population et de la demande croissante de tissus, les manufactures se créent tout d'abord dans l'industrie textile, en particulier en Italie et dans les Flandres (2).

L'essor rapide du commerce maritime et de l'industrie manufacturière entraîne une aggravation de la concurrence entre les nations les plus avancées, qui devient la cause principale des guerres. Pour protéger son commerce maritime, sa production industrielle et l'accumulation du capital circulant, chaque nation a recours à la création de compagnies coloniales privilégiées, à des tarifs protectionnistes, à l'interdiction d'exporter de l'or et de l'argent, ainsi que des matières premières textiles : laine, lin, soie, chanvre, pour les faire travailler dans le pays même (3).

Le développement des manufactures, qui s'ajoute à l'essor du commerce, accélère l'accumulation du capital circulant, qui favorise la création d'un marché de l'argent avec banques, papier-monnaie, emprunts d'Etat (4).

L'extension prise par le commerce et l'industrie manufacturière s'accompagne d'une profonde transformation sociale et politique. Du fait que l'agriculture et la production artisanale perdent progressivement de leur importance par rapport au commerce et à l'industrie manufacturière, la noblesse voit sa puissance économique et son importance sociale et politique diminuer au profit de la grande bourgeoisie, tandis que l'artisanat dépérit peu à peu. La grande bourgeoisie, qui se forme au début principalement dans les villes maritimes, se sépare progressivement de la petite bourgeoisie et dispute de plus en plus âprement à la noblesse, tout d'abord en Angleterre, qui est le pays

(1) Cf. *ibid.*, pp. 84, 86.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 84, 85.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 85, 86, 87, 88.

(4) Cf. *ibid.*, p. 86.

économiquement le plus avancé, le rôle de classe dirigeante (1). Mais c'est là un long processus. Tant que l'accumulation du capital circulant se fait encore à une cadence relativement lente, que les privilèges des corporations entravent le développement de l'industrie et du commerce, que la production artisanale et le petit commerce restent, dans l'ensemble, prédominants, la bourgeoisie conserve, d'une manière générale, les mœurs et la mentalité de la petite bourgeoisie, ce qui la distingue de la période suivante, où la grande bourgeoisie donne le ton (2).

Au cours de cette transformation économique et sociale, les relations et les luttes entre les classes changent de caractère. Tandis que la noblesse lutte pour la défense de ses privilèges à la fois contre les serfs, la petite paysannerie, la bourgeoisie et la monarchie qui tend à l'absolutisme, la bourgeoisie s'efforce de renverser le système féodal, pour faire triompher ses revendications. Elle entre, également, en lutte ouverte contre le prolétariat qui se forme, en même temps que se développe l'industrie manufacturière.

L'apparition du prolétariat est précédée, vers la fin du Moyen Age, d'une rapide extension du vagabondage à la suite de la suppression des armées utilisées par les rois contre les grands vassaux et de la transformation d'une grande partie des terres en pâturages. Le nombre des sans-travail augmente alors énormément, ils deviennent des vagabonds qui constituent un danger public et sont impitoyablement décimés ; en Angleterre, le seul roi Henri VIII en fait pendre 72 000. Avec le développement des manufactures, les sans-travail commencent à trouver à s'employer mais à des conditions très dures. Dans les manufactures, en effet, les relations patriarcales qui existent dans les corporations entre maîtres et compagnons, sont supprimées, et les rapports entre patrons et ouvriers sont transformés en rapports d'argent, ce qui laisse le champ libre à une exploitation sans mesure des ouvriers (3).

Le développement de l'industrie et du commerce et l'accumulation de plus en plus rapide du capital circulant déterminent la formation d'un nouveau degré de développement des forces de production, marqué par le passage de la manufacture à la fabrique. Du fait que la demande croissante de produits industriels ne peut plus être satisfaite par les manufactures, celles-ci

(1) Cf. *ibid.*, p. 86.

(2) Cf. *ibid.*, p. 88.

(3) Cf. *ibid.*, p. 85.

sont remplacées progressivement par des fabriques, où l'emploi de machines se substitue à celui de la main-d'œuvre et où la vapeur est de plus en plus utilisée comme force motrice. Cette substitution de la fabrique à la manufacture se fait tout d'abord en Angleterre, qui doit satisfaire les besoins d'un marché mondial; elle s'opère ensuite dans tous les autres pays capitalistes sous la pression de la concurrence qui les oblige à moderniser leurs forces de production (1).

Grâce au développement des fabriques, la grande industrie dépasse maintenant en importance le commerce qui, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, avait joué un rôle prépondérant. L'essor de la grande industrie entraîne la transformation et le progrès des moyens de transport et de communication : navires à voiles et charroi, n'étant plus à même de satisfaire les besoins du commerce et de l'industrie, sont de plus en plus remplacés par les navires à vapeur et les chemins de fer. Il accélère l'accumulation du capital circulant, qui tend à dépasser en importance le capital constant et qui se libère de toutes ses entraves. Il favorise enfin l'expansion des grandes villes où, contrairement à ce qui existait encore dans les petites villes, les derniers vestiges d'agriculture et d'élevage : jardins, vergers, prairies, étables disparaissent, menant ainsi à son terme la séparation entre la campagne et la ville et assurant la suprématie à cette dernière (2).

Les progrès de la grande industrie amènent, en même temps qu'une transformation des forces de production et des rapports économiques, un changement plus profond dans les rapports sociaux et la vie des individus que celui qu'avaient provoqué l'introduction de la production manufacturière et l'extension du commerce maritime.

La séparation de plus en plus profonde entre l'activité productive de l'homme et le produit de son travail qu'entraîne le développement du mode de production capitaliste accélère le remplacement des relations individuelles par des échanges de marchandises, qui s'opèrent au moyen de l'argent et par là même la chosification des rapports sociaux.

L'essor de la grande industrie, qui subordonne à elle chaque nation civilisée et, à l'intérieur de celle-ci, chaque individu dans la satisfaction de ses besoins, détruit le caractère particulier de chaque nation et provoque une profonde transformation

(1) Cf. *ibid.*, pp. 89-90.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 89-90.

de sa structure sociale et des rapports entre les classes (1).

Tandis que la noblesse et la paysannerie perdent, du fait du retard que prend la production agricole par rapport à la production industrielle de plus en plus de leur importance économique et sociale et que l'industrie artisanale résiste de plus en plus difficilement à la concurrence de la grande industrie, on voit augmenter la puissance de la grande bourgeoisie, qui, par la possession des nouvelles forces de production et du capital circulant, devient progressivement, dans tous les pays, la classe dirigeante.

La société bourgeoise, qui répond, sur le plan social, au développement des forces de production en régime capitaliste, prend de plus en plus, comme celui-ci, un caractère international. La bourgeoisie soumet, en effet, tous les Etats non capitalistes aux exigences de ses intérêts particuliers et, dans les Etats capitalistes, toutes les autres classes à ceux-ci, créant ainsi, comme autrefois la noblesse, sur un plan international, des rapports sociaux, politiques et idéologiques conformes à ses intérêts de classe, bouleversant les mœurs et les conceptions existantes et devenant, de ce fait, l'élément social déterminant de l'histoire moderne (2).

Bien que dépassant le cadre de l'Etat et de la Nation, la bourgeoisie est obligée de s'appuyer à l'intérieur sur un Etat fort, pour la défense de ses intérêts de classe et à l'extérieur sur une Nation puissante, pour pouvoir lutter contre la concurrence étrangère (3).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 89-90 : « C'est elle (la grande industrie) qui créa l'histoire mondiale, dans la mesure où elle subordonna chaque nation civilisée et, pour la satisfaction de ses besoins, chaque individu de cette nation au monde entier et où elle détruisit le caractère particulier de chaque nation... Elle enleva à la division du travail sa dernière apparence de phénomène naturel. D'une manière générale, elle détruisit dans toute la mesure possible le caractère naturel du travail et remplaça les rapports naturels par des rapports d'argent... Partout où elle pénétra, elle détruisit l'artisanat et, plus généralement, tous les stades antérieurs de l'industrie... Elle créa, en général, partout les mêmes rapports entre les classes de la société et détruisit, de ce fait, le caractère particulier des différentes nationalités. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 93 : « La bourgeoisie elle-même ne se développe que petit à petit, en même temps que les conditions qui lui sont propres ; elle se partage à son tour en différentes fractions, selon la division du travail, et finit par absorber dans son sein toutes les classes possédantes antérieures... dans la mesure où toute propriété est convertie en capital commercial ou industriel. »

Cf. *ibid.*, p. 89 : « Elle (la bourgeoisie) anéantit le plus possible l'idéologie, la religion, la morale et, lorsqu'elle n'y réussit pas, elle leur donna un caractère mensonger. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 104 : « La société civile est constituée par l'ensemble des rapports matériels des individus, dans le cadre d'un stade déterminé de développement des forces de production. Elle embrasse l'ensemble de

Elle se sépare maintenant beaucoup plus nettement des classes moyennes, qui perdent de plus en plus de leur importance économique, sociale et politique et engage une lutte impitoyable contre le prolétariat, qui naît en même temps qu'elle, pour ainsi dire à la manière d'une antithèse. Bourgeoisie et prolétariat se développent, en effet, comme produits sociaux antagonistes du système capitaliste, la première s'attachant à le défendre, l'autre à le détruire (1).

La lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, qui succède à la lutte entre les maîtres et les esclaves dans l'Antiquité, entre les nobles et les serfs au Moyen Age (2), s'accroît dans la mesure même où le prolétariat se développe, où l'exploitation à laquelle il est soumis empire et où il prend conscience de l'opposition radicale qui sépare ses intérêts de classe de ceux de la bourgeoisie (3).

Du développement même du système capitaliste naît un antagonisme croissant entre la propriété et la production, entre le capital et le travail, d'où la division de plus en plus accentuée de la société en deux grandes classes, la bourgeoisie, qui possède les forces de production et le prolétariat, privé de tous biens (4).

la vie commerciale et industrielle de ce degré de développement et débordent par là même l'Etat et la Nation, bien qu'elle doive s'affirmer à l'extérieur comme nationalité et s'organiser à l'intérieur comme Etat. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 90 : « Enfin, tandis que la bourgeoisie de chaque nation conserve encore des intérêts nationaux particuliers, la grande industrie crée une classe, dont les intérêts sont les mêmes dans toutes les nations et pour laquelle la nationalité est déjà abolie, une classe qui s'est réellement libérée du monde ancien et qui s'oppose en même temps à lui. »

Cf. *ibid.*, pp. 67-68 : « Dans le développement des forces de production, il arrive un stade où naissent des forces productives et des rapports sociaux qui ne peuvent être que nuisibles dans le cadre des rapports existants, qui ne sont plus des forces de production, mais des forces de destruction (le machinisme et l'argent), où il naît, par elles, une classe qui supporte toutes les charges de la société sans jouir de ses avantages, qui est exclue de la société et poussée ainsi à s'opposer radicalement à toutes les autres classes, une classe qui constitue la majorité des membres de la société, une classe qui prend conscience de la nécessité d'une révolution radicale, d'une révolution communiste. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 474.

(3) Cf. *ibid.*, p. 102 : « On a ainsi d'une part une totalité de forces productives, qui se sont pour ainsi dire chosifiées, qui ne sont plus pour les individus eux-mêmes leurs forces propres, mais celles de la propriété privée et qui ne sont, de ce fait, celles des individus que dans la mesure où ceux-ci sont des propriétaires... »

« D'autre part, on voit se dresser, en face de ces forces productives, la majorité des individus, dont ces forces se sont détachées, qui sont ainsi frustrés du contenu réel de leur vie, et sont devenus des individus abstraits, mais qui aussi et seulement alors sont mis en état d'entrer en rapport les uns avec les autres, en tant que tels. »

(4) Cf. *ibid.*, pp. 101-102 : « Dans la grande industrie et par la concurrence, toutes les conditions d'existence, les déterminations et les particula-

Ne possédant que son travail, le prolétaire est obligé, pour vivre, de se vendre comme une marchandise, ce qui le réduit lui-même à l'état de marchandise et le subordonne aux lois qui régissent la production et la vente des marchandises. Il est livré ainsi, sans merci, à une exploitation et à une oppression impitoyables de la part des capitalistes. Sa condition est encore aggravée par le fait que le travail, au lieu d'être pour lui l'activité libre, productive, par laquelle l'homme s'affirme en tant que tel, est un travail qui lui est imposé, un travail d'esclave, qui le diminue dans la mesure où il produit, et que la division du travail, de plus en plus poussée, le soumet à un labeur épuisant et démoralisant, dont il ne peut s'évader (1).

L'oppression dont est victime le prolétaire paraît être contredite par le fait, qu'à la différence de l'esclave ou du serf, il peut apparemment disposer librement de son travail. En fait, il est étroitement soumis à la puissance du capital, de sorte que sa condition ne diffère guère, en réalité, de celle de l'esclave ou du serf. La servitude qui pèse de manière particulièrement lourde sur les prolétaires s'étend, au demeurant, à tous les individus en régime capitaliste, du fait de la chosification des rapports sociaux (2).

La misère qu'il endure pousse de plus en plus le prolétariat à la révolte, d'où l'aggravation constante de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat. Pour se défendre contre le prolétariat et, d'une manière plus générale, pour la défense de ses intérêts, la bourgeoisie dispose de la puissance de l'Etat

rités des individus se sont réduites à ces deux formes très simples : propriété privée et travail... La division du travail implique d'emblée la division des conditions de travail, des instruments, des matériaux, le morcellement du capital accumulé entre divers propriétaires et par suite la division entre le capital et le travail, ainsi que les diverses formes de propriété. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 102 : « Le travail, seul bien qui les unisse (les prolétaires) aux forces de production et qui est leur seul moyen d'existence, a perdu chez eux toute apparence d'affirmation de soi et n'assure leur vie qu'en la diminuant. »

Cf. *ibid.*, p. 95 : « Chez les prolétaires, au contraire, leurs conditions de vie, leur travail et donc toutes les conditions d'existence dans la société actuelle sont devenus quelque chose de contingent, qui échappe à leur contrôle... La contradiction entre la personnalité du prolétaire et les conditions de vie, qui lui sont imposées, lui apparaît d'autant mieux qu'il a été sacrifié, dès sa prime jeunesse, et qu'il n'a aucune chance d'arriver, dans le cadre de sa classe, à des conditions qui lui permettraient d'accéder à une autre classe. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 94-95 : « Les individus s'imaginent être plus libres sous la domination de la bourgeoisie qu'avant, parce que leurs conditions d'existence ne leur paraissent pas être dictées par la nécessité ; ils sont, en réalité, naturellement beaucoup moins libres qu'avant, parce que plus étroitement subordonnés à la chosification des rapports sociaux. »

qui, avec son armée, sa justice et sa police, est à sa dévotion, grâce aux emprunts qu'elle lui consent (1).

Par la domination qu'elle exerce sur l'Etat, la bourgeoisie peut faire prédominer ses intérêts de classe sous la forme d'intérêts généraux, défendus par l'Etat. D'où la nécessité pour toute classe qui aspire à devenir classe dominante de conquérir le pouvoir politique, c'est-à-dire l'Etat (2).

Outre sa puissance économique, sociale et politique, la bourgeoisie bénéficie de l'appui que lui apporte l'économie politique, qui s'applique à justifier le système capitaliste, en le présentant comme un système rationnel et nécessaire. Elle part, à cet effet, du principe que les fondements de ce système, le profit et la concurrence, sont les éléments moteurs indispensables au progrès économique et social.

Cette justification du capitalisme a trouvé son expression principale dans la théorie utilitaire. Cette théorie a été tout d'abord développée en Angleterre par Hobbes et Locke, au moment où éclataient, dans ce pays, les révolutions qui permettaient à la bourgeoisie d'accéder au pouvoir. La théorie de Hobbes et surtout celle de Locke reflètent le degré élevé du développement des manufactures, du commerce maritime, de la colonisation et de l'accumulation du capital circulant, qui favorisait la création de banques et de sociétés par actions (3).

La théorie utilitaire a été développée en France par les physiocrates. Comme le développement économique en France était moins avancé qu'en Angleterre, que l'agriculture prédominait encore largement, et que le système féodal n'était pas encore profondément ébranlé, les physiocrates restent, dans leur idéologie, prisonniers de cet état de choses. Ils considèrent l'agriculture comme le mode essentiel de production, comme celui qui détermine de manière primordiale les rapports sociaux (4).

(1) Cf. *ibid.*, p. 397 : « Le développement, l'accumulation de la propriété bourgeoise, autrement dit le développement du commerce et de l'industrie n'ont pas cessé d'enrichir les individus, tandis que l'Etat s'endettait de plus en plus... Il est évident que, dès que la bourgeoisie a accumulé de l'argent, l'Etat doit venir mendier auprès d'elle et il est finalement littéralement acheté par elle. »

Cf. *ibid.*, p. 105 : « C'est à cette propriété privée moderne que correspond l'Etat moderne, que les possédants ont acheté par les impôts, dont ils ont fait entièrement leur chose par le système de la dette publique et dont l'existence dépend, par le jeu de la baisse et de la hausse des valeurs d'Etat à la Bourse, entièrement du crédit que lui accordent les propriétaires, les bourgeois. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 62.

(3) Cf. *ibid.*, p. 453.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 453-454.

La théorie utilitaire a été également développée en France, mais sur un autre plan, par Helvétius et Holbach. Détachant cette théorie du développement économique et social, auquel elle était étroitement liée chez Hobbes et Locke, ils lui ont donné un caractère philosophique. Ce qui était chez Hobbes et Locke la généralisation théorique des traits fondamentaux des rapports économiques et sociaux est devenu chez eux, qui étaient les porte-parole de la bourgeoisie révolutionnaire française, le système de l'intérêt personnel bien compris, qui se confond avec l'intérêt général (1).

La doctrine utilitaire a trouvé comme théorie justificative du système capitaliste sa forme achevée en Angleterre avec Godwin, Bentham et Stuart Mill, au moment où la domination de la grande bourgeoisie commençait à s'affirmer pleinement. En soutenant que l'utilité générale a pour base nécessaire la concurrence et le profit, qui créent les meilleurs rapports sociaux possibles, ils ont fait de la théorie utilitaire une apologie pure et simple du capitalisme (2).

Cependant plus le capitalisme devient une entrave pour le développement des forces de production par les crises et la lutte de classes qu'il engendre, plus il devient difficile à la bourgeoisie de le justifier et de défendre ses privilèges de classe (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 453 : « Helvétius et Holbach avaient devant eux, sans parler de la théorie anglaise et du développement de la bourgeoisie hollandaise et française, l'exemple de la bourgeoisie française luttant pour son émancipation. L'esprit de négoce, qui s'était généralisé au XVIII^e siècle, s'était emparé de toutes les classes de la société et se manifestait en France, en particulier, sous la forme de la spéculation. Les embarras financiers du gouvernement, les débats sur les impôts, qui en résultaient, intéressaient alors la France tout entière. Ajoutons à cela que Paris était au XVIII^e siècle la seule métropole, la seule ville où s'établissaient des relations personnelles entre les individus de toutes les nations. Ceci, joint au caractère universel du tempérament français, a donné à la théorie d'Helvétius et d'Holbach ce caractère universel qui lui est particulier, mais l'a dépouillé du contenu économique positif, qui se trouvait encore chez les Anglais. La théorie qui, chez les Anglais, était encore une simple constatation de faits devient, chez les Français, un système philosophique. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 454.

(3) Cf. *ibid.*, p. 323 : « Plus la forme normale des rapports sociaux et avec elle les conditions d'existence de la classe dominante accusent leur contradiction avec les forces de production avancées, plus s'accusent la division qui naît au sein même de la classe dominante et le fossé qui la sépare de la classe dominée, plus se falsifie aussi la conscience qui, à l'origine, répondait à ces rapports sociaux. En même temps qu'elles cessent de leur être adaptées, les conceptions antérieures traditionnelles, qui répondaient aux rapports sociaux et dans lesquelles les intérêts personnels étaient présentés sous la forme d'intérêt général se dégradent, se transforment en une phraseologie idéalisante, en illusion consciente, en hypocrisie délibérée, plus elles sont démenties par la vie, plus elles perdent de valeur pour la conscience, plus elles sont délibérément valorisées et plus le langage de cette société se fait hypocrite et prend un caractère moral et sacré. »

Cette défense se heurte, en effet, à la résistance du prolétariat, qui ne cesse d'accentuer sa lutte contre la bourgeoisie, à mesure que la grande industrie se développe et se concentre dans les grandes villes. Comme l'exploitation que subit le prolétariat se fait particulièrement sentir dans la grande industrie, l'esprit combatif et révolutionnaire du prolétariat est surtout développé chez les ouvriers de l'industrie, il l'est moins chez les mineurs et moins encore chez les ouvriers agricoles, d'où le rôle non seulement économique, mais aussi social et politique du développement de l'industrie.

L'action révolutionnaire du prolétariat ne peut avoir de chances de succès que s'il se libère complètement des illusions et mystifications par lesquelles la bourgeoisie cherche à le détourner de sa lutte et que s'il ne se laisse guider dans celle-ci que par ses seuls intérêts de classe.

Le but de cette lutte ne peut être que la suppression du système capitaliste par une révolution communiste. Seule, en effet, l'abolition totale de ce système, avec la division du travail et la forme de propriété qu'il engendre, peut libérer le prolétariat de l'exploitation et de la servitude (1).

La tâche révolutionnaire de détruire le système capitaliste et de créer un nouvel ordre social incombe au prolétariat, à la fois parce qu'il est contraint d'entrer en lutte contre ce système pour se libérer et parce que, du fait de la désintégration du système capitaliste, la bourgeoisie doit renoncer à jouer le rôle dirigeant, qu'elle a jusqu'ici tenu dans tous les domaines.

La révolution communiste se distingue profondément des révolutions sociales qui ont eu lieu jusqu'ici. Celles-ci ne se proposaient pas, en effet, d'abolir le système de la propriété privée, mais de transformer les rapports sociaux existants et de remplacer la classe dirigeante par une autre. Comme elles se sont produites dans des conditions où la production était encore limitée et par conséquent encore insuffisante à satisfaire les besoins de tous, leurs promoteurs se sont avant tout attachés à satisfaire les besoins de la classe privilégiée au détriment des

(1) Cf. *ibid.*, p. 96 : « ... les prolétaires, eux, doivent, s'ils veulent s'affirmer en tant que personnes humaines, abolir leurs conditions d'existence qui sont aussi celles de la société jusqu'à nos jours et abolir ainsi le travail tel qu'il existe : ils se trouvent, de ce fait, en opposition avec la forme que les individus ont jusqu'à présent donnée à la société comme expression collective, c'est-à-dire avec l'Etat, et il leur faut renverser l'Etat pour réaliser leur personnalité ».

autres classes, en particulier de la classe ouvrière, qui a continué à être durement exploitée (1).

La révolution communiste est facilitée par le fait que les pays capitalistes économiquement et socialement arriérés, comme l'Allemagne, sont contraints, par la concurrence des pays plus avancés, en particulier de l'Angleterre, de développer leurs forces de production, ce qui a pour conséquence la formation d'un prolétariat révolutionnaire dans ces pays (2).

La condition primordiale du succès de la révolution communiste est le développement total du système capitaliste, qui permettra aux prolétaires de s'approprier la totalité des forces de production arrivées au plus haut degré de leur développement, de devenir par leur mise en œuvre des hommes universels et de donner au communisme un caractère universel répondant à celui qu'a pris le capitalisme.

Tant que la production capitaliste ne s'est pas développée jusqu'au point où la concurrence devient superflue, ce serait, en effet, pour le prolétariat entreprendre une tâche impossible que de vouloir remplacer le système capitaliste par un système communiste. Si, en effet, la révolution communiste éclatait avant que le système capitaliste ne soit complètement développé, elle ne pourrait avoir qu'un caractère local, limité et serait inévitablement vouée à l'échec. Comme le système de production capitaliste continuerait à se développer et que les pays capitalistes feraient une concurrence victorieuse au pays communiste, celui-ci sombrerait dans la misère, ce qui aurait pour conséquence la destruction du communisme et le retour à l'ancien état de choses (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 68 : « Les conditions dans lesquelles on peut utiliser des forces de production déterminées sont les conditions de la domination d'une classe sociale déterminée, dont la puissance, qui vient de ce qu'elle possède, trouve son expression à la fois pratique et idéalisée dans la forme d'Etat propre à chaque époque ; c'est ce qui explique que toute lutte révolutionnaire se dirige contre une classe jusqu'alors dominante. »

« Dans toutes les révolutions qui ont eu lieu jusqu'ici, le mode d'activité est resté inchangé, il s'est seulement agi d'une autre forme de distribution de cette activité... »

(2) Cf. *ibid.*, p. 91.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 63-64 : « L'abolition de cette « aliénation » — pour nous faire comprendre des philosophes — ne peut se faire que si deux conditions pratiques sont réalisées. Pour que cette aliénation devienne une puissance intolérable, contre laquelle on se soulève, il faut qu'elle ait fait de la masse de l'humanité une masse de non-possédants et ceci en opposition avec un monde de richesse et de culture, choses qui supposent toutes deux un grand accroissement des forces de production et un très haut degré de développement social. Ceci est également la condition préalable nécessaire au succès de la révolution ; sans cela, en effet, c'est la *pénurie* qui se généraliserait et, avec le *besoin*, la lutte pour le nécessaire qui reprendrait et l'on retomberait

On voit par là que les hommes ne peuvent pas régler à leur gré le cours de l'histoire. Il ne dépend, en effet, ni de la seule volonté de la bourgeoisie de maintenir le système capitaliste ni de la seule volonté du prolétariat de le détruire, car il faut, pour que ce système soit remplacé par un système communiste, qu'un certain degré de développement des forces de production et des rapports sociaux soit atteint. La conception d'une volonté révolutionnaire qui serait capable de créer un nouvel ordre social, avant que les conditions nécessaires à cet effet ne soient réalisées, relève de l'utopie. Les communistes en ont, du reste, pleinement conscience. Ils ne s'imaginent pas que le communisme est le but prédéterminé de l'histoire et qu'ils sont les êtres prédestinés à le réaliser ; ils considèrent qu'il n'est ni un idéal ni une utopie et qu'il constitue, comme avant lui le capitalisme, un stade nécessaire du développement de l'histoire (1).

La révolution communiste, étant une révolution totale, transformera complètement non seulement les rapports économiques et sociaux, mais aussi les rapports politiques, car elle devra s'emparer de l'Etat pour réaliser ses buts.

A la différence des révolutions sociales antérieures, elle abolira entièrement le mode de production reposant sur le régime de la propriété privée et la division de la société en classes antagonistes

fatalement dans la vieille gadoue. Ceci est également nécessaire, parce que des rapports *universels* entre les hommes ne peuvent s'établir que sur la base d'un développement universel des forces de production, parce que celui-ci a engendré dans tous les pays, par la généralisation de la concurrence, une masse de non-possédants, qu'il a rendu chaque pays dépendant des bouleversements qui se produisent dans les autres pays et qu'il a remplacé les individus vivant sur un plan local par des individus de caractère universel participant à l'histoire mondiale. Sans cela : 1) Le communisme ne pourrait exister que sur un plan local ; 2) Les puissances liées aux rapports sociaux n'auraient pas pu se développer sous la forme de puissances universelles et intolérables, elles auraient conservé la forme de circonstances locales, relevant de superstitions ; 3) Toute extension des échanges commerciaux détruirait le communisme local. Le communisme n'est empiriquement possible que comme acte accompli simultanément par les peuples prenant le pouvoir, ce qui suppose le développement universel des forces de production et des rapports mondiaux liés à elles. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 64 : « Le communisme n'est pour nous ni un *état de choses*, qui doit être créé, ni un *idéal*, sur lequel la réalité aura à se régler. Nous appelons communisme le mouvement *réel* qui tend à abolir l'état de choses actuel. Les conditions de ce mouvement résultent de l'état de choses existant actuellement. »

Cf. *ibid.*, p. 97 : « Les communistes traitent dans la pratique les conditions engendrées jusqu'ici par la production et les rapports sociaux comme des éléments inorganiques sans s'imaginer pour autant que le but et la raison d'être des générations antérieures ont été de leur fournir les matériaux de leur action et sans croire que ces conditions avaient un caractère inorganique aux yeux de ceux qui les créaient. »

et transformera ainsi de fond en comble les conditions de vie des individus.

Dans la société communiste qui, après la société bourgeoise dans les temps modernes, formera le cadre dans lequel se développera l'activité des individus et leur histoire, il n'y aura plus de domination de classe, et donc plus d'opposition entre les intérêts particuliers et les intérêts généraux ; ceci permettra la réalisation d'une nouvelle forme de société, où les hommes ne seront plus dominés par le monde des choses mais le domineront (1).

A l'opposé de ce qui s'est passé jusqu'ici sous le régime de la propriété privée, où l'activité des individus a été entravée par suite de l'insuffisance des forces de production, de la division du travail et de la domination de la classe dirigeante, la révolution communiste permettra à chaque individu de se développer totalement et harmonieusement par l'utilisation de l'ensemble des forces de production arrivées à leur plus haut degré de développement. De ce fait l'existence de chaque individu se confondra avec la totalité de la vie économique et sociale ; les rapports sociaux, jusqu'ici limités, prendront un caractère universel et les individus deviendront eux-mêmes des hommes universels (2).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 93-94 : « La transformation, par la division du travail, des puissances personnelles en puissances objectives (c'est-à-dire la chosification des rapports sociaux) ne peut être abolie... que si les individus subordonnent de nouveau à eux ces puissances objectives et abolissent la division du travail. Ceci n'est pas possible sans la communauté. Ce n'est que par la communauté que chaque individu peut acquérir les moyens de développer entièrement ses facultés ; ce n'est que dans la communauté que la liberté personnelle est possible. Dans tous les succédanés de la communauté qui ont existé jusqu'ici, dans l'Etat, etc., la liberté personnelle n'existait que pour les individus qui bénéficiaient des conditions de vie de la classe dirigeante. La communauté apparente, que les individus ont jusqu'ici constituée, a acquis une existence indépendante d'eux et est devenue, du fait qu'elle résultait de l'union d'une classe par opposition à une autre, pour la classe dominée en même temps qu'une communauté illusoire, une nouvelle chaîne. Dans la communauté véritable, les individus acquièrent, grâce à leur association et en elle, la liberté. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 103-104 : « Tous les modes d'appropriation antérieurs étaient limités ; les individus dont l'autodétermination était bornée du fait de la limitation des instruments de travail dont ils disposaient et des rapports sociaux ne parvenaient, en ne s'appropriant qu'un instrument de travail limité, qu'à une autodétermination elle-même limitée. Leur instrument de production devenait leur propriété, mais ils lui restaient subordonnés, ainsi qu'à la division du travail. Dans tous les modes d'appropriation antérieurs, la masse des individus restait subordonnée à un seul instrument de production, dans le mode d'appropriation institué par le prolétariat, c'est une masse d'instruments de production qui sera mise à la disposition de chaque individu et la propriété sera subordonnée à la communauté. Le caractère universel des rapports sociaux modernes fait qu'ils ne peuvent être subordonnés aux individus que s'ils le sont à tous. »

« Ce mode d'appropriation... ne peut être réalisé que par une union qui,

La révolution communiste est ainsi nécessaire, non seulement pour abolir le système capitaliste, la domination de la bourgeoisie et libérer le prolétariat, mais aussi pour créer un nouvel ordre social, qui permettra à tous les hommes de se développer pleinement, du fait que leur activité prendra un caractère universel (1).

De même que les rapports économiques, sociaux et politiques, l'idéologie d'une société, c'est-à-dire l'ensemble de ses conceptions à une époque donnée, est déterminée par le développement des forces de production, de la division du travail et des formes de propriété. La vie spirituelle des hommes est, comme leur vie matérielle, le produit de leur activité économique et sociale. Les hommes ne produisent pas, en effet, leur conscience et leur pensée en tant qu'êtres abstraits, mais en tant qu'individus déterminés par leur activité productive (2).

On ne peut, de ce fait, séparer la conscience et la pensée de la vie sociale, dont elles sont le reflet. Le droit, la morale, la

conformément au caractère même du prolétariat, ne peut être qu'universelle et par une révolution. Ce n'est qu'à ce stade que l'autodétermination coïncide avec la vie matérielle ; ceci correspond à la transformation des individus en individus complets par le dépouillement de toute limitation ; à ce stade correspond également la transformation du travail en autodétermination et la transformation des relations sociales, jusqu'alors extérieurement déterminées, en relations d'individu à individu. Avec l'appropriation de la totalité des forces productives par les individus réunis, la propriété privée cesse d'exister. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 68 : « Aussi bien pour la création massive de cette conscience communiste que pour la transformation sociale, une transformation massive des hommes s'avère nécessaire ; cette transformation ne peut résulter que d'un mouvement social concret, que d'une révolution. La révolution est ainsi nécessaire non seulement parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, mais aussi parce que seule une révolution peut permettre à la classe en révolte de balayer toute la pourriture du vieux système et de fonder la société sur des bases nouvelles. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 50-51 : « La production des idées, des conceptions de la conscience est tout d'abord immédiatement liée à l'activité matérielle des hommes et à leurs relations sociales, elle est le langage de la vie réelle. Les conceptions, les pensées, les relations spirituelles entre les hommes apparaissent ici encore (avant la division entre le travail manuel et le travail intellectuel A.C.) comme l'expression immédiate de leur comportement matériel. Il en est de même pour ce qui est de la production intellectuelle, telle qu'elle s'exprime dans le langage de la politique, du droit, de la morale, de la religion, de la métaphysique, etc., de tout un peuple. Les hommes sont les producteurs de leurs conceptions, de leurs idées, etc., mais en tant qu'hommes réels, agissants, déterminés par un développement donné des forces de production et des rapports sociaux correspondant à celles-ci et ceci tout au long de l'histoire. La conscience ne peut jamais être autre chose que l'être conscient et l'être des hommes est constitué par leur processus de vie réel. Si, dans toute idéologie, les hommes et leurs rapports nous apparaissent renversés comme dans une chambre noire, ceci découle de leur processus de vie au cours de l'histoire, tout comme le renversement des objets sur la rétine découle du processus de la vie physique des hommes. »

philosophie, la religion ne sont pas des formes absolues et autonomes de la conscience, mais les produits spirituels des rapports économiques et sociaux et se transforment avec eux (1). L'union profonde entre la pensée et les rapports sociaux apparaît déjà dans le fait que la pensée a pour condition nécessaire le langage, né du besoin qu'ont les hommes d'entrer en relation les uns avec les autres (2). Par la conscience et la pensée les hommes se distinguent des animaux, qui n'ont ni conscience claire ni pensée comme les hommes, parce qu'ils n'ont ni vie sociale ni rapports sociaux (3).

La conscience exprime tout d'abord les rapports immédiats et primitifs de l'homme avec la nature et avec les autres hommes. Tant que la nature n'est pas profondément transformée par l'activité productive des hommes, elle leur apparaît sous sa forme primitive et immédiate, comme un élément étranger et une puissance supérieure. Des relations primitives de l'homme avec la nature et de l'attitude qu'il prend vis-à-vis d'elle naît la religion de la nature (4).

Au début du développement de l'humanité, alors que les

(1) Cf. *ibid.*, p. 51 : « Même les fantasmagories, qui naissent dans le cerveau humain, sont des sublimations, qui résultent nécessairement du processus de la vie matérielle des hommes, que l'on peut constater empiriquement et qui reposent sur des bases matérielles. La morale, la religion, la métaphysique, bref toute l'idéologie, ainsi que les formes de conscience qui leur correspondent perdent ainsi toute apparence d'autonomie. Elles n'ont ni histoire, ni développement ; ce sont au contraire les hommes qui, en transformant leur production matérielle et leurs rapports sociaux, transforment en même temps leur pensée et le produit de celle-ci. Ce n'est pas la conscience qui détermine la vie, mais la vie qui détermine la conscience. Dans la première façon de considérer les choses, on part de la conscience conçue comme élément constitutif de l'homme réel et vivant ; dans la deuxième, qui correspond à la vie réelle, on part des individus réels et vivants et l'on considère la conscience uniquement comme leur conscience. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 59 : « De prime abord une malédiction pèse sur l'*Esprit*, qui a le malheur d'être entaché de matière sous la forme de couches d'air agitées, de sons, bref de langage. Le langage est aussi vieux que la conscience ; le langage est la conscience réelle, pratique, existant également pour d'autres hommes et donc aussi pour moi, comme conscience réelle, pratique ; comme la conscience, il n'apparaît qu'avec le besoin, la nécessité pour les hommes d'entrer en relation. »

(3) *Ibid.*, p. 59 : « Là où naît un rapport social, il existe pour moi ; l'animal n'a de rapports avec rien et ne connaît pas de rapports. Pour l'animal ses relations avec autre chose que lui n'existent pas en tant que rapports. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 59 (n. 3) : « On voit que cette religion de la nature ou que ces rapports particuliers avec elle sont déterminés par la forme de la société et inversement. Ici, comme partout ailleurs, l'identité de l'homme avec la nature apparaît déterminée par le fait que les rapports bornés que l'homme a avec la nature conditionnent les rapports bornés que les hommes ont entre eux et qu'inversement ces rapports bornés conditionnent les rapports bornés qu'il a avec la nature, ce qui s'explique par le fait que la nature est encore à peine modifiée par l'homme au cours de l'histoire. »

hommes commencent seulement à prendre conscience de la nécessité où ils se trouvent de coopérer et que leurs relations entre eux et avec la nature ont encore un caractère primitif, la conscience a encore un caractère également animal. C'est une conscience grégaire, primitive, qui ne se distingue de l'instinct animal que par le fait qu'elle n'a pas, comme l'instinct, un caractère inconscient (1).

A mesure qu'augmente la production et avec elle la division du travail qui amène une différenciation entre le travail manuel et le travail intellectuel, on voit se développer la conscience et la pensée, qui restent toujours étroitement liées aux rapports sociaux et se transforment avec eux (2). L'Idéologie, sous toutes ses formes, religion, philosophie, morale, droit, varie, de ce fait, dans la mesure même où les rapports sociaux changent, ce qui explique que les pensées dominantes d'une époque sont toujours celles de la classe dirigeante (3).

Toute classe ascendante ou dominante s'efforce de justifier

(1) Cf. *ibid.*, pp. 59-60 : « La conscience est d'emblée un produit social et le demeure aussi longtemps qu'il existe des hommes. Elle n'est tout d'abord, bien entendu, que la conscience du milieu naturel immédiat et des relations limitées avec les autres personnes et avec les objets qui se situent en dehors de l'individu, qui en prend conscience ; c'est en même temps la conscience que l'homme prend de la nature, qui se dresse tout d'abord en face des hommes, comme une puissance étrangère, toute-puissante, sur laquelle ils n'ont pas de prise, envers laquelle ils se comportent de façon purement animale et qui leur en impose autant qu'au bétail, d'où la conscience purement animale que l'homme a de la nature (religion de la nature)...

« D'autre part, la conscience de la nécessité d'entrer en rapport avec les individus qui l'entourent marque, pour l'homme, la prise de conscience du fait qu'il vit en société. Ce début de prise de conscience a un caractère aussi animal que la vie sociale à ce stade. C'est une simple conscience grégaire et l'homme ne se distingue alors du mouton que par le fait que la conscience remplace chez lui l'instinct ou que son instinct a un caractère conscient. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 60 : « Cette conscience grégaire ou tribale se transforme et se développe à mesure qu'il y a augmentation de la production et des besoins et accroissement de la population, qui détermine cette augmentation. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 75 : « Les pensées de la classe dirigeante sont, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit, la classe qui dispose de la puissance matérielle dans la société est aussi la puissance dominante au point de vue spirituel. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose également des moyens de la production intellectuelle, en sorte que, d'une manière générale, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle lui sont soumises. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéologique des rapports sociaux prédominants, que leur traduction sous forme de pensée ; autrement dit, ils sont l'expression des rapports qui font d'une classe une classe dominante... Les individus qui constituent la classe dominante... déterminent une époque dans sa totalité... comme êtres pensants, comme producteurs d'idées, ils règlent la production et la distribution des pensées de leur époque... »

et de faire prévaloir ses intérêts de classe au nom de principes généraux ; en séparant ces principes des rapports sociaux qui les déterminent, il est aisé de leur donner une valeur absolue, de les transformer en idées en soi, en concepts et de voir en eux, par un renversement des rapports réels, l'élément déterminant de l'histoire (1).

Ce renversement des rapports réels entre l'être et la conscience qui caractérise l'idéologie, au sens péjoratif du terme, a son origine dans l'accentuation de la division entre le travail manuel et le travail intellectuel : elle a donné naissance à une catégorie d'individus, celle des penseurs, qui ne s'occupent que de travail intellectuel, et dont la fonction est de penser. Le fait que l'activité matérielle et l'activité intellectuelle sont partagées entre des individus différents engendre une divergence entre la réalité sociale matérielle et la conscience sociale, divergence qui se traduit chez les penseurs par l'opposition qu'ils établissent entre l'être et l'esprit. De là vient qu'ils arrivent à s'imaginer que la pensée représente en soi quelque chose d'essentiel et qu'elle peut se développer librement, indépendamment des relations sociales (2).

C'est sur cette base que se développe l'Idéologie comme reflet

(1) Cf. *ibid.*, pp. 76-77 : « Si dans la conception de l'histoire, on détache, dans chaque période, les idées de la classe dominante de cette classe, en les considérant en soi, si l'on affirme que, dans une époque déterminée, telles et telles idées ont prédominé, sans se soucier des conditions de la production ni des producteurs de ces idées, en faisant ainsi abstraction des individus et des circonstances, qui sont à la base de ces idées, on peut dire par exemple qu'au temps où dominait l'aristocratie c'étaient les concepts d'honneur et de fidélité qui régnaient, qu'au temps du règne de la bourgeoisie, ce sont les idées de liberté et d'égalité qui prédominent. C'est là une illusion propre à toute classe dominante... Chaque nouvelle classe, qui évince une ancienne classe dominante, est obligée, pour réaliser ses fins, de présenter ses intérêts particuliers comme étant des intérêts généraux communs à tous les membres de la société, c'est-à-dire, pour exprimer ceci sur le plan des idées, cette classe est obligée de conférer à ses pensées un caractère d'universalité, de les présenter comme seules rationnelles et valables. »

Cf. *ibid.*, p. 71.

(2) Cf. *ibid.*, p. 60 : « La division du travail ne se réalise effectivement qu'à partir du moment où il y a séparation entre le travail matériel et le travail intellectuel. A partir de ce moment, la conscience peut vraiment s'imaginer être quelque chose de différent que la conscience de la vie pratique quotidienne, représenter quelque chose de réel, sans avoir de caractère réel ; à partir de ce moment, la conscience peut s'émanciper du monde et se consacrer à la formation de la théorie « pure », sous la forme de théologie, de philosophie, de morale, etc. Il reste de tout ceci, que ces trois moments : la force productive, les rapports sociaux et la conscience peuvent et doivent entrer en conflit, du fait que, par la division du travail, non seulement il devient possible, mais qu'il arrive effectivement que l'activité intellectuelle et l'activité matérielle, le plaisir et le travail, la production et la consommation échouent en partage à des individus différents. »

déformé du réel. Du fait de cette séparation, de cette opposition entre l'Être et la Conscience, les penseurs sont amenés à croire que ce n'est pas l'Être qui détermine la Conscience, mais qu'il est au contraire déterminé par elle. La conscience devient ainsi pour eux quelque chose d'abstrait, de distinct de la conscience de la vie réelle et l'esprit un élément indépendant de la réalité matérielle, une puissance supérieure à elle. Du caractère absolu que prennent ainsi l'esprit et l'activité spirituelle naît chez les idéologues la conception que l'esprit constitue l'élément déterminant de l'histoire, qui se ramène ainsi à une succession et à une lutte d'idées (1).

De cette idéalisation de l'histoire, les idéologues, en particulier les philosophes spéculatifs, ont conclu que l'on pouvait, par la seule action de l'esprit, par la voie de la critique des idées et des institutions, régler la marche de l'histoire. Cette croyance au rôle déterminant des idées n'est pas seulement propre aux philosophes, elle est partagée par tous ceux qui, du fait de leur activité sociale, sont amenés à attribuer à des idées ou à des institutions une valeur absolue, comme les juristes et les politiciens. Détachant le Droit et l'Etat des rapports économiques et sociaux qui les déterminent, juristes et politiciens arrivent à la conception d'un droit absolu et d'un Etat absolu, doués d'une volonté propre (2). De tout ceci ressort l'inanité de toute idéologie, c'est-à-dire de toute théorie séparée de la pratique. De la transformation de formes particulières des rapports sociaux, comme l'Etat et le Droit, résultent des aliénations analogues à l'aliénation engendrée par la religion. Isolées des rapports sociaux, ces idées apparaissent, en effet, aux hommes comme des puissances étrangères qui les dominent et qui deviennent, comme Dieu, l'objet d'un culte. Comme l'aliénation religieuse, ces aliénations ne peuvent être abolies que par la suppression des rapports sociaux qui les engendrent (3).

Par cette analyse critique des traits généraux de l'histoire humaine, Marx et Engels achevaient d'élaborer les principes fondamentaux du matérialisme historique. Se fondant sur ceux-ci, ils allaient poursuivre dans *L'idéologie allemande* le

(1) Cf. p. 176.

(2) Cf. *ibid.*, p. 363.

(3) Cf. *ibid.*, p. 77 : « Toute l'illusion, qui consiste à croire que la domination d'une classe déterminée se ramène à la domination de certaines idées, s'évanouit naturellement, dès que la domination de classes cesse d'être la forme que prend le régime social, dès qu'il n'est plus nécessaire, pour faire prévaloir un intérêt particulier, de le présenter sous la forme de l'intérêt général, de lui prêter un caractère universel. »

combat contre l'idéalisme, le dogmatisme et l'utopisme, en achevant leur critique de la philosophie spéculative et en ouvrant la lutte contre l'utopisme sous la forme d'une critique du socialisme *vrai*.

Critique de la philosophie spéculative allemande. Bruno Bauer, Max Stirner

Leur conception élargie et approfondie du matérialisme historique permet maintenant à Marx et Engels de régler définitivement son compte à la philosophie spéculative allemande et, d'une manière plus générale, à l'idéalisme. Ce qu'ils avaient commencé à faire dans *La Sainte Famille*, par leur polémique contre Bruno et Edgard Bauer, comme promoteurs de la *Critique critique*, ils l'achèvent dans *L'idéologie allemande* par la critique conjointe de Bruno Bauer et surtout de Max Stirner.

L'ampleur de leur critique, qui comprend plus des deux tiers du livre, paraît d'autant moins justifiée que les œuvres contre lesquelles ils polémiquaient avaient déjà plus ou moins perdu de leur actualité. Elle s'explique par leur surestimation du rôle joué alors par Bruno Bauer et Max Stirner, par le plaisir personnel qu'ils prenaient à cette polémique, qui leur permettait de liquider, pour ainsi dire, leur propre passé et surtout parce qu'elle leur donnait l'occasion de vérifier la justesse de leurs propres conceptions, en opposant à chaque thèse idéaliste de la philosophie spéculative une thèse fondée sur le matérialisme historique.

S'appuyant sur celui-ci, ils commencent par expliquer l'idéalisme allemand et la philosophie spéculative, qui en constitue le couronnement, par des raisons historiques. L'idéalisme allemand est le reflet idéologique de l'état économique et social de l'Allemagne depuis la fin du Moyen Âge. En même temps que déperissaient l'industrie et le commerce, qui avaient fait la fortune de l'Allemagne, l'agriculture se trouvait dans un état de stagnation dû à la prédominance des rapports sociaux féodaux. Certes en Allemagne, comme dans tous les pays de l'Europe occidentale, l'organisation féodale se désintégraît progressivement, mais cela se faisait à une cadence beaucoup moins rapide qu'en Angleterre et en France (1).

Comme dans tous les Etats féodaux, la monarchie absolue

(1) Cf. *ibid.*, p. 221. Sur l'état de l'Allemagne cf. l'article de ENGELS, chap. II de ce volume, pp. 160 s.

s'était instaurée en Allemagne par la subordination de la haute noblesse. Mais tandis qu'en Angleterre et en France, les monarques avaient réussi à dominer tout le pays et à instituer un pouvoir central puissant, les empereurs allemands, incapables de soumettre à leur autorité les grands vassaux, voyaient se dresser devant eux non seulement de puissants chefs d'Etat, comme le roi de Prusse, mais aussi un grand nombre de petits princes relativement indépendants.

L'état arriéré de l'Allemagne, qui explique que la monarchie absolue (à la différence de l'Angleterre et de la France, où elle ne constitua qu'une forme d'Etat passagère, du fait de l'opposition grandissante de la bourgeoisie, à laquelle se heurtèrent les rois) constitua, dans ce pays, une forme d'Etat durable (1), explique aussi la situation différente de la noblesse, de la paysannerie et de la bourgeoisie en Angleterre et en France et en Allemagne.

La noblesse végétait à la campagne, où elle menait une vie médiocre dont ne se serait pas contenté le dernier des gentilshommes anglais ou français ou bien vivait des maigres revenus que lui procurait un emploi à la cour ou à l'armée (2). Du fait de la stagnation de l'agriculture, il n'y avait ni forte paysannerie ni prolétariat agricole révolutionnaire (3). Par suite du retard dans le développement de l'industrie et du commerce, la bourgeoisie allemande, à la différence de la bourgeoisie anglaise qui, par la fondation de colonies et la conquête du marché mondial, était devenue la classe dominante et de la bourgeoisie française qui, à la fin du xviii^e siècle, s'emparait du pouvoir par la Révolution, ne se développait que lentement et devait rester, jusque vers le milieu du xix^e siècle, trop faible pour intervenir vigoureusement dans les affaires de l'Etat (4).

Cette impuissance déterminait son attitude idéaliste vis-à-vis des questions politiques. Les rapports économiques et sociaux n'avaient pas atteint en Allemagne le degré de développement qui se traduisait sur le plan politique, en Angleterre et en France, par la montée du libéralisme comme arme de combat de la bourgeoisie ; aussi, la bourgeoisie allemande ne pouvant, du fait de sa faiblesse, participer qu'idéologiquement aux luttes politiques et sociales de la bourgeoisie en Angleterre et en France, était amenée à détacher le libéralisme, comme théorie, des

(1) Cf. *ibid.*, p. 221.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 220-221.

(3) Cf. *ibid.*, p. 221.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 220-221.

intérêts matériels dont il était l'expression politique. Transformant la motivation matérielle du libéralisme en une motivation morale, par sa transposition sur un plan idéologique, elle considérait les luttes politiques et sociales menées par la bourgeoisie, en particulier par la bourgeoisie française pendant la Révolution, comme des luttes destinées à faire triompher des principes généraux, les principes de liberté, d'égalité et d'humanité. D'où son attitude désintéressée à l'égard des questions politiques et sociales, qui la différenciait profondément de la bourgeoisie anglaise et française, d'où également son hostilité à l'égard de la Révolution française, à laquelle elle avait été favorable, tant qu'elle avait pu voir en elle une lutte pour la liberté, l'égalité et la fraternité, mais qu'elle condamna lorsque celle-ci dut recourir, pour sa défense, à la Terreur (1).

Sous Napoléon la bourgeoisie allemande songea principalement à poursuivre ses petites affaires. Elle pestait contre le manque de café, contre les réquisitions et la conscription, sans voir que Napoléon, par la destruction du Saint-Empire romain germanique et par la diffusion des idées et des institutions révolutionnaires, avait ouvert la voie au développement de l'Allemagne moderne. Par contre, elle admirait sans réserves l'Angleterre, qui ne songeait qu'à exploiter l'Allemagne, s'associant ainsi aux princes allemands, qui n'étaient que les mercenaires de l'Angleterre.

Dans ces conditions on comprend le rôle important que jouèrent pendant la guerre de libération les idéologues : professeurs et étudiants (2). Même après la Révolution de 1830, lorsque le libéralisme s'implanta partout en Europe, la bourgeoisie allemande persista, du fait du retard économique et social de l'Allemagne, à voir en lui une lutte pour le triomphe de principes, ce qui explique son peu de succès sur le plan politique et social. Ce n'est qu'après que l'Allemagne eût créé l'*Union douanière* pour résister à la concurrence anglaise et pris les mesures propres à faciliter l'essor de son industrie et de son commerce, que la bourgeoisie allemande commença à défendre avec plus d'énergie ses intérêts de classe (3). C'est seulement après 1840, grâce à l'essor économique plus rapide de l'Allemagne, que la bourgeoisie allemande s'avéra capable de jouer un rôle politique et social important. Elle devint nationale-libérale,

(1) Cf. *ibid.*, p. 222.

(2) Cf. *ibid.*, p. 222.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 222-223.

exigea des tarifs protectionnistes, des constitutions libérales dans tous les États et accéda par là à peu près au niveau qu'avait atteint la bourgeoisie française en 1789 (1).

1. Bruno Bauer

La tendance idéaliste de la bourgeoisie allemande a trouvé son expression chez les penseurs progressistes, qui, transposant l'action révolutionnaire de la bourgeoisie française sur le plan idéologique, ont considéré également le libéralisme comme une théorie abstraite, détachée des intérêts matériels qui lui servent de base. Ce fut en particulier le cas chez Kant, qui, dans sa *Critique de la raison pure* pratique, a transformé les principes de la Révolution française en concepts moraux et fondé son éthique sur la notion de liberté. De même que la bourgeoisie allemande ne pouvait avoir, en raison de son impuissance, que des velléités d'indépendance, Kant a fait, en s'inspirant d'elle, des motifs matériels d'action de la bourgeoisie française un ensemble de motivations déterminées par la volonté libre, par la volonté en soi, transformant ainsi ces motifs en purs concepts (2).

Cette conception idéaliste fut adoptée, après lui, par les philosophes spéculatifs allemands, en particulier par Hegel,

(1) Cf. *ibid.*, p. 223.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 220, 222 : « L'état de l'Allemagne à la fin du siècle dernier se reflète entièrement dans la *Critique de la raison pure* de Kant. Tandis que la bourgeoisie française accédait au pouvoir par la révolution la plus gigantesque qu'ait connue l'histoire et partait à la conquête du continent européen, tandis que la bourgeoisie anglaise, déjà émancipée politiquement, bouleversait l'industrie, établissait sa domination politique sur l'Inde et sa domination commerciale sur le reste du monde, les bourgeois allemands, dans leur impuissance, devaient en rester au stade de la velléité, de la *bonne volonté*. Kant se satisfait aussi de la simple *bonne volonté*, même si elle s'avère inopérante, rejetant dans l'au-delà la réalisation de cette bonne volonté, son harmonie avec les besoins et les instincts des individus. Cette bonne volonté de Kant est le reflet exact de l'impuissance de la petite bourgeoisie à se libérer de l'oppression qui pèse sur elle et de ses misérables conditions de vie... »

« C'est également chez Kant que nous trouvons la forme caractéristique qu'a prise en Allemagne le libéralisme français, qui était fondé sur de véritables intérêts de classe. Comme les bourgeois allemands, dont il était le porte-parole et idéalisait les conceptions, il ne se rendait pas compte que les idées théoriques de la bourgeoisie se fondaient sur des intérêts matériels et s'appuyaient sur une volonté déterminée et motivée par les conditions matérielles de production. C'est ce qui amena Kant à isoler cette théorie des intérêts matériels qu'elle exprime. Des déterminations de la volonté du bourgeois français, fondées sur des intérêts matériels, il fit de pures déterminations de la volonté libre, de la volonté en soi, de la volonté humaine, transformant ainsi ces déterminations en déterminations purement conceptuelles, en postulats moraux. »

qui fit de l'Esprit absolu l'élément déterminant de l'histoire (1). Il accède à cette conception en détachant, dans chaque période historique, les idées dominantes des classes dirigeantes qui les conçoivent dans des conditions économiques et sociales déterminées, ce qui lui permet de donner à ces idées un caractère absolu et de faire d'elles l'expression du développement de l'Esprit du Monde (2). Cette conception, selon laquelle les idées constituent l'élément déterminant de l'histoire, l'amène à établir un lien de succession entre les idées, à faire des idées particulières des déterminations de l'Idée absolue et à affirmer que le développement des faits historiques se confond avec celui des concepts (3).

Ceci constitue la base de la conception idéaliste de l'histoire de Hegel (4), conception qu'il a exposée tout d'abord d'une manière générale dans la *Phénoménologie de l'esprit*, puis d'une manière détaillée dans sa *Philosophie de l'histoire*. Dans la *Phénoménologie de l'esprit* il réduit l'homme, en tant que sujet, à la Conscience de soi, fait du monde l'objet de la Conscience de soi et ramène le développement de l'histoire aux attitudes successives que l'Esprit prend vis-à-vis du monde. Au terme de son évolution l'Esprit prend conscience qu'il constitue et renferme en lui l'essence du monde et devient ainsi sujet et objet (5).

Dans sa *Philosophie de la nature* et dans sa *Philosophie de l'histoire*, Hegel expose en détail sa conception générale du

(1) Cf. *ibid.*, p. 40 : « Hegel avait parachevé l'idéalisme positif. Non seulement l'ensemble du monde matériel s'était transformé chez lui en un monde des idées et toute l'histoire en une histoire des idées, mais, allant plus loin, il ne s'était pas contenté d'enregistrer l'ensemble des idées, mais avait cherché à décrire la manière dont elles sont produites. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 77-78.

(3) Cf. *ibid.*, p. 78 : « Pour réaliser ce tour de force qui consiste à démontrer que l'Esprit détermine l'histoire... il faut :

« 1° Séparer les idées des individus, qui, pour des raisons empiriques et dans des conditions déterminées, dominent en tant qu'individus réels leur temps, et affirmer la domination des idées, des illusions dans l'histoire ;

« 2° Établir un ordre dans cette domination des idées, un lien mystique entre les idées dominantes successives ; on y parvient en les concevant comme des *autodéterminations du concept*, ce qui est possible par le fait que les idées sont effectivement liées entre elles par leur base empirique et que, conçues en tant que pensées pures et simples, elles deviennent des différenciations, des distinctions engendrées par la pensée elle-même. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 78 : « Hegel avoue lui-même à la fin de la *Philosophie de l'histoire* qu'« il ne considère que la seule progression du Concept », et qu'il a exposé dans l'histoire la « véritable théodicée » » (p. 446).

(5) Cf. p. 178 : « Dans la *Phénoménologie*, cette bible hégélienne, ce livre absolu, les individus sont tout d'abord réduits à la conscience et le monde à l'objet de celle-ci ; ainsi toute la richesse et toute la diversité de la vie et de l'histoire sont ramenées aux attitudes différentes que la conscience prend vis-à-vis de son objet. »

monde, en ramenant le développement de celui-ci à une succession de concepts (1).

Comme Hegel appuie l'exposé de sa philosophie sur une masse immense de faits, il réussit, dans une certaine mesure, à donner l'illusion que sa conception spéculative du monde concorde avec le développement réel de celui-ci (2).

La philosophie spéculative de Hegel a été menée à son terme final par ses successeurs, les Jeunes Hégéliens. Le mouvement jeune hégélien est né du pourrissement et de la dissociation du système de Hegel (3). Chacun des philosophes Jeunes hégéliens — Strauss, Bruno Bauer, Stirner — a emprunté à ce système un de ses éléments, en le dissociant de l'autre, pour en faire le principe de sa propre philosophie.

Séparant l'Esprit conçu sous la forme de Conscience de soi de la matière considérée comme *substance*, qui chez Hegel étaient indissolublement liés dans l'Idée conçue comme Sujet-Objet, les Jeunes Hégéliens ont opposé un de ces éléments à l'autre et l'ont systématiquement développé. C'est ce qu'a fait Strauss pour la *substance* et ce qu'ont fait B. Bauer et Stirner pour la *Conscience de soi*. Il en est résulté que la philosophie hégélienne s'est transformée, soit, comme chez Strauss, en un système fondé sur la substance, d'où la dialectique est absente, soit, comme chez B. Bauer et Stirner, en un système réduit au développement dialectique de la *Conscience de soi*, dépourvu de tout contenu réel, de toute substance.

Bien que ces philosophes se targuent d'avoir dépassé Hegel, ils n'ont pu, étant incapables de se libérer de la spéculation, prendre une attitude critique, aussi bien vis-à-vis de Hegel que

(1) Cf. *ibid.*, p. 71 : « La philosophie de l'histoire de Hegel est l'expression conséquente, menée à son terme ultime, de la façon dont les Allemands écrivent l'histoire, dans laquelle il n'est pas question d'intérêts réels, pas même d'intérêts politiques mais seulement d'idées « pures ». »

(2) Cf. *ibid.*, p. 202 : « Si comme Hegel on entreprend pour la première fois de reconstruire de manière spéculative toute l'histoire et la totalité du monde moderne, on ne peut le faire que si l'on dispose de vastes connaissances, d'une grande énergie et d'une puissante pénétration d'esprit et que si l'on entre parfois dans le détail de l'histoire empirique. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 42 : « Il s'agit d'un événement très intéressant du processus de décomposition de l'Esprit absolu. Dès que se fut éteinte la dernière étincelle de vie de ce système, ses éléments entrèrent en décomposition, formèrent de nouvelles combinaisons et constituèrent de nouvelles substances. Les industriels de la philosophie, qui avaient vécu jusqu'alors de l'exploitation de l'Esprit absolu, se jetèrent sur ces nouvelles combinaisons, chacun déployant le plus grand zèle pour débiter la part qui lui était échue. »

Cf. *ibid.*, p. 43 : « La polémique qu'ils mènent contre Hegel et entre eux se borne à ceci, chacun prélève un des côtés du système de Hegel pour l'opposer aussi bien à l'ensemble de ce système, qu'au côté prélevé par les autres. »

vis-à-vis de leurs propres conceptions, ce qui seul leur eût permis de dépasser la philosophie hégélienne (1).

Exagérant encore le côté spéculatif de la doctrine hégélienne, les philosophes de la Conscience de soi, B. Bauer et Stirner, séparant la Conscience de la Substance étroitement liées chez Hegel, opposent constamment, à la manière de Fichte, la Conscience à la Substance, l'Esprit au Monde. Ils font ainsi de la Conscience de soi une entité, une abstraction et de l'Histoire sa création : subjectivant la Conscience de soi opposée au Monde ils l'incarnent dans des sujets d'élite, dans les philosophes, et leur prêtent la mission de déterminer, aux lieu et place de l'Idée absolue, le cours de l'histoire (2).

De ce fait l'histoire, qui apparaissait chez Hegel comme le résultat du développement dialectique objectif de l'Idée absolue, devient chez ces Jeunes Hégéliens le produit de l'autodétermination de la Conscience de soi et prend ainsi, plus encore que chez Hegel, un caractère téléologique. L'histoire, qui est en fait constituée par la succession des générations, dont chacune poursuit l'œuvre de la génération précédente, en lui donnant un caractère nouveau, devient, en effet, une succession de périodes prédéterminées, chaque période nouvelle étant le but, dont la période antérieure était chargée de préparer la réalisation (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 43 : « Jusque dans ses tout derniers efforts, la critique allemande n'a pas quitté le terrain de la philosophie. Bien loin d'analyser les fondements de ses propres conceptions philosophiques, elle est partie, dans toutes les questions qu'elle s'est posées, d'un système philosophique déterminé, le système de Hegel. De ce fait il y avait mystification non seulement dans les réponses apportées à ces questions, mais dans les questions elles-mêmes. Cette dépendance de Hegel fait qu'aucun de ces critiques modernes n'ait seulement tenté de faire une critique d'ensemble du système hégélien bien que chacun affirme avoir dépassé Hegel. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 78 : « Pour dépouiller de son aspect mystique ce concept qui se détermine lui-même, on le transforme en une personne, la Conscience de soi, ou, pour paraître tout à fait matérialiste, en une série de personnes qui représentant le concept dans l'histoire, à savoir les penseurs, les philosophes qui sont considérés à leur tour comme les créateurs de l'histoire, comme le Conseil des Sages, comme les dominateurs. Ce faisant on a éliminé tous les éléments matérialistes de l'histoire et l'on peut tranquillement lâcher la bride à son destrier spéculatif. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 65-66 : « L'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations, dont chacune exploite les matériaux, les capitaux et les forces productives qui lui sont transmises par toutes les générations précédentes ; de ce fait chaque génération poursuit d'une part, mais dans des conditions entièrement différentes, le mode d'activité qui lui a été transmis et d'autre part elle modifie les anciennes conditions par un mode d'activité entièrement différent. En dénaturant ces faits par la spéculation, on peut faire de l'histoire ultérieure le but de l'histoire antérieure, affirmer par exemple que le but de la découverte de l'Amérique était de préparer la Révolution française ; on fixe de la sorte à l'histoire les buts qu'elle doit réaliser on l'incarne dans des concepts, qui sont individualisés,

La réduction du développement de l'histoire à celui de la Conscience de soi isolée du monde et le caractère téléologique qui lui est conféré expliquent la manière absolument arbitraire dont ces philosophes traitent l'histoire, manière à laquelle ils sont d'autant plus portés qu'à l'opposé de Hegel ils ignorent tout de la réalité historique (1).

Comme ces philosophes ne considèrent pas les hommes dans leur activité productive et dans leurs rapports sociaux, mais à peu près uniquement dans leur activité spirituelle, ils réduisent l'homme à une abstraction, à la *Conscience de soi* comme Bruno Bauer ou au *Moi* comme Stirner, ce qui explique le caractère métaphysique de leurs spéculations, qui se réduisent à une jonglerie avec des abstractions, jonglerie qui aboutit elle-même à une pure et simple phraséologie (2).

Le seul apport positif de ces épigones est leur critique des conceptions religieuses et aussi, en partie, leurs recherches histo-

telles que la Conscience, la Critique, l'Unique, tandis que, ce que l'on désigne par les termes de *Détermination*, de *Bui*, de *Germe*, d'*Idee*, n'est pas autre chose que l'expression abstraite de ce qu'a réalisé l'histoire postérieure et l'influence exercée sur celle-ci par l'histoire antérieure.

(1) Cf. *ibid.*, p. 153 : « L'idée spéculative, le concept abstrait deviennent le moteur de l'histoire, si bien que celle-ci se réduit à l'histoire de la philosophie. Mais même celle-ci n'est pas conçue comme il ressort des sources existantes, et moins encore comme étant déterminée par les rapports historiques réels, mais seulement d'après la manière dont les philosophes allemands modernes, en particulier Hegel et Feuerbach, l'ont considérée et exposée. De ces exposés eux-mêmes on n'a retenu que les éléments utilisables pour le but que l'on se proposait... L'histoire se réduit ainsi à une histoire d'idées telles que l'on se les imagine, à une histoire d'esprits et de fantômes et l'on n'exploite l'histoire véritable, empirique, qui sert de fondement à cette histoire de fantômes, que pour fournir... une apparence de réalité à ces fantômes. »

(2) Cf. p. 104 : « Les individus, qui ne sont plus subordonnés à la division du travail, ont été conçus par les philosophes sous une forme idéalisée, qu'exprime le terme générique d'*homme* ; ils ont considéré que tout le processus, que nous venons d'exposer, était l'expression du développement de l'*homme*, si bien qu'à tous les stades de l'histoire passée, ils ont subordonné aux individus réels l'*homme* considéré comme l'élément moteur de l'histoire. Tout ce processus a été présumé comme un processus d'auto-alienation de l'homme, ce qui a été rendu possible par le fait que l'individu moyen de la période postérieure a toujours été substitué à celui de la période antérieure et que la conscience propre aux individus ultérieurs a été prêtée aux individus antérieurs. Grâce à ce renversement, qui faisait d'emblée abstraction des conditions réelles, il a été possible de transformer toute l'histoire en un processus du développement de la conscience. »

Cf. *ibid.*, pp. 210-211 : « Après que les idéologues eurent affirmé que les idées et les pensées ont dominé jusqu'ici l'histoire, après qu'ils se furent imaginé que les rapports sociaux ont été déterminés par l'homme en soi et par ses rapports idéaux, c'est-à-dire par des déterminations conceptuelles, et qu'ils eurent fait de l'histoire de la Conscience que l'homme a de lui-même la base de l'histoire réelle, rien n'était plus facile que de baptiser l'histoire de l'*homme* l'histoire de la conscience, des pensées, du sacré, des idées fixes et de la substituer à l'histoire véritable. »

riques sur les origines du christianisme (1). Empruntant à Hegel la croyance au rôle déterminant du christianisme, ils pensent, contrairement à celui-ci, que ce rôle n'a pas été bénéfique mais néfaste, car il a constitué un obstacle au libre développement de l'Esprit (2).

L'influence du christianisme leur paraissant avoir été déterminante dans l'histoire moderne, ils considèrent que toutes les manifestations actuelles de la conscience, les conceptions politiques, sociales et morales ont un caractère religieux et ils les critiquent de ce point de vue, ce qui fait que l'on n'a affaire, chez eux, qu'à des dogmes et à des critiques de dogmes (3). Comme l'attitude et l'action des hommes leur paraissent être déterminées uniquement par la conscience, ils invitent les hommes à se libérer de leurs fausses conceptions, de leurs illusions religieuses, et leur critique se limite ainsi à la critique de fausses conceptions, d'illusions (4).

(1) Cf. *ibid.*, p. 44.

(2) Cf. *ibid.*, p. 44 : « Les Vieux Hégéliens avaient compris toute chose, dès qu'ils l'avaient ramenée à une catégorie de la logique hégélienne. Les Jeunes Hégéliens ont tout critiqué, en proclamant que toute chose reposait sur des conceptions religieuses et avait, de ce fait, un caractère théologique. Les Jeunes Hégéliens sont d'accord avec les Vieux Hégéliens pour croire au règne de la religion, des concepts, de l'universel dans le monde existant ; la seule différence avec eux est qu'ils combattent cette domination comme une usurpation, alors que les Vieux Hégéliens la proclament légitime. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 13-14 : « Toute la critique philosophique allemande de Strauss à Stirner se limite à la critique de conceptions religieuses. On est parti de la véritable religion et de la théologie proprement dite. Ce que l'on entendait par conscience religieuse, par conception théologique fut, par la suite, différemment interprété. Le progrès a consisté à subordonner à la sphère des conceptions religieuses ou théologiques les conceptions métaphysiques, politiques, juridiques, morales, etc., considérées comme prédominantes, à proclamer que la conscience politique, juridique et morale est une conscience religieuse ou théologique et à déclarer que l'homme politique, juridique et moral est finalement que l'« homme » tout court est un être religieux. On postula ainsi la prédominance de la religion, on déclara ensuite petit à petit que tout rapport social avait un caractère religieux et on le transforma en culte, culte du droit, culte de l'Etat, etc. On n'eut plus affaire qu'à des dogmes et à la croyance aux dogmes. Le monde fut de plus en plus canonisé, jusqu'à ce que le vénérable saint Max (Stirner) réussit à le canoniser en bloc et à le liquider ainsi définitivement. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 39 : « Les hommes se sont toujours fait jusqu'à présent des idées fausses sur eux-mêmes, sur ce qu'ils sont ou devraient être. Ils ont organisé leurs rapports d'après les conceptions qu'ils se faisaient de Dieu, de l'homme normal, etc. Ces produits de leur cerveau ont fini par les dépasser et les dominer et, créateurs de ces idées, ils se sont inclinés devant leurs propres créations : libérons-les de ces chimères, de ces idées, de ces dogmes, de ces fantômes, dont le joug des étouffe ; révoltons-nous contre la domination des idées ; apprenons aux hommes à échanger ces illusions contre des idées qui traduisent l'essence de l'homme, dit l'un, à prendre vis-à-vis d'elles une attitude critique, dit l'autre, à s'en affranchir totalement, dit le troisième, et la réalité actuelle s'effondrera. »

Cf. *ibid.*, p. 44 : « Comme les Jeunes Hégéliens considéraient que les repré-

Considérant, avec Hegel, que l'esprit détermine le cours de l'histoire, ils pensent que la transformation de la conscience des hommes par la critique de leurs fausses conceptions doit nécessairement entraîner une transformation de la société et de l'Etat. D'où leur conviction que leur critique a, pour le devenir du Monde, une importance beaucoup plus grande que n'a prise jusqu'ici n'importe quelle révolution, qu'ils sont les véritables héros des Temps Modernes et que leur combat présente un intérêt inégalable. D'où aussi le dédain que ces phraseurs, tout pénétrés de leur valeur et de l'audace inouïe de leurs doctrines, témoignent à l'égard des autres penseurs et des autres nations (1).

Ils s'imaginent, dans leur suffisance, que le but de toute l'histoire a été de préparer le triomphe de leurs spéculations, alors qu'en fait la prétendue révolution apportée par eux dans le domaine de la pensée et de l'histoire se borne à de pauvres discussions, nées du pourrissement de la philosophie hégélienne.

En dépit de leurs prétentions révolutionnaires, ils sont profondément conservateurs. Dans leur tentative de remplacer le royaume de Dieu par le royaume des hommes, ils procèdent, en effet, à la manière des théologiens ; ils se bornent à substituer à l'homme réel des abstractions telles que la *Conscience de soi* ou le *Moi*, qui ne sont que des succédanés de Dieu et à remplacer l'activité humaine par l'action de ces abstractions, qui n'est elle-même qu'une contrefaçon de l'activité humaine. Comme elle n'abolit qu'illusoirement les aliénations qui pèsent sur les hommes, leur critique n'aboutit qu'à donner une interprétation différente de l'état de choses existant, sans le transformer pour autant (2).

sentations, les idées, les concepts, brefs que les produits de la conscience, dont ils ont fait un élément autonome, constituent les véritables entraves au progrès, alors que les Vieux Hégéliens les tiennent pour les liens véritables qui unissent les hommes, il en résulte qu'ils n'ont à lutter que contre les illusions de la conscience. Comme ils s'imaginent que les rapports entre les hommes, l'ensemble de leur activité, leurs entraves et leurs limites sont des produits de leur conscience, les Jeunes Hégéliens, logiques avec eux-mêmes, exhortent les hommes à échanger leur conscience actuelle contre la vraie conscience humaine, caractérisée par l'esprit critique ou l'égoïsme, et à se libérer ainsi de leurs entraves. »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 41-42.

(2) Cf. *ibid.*, p. 44 : « Exiger ainsi la transformation de la conscience revient à interpréter différemment ce qui existe, c'est-à-dire à l'accepter au moyen d'une interprétation différente. En dépit de leurs phrases pompeuses, qui soi-disant bouleversent le monde, ces idéologues Jeunes Hégéliens sont les plus grands conservateurs. Les plus jeunes d'entre eux ont trouvé l'expression exacte pour qualifier leur activité lorsqu'ils affirment ne lutter que contre des *phrases*. Ils oublient seulement qu'ils n'opposent à ces phrases que d'autres phrases et qu'ils ne luttent en aucune façon contre le monde tel qu'il existe, en combattant uniquement contre la phraséologie de ce monde. »

Par leur doctrine qui n'est que pure phraséologie, les Jeunes Hégéliens reflètent l'état retardataire et misérable de l'Allemagne. De même que le peuple allemand a eu, du fait de ses lamentables conditions de vie, recours à la religion pour rendre celles-ci supportables, B. Bauer et Stirner ont recours à des succédanés de la religion, qui ne peuvent en rien changer l'état de choses existant. Toute cette idéologie des Epigones de Hegel s'effondrera dès que se transformeront les circonstances qui l'ont engendrée (1).

Dans leur controverse avec les Jeunes Hégéliens, Marx et Engels dirigent leurs critiques beaucoup moins contre Bruno Bauer, qu'ils avaient déjà, pour ainsi dire, liquidé dans *La Sainte Famille*, que contre Max Stirner. Il ne s'agissait, pour B. Bauer, que d'un combat d'arrière-garde contre un adversaire à bout de souffle. La réponse de Bauer aux critiques de Marx et de Engels dans son article intitulé « Caractéristique de Ludwig Feuerbach » avait été, en effet, si faible qu'elle justifiait pleinement le dur jugement porté sur lui dans *La Sainte Famille*.

Dans *L'idéologie allemande*, leur critique à l'égard de B. Bauer, qui s'insérait dans la polémique ouverte à propos de B. Bauer, après *La Sainte Famille*, se référait, non plus à la *Critique critique*, mais à cet article, qu'ils se complaisaient à éplucher longuement (2). Comme leurs remarques, qui portent principalement sur la controverse engagée par Bruno Bauer contre ses adversaires, ont surtout un caractère d'actualité, il ne sera tenu compte ici que de ce qui contribue à compléter leur critique générale de B. Bauer et de la philosophie spéculative.

Empruntant à Hegel la notion que l'homme et le monde sont d'essence spirituelle, Bruno Bauer fait un pas de plus dans

(1) Cf. *ibid.*, pp. 71-72 : « Toute cette conception de l'histoire, y compris la désagrégation de cette conception... est une affaire purement nationale, elle ne concerne que les seuls Allemands et ne présente d'intérêt que pour l'Allemagne... Il s'agit constamment pour ces Allemands de ramener toute théorie absurde à une autre théorie également absurde, ce qui suppose que l'on prête à toute absurdité un sens particulier, qu'il s'agit de dégager, alors que le vrai problème est d'expliquer cette phraséologie par les rapports sociaux existants. L'abolition de cette phraséologie, l'élimination de ces illusions de la conscience des hommes se feront... non par des déductions théoriques, mais par la transformation de ces rapports. »

(2) Au sujet de cette polémique cf. [G. JULIUS], Bruno Bauer ou le développement actuel de l'humanisme théologique. Critique et caractéristique. *Vierteljahrsschrift* de WIGAND, Leipzig, 1845, t. 3, pp. 52-87.

Correspondance de la Haute-Silésie, T.O., *Gazette de Trèves*, 1846, n° 87. [E. von WESTPHALEN], Bruno Bauer et ses apologistes, *Le miroir de la société*, 1846, n° 7.

Th. OPITZ, Bruno Bauer et ses adversaires, Breslau, 1846.

la voie de l'idéalisme et de la spéculation. Il donne, en effet, à la *Conscience de soi* un caractère absolu et subjectif, en la détachant des rapports économiques et sociaux. En même temps qu'il ramène l'homme à la *Conscience de soi*, il réduit le Monde au concept de substance (1). Au lieu de concevoir, à la manière de Hegel, l'Esprit et le monde dans leur développement organique et dans leur unité, il les isole l'un de l'autre en opposant la *Conscience de soi* à la substance (2).

C'est sur ces deux abstractions : *Conscience de soi* et substance, avec lesquelles il peut jongler tout à son aise, que Bruno Bauer bâtit son système (3). Il ne voit pas que l'opposition qu'il établit entre la *Conscience de soi* et la substance est en fait déterminée par la dissolution de la philosophie hégélienne, qui a eu pour conséquence la séparation entre l'esprit et le monde ; aussi considère-t-il cette opposition comme le fait fondamental des Temps Modernes, comme le problème capital (4).

Il pense, en effet, que l'histoire humaine prendra un cours totalement différent, selon que l'emportera la *Conscience de soi* ou la substance. Le cours rationnel de l'histoire ne peut être assuré que par le libre développement de la *Conscience de soi*, qui se fait, comme c'est le cas pour le Moi de Fichte, par une opposition constante à la substance, à laquelle se réduit chez lui le monde.

L'histoire est pour lui, comme pour tous les idéalistes, déterminée par la fin qu'elle doit réaliser et qui est, comme chez les philosophes spéculatifs de cette époque, la transformation du royaume de Dieu en un royaume des hommes (5). Cette transfor-

(1) Cf. *ibid.*, p. 117 : « Il a ainsi d'une part mis à la place des hommes réels et de la conscience réelle qu'ils ont de leurs rapports sociaux — qui leur semblent exister indépendamment d'eux —, le concept abstrait de *Conscience de soi* et à la place de l'activité productive réelle, l'activité hypostasiée de cette Conscience de soi ; il remplace, d'autre part, la nature réelle et les rapports sociaux existant réellement par le concept philosophique résumant de manière abstraite l'ensemble de ces rapports : la substance, ceci parce que, avec tous les philosophes et tous les idéologues, il prend les pensées, les idées, l'expression spirituelle hypostasiée du monde existant pour le fondement de ce monde. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 116.

(3) Cf. *ibid.*, p. 83 : « Il est évident qu'après cela il peut se livrer à toutes sortes de jongleries avec ces deux abstractions dépourvues de tout contenu, sans rien savoir des hommes réels et de leurs rapports. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 117 : « Il appartient en propre à Bruno Bauer de ne pas voir dans le problème du rapport entre la *Conscience de soi* et la substance, comme les auteurs de *La Sainte Famille*, une question relevant de la philosophie hégélienne, mais d'y voir un problème d'importance mondiale, un problème capital. Ce n'est que sous cette forme que se traduisent, chez lui, les conflits de l'époque actuelle. »

(5) Cf. *ibid.*, p. 402.

mation ne peut être réalisée que par la libération de la *Conscience de soi* de l'emprise de la substance, dont la domination engendre les fausses conceptions et les institutions (religion, Etat) qui entravent le libre développement de la *Conscience de soi*.

Cette théorie de l'aliénation de la *Conscience de soi* se traduit comme dans la religion par la naissance d'illusions, d'idées fixes, qui subjuguent les hommes ; elle n'est qu'une interprétation idéaliste de l'opposition entre un état social déterminé et le développement de l'histoire qui le dépasse et des conséquences qu'entraîne cette opposition (1).

Comme Bruno Bauer réduit l'histoire à une lutte entre la *Conscience de soi* et la substance, c'est-à-dire à une lutte entre des concepts, les conflits réels se ramènent chez lui à des conflits d'idées, qui peuvent se résoudre par la voie de l'esprit (2) ; d'où le rôle déterminant qu'il attribue à la critique dans le développement de l'histoire. La critique, conçue sous la forme de critique absolue, de *Critique critique*, devient, chez lui, l'instrument de la *Conscience de soi* et l'histoire se réduit aux campagnes libératrices menées par la *Critique critique*.

Comme Marx et Engels avaient analysé en détail dans *La Sainte Famille* les combats menés par la *Critique critique*, ils se bornent à en souligner ici les traits essentiels.

La lutte menée par la *Critique critique* est illusoire, car elle n'a rien de commun avec l'affranchissement réel des hommes, qui ne peut être que l'œuvre d'une révolution sociale (3) ; elle

(1) Cf. *ibid.*, remarque p. 40 : « Les représentants allemands de la philosophie critique affirment tous que les idées, les représentations, les concepts ont jusqu'ici dominé et déterminé les hommes et que le monde réel est le produit du monde des idées. Cela a été le cas jusqu'ici, mais il faut que cela change. Ils se différencient entre eux par la manière dont ils veulent libérer l'humanité, qui gémit sous la domination de ses propres idées fixes ; ils se différencient également par ce qu'ils entendent par idées fixes, mais ils sont d'accord pour croire que leur activité critique amènera nécessairement la fin de l'état de choses existant... »

Cf. *ibid.*, p. 119 : « Nous nous bornerons à ajouter quelques phrases d'où il ressort à quel point il (Bruno Bauer) a foi dans la puissance des philosophes et à quel point il partage leur illusion qu'une modification de la conscience, de l'interprétation de l'état de choses existant, est capable de bouleverser le monde. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 130.

(3) Cf. *ibid.*, p. 416 : « C'est la vieille illusion selon laquelle le changement des conditions existantes dépend du seul bon vouloir des gens, ces conditions étant des idées. La transformation de la conscience isolée des conditions réelles, telle que les philosophes le font par profession, est elle-même un produit des circonstances existantes et fait partie de celles-ci... La prétention à s'élever par l'esprit au-dessus du monde n'est que l'expression idéologique de l'impuissance des philosophes vis-à-vis de celui-ci. Leur vantardise est démentie chaque jour par les faits. »

a aussi un caractère réactionnaire, car elle se dirige, non contre l'Etat prussien, la monarchie absolue et les institutions féodales, mais contre le peuple, qualifié avec mépris par Bruno Bauer de *masse*. C'est en effet la *masse* et avec elle le libéralisme et le radicalisme, qui s'appuient sur elle, que Bruno Bauer considère comme les ennemis mortels de l'Esprit.

Au lieu de voir dans le libéralisme l'expression politique de la lutte de classes menée par la bourgeoisie, Bruno Bauer le considère comme un mouvement idéologique et le réduit au combat mené par les Jeunes Hégléiens, qui avait trouvé sa fin au début de 1843. L'échec du libéralisme, Bruno Bauer l'explique par le fait qu'il s'est allié à la *masse* et il en conclut que l'affranchissement de l'humanité ne peut être obtenu avec l'aide de la *masse* mais au contraire par une lutte impitoyable contre elle.

Pour ce qui est du libéralisme, tel que le conçoit Bruno Bauer, Marx et Engels font remarquer que ce qui a disparu, au début de 1843, n'a été que le libéralisme phraseur des Jeunes Hégléiens, tandis que le vrai libéralisme, celui qui s'appuie sur la bourgeoisie, n'a pas cessé et ne cesse pas, au contraire, de se renforcer (1). Quant à la *masse*, loin d'être, comme l'affirme Bruno Bauer, un obstacle au progrès, elle en est, sous la forme du prolétariat révolutionnaire, l'élément moteur.

Par sa théorie, qui prétend fixer à l'histoire le but qu'elle doit poursuivre, Bruno Bauer s'apparente à ces idéologues qui s'imaginent que la raison d'être de toute l'histoire a été de préparer la venue de leurs conceptions spéculatives. En proclamant la supériorité et la toute-puissance de la *Critique critique*, Bruno Bauer s'avère un vaniteux fanfaron et sa doctrine qui se réduit à une mythologie de concepts fait ressortir le néant de la philosophie spéculative (2).

(1) Cf. *ibid.*, p. 133 : « L'année 1842 passe pour l'apogée du libéralisme en Allemagne, parce que la philosophie participait alors à la vie politique. Pour la philosophie critique, la fin du libéralisme coïncide avec la disparition des *Annales allemandes* et de la *Gazette rhénane*, organes de la théorie libérale et radicale. Il n'a laissé, d'après lui, que des échos, alors qu'en réalité c'est seulement maintenant, au moment où la bourgeoisie allemande éprouve réellement le besoin, né des conditions économiques, d'accéder au pouvoir politique et de s'en emparer, que le libéralisme allemand existe en fait et a des chances de succès. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 72-73 : « Le caractère purement national de ces questions et des réponses qui leur sont données apparaît également dans le fait que ces théoriciens croient le plus sérieusement du monde que ces mythes comme *L'homme-dieu* ou *L'homme* ont déterminé les différentes époques de l'histoire ; saint Bruno va jusqu'à dire que seuls *La critique* et les critiques ont fait l'histoire... Quand ils arrivent à traiter des thèmes vraiment historiques, comme, par exemple, le XVIII^e siècle, ces philosophes ne donnent que l'histoire des conceptions détachées des faits et du développement historique

2. Marx Stirner

Si la critique de Bruno Bauer est relativement brève dans *L'idéologie allemande*, celle de Max Stirner est par contre démesurée. Elle constitue environ les deux tiers du livre et est aussi étendue que l'œuvre même de Stirner ; elle est souvent poussée au point qu'elle se perd littéralement dans les détails, ce qui s'explique par le fait que Marx et Engels, conscients de leur supériorité, prenaient personnellement grand plaisir à dénoncer impitoyablement toutes les faiblesses de Stirner. Comme pour Bruno Bauer, on ne retiendra ici que l'essentiel de leurs critiques, celles qui leur permettaient de définir plus exactement et de compléter leur propre théorie par opposition à celle de Stirner.

Dès décembre 1844, c'est-à-dire dès la parution du livre de Stirner, Marx pensait déjà à une critique de Stirner, qui devait être publiée dans le *Vorwärts*, mais qui ne le fut pas en raison de la suppression de ce journal (1).

A) L'idéalisme philosophique

Dans la critique de Stirner (2) qui constitue en fait la suite de la critique qu'ils avaient commencé à faire dans leur correspondance avec Hess, ils partent, comme Marx l'avait fait dans sa critique de Feuerbach, de l'idée que le défaut fondamental de Stirner vient de ce que, comme Feuerbach, quoique d'une autre manière que celui-ci, il ne tient pas compte du rôle de la *praxis*, de l'activité productive de l'homme (3).

Comme Bruno Bauer, Stirner emprunte à Hegel la conception que la conscience et la pensée constituent l'essence de l'homme, déterminent sa vie et ainsi l'histoire. Il en résulte chez lui, comme chez Hegel et Bruno Bauer, un renversement des rap-

qui en constituent la base et ils ne le font que dans le dessein de présenter l'époque en question comme une étape imparfaite en soi, mais annonciatrice de la véritable époque historique, c'est-à-dire de la lutte des philosophes allemands entre 1840 et 1844... »

(1) Cf. Marx à H. Börnstein (Paris, décembre 1844) : « Il m'est impossible de vous envoyer la critique de Stirner avant la semaine prochaine... » Cf. *M.E.W.*, t. 27, p. 432.

(2) Sur la critique contemporaine de Stirner cf. W. FRIEDENSBURG, Contribution à l'histoire des mœurs dans la philosophie contemporaine. Max Stirner : « L'Unique et sa propriété », dans la revue *Die Grenzboten*, Leipzig, 1845, t. 1, pp. 239-241.

Dans *Das Westphälische Dampfboot*, 1845, pp. 335 s., 424-426.

Dans *Blätter für literarische Unterhaltung*, 3 et 6 février 1846, pp. 142 s., 147 s.

(3) Sur les traits généraux de la doctrine de Stirner, cf. chap. II de ce livre, pp. 51-57.

ports réels entre la conscience et l'être, renversement qui est poussé chez lui à l'extrême du fait de la subjectivisation totale de la philosophie hégélienne. Après Bruno Bauer, qui avait souligné la valeur éminente de la personnalité comme incarnation de la Conscience universelle, Stirner accentue la subjectivisation de l'Idée absolue hégélienne, en réduisant l'homme au Moi conquis dans son unicité absolue, et en ramenant toute l'histoire à l'activité de ce Moi.

Contrairement à Hegel, qui faisait de l'Histoire la création de l'Idée absolue, réunissant en elle, en tant que Sujet-Objet, l'Esprit et l'Être, ce qui conférait au développement dialectique un caractère objectif, Stirner voit en elle le produit de l'activité du Moi, qui se développe, à la manière du Moi de Fichte et de la Conscience de soi de Bruno Bauer, par une opposition constante au Monde, ce qui donne à la dialectique un caractère subjectif.

Du fait de la réduction de l'homme à un Moi absolu, de l'histoire à l'activité de ce Moi et de la subjectivisation de la dialectique détachée entièrement du monde réel, celui-ci devient un royaume d'abstractions.

Au lieu de considérer la vie humaine comme un procès déterminé par le développement dialectique des forces de production et des rapports sociaux, Stirner, en la réduisant au développement du Moi isolé de toute réalité, fait abstraction des qualités intellectuelles et physiques, qui distinguent les hommes les uns des autres et aussi des rapports économiques et sociaux qui les déterminent.

Comme il ne considère pas l'homme en tant qu'individu dans ses rapports réels avec la nature et avec la société, mais dans son opposition constante avec celles-ci, il en résulte chez lui une fausse conception à la fois de la nature et de la société. Il ne voit pas, en effet, que la nature, qu'il considère uniquement sous son aspect primitif, comme un ensemble de forces élémentaires qui constituent une menace constante pour l'homme, est de plus en plus profondément transformée par l'activité productive des hommes, qui s'intègrent ainsi progressivement en elle (1). Comme il ne tient pas compte, d'autre part, des rapports

(1) Cf. *L'idéologie allemande*, o. c., pp. 212 s. : « Ceci (cette répétition de Hegel) se fait chez lui (Stirner) en termes d'histoire naturelle qui nous apportent des éclaircissements importants sur la manière qu'il a de considérer l'histoire de la Nature comme la science unique ; ce qui s'explique par le fait que le monde, partout où il lui arrive de jouer un rôle important, devient immédiatement la nature. La science de la nature considérée par lui comme la science unique débute, chez lui, par un aveu d'impuissance. Elle ne

sociaux, par lesquels les hommes entrent en relation les uns avec les autres et se déterminent réciproquement, et qu'il ne considère que l'opposition entre les individus, qui résulte de la concurrence, il ne voit également dans la société qu'une menace pour l'homme réduit au Moi (1).

Sans lien avec la Nature et avec la société, l'homme devient nécessairement pour lui un Moi absolu qui, constituant une fin en soi, condamne et rejette tout ce qui s'oppose à son entière autonomie. L'égoïsme constitue, de ce fait, la qualité fondamentale, l'attribut essentiel du Moi.

A l'égoïste conscient de soi, Stirner oppose aussi bien l'égoïste vulgaire que l'individu qui se sacrifie par dévouement pour autrui (2). Opérant, comme Bruno Bauer, avec un nombre restreint d'abstractions — Unicité, Egoïsme, Dévouement — qu'il considère comme des qualités innées, qu'il ne prend pas la peine d'analyser, il peut déterminer *a priori*, comme Bruno Bauer, la

considère pas les rapports réels de l'homme avec la nature engendrés par l'industrie et les sciences de la nature, mais se fonde sur un rapport imaginaire entre l'homme et la nature. « Comme le pouvoir de l'homme est réduit. « Il lui faut laisser le soleil suivre sa route, la mer rouler ses flots, les montagnes dresser leurs cimes vers le ciel ». »

(1) Cf. *ibid.*, p. 431 : « La subordination de la substance au sujet dont ils (ces chevaliers de la philosophie) font si grand cas, la réduction de la substance dominant le sujet au rôle d'attribut de celui-ci, s'avère pure phraséologie. Ceci explique qu'ils se dispensent sagement d'étudier la division du travail, la production matérielle et les rapports sociaux, qui subordonnent les hommes à des relations sociales et à des modes d'activité déterminés. »

Cf. *ibid.*, p. 481 : « Les individus sont toujours et en toutes circonstances « partis d'eux-mêmes », mais comme ils n'étaient pas uniques, dans ce sens qu'ils ne pouvaient pas se passer les uns des autres, que la nature de leurs besoins et la manière de les satisfaire (rapports sexuels, échanges, division du travail) les rendaient dépendants les uns des autres, ils devaient nécessairement entrer en rapport entre eux. Comme, d'autre part, ils n'entraient pas en relation les uns avec les autres comme des Moi isolés, mais en tant qu'individus arrivés à un stade déterminé du développement des forces de production et des besoins, ces rapports déterminaient à leur tour le développement de la production et des besoins, en sorte que c'est bien le comportement personnel des individus qui a créé et continue à créer les rapports existants, mais leur comportement en tant que comportement social. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 224-225 : « Comme nous l'avons déjà vu... l'égoïste vrai qui est en accord avec lui-même ne doit nullement être confondu avec l'égoïste banal, avec l'égoïste au sens vulgaire du mot. Celui-ci, qui reste captif du monde des choses... tout comme l'égoïste qui se sacrifie est prisonnier du monde des pensées... ne constitue que ses prémisses. Comme saint Max (Stirner) se propose de nous présenter dans l'égoïste *vrai* quelque chose de tout à fait nouveau, l'aboutissement de toute l'histoire antérieure, il lui faut prouver d'une part, à ceux qui se sacrifient, aux apôtres du dévouement, qu'ils sont des égoïstes qui s'ignorent, et aux égoïstes, dans le sens vulgaire du mot, qu'ils ont l'esprit de sacrifice, qu'ils ne sont pas des égoïstes vrais, des égoïstes sacrés. »

nature et le comportement de l'homme et le développement de l'histoire (1).

L'homme véritable est pour lui celui qui a pour principe l'égoïsme et il lui oppose l'homme dont la nature ne répond pas à ce principe. Les hommes deviennent ainsi des incarnations de principes vrais ou faux, des confirmations de la vérité ou des négations de celle-ci (2). De même que les qualités humaines se transforment chez lui en abstractions, l'activité des hommes et les rapports sociaux deviennent l'expression de l'action de ces abstractions.

En fait, contrairement à ce que pense Stirner, les qualités humaines sont socialement déterminées. La manière dont une qualité ou une passion naît et se développe dépend, en effet, des rapports sociaux. Si un individu est amené, sous l'influence de ces rapports, à développer une qualité ou une passion au détriment des autres, celle-ci restera limitée chez un homme dont l'activité est elle-même bornée ; elle se développera, au contraire, chez un homme dont l'activité est multiple (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 245 : « Comme toutes ses qualités lui sont données (à l'égoïste), il lui importe peu de savoir d'où elles viennent. Il n'a pas besoin de les développer, pas besoin par exemple d'apprendre à danser pour avoir la maîtrise de ses jambes, pas besoin non plus, pour maîtriser sa pensée, d'exercer celle-ci sur des matériaux qu'il n'est pas donné à tout le monde de posséder ou de se procurer ; il n'a pas besoin non plus de se préoccuper des circonstances matérielles, dont dépend, en réalité, la mesure dans laquelle un individu peut se développer. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 269 : « Les attributs de Dieu, empruntés à Feuerbach, qu'il considère comme des puissances réelles dominant les hommes, comme des hiérarques, tel est l'élément mystificateur substitué au monde empirique sur lequel Stirner s'appuie, ce qui montre à quel point tout son système est fait d'emprunts. Stirner (cf. également p. 63) reproche à Feuerbach de n'aboutir à rien, parce qu'il fait du sujet l'attribut et *vice versa*, mais il peut lui-même encore bien moins aboutir à quelque chose, parce qu'il accepte aveuglément la conception feuerbachienne d'attributs devenant sujets, et se transformant en être réels dominant le monde et qu'il tient la phraséologie sur les conditions de vie qui en résultent pour l'expression des véritables rapports sociaux. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 295 s. : « C'est d'ailleurs une absurdité que de supposer, comme le fait Stirner, que l'on puisse satisfaire une passion en l'isolant des autres, sans satisfaire en même temps l'individu vivant tout entier. Si cette passion prend un caractère abstrait, particulier, si elle s'oppose à l'individu sous la forme d'une puissance étrangère et si la satisfaction de celui-ci paraît se réduire à la satisfaction exclusive d'une seule passion, cela ne tient nullement à la conscience, à la *bonne volonté* et moins encore au manque de réflexion sur le caractère conceptuel de cette qualité, comme le pense Stirner. Ceci ne tient pas à la *Conscience* mais à l'*Être* ; ceci tient au développement réel, à la vie réelle de l'individu, qui dépendent eux-mêmes des circonstances. Si les circonstances dans lesquelles vit un individu ne lui permettent de développer qu'une seule qualité au détriment des autres, si elles ne lui offrent que les éléments et le temps nécessaires au développement de cette seule qualité, l'individu ne connaîtra qu'un développement partiel et insuffisant... La manière même dont cette qualité prépondérante se développera dépend elle-même des éléments dont elle disposera et aussi de la mesure et de la façon dont les autres qualités seront entravées... »

L'égoïsme et le dévouement n'existent pas en eux-mêmes sous la forme de qualités innées ; ils se développent sous l'influence de l'opposition qui naît, dans le système de la propriété privée, entre les intérêts particuliers et l'intérêt général. Cette opposition entre les intérêts particuliers et l'intérêt général et donc entre l'égoïsme et l'altruisme n'est, au demeurant, qu'en apparence seulement absolue, car les intérêts particuliers et l'intérêt général se conditionnent réciproquement. L'intérêt général ne constitue pas en effet une sphère indépendante des intérêts privés, il naît quand ces intérêts prennent la forme d'intérêts de classe qui, représentés et défendus par l'Etat, revêtent alors l'aspect d'intérêts supérieurs, d'intérêts généraux. Le représentant d'intérêts privés n'apparaît comme égoïste que parce qu'il est nécessairement amené à s'opposer à l'intérêt général, qui est la négation de ses propres intérêts ; il en est de même du défenseur de l'intérêt général, qui n'apparaît comme incarnation du dévouement que parce que son rôle l'oblige à combattre les intérêts particuliers et aussi les siens, au nom de principes supérieurs (1).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 277 s. : « Il (Stirner) découvre à son grand déplaisir que les deux grandes tendances qui se manifestent dans l'histoire et qui sont représentées par les intérêts particuliers des individus et l'intérêt général vont toujours de pair... et il se demande comment il se fait que les égoïstes vulgaires, les tenants des intérêts personnels acceptent de se subordonner à la domination d'intérêts généraux, à la domination de la hiérarchie... »

« Si l'on traduit le langage mystique de Stirner en langage profane, on arrive à la question suivante : comment se fait-il que les intérêts personnels finissent toujours par se transformer, en dépit des individus, en intérêts de classe, en intérêts communs, prennent vis-à-vis des individus un caractère autonome, revêtent, sous cet aspect, la forme d'intérêts généraux, entrent en tant que tels en conflit avec les individus et puissent, dans ce conflit, qui précise leur qualité d'intérêts généraux, apparaître, dans la conscience, sous la forme d'intérêts *idéaux*, voire religieux et sacrés ? Comment se fait-il que dans le cadre de cette transformation des intérêts particuliers en intérêts de classe autonomes, le comportement personnel des individus doive nécessairement se chosifier, s'aliéner et apparaître comme une puissance engendrée par les relations sociales, indépendante de l'individu, comme des rapports sociaux sous la forme de puissances, qui déterminent les individus et les subordonnent et qui de ce fait leur paraissent être des puissances « sacrées » ?... Même sous la forme absurde, petite bourgeoise et allemande, sous laquelle Stirner conçoit le conflit entre les intérêts personnels et les intérêts généraux, Stirner a bien dû se rendre compte que les individus n'ont jamais pu partir que d'eux-mêmes et que par conséquent les deux faces, notées par lui, de l'évolution personnelle des individus sont toutes deux engendrées par les mêmes conditions matérielles d'existence, ne sont toutes deux que des *expressions* différentes de la même évolution personnelle des hommes et qu'elles ne sont en fait que contradiction *apparente*... Ils (les communistes) savent que cette contradiction n'est qu'*apparente*, puisque l'un des aspects de l'intérêt, l'intérêt dit *général*, est sans cesse produit par l'autre, par l'intérêt privé, et ne constitue nullement, vis-à-vis de ce dernier, une puissance autonome, ayant son histoire propre, que cette contradiction, dans la pratique, s'annihile et s'engendre constamment... Le tenant de l'intérêt personnel n'est « égoïste au sens vulgaire du mot », qu'en vertu de son opposition aux *intérêts communs*,

Du fait de la réduction de l'homme à un Moi absolu et de son activité à la réalisation de concepts, l'homme devient chez Stirner un être illusoire, un pur fantôme et l'histoire, ramenée à une succession de concepts, une fantasmagorie (1).

De même que chez Hegel l'histoire se réduit à l'autocréation de l'esprit, elle se réduit, chez Stirner, à l'autocréation du Moi comme incarnation de l'Egoïsme (2). L'histoire revêt chez lui un caractère plus spéculatif encore que chez Hegel. Elle sert, en effet, plus encore que chez Hegel, à donner une base à de pures spéculations, en conférant à celles-ci l'apparence qu'elles traduisent le développement effectif de l'histoire.

Tandis que Hegel s'efforçait toujours de faire accorder ses spéculations avec le cours réel de l'histoire (3), Stirner, ignorant

qui, dans le cadre du mode de production et d'échange existant encore, se sont rendus autonomes sous la forme d'intérêts généraux, ce qui leur permet de se présenter et de s'imposer comme intérêts idéaux. Le tenant de l'intérêt général n'apparaît comme *altruiste*, comme empreint d'esprit de sacrifice, que du fait de son opposition aux intérêts personnels, qualifiés d'intérêts privés et de la qualification des intérêts communs d'intérêt général et idéal. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 219 : « Ce Moi stirnerien, qui apparaît comme le produit de toute l'histoire antérieure..., n'est pas un individu corporel mais une catégorie construite selon la méthode hégélienne, à l'aide d'appositions. » Pp. 217 s. : « Notre saint champion a maintenant triomphé de l'histoire, il l'a réduite à des pensées, à des pensées pures qui ne sont que pensées et il n'a plus affaires, jusqu'à la consommation des temps, qu'à une cohorte de pensées. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 67 : « Cette conception (de la coopération des hommes) peut être... conçue de manière idéaliste et spéculative, c'est-à-dire fantasmagorique, comme *autocréation de l'espèce humaine* (la société devenant alors le sujet de l'histoire), et donc la succession des individus, qui sont en rapport les uns avec les autres, peut être représentée sous la forme d'un seul individu réalisant ce mystère de s'engendrer lui-même. On comprend que les individus se créent les uns les autres au physique comme au moral, mais non pas dans le sens absurde de saint Bruno et de l'*Unique*, de l'homme se créant lui-même. »

Cf. *ibid.*, p. 152 : « L'idée spéculative, la conception abstraite deviennent le moteur de l'histoire, en sorte que celle-ci se ramène à l'histoire de la philosophie. Le développement de celle-ci n'est pas conçu comme le relatent les sources existantes et moins encore comme résultat des véritables circonstances historiques, mais d'après les exposés qu'en ont fait les philosophes allemands modernes, en particulier Hegel et Feuerbach. De ces exposés eux-mêmes, on ne retient que ce qui peut être utilisé pour le but que l'on se propose... L'histoire se transforme ainsi en une histoire d'idées imaginaires et l'histoire réelle, l'histoire empirique, qui est la base réelle de cette histoire fantasmagorique n'est utilisée que pour fournir des corps à ces fantômes ; on lui emprunte les noms dont on a besoin pour leur procurer une apparence de réalité. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 202 : « Si, comme Hegel, on entreprend de construire un schéma explicatif de toute l'histoire et de l'ensemble du monde actuel, on ne peut le faire sans disposer de grandes connaissances, sans entrer, du moins partiellement, dans le détail de l'histoire empirique, sans posséder une grande énergie et une puissante pénétration d'esprit. Si, au contraire, on se contente d'exploiter, à des fins personnelles, un schéma déjà existant, en le modifiant pour démontrer, à l'aide de quelques exemples... la justesse de sa conception *personnelle*, point n'est besoin alors de savoir quoi que ce soit de l'histoire. »

tout de celle-ci, sépare les idées des rapports sociaux qui les déterminent, en sorte que la manière arbitraire dont il décrit l'histoire dépasse toute imagination (1).

Comme l'histoire devient, chez lui, plus encore que chez Hegel, une histoire de la philosophie, c'est-à-dire un déroulement de concepts, il en résulte qu'elle a pour objet, non la connaissance des faits réels mais la découverte de la vérité (2). D'où le caractère téléologique que revêt chez lui l'histoire, qui a pour but d'ouvrir aux hommes l'accès à leur vrai royaume (3).

Ceci est, comme chez Bruno Bauer, l'œuvre de la conscience, à laquelle est attribué le pouvoir de transformer les hommes et les rapports sociaux et de déterminer ainsi le cours de l'histoire.

La transformation de l'humanité par le développement de la conscience, Stirner l'explique à la manière dont Hegel expose dans la *Phénoménologie* le développement de l'Esprit. L'Esprit apparaît tout d'abord sous la forme de Conscience sensible, qui ne se distingue pas de son objet, puis de Conscience de soi, par l'opposition qui s'établit entre celle-ci et le monde, et enfin d'Esprit, lorsqu'il se rend compte qu'il constitue l'essence de toute chose (4), de même l'homme, chez Stirner, apparaît tout d'abord comme dominé par la Nature, dont il ne se distingue pas essentiellement, il se libère de cette domination en spiritualisant le monde, ce qui le soumet à une domination nouvelle,

(1) Cf. *ibid.*, p. 156 : « De l'histoire réelle, de l'histoire profane, saint Max... ne sait rien dire de réel et de profane, si ce n'est que, sous les termes de *nature*, de *monde des choses*, de *monde de l'enfant*, il oppose sans cesse à la conscience, comme objet de sa spéculation, un univers qui, bien que constamment anéanti, continue à exister dans une sorte d'obscurité mystique. »

Cf. *ibid.*, p. 210 : « Après que les idéologues eurent affirmé que les idées et les pensées avaient dominé l'histoire jusqu'à nos jours, après qu'ils se furent imaginé que les rapports réels s'étaient modelés d'après l'homme considéré en soi et ses rapports réduits à des rapports d'idées, c'est-à-dire d'après des déterminations conceptuelles, après avoir fait de l'histoire de la conscience que les hommes ont d'eux-mêmes le fondement de leur histoire réelle, rien n'était plus facile que de baptiser l'histoire de la conscience, de la pensée, du sacré, des idées fixes, l'histoire de l'homme véritable. Le seul point sur lequel saint Max se distingue de ses prédécesseurs, c'est qu'il ne sait rien de ces idées isolées de la vie réelle, dont elles ne sont que le produit. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 193 : « Pourquoi ne pouvait-on, en concevant l'histoire à la manière de Hegel, qu'aboutir à ce royaume des esprits, qui trouve son accomplissement et son ordre parfait dans la philosophie spéculative comme terme dernier de toute l'histoire antérieure ? La réponse à cette question, Stirner pouvait la trouver très facilement chez Hegel lui-même. Pour aboutir à ce résultat il faut se baser sur le concept d'esprit et montrer ensuite que toute l'histoire n'en est que le développement (*Histoire de la philosophie*, III, p. 91). Une fois qu'on a fait du concept d'esprit le fondement de l'histoire, il est évidemment très facile de montrer que ce concept se retrouve partout et d'établir un ordre dans le développement de celui-ci. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 179.

(4) Cf. *ibid.*, p. 178.

celle de l'esprit, il se dégage enfin de cette double domination, en prenant conscience de son être véritable, de son Moi, conçu dans son unicité et dans son absolue autonomie et en agissant conformément à la nature de celui-ci.

Stirner expose tout d'abord ce développement trichotomique de l'homme, à l'aide de son développement biologique, qui fait que d'enfant il devient adolescent, puis adulte (1). Dans son exposé, Stirner transforme l'enfant, l'adolescent et l'adulte en constructions spéculatives. Le développement de l'homme se ramène en effet chez lui, comme le développement de l'Esprit chez Hegel, aux différentes attitudes que prend la conscience chez l'enfant, l'adolescent et l'adulte vis-à-vis du monde. Les différences entre eux se réduisent ainsi aux conceptions différentes qu'ils ont du monde.

L'enfant qui reste sous l'emprise de la nature est réaliste ; l'adolescent qui, à la différence de celui-ci, cherche à comprendre l'essence du monde et voit celle-ci dans l'esprit est idéaliste ; spiritualisant le monde, il se libère de la domination de la nature, mais tombe sous celle de l'esprit ; l'adulte, en tant qu'égoïste, se dégage aussi bien de la domination de la nature que de celle de l'esprit, en les subordonnant à sa volonté. Le développement biologique de l'homme se réduit ainsi à la formation et à la transformation de conception du monde, l'enfant, l'adolescent et l'adulte devenant des métaphysiciens, qui font de celui-ci l'objet de leurs spéculations (2).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 142-152 : « Genèse ou la vie d'un homme. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 150 : « Toute cette histoire d'une vie humaine se ramène donc... à ceci :

« 1) Stirner ne conçoit les différents stades de la vie humaine, que comme des découvertes de l'individu par lui-même, découvertes qui se réduisent toujours à un certain rapport de la conscience avec le monde. La vie de l'individu se réduit ainsi à des différences de son degré de conscience. Les modifications physiologiques et sociales, que subissent les individus et qui amènent la transformation de leur conscience, ne l'intéressent pas. C'est pourquoi l'enfant, l'adolescent, l'adulte se trouvent toujours en face d'un monde tout fait, tout comme ils n'ont, eux-mêmes, que la peine de se découvrir, ils ne font rien pour trouver quoi que ce soit de ce qui existe. Même le rapport de la conscience avec le monde n'est pas conçu correctement, mais faussement, sous la seule forme spéculative. C'est pourquoi ses personnages ont avec le monde un rapport philosophique, qui est réaliste chez l'enfant, idéaliste chez l'adolescent et qui chez l'homme, en tant qu'unité négative des deux premiers, prend l'aspect de la négativité absolue. Ceci révèle le mystère d'une vie d'homme. L'enfant, on le voit, n'était que le déguisement du réalisme, l'adolescent, celui de l'idéalisme et l'homme qu'une tentative de résoudre cette contradiction philosophique. Cette solution, cette absolue négativité n'est, comme on le voit maintenant, possible que parce que l'homme adopte aveuglément les illusions de l'enfant et s'imagina (en les dépassant) avoir dominé le monde des choses et celui de l'esprit. »

Cf. *ibid.*, p. 152 : « Le premier livre *Une vie d'homme* s'intitule aussi

C'est d'une manière analogue que Stirner traite l'histoire, qui a également chez lui pour objet de montrer comment l'homme se transforme, au cours de celle-ci, en parfait égoïste.

Stirner divise l'histoire en trois grandes périodes : l'Antiquité, qui est celle de l'enfance de l'humanité, le Moyen Age, qui est celle de son adolescence, et les Temps Modernes, qui constituent l'ère où l'humanité, devenant adulte, prend conscience de son essence véritable et la réalise.

Ici encore, ces trois périodes se caractérisent d'après l'attitude que la conscience prend vis-à-vis du monde, attitude qui est réaliste dans l'Antiquité, idéaliste au Moyen Age et égoïste dans les Temps Modernes. Avec cette triade (Enfant, Adoléscent, Homme — Antiquité, Moyen Age, Temps Modernes — Réalisme, Idéalisme, Egoïsme) qu'il répète inlassablement, en d'infinies variations (par exemple, Nègres, Mongols, Caucasiens), Stirner peut construire à son gré l'histoire (1), sans prendre la peine de l'étudier (2). De même que dans l'exposé du passage de l'homme

Genèse parce qu'il nous présente en germe toute l'histoire, et nous donne, sous la forme de prototypes, le modèle de son développement ultérieur, jusqu'au moment où les Temps sont accomplis et où arrive la fin du monde. Toute l'histoire se résume en trois stades : enfant, adolescent, homme, qui reviennent sans cesse sous différentes métamorphoses... jusqu'au moment où toute l'histoire du monde des choses et du monde de l'esprit finit par se résoudre en ces trois éléments. »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 152 s. : « Au cours de cette expérience (de construction arbitraire de l'histoire) notre saint, d'ailleurs sortant de son rôle, écrit de pures histoires de fantômes. »

« Cette manière de travestir l'histoire trouve chez lui sa forme la plus candide, la plus classique. C'est sur ces trois catégories premières : réalisme, idéalisme, négativité absolue, en tant qu'unité des deux premières (baptisée ici égoïsme) — que nous avons déjà rencontrées sous la forme de l'enfant, de l'adolescent et de l'homme — qu'il fonde toute l'histoire, en les affublant d'étiquettes diverses ; avec leur modeste suite de catégories auxiliaires, elles forment le contenu de toutes les phases historiques qu'il nous expose et qui constituent, selon lui, l'histoire. Saint Max nous donne là une preuve de plus de son immense crédulité, en poussant plus loin que tous ses prédécesseurs, la croyance au contenu spéculatif de l'histoire, tel qu'il a été élaboré par certains philosophes allemands. Le secret de cette construction solennelle et sempiternelle est de trouver une série de noms pompeux et ronflants pour trois catégories, devenues de telles rengaines qu'elles ne peuvent plus se montrer en public sous leurs noms véritables. »

Cf. *ibid.*, pp. 153-156.

(2) Cf. *ibid.*, p. 151 : « De même qu'il ne parle pas de la vie physiologique et sociale de l'individu et ne considère jamais la vie réelle, il reste conséquent avec lui-même, en faisant abstraction des époques historiques, des nationalités et des classes ; il se contente, ce qui revient au même, d'exagérer l'importance de la conscience de la classe qui le touche le plus près et qui constitue son milieu immédiat, pour en faire la conscience normale de la *Vie d'un homme*. Pour dépasser ce point de vue local et borné, il n'a qu'à comparer son adolescent avec n'importe quel employé de commerce, avec un jeune ouvrier d'usine anglaise, avec un jeune Nord-Américain, sans parler des jeunes Kirghizes. »

de l'enfance à l'âge adulte, il avait négligé les transformations biologiques qui accompagnent ce développement, il ne tient pas compte, dans son exposé de l'histoire, du changement des rapports sociaux et de la division du travail, de la formation des nations et des classes qui en déterminent le cours (1).

Du fait du caractère téléologique qu'il confère à l'histoire, il est amené à diviser en réalité celle-ci en deux grandes périodes : la période de l'Annonciation — l'Antiquité et le Moyen Age — période encore imparfaite, où l'humanité n'est pas parvenue à la vraie conscience de soi et la période de l'Accomplissement, qui est celle des Temps Modernes, où l'homme réalise son être véritable (2).

Au lieu d'analyser comment le monde antique s'est développé et dissocié sous l'effet de la transformation des forces de production, de la division du travail et du mode de propriété, Stirner se contente de le caractériser comme période d'enfance de l'humanité, où l'homme était dominé par la nature et où sa conscience répondait à ses rapports avec la Nature (3). D'où sa réduction de l'histoire de l'Antiquité à l'histoire de sa philosophie, en particulier des doctrines des Stoïciens, des Epicuriens et des Sceptiques, qu'il sépare de l'histoire réelle et interprète ainsi fausement (4).

Il opère de même pour caractériser le Moyen Age, qui en tant qu'adolescence de l'humanité, constitue la période idéaliste de l'histoire de celle-ci.

Le Moyen Age, dit-il, a été préparé, par les philosophes postaristotéliens, en particulier par les Stoïciens, les Epicuriens et les Sceptiques qui, se détachant du monde, ont cherché à

(1) Cf. *ibid.*, p. 156.

(2) Cf. *ibid.*, p. 142 : « *Le Livre lui-même, tout comme le livre de jadis (La phénoménologie de l'esprit)* se divise en Ancien et Nouveau Testament... Le premier est l'histoire, telle qu'elle s'est déroulée au sein de la Logique, du Logos enchaîné dans le passé, le second a pour sujet la Logique telle qu'elle se développe maintenant dans l'histoire, le Logos libéré, qui combat avec le présent et le subjugué victorieusement. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 160 : « Nous voyons... à satiété, comment Jacques le Bonhomme (Stirner) qui ne saurait se détacher assez tôt de l'histoire empirique, renverse la réalité, en faisant de l'histoire matérielle le produit de l'histoire des idées... D'emblée nous apprenons les conceptions que les Anciens se faisaient prétendument de leur monde. On les oppose comme dogmatiques au monde antique, qui est leur monde, au lieu de montrer, comment ils l'ont produit, il n'est question que du rapport de la conscience avec son objet, avec la vérité, que du rapport philosophique que les Anciens avaient avec leur monde. Au lieu de l'histoire de l'Antiquité, on a l'histoire de la philosophie antique et encore seulement selon l'idée que saint Max s'en fait d'après Hegel et Feuerbach. »

(4) Cf. *ibid.*, pp. 121-126.

comprendre ce qui en constitue la vérité, ont vu celle-ci dans l'esprit et ont préparé ainsi la voie au christianisme, comme conception spiritualiste du monde. Faisant de ces philosophes des idéalistes en quête de la vérité du monde antique, Stirner n'a pas vu que leur attitude était dictée par ce monde lui-même, alors en voie de dissociation (1).

Le Moyen Age comme période idéaliste de l'histoire est, selon Stirner, essentiellement caractérisé par le Christianisme, qui a libéré les hommes de l'emprise du monde en le spiritualisant, mais les a livrés par contre à la domination de l'esprit. Cette conception du Christianisme, objectent Marx et Engels, a un caractère purement spéculatif ; elle le réduit, en effet, à une conception abstraite du monde, ce qui dispense Stirner d'analyser dans quelles conditions il s'est développé et transformé.

La véritable cause du Christianisme n'a pas été, en effet, le penchant à spiritualiser le monde, mais l'immense misère consécutive à l'expropriation générale et à la colossale concentration de la propriété privée dans l'Empire romain (2).

(1) Cf. *ibid.*, p. 159 : « Dès que la Non-vérité s'introduisit dans leur Monde (c'est-à-dire dès que ce monde commença à se désagréger sous l'effet de conflits) — et la seule chose intéressante aurait été de montrer comment cette désagrégation s'était pratiquement effectuée — les philosophes antiques se demandèrent quel était le monde de la vérité ou la vérité de leur monde et trouvèrent naturellement que leur monde avait cessé d'être vrai. Leur recherche elle-même était un symptôme de la dégradation interne de ce monde. Jacques le Bonhomme, lui, fait de ce symptôme idéologique la cause matérielle de cette dégradation et en bon Père allemand de l'Eglise qu'il est, il présente l'Antiquité comme étant elle-même en quête de sa propre négation, qui est le Christianisme. Cette attitude prêtée à l'Antiquité était impliquée par le fait même que les Anciens étaient assimilés par lui aux *enfants*, qui cherchent à percer le mystère du monde des choses. Ayant aussi remplacé le monde antique par la conscience que les hommes eurent ultérieurement de ce monde, rien n'était plus facile à Stirner, que de sauter d'un seul bond du monde antique, matérialiste, au monde religieux, au christianisme. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 214-215 : « On peut se reporter entre autres à Lucien, pour voir dans quelle mesure cette opinion (qu'à la fin du monde antique les Anciens devinrent tous des Stoïciens) répond à la situation réelle des Romains et des Grecs à la fin du monde antique, à cette désintégration et à cette insécurité totales, qui les rendait incapables de résister aux pressions extérieures. Les ébranlements gigantesques subis par l'Empire romain, par suite de son démembrement entre les divers Césars qui se faisaient la guerre, de l'énorme concentration de la propriété à Rome, en particulier de la propriété foncière et enfin les coups portés par les Huns et les Germains, tout cela n'a eu aucune portée pour notre saint historien... Le chrétien primitif ne possédait rien en ce monde, c'est pourquoi il se contentait de l'illusion de posséder quelque chose au ciel, de ses titres de propriété céleste. Ne participant pas effectivement à la propriété du peuple, il se consolait en se qualifiant ainsi que sa confrérie de gueux, de *peuple de la propriété* (1^{re} Epître de saint Pierre, 2, 9). Selon Stirner la représentation chrétienne du monde répond au monde tel qu'il résultait de la décomposition du monde antique, en fait il ne constitue qu'une représentation illusoire du monde

Bien loin de se croire les maîtres du monde, comme se l'imaginait Stirner, les premiers chrétiens, qui étaient de misérables esclaves, concevaient leur libération sous la forme d'un détachement absolu de la terre, d'une résurrection céleste, c'est là ce qui donna à leurs conceptions un caractère idéaliste.

Le passage du Moyen Age aux Temps Modernes est lui aussi déterminé, selon Stirner, par le changement d'attitude de la Conscience vis-à-vis du monde, par la transformation de la Conscience religieuse en conscience philosophique. Ceci a été tout d'abord l'œuvre du protestantisme qui, en spiritualisant la religion, en faisant d'elle un rapport de l'homme avec la vérité religieuse, conçue non plus sous la forme d'objet, mais sous la forme d'esprit, a marqué l'évolution de la pensée religieuse vers la pensée philosophique (1).

La philosophie a poursuivi la spiritualisation du monde, en divinisant l'Esprit, en faisant de lui un être transcendant, qui devient le créateur du monde. L'Esprit, prenant ainsi un caractère absolu, les concepts se sont transformés en entités, en idées *fixes* qui, sous la forme de l'Esprit du Monde, de Conscience universelle, d'Essence humaine, d'Etat, etc., dominant et oppriment les individus. Le monde est devenu ainsi un monde de spectres, de fantômes et les hommes, comme adorateurs de ces fantômes, des *possédés* (2).

Du caractère sacré que prennent les idées *fixes* et qui constitue leur marque spécifique, résulte une divinisation, une canonisation générale du monde. En appliquant indifféremment à toutes les idées *fixes* le qualificatif de sacré Stirner ne voit pas que le caractère de sacré, qu'il attribue aux idées et aux institutions varie selon les individus, et les époques (3). Il néglige,

dans laquelle à l'ancienne conception du monde se substitue une conception nouvelle, qui permet au chrétien dans la foi qu'il peut déplacer les montagnes, de se sentir puissant...

« En réalité ce chrétien primitif, qui dans l'imagination de Jacques le Bonhomme était le possesseur du monde antique, était la plupart du temps la propriété des propriétaires, étant un esclave qui pouvait être vendu. »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 195-198.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 171-186.

(3) Cf. *ibid.*, p. 314 : « La première difficulté semble résulter du fait, que le sacré est en soi très divers et que la critique de ce qui est tenu pour sacré exigerait, chaque fois, la critique de son contenu déterminé, sans qu'il soit tenu compte de son caractère sacré. Stirner tourne cette difficulté en donnant toute détermination comme un *exemple* du sacré. »

P. 315 : « Le deuxième écueil sur lequel saint Sancho devait, s'il y avait un peu réfléchi, nécessairement se briser ; c'est son propre postulat, selon lequel chaque individu est quelque chose d'unique, de totalement différent de tous les autres. De ce fait... ce qui est étranger, sacré pour l'un n'a pas du tout besoin de l'être, ne peut même pas l'être pour l'autre... Les appellations

par ailleurs, d'étudier, dans quelles conditions et circonstances, certains rapports sociaux, certaines institutions prennent un caractère idéal et apparaissent aux hommes comme des puissances supérieures. S'il avait analysé par exemple dans quelles conditions les intérêts particuliers se transforment en intérêts généraux apparemment détachés des individus, il aurait compris comment, dans des circonstances déterminées, certains rapports sociaux peuvent être idéalisés et s'opposer aux individus en tant que puissances indépendantes et étrangères. Il serait passé ainsi du domaine de la spéculation à celui de la réalité, aurait découvert derrière ce que les hommes se représentent, le vrai sens et les vraies causes de leurs représentations et vu que, ce qui apparaît aux hommes comme un produit de leur conscience, résulte, en réalité, des rapports sociaux (1).

De la sanctification des idées *fixes* et de leurs représentants est née la hiérarchie sociale, qui constitue le principal moyen d'oppression des individus (2). Sous le nom de hiérarchie, Stirner comprend toutes les formes de despotisme : Eglise, Absolutisme, Communisme, etc., par lesquelles les idées *fixes* exercent leur domination. Empruntant au Moyen Age le concept de hiérarchie, qui répondait à l'organisation sociale d'alors, il le considère en soi, comme la forme sous laquelle se manifeste l'autorité et l'applique arbitrairement à la caractéristique des Temps Modernes (3).

Le fondement de la hiérarchie est pour Stirner le respect témoigné aux idées *fixes* et aux institutions reposant sur celles-ci. Comme l'oppression qui pèse sur les hommes ne vient pas, de

générales — Etat, religion, moralité — ne doivent pas nous induire en erreur, ces noms n'étant que des abstractions obtenues à partir d'objets qui, du fait de la différence totale de comportement des individus vis-à-vis d'eux, deviennent des objets *uniques* pour chacun d'eux, donc des objets totalement différents, qui n'ont de commun que le nom. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 278 : « Si Stirner avait compris que, dans le cadre de certains modes de production... des puissances concrètes étrangères, indépendantes de la volonté des individus, comme aussi de la collectivité s'élèvent au-dessus des hommes... il serait descendu du royaume de la spéculation dans celui de la réalité, serait passé de ce que les hommes imaginent être, à ce qu'ils sont, du monde de leurs représentations au domaine de leur activité déterminée par les circonstances. Il aurait compris que ce qu'il prend pour un produit de la pensée est, en réalité, le produit de la vie. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 198 : « La hiérarchie c'est la domination de la pensée, la domination de l'esprit. Jusqu'ici nous sommes opprimés par ceux qui s'appuient sur les idées. »

Cf. *ibid.*, p. 198 : « Il présente maintenant la domination du sacré, de la pensée, de l'Idée absolue de Hegel, comme manifestation historique actuelle, comme domination du sacré, des idéologues sur le monde profane, sous la forme de *hiérarchie*. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 201, 202, 203.

ce fait, des rapports économiques et sociaux, mais de la domination des idées *fixes* et de la *hiérarchie* qu'elles engendrent, qu'elle est ainsi essentiellement le produit de la conscience humaine, il en résulte que la libération des individus ne peut se faire que par leur affranchissement de la domination des idées *fixes*, ce qui n'exige d'eux que leur refus de leur témoigner du respect (1). De là l'invitation adressée par Stirner aux individus de se libérer de toute emprise des idées *fixes*, du sacré, ce qui leur permet de prendre conscience de leur vraie nature, de devenir des égoïstes conséquents et de s'affirmer comme tels (2).

L'activité humaine ayant ainsi essentiellement pour but de libérer les hommes de leurs illusions, de leurs fausses conceptions, les conflits réels se transforment en conflits idéologiques, qui se résolvent sur le plan spirituel (3).

Cette conception de l'affranchissement des individus par la suppression des idées fausses qu'ils se font du monde est absolu-

(1) Cf. *ibid.*, p. 313 : « Le sacré étant quelque chose d'étranger, tout ce qui est étranger prend un caractère sacré et, parce que tout ce qui est sacré constitue un lien, une entrave, tout lien, toute entrave devient quelque chose de sacré. Ceci donne à Stirner l'avantage que, pour lui, tout ce qui est étranger devient pure *apparence*, pure *illusion*, dont il s'affranchit tout simplement, en la récusant, en déclarant qu'il ne la partage pas. Nous avons déjà vu, à ce sujet, à propos de l'égoïste en désaccord avec lui-même, que les hommes n'ont qu'à modifier leur conscience, pour remettre tout en ordre. »

« Toute notre description a montré comment Stirner critique les conditions de vie réelles, en leur attribuant un caractère sacré et les combat en rejetant la conception sacrée qu'on en a. Cette manière fort simple de tout transformer en sacré, s'explique par le fait que Jacques le Bonhomme a adopté candidement les illusions de la philosophie et pris pour la réalité même l'expression idéologique, spéculative de cette réalité, séparée de sa base empirique... ce qui lui a permis de s'imaginer qu'il n'avait affaire qu'à des pensées, des représentations. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 283 : « Le philosophe reconnaît ici indirectement qu'à une conscience déterminée correspondent aussi des hommes et des circonstances déterminées. Mais en même temps il s' imagine que l'invitation morale qu'il adresse aux hommes de modifier leur conscience transformera réellement celle-ci, et dans les hommes modifiés par la transformation des circonstances empiriques et dont la conscience a également changé, il ne voit qu'un changement de la conscience. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 318 : « Un autre exemple, plus général de la canonisation du monde est donné par la transformation des conflits réels, des conflits des individus avec leurs conditions de vie pratiques, en conflits d'idées, c'est-à-dire en conflits de ces individus avec leurs propres représentations... De même qu'il avait, auparavant, rendu autonomes les pensées des individus, il sépare ici le reflet idéologique des conflits réels de ces mêmes conflits pour le rendre autonome. Les contradictions réelles, dans lesquelles l'individu est impliqué, sont transformées en contradictions de l'individu avec ses propres conceptions... Stirner réussit par là à transformer les conflits réels, qui sont à l'origine de leur reflet idéologique, en conséquences de ce reflet. Il aboutit de la sorte à ce résultat, qu'il ne s'agit plus de supprimer effectivement les conflits réels, mais simplement d'abolir la représentation qu'on en a, ce à quoi Stirner, en bon moraliste, adjure les hommes. »

ment illusoire, car ce pseudo-mode d'affranchissement ne modifie en rien les conditions réelles, qui déterminent la vie des individus ; il est même incapable de changer, en quoi que ce soit, les conceptions et les idées qui continuent à subsister, tant que ne sont pas abolis les rapports sociaux, qui leur ont donné naissance (1).

Cette conception de l'affranchissement des hommes, qui s'apparente à celle des Sceptiques, des Stoïciens et des Epicuriens, ainsi qu'à celle des Chrétiens est l'expression d'une morale d'esclave, qui se contente de protester en théorie contre l'état de choses existant, sans rien faire pratiquement pour l'abolir et qui se résume en un appel à la domination de soi (2).

Pour Stirner la lutte contre la domination des idées *fixes* constitue le terme de la préhistoire de l'humanité. Cette lutte, qui a débuté dans les temps présents par la critique de la religion de B. Bauer et de Feuerbach, doit se diriger maintenant contre les plus dangereux des dogmes, contre les dogmes politiques et sociaux, qu'il résume sous le nom de libéralisme ; il entend par là non seulement le libéralisme politique, mais aussi le libéralisme *social*, c'est-à-dire le socialisme et le libéralisme *humain*, l'humanisme de Feuerbach.

B) Le libéralisme politique

Devenu réactionnaire, comme B. Bauer, Stirner ne combat plus l'État prussien, mais dirige sa critique contre toutes les tendances et les mouvements progressistes et tout d'abord contre le libéralisme politique.

Il n'étudie pas le libéralisme politique, dans ses relations avec les rapports économiques et sociaux, c'est-à-dire, non comme la forme politique du combat mené par la bourgeoisie, mais comme une forme particulière de la domination de l'esprit, de la hiérarchie, qui conduit à la suprématie de l'État (3).

D'où le caractère spéculatif de ses considérations sur ce

(1) Cf. *ibid.*, p. 474 : « La question, telle que Sancho la comprend, aboutit une fois de plus à un pur non-sens. Il s' imagine que les hommes se sont toujours fait jusqu'ici une certaine conception de l'homme et s'en sont affranchis, dans la mesure même où cela était nécessaire, pour qu'ils réalisent en eux-mêmes cette idée, à savoir que le degré de liberté, auquel ils ont chaque fois accédé a été déterminé par leur idéal de l'homme, tel qu'ils le concevaient, ce qui impliquait inévitablement qu'il subsistât en chaque individu un reste incompatible avec cet idéal, reste *inhumain*, dont ils n'étaient pas libérés ou alors malgré eux. En fait les hommes ne se sont jamais libérés que dans la mesure que leur prescrivait et permettait, non leur idéal de l'homme, mais les forces productives existantes. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 287-288.

(3) Cf. *ibid.*, p. 354.

mouvement et sur la domination de l'Etat. Par un renversement des rapports réels, qui relient libéralisme politique à la bourgeoisie, il voit en lui l'élément qui caractérise et détermine le bourgeois, considère de ce fait celui-ci sous la forme abstraite de citoyen, ne se rendant pas compte que, loin de constituer la vérité du bourgeois, le citoyen n'en est que la forme idéalisée. Sa critique du libéralisme politique se réduit pour l'essentiel à une critique de l'Etat considéré comme instrument de domination. Il se place, dans cette critique, au point de vue de la classe moyenne décadente, en particulier du philistin berlinois, qu'il considère comme le type représentatif de la bourgeoisie. Ignorant le dur combat mené par la bourgeoisie ascendante, il croit que celle-ci se désintéresse de l'Etat, parce qu'elle ne s'occupe de lui que dans la mesure où l'exige la défense de ses intérêts de classe. Ce désintéressement vis-à-vis de l'Etat ne vaut en réalité que pour la bourgeoisie moyenne, qui n'ose protester contre l'oppression qu'il fait peser sur elle (1).

Comme Stirner ne comprend pas que la formation, le caractère et le développement de l'Etat sont déterminés par les rapports sociaux et que la classe dirigeante utilise le pouvoir de l'Etat pour défendre ses intérêts personnels sous la forme d'inté-

(1) Cf. *ibid.*, pp. 223-224 : « Quand on juge, à la manière des idéologues berlinois, qui restent confinés dans leurs mesquines conceptions du libéralisme et de l'Etat ou, mieux encore, quand on se borne à critiquer les illusions de la bourgeoisie allemande au sujet du libéralisme, au lieu d'étudier celui-ci dans ses relations avec les intérêts réels qui le déterminent, et dont son existence réelle est inséparable, on aboutit naturellement aux résultats les plus absurdes. Même dans sa forme populaire, le libéralisme allemand, tel qu'il s'est manifesté jusqu'à une date toute récente, n'a été, nous l'avons vu que de la rêverie, idéologie à propos du libéralisme réel, qu'il est facile, dès lors, de transformer en philosophie, en concepts, en connaissance rationnelle. Et quand on a, de plus, le malheur de ne connaître ce libéralisme idéalisé que sous la forme sublimée, que lui ont donnée Hegel et les cuistres, qui se réclament de lui, on aboutit à des conclusions qui relèvent toutes du sacré, comme Stirner nous en fournit un triste exemple. »

Il n'a pas échappé à notre magister qu'on a récemment assimilé les libéraux aux bourgeois. Comme saint Max confond les vrais bourgeois avec les braves petits bourgeois allemands, il n'interprète pas les faits donnés dans leur sens réel, dans le sens que leur ont attribué tous les auteurs compétents, il ne voit pas, de ce fait, que la phraséologie libérale n'est que l'expression de la volonté des intérêts réels de la bourgeoisie, mais croit au contraire que la volonté des intérêts réels de la bourgeoisie, est de devenir un libéral accompli, fin dernière, à laquelle tend le bourgeois... Il lui est, de ce fait, au contraire le citoyen qui constitue celle du bourgeois... Il lui est, de ce fait, possible, en séparant le bourgeois, en tant que libéral, du bourgeois empirique, de faire de lui le libéral en soi, sacré, de même qu'il a donné à l'Etat un caractère sacré et transformé le rapport qui relie le bourgeois à l'Etat moderne en un rapport sacré, en un culte, ce qui met déjà, à vrai dire, un point final à sa critique du libéralisme politique. »

Cf. également, pp. 227-228, 391.

rêts généraux, d'intérêts d'Etat, il voit, comme les petits bourgeois, dans l'Etat l'incarnation des intérêts généraux et par là même une puissance supérieure, indépendante des individus qu'il domine (1).

L'Etat apparaît ainsi comme agissant en vertu d'une volonté propre. Combien cela est peu le cas, combien il est en réalité déterminé par les rapports sociaux et subordonné à eux, se voit par l'échec qu'il subit, chaque fois qu'il essaie de promulguer des lois, qui vont à l'encontre des intérêts de la classe dominante (2).

Rejetant l'autorité de l'Etat, Stirner récuse également celle du Droit et des lois, qui agissent également, selon lui, en vertu d'une volonté propre. Séparant le Droit et la loi des rapports sociaux qui les déterminent, il voit en eux, non les moyens dont la classe dominante se sert pour la défense de ses intérêts, mais

(1) Cf. *ibid.*, p. 383 : « Du fait qu'il existe dans chaque Etat des gens qui se servent de lui pour affirmer par lui leur puissance, Stirner conclut qu'il est une puissance qui les domine... Il continue à rêver que l'Etat est une idée en soi et croit à la puissance autonome de cette idée... Hegel idéalisait la conception que les hommes politiques se faisaient de l'Etat, en partant des individus particuliers, en ne considérant en eux que leur volonté ; Hegel fait de la volonté commune de ces individus la volonté absolue. Jacques le Bonhomme prend, de bonne foi, cette conception idéologique pour la juste conception de l'Etat et la critique en tant que telle... »

Cf. *ibid.*, p. 391 : « Il interprète, à la manière des petits bourgeois, le fait que la classe dominante donne à son pouvoir la forme de pouvoir public, de pouvoir d'Etat, dans le sens que l'Etat se constitue sous la forme d'une tierce puissance opposée à la classe dominante et qui absorbe en elle tous les pouvoirs. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 362-363 : « La vie matérielle des individus, qui ne dépend nullement de leur seule volonté, leur mode de production et leurs rapports sociaux, qui se conditionnent réciproquement, sont la base réelle de l'Etat et le restent à tous les stades où sont encore nécessaires la division du travail et la propriété privée, tout à fait indépendamment de la volonté des individus. Ces conditions réelles ne sont pas du tout données par le pouvoir de l'Etat, ce sont elles, au contraire, qui créent ce pouvoir. Les individus, qui exercent le pouvoir dans ces conditions ne peuvent donc, étant donné que leur pouvoir doit se constituer en Etat, que donner à leur volonté déterminée par ces conditions précises, l'expression générale d'une volonté d'Etat, d'une loi — le contenu de cette expression étant toujours déterminé par les conditions de leur classe, comme il ressort très clairement de l'examen du droit pénal et du droit public... Cette volonté (de l'Etat) n'existe avant que le développement des conditions sociales ne puisse la produire réellement, que dans l'imagination des idéologues. Une fois les conditions susceptibles de la produire suffisamment développées, l'idéologue peut alors se représenter cette volonté comme purement arbitraire, et donc concevable en tout temps et en toute circonstance... Ce n'est pas l'Etat qui existe par une volonté souveraine, c'est l'Etat issu du mode d'existence matérielle des individus, qui prend aussi la forme d'une volonté souveraine. »

« Un examen superficiel de la législation, par exemple de la législation sur les pauvres, montre à quel résultat sont parvenus les gouvernements, lorsqu'ils ont cru pouvoir imposer telle ou telle mesure par leur seule volonté souveraine, à leur seul gré. »

des manifestations de la volonté absolue de l'Etat (1). En fait le Droit et les lois changent, tout comme l'Etat, en même temps que se transforment les rapports sociaux ; ils perdent tout contenu réel et prennent un caractère purement formel, quand ils ne répondent plus à ceux-ci (2).

Stirner considère également de manière spéculative le crime, comme une révolte, comme un péché contre des idées sanctifiées et qui est puni en tant que tel (3).

Il ne critique pas seulement le libéralisme politique parce qu'il favorise la domination tyrannique de l'Etat, mais aussi parce qu'il ne garantit pas l'accession de tous les individus à la propriété privée. Certes l'Etat reconnaît qu'il appartient à la nature de l'homme d'être propriétaire, mais, comme il laisse chacun libre de s'enrichir à son gré, une concurrence inexorable surgit entre les individus dans l'acquisition de la propriété, il en résulte que la majorité des individus sont évincés de la propriété et ne peuvent ainsi affirmer leur personnalité (4).

Comme Stirner ignore les rapports qui existent entre la production et la propriété, qu'il ne voit pas que la propriété n'existe qu'en fonction de la production, qu'à un certain développement des forces de production correspond une certaine forme de propriété et que celle-ci se modifie en même temps que celles-là se transforment, il traite également la question de la propriété du point de vue spéculatif, la réduit au droit absolu que possède chaque individu de devenir propriétaire et aux garanties qui sont accordées à la propriété (5).

(1) Cf. *ibid.*, p. 363 : « Nous avons déjà vu comment pouvait naître chez les philosophes, du fait qu'ils séparent les pensées des individus des faits empiriques, qui leur servent de base, la conception d'un développement et d'une histoire de la pensée pure. On peut tout aussi bien séparer le Droit de sa base réelle et lui attribuer une *volonté souveraine* qui se modifie selon les époques et qui possède par ce qu'elle crée, par l'ensemble des lois, sa propre histoire indépendante. De la sorte, l'histoire civile et politique se ramène idéologiquement à une histoire de la domination des lois successives. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 363 : « Il est possible que les droits et les lois se transmettent *héréditairement*, mais alors ils n'ont plus de force souveraine, ils n'ont plus qu'une valeur formelle, comme l'histoire du droit romain primitif et du droit anglais nous en fournit d'éclatants exemples. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 370 s.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 229-230.

(5) Cf. *ibid.*, p. 390 : « Si Sancho avait, pour un instant, ignoré les idées courantes des juristes et des politiciens sur la propriété privée et la polémique qu'elles suscitent, s'il avait considéré la propriété privée dans son existence empirique, dans ses rapports avec les forces productives des individus, toute sa sagesse de Salomon, dont il va maintenant nous entretenir, se serait évanouie en fumée... Il aurait difficilement pu lui échapper... que la propriété n'est qu'un rapport social nécessaire, qui répond à un certain

Comme c'est l'Etat qui garantit la propriété, Stirner croit que les conditions, auxquelles la propriété est subordonnée, sont réglementées par l'Etat et que le Droit constitue le fondement réel de la propriété, alors qu'il n'est, en fait, que la reconnaissance politique et juridique de celle-ci (2). Ceci l'amène à penser que l'Etat seul est le vrai propriétaire et que les propriétaires ne bénéficient de la propriété qu'à titre précaire (3).

Stirner proteste contre ce fait, en affirmant le droit inaliénable de l'individu à la propriété. Le fondement de la propriété, comme de toute institution, étant le respect qui lui est témoigné, Stirner pense que l'individu peut faire triompher son droit à la propriété simplement en refusant tout respect au privilège que l'Etat possède d'être seul propriétaire (4).

C'est d'une manière analogue qu'il traite la question du morcellement et de la monopolisation de la terre, qui touche de très près la classe moyenne désireuse de voir la petite propriété garantie. Il explique la concentration et la monopolisation du sol par le manque de respect que les gros propriétaires témoignent vis-à-vis de la petite propriété et invite les petits propriétaires à se défendre, en refusant, à leur tour, tout respect à la grande propriété (5).

En fait le morcellement des terres, comme leur accaparement

degré de développement des forces de production, rapport social, dont on ne peut se passer dans la production de la vie matérielle, tant qu'elles ne sont pas créées des forces de production, pour lesquelles la propriété privée devient une entrave et un obstacle. »

Cf. *ibid.*, p. 439.

(2) Cf. *ibid.*, p. 391 : « Comme la propriété sous la domination de la bourgeoisie, comme à toutes les époques, est liée à certaines conditions, tout d'abord économiques, qui dépendent du stade de développement des forces de production et des rapports sociaux, conditions qui revêtent nécessairement une forme politique et juridique, Sancho croit, dans sa candeur, que l'Etat relie la possession de la propriété à certaines conditions, comme il le fait pour toutes choses... » (p. 335).

Cf. *ibid.*, p. 398 : « La reconnaissance politique de la propriété privée dans le Droit est formulée et considérée comme constituant la base de la propriété privée : la propriété privée ne vit que par la grâce du Droit. Le Droit constitue sa seule garantie. » (p. 332).

(3) Cf. *ibid.*, p. 390 : « En adoptant aveuglément et en exagérant encore, à la manière allemande, les illusions des politiciens, juristes et autres idéologues, qui renversent tous les rapports réels, Sancho transforme la propriété en propriété d'Etat, en propriété, dont le fondement est le Droit... »

Cf. p. 394 : « La transformation de la propriété privée en propriété d'Etat se ramène, en fin de compte, à l'idée que le bourgeois n'est propriétaire qu'en tant que membre représentatif de sa classe, dont l'ensemble constitue l'Etat, qui donne aux individus particuliers la propriété en fief. »

(4) Cf. *ibid.*, p. 390.

(5) Cf. *ibid.*, pp. 388, 390.

résulte de conditions économiques et sociales déterminées (1). Le morcellement des terres s'est opéré, ce qu'ignore Stirner, à deux reprises et de manière différente. Le premier, qui a précédé la formation du capitalisme, a été essentiellement dû au manque de capitaux nécessaires à la grande exploitation agricole par la noblesse et a favorisé la création d'une puissante paysannerie, avide d'accaparer le plus de terres possible (2). Le second a eu lieu après la formation du capitalisme et a été favorisé par la bourgeoisie désireuse d'affaiblir la noblesse. A la différence du premier morcellement, il a amené la ruine de la petite paysannerie incapable, du fait de la concurrence, d'agrandir ses biens et de moderniser le mode d'exploitation agricole et aussi la monopolisation du sol par le grand capital.

Pour ce qui est de la concurrence, Stirner, qui ne se rend compte ni de sa nature ni de ses conditions, la ramène à une lutte entre des individus. Ignorant les luttes de la bourgeoisie et du prolétariat, qui jouent un rôle très important dans le développement de la concurrence, il ne voit en elle que la lutte que se livrent employés et fonctionnaires, qui ne joue en fait qu'un rôle secondaire dans son développement (3).

Attribuant un rôle primordial aux individus dans la concurrence, il fait dépendre celle-ci de la capacité plus ou moins grande qu'ont les individus de s'approprier des biens. Cette conception, valable pour la forme primitive de la concurrence, qui se faisait par le pillage, ne s'applique pas à sa forme moderne (4).

(1) Cf. *ibid.*, p. 387 : « Nous n'avons pas non plus à expliquer à notre saint (Stirner) que la forme que revêt cette transformation (de la propriété foncière) est en fonction du degré de développement atteint par l'industrie, le commerce, la navigation etc., d'un pays. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 389-390.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 407 s. : « Il ignore toutes les conditions nouvelles créées par la concurrence : suppression du cadre local, création de moyens de communication, division plus poussée du travail, commerce mondial, prolétariat, machinisme, etc., pour jeter un coup d'œil nostalgique vers la mentalité petite-bourgeoise du Moyen Âge. De la concurrence, il ne sait qu'une chose, c'est qu'elle est *discorde, jalousie, rivalité*, et ne se soucie aucunement de ses rapports avec la division du travail, les relations entre l'offre et la demande, etc. »

Cf. pp. 412-413 : « L'exigence d'avoir à concourir par des moyens personnels et non par des moyens matériels aboutit à poser ce postulat moral, que la concurrence et les conditions objectives, qui en constituent les prémisses, doivent avoir d'autres effets que ceux qu'elles ont inévitablement... Les moyens d'entrer en concurrence, indépendants de la personnalité, sont les conditions de production et les rapports sociaux des personnes elles-mêmes qui, dans le cadre de la concurrence, prennent, face aux personnes, figures de puissances indépendantes... »

(4) Cf. *ibid.*, p. 412 : « Lorsque Sancho veut remplacer la concurrence des choses par la concurrence des personnes, cela signifie qu'il veut revenir

Traitant ensuite des prix, étroitement liés aux frais de production et à la concurrence, Stirner pense qu'ils sont arbitrairement fixés par le producteur (1). Il s'imagine, par ailleurs, qu'il existe des biens sacrés — honneur, liberté — qui n'ont pas un caractère vénal, quoiqu'ils soient eux aussi déterminés par les rapports sociaux et par la concurrence (2).

Ayant particulièrement à cœur la défense des individus, qui ne disposent pas de moyens pour acquérir des biens (3), Stirner demande à l'Etat de leur procurer les moyens nécessaires à cet effet, ignorant que les conditions d'acquisition de la propriété et des moyens nécessaires pour cela sont déterminés par la production et la circulation des marchandises et ne dépendent ni de la volonté des individus ni de celle de l'Etat (4).

Toute cette diatribe de Stirner contre le libéralisme politique et l'Etat cache son désir de protéger la petite propriété ; comme ceci nécessite le maintien de la société bourgeoise et de l'Etat bourgeois, toute sa critique du libéralisme politique se révèle en réalité illusoire.

C) Le libéralisme social

L'attitude de Stirner vis-à-vis du libéralisme social est tout aussi réactionnaire que vis-à-vis du libéralisme politique. Sa haine se porte tout spécialement contre le libéralisme social, par lequel il entend le socialisme et surtout le communisme, parce que la tyrannie sociale qu'il engendre lui apparaît plus odieuse encore que celle de l'Etat.

aux débuts de la concurrence et ceci parce qu'il s'imagine pouvoir, par la seule bonne volonté et par l'extraordinaire conscience de l'égoïste, orienter autrement le développement de la concurrence... »

(1) Cf. *ibid.*, p. 407.

(2) Cf. p. 409.

(3) Cf. p. 413.

(4) Cf. p. 411 : « Font partie de ces « choses » (qu'implique la concurrence) entre autres, le fait que le concurrent vit dans un pays et dans une ville, où il jouit des mêmes avantages que les concurrents qu'il y trouve, que les relations entre la ville et la campagne doivent avoir atteint un degré d'évolution avancé, qu'il entre en concurrence dans une situation géographique, géologique et hydrographique favorable, qu'il est soyeux à Lyon, cotonnier à Manchester ou, à une époque antérieure, armateur en Hollande, que la division du travail est déjà très poussée dans sa branche, comme dans d'autres branches de production tout à fait indépendantes de lui, que les moyens de communication lui assurent les mêmes tarifs de transports avantageux qu'à ses concurrents, qu'il trouve des ouvriers habiles et des contremaîtres qualifiés. Or toutes ces choses nécessaires à la concurrence, la capacité même d'entrer en concurrence sur le *marché mondial*... il ne peut les acquérir ni par son *énergie personnelle* ni se les faire allouer par la *grâce de l'Etat* » (cf. p. 348).

Ici encore, il procède de manière spéculative. De même que dans sa critique du libéralisme politique il fait de l'Etat une idée fixe qui subordonne à elle les individus, dans sa critique du libéralisme social, le communisme devient une forme particulière de la hiérarchie qui opprime les individus.

Il reproche essentiellement au libéralisme social d'empêcher la personnalité de l'individu de s'épanouir, en conférant tous les droits à la société, ce qui fait de l'individu un esclave (1). Méprisant l'autonomie de l'individu, ce libéralisme ou pour mieux dire le communisme ne considère que l'activité sociale, ce qui l'amène à ne juger les rapports entre les individus que du point de vue utilitaire.

De l'utilitarisme, qui est une doctrine économique-sociale qui répond au mode de production capitaliste (2), Stirner fait la marque caractéristique du libéralisme social, auquel il reproche de s'appuyer sur lui, pour justifier son attitude vis-à-vis des individus. Par la socialisation de la propriété il empêche, plus encore que ne le fait l'Etat, les individus d'accéder à la propriété et aggrave ainsi la tyrannie qui pèse sur eux (3).

Par cette interdiction d'acquérir des biens, le libéralisme social généralise la misère et le paupérisme, en faisant de tous les hommes des gueux.

Pour éliminer la misère et combattre le paupérisme, dont il rend aussi en partie responsables les crises qu'il attribue au manque d'argent, alors qu'elles naissent en réalité lorsque les marchandises perdent leur valeur d'échange (4), Stirner ne propose que des moyens illusoire. Il faut, pense-t-il, pour se libérer de la misère, combattre le pouvoir de l'argent. Comme toute domination repose, selon lui, sur le respect qu'on lui témoigne, il invite les pauvres à refuser de croire à la puissance de l'argent. L'argent, remarquent à ce sujet Marx et Engels, n'est pas une création arbitraire des hommes, qu'ils peuvent abolir à leur gré, mais le produit nécessaire d'une certaine forme de production

(1) Cf. *ibid.*, p. 237 : « Mais les réformateurs sociaux nous prêchent un droit social, qui fait de l'individu l'esclave de la société » (p. 246).

(2) Cf. *ibid.*, pp. 451-455.

P. 455 : « Tandis que l'utilitarisme avait au moins l'avantage d'indiquer la liaison entre les rapports sociaux et la base économique de la société, il a perdu chez Stirner tout contenu positif, il est isolé de tous les rapports réels... »

(3) Cf. *ibid.*, p. 235.

(4) Cf. *ibid.*, p. 436.

et de circulation des marchandises, qui ne peut être supprimé tant que celle-ci subsiste (1).

Pour abolir le paupérisme, Stirner propose aussi que l'Etat fixe le montant des salaires, sans voir que ce montant ne dépend pas de la volonté de l'Etat, mais du marché du travail et de la concurrence que les ouvriers se font entre eux (2).

Le principal moyen de supprimer le paupérisme est, à ses yeux, la liberté du travail, qui permettrait à l'ouvrier de profiter pleinement du produit de son labeur. Contrairement à ce qu'il pense, la liberté de travail est entière en régime capitaliste, du fait même de la concurrence qui règne entre les ouvriers, mais, bien loin de contribuer à améliorer le sort des travailleurs, elle aggrave, en même temps que la concurrence entre eux, leur misère. Le remède au paupérisme est, en réalité, non la liberté du travail, mais l'abolition du mode de travail, tel qu'il existe en régime capitaliste (3).

Dans ses considérations sur le paupérisme, Stirner n'a pas en vue le prolétariat, mais la petite bourgeoisie ruinée et les travailleurs déclassés, le *Lumpen-proletariat*, la gueuserie, qui ne constitue, dans les Temps Modernes, qu'un phénomène social secondaire (4).

Confondant ainsi prolétaires et gueux, Stirner reproche aux prolétaires d'accepter servilement leur condition et d'être, de ce fait, incapables de se libérer, sans voir que les prolétaires,

(1) Cf. *ibid.*, p. 230 : « (P. 150). Tout le malheur de la situation sociale actuelle vient du fait que bourgeois et ouvriers croient à la vérité de l'argent. Jacques le Bonhomme s'imagina ici, qu'il ne tient qu'aux bourgeois et ouvriers qui sont dispersés dans tous les pays du monde de faire attester qu'ils ne croient pas à la vérité de l'argent, pour que, à supposer que cette absurdité soit possible, quelque chose puisse être changé. Il croit que le premier publiciste berlinois venu est à même de supprimer la vérité de l'argent, avec la même facilité qu'il abolit, dans son esprit, la vérité de Dieu ou de la philosophie hégélienne. Il lui importe naturellement peu que l'argent soit le produit nécessaire de certaines formes de production et de rapports sociaux, et qu'il demeure une vérité tant que ces rapports continuent d'exister... »

(2) Cf. *ibid.*, p. 406.

(3) Cf. *ibid.*, p. 232.

(4) Cf. *ibid.*, p. 229 : « Le prolétariat dans son ensemble est donc composé de bourgeois et de prolétaires ruinés, d'une collection de gueux, qui ont existé à toutes les époques et dont l'existence massive a précédé, après la fin du Moyen Age, la naissance du prolétariat moderne, comme saint Max peut s'en convaincre par la législation et la littérature anglaise et française. Du prolétariat notre Saint se fait la même idée que les bons bourgeois satisfaits et en particulier les fonctionnaires fidèles. Il identifie, de ce fait, prolétariat et paupérisme, alors que le paupérisme, qui caractérise seulement la situation où se trouve le prolétaire ruiné, marque le dernier degré d'avilissement, où tombe le prolétaire incapable de résister à la pression de la bourgeoisie, et que seul devient un pauvre le prolétaire qui a perdu toute énergie (voir Sismondi, Wade, etc.). »

loin d'être des esclaves résignés, constituent une classe révolutionnaire (1).

Pour ce qui est du communisme, Stirner le considère comme une utopie et croit que les communistes rêvent de fonder une société idéale. En réalité, le communisme, qui est né avec le développement du système capitaliste et qui constitue le but de la lutte de classe du prolétariat, n'a rien de commun avec l'utopisme. Les communistes, en effet, contrairement à ce que pense Stirner, ne rêvent nullement d'une société idéale, ils se proposent essentiellement de détruire le régime capitaliste et la société bourgeoise, pour les remplacer par un régime nouveau et une société nouvelle (2). Aussi s'abstiennent-ils de prêcher une morale nouvelle et de demander aux hommes, comme le fait Stirner, de devenir des hommes *véritables*, car ils savent qu'une transformation des rapports sociaux et de la mentalité des hommes ne peut résulter que d'une transformation sociale (3).

Cette critique du libéralisme social par Stirner répond à l'aversion qu'éprouve la petite bourgeoisie à l'égard du prolé-

(1) Cf. *ibid.*, p. 242 : « Stirner croit ici que les prolétaires communistes, qui révolutionnent la société, qui établissent les formes de production et les rapports sociaux sur une base nouvelle en tant que novateurs, conformément à leur mode de vie restent des hommes du passé. La propagande incessante que font ces prolétaires, les discussions qu'ils organisent entre eux quotidiennement, prouvent assez qu'ils ne veulent pas rester les hommes du passé, et que les autres hommes le restent. Ils ne le resteraient que s'ils cherchaient la faute en eux-mêmes, comme le pense saint Sancho, mais ils savent trop bien que ce n'est que lorsque les conditions existantes auront été modifiées, qu'ils cesseront d'être les hommes du passé ; aussi sont-ils résolus à transformer ces conditions dès la première occasion. Dans l'activité révolutionnaire on se transforme en même temps qu'on transforme les circonstances. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 239 : « Parce que dans la société se manifestent les maux les plus accablants, les gens accablés en particulier, cherchent à trouver dans la société la raison de ces maux et se donnent pour tâche de découvrir la vraie société » (voir p. 155).

Cf. *ibid.*, p. 251 : « Saint Sancho fait ensuite découvrir par les communistes une loi et un nouvel ordre social, qui mettrait fin à ces changements, ordre dont il sait seulement que les communistes proclameraient alors que cet ordre fût sacré. »

Cf. *ibid.*, p. 248 : « Les communistes n'auront aucun scrupule à renverser la domination des bourgeois et à détruire leur bien-être, dès qu'ils en auront le pouvoir. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 279 s. : « Les communistes ne prêchent pas de morale du tout, ce que Stirner fait de la façon la plus large. Ils ne posent pas aux hommes des exigences morales telles que : « Aimez-vous les uns les autres, ne soyez pas égoïstes », etc., car ils savent fort bien que l'égoïsme, tout autant que le dévouement, est une des formes, et, dans certaines conditions, la forme nécessaire d'affirmation de l'individu. Les communistes ne veulent donc nullement, comme saint Max le croit... abolir l'homme privé au profit de celui qui défend l'intérêt général et se sacrifie à lui. »

tariat et du communisme, qu'elle hait plus encore que le grand capital, car ils constituent la plus grave des menaces pour la propriété privée.

D) Le libéralisme « humain »

Par libéralisme *humain* (1), Stirner entend l'humanisme de Feuerbach, dans lequel l'homme devient une idée *fixe*, un dogme. L'homme chez Feuerbach considéré sous la forme générale de l'espèce humaine, constitue en effet, comme l'Idée absolue et la Conscience universelle, un substitut de Dieu, qui plane comme lui au-dessus des individus qui lui sont assujettis. Feuerbach canonise l'espèce humaine, en faisant des qualités humaines des qualités divines : elles deviennent les attributs de l'espèce dont les hommes sont les adorateurs. Stirner pousse plus loin encore cette mystification, puisque chez lui les qualités humaines, complètement séparées des hommes, deviennent des fantasmes (2).

E) L'Unique

Par l'élimination des idées *fixes* et de toute forme de hiérarchie, les conditions de la venue de l'homme, en tant que véritable égoïste, que Moi absolu, conçu dans son unicité, sont réalisées.

L'Unique se crée lui-même, à la manière dont, chez B. Bauer, la Conscience de soi s'affirme par opposition à la substance, par le rejet de toutes les déterminations qui ne répondent pas à son être.

(1) Cf. *ibid.*, pp. 215-218.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 269 s. : « La conception feuerbachienne des attributs de Dieu considérés comme des puissances réelles dominant les hommes à la manière de hiérarchies, tel est le monde mystifié, substitué au monde empirique d'où part Stirner... Il reproche à Feuerbach de n'aboutir à rien, parce qu'il a fait de l'attribut le sujet et inversement du sujet l'attribut, mais il est lui-même moins capable encore d'arriver à quelque chose, du fait qu'il accepte, les yeux fermés, la conception feuerbachienne de sujets transformés en attributs, qui dominent sous une forme personnifiée le monde, qu'il tient pour rapports sociaux réels, les phrases de Feuerbach sur ces rapports, qu'il leur accolle l'épithète de sacré, qu'il transforme cet épithète en un sujet, le *Sacré*, faisant ainsi exactement ce qu'il reproche à Feuerbach. S'étant débarrassé de tout contenu réel afférant au sacré, il part en guerre contre celui-ci, qui naturellement reste immuable. Feuerbach, lui, a encore conscience qu'il ne s'agit chez lui... que de la destruction d'une illusion, destruction à laquelle il attache, à vrai dire, encore beaucoup trop d'importance. Chez Stirner cette conscience a complètement disparu, il croit, lui, véritablement au règne, dans le monde actuel, des abstractions de l'idéologie et dans le combat qu'il mène contre les attributs, contre les concepts, il croit vraiment s'attaquer, non plus à des illusions, mais aux puissances qui dominent réellement le monde. »

Du fait que chez Stirner, comme chez B. Bauer, les conditions de vie des individus ne sont pas déterminées par les rapports économiques et sociaux, mais par une transformation de la conscience, les luttes véritables se transforment en luttes spirituelles qui se réduisent à la critique de fausses conceptions, dont l'Unique se libère, en leur déniaient toute valeur et en leur refusant tout respect (1).

Son attitude est analogue à celle du chrétien, qui se libère de l'emprise du monde par la négation de celui-ci. Comme le chrétien en effet, il procède au rejet des idées *fixes* par un procédé de pure négation, qui peut s'appliquer aisément et indifféremment à toute chose, ce qui le dispense de dire quoi que ce soit sur les conditions réelles de la libération des hommes (2).

Pour s'affirmer pleinement en tant qu'Unique, il ne suffit pas à l'individu d'accéder à la liberté totale, car la simple libération d'idées fixes n'a qu'un caractère négatif, il faut aussi qu'il

(1) Cf. *ibid.*, pp. 218-219 : « Sancho Pança accomplit ses exploits héroïques simplement en constatant l'inanité et la vanité de la masse des pensées qui lui font face. Son haut fait ne va pas au-delà d'une connaissance qui, en fin de compte, laisse les choses inchangées et qui se borne à modifier sa conception, non des choses elles-mêmes mais de l'idée qu'il s'en fait... Hegel, pour qui aussi le monde moderne se réduisait au monde des pensées abstraites, fixe au philosophe moderne, par opposition au philosophe ancien, la tâche, non de se libérer comme celui-ci de la conscience sensible pour libérer l'individu de l'immédiateté de la connaissance et faire de lui une substance pensante, un esprit, mais de se libérer des idées figées dans leurs déterminations, des idées *fixes*. Ceci ajoute-t-il, est l'œuvre de la dialectique (cf. *Phénoménologie*, pp. 26-27). Stirner se distingue de Hegel par ceci qu'il parvient au même résultat mais sans dialectique. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 309 : « Il s'agit d'un pur rapport du Moi avec le monde, d'un rapport dépouillé de tous ses rapports réels avec le monde, d'une formule valable pour la mise en équation par un saint de tous les concepts profanes. »

P. 478 : « Si Sancho arrivait à concevoir l'émancipation comme un désir d'être libéré non seulement de catégories mais bien plutôt d'entraves réelles, cette libération impliquerait un changement préalable, qui le concernerait ainsi qu'un grand nombre d'autres personnes, et une transformation de l'état de choses existant, qui le concernerait lui et les autres. L'émancipation une fois réalisée, son « Moi » certes demeure, mais un Moi complètement changé, qui est, avec les autres, la condition préalable et de sa liberté et de leur liberté ; après quoi, c'en est fait de nouveau de l'unicité, de l'incomparabilité, de l'indépendance absolue de son Moi. »

Cf. pp. 314-315 : « On commence par classer l'Etat et le travail dans une catégorie spéciale du travail arrangée sur mesure, on ramène ensuite cette catégorie particulière à la catégorie générale du sacré, ce qui peut se faire sans rien dire de positif au sujet de l'Etat et du travail. On peut utiliser indéfiniment ce même procédé à propos de toute chose. »

Pp. 311-312 :

Je ne suis pas l'Etat
L'Etat = Mon Non-Moi
Moi = La Négation de l'Etat
La Négation de l'Etat = Moi

puisse s'approprier toute chose et en jouir à son gré (1).

De même que la libération de l'Unique, son appropriation des choses a un caractère purement illusoire. Comme cette appropriation s'opère à la manière de la libération, au moyen de jeux de mots, qui permettent à l'Unique de déclarer que le monde est sa propriété, celui-ci ne lui appartient que comme objet de son imagination, comme propriété imaginaire (2).

La libération de l'Unique et l'appropriation par lui du monde ne s'effectuent pas au moyen d'une révolution sociale, qui par son caractère collectif s'oppose à la nature de l'Unique mais par la voie de la révolte individuelle, qui n'a pas pour but, comme la révolution sociale, la transformation effective des rapports économiques et sociaux, mais se borne à nier purement et simplement l'état de choses existant (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 331 : « Tu ne veux pas seulement la *liberté* de posséder toutes ces belles choses, tu veux les posséder effectivement, en faire ta *propriété*... Il te faut être non seulement un *homme libre*, mais aussi un *possesseur* » (p. 205).

P. 337 : « La possession, par contre, constitue *tout* mon Etre, *toute* mon existence, elle se confond avec mon Moi. Je suis libre de ce dont je me suis libéré, je suis possesseur de ce qui est en mon pouvoir, de ce dont je dispose. Je m'appartiens en tout temps et en toute circonstance, du moment que je *sais* préserver mon Moi, sans l'abandonner à d'autres. L'état de liberté, je ne puis que le désirer, y aspirer, car il reste pour moi un idéal, un fantôme. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 324 : « Maintenant que tout a pris un caractère *sacré*... l'Unique peut passer au stade de l'appropriation, en niant que le *sacré* constitue une puissance qui le domine. En transformant tout ce qui lui est étranger en quelque chose de sacré, c'est-à-dire en une simple représentation de l'esprit, il est tout naturel que cette conception imaginaire de ce qui lui est étranger et qu'il prend pour la réalité même, devienne sa propriété. »

P. 219 : « De même que le Chrétien s'approprie le monde des choses, grâce à la représentation fantastique qu'il se fait de celui-ci, le « Moi » s'approprie le monde chrétien, le monde des idées grâce aux illusions fantastiques qu'il se fait à son sujet. »

P. 329 : « De même que Sancho pouvait considérer auparavant comme sacrée toute chose étrangère existant en dehors de lui, il peut maintenant, avec la même facilité, considérer toute chose comme son œuvre, n'existant que par lui, comme sa propriété. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 414 : « La révolution « consiste à renverser l'ordre existant ou le statut de l'Etat et de la société ; c'est par conséquent un acte politique ou social ». La révolte « a bien pour conséquence inévitable un renversement de l'ordre établi, mais ce n'est pas là son point de départ, elle a sa raison dans le fait que les hommes sont *mécontents d'eux-mêmes* ». « C'est un *soulèvement* des individus, un *jailissement* indifférent aux institutions qui en surgiront. La révolution tendait à établir de nouvelles institutions, la révolte nous amène à ne plus nous laisser embrigader dans des institutions, mais à nous organiser nous-mêmes. Ce n'est pas un combat contre l'ordre existant, car celui-ci s'effondre de lui-même, si elle réussit, elle est simplement l'effort que je fais pour me dégager de l'ordre existant. Si je m'en dégage, il est mort et voué à la décomposition. Comme mon but n'est pas de renverser l'ordre existant, mais de m'élever au-dessus de lui, mon action n'a pas un caractère politique ou social, c'est un acte égoïste, qui ne vise que Moi et mon unicité » (p. 421-422)... « En fait, ce qui sépare la révolution de la révolte à la manière de Stirner, ce n'est pas, comme le pense Stirner, que

Comme l'Unique ne peut pas vivre seul et qu'il est nécessairement amené à entrer en relation avec les autres hommes, Stirner est amené à faire une place dans son système aux rapports sociaux. Pour que ceux-ci ne portent pas atteinte à l'unicité du Moi, il les imagine, à l'instar de ceux qui règnent par exemple dans un groupe de joueurs (1).

Il emprunte à Fourier l'idée d'association, qui remplace chez lui celle de société ; mais alors que chez Fourier l'association nouvelle des hommes présuppose une transformation profonde de la société, Stirner veut fonder l'association sur le régime de la propriété privée. Il la conçoit à la manière du Phalanstère, comme une réunion de petits propriétaires ayant des droits égaux, qui se garantiraient mutuellement leur propriété — garantie qui ne peut être donnée que par l'Etat. La généralisation de telles associations, dont chaque participant pourrait se retirer à son gré, permettrait l'organisation du travail, où Stirner voit, comme tous les utopistes d'alors, une panacée universelle, qui supprimerait les défauts de la société actuelle (2).

La faculté de s'approprier toute chose à son gré constitue le fondement du droit illimité et de la puissance absolue du Moi (3). Par cette appropriation illusoire, qui repose sur une prétendue liberté totale de choix (4), l'Unique devient le maître du Monde.

l'une constitue un acte politique et social et l'autre un acte égoïste, mais que l'une constitue une action et l'autre non. »

(1) Il est intéressant de noter que, comme Stirner, les Existentialistes sont amenés à établir, d'une manière quelconque, un lien entre l'homme existentiel et la société, qu'en principe ils rejettent, cf. J.-P. SARTRE, *L'existentialisme est un humanisme*, Paris, 1961.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 457-458 : « L'idée de décomposer la société en groupes basés sur l'adhésion volontaire, idée revue et corrigée par Stirner, d'après ce qu'il en a entendu dire à Berlin, appartient à Fourier. Mais, chez Fourier, cette conception suppose une transformation radicale de la société et est basée sur la critique des associations existantes... Fourier décrit son système de divertissement des hommes dans ses relations avec les rapports économiques et sociaux existants qu'il critique, alors que Stirner, loin de les critiquer, veut les intégrer dans leur totalité dans ses institutions, destinées à faire le bonheur de l'humanité et montre par là, une fois encore, combien il reste attaché à la société bourgeoise actuelle... Sancho formule ainsi le vœu pieux que dans son association, qui repose sur l'exploitation mutuelle de ses membres, tous soient également forts et roublards, afin que chacun exploite les autres juste autant qu'il est exploité par eux, afin que nul ne soit lésé dans ses intérêts naturels et évidents, ou puisse, au contraire, satisfaire ses besoins au détriment de ceux des autres. »

Cf. *ibid.*, pp. 427-435.

(3) Cf. *ibid.*, p. 436 : « Sache que tu as autant d'argent que tu as de puissance, car tu vau dans la mesure où tu te fais valoir » (pp. 353-364).

P. 328 : « Le Droit est ce qui est le Droit pour Moi. Le Droit est égal à la puissance de l'homme, la puissance est égale au Droit du Moi. »

(4) Il est intéressant de noter le rôle que joue chez les Existentialistes, comme chez Stirner, la liberté du choix.

Libéré de tout ce qui s'oppose à son autonomie et disposant à son gré du monde, l'Unique peut s'adonner pleinement à la jouissance de la vie, jouissance, au demeurant, purement théorique, qui a le même caractère illusoire que la libération et l'appropriation.

Cette autodétermination de l'Unique par un illusoire procès de libération et d'appropriation, qui l'isole des autres hommes et du monde, fait de lui une caricature de l'homme véritable, un pur fantôme (1).

Cette apologie de l'Unique par Stirner n'est que le reflet idéalisé du philistin berlinois et de l'intellectuel isolé (2). L'attitude de l'Unique vis-à-vis de la société et de l'Etat n'est, en effet, que l'expression de l'attitude du petit bourgeois, vis-à-vis de ceux-ci. La révolte de l'Unique est celle du petit bourgeois qui, conscient de son impuissance à modifier un état de choses qui pèse sur lui, ne proclame bien haut l'intangibilité de sa personnalité et son absolue liberté que parce que cela seul lui permet d'affirmer son autonomie, au moins sur le plan théorique (3). Comme la révolte de l'Unique, sa prétention à vouloir

(1) Cf. *ibid.*, pp. 223-224 : « Jacques le Profond se donne l'air de ne rien pouvoir dire de cet Unique, du fait que c'est un individu corporel, qu'on ne saurait construire abstraitement. Mais il en est ici, comme de l'idée absolue de Hegel, à la fin de la *Logique* ou de la personnalité absolue, à la fin de l'*Encyclopédie* — dont on ne peut également rien dire parce que leur construction même renferme tout ce que l'on peut dire d'elle... Hegel le sait bien et ne se gêne pas pour l'avouer, tandis que Stirner a l'hypocrisie de prétendre que son Unique serait quelque chose de plus qu'une construction abstraite, quelque chose d'indéfinissable, à savoir un individu réel. Cette fausse apparence se dissipe si, procédant inversement, on définit l'Unique comme celui qui se possède et qu'on dit de celui-ci qu'il a pour détermination la catégorie générale de la possession particulière, ce qui épuise non seulement tout ce qui peut être dit de l'Unique, mais aussi ce qu'il est... »

Cf. p. 173 : « Il s'agit donc de l'esprit, qui se crée lui-même à partir du néant, donc d'un néant, qui de néant se fait esprit... »

Cf. pp. 295 s., 300.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 296 s. : « Chez un magister ou un écrivain qui n'est pas sorti de Berlin, dont l'activité se limite, d'une part à un travail ingrat et d'autre part aux jouissances intellectuelles, dont l'univers s'étend de Moabit à Köpenik et ne dépasse pas la porte de Hambourg (qui marquaient alors les limites de Berlin), dont les relations avec le monde sont réduites du fait de sa lamentable situation matérielle à un minimum, il est inévitable, s'il éprouve le besoin de penser, que sa pensée prenne un tour aussi abstrait que lui-même et que son genre d'existence, que la pensée se mue, face à cet individu sans défense, en une puissance absolue, dont l'emploi lui offre la possibilité de s'évader momentanément de ce monde mauvais et de jouir momentanément de la vie. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 345 s. : « Il se console (le petit bourgeois) en se disant que l'homme, ou en l'occurrence lui-même, ne peut pas être absolument libre, mais que, en tant qu'Allemand, même s'il est privé de liberté, il est dédommagé de tous ses maux par le fait qu'il conserve incontestablement son individualité propre. »

Cf. *ibid.*, p. 330 : « La synthèse de la sentimentalité et de la fanfaronnade

jouir pleinement de la vie est l'expression des illusoire aspirations du petit bourgeois. La philosophie du plaisir, que Stirner emprunte aux philosophes français du XVIII^e siècle et qui répondait alors à un mode réel de vie, devient chez lui pure phraséologie, car la jouissance de la vie n'est chez l'Unique qu'un produit de l'imagination (1). Cette philosophie qui proclame la possibilité de s'approprier à son gré toute chose n'est, en fait, que l'expression du vain désir du petit bourgeois, de profiter des richesses, en régime capitaliste. Enfin la conception de l'association garantissant à chacun sa propriété, répond également au désir du petit bourgeois qui, menacé d'être exproprié par la concurrence, aspire à voir sa propriété garantie (2).

Malgré ses airs de matamore, Stirner, qui se borne à nier systématiquement l'état de choses existant, sans que rien ne soit changé à celui-ci, est profondément conservateur. Comme il veut, en effet, le maintien de la propriété privée, de la division du travail, de l'argent et de la concurrence, il est nécessaire-

c'est la révolte. Extérieurement, vis-à-vis des autres, elle prend l'aspect de fanfaronnade, intérieurement, sous la forme de colère rentrée, c'est de la sentimentalité. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 459 : « La philosophie qui prêche en Europe la jouissance est aussi vieille en Europe que l'école cyrénaïque. Comme les Grecs chez les Anciens, les Français chez les Modernes sont les héritiers de cette philosophie et cela pour les mêmes raisons : leur tempérament et leur société les rendaient plus aptes à profiter du plaisir. La philosophie du plaisir n'a jamais été autre chose qu'un langage spirituel à l'usage de certains milieux sociaux, qui avaient le privilège de s'adonner au plaisir. Indépendamment du fait que la forme et le contenu de leurs plaisirs ont été toujours conditionnés par la structure de l'ensemble de la société et n'échappaient à aucune de ses contradictions, cette philosophie est devenue pure phraséologie, dès qu'elle revendiqua un caractère universel et se donna pour une conception de la vie valable pour la société tout entière. »

Cf. *ibid.*, pp. 419 s. : « La philosophie de la révolte... n'est en dernière analyse que l'apologie vantarde de l'arrivisme du parvenu (parvenu, arriviste, révolte). Tout révolté se trouve, dans son activité égoïste en face d'une situation particulière au-dessus de laquelle il cherche à s'élever sans se soucier des conditions qui la déterminent. Il essaie de se dégager de l'ordre existant, dans la seule mesure où celui-ci constitue une entrave pour lui ; par ailleurs il cherche plutôt à en profiter. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 458-459 : « Son exigence que (dans l'association) chacun soit tout-puissant, c'est-à-dire que tous soient impuissants les uns vis-à-vis des autres, qui est chez lui un postulat logique, répond au désir un peu naïf du petit bourgeois de vivre dans un monde où règne l'exploitation, mais où chacun trouverait son avantage. Ou bien notre saint imagine une société dans laquelle chacun pourrait satisfaire ses besoins, mais pas au détriment d'autrui, ce qui fait de la théorie de l'exploitation une absurde paraphrase des rapports réels des individus entre eux. »

Cf. *ibid.*, p. 441 : « Ainsi Sancho perd, malgré lui, dans l'association son individualité... qu'il doit aussi renoncer à sa liberté, du fait de l'organisation politique est tout à fait logique et montre à quel point il tend à faire revivre dans l'association l'ordre actuel des choses. »

ment amené à laisser subsister le système capitaliste et l'ordre bourgeois (1).

Comme il reste sous l'emprise de la philosophie hégélienne et que, pour lui, la transformation des rapports sociaux se réduit à une transformation de la conscience, il conserve toutes les illusions de la spéculation philosophique et se laisse d'autant plus volontiers aller à des prêches moraux et à des jongleries avec des abstractions que toute sa science se borne là. Avec lui la philosophie spéculative arrive à son terme dernier (2).

Critique du socialisme « vrai »

La critique de la philosophie spéculative dans *L'idéologie allemande* constituait le terme dernier de la période où Marx et Engels avaient établi leur conception matérialiste du monde, par opposition à la conception idéaliste de Hegel et des Jeunes Hégéliens. Au contraire, leur polémique avec les socialistes vrais ouvrait une période nouvelle de leur pensée et de leur action révolutionnaire, dans laquelle, après s'être joints au prolétariat et commencé à participer à sa lutte révolutionnaire, ils allaient prendre la direction de cette lutte, ce qui exigeait le rejet absolu de tout dogmatisme et de toute utopie, qui ne pouvait que l'entraver.

De même que la réfutation de la philosophie spéculative constituait la condition préalable de l'établissement des principes du matérialisme historique, comme fondement théorique de la lutte de classe du prolétariat, de même le rejet de toute utopie

(1) Cf. *ibid.*, pp. 330-331 : « L'égoïste vrai, que toute cette description vient de révéler comme le plus grand conservateur qui soit, finit par rassembler les restes du monde existant... Comme toutes ses prouesses se bornent à exécuter quelques tours de passe-passe casuistiques sur le monde de pensée philosophique traditionnel, il va de soi que le monde réel n'existe pas pour lui, ce qui n'empêche pas celui-ci de continuer d'exister... »

Cf. *ibid.*, p. 441 : « Il laisse subsister l'ancienne société et avec elle la subordination des individus à la division du travail ; après quoi l'individu ne peut pas échapper à son destin, qui est de se voir prescrire une individualité très particulière par la division du travail et le mode d'occupation et d'existence que celle-ci lui assigne. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 289 : « La révolte de Sancho contre la fixation des désirs et des pensées aboutit au précepte moral de la maîtrise de soi et fournit une preuve nouvelle qu'il se contente de donner une expression idéologique prétentieuse à la vulgaire mentalité petite bourgeoise. »

P. 402 : « Remarquons, en passant, que la philosophie allemande devait, du fait qu'elle ne considérait que la seule conscience, aboutir nécessairement à une philosophie moralisante... »

était la condition nécessaire d'une direction conséquente et juste de cette lutte.

Leur critique du socialisme utopique, qui s'appuyait, comme celle de la philosophie spéculative, sur leur conception matérialiste du monde, devait se diriger tout d'abord contre le socialisme *vrai* ; forme spécifique du socialisme utopique en Allemagne, celui-ci se répandait de plus en plus et exerçait une influence grandissante sur la classe ouvrière allemande.

A la différence des socialistes et communistes français et anglais qui, partant dans leurs doctrines d'une analyse critique du régime capitaliste, défendaient les intérêts des classes moyennes prolétarisées ou du prolétariat, les socialistes *vrais*, ne participant directement ni à la lutte des démocrates petits bourgeois ni à celle des artisans et prolétaires révolutionnaires, se basaient, dans l'établissement de leurs théories, sur des thèses philosophiques empruntées principalement à Feuerbach et à Hess. D'où le caractère particulier de leur doctrine qui, à la différence des théories socialistes et communistes françaises et anglaises présentait, du fait même qu'elle manquait d'une solide base sociale, une tendance marquée à la spéculation et à la phraséologie.

Le socialisme *vrai*, partant de l'humanisme de Feuerbach et du communisme humaniste de Hess, transformait le socialisme en une utopie sentimentale ; il constituait un danger d'autant plus grand pour le développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand, que celui-ci, alors en voie de formation, était encore très faible. D'où la nécessité, pour Marx et Engels, de le combattre et de critiquer, en même temps que lui, Feuerbach et Hess qui lui fournissaient les principes fondamentaux de sa doctrine.

1. Critique de Feuerbach.

Leur critique de Feuerbach et surtout celle de Hess n'a pas, comme leur critique de B. Bauer et de Stirner, un caractère systématique ; elle est simplement esquissée.

Dans leur critique de Feuerbach, à laquelle s'ajoutent les critiques adressées alors par Engels à Feuerbach que l'on ne peut séparer de celles de *L'idéologie allemande* et qui les complètent ; Marx et Engels partent des idées fondamentales exposées dans les *Thèses sur Feuerbach*. Bien qu'ils se montrent moins âpres dans leur critique que vis-à-vis de B. Bauer et de Stirner, qu'ils considéraient maintenant comme de malfaisants phraseurs, ils

traitent cependant Feuerbach, comme Marx l'avait fait dans ses *Thèses*, sans trop de ménagement (1).

Le mérite de Feuerbach tient à ce qu'il a fait une critique fondamentale de la philosophie idéaliste, en montrant que les idées n'existent pas en elles-mêmes, qu'elles ne sont pas indépendantes de l'homme qui les conçoit, qu'elles sont le produit de sa pensée. Il a par ailleurs dépassé tous les matérialistes qui l'ont précédé, en considérant l'homme sous son aspect concret, à la fois dans ses relations avec la nature et dans ses rapports avec les autres hommes. Il n'a cependant pas pu critiquer à fond l'idéalisme et arriver à une juste conception du matérialisme, parce qu'il n'a pas tenu compte de la *praxis*, de l'activité productive des hommes, activité par laquelle ils se développent en même temps qu'ils transforment la nature. Comme il ne considère pas, de ce fait, l'homme à la fois comme objet sensible et comme activité sensible, et qu'il ne peut ainsi se rendre compte du rôle essentiel que l'activité productive joue dans la vie humaine, il aboutit à une conception semi-abstraite et métaphysique de l'homme considéré dans sa généralité, ce qui explique tous les défauts de sa philosophie (2).

(1) Cf. *M.E.W.*, t. 3, pp. 541-543. *L'idéologie allemande*, o. c., pp. 604-607 : « Fr. Engels-Feuerbach ». A l'occasion de sa critique de Feuerbach, Engels relut les *Principes de la philosophie de l'avenir* de FEUERBACH et lut son dernier livre sur *L'essence de la religion*, publié dans *Die Epigonen*, Leipzig, 1846, t. 1. Au sujet de cette lecture, il écrivait de Paris à Marx à Bruxelles, le 19 avril 1846 (*M.E.W.*, t. 27, p. 33) : « J'ai feuilleté dans les *Epigones*, *L'essence de la religion* de FEUERBACH. A part quelques aperçus intéressants, c'est toujours le même refrain. Au début, où il s'agit de la religion de la nature, il est obligé de se placer sur le terrain des faits, mais ensuite, c'est le même méli-mélo. Il n'est de nouveau question que de *l'Essence humaine*, de *l'Homme*, etc. Je le lirai plus à fond et t'enverrai bientôt les passages les plus intéressants pour que tu puisses encore les utiliser pour le chapitre sur Feuerbach. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 56 : « Feuerbach a certes le grand avantage sur les matérialistes purs de se rendre compte que l'homme est également un *objet sensible*, mais, du fait qu'il considère l'homme uniquement comme *objet sensible* et non comme *activité sensible*, qu'il reste sur le plan théorique et ne saisit pas les hommes dans le contexte social et dans les conditions de vie, qui font d'eux ce qu'ils sont, il n'accède jamais aux hommes réels, tels qu'ils existent et agissent et s'en tient à une abstraction, *l'Homme*... Il ne fait pas la critique des conditions de vie actuelles ; il ne parvient ainsi jamais à concevoir le monde sensible comme l'ensemble de l'activité vivante des individus qui le composent et, lorsqu'il voit par exemple, au lieu d'individus bien portants, une bande d'hommes affamés, scrofuleux, surmenés et poitrinaires, il est contraint de faire appel à une *conception supérieure des choses*, à recourir à *l'Espèce humaine comme compensation idéale des inégalités entre les hommes*, et il retombe dans l'idéalisme précisément là où le matérialiste communiste voit à la fois la nécessité et la condition d'une transformation radicale de l'industrie et de la structure sociale. »

Cf. également *ibid.*, p. 55, note.

Méconnaissant le rôle révolutionnaire de la *praxis*, de l'activité productive, par laquelle l'homme transforme de plus en plus profondément la nature pour l'adapter à ses besoins, Feuerbach considère la nature, non sous sa forme véritable, qui est celle de la nature modifiée par le travail des hommes, mais sous sa forme primitive, telle qu'elle n'existe plus, en fait, que dans les régions inhabitées ou encore très peu civilisées. Comme il ne voit pas que les rapports actuels entre l'homme et la nature sont déterminés par le développement des forces de production, il considère que les rapports entre l'homme et la nature sont constitués par les mêmes liens qui unissaient l'homme à la nature primitive, ce qui l'amène à concevoir que l'attitude de l'homme vis-à-vis de la nature a un caractère essentiellement contemplatif et passif.

Pour se rendre compte du rôle primordial que joue le développement des forces de production dans la transformation des rapports entre l'homme et la nature, il suffit de voir combien la nature primitive est bouleversée, quand elle devient un pays agricole et plus encore quand celui-ci se transforme en un pays industriel. Par ailleurs, il est difficile de concevoir à quel point la nature serait changée si les hommes s'arrêtaient, pendant une année seulement, de travailler. De l'attitude contemplative que Feuerbach prête à l'homme vis-à-vis de la nature et des rapports entre l'homme et la nature qui en découlent résulte le fait, qu'à l'instar des peuples primitifs, il divinise la Nature, dont il célèbre la magnificence et la toute-puissance. La *conception* du monde sensible chez Feuerbach se borne, d'une part, à la simple contemplation de ce dernier et, d'autre part, au simple sentiment. Il dit l'*Homme* au lieu de dire les « hommes historiques réels ». « Dans le premier cas, dans la *contemplation* du monde sensible, il se heurte nécessairement à des objets qui sont en contradiction avec sa conscience et son sentiment et qui troublent l'harmonie présumée de toutes les parties du monde sensible, en particulier l'harmonie entre l'homme et la nature. Pour éliminer ces objets, force lui est de recourir à une double façon de considérer les choses, à une manière de voir profane, qui s'en tient à ce qui est *visible à l'œil nu* et à une manière de voir plus élevée, philosophique, qui perçoit l'*essence véritable* des choses. Il ne voit pas que le monde sensible qui l'entoure, n'est pas un objet donné immédiatement de toute éternité et qui reste toujours semblable à lui-même, mais le produit de l'industrie et des rapports sociaux, qu'il est un produit historique, le résultat du travail de toute une série de générations, dont chacune,

s'élevant au-dessus de la précédente, a perfectionné son industrie et son commerce et modifié son régime social en fonction de la transformation de ses besoins. Même les objets de la *certitude sensible* la plus simple ne lui sont donnés que par le développement social, par l'industrie et le commerce. On sait que le cerisier, comme presque tous les arbres fruitiers, a été transplanté dans nos régions grâce au *commerce*, il y a seulement peu de siècles ; ce n'est donc que *grâce* à cette action d'une société déterminée, à une époque déterminée, qu'il est devenu l'objet de la *certitude sensible* de Feuerbach. »

« Du reste dans la conception qui voit les choses telles qu'elles sont réellement et se sont réellement passées, n'importe quel problème philosophique profond se ramène simplement à un fait empirique. Soit, par exemple, la question importante des rapports entre l'homme et la nature... Cette question... se réduit à la compréhension du fait que... l'*Unité de l'homme et de la Nature* a existé de tout temps dans l'industrie, où elle s'est présentée de façon différente à chaque époque, selon le degré de développement de celle-ci... L'activité matérielle, le travail, la création matérielle incessante des hommes, la production en un mot, est la base de tout le monde sensible, tel qu'il existe de nos jours, à telle enseigne, que si on l'interrompait, ne fût-ce qu'une année, non seulement Feuerbach trouverait un énorme changement dans le monde sensible, mais il déplorerait très vite aussi la perte de tout le monde humain, de sa propre faculté de contemplation, voire celle d'exister. Bien entendu le primat de la nature extérieure n'en existe pas moins, tout ceci ne peut s'appliquer aux premiers hommes produits par la génération spontanée et n'a de sens que si l'on considère l'homme comme différent de la nature. Au demeurant cette nature, qui précède l'histoire des hommes n'est pas du tout la nature dans laquelle vit Feuerbach ; cette nature, de nos jours, n'existe plus nulle part, sauf peut-être dans quelques atolls australiens de formation récente ; elle n'existe donc pas non plus pour Feuerbach (1). »

De même que du fait de la méconnaissance du rôle révolutionnaire de la *praxis*, la nature représente pour Feuerbach quelque chose de donné de toute éternité, il voit également, du fait de cette même méconnaissance, dans l'homme non pas un être qui s'est développé au cours de l'histoire par son activité productive et qui est déterminé par les rapports économiques et sociaux engendrés par celle-ci, mais un être déterminé de toute éternité

(1) Cf. *ibid.*, pp. 40 s.

par son essence, ce qui lui donne un caractère absolu et métaphysique. Il dit bien dans les *Principes de la philosophie de l'avenir* que les conditions de vie et de travail des hommes constituent leur essence, mais, comme il ne voit pas que ces conditions sont déterminées par les rapports économiques et sociaux, cette affirmation reste chez lui sans portée, d'où sa conception abstraite de l'individu et de la société et son impuissance à réfuter complètement l'idéalisme, malgré sa position matérialiste (1).

La conception qu'il a des rapports des hommes entre eux répond à sa conception des relations entre l'homme et la nature. Ces rapports n'ont pas un caractère social, mais anthropologique ; ils ne répondent pas au besoin qu'ont les hommes de mettre en commun leur activité, mais se réduisent aux liens naturels qui unissent les individus socialement indifférenciés entre eux, liens que Feuerbach mystifie sous la forme de l'union du Moi et du Toi (2). Comme il ne voit pas que les relations entre les hommes sont des rapports sociaux déterminés par le développement des forces de production et qu'il réduit ces relations aux relations naturelles, qui s'établissent entre les hommes, il conçoit la communauté humaine, non sous la forme de la société, mais sous la forme de l'espèce humaine, dans laquelle il voit l'essence véritable de tout individu (3).

(1) Cf. *M.E.W.*, t. 3, p. 42 : « Si l'on trouve parfois chez Feuerbach des considérations sociales de caractère matérialiste, elles ne constituent que des remarques isolées et influent trop peu sur sa conception générale du monde, pour constituer des germes féconds d'idées nouvelles. Sa conception du monde sensible se limite, d'une part à la contemplation de celui-ci, et d'autre part, (pour ce qui concerne l'homme) au sentiment en général, ce qui l'amène à parler de l'homme et non des hommes véritables, tels qu'ils se sont développés au cours de l'histoire. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 604 : Fr. Engels, Feuerbach : « Toute la philosophie de Feuerbach débouche sur : 1) Une philosophie de la nature-adoration passive de la magnificence et de la toute-puissance de la nature devant laquelle on se prosterne avec ravissement ; 2) Une anthropologie c'est-à-dire : a) Une physiologie, où il n'est dit rien de plus que ce que les matérialistes ont déjà dit de l'unité de l'âme et du corps, ce qui est affirmé de façon moins mécanique, mais par contre plus mystique ; b) Une psychologie qui se réduit à une dithyrambe à la gloire de l'amour, qui répondent au culte de la nature et qui ne contient rien de nouveau ; 3) Une morale qui exige que l'on agisse conformément au concept de l'homme et qui n'est, en fait, que l'impuissance mise en action. »

Cf. § 54, p. 81 : « Le comportement moral et rationnel de l'homme vis-à-vis de son estomac consiste à traiter celui-ci non comme un organe animal, mais comme un organe humain... »

§ 61 : « L'homme en tant qu'être moral » et toute la phraséologie sur la moralité dans *L'Essence du christianisme*.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 56-57 : « Feuerbach présente certes sur les matérialistes purs un avantage : il considère que l'homme est aussi un objet sensible, mais il conçoit l'homme uniquement comme objet sensible et non comme activité »

Réduisant les rapports sociaux aux relations naturelles que les hommes entretiennent entre eux, il attribue aux sentiments, en particulier à l'amitié et à l'amour, un rôle déterminant, aussi bien dans la vie des individus que dans la vie sociale (1). De là sa conception des relations sociales, qui se réduisent pour l'essentiel à l'union du Moi et du Toi, qui s'opère par la voie de l'amitié et de l'amour. Seule cette union permet à l'individu, en confondant sa vie avec celle de la communauté humaine, de réaliser son essence, qui trouve son expression dans l'espèce et de devenir ainsi un homme véritable.

A cette conception anthropologique qui, en séparant l'homme de ses relations sociales, le réduit à une abstraction (2), répond sa conception idéaliste de l'histoire, qui le rend incapable de comprendre les problèmes sociaux et idéologiques et de leur donner une juste solution.

Le problème fondamental est, pour Feuerbach, celui des relations entre l'individu et l'espèce. Il pense que, dans les conditions normales d'existence, l'homme, en tant qu'individu, réalise son essence, c'est-à-dire mène une vie conforme à sa nature générique (3). Il considère le cas où se produit une opposition entre

sensible car il s'en tient à une théorie abstraite et ne saisit pas les hommes dans leurs rapports sociaux, dans les conditions de vie, qui ont fait d'eux ce qu'ils sont ; aussi n'accède-t-il jamais à la conception des hommes, tels qu'ils existent et agissent, et s'en tient au concept abstrait d'homme. Il ne parvient à la notion de l'homme *réel, individuel, en chair et en os* que dans le domaine du sentiment, et ne connaît ainsi pas d'autres *rapports humains, pas d'autres modes de relations entre les hommes*, que l'amour et l'amitié et encore idéalisés. Il ne fait pas la critique des conditions de vie actuelle et ne parvient ainsi jamais à saisir le monde sensible, comme la somme de l'activité réelle, sensible des individus qui le composent. »

Cf. *ibid.*, p. 55, note.

(1) Cf. *ibid.*, p. 605. Engels : Feuerbach : « Cette phrase (sur l'unité du Moi et du Toi) serait impossible, si Feuerbach n'avait pensé à l'acte sexuel, à l'acte générique, qui représente par excellence l'union du Toi et du Moi. Et, dans la mesure où cette communauté devient pratique, elle se limite... à l'engendrement de l'homme, de l'homme moral, comme de l'homme physique » (p. 67). Quand à savoir ce que l'homme engendre va faire, à part qu'il crée à son tour des hommes, moralement et physiquement, là-dessus pas un mot. »

(2) *M.E.W.*, t. 3, p. 69 : « Les philosophes ont conçu les individus, qui ne sont plus subordonnés à la division du travail, sous la forme idéale et abstraite d'homme et ont conçu toute l'histoire comme le développement de l'homme, en sorte que l'homme a été substitué aux individus réels à tous les degrés du développement de l'histoire et a été considéré comme l'élément moteur de celle-ci. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 605. Fr. Engels, Feuerbach : « Le fait qu'au stade actuel de leur développement, les hommes ne peuvent satisfaire leurs besoins que dans le cadre de la société présente ; que, d'une manière générale, les hommes ont eu, de prime abord, besoin les uns des autres et n'ont pu développer leurs besoins et leurs capacités, qu'en entrant en relations entre eux est exprimé, par Feuerbach, de la manière suivante : « L'individu,

l'être et son essence, entre l'individu et l'espèce, comme un cas malheureux auquel on ne peut guère remédier.

Comme il ne voit pas et se refuse à voir que cette opposition constitue la situation normale, dans laquelle se trouvent les classes opprimées, en particulier le prolétariat, qui sont poussées à abolir l'état de choses existant par une révolution sociale, il nie la nécessité d'une telle révolution (1).

Il est au demeurant caractéristique de voir que Feuerbach considère la disharmonie qui peut surgir entre l'être et l'essence, entre l'individu et l'espèce, non sur le plan social mais uniquement sur le plan religieux. Il voit en effet la cause essentielle de cette disharmonie et le domaine où elle se manifeste par excellence dans la religion ; elle y naît du fait de l'aliénation des qualités génériques de l'homme en Dieu, aliénation qui ne peut être abolie que par la suppression de la religion, au moyen d'une critique de celle-ci.

Comme Feuerbach traite la question religieuse, comme du reste toutes les questions, non du point historique et social mais du point de vue anthropologique, il est nécessairement amené à penser, comme les idéalistes, qu'elle ne peut être vraiment résolue que sur le plan spirituel. D'où sa transposition de la question religieuse sur un plan philosophique et psychologique, qui donne à cette question l'aspect qu'il ne s'agit pas, à son sujet, de rapports sociaux considérés sous une forme religieuse, mais du problème abstrait de la transformation de l'essence humaine par la religion. Comme Feuerbach ne se pose pas, à propos de la religion, la question fondamentale qui est de savoir quelles sont

« considéré en soi, ne renferme pas l'essence de l'homme », « celle-ci n'est contenue que dans la communauté, que dans l'unité de l'homme avec l'homme, unité qui toutefois ne se fonde que sur la différence réelle entre Moi et Toi. L'homme en soi est homme au sens ordinaire du mot, l'homme uni à l'homme, l'unité du Moi et du Toi est Dieu » (c'est-à-dire l'homme au sens extraordinaire du mot), § 61, p. 83.

(1) Cf. *ibid.*, p. 606. F. Engels, Feuerbach : « Quel bel éloge de l'état de choses existant. Les cas anormaux, qui sont peu nombreux, mis à part, tu aimes bien dès sept ans fermer les portes dans une mine de charbon, rester quatorze heures seul dans le noir et parce que c'est là ton être, c'est aussi ton essence. »

Cf. *ibid.*, p. 42 : « Comme exemple, à la fois de la reconnaissance et de la méconnaissance de ce qui est, que Feuerbach partage encore avec nos adversaires, rappelons le passage de la *Philosophie de l'avenir*, où il expose que l'Être d'une chose ou d'un homme constitue également son essence, que les conditions déterminées d'existence d'un animal ou d'un individu, son mode de vie et d'activité sont ceux qui répondent à son essence. Il est expressément souligné ici que toute exception à cette règle constitue un cas malheureux, anormal, auquel on ne peut rien changer. Si donc des millions de prolétaires ne sont nullement satisfaits de leurs conditions d'existence, si leur être ne (lacune dans le manuscrit). »

les causes sociales qui engendrent l'illusion religieuse, il se montre incapable de trouver la solution véritable du problème religieux (1). En effet il se contente de souligner que le monde religieux est un monde illusoire, qui résulte de l'aliénation de l'essence humaine en Dieu ; il pense que pour supprimer l'illusion religieuse point n'est besoin d'abolir les rapports sociaux qui l'engendrent : il suffit pour cela de donner aux hommes conscience de leur essence véritable, ce qui ramène la solution du problème religieux à la transformation de la conscience humaine (2).

La position anthropologique, qui empêche Feuerbach de faire une exacte analyse des problèmes sociaux, explique à la fois le caractère idéaliste et téléologique de sa conception de l'histoire, le caractère métaphysique de son matérialisme et la séparation, qui se fait chez lui, entre le matérialisme et l'histoire. Là où il est matérialiste, l'histoire n'entre pas en ligne de compte et là où il traite de questions historiques, il adopte un point de vue non pas matérialiste, mais idéaliste (3). Dans son analyse des questions sociales il oppose, à la manière des utopistes, au mauvais état de choses existant, une conception idéale de la société et assigne pour but à l'histoire de réaliser cet idéal, cette réalisation pouvant seule permettre à l'homme de devenir un homme *vrai*, en menant une vie conforme à son essence.

(1) Cf. *ibid.*, pp. 268-269 : « Tandis que Feuerbach montrait que le monde religieux n'était que le reflet illusoire du monde terrestre, qui chez lui n'est qu'une formule abstraite, une question devait se poser, même aux théoriciens allemands, question à laquelle il ne donnait pas de réponse : « Comment se fait-il que les hommes se sont mis dans la tête ces illusions ? » Cette question a frayé même aux théoriciens allemands la voie vers une conception matérialiste du monde, non exempte de présuppositions, qui part de l'observation des conditions matérielles réelles et qui est, de ce fait, la première à avoir un caractère réellement critique. Cette voie avait été déjà indiquée dans les *Annales franco-allemandes*, dans l'*Introduction à la Critique de la philosophie du droit de Hegel* et dans *La question juive*. Comme cela se faisait à l'aide de la terminologie philosophique d'alors, des expressions philosophiques traditionnelles telles que l'essence humaine, l'espèce humaine, etc., cela donna aux théoriciens allemands le motif souhaité de se méprendre sur la véritable évolution idéologique et de croire qu'il ne s'agissait, là encore, que d'une mise au point de vieilles formules philosophiques, qui avaient fait leur temps. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 42-43 : « Pour déterminer la conscience de l'essence véritable des choses il se contente, comme les autres théoriciens, de vouloir donner aux hommes la juste notion des faits, alors que ce qui importe pour le vrai communiste, c'est de renverser l'état de choses existant. Nous reconnaissons du reste pleinement que Feuerbach, en voulant donner conscience des choses, va aussi loin qu'un théoricien peut aller, sans cesser d'être un théoricien et un philosophe. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 57 : « Dans la mesure où il est matérialiste, Feuerbach ne fait jamais intervenir l'histoire et, dans la mesure où il fait intervenir l'histoire, il n'est pas matérialiste. Chez lui, il y a séparation totale entre le matérialisme et l'histoire... »

Cet idéal, Feuerbach se le représente sous la forme de l'humanisme, qui sera réalisé, non par une révolution sociale, mais par la généralisation de l'instruction et de l'éducation. Cet humanisme sentimental, qui doit permettre à tous les hommes de fraterniser, Feuerbach l'assimile au communisme, dans lequel il voit, non un mouvement révolutionnaire, mais une tendance humanitaire (1).

Le caractère humaniste de la philosophie de Feuerbach explique qu'elle se transforme, en fin de compte, en une doctrine morale qui, comme le Christianisme, invite les hommes à devenir des hommes *vrais*, ce qui du fait de l'exclusion de toute action révolutionnaire, n'est qu'un aveu d'impuissance.

Par son idéalisation de l'histoire ramenée, en dernière analyse, au développement de la conscience, la philosophie de Feuerbach s'apparente, malgré son fondement matérialiste, à la philosophie spéculative et elle a, bien que d'une autre manière que celle-ci, un caractère conservateur, elle affirme en effet que seul le temps est capable de surmonter l'opposition qui peut s'établir entre l'être et l'essence, ce qui revient à la justification de l'ordre établi (2).

2. Critique de Moses Hess (3)

Bien que Hess collaborât avec eux à *L'idéologie allemande* et fût alors encore étroitement lié à eux, Marx et Engels le soumièrent à leur critique, à vrai dire beaucoup moins explicite que celle dirigée contre Feuerbach, parce que, imprégnant le communisme d'humanisme, il fournissait, avec Feuerbach, au socialisme *vrai* sa base théorique.

(1) *M.E.W.*, t. 3, p. 41 : « On voit par ces polémiques, combien Feuerbach se trompe, lorsque (cf. *Revue trimesièrle de Wigand*, 1845, t. 2), s'appuyant sur la notion générale d'homme, il se déclare communiste, transformant le communisme en un attribut de l'homme et faisant ainsi du mot communiste, qui désigne actuellement l'adepte d'un parti révolutionnaire déterminé, une catégorie abstraite... Il est significatif que les Saints Bruno et Max s'empres-sent de substituer aux vrais communistes les communistes tels que se les représente Feuerbach, ceci en partie pour pouvoir combattre le communisme, comme manifestation de l'esprit, comme catégorie philosophique, en tant qu'adversaires de qualité... »

(2) Cf. *ibid.*, p. 606 : « L'être n'est pas un concept général séparable des choses. Il est un avec ce qui est... il se confond avec l'essence. Ce qui est mon essence est mon être... Ce n'est que dans la vie humaine, mais seulement dans des cas anormaux, malheureux, que l'être se dissocie de l'essence... et qu'à cause de cette séparation, on ne se trouve pas vraiment avec son âme, là où l'on est en fait avec son corps. Tu n'es toi-même que là où est ton cœur. Mais à l'exception de cas contre-nature, toutes les choses aiment être là où elles sont et sont contentes d'être ce qu'elles sont. » (p. 47).

(3) Sur le développement idéologique de Hess, cf. chap. 1 de ce volume, pp. 22-24.

Dans l'établissement de sa doctrine Hess partait de l'idée que c'est seulement par une critique de la société bourgeoise, faite du point de vue de l'humanisme de Feuerbach, que l'on pouvait donner à la question sociale une juste solution à la fois théorique et pratique. Le défaut des socialistes et des communistes français et anglais tenait, pensait-il, à ce qu'ils n'avaient pas fait porter leurs réflexions sur l'essence de l'homme et sur l'aliénation de celle-ci ; ceci ne leur avait pas permis de trouver la solution du problème social, dont ils ne considéraient que le côté pratique.

Le mérite de Feuerbach a été de montrer, par sa critique de la religion, comment les hommes ont été amenés, par la religion, à aliéner leur essence et de souligner que le principal problème qui se posait actuellement était de permettre aux hommes de retrouver leur être véritable par la suppression de cette aliénation. Le défaut de sa doctrine vient de ce qu'il n'a pas vu que l'essence humaine est, en réalité, constituée par l'activité collective des hommes ; ceci explique le caractère essentiellement théorique de son humanisme.

Pour passer de cet humanisme théorique à un humanisme pratique, il suffit d'appliquer les principes de la critique que Feuerbach fait de la religion, à la critique de la société bourgeoise, qui est la cause effective de l'aliénation, non plus théorique, comme dans la religion, mais concrète, pratique des hommes.

Dans sa critique de la société bourgeoise, Hess part de l'idée que l'activité libre et harmonieuse qui constitue l'essence humaine est rendue impossible en régime capitaliste, car la recherche du profit et de la concurrence font des hommes des individus isolés et égoïstes. Dans ce régime, en effet, l'activité libre de l'homme, qui est inséparable du plaisir, est remplacée par une activité imposée, par la contrainte au travail, qui fait de celui-ci un travail aliéné, un travail d'esclave. La conséquence est que le produit du travail n'appartient plus à celui qui le crée, qu'il se transforme en marchandise et donc en argent, qui est devenu le seul Dieu pour les hommes, le Dieu qui les asservit et les opprime.

En raison de la séparation entre le travail et son produit, il s'est produit, dans la société, une séparation entre les possédants et les non-possédants et une exploitation impitoyable de ceux-ci par ceux-là, qui fait de la société bourgeoise un monde bestial où règne l'injustice et le brigandage.

Les hommes ne peuvent supprimer cet état de choses que par l'abolition de la société bourgeoise et son remplacement par une

société communiste. Ce remplacement ne se fera pas d'un seul coup et brutalement, mais progressivement et de manière pacifique, par l'organisation du travail et par la généralisation de l'éducation et de l'instruction.

Le communisme rétablira la libre activité humaine et l'harmonie entre les hommes. Dans la société communiste règnera en effet, par l'abolition de la concurrence et de l'exploitation des non-possédants par les possédants, la même harmonie que dans la nature et le travail ne sera plus séparé du plaisir.

Par sa méconnaissance du rôle révolutionnaire de la lutte de classe du prolétariat, son constant appel à l'éducation et sa croyance au pouvoir miraculeux de l'amour, la doctrine de Hess aboutissait à un humanisme sentimental et à des prédications morales. Comme ce communisme humaniste servait de base théorique au socialisme *vrai*, Marx et Engels se voyaient contraints, malgré les liens qui les rattachaient encore à Hess, de prendre leur distance vis-à-vis de lui. Ils ne le firent pas dans *L'idéologie allemande* sous la forme d'une critique systématique et acerbe, parce que cela leur était alors impossible, mais par le biais de quelques remarques. C'est ainsi qu'ils soulignaient, occasionnellement qu'ils n'entendaient nullement porter la responsabilité des écrits de Hess et se solidariser avec lui sur le plan théorique (1). Ils lui reprochaient, par ailleurs, de n'avoir fait aucun progrès idéologique, puisqu'il se contentait de ressasser les mêmes idées qui, intéressantes au début, devenaient, du fait de cette répétition, des trivialités (2).

3. Critique des différents Prophètes du socialisme « vrai ».

La critique de Feuerbach et de Hess constituait en quelque sorte l'introduction à celle du socialisme *vrai*, qui en transformant, avec Hess, le socialisme en un humanisme sentimental, se révélait d'autant plus dangereux pour le développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand que celui-ci, alors en voie de formation, se montrait assez facilement accessible à cette théorie.

(1) Cf. *ibid.*, p. 136 : « M. Hess », pour les écrits de qui Marx et Engels déclinent absolument toute responsabilité... »

(2) Cf. *ibid.*, p. 542 : « Elles (les idées de Grün) ont été empruntées à Hess que M. Grün paraphrase du reste, de façon magistrale. Des thèmes qui déjà chez Hess étaient déjà très vagues et mystiques, mais qui, au début, dans les *Vingt et une feuilles* présentaient un certain intérêt, sont devenus lassants et réactionnaires, à force d'être éternellement ressassés dans *Le livre du citoyen*, *Les nouvelles anecdotes* et les *Annales rhénanes* à une époque où ils étaient déjà complètement dépassés... »

Cette critique, dont Engels avait déjà esquissé les traits généraux dans sa postface à la publication du *Fragment de Fourier sur le commerce* (1) se divise en deux parties, la première est dirigée contre deux articles des *Annales rhénanes*, la deuxième contre Karl Grün.

A) Les *Annales rhénanes* ou la philosophie du socialisme *vrai*

La critique des *Annales rhénanes* porte sur deux articles parus dans cette revue intitulés : « Communisme, socialisme et humanisme » et « Pierres pour l'édification du socialisme », que Marx et Engels jugeaient particulièrement caractéristiques du socialisme *vrai* (2).

Ils commencent, dans leur critique, par expliquer le caractère particulier du socialisme *vrai*, par les circonstances qui lui ont donné naissance. De même que le libéralisme allemand a eu, à ses débuts, comme reflet idéologique de la lutte de classe de la bourgeoisie révolutionnaire anglaise et française, un caractère idéaliste, le socialisme *vrai* a ce même caractère comme reflet idéologique des luttes de classes du prolétariat révolutionnaire en Angleterre, en France et aussi en Allemagne, où elles sont encore à leur début. Il y a entre lui et les doctrines communistes et socialistes anglaises et françaises, la même différence qu'il y avait au début, entre le libéralisme allemand et le libéralisme français (3). Contrairement aux communistes et socialistes anglais et français, qui visent à exercer une action effective sur leur époque, et qui partent, de ce fait, dans leurs considérations, d'une analyse critique des rapports économiques et sociaux de leur temps, les socialistes *vrais* se placent, en tant qu'idéologues, d'emblée sur le plan de la spéculation et s'imaginent ainsi penser et œuvrer pour l'éternité (4).

(1) Cf. chap. III de ce livre, pp. 153-157.

(2) Cf. H. SEMMIG, *Communismus, Socialismus, Humanismus*, dans *Rheinische Jahrbücher*, 1845, pp. 167-173. — R. MATTHAI, *Sozialistische Bau- steine*, *ibid.*, pp. 155-166.

(3) Cf. *L'idéologie allemande*, o. c., pp. 500-533.

(4) Cf. *L'idéologie allemande*, o. c., p. 499 : « Nous retrouvons entre le socialisme allemand et le mouvement prolétarien de France et d'Angleterre le même rapport que celui que nous avons souligné dans le premier volume (cf. Saint Max : le libéralisme politique) entre le libéralisme allemand, tel qu'il s'est développé jusqu'ici, et le mouvement *bourgeois*, français et anglais. »

(5) Cf. *ibid.*, p. 509 : « Finalement toute l'opposition entre notre auteur et, d'une façon générale, entre les socialistes *vrais* et les idéologues allemands et les mouvements réels, qui existent dans d'autres nations, peut se résumer dans cette formule classique : Les Allemands jugent tout sous l'aspect de l'éternité (d'après l'essence de l'homme), les étrangers considèrent tout du

Ce caractère spéculatif s'explique par le fait que les socialistes *vrais* sont arrivés au socialisme par la voie de l'humanisme de Feuerbach. Ne trouvant pas en Allemagne le soutien d'un puissant mouvement prolétarien, qui les aurait amenés à étudier les circonstances dans lesquelles se développait ce mouvement et donc à analyser les faits économiques et sociaux, ils ont été naturellement amenés, pour établir leur doctrine, à recourir aux conceptions de Feuerbach et de Hess, ce qui explique leur penchant à la spéculation et à la métaphysique (1).

A la manière des philosophes spéculatifs et aussi de Feuerbach, ils transforment les rapports sociaux en rapports que l'homme abstrait, conçu dans sa généralité, a avec le monde et considèrent que les conceptions que les individus se font de leurs conditions d'existence sont des conceptions propres à cet homme abstrait. Ils opèrent à la manière des philosophes spéculatifs à l'aide de catégories, de concepts et confondent le développement de ceux-ci avec le développement historique réel. De là le caractère idéaliste et téléologique que prend chez eux l'histoire, qui est, comme chez tous les utopistes, déterminée a priori par le but qu'ils lui assignent.

Leur doctrine est faite à l'imitation de celle de Hess, d'un mélange hétéroclite des principes fondamentaux feuerbachiens et de conceptions empruntées aux socialistes français, qu'ils ne connaissent guère du reste que par les compilations de Stein et de Ölkers (2).

point de vue pratique, d'après les hommes réels et les circonstances réelles, vis-à-vis desquels ils se trouvent. Les étrangers pensent et agissent pour leur temps, les Allemands pour l'éternité. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 501 : « Il était inévitable, en raison de la situation réelle de l'Allemagne, que se constituât cette secte et que fût tentée une accommodation entre le communisme et les idées régnantes. Il était non moins inévitable qu'un grand nombre de communistes allemands, partis de la philosophie, ne soient arrivés et n'arrivent encore au communisme qu'après être passés par cette étape, tandis que d'autres, qui n'ont pu se dégager de l'emprise de l'idéologie, continueront à prêcher ce socialisme *vrai* jusqu'à la fin de leurs jours. »

Cf. *ibid.*, p. 500 : « Ils séparent la conscience propre à certaines conditions de vie historiquement déterminées, de ces conditions et la jugent d'après la conscience vraie, absolue, qui est celle de la philosophie allemande. Ils transforment, par là, la situation de certains individus déterminés, en situation de l'homme considéré en soi et expliquent les idées de ces individus sur leurs conditions de vie, comme étant des idées qu'ils se font sur l'homme. Ils passent ainsi du terrain de la réalité historique à celui de l'idéologie et peuvent alors, dans leur ignorance des circonstances réelles, substituer, tout à leur aise, à celles-ci une construction spéculative, à l'aide de la méthode *absolue* ou de toute autre méthode idéologique. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 499 : « A côté des communistes allemands sont apparus un certain nombre d'écrivains qui ont adopté quelques idées communistes françaises et anglaises et les ont amalgamées à leurs conceptions philosophiques allemandes. »

Ils partent, comme Hess, dans leurs considérations, de la conception que l'homme ne se manifeste véritablement en tant que tel, que par son activité libre, qui réunit en elle le travail et le plaisir (1). Le malheur actuel des hommes vient de ce que leur activité est devenue un travail d'esclave, d'où le plaisir est absent. La séparation qui s'est opérée entre le travail et le plaisir est le fait du régime de la propriété privée qui, en engendrant la recherche du profit et la concurrence, a isolé les hommes, les uns des autres, généralisé l'égoïsme, la lutte entre les hommes, l'exploitation des faibles par les forts et détruit ainsi l'harmonie qui régnait à l'origine entre eux (2). La société actuelle, dans laquelle les hommes ne trouvent plus les conditions nécessaires pour réaliser leur essence, n'est plus l'expression de leur communauté véritable, de leur être générique, mais est devenue une puissance qui leur est étrangère et hostile.

Ce n'est que par la suppression du régime capitaliste, par l'abolition de la propriété privée, du profit et de la concurrence, que l'activité des hommes redeviendra une activité libre, réunissant en elle le travail et le plaisir et que sera rétablie l'harmonie primitive qui régnait dans la société, comme elle règne dans la nature.

Dans la nature, les socialistes *vrais* voient un ensemble organique et harmonieux de tous les êtres (3). Ils arrivent à cette conception, en lui attribuant toutes les qualités des hommes, en sorte qu'elle devient le reflet idéalisé de l'humanité (4). Ceci leur permet de dissenter à loisir sur l'harmonie qui règne dans la nature, où, en réalité, fait rage une impitoyable lutte pour la vie (5).

(1) Cf. *ibid.*, p. 510 : « La coïncidence chez l'homme de l'activité et du plaisir tient à sa spécificité, c'est elle qui le détermine et non des causes qui lui sont extérieures. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 510-511 : « Nous apprenons que la société est devenue une jungle et que les hommes qui la constituent souffrent de toutes sortes de tares. La société est ainsi séparée des individus qui la composent, devient autonome, se transforme par elle-même en une jungle et ce n'est qu'à la suite de cette transformation que les individus souffrent. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 522.

(4) Cf. *ibid.*, p. 521 : « Le socialiste *vrai* part de l'idée que le divorce entre la vie et le bonheur devrait cesser d'exister. Pour démontrer ceci, il a recours à la nature ; il pense qu'elle ne connaît pas ce divorce et il en conclut que, du fait que l'homme est un corps naturel et en possède les qualités générales, ce divorce ne doit pas exister non plus pour lui... Après avoir ainsi donné de la nature une image mystifiée, notre socialiste *vrai* mystifie également la conscience humaine, en faisant d'elle le miroir de la nature ainsi mystifiée. Du moment que la conscience traduit la conception illusoire que l'on se fait des rapports humains existants dans la nature, il va de soi que la conscience n'est que le miroir dans lequel la nature se contemple. »

(5) Cf. *ibid.*, p. 520.

De cette idéalisation de la nature et de la société primitive, les socialistes *vrais* concluent que, de même que la nature offre aux plantes les meilleures conditions pour leur développement, la société doit offrir aux individus, comme c'était le cas à l'origine, les meilleures conditions d'existence ; c'est là une chose que les individus sont en droit d'exiger d'elle (1). A cela Marx et Engels objectent que pas plus que les plantes ne peuvent exiger de la nature les conditions de vie dont elles ont besoin, les individus ne peuvent exiger de la société qu'elle satisfasse leurs besoins et comble leurs vœux. Ceci suppose que les individus doivent exiger de la société ce qui ne peut être réalisé que par une révolution sociale, révolution, qui ne peut être que l'œuvre des individus (2).

Chez les socialistes *vrais* l'individu et la société deviennent des abstractions, des catégories et les rapports entre eux des relations entre catégories. L'individu devient l'incarnation du particulier, la société celle du général, leurs rapports sont conçus comme des relations s'établissant entre le particulier et le général, ce qui fait qu'on n'a plus à se soucier de ce qui constitue le caractère réel de l'individu et de la société, de leurs rapports réels et de leur développement (3).

(1) Cf. *ibid.*, p. 524.

(2) Cf. *ibid.*, p. 525 : « Comme cependant la société ne répond pas à la nature, son archétype, le socialiste *vrai* exige d'elle qu'elle s'organise conformément à la nature et il fonde cette exigence sur une référence malheureuse à la plante. Premièrement la plante n'exige pas de la nature toutes ses conditions d'existence, et faute de les trouver elle reste graine. Tandis donc que l'exigence prêtée à la plante se réduit à une dépendance complète par rapport aux conditions d'existence qu'elle trouve, c'est sur cette même exigence que le socialiste *vrai* s'appuie pour réclamer de la société une organisation qui réponde au caractère de la personne humaine... C'est comme si un palmier réclamait à la *vie universelle*, de lui procurer au pôle Nord *sol, chaleur, soleil, air et pluie*.

Cf. *ibid.*, p. 525 : « (Cette revendication du libre développement des dispositions naturelles) se fonde sur cette absurdité, que les individus qui forment la société veulent conserver leur *individualité*, rester ce qu'ils sont, tout en exigeant de la société une transformation, qui ne peut venir que de leur propre transformation. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 524-525 : « Déjà plus haut, on prêtait à la nature quelques idées, que le socialiste *vrai* souhaite voir réalisées dans la société humaine. Comme auparavant l'individu, c'est maintenant la société toute entière qui est le miroir de la nature. En partant de cette conception de la nature, on peut maintenant en tirer des conclusions valables pour la société humaine. Comme l'auteur néglige d'étudier la société humaine et s'en tient à cette sèche analogie on ne voit pas pourquoi la société humaine n'a pas été de tout temps un fidèle reflet de la nature. Les grandes phrases sur la société, que l'individu trouve en face de lui comme puissance, qui cherche à le contraindre s'applique par conséquent à toutes les formes de la société... La société, la communauté notre auteur ne la conçoit pas comme interaction des *vies individuelles* qui la composent, il en fait une entité, dont les interactions avec les *vies particulières* ont un caractère particulier. Si tout cela peut avoir

Le problème de l'activité humaine, considérée comme union du travail et du plaisir est traité de la même manière abstraite. L'activité humaine n'est pas, en effet, analysée dans ses rapports avec la production, mais considérée comme une qualité métaphysique de l'homme. Le travail et le plaisir comme éléments constitutifs de cette activité, sont également conçus abstraitement, aussi bien en eux-mêmes que dans leurs rapports. Le travail devient, de ce fait, une catégorie qui s'applique indifféremment à tous les travaux et à tous les degrés de développement du travail. Considéré sous cet aspect, le travail se ramène à l'activité libre et pure, à l'activité en soi, qui n'a ni réalité concrète, ni résultats matériels. Cette activité pure, qui n'est pas déterminée par des motifs concrets, mais par la volonté libre de son sujet, qui n'est pas l'homme réel déterminé par des rapports économiques et sociaux, mais l'homme considéré en soi, l'homme abstrait, se confond en fait avec l'activité spirituelle (1).

Il résulte de cette idéalisation de l'activité matérielle qu'elle se trouve, pour ainsi dire, profanée quand elle prend un caractère matériel. Ceci explique que les socialistes *vrais* répugnent à s'occuper d'une telle activité et de ses résultats (2).

Le moindre rapport avec une situation réelle, il ne peut s'agir que de l'illusion qui fait de l'État une entité autonome, qui se dresse en face de la sphère de la vie privée, et de la croyance à cette apparente autonomie comme à quelque chose d'absolu. Il est d'ailleurs fort peu question ici, comme du reste dans tout l'article, de nature et de société, mais seulement de deux catégories : individualité et généralité ; on leur donne des noms variés et on dit qu'elles sont des antithèses, dont la conciliation est fort souhaitable.

C'est du rapport supposé de ces personnes métaphysiques : individualité et généralité et non de l'évolution réelle de la société, que l'on déduit la revendication exposée plus haut, que l'individu adresse à la société. On n'a pour cela qu'à considérer les individus particuliers comme représentants, incarnations du particulier, et la société comme incarnation du général et le tour est joué.

(1) Cf. *ibid.*, pp. 531-532 : « Pour prouver que le travail, comme manifestation de la vie doit apporter du plaisir, on suppose que la vie doit apporter dans chacune de ses manifestations du plaisir et l'on en déduit que cela doit être également le cas pour cette manifestation de la vie qu'est le travail. »

Cf. *ibid.*, p. 531 : « Le travail devient l'aboutissement d'une conception abstraite de l'Homme et de la Nature ; il est défini d'une manière qui s'applique indifféremment à tous les degrés de développement du travail. »

Cf. *ibid.*, pp. 512-513 : « Nous voyons du reste ici ce que les socialistes *vrais* entendent par *activité libre*. Notre auteur laisse échapper ici imprudemment que c'est l'activité qui n'est pas déterminée par des choses extérieures à nous ; c'est, autrement dit, l'acte pur, l'activité pure, absolue, l'activité qui n'est rien qu'activité et nous ramène une fois de plus, à l'illusion de la pensée pure... Le sujet qui se trouve à l'origine de cette activité ne peut être non plus, par conséquent, un homme réel de chair et d'os, mais seulement l'esprit pensant. L'activité libre, ainsi conçue à la manière allemande, n'est qu'une autre formule pour la liberté absolue, inconditionnelle, évoquée plus haut. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 512.

C'est sur cette conception de l'activité humaine que le socialisme *vrai* fonde sa critique de la société bourgeoise et sa conception du socialisme.

L'élément caractéristique de la société bourgeoise et qui constitue, en même temps, sa tare fondamentale, est le fait que, dans cette société qui repose sur la propriété privée et la concurrence, le travail et le plaisir sont séparés l'un de l'autre, et que le producteur est séparé du produit de son travail. De là l'opposition, dans cette société, entre les possédants et les non-possédants, opposition que les socialistes *vrais* ramènent à la forme primitive d'opposition entre oisifs et producteurs, qu'ils empruntent aux premiers socialistes utopistes, en particulier à Saint-Simon (1). La solution du problème social, les socialistes *vrais* la voient dans le rétablissement de la propriété véritable, qui naît de la libre activité humaine par laquelle se réalise l'union du producteur et du produit de son travail. Sur cette conception spéculative de la vraie propriété opposée à la fausse, se fonde leur exigence que la vraie propriété soit accessible à tous, ce qui répond au vœu pieux de la petite bourgeoisie de voir la juste propriété garantie (2). Le remplacement de

(1) Cf. *ibid.*, p. 510 : « Notre société actuelle est devenue, il est vrai, à tel point une jungle que les individus se jettent avec une avidité bestiale sur les produits du travail d'autrui, tout en laissant se dégrader leur propre personnalité (rentiers), ce qui a pour conséquence inévitable que d'autres laissent dégrader également leur personnalité..., non par paresse, mais par l'effort épuisant qu'ils sont obligés de fournir pour produire comme des machines (prolétaires). »

Cf. *ibid.*, p. 511 : « Caractéristique pour notre socialiste *vrai* est sa façon de voir dans l'opposition entre rentiers et prolétaires « les pôles de notre société ». Cette opposition, qui a existé à peu près dans toutes les sociétés parvenues à un certain degré de développement et sur laquelle depuis des temps immémoriaux les moralistes se sont complaisamment étendus, a été à nouveau soulignée, tout particulièrement aux débuts du mouvement prolétarien, à une époque où le prolétariat avait encore des intérêts communs avec la bourgeoisie industrielle et la petite bourgeoisie. Voir les écrits de Cobett et de Paul-Louis Courier ou bien Saint-Simon, qui comptait encore, au commencement, les capitalistes industriels au nombre des travailleurs, par opposition aux oisifs, les rentiers. Enoncer cette opposition banale non pas dans le langage ordinaire, mais dans la langue sacrée, la langue philosophique, donner à cette idée triviale non pas une expression appropriée, mais une expression sublimée, abstraite ; c'est à cela que se réduit, dans ce cas, comme dans tous les autres, la profondeur de la science allemande, dont le socialisme *vrai* constitue le couronnement. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 517 : « Cette théorie de la vraie propriété conçoit la propriété privée, telle qu'elle a réellement existé jusqu'ici, comme une simple apparence et par contre la représentation abstraite, dégagée de cette propriété réelle, comme la vérité et la réalité de cette apparence... : elle a donc un caractère absolument idéologique. Elle exprime seulement avec plus de clarté et de précision les conceptions des petits bourgeois, dont les entreprises charitables et les vœux pieux tendent également à la suppression de l'absence de propriété. »

la fausse propriété par la vraie sera l'œuvre du socialisme.

Restant à l'écart des luttes de classes du prolétariat et partageant, en fait, l'idéologie petite-bourgeoise, les socialistes *vrais*, s'inspirant de l'humanisme de Feuerbach et du communisme humaniste de Hess, réduisent le socialisme à une vague solidarité humaine, qui répond à l'essence générique des hommes. Concluant de l'unité d'essence de la nature à celle des hommes, ils pensent qu'elle sera à nouveau réalisée par le rétablissement de la solidarité humaine, grâce au socialisme, qui abolira le régime capitaliste générateur de la déshumanisation et de l'aliénation des hommes (1).

Ils conçoivent, à la manière des utopistes, le socialisme comme un idéal qu'ils opposent à la société présente. Convaincus comme les philosophes spéculatifs de la toute-puissance de l'esprit, ils pensent que les contradictions sociales se ramènent, en dernière analyse, à des oppositions d'idées, qui peuvent être résolues par la voie spirituelle (2). Comme ils croient, d'autre part, avec les philanthropes et les réformistes, que la question sociale peut et doit se régler de manière pacifique, sans profonds bouleversements économiques et sociaux, ils attachent, dans la réforme de la société, une importance primor-

(1) Cf. *ibid.*, p. 528 : « De cette nature générale de l'homme on infère l'égalité humaine et la communauté humaine. Les conditions communes à tous les hommes apparaissent ici comme un produit de l'essence de l'homme, de la nature, alors qu'elles sont, tout comme la conscience de l'égalité, le produit de l'histoire. Non content de cela, notre auteur fonde l'égalité sur le fait qu'elle serait enracinée, incluse dans le fond primitif, commun de l'être... (En nous apprenant que la nature est le substrat de toute vie, le fond primitif commun de l'être) l'auteur est allé bien plus loin que les Français, car... il a démontré non seulement l'égalité des hommes entre eux, mais aussi leur égalité avec une puce, un bouchon de paille ou une pierre. »

« Nous voulons bien croire que toutes les vertus sociales de notre socialiste *vrai* reposent sur le sentiment de solidarité humaine et de l'unité humaine naturelle, bien que ce soit sur cette solidarité humaine naturelle que reposent aussi le servage féodal, l'esclavage et toutes les inégalités sociales de toutes les époques. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 514-515 : « A la page 172 on nous fait savoir, que la conséquence ultime du mode de pensée scolastique est cette rupture de l'unité de la vie, à laquelle Hess a mis un terme définitif. La théorie est ainsi présentée ici comme la cause de la rupture de l'unité de la vie. On ne voit pas pourquoi les socialistes *vrais* parlent de la société s'ils croient, avec les philosophes, que toutes les divisions réelles sont provoquées par des divisions conceptuelles. Ils peuvent, en effet, grâce à cette croyance à la toute-puissance à la fois créatrice et destructrice des concepts, s'imaginer qu'un individu quelconque a mis un terme à la rupture de l'unité de la vie en anéantissant des concepts. » Chez ces socialistes *vrais*, comme chez tous les idéologues allemands, l'histoire littéraire et l'histoire réelle sont constamment mêlées et leurs conséquences présentées comme équivalentes. Cette façon de faire s'explique à vrai dire chez les Allemands, qui pour compenser le rôle misérable qu'ils ont joué et continuent à jouer dans l'histoire, mettent les illusions, dont ils ont toujours été particulièrement pourvus, sur le même plan que la réalité. »

diale à des palliatifs tels que l'organisation du travail et surtout à la généralisation de l'éducation, de l'instruction et de la fraternité humaine, à laquelle ils prêtent un rôle décisif dans l'édification du socialisme. Grâce au rétablissement de la libre activité humaine, par l'abolition du système capitaliste, les individus mèneront, en régime socialiste, une vie harmonieuse, conforme à leur essence générique et la terre redeviendra pour les hommes un lieu d'élection, un nouvel Eden (1).

Le caractère idéaliste et utopique du socialisme *vrai* explique sa tendance à la spéculation, au sentimentalisme et, par là même, à la phraséologie. D'où aussi le fait que, dans leurs écrits théoriques, les socialistes *vrais* s'adressent moins au prolétariat qu'aux esprits éclairés initiés aux mystères de la philosophie et que, dans leurs ouvrages populaires, ils s'adressent moins à l'intelligence qu'à la sensibilité des lecteurs (2).

Les socialistes *vrais* tiennent ce mélange de socialisme et d'humanisme qui constitue leur doctrine pour la forme véritable et supérieure du socialisme (3). Tout fiers de cette doctrine — elle serait l'expression de la vraie science allemande, seule

(1) Cf. *ibid.*, p. 530.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 300-301 : « Le socialisme *vrai*, qui prétend être fondé sur la science, est avant tout lui-même une science ésotérique ; ses écrits théoriques sont réservés à ceux qui sont initiés aux mystères de l'esprit pensant, mais il a également une littérature exotérique ; il lui faut en effet faire une sorte de propagande, ne serait-ce que parce qu'il s'occupe de rapports sociaux. Dans ces ouvrages exotériques, il ne fait plus appel à l'esprit pensant allemand, mais à l'âme allemande. Il y est d'autant plus porté qu'il ne s'intéresse pas aux individus réels mais à l'Homme et qu'ayant perdu toute passion révolutionnaire, il célèbre l'amour universel de l'humanité. Il ne s'adresse pas aux prolétaires, mais aux deux catégories de gens les plus nombreuses en Allemagne, aux petits bourgeois avec leurs illusions philanthropiques et aux philosophes et à leurs disciples qui sont les idéologues de ces petits bourgeois. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 500 : « Et en quoi consiste cette vérité qu'ils apportent au socialisme et au communisme ? Ils cherchent à expliquer à l'aide de l'idéologie allemande, notamment celle de Hegel et de Feuerbach, les conceptions socialistes et communistes qui leur restent complètement inaccessibles, en partie à cause de leur ignorance des circonstances dans lesquelles elles s'inscrivent, en partie à cause de l'idée erronée qu'ils se font de la littérature socialiste et communiste. Ils détachent les systèmes, les critiques et les polémiques communistes du mouvement réel dont ils sont l'expression et les accolent arbitrairement à la philosophie allemande... Cette traduction des idées françaises dans le langage des idéologues allemands et de l'idéologie allemande constitue ce que ces gens appellent le socialisme *vrai* qu'ils célèbrent comme étant l'orgueil de la nation et l'objet d'envie pour les peuples voisins, comme les torques le font pour la constitution anglaise. »

Le socialisme *vrai* n'est ainsi pas autre chose que la sublimation du communisme prolétarien et des partis et sectes, qui lui sont apparentés en France et en Angleterre, dans le ciel de l'esprit allemand, comme aussi... dans celui de l'âme allemande. »

capable de donner une juste solution à la fois théorique et pratique des problèmes sociaux (1) — ils se montrent suffisants et outrecuidants à l'égard des doctrinaires communistes et socialistes anglais et français (2). Séparant leurs écrits des mouvements sociaux qui leur ont donné naissance et dont ils sont l'expression idéologique, ils voient en eux non des théories révolutionnaires, qui visent à transformer les rapports sociaux, mais des doctrines qui se donnent pour but, comme ils le font eux-mêmes, de fixer les traits généraux de la société future (3). Ils se montrent particulièrement sévères à l'égard du communisme, auquel ils reprochent son dogmatisme, son matérialisme et son caractère basement pragmatique ; ces caractères tiennent essentiellement à ce que, plus encore que les socialistes, le communisme ne s'occupe que de questions pratiques, ce qui ne lui permet pas d'accéder aux seuls et vrais grands problèmes, à celui de la véritable activité humaine et à celui de l'essence humaine (4). A ces reproches, Marx et Engels répondent que

(1) Cf. *ibid.*, p. 499 : « Leur activité vis-à-vis des Français et des Anglais, qu'ils tiennent pour étrangers à la science... consiste à entonner des louanges en l'honneur de la science allemande et à lui attribuer la mission de révéler la vérité du communisme et du socialisme et de dévoiler le caractère du socialisme *vrai*. Ils se mettent eux-mêmes aussitôt à l'ouvrage, pour remplir cette mission, en tant que représentants de la science allemande, qui leur est restée, dans la plupart des cas, tout aussi étrangère que leur sont restés les écrits originaux des Français et des Anglais, qu'ils ne connaissent que par les compilations de Stein, Ölkens, etc. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 518 : « Ce domaine du rêve, ce domaine de l'essence de l'homme, les Allemands le prônent, avec un sentiment profond de leur supériorité, aux autres peuples, comme le couronnement et la fin dernière de l'histoire universelle. Sur tous les plans, ils considèrent leurs rêveries comme portant en elles la condamnation des actes des autres nations et, bien qu'ils n'aient été en tout temps que les spectateurs passifs et les victimes de ce qui se passait, ils se croient appelés à juger le monde tout entier et à faire de l'Allemagne le terme dernier de l'histoire. Nous avons vu à plusieurs reprises que cet orgueil national démesuré et vain correspond à une attitude pratique mesquine de boutiquiers et d'artisans. »

(3) Cf. *ibid.*, p. 499 : « Ces socialistes ou socialistes *vrais*, comme ils s'appellent, voient dans les ouvrages communistes de l'étranger non l'expression et le produit d'un mouvement réel, mais des écrits purement théoriques, qui seraient tout entiers issus de la pensée pure, comme ils s'imaginent que c'est le cas pour les systèmes philosophiques allemands. Il ne leur vient pas à l'idée qu'à la base de ces écrits, même lorsqu'ils prêchent des systèmes, il y a les besoins pratiques, l'ensemble des conditions d'existence d'une classe déterminée, vivant dans des pays déterminés. Ils acceptent, les yeux fermés, les illusions de nombreux représentants intellectuels de partis, qui croient qu'il s'agit dans leurs écrits de l'ordre social le plus conforme à la raison et non des besoins d'une classe et d'une époque déterminées. »

(4) Cf. *ibid.*, pp. 505-506 : « Les socialistes et les communistes français... ne sont en aucune façon parvenus à la compréhension théorique de l'essence du socialisme... même les communistes radicaux français ne se sont pas encore élevés jusqu'à l'idée de l'activité libre... La différence entre le communisme et le monde mercantile consiste simplement en ce que, dans le com-

le caractère matérialiste, dogmatique et pragmatique du communisme, en particulier du communisme français, vient en réalité du fait qu'il n'est pas, comme le socialisme *vrai*, une doctrine idéaliste et utopique, mais l'expression de luttes sociales réelles, que les socialistes *vrais* ignorent (1). Comme il s'est formé à une époque où la classe ouvrière était encore peu développée, la forme la plus favorable pour répandre ses idées était le roman utopique, qui répondait alors le mieux à la conscience de classe des ouvriers (2).

En fait, les systèmes communistes sont, malgré leur caractère dogmatique, étroitement apparentés aux conditions de vie du prolétariat qui les inspire. On le voit entre autres par l'exemple de Weitling. Comme il n'y avait pas en Allemagne de prolétariat révolutionnaire et par conséquent pas de lutte tranchée entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, comme c'était le cas en

munisme, l'aliénation complète de la propriété humaine réelle doit être dédagée de toute contingence, c'est-à-dire idéalisée » (*Le livre du citoyen allemand*, 1845, p. 43). Notre socialiste *vrai* reproche donc ici aux Français d'avoir une conscience exacte de leur situation sociale effective, tandis qu'ils devraient, selon lui, favoriser l'accession de l'Homme à une meilleure conscience de son essence. Tous les reproches de ces socialistes *vrais* à l'adresse des Français se résument à ceci : la philosophie de Feuerbach n'est pas le dernier cri de l'ensemble de leur mouvement. Ce que l'auteur prend pour point de départ, c'est cette formule toute faite de la séparation du travail et du plaisir. Au lieu de commencer par cette formule, il commence, par un renversement idéologique, par l'absence de conscience chez l'homme, en déduit sa dépendance vis-à-vis de la matière brute et fait se réaliser cette dépendance dans la séparation du travail et du plaisir.

(1) Cf. *ibid.*, p. 505 : « Le communisme, tel qu'il est en fait représenté en France, son principal centre, n'est que l'opposition grossière contre le pourrissement de l'Etat mercantile, dû à l'égoïsme ; il ne dépasse pas cette opposition et ne s'élève pas jusqu'à la liberté absolue et inconditionnée. » (Cf. *Le livre du citoyen allemand*, 1845, p. 43).

« Voilà le postulat typique de l'idéologie allemande : la liberté absolue et inconditionnée, qui n'est que la transposition, sur le plan pratique, de la pensée inconditionnée. Certes le communisme français est grossier, mais parce qu'il est l'expression théorique d'une opposition réelle que, selon notre auteur, il devrait dépasser, en la supposant déjà résolue en imagination » (cf. *Le livre du citoyen allemand*, p. 43 entre autres).

(2) Cf. *ibid.*, p. 558 : « Au demeurant, pour ce qui est de ces systèmes (communistes), ils ont presque tous fait leur apparition dans les débuts du mouvement communiste ; ils se présentaient pour les besoins de la propagande, sous la forme de romans populaires parfaitement adaptés à la conscience de classe encore assez peu développée des prolétaires, qui commentaient seulement à s'agiter. Cabet lui-même appelle son *Icarie* un roman philosophique ; il ne faut absolument pas juger ce doctrinaire d'après son système mais d'après ses écrits polémiques et, d'une manière générale, d'après toute son activité comme chef de parti. Quelques-uns de ces romans, par exemple, le système de Fourier, sont empreints d'un esprit poétique ; d'autres, comme ceux d'Owen et de Cabet, sont sans aucun esprit poétique, construits à la manière d'un bilan commercial ou avec un esprit procédurier et correspondent parfaitement aux idées en cours dans la classe sur laquelle il s'agissait d'agir. »

Angleterre et en France, Weitling n'a pu, pour établir son système, que s'inspirer de la situation de la classe à laquelle il appartenait, la classe artisanale.

Ceci explique que son système constitue une adaptation des idées communistes françaises aux conditions de vie et à la mentalité des artisans (1).

Dans la mesure même où le prolétariat se renforce et où s'aggrave sa lutte de classe révolutionnaire, les utopies socialistes et communistes et, plus encore celles qui, comme le socialisme *vrai*, sont dépourvues de base sociale, perdent de plus en plus d'importance.

B) Karl Grün, *Le mouvement social en France et en Belgique* (Darmstadt, 1845)

ou : La manière des socialistes *vrais* d'écrire l'histoire (2)

Avec Karl Grün la tendance du socialisme *vrai* à la phraséologie arrive à son apogée (3).

Dans ce livre sur le mouvement social en Belgique et en France, qui est fait d'un mélange de fleurs de rhétorique propres à la littérature de la Jeune Allemagne et d'humanisme, ce qui était déjà très inconsistant chez les socialistes *vrais* devient absolument inexistant ; ceci frappe d'autant plus désagréable-

(1) Cf. *ibid.*, p. 508 : « Le contenu véritable de tous les systèmes qui ont fait époque, ce sont les besoins de la période où ils ont paru. A la base de chacun d'eux, il y a toute l'évolution antérieure d'une nation, les rapports de classes historiquement déterminés, avec leurs conséquences politiques, morales, philosophiques, etc. Si l'on considère la base réelle et le contenu réel des systèmes communistes, c'est une phrase vide que de dire d'eux qu'ils ont un caractère dogmatique et dictatorial. Les Allemands ne connaissent pas, comme les Français et les Anglais, des rapports de classe pleinement développés. Les communistes ne pouvaient, de ce fait, baser leur système que sur une analyse des conditions du groupe social dont ils étaient issus. Il est ainsi tout naturel que le seul système communiste existant fût une reproduction des idées françaises, dans le cadre des conceptions bornées des artisans, déterminées par l'étroitesse de leurs conditions d'existence. »

(2) Cf. *ibid.*, pp. 535-586.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 501-502 : « Par ailleurs le socialisme *vrai* a ouvert la voie à une foule de littérateurs issus du mouvement de la Jeune Allemagne, de charlatans et d'écrivassiers et par eux à l'exploitation du mouvement social. L'absence de luttes de partis réelles, passionnées et visant un but pratique en Allemagne a fait que le mouvement social a été, au début, un mouvement purement littéraire. Le socialisme *vrai* représente le mouvement social littéraire, né en dehors de véritables préoccupations de parti, sous sa forme la plus parfaite ; même après la formation du parti communiste, il persiste à vouloir subsister. Il va de soi que depuis la naissance d'un véritable parti communiste en Allemagne, les socialistes *vrais* voient leur audience se limiter de plus en plus au public petit bourgeois et aux écrivassiers impuissants et déçus, qui représentent ce public. »

ment que Grün accompagne ce fatras de coups de trompe, comme s'il s'agissait de prodigieuses révélations (1).

Il puise toute sa science dans Feuerbach et dans Hess. Feuerbach lui a révélé que la religion naît de l'aliénation de l'essence humaine en Dieu, que l'homme *vrai*, libéré de l'aliénation, constitue la mesure de toutes choses et que la réalisation de l'homme *vrai* est le but de l'histoire (2). Il emprunte, d'autre part, à Hess la conception que la forme essentielle de l'aliénation de l'essence humaine est celle qui se produit dans l'argent et que cette aliénation ne peut être supprimée que par l'abolition du régime capitaliste (3).

Armé de l'omniscience, propre au savant allemand, il réprimande avec suffisance les socialistes français, qu'il tient pour de petits esprits, et les invite à s'inspirer de l'humanisme, pour faire œuvre utile (4).

Il n'a, au demeurant, aucune connaissance directe des théoriciens français. Le peu qu'il sait dire du socialisme en Belgique et en France, il l'a emprunté à Stein et à Reybaud et a complété ses considérations par des idées de Hess (5).

Comme il ne se donne pas la peine d'analyser les doctrines françaises dans leurs relations avec les rapports sociaux, son livre est plus mauvais encore que celui de Stein, qui avait au moins

(1) Cf. *ibid.*, pp. 535-538.

(2) Cf. *ibid.*, p. 538 : « Quand on a nommé Feuerbach, on a résumé du même coup tout le travail de la philosophie de Bacon de Verulam à nos jours, on a dit en même temps ce que la philosophie veut et ce qu'elle signifie en dernière analyse et l'on trouve alors l'homme en tant que résultat ultime de l'histoire universelle. Et ce faisant, on avance plus sûrement et plus profondément vers la vérité, qu'en s'occupant des salaires, de la concurrence, des insuffisances des constitutions, etc. On arrive par là à la conception de l'homme... de l'homme pur, véritable. »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 538, 539.

(4) Cf. *ibid.*, p. 541 : « Apôtre du socialisme *vrai*, M. Grün ne se contente pas d'opposer, comme les autres apôtres, ses confrères, avec fierté l'omniscience des Allemands à l'ignorance des autres peuples... Importunant les représentants des différents partis socialistes, démocratiques et communistes. Il se présente à eux comme l'apôtre du socialisme *vrai*. Il ne lui reste plus alors qu'à leur donner des leçons et les initier aux profondeurs de l'humanisme. »

Cf. *ibid.*, p. 540-541, citations de K. Grün.

(5) Cf. *ibid.*, p. 522 : « Soulignons d'abord le schéma et les quelques idées regues qui constituent le squelette du livre de Grün. Le tout a été repris de Hess, que Grün paraphrase au demeurant de magistrale façon. Les thèmes, qui déjà chez Hess étaient très vagues et mystiques... deviennent chez M. Grün pure sottise. »

« Hess établit un parallèle entre le développement du socialisme français et celui de la philosophie allemande : à Saint-Simon correspond Schelling à Fourier Hegel, à Proudhon Feuerbach... Ce schématisme, inspiré de Hess, constitue l'architecture interne du livre de Grün, qui ne manque pas de donner aux phrases de Hess un petit cachet littéraire. »

essayé d'établir un rapport entre les doctrines socialistes et communistes françaises et le développement social en France (1).

Sa critique des différents socialistes et communistes français ne vaut pas mieux que son exposé général du socialisme et du communisme. Sa critique de Saint-Simon n'est qu'un plagiat éhonté de ce que Stein et Reybaud ont écrit sur lui (2). Il traite de haut Cabet qu'il tient pour un esprit borné, ce qui ne l'empêche pas de le piller (3). Dans sa critique de Proudhon, il néglige de montrer pourquoi la tentative de celui-ci de remplacer la dialectique hégélienne, qui repose sur le développement des concepts, par une dialectique conçue comme un développement sériel, devait nécessairement échouer (4). Ceci eût, il est vrai, exigé qu'il fût capable de critiquer la dialectique hégélienne, ce que Feuerbach n'avait pas réussi à faire et que Grün pouvait encore moins (5).

Le principal reproche qu'il adresse à Fourier est de n'avoir pas recherché, comme Feuerbach, ce qui constitue l'essence de l'homme ; ceci explique ses analyses superficielles de la religion et de la politique comme causes de l'aliénation humaine et aussi celles de la société (6). Il lui reconnaît cependant le mérite d'avoir proclamé que le travail et le plaisir doivent être indissolublement liés dans l'activité humaine et que la production et la consommation sont inséparables l'une de l'autre, car elles se conditionnent réciproquement (7). Toutes les considérations de Grün au sujet de la production et de la consommation se réduisent à cette observation triviale qu'il faut des gens pour produire les marchandises et que dans la production on consomme des matières premières et d'une manière plus générale les frais de production (8).

(1) Cf. *ibid.*, p. 543.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 544, 564.

(3) Cf. *ibid.*, pp. 542, 574-584.

(4) Cf. *ibid.*, pp. 585-586.

(5) Cf. *ibid.*, p. 519.

(6) Cf. *ibid.*, p. 569 : « On voit par ces phrases ineptes comment les socialistes *vrais* se réfèrent à l'idéologie creuse de la philosophie allemande pour l'opposer, en la présentant comme une vérité supérieure, aux descriptions concrètes que les socialistes français font de la société bourgeoise et comment ils opposent, en même temps, l'objet qui les intéresse avant tout, l'essence de l'homme, aux résultats de la critique de la société faite par les Français. Il est évident que si l'on considère que la religion et la politique constituent le fondement des conditions matérielles de la vie, tout se ramène, en dernier ressort, à l'étude de l'essence de l'homme, c'est-à-dire de la conscience que l'homme a de lui-même. »

(7) Cf. *ibid.*, pp. 569-570.

(8) Cf. *ibid.*, pp. 570-571 : « Ce que M. Grün démontre essentiellement, c'est qu'il existe un certain rapport entre la production et la consommation. Il explique qu'il ne peut porter une veste, manger du pain sans qu'ils soient

L'union de la production et de la consommation, conçue comme chez tous les socialistes *vrais* comme union du travail et du plaisir, prend chez lui la valeur d'une équivalence absolue, qui tiendrait à ce qu'il y aurait toujours une correspondance parfaite entre l'offre et la demande (1). En fait, cette équivalence absolue entre l'offre et la demande, entre la production et la consommation, sur laquelle les économistes bourgeois s'appuient pour soutenir qu'il ne peut y avoir, en régime capitaliste, ni surproduction ni crise, ne peut exister, dans ce régime, du fait que la production et la consommation ne s'y développent pas au même rythme. La farine, par exemple, tout d'abord produite dans des moulins actionnés à la main, puis dans des moulins mus par le vent ou par l'eau, l'est maintenant dans des moulins à vapeur. Cette transformation dans le mode de production de la farine est indépendante de la consommation du pain ; elle dépend, d'une façon générale, du changement des rapports entre la production et la consommation, engendrant des contradictions qui ne peuvent être abolies que par la transformation du mode de production et des rapports sociaux (2).

produits et qu'il y a dans la société actuelle des gens qui produisent des vestes, des souliers, du pain que d'autres consomment et il tient ceci pour une découverte nouvelle... La deuxième découverte de M. Grün est qu'il consomme, quand il produit, à savoir la matière première et d'une manière générale les frais de production, il a découvert par là que rien ne sort de rien et que des *matériaux* sont à la base de la production. Il pouvait trouver, dans tout manuel d'économie au chapitre « Consommation reproductive », l'exposé des rapports complexes qu'implique cette dépendance entre la production et la consommation, à condition de ne pas se contenter, comme il le fait, de cette affirmation simpliste qu'il faut du cuir pour faire des souliers. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 572.

(2) Cf. *ibid.*, p. 571 : « Jusqu'ici M. Grün s'est persuadé qu'il faut produire pour consommer. La vraie difficulté commence pour lui quand il entreprend de montrer qu'il produit quand il consomme. M. Grün aboutit à un échec complet, quand il essaie de jeter une faible lumière sur le rapport trivial et extrêmement général qui existe entre l'offre et la demande ; il en arrive à cette idée que ce qu'il consomme, c'est-à-dire sa demande, provoque une nouvelle offre, mais il oublie que sa demande doit être *effective*, qu'il lui faut offrir un équivalent pour le produit qu'il réclame, afin qu'il en résulte une nouvelle production. Les économistes se réfèrent eux aussi à l'union inséparable de la production et de la consommation, à l'idée absolue de l'offre et de la demande, quand ils veulent démontrer qu'il n'y a jamais de surproduction, mais ils ne le font pas d'une manière aussi maladroite et simpliste que M. Grün... M. Grün oublie en outre que le pain produit de nos jours, grâce à des moulins à vapeur, le fut autrefois par des moulins à vent ou à eau et antérieurement par des moulins à bras ; il oublie que ces différents modes de production sont totalement indépendants de la simple consommation de pain et qu'un facteur intervient : l'évolution historique de la production, à laquelle M. Grün... ne songe pas. Qu'aux différentes étapes du développement de la production correspondent des rapports différents entre la production et la consommation et des contradictions différentes entre elles,

Le défaut capital de Grün vient de ce que, dans ses considérations sur l'économie, il ne part pas de la production, mais de la consommation. Si l'on part de la production, il faut alors nécessairement s'occuper de l'activité productive des hommes et des conditions de celle-ci, ce qui seul permet de comprendre et de résoudre les questions économiques et sociales. Si l'on part, au contraire, de la consommation, on peut se dispenser d'analyser le mode de production et les rapports économiques et sociaux et l'on tombe alors dans la phraséologie ; c'est ce que fait Grün (1).

Il n'a aucune notion des rapports véritables qui existent entre la production et la consommation ; il ne voit pas que l'équivalence absolue entre la production et la consommation, qu'il tient pour nécessaire, aboutirait inévitablement à un arrêt de la production et que la surproduction de marchandises, par rapport aux besoins, qui est un phénomène normal en régime capitaliste, en agissant sur la valeur d'échange, engendre nécessairement des crises (2). Il est amené, pour soutenir sa thèse de l'union de la production et de la consommation, du travail et du plaisir à recourir aux divagations des socialistes *vrais* sur la consommation *humaine*, qui seule répondrait à l'essence de l'homme (3).

que ces contradictions ne peuvent être comprises que si l'on considère le mode de production de chaque époque et ne peuvent être résolues que par la transformation effective de ce mode de production et des rapports sociaux qui se fondent sur lui, de ceci M. Grün n'a pas la moindre idée. »

(1) Cf. *ibid.*, p. 573 : « Si l'on part de la production, il faut se préoccuper des conditions réelles de celle-ci, de l'activité productive des hommes. Mais quand on part de la consommation, on peut s'en tenir à des déclarations telles que l'on ne consomme pas actuellement de façon *humaine*, en réclamant une *consommation humaine*, un mode d'éducation propre à favoriser celle-ci ou à d'autres phrases de même acabit, sans se soucier, le moins du monde, des conditions de vie réelles, des gens et de leur activité. Il faut signaler encore, pour conclure, que parmi les économistes ce sont précisément ceux qui sont partis de la consommation qui ont été des réactionnaires et ont ignoré l'élément révolutionnaire que contiennent la concurrence et la grande industrie. »

(2) Cf. *ibid.*, p. 572 : « Cette unité de la production et de la consommation qui, à l'origine, chez les socialistes *vrais*, signifie que l'activité par elle-même doit procurer du plaisir (ce qui est chez eux pure chimère), M. Grün l'interprète dans un sens plus précis, en disant que *consommation et production vont sous l'angle économique devant coïncider* (p. 196), il ne doit pas y avoir d'excédent de la masse des produits sur les besoins immédiats de la consommation, ce qui met fin, bien entendu, à tout développement économique. C'est pourquoi aussi, il reproche gravement à Fourier de vouloir perturber cette unité par une *surproduction*. M. Grün oublie que ce n'est que par son influence sur la valeur d'échange des produits que la surproduction provoque des crises... »

(3) Cf. *ibid.*, pp. 572-573 : « En quoi donc a consisté toute l'activité de M. Grün ? Pour démontrer l'unité de la production et de la consommation, cet axiome du socialisme vrai, il a recours aux formules les plus écoulées des économistes sur l'offre et la demande et, pour adapter ces formules au but qu'il poursuit, il en supprime les chaînons indispensables, les transformant

C) Le Dr Georg Kuhlmann de Holstein
ou la prophétie du socialisme vrai.

Le monde nouveau ou le Royaume de l'Esprit sur la terre. Annonciation (1)

L'idéologie allemande se termine par une critique de Georg Kuhlmann, agent stipendié de l'Autriche, qui parcourait la Suisse en prophète inspiré, dans le but de détourner les artisans allemands du communisme. Cette critique est l'œuvre de Hess, qui avait déjà publié un article sur Kuhlmann et les autres prophètes communistes en Suisse. Elle est rangée à tort dans la critique générale du socialisme vrai. Kuhlmann, en effet, n'était pas un adepte de celui-ci, mais était plutôt en liaison avec le communisme artisanal suisse, qui s'était formé sous l'influence de Weitling et de A. Becker et qui avait incliné vers le prophétisme avec Albrecht. Cette dégénérescence du communisme, qui s'expliquait par le manque d'un prolétariat puissant en Suisse, devait s'accroître avec Kuhlmann. Ce qui était, en effet, expression d'une tendance religieuse démentielle chez Albrecht, s'affirmait, chez Kuhlmann, comme pure duperie. Il abusait de l'ignorance et de la crédulité des artisans allemands en Suisse, pour les détourner systématiquement de la lutte révolutionnaire, en faisant miroiter à leurs yeux la venue proche d'un nouveau paradis sur terre (2). Il réussit même à convaincre A. Becker

ainsi en pures divagations. Ce que tout cela recouvre, c'est une idéalisation fantaisiste et une profonde ignorance de l'état actuel des choses. »

« Caractéristique est aussi la conclusion très socialiste par laquelle il copie gauchement, une fois de plus, ses devanciers allemands. Production et consommation sont séparées, parce ce qu'un monde à l'envers les a détachées l'une de l'autre. Comment s'y est-il pris ? En intercalant entre elles une notion (celle de valeur et de prix) comme un coin, qui a rompu l'unité de l'homme... »

« La consommation de chacun ne se conçoit pas indépendamment de la consommation de tous dans le cadre de la concurrence, c'est un fait plus ou moins constant ; il en est de même de la production de chacun et de la production de tous. Il s'agit seulement de savoir comment et sous quelle forme cela se vérifie. A cette question M. Grün ne sait répondre que par le postulat moral de la consommation humaine, de la découverte de « l'essence véritable de la consommation » (p. 432). Comme il ignore tout des conditions réelles de la production et de la consommation, il ne lui reste plus d'autre ressource que de parler de l'essence humaine, cet ultime recours des socialistes vrais. »

(1) Cf. *ibid.*, pp. 587-597. Sur cette critique de G. Kuhlmann, cf. W. MÖNKE, La collaboration de M. Hess à « *L'idéologie allemande* », *Annali dell' Istituto Giangiacomo Feltrinelli*, Milan, 1963, pp. 438-509. Dans cet article la personnalité et l'agitation de Kuhlmann sont analysées en détail. Il y est établi que l'auteur de la critique est M. Hess, qui avait déjà publié à son sujet un article dans le *Miroir de la société*, 1845, n° 6 : « Suisse : Menées des prophètes communistes ». Sur Kuhlmann, cf. également t. II de cet ouvrage, pp. 34-35.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 587-591.

qu'il avait résolu définitivement le problème social et qu'avec lui était né le véritable socialisme (1). En fait on ne trouve chez Kuhlmann ni analyse des rapports sociaux ni idée originale ; tout n'est qu'emphase et verbiage. Ses prêches sont une caricature des *Paroles d'un croyant* de Lamennais, auxquelles il donne un tour vulgaire. Posant au Docteur Miracle et au Prophète, il annonce la venue proche d'un nouveau Royaume de Dieu sur terre, où tous les hommes seront heureux (2). Il dépeint de manière idyllique le passage de la société présente à la société future, passage qui se fera non par une révolution sociale, mais de manière pacifique. Donnant ainsi tout apaisement aux gouvernants et aux possédants, il invite ses auditeurs et ses lecteurs à espérer dans la patience et le calme (3).

Son Royaume de Dieu n'est qu'une contrefaçon du système capitaliste. Contrairement aux communistes, qui pensent que la différence de capacités ne doit pas entraîner une différence dans la satisfaction des besoins, il justifie, par l'inégalité de capacités, le maintien de privilèges et fonde sur ceux-ci une hiérarchie qui doit constituer la base de la société nouvelle et à la tête de laquelle il trouve tout naturellement sa place (4). Cette doctrine, qui prône la pérennité de l'inégalité parmi les hommes, n'est pas autre chose qu'une apologie du système capitaliste et de l'exploitation de la classe ouvrière par celui-ci (5).

(1) Cf. *ibid.*, pp. 587-588.

(2) Cf. *ibid.*, pp. 589-590.

(3) Cf. *ibid.*, p. 596.

P. 597 : « Vous ne devez ni démolir, ni détruire ce qui barre votre chemin, mais tourner l'obstacle et le laisser de côté. Quand vous aurez ainsi agi, il disparaîtra de lui-même, car il n'aura plus de raison d'être. »

« Si vous cherchez la vérité et répandez la lumière, le mensonge et les ténèbres disparaîtront parmi Vous. »

(4) Cf. *ibid.*, pp. 593-596.

(5) Cf. *ibid.*, p. 593.

CONCLUSION

Le développement de Marx et de Engels, en 1845 et au début de 1846, est caractérisé par l'élaboration des principes fondamentaux du matérialisme historique. Cette élaboration se fait en étroite liaison avec leur développement politique et social, qui les amenait à s'unir de plus en plus étroitement au prolétariat et à participer à ses luttes. Cette élaboration du matérialisme historique répond en effet au besoin de fournir au prolétariat, par l'élimination de l'idéalisme, du dogmatisme et de l'utopisme, la base théorique seule capable de lui permettre de diriger sa lutte victorieusement.

Leur conversion au communisme les avait déjà amenés à une première conception du matérialisme historique, qui se dégageait de leur analyse critique du régime capitaliste et du rôle révolutionnaire du prolétariat.

Dans ses articles des *Annales franco-allemandes* (1844) : « La question juive » et « Introduction à la critique de la philosophie du droit de Hegel », Marx avait souligné, dans sa critique du régime capitaliste, l'importance de l'action du prolétariat, appelé à abolir ce régime par une révolution communiste. Mais il y montrait une conception encore semi-abstraite du prolétariat et de la révolution communiste, le premier ayant un peu la valeur d'une idée-force, la seconde se présentant un peu comme un postulat.

Dans ces mêmes *Annales*, Engels venait préciser les conceptions de Marx, en montrant, principalement dans son article sur la « Contribution à la critique de l'économie politique », comment le développement même du régime capitaliste, par l'aggravation de la concurrence et des crises, qui déterminait la ruine des classes moyennes et l'accentuation de la lutte de classes entre la bourgeoisie et le prolétariat, menait nécessairement à une révolution communiste.

Peu après la publication de ses articles dans les *Annales franco-allemandes*, Marx entreprend, dans les *Manuscripts d'économie politique et de philosophie* de 1844, une critique plus appro-

fondie du régime capitaliste. S'inspirant de l'idée feuerbachienne d'aliénation, il souligne que la tare fondamentale du régime capitaliste est d'engendrer le travail *aliéné* qui entraîne la déshumanisation de tous les hommes, en particulier du prolétariat, d'où la nécessité de remplacer ce système par un système communiste.

L'analyse du travail aliéné lui ayant montré toute l'importance du travail dans la détermination de la vie humaine et le développement de l'histoire, il fonde sur la notion de *praxis*, c'est-à-dire de travail productif, une nouvelle conception matérialiste du monde de caractère dialectique et historique. Il expose comment l'homme, à la différence de l'animal, modifie de plus en plus profondément la nature pour l'adapter à ses besoins, se transforme lui-même en modifiant la nature et comment cette transformation concomitante de la nature et de l'homme par le travail constitue le contenu essentiel de l'histoire.

Cet ouvrage, qui reposait sur la conception du travail *aliéné* et de l'homme *aliéné*, auxquels s'opposaient le travail *vrai* et l'homme *vrai*, témoignait de l'influence encore profonde de Feuerbach. D'autre part, par sa division de l'histoire en une période inhumaine caractérisée par le régime de la propriété privée et le travail aliéné, à laquelle devait succéder la période de réhumanisation de l'humanité, par l'abolition du travail aliéné grâce à une révolution communiste, Marx procédait encore un peu à la manière des utopistes.

Ici encore, Engels allait apporter à Marx, par son article sur « La situation de l'Angleterre » (1844), qui paraissait peu après l'achèvement des *Manuscrits*, les éléments qui lui permettaient de corriger ce que sa conception du développement historique avait encore d'utopique et d'abstrait, en montrant comment la situation de ce pays, à l'époque présente, était déterminée par le développement de la révolution industrielle.

Dans *La Sainte Famille* (1845), Marx devait déjà, par la critique de la philosophie de Bruno Bauer et par l'analyse de quelques questions philosophiques, politiques et sociales, se libérer largement de l'abstraction et de l'utopisme.

Comme l'élaboration beaucoup plus poussée des principes généraux du matérialisme dialectique mais surtout historique, dans les *Thèses sur Feuerbach*, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* et *L'idéologie allemande* se fait en liaison de plus en plus étroite avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat en Angleterre, en France, en Belgique et en Allemagne, pays avec lesquels Marx et Engels étaient en constante relation, il est nécessaire de connaître le développement économique et social

de ces pays pour comprendre comment le développement idéologique de Marx et de Engels s'intègre dans la situation générale de leur temps.

Ce qui caractérise la situation de l'Angleterre dans les années quarante, c'est la profonde transformation économique et sociale apportée dans ce pays par la révolution industrielle. Ruinant progressivement artisans et petits fabricants par l'utilisation accrue de machines et de la vapeur comme force motrice, elle fait de la grande bourgeoisie, qui possède les nouveaux moyens de production industrielle, la principale classe dirigeante ; mais l'aristocratie foncière reste encore puissante, grâce à l'accaparement des terres, l'amélioration des moyens de culture et l'exploitation des mines de charbon, de fer et de cuivre, qui lui permettent de participer à l'essor industriel. L'antagonisme entre la bourgeoisie industrielle et l'aristocratie foncière se traduit, sur le plan politique, par la lutte qui oppose au Parlement les wighs aux tories. Grande bourgeoisie et aristocratie foncière s'unissent, par ailleurs, dans leur lutte contre leur ennemi commun, le prolétariat. A côté du prolétariat rural, né de la ruine des petits paysans et fermiers, il se forme, du fait du développement accéléré de la grande industrie, un prolétariat urbain, de plus en plus nombreux, que la misère pousse à la révolte. Grâce à la conquête du droit de coalition, de grève et de vote, le prolétariat anglais peut poursuivre avantageusement et sur le plan syndical, avec les *Trade-Unions*, et sur le plan politique, avec le chartisme, son combat contre la bourgeoisie et l'Etat bourgeois.

Alors qu'en Angleterre la révolution industrielle est arrivée à peu près à son terme dans les années quarante, elle est alors en France et en Belgique encore en voie de développement et n'est guère qu'à ses débuts en Allemagne, d'où la différence dans le développement économique, social et politique de ces pays, par rapport à l'Angleterre.

En France, où prédomine encore la production agricole, la production industrielle conserve, dans l'ensemble, un caractère artisanal et manufacturier, avec cependant un essor de plus en plus marqué de la grande industrie. La noblesse, dépossédée de ses biens par la Révolution de 1789, est affaiblie économiquement, socialement et politiquement, et cesse de jouer, après la Révolution de 1830, le rôle de classe dirigeante.

Par l'accaparement des terres de la noblesse et du clergé, il s'est formé une classe nombreuse de moyens et petits paysans, mais celle-ci s'affaiblit par suite du morcellement à l'infini du sol, qui s'oppose à la modernisation des moyens de culture.

L'artisanat, qui joue un rôle encore important, est cependant en voie de décadence, en raison de la concurrence croissante des manufactures et des fabriques. Le développement rapide de ces dernières renforce la grande bourgeoisie industrielle et bancaire, qui accède au pouvoir par la Révolution de 1830. Elle domine l'Etat et, grâce au système électoral censitaire, elle exclut du pouvoir les classes moyennes et la classe ouvrière. Les classes moyennes s'unissent, dans leur opposition à la grande bourgeoisie, à la classe ouvrière formée encore, en majeure partie, d'artisans de plus en plus prolétarisés. Artisans et prolétaires, privés de tout droit et ne pouvant s'organiser ni sur le plan syndical ni sur le plan politique, ont recours, pour faire triompher leurs revendications, à des grèves illégales et à des émeutes organisées en commun avec les éléments révolutionnaires petits bourgeois dans des sociétés secrètes.

La situation économique sociale et politique de la Belgique, où le développement de la révolution industrielle est également en retard par rapport à l'Angleterre, est dans l'ensemble analogue à celle de la France. La lutte politique se livre entre les grands propriétaires fonciers conservateurs et la grande bourgeoisie libérale. Comme en France, les classes moyennes et la classe ouvrière, exclues du pouvoir par le suffrage censitaire, ont tendance à s'unir dans leur lutte commune contre l'Etat.

Plus encore que la France et la Belgique, l'Allemagne est, dans les années quarante, un pays essentiellement agraire. Le développement de la révolution industrielle, entravé par une situation encore semi-féodale et par le morcellement du pays en un grand nombre d'Etats, se fait très lentement, jusqu'à la formation, en 1834, de l'Union douanière, qui crée des conditions plus favorables à l'essor de la grande industrie. Celui-ci se produit en Silésie, en Saxe et surtout en Rhénanie et en Westphalie, tandis que subsiste, à l'est de l'Elbe, la grande propriété semi-féodale et que prédominent, dans l'Allemagne du Centre et du Sud, la petite et moyenne propriété paysanne.

En même temps qu'elle se renforce, la grande bourgeoisie accentue son opposition aux survivances du féodalisme et à l'absolutisme et réclame un régime libéral, c'est-à-dire une constitution avec suffrage censitaire qui lui permettrait d'accéder, au moins partiellement, au pouvoir.

Les éléments progressistes des classes moyennes : médecins, avocats, professeurs, journalistes, luttent pour obtenir des réformes non pas libérales, mais démocratiques, étant convaincus que la démocratisation de l'Etat permettrait de résoudre tous

les problèmes politiques et sociaux. Leur tendance socialisante les incline, comme en France et en Belgique, vers une entente plus ou moins étroite avec la classe ouvrière.

L'agitation sociale soulevée par la révolte des tisserands, qui met à l'ordre du jour la question du paupérisme, donne, à la fin de 1844, naissance au mouvement du socialisme *vrai*, forme caractéristique du socialisme utopique en Allemagne. Comme il n'y a alors ni un puissant prolétariat ni une classe moyenne révolutionnaire, le socialisme *vrai* s'appuie surtout sur les intellectuels de tendance socialisante. D'où le caractère idéaliste de ce socialisme qui, à la différence du socialisme et du communisme français et anglais, part de concepts philosophiques. Il se fonde sur la doctrine de Hess, qui pense que la tare fondamentale de la société présente est la généralisation de l'isolement et de l'égoïsme engendrés par la concurrence et qui donne, de ce fait, comme but primordial au socialisme, l'abolition de l'égoïsme. Affadissant encore cette doctrine, en faisant de l'amour un élément capital de la transformation sociale, le socialisme *vrai* ne tarde pas à tomber dans la pure utopie et dans la phraséologie. Cependant, précisément par la manière idéaliste et sentimentale dont il traite la question sociale, le socialisme *vrai* réussit, en dépit de la censure, à répandre largement les idées socialistes jusqu'alors ignorées du grand public et prépare ainsi, de manière indirecte, la voie au marxisme, de même que l'agitation révolutionnaire des artisans et des prolétaires la lui ouvre sur le plan, non pas idéologique mais social. Né à Paris du contact des artisans allemands avec les artisans et prolétaires révolutionnaires français, le communisme artisanal allemand se répand, après les poursuites contre la *Ligue des Justes*, en Angleterre, en Belgique, en Allemagne et en Suisse et prend, dans chacun de ces pays, un caractère différent, déterminé par la situation particulière du prolétariat. En Angleterre, les artisans communistes allemands, influencés par le puissant prolétariat anglais, sont les premiers à se libérer de l'utopisme ; en France, en Belgique, en Allemagne et surtout en Suisse, où la production artisanale reste encore plus ou moins prépondérante, le communisme artisanal allemand conserve un caractère utopique, dont il se libère progressivement dans la mesure même où les artisans révolutionnaires participent à la lutte de classes du prolétariat.

En Allemagne cette lutte ne commence vraiment à se faire jour qu'en 1844, avec la révolte des tisserands. Le prolétariat, qui n'était jusqu'alors qu'une masse misérable et passive, aux soulèvements sporadiques lorsqu'il était poussé à bout par une

intolérable misère, commence, après cette grève, qui est à l'origine de son action révolutionnaire, à organiser sa lutte de classes. Il rejoint, dans celle-ci, le mouvement des artisans communistes et leur action conjuguée ouvre, sur le plan social, la voie au marxisme en Allemagne.

C'est dans cette situation générale que Marx et Engels continuent à élaborer les principes généraux du matérialisme historique comme base théorique de la lutte du prolétariat et commencent à organiser, par opposition au socialisme réformiste, au communisme utopique et au socialisme *vrai*, un Parti communiste international prolétarien. Au début, ils sont encore très isolés, mais ils sont peu à peu rejoints par des démocrates révolutionnaires, qui s'orientent vers le communisme : W. Wolff, G. Weerth, J. Weydemeyer et K. D'Ester, qui, convertis à leurs idées, se joignent à eux dans leurs luttes.

Après *La Sainte Famille*, Marx et Engels poursuivent, tout d'abord séparément, l'élaboration de leurs conceptions nouvelles, Engels à Barmen dans *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, Marx à Bruxelles dans les *Thèses sur Feuerbach*.

Dans les *Thèses sur Feuerbach* où il se libère complètement de l'influence feuerbachienne, Marx part de la conception du rôle fondamental de l'activité productive, de la *praxis*, qu'il avait déjà souligné dans les *Manuscrits d'économie politique et de philosophie*, aussi bien pour critiquer le matérialisme encore semi-métaphysique de Feuerbach que pour dégager, par opposition à celui-ci, comme il venait de le faire dans *La Sainte Famille* par opposition à la *Critique critique* de Bruno Bauer, quelques aspects fondamentaux du matérialisme dialectique et historique.

C'est parce qu'il n'a pas compris le rôle déterminant que joue l'activité productive, la *praxis*, dans la vie humaine et dans l'histoire, que Feuerbach a été amené à une fausse conception de la nature, de l'individu et de la société et par là même des problèmes sociaux et théoriques. Comme il considère la réalité sensible uniquement sous la forme d'objet et non sous la forme d'activité productive de l'homme, il voit dans la nature, non un objet de l'activité humaine, mais seulement un objet de contemplation pour l'homme. De ce fait, la nature n'est pas pour lui la nature de plus en plus transformée par le travail humain, mais la nature, telle qu'elle se présente à l'origine à l'homme, sous sa forme primitive.

Cette méconnaissance du rôle de la *praxis* explique sa conception également fautive de l'individu et de la société. Il considère,

en effet, l'individu moins dans ses rapports sociaux que dans ses rapports naturels avec les autres hommes, d'où sa conception anthropologique de l'homme, et aussi de la société sous la forme de l'espèce, c'est-à-dire d'une communauté naturelle d'individus socialement indifférenciés. De là son incapacité de saisir les vrais rapports de l'homme avec la nature, de l'individu avec la société et de comprendre et résoudre les problèmes sociaux, qu'il ramène pour l'essentiel à la question religieuse, traitée du point de vue psychologique, et les problèmes théoriques, en particulier celui des rapports entre la pensée et l'être.

Ce n'est que si l'on part de la *praxis* que l'on arrive à une juste compréhension des relations entre l'homme et la nature, de l'individu considéré dans ses rapports sociaux, de la société conçue comme l'ensemble de ces rapports et de la question religieuse, dont le caractère est moins psychologique que social et qui ne peut être résolue que par une transformation de la société. C'est par la *praxis* également qu'on saisit les rapports entre la pensée et l'être, la pensée n'étant que le reflet de l'activité humaine et des transformations que celle-ci apporte au milieu naturel et social.

De cette critique de Feuerbach Marx dégagait ainsi quelques traits essentiels d'un matérialisme nouveau, qui s'opposait à celui de Feuerbach par son caractère historique, dialectique et révolutionnaire.

Cette conception, qu'il ne faisait qu'esquisser dans ces *Thèses*, Marx la précisait et la développait, sans doute, dans un ouvrage sur la *Critique de la politique et de l'économie politique*, auquel il travaillait alors, mais qui ne fut pas publié et a disparu.

À la différence de Marx, qui avait dû s'engager à s'abstenir de toute activité révolutionnaire en Belgique, Engels est impatient, dès son retour à Barmen, de se livrer activement à la propagande communiste. Il est déçu d'y trouver, non, comme en Angleterre, un prolétariat révolutionnaire, mais une classe ouvrière démoralisée par la misère, sur laquelle la propagande communiste n'avait apparemment guère de prise ; il met alors à profit, avec Hess, le fait que la question du paupérisme est très débattue, pour gagner par ce biais la bourgeoisie éclairée au communisme. Dans les réunions qu'ils organisent à Elberfeld, il s'attache à montrer que le communisme n'est pas une utopie, mais le résultat nécessaire du développement du régime capitaliste. Il renforce cette propagande en créant avec Hess une revue, *Le miroir de la société*, dont il fait le premier organe prolétarien allemand, en y exposant les conditions de vie de la classe

ouvrière non seulement en Allemagne, mais aussi en Angleterre, en France et en Belgique.

L'influence de son séjour dans le pays encore rétrograde qu'était l'Allemagne et sa liaison avec Hess se font sentir par la persistance, chez lui, de conceptions feuerbachiennes, et par une certaine incertitude doctrinale qui se manifeste, entre autres, dans sa correspondance avec Marx au sujet de Stirner dont il pense, contrairement à Marx, qu'on pouvait utiliser la théorie anarchisante en faveur du communisme.

La rédaction de son ouvrage sur la *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, qui constitue son œuvre capitale à cette époque, lui permet d'échapper à cette influence. Par l'analyse qu'il continue à faire des rapports économiques et sociaux en Angleterre, il se maintient, en effet, au niveau idéologique qu'il avait atteint dans ce pays.

Dans ce livre, qu'il achève à peu près au même moment où Marx rédigeait ses *Thèses sur Feuerbach* et où il expose que la misère du prolétariat, sa lutte contre la bourgeoisie et la révolution communiste sont la conséquence inéluctable du développement du système capitaliste, Engels dépasse, sur deux points essentiels, les conceptions exposées dans son article sur la situation de l'Angleterre. Il fait, en effet, dériver d'une manière beaucoup plus approfondie et précise les rapports économiques, sociaux, politiques et idéologiques de l'Angleterre de la révolution industrielle, et il souligne, par ailleurs, plus fortement les conséquences révolutionnaires de celle-ci. Il montre que le remplacement de la production artisanale et manufacturière par celle des fabriques engendre, en même temps que la ruine des classes moyennes, le renforcement de la grande bourgeoisie par la concentration des capitaux et des moyens de production entre ses mains, et le développement du prolétariat abominablement exploité, car il doit vendre son travail comme une marchandise et est soumis aux lois qui régissent la production et la vente des marchandises. D'où sa dégradation physique, intellectuelle et morale, mais aussi sa volonté accrue de se libérer des conditions inhumaines de vie, qui lui sont imposées, et le renforcement de sa lutte de classes contre le régime capitaliste et la bourgeoisie. Malgré les moyens considérables dont elle dispose, la bourgeoisie anglaise s'avère incapable d'empêcher l'aggravation de cette lutte. Soutenu par les *Trade-Unions* et le mouvement chartiste, le prolétariat anglais, prenant mieux conscience de ses intérêts de classe et se rendant compte qu'il ne peut se libérer que par une révolution communiste, s'engage de plus en plus résolument dans le

combat révolutionnaire et remplace, comme élément social moteur de l'histoire, la bourgeoisie qui avait jusqu'alors joué ce rôle.

Dans ce livre, qui constitue la première grande analyse d'une période de l'histoire faite du point de vue du matérialisme historique, Engels se libère à peu près totalement de l'influence de Feuerbach et du socialisme *vrai*. Il apporte, tout à fait indépendamment de Marx, et sur un tout autre plan que celui-ci, une contribution très importante à l'élaboration des principes fondamentaux du matérialisme historique. Il vient là encore, comme il l'avait fait dans ses articles des *Annales franco-allemandes* et dans son article sur « La situation de l'Angleterre », compléter, sur le plan concret, les conceptions théoriques de Marx.

En effet, il souligne dans son analyse de la situation de l'Angleterre, de manière, à vrai dire, non systématique et plus implicite qu'explicite qu'on ne peut arriver à une exacte compréhension de l'histoire que par une analyse approfondie des rapports économiques et sociaux, en excluant toute considération idéaliste ou dogmatique. Le cours de l'histoire est en effet essentiellement déterminé par le développement des forces de production, qui entraîne, avec une nouvelle division du travail et de nouvelles formes de propriété, une transformation des rapports économiques, sociaux, politiques et idéologiques. L'idéologie d'une société a, de fait, comme les rapports sociaux, un caractère de classe et ne peut être comprise que dans ses rapports avec les luttes de classes. D'où l'inanité de la conception idéaliste de l'histoire ramenée à un développement d'idées, et d'une manière générale de toute théorie qui se situe en dehors de la vie sociale.

Si Engels ne parvenait pas encore à porter ses idées à un aussi haut degré de généralisation que Marx, du fait qu'il ne l'égalait pas sur le plan théorique, il analysait par contre avec plus de précision que lui les relations entre les rapports économiques et sociaux. Bien que Marx fût arrivé à une plus haute et large conception matérialiste de l'histoire, il ne voyait pas, en effet, dans le détail, aussi clairement que Engels, comment le développement des forces de production détermine les rapports économiques, sociaux et politiques.

Lors de leur rencontre à Bruxelles, en avril 1845, Engels fut profondément impressionné par la largeur et la profondeur des vues nouvelles de Marx. Il contribuait de son côté à enrichir la pensée de son ami, en lui donnant, par son livre, un modèle

d'application des principes du matérialisme historique à l'étude de l'histoire, complétait ainsi, comme il l'avait fait déjà, par deux fois, les conceptions de Marx, à un tournant décisif de sa pensée. S'ils avaient pu déjà collaborer avec profit dans *La Sainte Famille*, sur la base des conceptions matérialistes, auxquelles ils avaient, chacun de leur côté, accédé, ils pouvaient le faire mieux encore maintenant que leurs conceptions se complétaient à un niveau plus élevé.

Leur voyage commun en Angleterre devait leur permettre d'étendre leurs connaissances d'économie politique et, en entrant en relations plus étroites avec les dirigeants de *La Ligue des Justes* et du chartisme, de commencer à exercer une influence directe sur le développement de la lutte internationale du prolétariat.

Plus ils se rendaient compte de l'importance historique de cette lutte, plus se renforçait chez eux la conviction que le prolétariat devait, pour mener victorieusement son combat, rejeter totalement l'idéalisme, le dogmatisme et l'utopisme, qui ne pouvaient qu'entraver sa lutte.

C'est la raison profonde qui leur fit rédiger *L'idéologie allemande*, qui allait leur permettre à la fois de donner un exposé d'ensemble du matérialisme historique et de liquider les deux formes, alors les plus répandues en Allemagne, d'idéalisme, de dogmatisme et d'utopisme : la philosophie spéculative et le socialisme vrai.

À l'origine leur but était d'achever la critique de la philosophie spéculative posthégélienne commencée dans *La Sainte Famille*. Ceci impliquait pour eux d'arriver, au préalable, à la maîtrise de leur conception du matérialisme historique. C'est là l'objet du chapitre intitulé « Feuerbach ». Ils rejettent les conceptions des historiens bourgeois qui, ne tenant pas compte de la base réelle de l'histoire, la création de la vie matérielle des hommes par le développement des forces de production, ramènent le cours de l'histoire à la succession des luttes religieuses et politiques, et plus encore aussi celles des philosophes idéalistes, qui réduisent l'histoire au développement de la pensée. Dans l'élaboration de leur doctrine, ils partent de la conception matérialiste du monde telle qu'elle venait d'être définie par Marx et analysent, de ce point de vue, les grandes périodes de l'histoire, selon la méthode, dont Engels venait de donner le modèle, déterminant pour chacune de ces périodes le mode de production qui la caractérise, avec la division du travail et le mode de propriété qu'il engendre, et expliquant par lui les

rapports économiques, sociaux, politiques et idéologiques propres à cette période.

De ce point de vue, l'histoire se divise en deux grandes époques. Dans la première, les hommes vivent des produits que la nature leur offre de façon immédiate (cueillette, chasse, pêche) ; dans la deuxième, les hommes transforment de plus en plus la nature, par leur travail productif, pour satisfaire leurs besoins.

Cette deuxième époque se divise elle-même en quatre grandes périodes, caractérisées par le développement particulier des forces de production, de la division du travail et des formes de propriété.

La première, qui est celle de la propriété collective de la tribu, répond à un stade encore primitif du mode de production.

La deuxième est celle de la propriété collective antique, de la commune et de l'Etat. La propriété privée se constitue dans le cadre de cette forme collective de propriété. L'esclavage se généralise comme mode de production et avec lui naît la première grande lutte de classes, qui oppose maîtres et esclaves. Il se fait, par ailleurs, une première grande division du travail, marquée par la séparation entre la ville et la campagne et, dans la ville, par une séparation entre l'industrie et le commerce, ainsi qu'entre le travail manuel et le travail intellectuel.

La troisième période est celle de la féodalité. La production agraire prédomine. D'où le rôle de classe dirigeante joué par la noblesse qui possède le sol et exploite les serfs, remplaçant les anciens esclaves ; d'où aussi une nouvelle et grande lutte de classes entre les serfs et les nobles. L'industrie et le commerce se développent dans les villes sous la forme artisanale, où le producteur vend lui-même ce qu'il produit. Comme dans la campagne, l'organisation sociale dans la ville est hiérarchisée ; il y a division, au sein des corporations, entre maîtres, compagnons et apprentis. Dépasant les limites de la ville, le commerce tend de plus en plus à prendre un caractère interurbain et devient le principal élément du progrès économique et social. Le développement croissant de l'industrie et du commerce renforce la puissance de la bourgeoisie qui se constitue dans les villes, où elle lutte à la fois contre la domination de la noblesse, contre les compagnons qu'elle exploite et aussi contre la plèbe, qui commence à se former dans les cités. Le capital a encore la forme de capital fixe, étant essentiellement constitué par la propriété du sol ou de l'atelier, ce qui explique la lenteur des progrès dans la production et dans la division du travail.

La quatrième période est marquée par le passage de la production artisanale à la production manufacturière favorisée par l'accumulation progressive du capital circulant et par le développement du commerce, en particulier du commerce maritime, qui prend un très grand essor à la suite de la création des colonies et qui devient un élément essentiel du progrès économique et social. L'accumulation de plus en plus rapide du capital circulant, du fait du développement du commerce et des manufactures, amène la formation du marché de l'argent, avec les banques, le papier-monnaie et les emprunts d'Etat. Il se produit, en même temps, une profonde transformation sociale caractérisée par l'augmentation de la puissance et du rôle de la grande bourgeoisie en raison de la diminution relative de l'importance de l'agriculture et de l'artisanat.

Comme les manufactures ne peuvent plus satisfaire les besoins croissants, la production manufacturière est progressivement remplacée par celle des fabriques, où le travail s'accomplit à l'aide de machines et où la vapeur est de plus en plus employée comme force motrice. L'essor rapide de l'industrie et du commerce, favorisé par l'amélioration des moyens de communication et de transport, accélère l'extension du capital circulant et entraîne une profonde transformation des rapports sociaux.

En même temps que se généralise la chosification des rapports sociaux qui, perdant leur caractère personnel, sont remplacés par des échanges de marchandises au moyen de l'argent, on voit s'opérer un changement radical dans la structure de la société.

Le développement de plus en plus rapide de la grande industrie et du commerce accélère la décadence de la noblesse et de l'artisanat au profit de la grande bourgeoisie, qui devient la classe dirigeante. Elle subordonne à ses intérêts les pouvoirs de l'Etat et dans chaque Etat toutes les autres classes, déterminant ainsi, à la fois sur le plan national et international, comme autrefois la noblesse, les rapports sociaux, politiques et idéologiques.

Pour la défense de ses intérêts, la grande bourgeoisie dispose de la puissance du capital, de celle de l'Etat et aussi de la religion, de la morale et de l'économie politique ; chacune à sa manière justifie et soutient le régime capitaliste. Elle se heurte cependant à l'opposition de plus en plus déterminée de la classe ouvrière, qui se développe en même temps qu'elle, mais à la manière d'une antithèse. La lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat s'aggrave dans la mesure où s'accroît sa misère et où il prend plus nettement conscience de ses intérêts de classe.

Pour le prolétaire, le travail n'est pas l'activité productive libre, par laquelle l'homme se détermine, mais un travail imposé, un travail d'esclave, qui l'amoindrit dans la mesure même où il produit ; il est contraint pour vivre de se vendre comme une marchandise et il est soumis aux lois qui régissent la production et la circulation des marchandises. Il ne peut se libérer de l'exploitation et de l'oppression qu'il endure que par une lutte sans merci contre la bourgeoisie, lutte qui succède à la lutte entre les maîtres et les esclaves dans l'Antiquité, entre les nobles et les serfs au Moyen Age.

Cette lutte mène nécessairement à une révolution communiste ; celle-ci se distingue radicalement des révolutions sociales antérieures par le fait qu'elle abolira totalement le système capitaliste, alors que celles-ci se contentaient de remplacer la domination d'une classe par celle d'une autre, sans porter atteinte au régime de la propriété privée ; ainsi se perpétuait, sous une autre forme, l'exploitation de la classe ouvrière.

Pour que la révolution communiste soit victorieuse, trois conditions doivent être réalisées : il faut que le système capitaliste soit entièrement développé, que cette révolution ne s'opère pas localement mais universellement, car elle serait sans cela vouée à l'échec, et que le prolétariat soit pleinement conscient de ses intérêts de classe, ce qui exige l'abolition de toutes les illusions, mystifications et utopies, qui entravent son action révolutionnaire.

Par sa lutte, le prolétariat joue, dans les temps actuels, le rôle dévolu avant lui à la bourgeoisie dans la détermination du cours de l'histoire.

Par la révolution communiste, qui abolira, avec le régime de la propriété privée, l'exploitation de l'homme par l'homme, et amènera un développement illimité des forces de production, les individus s'intégreront harmonieusement dans l'organisation sociale et pourront se développer totalement. L'essor illimité des forces de production permettra en effet de réduire à un minimum le travail social s'accomplissant sous le signe de la division du travail ; la limitation de cette activité permettra à tout individu, par l'utilisation de l'ensemble des forces de production arrivées à un très haut degré de développement, de s'adonner, comme le pensait Fourier, aux activités qui lui conviennent le mieux et de devenir, par le plein emploi de ses capacités, un homme universel. C'est là le sens de l'humanisme chez Marx. Le régime communiste dans lequel les hommes domineront le monde des choses, au lieu d'être dominé par lui, marquera le début d'une ère nouvelle de l'humanité.

De cet exposé général du développement de l'histoire humaine se dégagent, non plus de manière fragmentaire, comme dans les *Thèses sur Feuerbach* et *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, mais systématique, complète et claire, les principes généraux du matérialisme historique. Il en ressortait, en effet, que, dans l'analyse de l'histoire, il ne faut pas procéder de manière idéaliste, en partant, comme les philosophes spéculatifs, de la conscience et de l'esprit, considérés comme éléments déterminants du développement historique, ou réduire, comme les historiens bourgeois, l'histoire à une succession de luttes religieuses ou politiques, mais qu'il faut, au contraire, partir de l'homme concret, considéré dans son activité économique et sociale, la base de l'histoire étant l'existence d'individus produisant leur vie matérielle par le travail.

Par le travail, l'homme, à la différence de l'animal, peut transformer la nature pour l'adapter à la satisfaction de ses besoins. La nature est, de ce fait, de moins en moins pour lui, ce qu'elle reste pour l'animal, la nature sous sa forme primitive, mais devient, dans une mesure croissante, la nature humanisée par son travail.

En transformant la nature par son activité productive, l'homme se transforme lui-même. Cette transformation concomitante de la nature et de l'homme par l'activité productive constitue le contenu essentiel de l'histoire dont l'élément déterminant est ainsi le développement des forces de production et des rapports sociaux engendrés par celles-ci.

Comme les hommes ne peuvent vivre qu'en coopérant dans le travail, leur vie a nécessairement un caractère social. Les rapports sociaux qui naissent de cette coopération sont déterminés par le développement des forces de production.

À des forces de production définies répondent, en effet, des rapports sociaux adaptés à leur mise en œuvre.

Le développement des forces de production, de la division du travail et du mode de propriété que celles-ci engendrent détermine, en même temps que les rapports économiques, les rapports sociaux, politiques et idéologiques et par là même le cours de l'histoire.

Dans le système de la propriété privée il se fait une concentration des forces de production entre les mains d'une minorité de possédants, d'où la division de la société en possédants et non-possédants et les luttes de classes qui en résultent.

Le progrès de l'histoire a été jusqu'ici essentiellement provoqué par le développement dialectique des forces de production

et des rapports sociaux. À un stade donné du développement des forces de production répondent des rapports sociaux qui, tout d'abord adaptés à leur mise en œuvre, deviennent progressivement une entrave à leur développement, à mesure que l'accroissement des besoins entraîne une transformation des forces de production. Les rapports sociaux existants doivent être alors remplacés par de nouveaux rapports sociaux, ce qui ne peut être que l'œuvre d'une révolution sociale, née de l'aggravation de luttes de classes.

Le développement des forces de production détermine, en même temps que les rapports économiques, sociaux et politiques, l'idéologie d'une société, c'est-à-dire la transformation de la conscience et de la pensée des hommes. La vie spirituelle de l'homme est étroitement liée à sa vie matérielle ; il ne produit pas en effet sa conscience et sa pensée en tant qu'homme abstrait, mais en tant qu'homme concret, déterminé par son activité productive. On ne peut pas de ce fait séparer la conscience et la pensée des rapports économiques et sociaux dont ils sont le reflet ; ce reflet n'a pas un caractère passif, comme ce serait le fait dans le cas d'une attitude contemplative de l'homme vis-à-vis de la nature, mais traduit la transformation que l'homme apporte à la nature, en même temps qu'à lui-même, par son travail. Ainsi tous les aspects de l'idéologie d'une société — religion, morale, philosophie, droit — ne sont pas des formes abstraites de sa conscience et de sa pensée existant en dehors de ses rapports économiques et sociaux, mais le produit de ceux-ci. Leur caractère et leur transformation dépendent essentiellement du développement des forces de production, de la division du travail et du mode de propriété ; ils varient dans la mesure même où se transforment les forces de production et les rapports sociaux, ce qui explique, par exemple, que les pensées dominantes d'une époque soient toujours celles de la classe dirigeante.

La vie spirituelle a tout d'abord un caractère aussi primitif que la vie même de l'homme ; celui-ci ne se distingue, sur ce plan, de l'animal que par le fait que l'instinct est remplacé par une forme élémentaire de la conscience.

La conscience et la pensée se développent en même temps que les forces de production et la division du travail. De la multiplication de celle-ci naît la séparation entre le travail manuel et le travail intellectuel ; cette séparation détermine la formation d'une catégorie particulière d'individus, celle des penseurs, dont le rôle est de s'occuper de choses intellectuelles et qui se confinent ainsi dans le domaine des abstractions. D'où

la séparation qui se fait chez eux entre l'Être et l'Esprit, entre la réalité matérielle et la réalité spirituelle, qui est à l'origine de l'idéologie comme représentation déformée du réel. Par un renversement des rapports entre l'Être et l'Esprit, les idéologues arrivent à concevoir que ce n'est pas l'être, c'est-à-dire l'homme concret, qui détermine l'esprit, mais que c'est au contraire l'esprit qui le détermine et que l'activité spirituelle constitue l'activité essentielle de l'homme. Ceci les amène à voir dans l'esprit, considéré en soi, comme une entité détachée de la vie matérielle, l'élément déterminant de la vie humaine et de l'histoire. Celle-ci se réduit ainsi à une succession d'idées, ce qui permet aux idéologues de penser que l'on peut modifier le cours de l'histoire par la seule activité de l'esprit, par la simple critique de l'état de choses existant.

Se fondant sur cette conception matérialiste de l'histoire, Marx et Engels, libérés de l'idéalisme, du dogmatisme et de l'utopisme, étaient maintenant à même de régler définitivement son compte à la philosophie spéculative et de commencer à s'engager dans la critique du socialisme utopique.

Le règlement de compte avec la philosophie spéculative se fait par une critique, qui s'adresse maintenant moins à Bruno Bauer qu'à Max Stirner, représentant plus typique encore que B. Bauer, de la philosophie posthégélienne. Cette philosophie est l'aboutissement de la philosophie idéaliste allemande qui reflétait l'état arriéré de l'Allemagne. A la différence de la bourgeoisie française et anglaise, dont la montée rapide répondait à l'essor économique de leurs pays et qui était entrée résolument en lutte contre l'organisation féodale et la monarchie absolue, qu'elle avait réussi à éliminer, la bourgeoisie allemande est restée, depuis la guerre de Trente ans, qui a marqué le début du déclin économique et social de l'Allemagne, jusqu'à la création du Zollverein, trop faible pour jouer un rôle politique et social déterminant. Cela explique son attitude idéaliste vis-à-vis des questions politiques. Détachant le libéralisme, qui était la forme politique du combat mené par la bourgeoisie en France et en Angleterre pour la défense de ses intérêts matériels, la bourgeoisie allemande a vu dans le mouvement libéral une lutte pour le triomphe des principes de liberté, d'égalité, d'humanité.

Cette tendance idéaliste a trouvé son expression chez les penseurs bourgeois allemands du XVIII^e siècle, en particulier chez Kant, qui a fait des idées libérales des principes moraux, et des buts politiques et sociaux poursuivis par la bourgeoisie en Angleterre et en France, des déterminations de la volonté pure. S'ins-

pirant de l'idéalisme de Kant, les philosophes spéculatifs qui lui ont succédé, en particulier Hegel, ont ramené l'histoire au développement de l'Esprit et ont fait de celle-ci une succession d'idées, par lesquelles l'Esprit se réalise progressivement.

B. Bauer et Stirner ont mené à son terme cette philosophie spéculative, en conférant à la philosophie et à la dialectique hégéliennes un caractère subjectif par un retour à la philosophie de Fichte. Ils ont transformé l'Esprit absolu de Hegel, qui, étant à la fois sujet et objet, se développe par une dialectique interne, en Conscience de soi, comme Bruno Bauer, ou en Moi absolu, comme Stirner, qui se développent non, comme l'Idée hégélienne, en connexion étroite avec le monde, qui fait partie de son être, mais en opposition constante avec lui. La subjectivisation de l'Esprit absolu et de la dialectique explique la manière fantaisiste dont B. Bauer et Stirner traitent l'histoire ; n'étant pas étayée, comme chez Hegel par d'immenses connaissances, elle est devenue, chez eux, une pure construction de l'esprit, tournant à la phraséologie.

Réduisant l'homme à la Conscience de soi, B. Bauer fait du monde, c'est-à-dire de l'ensemble des rapports économiques et sociaux, l'objet de la Conscience de soi en le ramenant au terme abstrait de substance. C'est à l'aide de ces deux abstractions, Conscience de soi et substance qui, comme le Moi et le Non-Moi chez Fichte, s'opposent constamment, que B. Bauer construit son système, dans lequel il montre comment la Conscience, comme le Moi chez Fichte, accède à un degré toujours plus haut de son développement, par sa libération progressive de l'emprise de la substance.

Au lieu de voir dans les rapports qui s'établissent entre la Conscience et la substance, une question propre à la philosophie hégélienne, il la considère comme une question générale de la plus haute portée historique, comme un problème dont dépend l'avenir de l'humanité.

Partageant avec Hegel la conviction que l'Esprit détermine le cours de l'histoire, il pense que celui-ci peut être fixé par la simple critique de fausses conceptions et il assigne, de ce fait, à la critique la tâche de libérer la conscience de l'emprise de la substance, conçue essentiellement sous la forme de la religion, de l'Etat et de la « masse », qui entravent son développement.

La doctrine de Max Stirner marque l'aboutissement du procès de subjectivisation de la philosophie et de la dialectique hégéliennes. Séparant l'individu considéré en soi, dans son unicité, comme Moi absolu, des relations économiques et sociales, il fait

de lui l'élément déterminant de l'histoire. Le sens et le but de l'histoire, pour Stirner, est la formation du Moi absolu, de l'Unique, qui réalise son Etre, en rejetant tout ce qui, sous la forme d'idées *fixes*, l'empêche de s'affirmer comme tel. D'où la division de l'histoire en deux grandes périodes, celle de la préhistoire, au cours de laquelle le Moi se détermine progressivement, en se libérant de la domination de la nature et de celle de l'esprit et la période où le Moi se réalise pleinement dans son unicité.

La première période comprend elle-même deux grands degrés : celui de l'enfance de l'humanité, où l'homme n'arrive pas à se dégager de l'emprise de la nature et celui de l'adolescence où l'homme se libérant de la domination de la nature tombe sous celle de l'esprit. Alors que le premier degré du développement de l'humanité est caractérisé par l'attitude réaliste de l'homme vis-à-vis du monde, le deuxième degré est caractérisé par son attitude idéaliste, source des idées *fixes*, qui transforment le monde en une fantasmagorie et les hommes en possédés.

Pour se libérer de l'emprise des idées *fixes*, qui l'oppriment sous la forme de religion, de pouvoir de l'Etat, ou de domination sociale, il suffit à l'individu de leur dénier tout caractère sacré. De ce fait les luttes réelles que les hommes ont livrées et livrent pour leur libération se transforment, chez Stirner comme chez B. Bauer, en luttes spirituelles.

Le but essentiel de cette lutte, à l'époque actuelle, est le rejet du libéralisme politique qui aboutit à la domination de l'Etat, du libéralisme social, du socialisme qui substitue à la domination de l'Etat celle de la société et du libéralisme humain, de l'humanisme qui subordonne l'individu à l'espèce.

Le rejet des idées fixes permet au Moi de réaliser son être, en prenant possession du monde. Comme cela se fait par la voie de l'imagination, l'Unique n'est que le maître imaginaire du monde, qu'une caricature de l'homme véritable qui exerce son emprise réelle sur le monde par son travail. Avec l'Unique de Stirner, la philosophie spéculative posthégélienne arrive à son terme final.

La philosophie pseudo-révolutionnaire de B. Bauer et de Stirner reflète, comme avant elle, la philosophie idéaliste allemande, l'état encore arriéré de l'Allemagne et, plus particulièrement, la mentalité des petits bourgeois et des intellectuels allemands ; ceux-ci se complaisent d'autant plus à affirmer leur indépendance et leur souveraine volonté qu'ils sont, en fait, totalement impuissants à modifier l'état de choses, dont ils sont les victimes.

Cette maîtrise de la conception matérialiste de l'histoire permettait à Marx et Engels, après avoir liquidé la philosophie spéculative posthégélienne, de diriger leur critique contre cette autre forme de dogmatisme, que représentait le socialisme utopique allemand, le socialisme *vrai*.

Tandis que la réfutation définitive de la philosophie hégélienne et posthégélienne marquait le terme final de la période, au cours de laquelle Marx et Engels avaient développé leur pensée pour ainsi dire en contrepartie de cette philosophie, leur critique du socialisme *vrai* signifiait le début d'une période nouvelle de leur pensée et de leur action. Cette période était marquée par le fait que, participant de plus en plus étroitement au combat révolutionnaire du prolétariat, dont ils commençaient à prendre la direction, ils étaient amenés à combattre impitoyablement l'utopisme, qui détournait le prolétariat de sa lutte et à fixer en même temps les conditions propres à assurer la victoire de celle-ci.

Cette critique du socialisme *vrai* s'avérait d'autant plus urgente et nécessaire que celui-ci exerçait une influence de plus en plus grande sur la classe ouvrière allemande.

Analysant tout d'abord, comme ils l'avaient fait pour la philosophie spéculative, les conditions de la formation du socialisme *vrai*, Marx et Engels montrent que cette formation s'apparente à celle du libéralisme allemand. De même que le libéralisme allemand a été, à ses débuts, le reflet idéalisé des luttes menées par la bourgeoisie anglaise et française pour la conquête du pouvoir, de même le socialisme *vrai* constitue le reflet idéalisé de la lutte de classe livrée par le prolétariat en Angleterre et en France et qu'il commence à engager en Allemagne.

Contrairement aux socialistes et communistes français et anglais, qui défendent effectivement les intérêts de la petite bourgeoisie révolutionnaire ou de la classe ouvrière, par la critique qu'ils font du régime capitaliste et par le combat qu'ils lui livrent, les socialistes *vrais*, transposant, comme l'avait fait avant eux la bourgeoisie allemande, les luttes de classes sur le plan spirituel, considèrent également celles-ci comme des questions essentiellement théoriques.

Comme la doctrine du socialisme *vrai* se fonde sur l'humanisme de Feuerbach auquel Hess avait donné un caractère communiste, Marx et Engels sont amenés à accompagner leur critique des socialistes *vrais*, d'une critique de Feuerbach et de Hess. Dans *L'idéologie allemande*, la critique de Feuerbach ne se

fait pas de manière systématique, comme dans les *Thèses* de Marx, mais plutôt de manière incidente, bien qu'à l'origine, Feuerbach ait probablement dû faire, comme le montre le titre du chapitre sur le matérialisme historique, l'objet d'une critique aussi approfondie que Stirner.

Dans leur critique de Feuerbach, Marx et Engels partent des idées fondamentales exposées dans les *Thèses*. Négligeant le rôle révolutionnaire de la *praxis*, Feuerbach n'a pas pu mener à son terme la critique de l'idéalisme, d'où le caractère semi-métaphysique que conserve son matérialisme. A l'idéalisme, qui spiritualise l'homme et la nature, il oppose bien la nature sensible et l'homme concret, mais, comme il considère la réalité sensible uniquement comme objet et non comme sujet, sous la forme de l'activité productive de l'homme, il adopte une attitude contemplative aussi bien à l'égard de la nature que de la société.

D'où sa fausse conception de la nature, dont il ne voit pas qu'elle est de plus en plus profondément transformée par l'activité productive des hommes et qu'il considère, de ce fait, sous son aspect immédiat et primitif. D'où également sa conception anthropologique de l'individu et de la société. Considérant l'homme du point de vue de ses rapports naturels et non du point de vue de ses rapports sociaux, il le ramène à un individu abstrait, socialement indifférencié et réduit la société, conçue comme l'ensemble de ces individus, à l'espèce humaine.

S'élevant contre l'isolement et l'égoïsme, qui faussent la nature humaine, il pense que les hommes ne réalisent pleinement leur être que dans la communauté, qu'il réduit à l'union du Toi et du Moi. De là le rôle primordial que jouent chez lui, l'amitié et l'amour dans les relations sociales.

Cette conception anthropologique explique la séparation qui s'opère chez lui entre le matérialisme et l'histoire. Son matérialisme en effet n'a pas de caractère historique et sa conception de l'histoire est idéaliste. Il considère, à la manière des utopistes, que le but de l'homme est de réaliser son être par la destruction de l'illusion religieuse, réalisation qu'il se représente sous la forme d'un vague humanisme.

Cette conception idéaliste de l'histoire explique son incapacité à comprendre le vrai caractère des problèmes sociaux et à leur donner une juste solution, d'autant plus qu'il écarte *a priori* toute perspective révolutionnaire. Il pense en effet que les conditions d'existence des hommes sont, d'une manière générale, telles que leur être correspond à leur essence. Si une disharmonie vient à se produire entre l'être et l'essence, ce qui ne peut être

que l'effet d'un hasard malheureux, la seule possibilité de la supprimer est l'action du temps. La seule disharmonie profonde que Feuerbach souligne est celle qui résulte de la religion, qu'il traite moins du point de vue historique et social que du point de vue psychologique ; la religion devant être détruite, non par la suppression des rapports sociaux qui l'engendrent, mais par l'éducation et l'instruction.

Marx et Engels critiquent beaucoup plus brièvement Hess, qui avait dégagé de l'humanisme de Feuerbach un socialisme sentimental, dont s'inspiraient les socialistes *vrais*.

Partant du principe qu'on ne peut donner une solution à la fois pratique et théorique des problèmes sociaux qu'en partant de l'humanisme de Feuerbach, Hess critique l'insuffisance des théoriciens socialistes et communistes français et anglais, qui ont négligé ce point de vue. Le problème fondamental est, pour lui comme pour Feuerbach, de redonner aux hommes leur être véritable par la suppression de l'aliénation.

A la différence de Feuerbach, il considère l'aliénation non sous sa forme religieuse, mais sous sa forme sociale, telle qu'elle se produit dans le travail et dans l'argent en régime capitaliste. Ce régime, dans lequel dominant le profit et la concurrence qui engendrent l'isolement des hommes et l'égoïsme, ne permet pas l'activité libre de l'homme par laquelle seule il peut s'affirmer comme tel. Dans ce régime en effet l'activité des hommes est une activité d'esclave, d'où le plaisir est exclu. Les produits du travail s'y transforment en marchandises et en argent ; l'argent est devenu pour les hommes le Dieu, qui les domine et les asservit. De la séparation entre le travailleur et le produit de son travail est née la division de la société en possédants et non-possédants, qui sont impitoyablement exploités. Cet état de choses ne peut être supprimé que par le remplacement de la société bourgeoise par une société communiste, remplacement qui se réalisera progressivement par la généralisation de l'éducation et de l'instruction.

L'instauration du communisme permettra, par la suppression de la propriété privée, avec la concurrence et l'égoïsme qu'elle engendre, le développement de l'activité libre, dans laquelle le travail est uni au plaisir et une collaboration harmonieuse entre les hommes. Par son appel à l'éducation, à l'instruction et à l'amour Hess faisait du socialisme une doctrine sentimentale, qui ne pouvait être qu'une entrave à l'action révolutionnaire du prolétariat.

Cette critique explicite de Feuerbach et implicite de Hess ne

constituait qu'un prélude à celle des socialistes *vrais*, qui empruntaient à Hess l'essentiel de leurs conceptions.

A la différence des socialistes et communistes français et anglais, les socialistes *vrais* se placent d'emblée sur le plan de la spéculation, en transformant les rapports sociaux en relations entre les hommes considérées de manière abstraite. Partant de l'humanisme feuerbachien et du communisme de Hess, ils aboutissent à une conception métaphysique de la nature, de l'individu et de la société. Ils voient dans la Nature l'ensemble de tous les êtres vivant en harmonie et pensent qu'à l'origine les hommes vivaient aussi en harmonie les uns avec les autres dans la société primitive, proche de la nature. Cette harmonie a été détruite par le régime de la propriété privée, qui a engendré par la recherche du profit et la concurrence, l'isolement des hommes et les luttes qui les divisent. Dans cette conception l'individu et la société sont considérés de manière abstraite, l'individu devenant l'incarnation de l'unicité, la société celle de la communauté et leurs relations se ramenant à l'opposition qui s'établit entre l'unicité et la communauté. Du fait de la rupture de l'harmonie primitive existant entre les hommes, par suite de l'instauration du régime de la propriété privée, le problème fondamental est de rétablir cette harmonie en remplaçant la société bourgeoise par une société communiste. Ceci permettra de substituer au travail d'esclave, propre au régime capitaliste, l'activité libre de l'homme, qui lui permet, par l'union du travail au plaisir, de réaliser pleinement son être.

Comme l'individu et la société, le travail, considéré en soi, devient une catégorie abstraite : n'ayant ni substance ni réalité, elle s'applique indifféremment à tout mode de travail et elle ne peut être ainsi que le fait de l'homme réduit lui-même à une abstraction.

C'est sur cette conception idéaliste de la nature de l'individu, de la société et de l'activité humaine que les socialistes *vrais* fondent leur critique de la société bourgeoise. Celle-ci leur paraît essentiellement caractérisée par le mode de travail et de production qui, en même temps qu'il pervertit les hommes, les divise par l'opposition qui s'établit entre possédants et non-possédants. Par l'instauration du communisme, qui abolira en même temps que la propriété privée et la concurrence, l'isolement des individus et l'égoïsme, les hommes pourront à nouveau mener, sous le signe de l'amour, une vie harmonieuse conforme à leur vraie nature.

Le socialisme *vrai*, avec son caractère métaphysique et son

penchant à la phraséologie, atteint son point culminant avec Karl Grün. Se réclamant de la science allemande, Karl Grün tance de très haut les théoriciens socialistes et communistes français et anglais, qui, ayant négligé de considérer l'essence humaine, n'ont pu arriver qu'à des vues très superficielles du problème social. Comme il ignore lui-même tout des questions sociales il tombe dans la pure phraséologie.

Chez G. Kuhlmann, enfin, le socialisme se transforme en charlatanisme.

Par l'élimination de l'idéalisme, du dogmatisme et de l'utopisme et par l'élaboration plus générale et plus approfondie des principes fondamentaux du matérialisme historique, Marx et Engels ont établi, et c'est là leur immense mérite, dans *L'idéologie allemande*, les lois générales de l'histoire, en se fondant sur la nature même de celle-ci. Le développement historique n'était jusque-là expliqué que par des raisons abstraites — volonté de Dieu, nécessité de réaliser le Vrai ou le Bien — ou par des phénomènes secondaires, tels que les luttes religieuses ou politiques. En montrant que la compréhension de l'histoire ne pouvait résulter que d'une analyse approfondie des rapports économiques et sociaux, ils ont éliminé de celle-ci le dogmatisme et la spéculation.

La prochaine étape de leur développement idéologique, lié à leur activité révolutionnaire devait être déterminée par le fait qu'ils allaient non plus simplement participer à la lutte internationale du prolétariat mais commencer à en prendre la direction.

L'organisation de cette lutte devait les amener à créer le *Bureau international communiste de correspondance de Bruxelles* remplacé ensuite par la *Ligue des Communistes*, à poursuivre la critique impitoyable de l'utopisme sous toutes ses formes, surtout de la doctrine de Proudhon, à étendre les moyens de propagande communiste (création du *Journal de Bruxelles*) et à donner au prolétariat international en particulier au prolétariat allemand, des indications sur la tactique et la stratégie à employer dans le combat qu'il livrait. Le résultat essentiel de cette étape fut le *Manifeste communiste*, paru au moment même où éclatait la Révolution de 1848. Dans ce *Manifeste* se trouvaient réunies les thèses fondamentales du matérialisme historique exposées dans *L'idéologie allemande* et les résultats essentiels tirés de leur agitation révolutionnaire pendant cette époque.

BIBLIOGRAPHIE

ŒUVRES DE K. MARX ET DE FR. ENGELS

- K. MARX et FR. ENGELS, *Marx Engels Werke (M.E.W.)*, t. 2 et 5, Berlin, 1959 s.
- FR. ENGELS, *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*, trad. et notes par G. BADIA et J. FRIEDRICH, Avant-propos par E. J. HOBBSAWN, Paris, Editions Sociales, 1960.
- K. MARX, FR. ENGELS, *L'idéologie allemande*, présentée et annotée par G. BADIA, Paris, Editions Sociales, 1968.

OUVRAGES SUR K. MARX ET FR. ENGELS

- L. ALTHUSSER, *Pour Marx*, Paris, 1965.
- L. ALTHUSSER, Sur le jeune Marx, *La pensée*, n° 96, Paris, 1961.
- B. ANDRÉAS, A proposito di una biografia di Marx, *Rivista storica del socialismo*, n° 28, Milan, 1966.
- G. COGNIOT, *Karl Marx, notre contemporain*, Avant-propos de Waldeck-Rochet, Paris, Editions Sociales, 1968.
- R. GARAUDY, *K. Marx*, Paris, 1964.
- H. GEMKOW, *Karl Marx : Eine Biographie*, Berlin, 1967.
- T. I. OISERMAN, *Die Entstehung der marxistischen Philosophie* (traduit du russe), Berlin, 1965.
- M. V. SEREBRJAKOV, *Le jeune Friedrich Engels*, Leningrad, 1958.
- W. TUCHSCHERER, *La formation de la théorie de la valeur chez Karl Marx (1843-1858)*, Berlin, 1968.

OUVRAGES GÉNÉRAUX DE CRITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, Zurich, Graz, 1965-1966.
- Archiv für Sozialgeschichte*, publiées par G. ECKERT, Hanovre, 1961-1968, t. 1-8.
- D. CANTE, *The left in Europe since 1789*, Londres, 1966.
- Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, t. 1, Berlin, 1966.
- B. GILLE, *Recherches sur la formation de la grande entreprise capitaliste (1815-1848)*, Paris, 1959.

- KUCZYNSKI, *Die Geschichte der Lage der Arbeiter unter dem Kapitalismus*, Berlin, 1955-1961.
 H. LABROUSSE, *Aspects de l'évolution économique et sociale de la France et du Royaume Uni de 1815 à 1880*, Paris, s.d.

Angleterre

- S. G. CHECKLAND, *The rise of industrial society in England, 1815-1885*, Londres, 1964.
 G. D. H. COLE, *A short history of the British working class movement, 1789-1947*, 3 vol., Londres, 1948.
 C. P. HILL, *British economic and social history, 1700-1914*, Londres, 1957.
 M. HOVELL, *The chartist movement*, Manchester, 1925.
 A. HUTT, *British trade-unionism. A short history*, Londres, 1962.
 N. McCORD, *The Anti-Corn League, 1838-1846*, Londres, 1958.
 A. L. MORTON, G. TATE, *Die britische Arbeiterbewegung, 1770-1920*, Berlin, 1960.
 C. SINGER, E. J. HOLMYARD, A. R. HALL, *A history of technology, t. 4 : The industrial revolution, 1750-1850*, Oxford, 1958.

France

- J.-P. AGUET, *Les grèves sous la Monarchie de Juillet (1830-1847)*, Genève, 1934.
 C. BALOT, *L'introduction du machinisme dans l'industrie française*, Lille, 1923.
 S. BERNSTEIN, *Storia del socialismo in Francia. Dall' illuminismo alla Comune*, 2 vol., Rome, 1963.
 L. DUHAM, *La révolution industrielle en France (1815-1848)*, Paris, 1848.
 J. HOURS, *Le mouvement ouvrier français*, Paris, 1952.
 E. LEVASSEUR, *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France de 1789 à 1870*, 2^e éd., Paris, 1903-1904.
 J. LHOMME, *La grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880)*, Paris, 1960.
 J.-P. VIGIER, *La Monarchie de Juillet*, Paris, 1962.

Belgique

- L. BERTRAND, *Histoire de la démocratie et du socialisme en Belgique depuis 1830*, Bruxelles, 1908.
 B. S. CHLEPNER, *La Banque en Belgique*, Bruxelles, 1926.
 N. DE VOLDER, *Sociale Geschiedenis van België : I. Burgerlijk Paternalisme en ongeorganiseerd Proletariaat (1830-1886) ; II. Socialisme en Christelijke Arbeidersbeweging (1830-1945)*, 2 vol., Mechelen, s. d.
Geschiedenis van de socialistische Arbeidersbeweging in België, 8 vol., Anvers, 1960.
 E. DUCPÉTIAUX, *Mémoire sur le paupérisme en Flandre*, Bruxelles, 1850.
 G. JACQUEMYNS, *Histoire de la crise économique en Flandre*, Bruxelles, 1928.

- M. A. PIERSON, *Histoire du socialisme en Belgique*, Bruxelles, 1953.
 H. PIRENNE, *Histoire de la Belgique, 6-7 : De la Révolution de 1830 à la guerre de 1914*, Bruxelles, 1932.

Allemagne

- H. BLEIBER, *Zur Problematik des preussischen Weges der Entwicklung des Kapitalismus in der Landwirtschaft, Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, fasc. 1*, Berlin, 1965.
 P. BENAERTS, *Les origines de la grande industrie allemande*, Paris, 1933.
 H. BLUMBERG, *Die deutsche Textilindustrie in der industriellen Revolution*, Berlin, 1963.
Die Eigentumslosen. Der deutsche Pauperismus und die Emanzipationskrise in Darstellungen und Deutungen der zeitgenössischen Literatur, par C. JANTKE et D. HILGER, Fribourg-Munich, 1966.
 P. GOESSLEIN, *Der Dualismus zwischen Volk und Regierung im Denken der vormärzlichen Liberalen in Baden und Württemberg*, Schramberg, 1932.
 J. KUCZYNSKI, *Die Bewegung der deutschen Wirtschaft von 1800 bis 1846*, Berlin-Leipzig, 1947.
 J. DROZ, P. AYOUBERRY, *Structures sociales et courants idéologiques dans l'Allemagne pré-révolutionnaire (1835-1847)*, Milan, Annali, 1963.
 H. MOTTEK, H. BLUMBERG, H. WUTZNER, W. BECKER, *Studien zur Geschichte der industriellen Revolution in Deutschland*, Berlin, 1960.
 K. OBERMANN, *Die Volksbewegung in Deutschland von 1813 bis 1849*, Berlin, 1961.
 W. SCHMIDT, *Zu einigen Fragen der sozialen Struktur und der politischen Ideologie in der Zeit des Vormärz und der Revolution von 1848-1849, Beiträge zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1965.
 F. ZUNKEL, *Der Rheinisch-Westfälische Unternehmer 1834-1879. Ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Bürgertums im 19. Jahrhundert*, Cologne, Oppladen, 1962.

BIOGRAPHIES DE SOCIALISTES ET COMMUNISTES CONTEMPORAINS
DE MARX ET ENGELS

- G. BAGATURIJA, Roland Daniels, dans *Marx et Engels et les premiers révolutionnaires prolétariens*, Berlin, 1965.
 K. KOSYK, Karl d'Ester als Gemeinderat und Parlamentarier (1846-1849), *Archiv. für sozialgeschichte*, Hanovre, 1961.
 K. OBERMANN, Karl d'Ester, Arzt und Revolutionär ; seine Tätigkeit in den Jahren 1842-1849, *Aus der Frühgeschichte der deutschen Arbeiterbewegung*, Berlin, 1964.
 H. HUBER, Karl Heinzen (1809-1880) *Seine politische Entwicklung und publizistische Wirksamkeit*, Bern-Leipzig, 1932.
 C. F. WITTKE, Against the current, *The life of Karl Heinzen*, Chicago, 1945.

- W. MÖNKE, *M. Hess und der « wahre » sozialismus*, t. 1, Berlin, 1970 (thèse de doctorat).
- W. MÖNKE, *Neue Quellen zur Hess-Forschung. Mit Auszügen aus einem Tagebuch, aus Manuskripten und Briefen aus der Korrespondenz mit Marx, Engels, Weitling, Ewerbeck n.a.*, Berlin, 1964.
- E. SILBERNER, *Moses Hess, Geschichte seines Lebens*, Leiden, 1966.
- B. KAISER, préface de G. WEERTH, *Sämtliche Werke in fünf Bänden*, Berlin, 1956-1957.
- M. KOTSCHETKOWA, G. Weerth dans *Marx und Engels und die ersten proletarischen Revolutionäre* (traduit du russe), Berlin, 1965.
- G. M. BRAVO, *Wilhelm Weitling e il comunismo tedesco prima del quarantotto*, Turin, 1963.
- K. OBERMANN, *Joseph Weydemeyer. Ein Lebensbild, 1818-1866*, Berlin, 1968.

CHAPITRE PREMIER

- E. E. Y. HALES, *Mazzini and the secret societies*, Londres, 1956.
- K. KOSZYK, *Die Bedeutung des Jahres 1845 für den Sozialismus in Deutschland*, Milan, Annali, 1963.
- J. KUYPERS, *Jacob Kats. Agitator*, Bruxelles, 1930.
- K. OBERMANN, *Die soziale Frage in den Anfängen der sozialistischen und kommunistischen Bewegung in Deutschland, 1843 bis 1845*, Milan, Annali, 1963.
- W. SCHIEDER, *Anfänge der deutschen Arbeiterbewegung. Die Auslandsvereine im Jahrzehnt nach der Revolution von 1830*, Stuttgart, 1963.
- P. SCHUPPAN, *Johann Jacoby und seine politische Wirksamkeit innerhalb der bürgerlich-demokratischen Bewegung im Vormärz 1830-1846*, Berlin, 1963 (dissertation).
- A. STRECKFUSZ, *Robert Blum. Sein Leben, sein Wirken*, Halle, 1948.

CHAPITRE II

- M. COLE, *Robert Owen of New Lanark*, Londres, 1953.
- R. I. MEEK, *Marx und Engels über Malthus*, Berlin, 1956.
- W. MÖNKE, *Das literarische Echo in Deutschland auf Friedrich Engels Werk « Die Lage der arbeitenden Klasse in England »*, Berlin, 1965.
- K. OBERMANN, *Urteile über das Werk von Friedrich Engels « Die Lage der arbeitenden Klasse in England »*, Zeitschrift für Geschichtswissenschaft, fasc. 3, Berlin, 1959.

CHAPITRE III

- I. A. BACH, *Le séjour de Marx et Engels à Londres en août 1845. Histoire des idées sociales et politiques*, Moscou, 1955.
- P. CADOGAN, *Harney and Engels*, *International Review of Social History*, Amsterdam, 1965.

- K. GRÜNBERG, Bruno Hildebrandt über den kommunistischen Arbeiterbildungsverein in London, *Archiv für die Geschichte des Sozialismus und der Arbeiterbewegung*, 1923, t. II.
- I. A. BACH, E. P. KANDEL, La participation de Marx et d'Engels au mouvement ouvrier international, facteur décisif dans leur conception du monde (1842-1846), *La nouvelle Critique*, Paris, 1956.
- G. KLAUS, D. WITTICH, Zu einigen Fragen des Verhältnisses von Praxis und Erkenntnis, *Deutsche Zeitschrift für Philosophie*, Berlin, 1961, n° 11.
- W. KUNINA, *George Julian Harney*, Berlin, 1963.
- J. KUYPERS, Karl Marx belgischer Freundeskreis (1845-1848), *International Review of Social History*, Amsterdam, 1962.
- M. RUBEL, Les cahiers de lecture de Karl Marx (1840-1845), *International Review of Social History*, Amsterdam, 1957.
- J. SAVILLE, *Ernest Jones : Chartist*, Londres, 1952.
- A. SCHMIDT, *Der Begriff der Natur in der Lehre von Marx*, Francfort-sur-le-Main, 1962.
- E. SCHRAEPLER, Der Bund der Gerechten. Seine Tätigkeit in London 1840 bis 1847, *Archiv für Sozialgeschichte*, Hanovre, 1962.
- T. R. THOLSEN, The Chartist crisis in Birmingham, *International Review of Social History*, Amsterdam, 1958.

CHAPITRE IV

- B. ANDRÉAS, W. MÖNKE : *Neue Daten zur « Deutschen Ideologie »* Mit einem unbekannten Brief von Karl Marx und anderen Dokumenten, *Archiv für Sozialgeschichte*, Hanovre, 1968.
- G. A. BAGATURJAN, Structure et contenu du manuscrit du premier chapitre de « L'idéologie allemande », *Voprosy filosofii*, Moscou, 1965, n° 10.

L'Index de ce tome sera groupé avec l'Index du tome suivant.

TABLE DES MATIÈRES

	PAGES
CHAPITRE PREMIER. — La situation en Europe occidentale (1840-1847)	5
La révolution industrielle	5
1. L'Angleterre	6
2. La France	8
3. La Belgique	10
4. L'Allemagne	12
Les luttes politiques et sociales en Allemagne (1840-1846) ..	14
1. Le mouvement libéral	15
2. Le mouvement démocratique	16
3. Le socialisme « vrai »	20
4. Le communisme artisanal	32
Le mouvement prolétarien et le développement du communisme jusqu'à la révolte des tisserands de 1844	35
Marx et Engels et les débuts de la formation du Parti communiste marxiste	37
1. Wilhelm Wolff	39
2. Georg Weerth	41
3. Joseph Weydemeyer	43
4. Karl Ludwig d'Ester	45
Conclusion	46
CHAPITRE II. — Fr. Engels, « La situation de la classe ouvrière en Angleterre »	47
Engels à Barmen	47
Max Stirner	51
L'agitation communiste de Engels en Rhénanie	63
« La situation de la classe ouvrière en Angleterre »	80
CHAPITRE III. — Marx et Engels à Bruxelles	120
La vie de Marx à Bruxelles	120
Les travaux de Marx à Bruxelles : <i>Thèses sur Feuerbach</i> ..	129

